

BULLETIN
DE
L'INSPECTION DU TRAVAIL

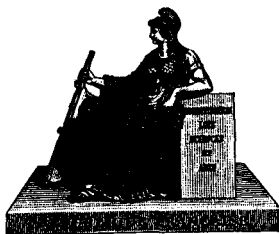
713
MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE
DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES

DIRECTION DU TRAVAIL — (2^e BUREAU)

BULLETIN
DE
L'INSPECTION DU TRAVAIL

DIXIÈME ANNÉE

1902



PARIS
IMPRIMERIE NATIONALE

MDCCCCII

TABLE DES MATIÈRES

DE LA DIXIÈME ANNÉE (1902).

ACTES OFFICIELS.

N^{os} 1 ET 2.

	Pages.
LOI DU 22 MARS 1902 modifiant divers articles de la loi du 9 avril 1898, concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail.....	1
DÉCRET DU 13 NOVEMBRE 1900 instituant une commission de classement pour le service de l'Inspection du travail.....	4
DÉCRET DU 25 DÉCEMBRE 1901 modifiant la nomenclature des établissements classés.....	6
DÉCRET DU 28 MARS 1902 portant règlement d'administration publique sur la durée du travail effectif des ouvriers adultes.....	7
DÉCRET DU 23 MARS 1902 relatif à l'exécution des articles 11 et 12 de la loi du 9 avril 1898 modifiée par la loi du 22 mars 1902.....	10
ARRÊTÉ DU 3 FÉVRIER 1902 relatif à la collaboration des inspecteurs aux travaux des conseils d'hygiène.....	16
ARRÊTÉ DU 20 JANVIER 1902 nommant des membres de la Commission d'hygiène industrielle.....	16
PERSONNEL DE L'INSPECTION.....	17
CIRCULAIRE DU 7 JANVIER 1902 relative au rapport annuel des ingénieurs en chef des mines sur l'application des lois réglementant le travail.....	19
CIRCULAIRE DU 23 JANVIER 1902 au sujet de l'interprétation de la loi du 30 mars 1900 donnée par la jurisprudence de la Cour de cassation.....	21
CIRCULAIRE DU 23 MARS 1902, adressée aux préfets, sur l'application de la loi du 22 mars 1902, modifiant la loi du 9 avril 1898.....	22
CIRCULAIRE DU 24 AVRIL 1902 sur le même objet adressée aux inspecteurs divisionnaires.....	28
DÉCISION MINISTÉRIELLE DU 31 DÉCEMBRE 1901 au sujet du décompte des visites nulles ou blanches.....	30

	Pages.
LETTRES MINISTÉRIELLES DES 18 DÉCEMBRE 1901 ET 5 FÉVRIER 1902 au sujet de l'interprétation des termes « filature, retordage de fils crépés, bouclés et à boutons, de fils moulinés et multicolores ».....	30
DÉCISION MINISTÉRIELLE DU 5 FÉVRIER 1902 au sujet de l'interprétation du mot « bijouterie » à l'article 5 du décret du 15 juillet 1893.....	32
DÉCISION MINISTÉRIELLE DU 14 FÉVRIER 1902 au sujet de l'évacuation des poussières produites par les meules à émeri.....	32
LETTRÉ MINISTÉRIELLE DU 19 FÉVRIER 1902 sur l'application des décrets relatifs aux dérogations à la suite de la réduction de la limite légale de durée du travail.....	33
LETTRÉ MINISTÉRIELLE DU 25 FÉVRIER 1902 au sujet de la distinction des relais et des équipes successives.....	33
LETTRÉ MINISTÉRIELLE DU 1 ^{er} MARS 1902 au sujet de la rédaction des procès-verbaux.....	34
LETTRÉ MINISTÉRIELLE DU 26 AVRIL 1902 au sujet de l'assujettissement des usines à feu contenu à la loi du 30 mars 1900.....	35
LETTRÉ MINISTÉRIELLE DU 30 AVRIL 1902 au sujet du cumul des dérogations prévues par les articles 1 ^{er} et 5 du décret du 15 juillet 1892.....	35
LETTRÉ MINISTÉRIELLE DU 14 MAI 1902 au sujet du calcul de la durée du travail effectif.....	36

N^{os} 3 ET 4.

DÉCRET DU 7 JUIN 1902 nommant le Ministre du Commerce.....	185
DÉCRET DU 10 MAI 1902 réorganisant le service de l'Inspection du travail..	186
ARRÊTÉ DU 27 MAI 1902 déterminant les sections des inspecteurs et inspectrices départementaux.....	190
DÉCRET DU 4 JUILLET 1902 relatif aux dérogations prévues par la loi du 2 novembre 1892.....	200
DÉCRET DU 18 JUILLET 1902 sur l'emploi de la céruse.....	201
DÉCRET DU 6 AOÛT 1902 modifiant les articles 4 et 14 du décret du 10 mars 1894.....	203
ARRÊTÉ DU 27 MAI 1902 complétant l'arrêté du 31 juillet 1894 relatif aux surcharges.....	204
COMMISSION D'HYGIÈNE INDUSTRIELLE.....	205
COMMISSION DE CODIFICATION DES LOIS OUVRIÈRES.....	205
PERSONNEL DE L'INSPECTION.....	205
CIRCULAIRE DU 29 MAI 1902 relative aux dérogations prévues par la loi du 30 mars 1900 en faveur des usines à feu continu.....	210

	Pages.
CIRCULAIRE DU 20 JUIN 1902 relative à la mention du certificat d'études sur les livrets de travail.	211
CIRCULAIRE DU 3 AOÛT 1902 relative à la durée des dérogations à accorder aux industries de plein air.	212
CIRCULAIRE DU 4 AOÛT 1902 sur l'application du décret du 18 juillet 1902 sur l'emploi de la céruse.	213
CIRCULAIRE DU 6 AOÛT 1902 relative à l'évacuation des poussières dans les ateliers d'effilochage.	214
CIRCULAIRE DU 1 ^{er} SEPTEMBRE 1902 sur la statistique des établissements soumis à la surveillance du service des mines.	215
CIRCULAIRE DU 21 SEPTEMBRE 1902 portant instructions générales sur l'application du décret du 28 mars 1902.	216
DÉCISION MINISTÉRIELLE DU 2 JUIN 1902 relative à l'application de l'article 2 de la loi du 30 mars 1900.	223
LETTRE MINISTÉRIELLE DU 12 JUIN 1902 sur l'interprétation des mots « mêmes locaux ».	224
LETTRE MINISTÉRIELLE DU 30 JUIN 1902 relative à l'affichage des avis de veillées et copies d'autorisation de dérogations.	225
LETTRE MINISTÉRIELLE DU 19 AOÛT 1902 sur l'application de la circulaire du 5 juillet 1894 relative aux établissements soumis à la surveillance du service des mines.	226
LETTRE MINISTÉRIELLE DU 30 AOÛT 1902 relative aux dérogations sollicitées en faveur des fabriques de faulx.	227
DÉCISION MINISTÉRIELLE DU 1 ^{er} SEPTEMBRE 1902 relative à l'affichage du décret du 18 juillet 1902 sur la céruse.	228
LETTRE DU 2 SEPTEMBRE 1902 sur l'assujettissement des établissements de bienfaisance et d'instruction professionnelle à la loi du 2 novembre 1902.	228

N^{os} 5 ET 6.

DÉCRET DU 21 NOVEMBRE 1902, interdisant l'opération dite « pompage » dans la poterie d'étain.	327
ARRÊTÉ DU 22 SEPTEMBRE 1902, fixant les indemnités fixes allouées pour frais de tournées aux inspecteurs départementaux.	328
ARRÊTÉ DU 2 DÉCEMBRE 1902, fixant le maximum des frais de tournées payables sur état aux inspecteurs divisionnaires et départementaux.	330
COMMISSION DE CODIFICATION DES LOIS OUVRIÈRES.	332
PERSONNEL DE L'INSPECTION.	333
LETTRE MINISTÉRIELLE DU 29 SEPTEMBRE 1902, au sujet des déclarations d'accident faites en vertu de la loi du 22 mars 1902.	334

	Pages.
DÉCISION MINISTÉRIELLE DU 3 OCTOBRE 1902, au sujet de l'application des lois réglementant le travail à l'industrie de la préparation des tripes. . . .	334
DÉCISION MINISTÉRIELLE DU 15 OCTOBRE 1902, au sujet de l'interprétation du mot « filature » à l'article 5 du décret du 15 juillet 1893 modifié. . .	335
LETTRE MINISTÉRIELLE DU 25 OCTOBRE 1902, au sujet de l'application du décret du 18 juillet 1902 sur la céruse.	335
LETTRE MINISTÉRIELLE DU 25 OCTOBRE 1902, au sujet de la validité d'une mise en demeure non datée.	336
LETTRE MINISTÉRIELLE DU 31 OCTOBRE 1902, au sujet des dérogations demandées pour la fabrication des caisses et de la vannerie destinées à l'expédition du poisson.	336
DÉCISION MINISTÉRIELLE DU 2 DÉCEMBRE 1902, sur les dérogations à accorder à certaines opérations de l'orfèvrerie.	337
DÉCISION MINISTÉRIELLE DU 8 DÉCEMBRE 1902, au sujet des dérogations demandées pour la fabrication des porte-mines, porte-plumes et porte-crayons.	338
DÉCISION MINISTÉRIELLE DU 17 DÉCEMBRE 1902, au sujet des dérogations demandées pour la fabrication des « tableaux-réclame ».	339

JURISPRUDENCE.

N^{os} 1 ET 2.

CONSEIL D'ÉTAT :

Arrêts des 21 et 28 février 1902. — Accidents du travail. — Taxe additionnelle à la patente. — Exploitant de coupes de bois. — Fabricants de fleurs artificielles. — Modistes. — Exemption.	66
---	----

COUR DE CASSATION (CHAMBRE CRIMINELLE) :

Arrêt du 6 décembre 1901. — Loi de 1892, art. 1 ^{er} . — Orphelinat. — Travaux industriels, accessoires et ne faisant pas l'objet d'une organisation régulière et suivie. — Non application de la loi. — Les dispositions de l'article 2 § 6 ne s'appliquent qu'aux orphelinats rentrant dans les catégories indiquées à l'article 1 ^{er}	67
Arrêt du 14 décembre 1901. — Loi de 1892, art. 26. — Cumul des contraventions. — Il doit être prononcé autant d'amendes qu'il y a de contraventions commises du chef d'une même personne employée.	69
Arrêt du 27 décembre 1901. — Loi du 30 mars 1900, art. 2. — Ouvriers mâles adultes employés dans un établissement à personnel mixte. — Durée du travail. — Sanction. — Compétence du tribunal correctionnel.	70

	Pages.
Arrêt du 24 janvier 1902. — Loi de 1892 art. 26. — Enfants employés par des tâcherons. A défaut de chefs de service, la responsabilité pénale se confond avec la responsabilité civile sur la tête du chef d'industrie.....	71
Arrêt du 20 février 1902. — Loi du 30 mars 1900, art. 2. — Mêmes locaux.....	72
Arrêt du 30 janvier 1902. — Forme des procès-verbaux. — Non indication de l'article de loi auquel il a été contrevenu. — Relaxe.....	73
COUR DE CASSATION (CHAMBRE CIVILE) :	
Arrêt du 10 mars 1902. — Loi de 1893, art. 2. — Défaut de protection d'un engrenage. — Imprudence de l'ouvrier. — Responsabilité du patron.....	74
COUR D'APPEL DE PARIS :	
Arrêt du 28 novembre 1901. — Loi de 1898, art. 1 ^{er} . — Arrêté ministériel du 30 mars 1899 fixant les primes afférentes à l'assurance des risques d'un certain nombre de professions. — L'assujettissement de ces professions est laissé à l'appréciation des tribunaux....	76
COUR D'APPEL D'AIX :	
Arrêt du 15 novembre 1901. — Loi de 1892, art. 29. — Obstacle à l'accomplissement des devoirs d'une inspectrice.....	76
TRIBUNAL DE SIMPLE POLICE DE PARIS :	
Jugement du 22 novembre 1900. — Loi du 30 mars 1900. — Durée du travail. — Calcul par jour et non par semaine ou quinzaine....	77
TRIBUNAL DE SIMPLE POLICE DE SAINT-AMAND (NORD) :	
Jugement du 1 ^{er} février 1902. — Loi de 1892, art. 26. — Cumul des contraventions.....	79
TRIBUNAL DE SIMPLE POLICE DE LILLE :	
Jugement du 31 août 1901. — Loi de 1892 modifiée par la loi de 1900, art. 3, § 1. — Nettoyage des métiers pendant les heures réglementaires de repos. — Dépassement de la limite de durée du travail. — Double contravention.....	80

N^{os} 3 ET 4.

COUR DE CASSATION (CHAMBRE DES REQUÊTES) :	
Arrêt du 3 décembre 1901. — Loi de 1893. — Impossibilité d'appliquer un appareil sans nuire au fonctionnement de la machine. — Relaxe.....	229
COUR DE CASSATION (CHAMBRE CRIMINELLE) :	
Arrêt du 12 décembre 1901. — Procès-verbal. — Force probante...	230

	Pages.
Arrêt du 2 janvier 1902. — Loi du 30 mars 1900. — Maximum de durée non atteint. — Repos non obligatoire.....	231
Arrêt du 12 avril 1902. — Loi du 29 décembre 1900. — Étalages extérieurs.....	232
Arrêt du 16 mai 1902. — Procès-verbal. — Indications insuffisantes, — Relaxe.....	233
Arrêt du 20 juin 1902. — Loi de 1898. — Marchand de peaux, chiffons, os et métaux. — Non assujettissement.....	234
Arrêt du 28 juin 1902. — Loi de 1892. — Responsabilité des infractions.....	235
Arrêt du 12 juillet 1902. — Loi de 1892. — Droit d'entrée des inspecteurs la nuit dans les établissements industriels.....	236
Observations du conseiller rapporteur et de l'avocat général sur ce dernier arrêt.....	237
COUR D'APPEL D'ORLÉANS :	
Arrêt du 3 décembre 1901. — Loi de 1892. — Obstacle à l'accomplissement des devoirs de l'inspecteur. — Absence d'élément intentionnel. — Relaxe.....	258
COUR D'APPEL DE DOUAI :	
Arrêt du 15 avril 1902. — Loi de 1892. — Contraventions identiques relevées dans deux procès-verbaux successifs à un jour d'intervalle. — Cumul.....	259
COUR D'APPEL DE CHAMBÉRY :	
Arrêt du 1 ^{er} mai 1902. — Loi du 30 mars 1902. — Mêmes locaux ..	261
TRIBUNAL CORRECTIONNEL DE DAX :	
Jugement du 3 juillet 1901. — Loi de 1898. — Gare de chemin de fer. — Affichage de la loi dans tous les locaux de la gare	261
TRIBUNAL CORRECTIONNEL DE TRÉVOUX :	
Jugement du 23 octobre 1901. — Loi de 1893. — Non représentation du registre d'usine. — Obstacle à l'accomplissement des devoirs de l'inspecteur.....	263
TRIBUNAL CORRECTIONNEL D'AVESNES :	
Jugement du 19 novembre 1901. — Loi de 1892. — Récidive. — Maximum de l'amende. — Affichage et insertion du jugement....	263
TRIBUNAL CORRECTIONNEL DE GAP :	
Jugement du 13 mars 1902. — Loi de 1892. — Établissement de bienfaisance. — Enfants de moins de 13 ans. — Travail industriel. — Condamnation.....	265

N^{os} 5 ET 6.

COUR DE CASSATION (CHAMBRE CRIMINELLE) :

Arrêt du 23 octobre 1902. — Loi de 1892, art. 3. — Les repos prescrits par cet article ne sont obligatoires que lorsque la durée du travail atteint le maximum autorisé. — Seuls les repos obligatoires doivent être pris en commun par tout le personnel protégé..... 339

COUR D'APPEL D'AMIENS :

Arrêt du 4 juillet 1902. — Loi de 1892, art. 27. — Cumul des contraventions commises du chef d'une même personne employée.... 341

COUR D'APPEL DE NÎMES :

Arrêt du 24 juin 1902. — Loi de 1898, art. 1^{er}. — La réception des betteraves précédée du râpage d'un échantillon de ce produit pour le compte d'une sucrerie constitue un travail industriel..... 342

TRIBUNAL CORRECTIONNEL DE LA SEINE :

Jugement du 2 juillet 1902. — Loi de 1892, art. 27. — Récidive. — Maximum de l'amende..... 343

Jugement du 1^{er} octobre 1902. — Loi de 1892, art. 26. — Responsabilité personnelle de chacun des associés en nom collectif témoins des infractions..... 344

TRIBUNAL CORRECTIONNEL DE LYON :

Jugement du 18 juin 1902. — Loi de 1893. — Absence de registre. — Obstacle à l'accomplissement des devoirs de l'inspecteur..... 345

TRIBUNAL CORRECTIONNEL D'ÉPERNAY :

Jugement du 24 juillet 1902. — Loi de 1892, art. 29. — Refus de laisser pénétrer un inspecteur la nuit dans un local où travaillent des ouvrières. — Obstacle à l'accomplissement des devoirs de l'inspecteur..... 346

DOCUMENTS ET RENSEIGNEMENTS DIVERS.

N^{os} 1 ET 2.

CIRCULAIRE DU MINISTÈRE DE LA GUERRE DU 21 OCTOBRE 1901 sur l'emploi des couleurs à base de blanc de céruse dans les établissements militaires. 37

CIRCULAIRE DU MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS DU 3 JANVIER 1902 relative aux mesures de sécurité à prescrire dans les mines..... 37

	Pages.
LOI DU 15 FÉVRIER 1902 relative à la protection de la santé publique	39
APPLICATION À L'ALGÉRIE DES LOIS RÉGLEMENTANT LE TRAVAIL. (Rapport au Président de la République et décrets du 21 mars 1902.)	49

N^{os} 3 ET 4.

SUJETS DES COMPOSITIONS données au concours de l'Inspection de 1902 . . .	271
RELEVÉ par groupes d'industries des accidents déclarés au service de l'Inspection du travail pendant les 3 premiers trimestres de 1902	272
RAPPORTS SUR L'ASSIMILATION DES MALADIES PROFESSIONNELLES AUX ACCIDENTS DU TRAVAIL présentés à la Commission d'hygiène industrielle :	
PLOMB ET SES COMPOSÉS, par M. le D ^r Thoinot	273
MERCURE ET SES COMPOSÉS, par M. le D ^r Albert Josias	289
ARSENIC, par M. le D ^r Bourges	295

N^{os} 5 ET 6.

APPLICATION DES LOIS RÉGLEMENTANT LE TRAVAIL DANS LES ÉTABLISSEMENTS
DE LA MARINE :

Circulaire du 2 juin 1902, relative à l'application du décret du 28 mars 1902	348
Circulaire du 18 décembre 1902, sur la durée du travail effectif des ouvriers adultes pour certains travaux spéciaux désignés par le décret du 28 mars 1902	348
Circulaire du 7 janvier 1903, au sujet de l'extension de la journée de huit heures à tous les arsenaux et établissements hors des ports . .	351
Circulaire du 18 décembre 1902, sur l'application du décret du 6 août 1902 modifiant les articles 4 et 14 du décret du 10 mars 1894 . . .	352
Circulaire du 18 décembre 1902, sur l'application de la loi du 22 mars 1902 et la statistique des accidents du travail	353
RAPPORTS SUR L'ASSIMILATION DES MALADIES PROFESSIONNELLES AUX ACCIDENTS DU TRAVAIL présentés à la Commission d'hygiène industrielle (suite) :	
L'hydrogène sulfuré, par M. le D ^r Courtois-Suffit	354
LES MALADIES PROFESSIONNELLES en Grande-Bretagne de 1899 à 1901	359

LÉGISLATION ÉTRANGÈRE.

N^{os} 1 ET 2.

LOI ANGLAISE DU 17 AOÛT 1901 sur les fabriques et ateliers :

Disposition des articles	82
Texte des articles	89
Appendices	156

N^{os} 3 ET 4.

ITALIE :

Loi du 19 juin 1902 sur le travail des femmes et des enfants dans l'industrie	266
---	-----

N^{os} 5 ET 6.

AUTRICHE :

Code industriel du 20 décembre 1859 modifié	364
Dispositions spéciales :	
A. — Repos hebdomadaire	387
B. — Repos quotidien	405
C. — Travaux de nuit	409
D. — Durée du travail	411
E. — Travail dans les mines	413
F. — Travaux de bâtiment en régie et établissements annexes des chemins de fer	415
G. — Industries du phosphore	415
H. — Inspection du travail	418

TRAVAUX ORIGINAUX DES INSPECTEURS.

N^{os} 1 ET 2.

FABRICATION DES LAMPES À INCANDESCENCE, PAR M. PAUL BELLON, inspecteur départemental du travail à Roubaix	165
---	-----

	Pages.
DE L'INTOXICATION SATURNINE : Mesures préventives employées à la fabrique de céruse de Saint-Waast-la-Vallée (Nord), par M. GRÉGOIRE, inspecteur départemental du travail à Avesnes.....	178

N^{os} 3 ET 4.

ÉTUDE sur les conditions d'hygiène des ouvriers dans les fabriques d'accumulateurs électriques, par M. DRANCOURT, inspecteur du travail à Paris..	303
---	-----

N^{os} 5 ET 6.

ÉTUDE sur l'influence de la réduction de la journée de travail sur le rendement industriel, par M. GRILLET, inspecteur du travail à Rennes.	425
ÉTUDE sur la fabrication mécanique des bouteilles, par M. CARON, inspecteur du travail à Valenciennes,.....	439
LA SEPTICÉMIE CHARBONNEUSE PROFESSIONNELLE, par M. BOULIN, inspecteur du travail à Lyon.....	444

TRAVAUX LÉGISLATIFS.

N^{os} 5 ET 6.

FRANCE :

Tableau, au 1 ^{er} janvier 1903, des projets et propositions de loi soumis au Parlement et concernant la réglementation du travail.....	465
--	-----

PAYS ÉTRANGERS :

Lois, décrets et ordonnances promulguées en 1902 et concernant la réglementation et l'inspection du travail.....	469
--	-----

MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE,
DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.

DIRECTION DU TRAVAIL. — 2^e BUREAU.

BULLETIN
DE L'INSPECTION DU TRAVAIL.

DIXIÈME ANNÉE (1902). — NUMÉROS 1 et 2.

ACTES OFFICIELS.

LOI DU 22 MARS 1902

*modifiant divers articles de la loi du 9 avril 1898, concernant les
responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur
travail.*

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ont adopté,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE promulgue la loi dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. — Les articles 2, 7, 11, 12, 17, 18, 20 et 22 de la loi du 9 avril 1898 sont modifiés ainsi qu'il suit :

Art. 2. — Les ouvriers et employés désignés à l'article précédent ne peuvent se prévaloir, à raison des accidents dont ils sont victimes dans leur travail, d'aucunes dispositions autres que celles de la présente loi.

Ceux dont le salaire annuel dépasse deux mille quatre cents francs (2,400 fr.) ne bénéficient de ces dispositions que jusqu'à concurrence de cette somme. Pour le surplus, ils n'ont droit qu'au quart des rentes stipulées à l'article 3, à moins de conventions contraires élevant le chiffre de la quotité.

Art. 7. — Indépendamment de l'action résultant de la présente loi, la victime ou ses représentants conservent contre les auteurs de l'accident, autres

que le patron ou ses ouvriers et préposés, le droit de réclamer la réparation du préjudice causé, conformément aux règles du droit commun.

L'indemnité qui leur sera allouée exonérera à due concurrence le chef de l'entreprise des obligations mises à sa charge. Dans le cas où l'accident a entraîné une incapacité permanente ou la mort, cette indemnité devra être attribuée sous forme de rentes servies par la caisse nationale des retraites.

En outre de cette allocation sous forme de rente, le tiers reconnu responsable pourra être condamné, soit envers la victime, soit envers le chef de l'entreprise, si celui-ci intervient dans l'instance, au paiement des autres indemnités et frais prévus aux articles 3 et 4 ci-dessus.

Cette action contre les tiers responsables pourra même être exercée par le chef d'entreprise, à ses risques et périls, au lieu et place de la victime ou de ses ayants droit si ceux-ci négligent d'en faire usage.

Art. 11. — Tout accident ayant occasionné une incapacité de travail doit être déclaré dans les quarante-huit heures, non compris les dimanches et jours fériés, par le chef d'entreprise ou ses préposés, au maire de la commune qui en dresse procès-verbal et en délivre immédiatement récépissé.

La déclaration et le procès-verbal doivent indiquer, dans la forme réglée par décret, les nom, qualité et adresse du chef d'entreprise, le lieu précis, l'heure et la nature de l'accident, les circonstances dans lesquelles il s'est produit, la nature des blessures, les noms et adresses des témoins.

Dans les quatre jours qui suivent l'accident, si la victime n'a pas repris son travail, le chef d'entreprise doit déposer à la mairie, qui lui en délivre immédiatement récépissé, un certificat de médecin indiquant l'état de la victime, les suites probables de l'accident, et l'époque à laquelle il sera possible d'en connaître le résultat définitif.

La déclaration d'accident pourra être faite dans les mêmes conditions par la victime ou ses représentants jusqu'à l'expiration de l'année qui suit l'accident.

Avis de l'accident, dans les formes réglées par décret, est donné immédiatement par le maire à l'inspecteur départemental du travail ou à l'ingénieur ordinaire des mines chargé de la surveillance de l'entreprise.

L'article 15 de la loi du 2 novembre 1892 et l'article 11 de la loi du 12 juin 1893 cessent d'être applicables dans les cas visés par la présente loi.

Art. 12. — Dans les vingt-quatre heures qui suivent le dépôt du certificat, et au plus tard dans les cinq jours qui suivent la déclaration de l'accident, le maire transmet au juge de paix du canton où l'accident s'est produit la déclaration et soit le certificat médical, soit l'attestation qu'il n'a pas été produit de certificat.

Lorsque, d'après le certificat médical, produit en exécution du paragraphe précédent ou transmis ultérieurement par la victime à la justice de paix, la blessure paraît devoir entraîner la mort ou une incapacité permanente, absolue ou partielle de travail, ou lorsque la victime est décédée, le juge de paix, dans les vingt-quatre heures, procède à une enquête à l'effet de rechercher :

1° La cause, la nature et les circonstances de l'accident;

2° Les personnes victimes et le lieu où elles se trouvent, le lieu et la date de leur naissance;

3° La nature des lésions;

4° Les ayants droit pouvant, le cas échéant, prétendre à une indemnité le lieu et la date de leur naissance;

5° Le salaire quotidien et le salaire annuel des victimes;

6° La société d'assurance à laquelle le chef d'entreprise était assuré ou le syndicat de garantie auquel il était affilié.

Les allocations tarifées pour le juge de paix et son greffier en exécution de l'article 29 de la présente loi et de l'article 31 de la loi de finances du 13 avril 1900 seront avancées par le Trésor.

Art. 17. — Les jugements rendus en vertu de la présente loi sont susceptibles d'appel selon les règles du droit commun. Toutefois l'appel, sous réserve des dispositions de l'article 449 du code de procédure civile, devra être interjeté dans les trente jours de la date du jugement s'il est contradictoire, et, s'il est par défaut, dans la quinzaine à partir du jour où l'opposition ne sera plus recevable.

L'opposition ne sera plus recevable en cas de jugement par défaut contre partie, lorsque le jugement aura été signifié à personne, passé le délai de quinze jours à partir de cette signification.

La cour statuera d'urgence dans le mois de l'acte d'appel. Les parties pourront se pourvoir en cassation.

Toutes les fois qu'une expertise médicale sera ordonnée, soit par le juge de paix, soit par le tribunal ou par la cour d'appel, l'expert ne pourra être le médecin qui a soigné le blessé, ni un médecin attaché à l'entreprise ou à la société d'assurance à laquelle le chef d'entreprise est affilié.

Art. 18. — L'action en indemnité prévue par la présente loi se prescrit par un an à dater du jour de l'accident, ou de la clôture de l'enquête du juge de paix, ou de la cessation du paiement de l'indemnité temporaire.

L'article 55 de la loi du 10 août 1871 et l'article 124 de la loi du 5 avril 1884 ne sont pas applicables aux instances suivies contre les départements ou les communes, en exécution de la présente loi.

Art. 20. — Aucune des indemnités déterminées par la présente loi ne peut être attribuée à la victime qui a intentionnellement provoqué l'accident.

Le tribunal a le droit, s'il est prouvé que l'accident est dû à une faute inexcusable de l'ouvrier, de diminuer la pension fixée au titre 1^{er}.

Lorsqu'il est prouvé que l'accident est dû à la faute inexcusable du patron ou de ceux qu'il s'est substitués dans la direction, l'indemnité pourra être majorée, mais sans que la rente ou le total des rentes allouées puisse dépasser, soit la réduction, soit le montant du salaire annuel.

En cas de poursuites criminelles, les pièces de procédure seront communiquées à la victime ou à ses ayants droit.

Le même droit appartiendra au patron ou à ses ayants droit.

Art. 22. — Le bénéfice de l'assistance judiciaire est accordé de plein droit, sur le visa du procureur de la République, à la victime de l'accident ou à ses ayants droit devant le président du tribunal civil et devant le tribunal.

Le procureur de la République procède comme il est prescrit à l'article 13 (§ 2 et suivants) de la loi du 22 janvier 1851, modifiée par la loi du 10 juillet 1901.

Le bénéfice de l'assistance judiciaire s'applique de plein droit à l'acte d'appel. Le premier président de la cour, sur la demande qui lui sera adressée à cet effet, désignera l'avoué près la cour dont la constitution figurera dans l'acte d'appel, et commettra un huissier pour le signifier.

Si la victime de l'accident se pourvoit devant le bureau d'assistance judiciaire pour en obtenir le bénéfice en vue de toute la procédure d'appel, elle sera dispensée de fournir les pièces justificatives de son indigence.

Le bénéfice de l'assistance judiciaire s'étend de plein droit aux instances devant le juge de paix, à tous les actes d'exécution mobilière et immobilière et à toute contestation incidente à l'exécution des décisions judiciaires.

L'assisté devra faire déterminer par le bureau d'assistance judiciaire de son domicile la nature des actes et procédure d'exécution auxquels l'assistance s'appliquera.

ART. 2. — La présente loi est applicable aux accidents visés par la loi du 30 juin 1899.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 22 mars 1902.

ÉMILE LOUBET.

Par le Président de la République :

*Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,*

A. MILLERAND.

DÉCRET DU 13 NOVEMBRE 1900

*instituant une commission de classement pour le service
de l'Inspection du travail.*

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes ;

Vu la loi du 2 novembre 1892 et le décret du 13 décembre de la même année concernant l'organisation de l'inspection du travail dans l'industrie;

Vu les décrets des 13 juin 1895 et 14 novembre 1899 concernant les promotions de grade ou de classe dans le personnel de l'inspection du travail;

Vu le décret du 1^{er} septembre 1899 portant réorganisation du Conseil supérieur du travail,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. — Est modifié ainsi qu'il suit l'article 3 du décret du 13 juin 1895 :

La Commission de classement est présidée par le Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, ou à son défaut par le Directeur du travail.

Elle comprendra en outre :

Le représentant du service des mines à la Commission supérieure du travail dans l'industrie,

Le Chef du bureau de l'Inspection du travail,

Deux inspecteurs divisionnaires du travail nommés pour un an par arrêté ministériel et remplacés chaque année,

Trois membres ouvriers élus du Conseil supérieur du travail nommés pour un an au mois de janvier par arrêté ministériel et remplacés chaque année.

En cas de partage des voix, celle du président sera prépondérante.

ART. 2. — Le Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 13 novembre 1900.

ÉMILE LOUBET.

Par le Président de la République :

*Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,*

A. MILLERAND.

DÉCRET DU 25 DÉCEMBRE 1901

modifiant la nomenclature des établissements classés.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes;

Vu le décret du 15 octobre 1810, l'ordonnance du 14 janvier 1815 et le décret du 15 mars 1852 sur la décentralisation administrative;

Vu le décret du 3 mai 1886 déterminant la nomenclature et la division, en trois classes, des établissements dangereux, insalubres et incommodes;

Vu les décrets des 5 mai 1888, 15 mars 1890, 26 janvier 1892, 13 avril 1894, 6 juillet 1896, 24 juin 1897, 17 août 1897, 29 juillet 1898, 19 juillet 1899, 18 septembre 1899 et 22 décembre 1900, qui ont modifié cette nomenclature;

Vu l'avis du Comité consultatif des Arts et Manufactures;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. — La nomenclature des établissements insalubres, dangereux ou incommodes, contenue dans les tableaux annexés aux décrets des 3 mai 1886, 5 mai 1888, 15 mars 1890, 26 janvier 1892, 13 avril 1894, 6 juillet 1896, 24 juin 1897, 17 août 1897, 29 juillet 1898, 19 juillet 1899, 18 septembre 1899 et 22 décembre 1900, est modifiée, conformément au tableau annexé au présent décret.

ART. 2. — Le Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel de la République française* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 25 décembre 1901.

ÉMILE LOUBET.

Par le Président de la République :

*Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,*

A. MILLERAND.

TABLEAU.

ADDITION aux nomenclatures annexées aux décrets des 3 mai 1886, 5 mai 1888, 15 mars 1890, 26 janvier 1892, 13 avril 1894, 6 juillet 1896, 24 juin 1897, 17 août 1897, 29 juillet 1898, 19 juillet 1899, 18 septembre 1899 et 22 décembre 1900.

DÉSIGNATION DES INDUSTRIES.	INCONVÉNIENTS.	CLASSES.
Paille et autres fibres végétales par l'acide sulfureux (Blanchiment des).....	Émanations nuisibles.	2°.
Minerais de zinc non sulfureux (Réduction des).....	Bruit et fumées.	3°.
Ordures ménagères (Incinération des) :		
a) Quels que soient l'état et la quantité traitée journellement.....	Poussières, fumées, odeurs.	1°.
b) A l'état vert, s'il en est traité au plus 150 tonnes par jour et si leur traitement est opéré sans triage et exécuté dans les vingt-quatre heures de leur apport.....	Idem.	2°.

Vu pour être annexé au décret en date du 25 décembre 1901.

*Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,*

A. MILLERAND.

DÉCRET DU 28 MARS 1902

portant règlement d'administration publique sur la durée du travail effectif journalier des ouvriers adultes.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes,

Vu la loi du 9 septembre 1848 relative aux heures de travail dans les manufactures et usines et notamment l'article 2 ainsi conçu :

« Des règlements d'administration publique détermineront les exceptions qu'il sera nécessaire d'apporter à cette disposition générale, à raison de la nature des industries ou des causes de force majeure »;

Vu la loi du 2 novembre 1892 sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels;

Vu la loi du 30 mars 1900 portant modification de celles du 2 novembre 1892 et du 9 septembre 1848;

Vu les décrets des 17 mai 1851, 31 janvier 1866, 3 avril 1889 et 10 décembre 1899, rendus en exécution de la loi du 9 septembre 1848;

Vu l'avis du comité consultatif des arts et manufactures;

Vu l'avis de la commission supérieure du travail;

Le conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. — La durée du travail effectif journalier des ouvriers adultes peut, pour les travaux désignés au tableau suivant et conformément à ses indications, être élevée au-dessus des limites respectivement fixées par l'article 1^{er} de la loi du 9 septembre 1848, en ce qui concerne les établissements ou parties d'établissements industriels n'employant dans les mêmes locaux que des hommes adultes, et par l'article 2 de la loi du 30 mars 1900, en ce qui concerne les établissements ou parties d'établissements industriels employant dans les mêmes locaux des hommes adultes et des enfants, des filles mineures ou des femmes :

DÉSIGNATION DES TRAVAUX.	LIMITE D'AUGMENTATION DE DURÉE du travail effectif journalier.
1° Travail des ouvriers spécialement employés dans une industrie quelconque à la conduite des fours, fourneaux, étuves, sécheries ou chaudières autres que les générateurs pour machines motrices, ainsi qu'au chauffage des cuves et bacs, sous la condition que ce travail ait un caractère purement préparatoire ou complémentaire et ne constitue pas le travail fondamental de l'établissement. Travail des mécaniciens et des chauffeurs employés au service des machines motrices.	Une heure et demie au delà de la limite assignée au travail général de l'établissement; deux heures le lendemain de tout jour de chômage.
2° Travail des ouvriers employés, après arrêt de la production, à l'entretien et au nettoyage des métiers ou autres machines productrices que la connexité des travaux ne permettrait pas de mettre isolément au repos pendant la marche générale de l'établissement.	Une demi-heure au delà de la limite assignée au travail général de l'établissement.
3° Travail d'un chef d'équipe ou d'un ouvrier spécialiste dont la présence est indispensable à la marche d'un atelier ou au fonctionnement d'une équipe, dans le cas d'absence inattendue de son remplaçant et en attendant l'arrivée d'un autre remplaçant.	Deux heures au delà de la limite assignée au travail général de l'établissement.

DÉSIGNATION DES TRAVAUX.	LIMITE D'AUGMENTATION DE DURÉE du travail effectif journalier.
4° Travail des ouvriers spécialement employés soit au service des fours, soit à d'autres opérations, quand le service ou les opérations doivent rester continus pendant plus d'une semaine.	Faculté illimitée pendant un jour pour permettre l'alternance des équipes; cette alternance ne pouvant avoir lieu qu'à une semaine d'intervalle au moins.
5° Travail des ouvriers spécialement employés soit à des opérations de grosse métallurgie (fonte, forgeage, laminage des métaux en grosses pièces et opérations connexes), soit à d'autres opérations reposant sur des réactions qui, techniquement, ne peuvent être arrêtées à volonté, lorsque les unes et les autres n'ont pu être terminées dans les délais réglementaires par suite de circonstances exceptionnelles.	Deux heures; exceptionnellement pour la grosse métallurgie, six heures la veille de tout jour de chômage.
6° Travaux urgents dont l'exécution immédiate est nécessaire pour prévenir des accidents imminents, organiser des mesures de sauvetage, ou réparer des accidents survenus au matériel, aux installations ou aux bâtiments de l'établissement.	Faculté illimitée pendant un jour au choix de l'industriel; les autres jours, deux heures au delà de la limite fixée par l'article 1 ^{er} , § 1 ^{er} , de la loi du 9 septembre 1848.
7° Travaux exécutés dans l'intérêt de la sûreté et de la défense nationales, sur un ordre du Gouvernement constatant la nécessité de la dérogation.	Limite à fixer, dans chaque cas, de concert entre le ministre du commerce et de l'industrie et le ministre qui ordonne les travaux.
8° Travail du personnel des imprimeries typographiques, lithographiques et en taille douce.	Deux heures au delà de la limite fixée par l'article 1 ^{er} , § 1 ^{er} , de la loi du 9 septembre 1848. Maximum annuel : 100 heures.
9° Travail des ouvriers spécialement employés à la mouture des grains dans les moulins exclusivement actionnés par l'eau ou par le vent.	Deux heures au delà de la limite fixée par l'article 1 ^{er} , § 1 ^{er} , de la loi du 9 septembre 1848.

ART. 2. — Les facultés d'augmentation de la durée du travail journalier accordées pour les enfants, les filles mineures et les femmes, en vertu de la loi du 2 novembre 1892, s'appliquent de plein droit aux ouvriers adultes employés dans les mêmes locaux.

ART. 3. — Tout chef d'établissement qui veut user des facultés prévues aux articles précédents est tenu de faire connaître préalablement à l'inspecteur du travail la nature de la dérogation, le nombre d'ouvriers pour lesquels la durée du travail journalier sera augmentée, les heures de travail et de repos de ces ouvriers, celles de l'ensemble du personnel de l'établissement et les jours auxquels s'applique l'augmentation. Copie de cet avis sera affichée dans l'établissement.

Si cette augmentation est motivée, soit par les circonstances exceptionnelles prévues au paragraphe 5 du tableau annexé à l'article 1^{er}, soit par les travaux urgents prévus au paragraphe 6 du même tableau, l'avis doit être envoyé par exprès ou par télégramme à l'inspecteur du travail. Si la faculté réclamée ne lui paraît pas justifiée, celui-ci en avisera l'industriel.

ART. 4. — Les décrets des 17 mai 1851, 31 janvier 1866, 3 avril 1889 et 10 décembre 1899 sont abrogés.

ART. 5. — Le Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 28 mars 1902.

ÉMILE LOUBET.

Par le Président de la République :

*Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,*

A. MILLERAND.

DÉCRET DU 23 MARS 1902

*relatif à l'exécution des articles 11 et 12 de la loi du 9 avril 1898
modifiée par la loi du 22 mars 1902.*

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes,

Vu la loi du 9 avril 1898 concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail, modifiée par la loi du 22 mars 1902;

Vu spécialement l'article 11 et le premier alinéa de l'article 12 ainsi conçus :

« ART. 11. — Tout accident ayant occasionné une incapacité de travail doit être déclaré dans les quarante-huit heures, non compris les dimanches et jours fériés, par le chef d'entreprise ou ses préposés, au maire de la commune, qui en dresse procès-verbal et en délivre immédiatement récépissé.

« La déclaration et le procès-verbal doivent indiquer, dans la forme réglée par décret, les noms, qualité et adresse du chef d'entreprise, le lieu précis, l'heure et la nature de l'accident, les circonstances dans lesquelles il s'est produit, la nature des blessures, les noms et adresses des témoins.

« Dans les quatre jours qui suivent l'accident, si la victime n'a pas repris son travail, le chef d'entreprise doit déposer à la mairie, qui lui en délivre immédiatement récépissé, un certificat de médecin indiquant l'état de la victime, les suites probables de l'accident et l'époque à laquelle il sera possible d'en connaître le résultat définitif.

« La déclaration d'accident pourra être faite dans les mêmes conditions par la victime ou ses représentants jusqu'à l'expiration de l'année qui suit l'accident.

« Avis de l'accident, dans les formes réglées par ce décret, est donné immédiatement par le maire à l'inspecteur départemental du travail ou à l'ingénieur ordinaire des mines chargé de la surveillance de l'entreprise.

« L'article 15 de la loi du 2 novembre 1892 et l'article 11 de la loi du 12 juin 1893 cessent d'être applicables dans les cas visés par la présente loi.

« ART. 12. — Dans les vingt-quatre heures qui suivent le dépôt du certificat et au plus tard dans les cinq jours qui suivent la déclaration de l'accident, le maire transmet au juge de paix du canton où l'accident s'est produit la déclaration et, soit le certificat médical, soit l'attestation qu'il n'a pas été produit de certificat »;

Vu les décrets des 30 juin et 18 août 1899 relatifs à l'application des articles 11 et 12 de la loi du 9 avril 1898,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. — Pour chaque victime d'un accident ayant occasionné une incapacité de travail, dans les cas prévus par la loi du 9 avril 1898, la déclaration de l'accident, le récépissé de cette déclaration, le procès-verbal du maire, le dépôt du certificat médical, le récépissé de ce dépôt, la transmission de pièces à la justice de paix, l'avis au service d'inspection, seront établis conformément aux sept modèles annexés au présent décret.

ART. 2. — Le présent décret aura effet à dater du 1^{er} mai 1902.

Sont rapportés, à la même date, les décrets des 30 juin et 18 août 1899.

ART. 3. — Le Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 23 mars 1902.

ÉMILE LOUBET.

Par le Président de la République :

*Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,*

A. MILLERAND.

MODÈLE I.

DÉCLARATION D'ACCIDENT DU TRAVAIL (a).

(Art. 11 de la loi du 9 avril 1898, modifié par la loi du 22 mars 1902.)

(1) Indiquer le nom, prénoms, profession et adresse, soit du chef d'entreprise, s'il fait la déclaration lui-même, soit de son préposé, en mentionnant son emploi dans l'entreprise, soit des représentants de la victime, en mentionnant à quel titre ils la représentent (père, mère, conjoint, enfant, mandataire, etc.).

Si la déclaration est faite par la victime elle-même, indiquer ici les renseignements prévus ci-après sous le n° 3.

(2) Indiquer la nature de l'établissement et son adresse, ainsi que le lieu précis où l'accident s'est produit.

(3) Indiquer le nom, prénoms, âge, sexe, profession et adresse de la victime.

(4) Spécifier l'engin, le travail, le fait qui a occasionné l'accident.

(5) Préciser la nature des blessures : fracture de la jambe, contusions, lésions internes, asphyxie, etc. Spécifier s'il y a eu décès.

(6) Indiquer les noms, professions et adresses.

(7) Titre et siège du syndicat de garantie, de la société mutuelle ou de la compagnie à primes fixes qui assure le chef d'entreprise. S'il n'y a pas d'assureur, le déclarer expressément.

Le soussigné, (1)
déclare à M. le maire de la commune d
canton d
arrondissement d
département d
conformément à l'article 11 de la loi du 9 avril 1898, modifié
par la loi du 22 mars 1902, qu'un accident ayant occasionné
une incapacité de travail est survenu le
à heure
dans (2)
à (3)

L'accident a été occasionné par la cause matérielle (4) ci-après, dans les circonstances suivantes :

L'accident a produit les blessures suivantes : (5)

Les témoins de l'accident sont : (6)

Je déclare être assuré contre les accidents du travail par la société ci-après : (7)

Fait à , le 19 .

(Signature du déclarant.)

(a) Cette déclaration doit être remise à la mairie par le chef d'entreprise ou son préposé dans les quarante-huit heures de l'accident, non compris les dimanches et jours fériés. Dans les quatre jours qui suivent l'accident, si la victime n'a pas repris son travail, le chef d'entreprise ou son préposé doit, en outre, déposer un certificat de médecin indiquant l'état de la victime, les suites probables de l'accident et l'époque à laquelle il sera possible d'en connaître le résultat définitif. (Mod. IV.)

Si la déclaration est faite par la victime ou ses ayants droit, le certificat médical doit être joint à la déclaration.

MODÈLE II.

DÉPARTEMENT

d

ARRONDISSEMENT

d

CANTON

d

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Mairie d

RÉCÉPISSÉ DE DÉCLARATION D'ACCIDENT DU TRAVAIL.

(Art. 11 de la loi du 9 avril 1898, modifié par la loi du 22 mars 1902.)

Nous soussigné, (1)
maire de la commune d
donnons récépissé à M. (2)

(1) Nom et prénoms.
(2) Nom et prénoms du déclarant.
(3) Nom, prénoms et adresse de la victime.

de la déclaration de l'accident survenu le
à (3)
qu'il a déposée ce jour à la mairie, à heure
Fait à , le 19 .

(Signature.)

MODÈLE III.

DÉPARTEMENT

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Mairie d

ARRONDISSEMENT

PROCÈS-VERBAL DE DÉCLARATION D'ACCIDENT DU TRAVAIL.

(Art. 11 de la loi du 9 avril 1898, modifié par la loi du 22 mars 1902.)

(1) Nom et prénoms.

(2) Indiquer les nom, prénoms, profession et adresse soit du chef d'entreprise, s'il fait la déclaration lui-même, soit de son préposé, en mentionnant son emploi dans l'entreprise, soit des représentants de la victime, en mentionnant à quel titre ils la représentent (père, mère, conjoint, enfant, mandataire, etc.).

Si la déclaration est faite par la victime elle-même, indiquer ici les renseignements prévus ci-après sous le n° 4.

(3) Indiquer la nature de l'établissement et son adresse, ainsi que le lieu précis où l'accident s'est produit.

(4) Indiquer les nom, prénoms, âge, sexe, profession et adresse de la victime.

(5) Spécifier l'engin, le travail, le fait qui a occasionné l'accident.

(6) Préciser la nature des blessures : fracture de la jambe, contusions, lésions internes, asphyxie, etc. Spécifier s'il y a eu décès.

(7) Indiquer les noms, professions et adresses.

Nous soussigné, (1)
maire de la commune d
avons reçu le à heure
de M. (2)

en exécution de l'article 11 de la loi du 9 avril 1898, modifié par la loi du 22 mars 1902, une déclaration relative à un accident survenu le à heure dans (3)
à (4)

Cette déclaration constate :

1° Que l'accident a été occasionné par la cause matérielle (5) ci-après, dans les circonstances suivantes :

2° Que l'accident a produit les blessures suivantes (6) :

3° Que les témoins de l'accident sont (7) :

La déclaration, dont récépissé a été délivré séance tenante au déclarant, a été annexée au présent procès-verbal pour être transmise à la justice de paix dans le délai prescrit par la loi (4).

Fait et arrêté le présent procès-verbal les jour, mois et an que dessus.

(Signature du maire.)

(4) Si la déclaration est faite par la victime ou ses ayants droit, le procès-verbal fait en outre mention du dépôt du certificat médical, qui doit être joint à la déclaration.

MODÈLE IV.

DÉPÔT DE CERTIFICAT MÉDICAL.

(Art. 11 de la loi du 9 avril 1898, modifié par la loi du 22 mars 1902.)

(1) Indiquer les nom, prénoms, profession et adresse soit du chef d'entreprise, s'il fait la déclaration lui-même, soit de son préposé, en mentionnant son emploi dans l'entreprise.

(2) Indiquer les nom, prénoms, âge, sexe, profession et adresse de la victime.

(3) Nom et adresse.

Le soussigné, (1)
remet à M. le maire de la commune d
canton d
arrondissement d
département d
pour être joint à la déclaration faite le
de l'accident survenu le
à (2)

un certificat du docteur (3)

indiquant l'état de la victime, les suites probables de l'accident et l'époque à laquelle il sera possible d'en connaître le résultat définitif.

Fait à , le 19 .
(Signature du déposant.)

MODÈLE V.

d DÉPARTEMENT

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Mairie d _____

d ARRONDISSEMENT

d CANTON

RÉCÉPISSÉ DE CERTIFICAT MÉDICAL.

(Art. 11 de la loi du 9 avril 1898, modifié par la loi du 22 mars 1902.)

- (1) Nom et prénoms.
(2) Nom et prénoms du déclarant.
(3) Nom, prénoms et adresse de la victime.

Nous soussigné, (1)
maire de la commune d
donnons récépissé à M. (2)
du certificat médical relatif à l'accident survenu à (3)
qu'il a déposé ce jour à la mairie,
à heure , pour être joint à la déclaration rappe
le

Fait à , le 19 .

(Signature.)

MODÈLE VI.

d DÉPARTEMENT

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Mairie d _____

d ARRONDISSEMENT

d CANTON

TRANSMISSION DE PIÈCES

À LA JUSTICE DE PAIX POUR ENQUÊTE (a).

(Art. 12 de la loi du 9 avril 1898, modifié par la loi du 22 mars 1902.)

- (1) Nom et prénoms.
(2) Date de la déclaration.
(3) Nom, adresse et qualité du déclarant. (Si la déclaration est faite par la victime elle-même, indiquer ici les renseignements prévus sous le n° 5.)
(4) Date et heure de l'accident.
(5) Nom, prénoms et adresse de la victime.
(6) Désignation et adresse de l'établissement.
(7) Formule à rayer suivant le cas.

Nous soussigné, (1)
maire de la commune d
transmettons avec la présente à M. le juge de paix du canton d la déclaration
faite à notre mairie le (2)
à heure , par (3)
au sujet d'un accident survenu le (4)
à (5)
occupé dans (6)

Ci-joint le certificat médical déposé le
pour être annexé à la déclaration susvisée (7).

(ou:) Nous certifions qu'il n'a pas été déposé de certificat
médical dans le délai prévu par la loi (7).

Fait à , le 19 .

(a) Cette transmission doit être faite dans les vingt-quatre heures qui suivent le dépôt du certificat, et au plus tard dans les cinq jours qui suivent la déclaration.

MODÈLE VII.

d DÉPARTEMENT

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

d ARRONDISSEMENT

Mairie d

d CANTON

AVIS DE DÉCLARATION D'ACCIDENT DU TRAVAIL

TRANSMIS AU SERVICE D'INSPECTION (a).

(Art. 11 de la loi du 9 avril 1898, modifié par la loi du 22 mars 1902.)

(1) Nom et prénoms.

(2) L'inspecteur départemental du travail en résidence à
ou l'ingénieur ordinaire des mines en
résidence à

(3) Indiquer le nom, la qualité et
l'adresse du déclarant.

(4) Indiquer la nature de l'établisse-
ment et son adresse, ainsi que le lieu
précis où l'accident s'est produit.

(5) Indiquer les nom, prénoms,
âge, sexe, profession et adresse de la
victime.

(6) Spécifier l'engin, le travail, le
fait qui a occasionné l'accident.

(7) Préciser la nature des blessures :
fracture de la jambe, contusions, lé-
sions internes, asphyxie, etc.

(8) Indiquer les noms, professions
et adresses.

(9) Si la victime est décédée, le spé-
cifier expressément; sinon indiquer au-
tant que possible la durée probable
d'incapacité de travail d'après le certi-
ficat médical.

Nous soussigné, (1)

maire de la commune d

avisons M (2)

que nous avons reçu le à heure

de (3)

une déclaration d'accident survenu le

à heure

dans (4)

à (5)

Cette déclaration constate :

1° Que l'accident a été occasionné par la cause matérielle (6)
ci-après, dans les circonstances suivantes :

2° Que l'accident a produit les blessures suivantes (7) :

3° Que les témoins de l'accident sont (8) :

Le certificat médical indique comme suites probables de l'ac-
cident (9) :

Fait à , le 19 .

(a) Cette transmission à l'inspecteur départemental du travail ou à l'ingénieur ordinaire des mines, suivant le cas, doit être faite dans le même délai que la transmission au juge de paix (Mod. VI). Elle n'est faite toutefois que pour les seuls accidents ayant été suivis de décès ou ayant donné lieu à la production d'un certificat médical.

ARRÊTÉ DU 3 FÉVRIER 1902

relatif à la collaboration des inspecteurs aux travaux des conseils d'hygiène.

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL, MINISTRE DE L'INTÉRIEUR ET DES CULTES,

Vu l'arrêté du Chef du pouvoir exécutif en date du 18 décembre 1848 sur l'organisation des conseils d'hygiène publique et de salubrité;

Vu l'arrêté ministériel du 15 février 1849 fixant la composition de ces conseils et les arrêtés modificatifs des 1^{er} septembre 1851, 5 juin 1890 et 3 mai 1899;

Sur la proposition du Conseiller d'État, Directeur de l'assistance et de l'hygiène publiques;

ARRÊTE :

ART. 1^{er}. — L'article 3 de l'arrêté ministériel du 15 février 1849, modifié par les arrêtés des 5 juin 1890 et 3 mai 1899, est complété ainsi qu'il suit :

« Le directeur ou l'ingénieur des établissements du service des poudres et salpêtres, l'ingénieur des mines, l'ingénieur des ponts et chaussées, l'officier du génie chargé du casernement, le médecin militaire du grade le plus élevé ou le plus ancien dans le grade le plus élevé, *l'inspecteur divisionnaire ou l'inspecteur départemental du travail*, l'architecte du département, les chefs de division ou de bureau de la préfecture dans les attributions desquels se trouveront la salubrité, la voirie et les hôpitaux, pourront, dans le cas où ils ne feraient pas partie du conseil d'hygiène publique et de salubrité de leur résidence, être appelés à assister aux délibérations avec voix consultative ».

ART. 2. — Les préfets des départements sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Paris, le 3 février 1902.

WALDECK-ROUSSEAU.

ARRÊTÉ DU 20 JANVIER 1902

nommant des membres de la Commission d'hygiène industrielle.

LE MINISTRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE, DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES,

Sur la proposition du Directeur du travail,

ARRÊTE :

ART. 1^{er}. — M. Duclaux, membre de l'Académie des sciences, professeur de chimie biologique à la faculté des sciences de l'Université de Paris, directeur de l'Institut Pasteur, est nommé Président de la Commission d'hygiène industrielle instituée au Ministère du commerce et de l'industrie par arrêté du 11 décembre 1900.

ART. 2. — Sont nommés membres de ladite Commission :

M. Haller, membre de l'académie des sciences, professeur de chimie organique à la faculté des sciences de l'Université de Paris;

M. Riche, membre de l'académie de médecine, professeur à l'école supérieure de pharmacie de l'Université de Paris;

M. Georges Paulet, directeur de l'assurance et de la prévoyance sociales au Ministère du commerce et de l'industrie.

M. le docteur Bourges, chef du laboratoire d'hygiène à la faculté de médecine de l'Université de Paris.

Par arrêté du 19 février 1902, M. Haller, membre de l'académie des sciences, membre de la commission d'hygiène industrielle et M. Riche, membre de l'académie de médecine, membre de la commission d'hygiène industrielle, sont nommés vice-présidents de ladite commission.

Par arrêté du 19 février 1902, M. le docteur Albert Josias, membre de l'académie de médecine, est nommé membre de la commission d'hygiène industrielle instituée auprès du Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes.

PERSONNEL DE L'INSPECTION.

Par arrêté du 5 février 1902, ont été nommés membres de la commission de classement du personnel de l'inspection du travail pour l'année 1902 :

M. Cardet, conseiller prud'homme, secrétaire général de la fédération nationale des cuirs et peaux.

M. Keufer, secrétaire général de la fédération française des travailleurs du livre.

M. Sauvage, secrétaire général de la fédération nationale des mouleurs en métaux.

M. Chambard, inspecteur divisionnaire du travail de la 4^e circonscription, en résidence à Nancy.

M. Boulisset, inspecteur divisionnaire du travail de la 5^e circonscription, en résidence à Lille.

Par arrêté du 17 janvier 1902, M. Le Gouis (Paul-Daniel), inspecteur départemental du travail de 1^{re} classe, à Caen, a été nommé inspecteur divisionnaire du travail de 3^e classe, au traitement de 6,000 francs et chargé en cette qualité, de la 7^e circonscription d'inspection à Nantes, en remplacement de M. Giroud, décédé.

Par le même arrêté, M. Hitier (Henri-Marie-Edme), inspecteur départemental du travail de 5^e classe, en congé illimité, a été appelé avec son grade actuel à la résidence de Caen, en remplacement de M. Le Gouis, nommé inspecteur divisionnaire.

Par arrêté du 4 février 1902, M. Auribault (Étienne), candidat admissible à la suite du concours de 1901, a été nommé inspecteur départemental stagiaire du travail dans l'industrie à Caen, en remplacement de M. Hitier, non installé.

Par arrêté du 14 février 1902, M. Gouttes, inspecteur divisionnaire du travail de 3^e classe, à Bordeaux, a été promu inspecteur divisionnaire de 2^e classe, à dater d 1^{er} février 1902.

Par arrêté du 24 février 1902, M. Cavaillé, inspecteur départemental stagiaire du travail dans l'industrie à Castres, et M. Moreau, inspecteur départemental stagiaire du travail dans l'industrie à Reims, ont été nommés inspecteurs départementaux de 5^e classe, le premier, à dater du 1^{er} février, le deuxième, à dater du 15 février 1902.

Par arrêté du 18 avril 1902, M. Coussot, inspecteur départemental de 5^e classe du travail à Lille, a été nommé en la même qualité à Bordeaux, en remplacement de M. Razous, nommé commissaire contrôleur adjoint des sociétés d'assurances contre les accidents au Ministère du Commerce et de l'Industrie.

M. Gillet, inspecteur départemental de 4^e classe du travail à Tourcoing, a été nommé en la même qualité à Lille, en remplacement de M. Coussot.

Par le même arrêté, M. Trévis (Frédéric-Louis), candidat admissible, est nommé inspecteur départemental stagiaire du travail dans l'industrie à Tourcoing, en remplacement de M. Gillet.

Par arrêté du 18 avril 1902, M. Duval, inspecteur départemental stagiaire du travail dans l'industrie à Bourges, a été nommé inspecteur départemental de 5^e classe à dater du 15 mars 1902.

Par arrêté du 26 avril 1902, ont été promus, à dater du 1^{er} avril 1902 :

1^{er} Inspecteur départemental de 1^{re} classe :

M. Pujol, inspecteur départemental de 2^e classe, à Paris.

2^e Inspecteurs départementaux de 2^e classe :

MM. Wermann, inspecteur départemental de 3^e classe, à Nice.

MM. Guilain, inspecteur départemental de 3^e classe, à Paris.

Née, inspecteur départemental du 3^e classe, à Rouen.

3^e Inspecteurs départementaux de 3^e classe :

MM. Herbo, inspecteur départemental de 4^e classe, à Lille.

César, inspecteur départemental de 4^e classe, à Mézières.

Henry, inspecteur départemental de 4^e classe, à Limoges.

Bris, inspecteur départemental de 4^e classe, à Bordeaux.

Hémon, inspecteur départemental de 4^e classe, à Paris.

Fabre, inspecteur départemental de 4^e classe, à Privas.

Martin, inspecteur départemental de 4^e classe, à Besançon.

4^e Inspecteurs départementaux de 4^e classe :

MM. Berthiot, inspecteur départemental de 5^e classe, à Dijon.

Séguin, inspecteur départemental de 5^e classe, à Reims.

Fontaine, inspecteur départemental de 5^e classe, au Havre.

Beauquis, inspecteur départemental de 5^e classe, à Grenoble.

5^e Inspectrices départementales de 2^e classe :

M^{mes} Gilbert, inspectrice départementale de 3^e classe, à Paris.

de Contencin, inspectrice départementale de 3^e classe, à Paris.

6^e Inspectrices départementales de 3^e classe :

M^{lle} Trohel, inspectrice départementale de 4^e classe, à Paris.

CIRCULAIRE DU 7 JANVIER 1902

*relative au rapport annuel des Ingénieurs en chef des mines
sur l'application des lois réglementant le travail.*

MONSIEUR L'INGÉNIEUR EN CHEF, le rapport que vous aurez à m'adresser sur l'application, en 1901, des lois réglementant le travail devra être rédigé en principe, comme les années précédentes, d'après le cadre annexé à la circulaire ministérielle du 26 novembre 1894.

Il y aura lieu toutefois, dans la rédaction du chapitre relatif à la durée du travail, de tenir compte des modifications qui ont été apportées à la législation antérieure par la loi du 30 mars 1900. Comme vous le savez, cette loi a limité, d'une façon uniforme, à onze heures jusqu'au 30 mars 1902, à dix heures et demie du 30 mars 1902 au 30 mars 1904 et à dix heures à partir de cette dernière date, la durée du travail des enfants et des femmes, ainsi que celles des hommes de plus de 18 ans, lorsqu'ils sont occupés dans les

mêmes locaux que des enfants ou des femmes dans un des établissements énumérés par l'article 1^{er} de la loi du 2 novembre 1892.

Il en résulte que lorsque des hommes de plus de 18 ans sont occupés, par exemple, dans une mine ou dans une carrière, soit au fond, soit au jour, dans les mêmes locaux que des enfants ou des femmes, la durée de leur travail ne peut actuellement dépasser en aucun cas onze heures.

D'autre part, la loi du 30 mars 1900, dans son article 1^{er}, a ajouté à l'article 3 de la loi du 2 novembre 1892 une disposition en vertu de laquelle les repos auront lieu aux mêmes heures pour toutes les personnes protégées par cette loi. Cette disposition ne s'applique pas aux mines et carrières ni aux usines à feu continu, que la loi a exceptées formellement; mais elle s'applique sans conteste aux autres établissements industriels, dépendant des mines et carrières, qui ont été placés sous votre surveillance par la circulaire du 4 mai 1893.

Vous devrez indiquer dans votre rapport les difficultés que vous aurez pu rencontrer pour l'application des dispositions qui précèdent non seulement dans les mines et carrières, mais aussi dans les établissements visés par la circulaire précitée du 4 mai 1893.

Il va sans dire que la loi du 30 mars 1900 n'apporte aucune modification aux dispositions spéciales de l'article 9 de la loi du 2 novembre 1892 et du décret du 3 mai 1893 qui continuent à régler les conditions dans lesquelles les enfants de 13 à 18 ans du sexe masculin peuvent être employés dans les travaux souterrains des mines et carrières.

En ce qui concerne le chapitre relatif à l'hygiène et à la sécurité, vous ne devrez pas perdre de vue qu'aux termes de la circulaire du 5 juillet 1894 vous devez assurer l'application de la loi du 12 juin 1893 et du décret du 10 mars 1894, concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs, dans les établissements industriels qui, bien que n'étant pas soumis à la police des mines, ont été placés sous votre surveillance par la circulaire du 4 mai 1893. L'application de la loi du 12 juin 1893 devra donc faire l'objet d'un paragraphe spécial dans votre rapport. Conformément à l'article 10 de ladite loi, vous mentionnerez, pour ces établissements, les accidents dont les ouvriers auront été victimes et leurs causes. Vous indiquerez, en outre, les propositions nouvelles qui seraient de nature à mieux assurer l'hygiène et la sécurité des travailleurs.

Vous trouverez ci-joint les modèles des états statistiques qui devront être annexés à votre rapport.

Vous devrez me faire parvenir ces différents états, dès qu'ils seront établis et sans attendre que la rédaction de votre rapport soit terminée. Ce mode de procéder permettra d'accélérer le travail de dépouillement qui précède la préparation du rapport d'ensemble.

Je crois utile de rappeler qu'il est indispensable que votre rapport me parvienne, *écrit sur le recto des feuilles seulement*, le 15 mars au plus tard.

Je vous prie de m'accuser réception de la présente circulaire et des états qui l'accompagnent, dont vous trouverez ci-joint un nombre suffisant d'exemplaires pour les ingénieurs placés sous vos ordres.

CIRCULAIRE DU 23 JANVIER 1902

*au sujet de l'interprétation de la loi du 30 mars 1900
donnée par la jurisprudence de la Cour de cassation.*

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, VOUS m'avez demandé de vous faire connaître les conséquences que peut avoir l'arrêt de la Cour de cassation, en date du 30 novembre 1901 au point de vue de l'application de la loi du 30 mars 1900.

Par un premier arrêt du 26 janvier 1901 (1), la Cour de cassation avait jugé que l'article 1^{er} de la loi du 30 mars 1900 était applicable aux adultes lorsqu'ils travaillaient dans les mêmes locaux que des femmes ou des enfants, et que ces adultes devaient, en conséquence, entrer, sortir et se reposer aux mêmes heures que le reste du personnel.

Statuant sur le pourvoi du Ministère public près le tribunal de simple police de Calais, la Cour suprême, par un nouvel arrêt en date du 30 novembre 1901 (2), a déclaré que les dispositions de la loi du 2 novembre 1892 qui ont été modifiées par l'article 1^{er} de la loi du 30 mars 1900, restent, après comme avant cette modification, exclusivement applicables au travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels. Aux termes de ce deuxième arrêt, les adultes, travaillant dans les mêmes locaux que des femmes ou des enfants, ne seraient plus astreints qu'à la limite de travail prévue pour ces derniers, et la simultanéité du travail et des repos ne leur serait pas applicable.

En présence de ces deux arrêts contradictoires, la question se posait de savoir s'il ne conviendrait pas de maintenir intégralement les instructions contenues dans ma circulaire du 17 mai 1900, qui consacraient la même théorie que celle qui fut plus tard adoptée dans l'arrêt du 26 janvier 1901.

Mais la Cour de cassation vient de confirmer, par un troisième arrêt en date du 28 décembre dernier (3), la jurisprudence nouvelle qui résulte de l'arrêt précité du 30 novembre 1901. Il semble, dès lors, qu'on se trouve en présence d'une jurisprudence qui tend à s'affirmer, et dont il est impossible de ne pas tenir compte, en attendant que le Parlement puisse être appelé à se prononcer définitivement sur la question.

Vous considérerez donc, jusqu'à nouvel ordre, que les dispositions de l'article 1^{er} de la loi du 30 mars 1900 sont uniquement applicables au personnel protégé de la loi du 2 novembre 1892. Toutefois, l'arrêt du 26 janvier 1901 a formulé une définition des repos qui doit être maintenue. Cette définition vous permettra d'exiger l'uniformité absolue des heures d'entrée, de sortie et de repos du personnel, femmes et enfants, de chaque établissement industriel,

(1) Voir *Bulletin de l'Inspection*, 1901, p. 34.

(2) Voir *Bulletin de l'Inspection*, 1901, p. 262.

(2) Voir *Bulletin de l'Inspection*, 1901, p. 264.

et d'arriver à une plus grande facilité de surveillance du travail de ce personnel.

En ce qui concerne les adultes, considérés comme n'étant plus astreints qu'à la même durée de travail journalier que le reste du personnel travaillant avec eux, les conditions de surveillance seront sensiblement les mêmes que celles actuellement en usage pour l'application de la loi du 9 septembre 1848. La surveillance sera toutefois facilitée, dans la plupart des industries, par l'unification même que la loi du 30 mars 1900 a apportée dans la durée maxima du travail des femmes, des enfants et des adultes travaillant dans les mêmes locaux. Cette unification, en effet, a été motivée, au regard du législateur, par la simultanéité nécessaire des heures de travail de tout le personnel occupé dans ces conditions. Si donc, en dehors des relais nécessités par les conditions techniques dans lesquelles s'exerce telle ou telle industrie, un inspecteur constatait que, dans un établissement quelconque, des hommes adultes occupés dans les mêmes locaux que des enfants ou des femmes, travaillent en dehors des heures fixées pour ces derniers, il devrait exercer sur cet établissement une surveillance toute spéciale, car une semblable organisation de travail serait de nature à faire présumer l'intention de violer la loi.

L'arrêt du 30 novembre 1901 a également précisé la définition des mêmes locaux qui avait été donnée dans la circulaire du 17 mai 1900. Par cette expression, il faut entendre, aux termes de l'arrêt, « l'atelier où le travail se fait simultanément et en commun, et on ne saurait y comprendre des ateliers séparés les uns des autres, ou des bâtiments voisins. »

En adoptant cette interprétation, il conviendra toutefois de ne pas restreindre à une seule pièce le sens du mot *atelier*. D'ailleurs la définition adoptée par la Cour suprême n'est nullement en opposition avec le sens courant du mot atelier qui sert à désigner, dans un établissement où s'effectuent des opérations différentes, des locaux affectés à un même genre d'opérations. Vous devrez donc comprendre sous cette définition l'ensemble des pièces contiguës où s'exécutent des travaux de même nature ou bien connexes. C'est ainsi que dans une usine métallurgique, par exemple, l'atelier d'ajustage peut être composé de plusieurs pièces communiquant entre elles.

Telles sont les indications provisoires que m'a paru comporter l'interprétation nouvelle donnée par la Cour de cassation à la loi du 30 mars 1900.

Je vous prie de me faire connaître les difficultés d'application auxquelles cette interprétation aura pu donner lieu dans votre circonscription.

CIRCULAIRE DU 23 MARS 1902.

*sur l'application de la loi du 22 mars 1902, modifiant la loi
du 9 avril 1898.*

MONSIEUR LE PRÉFET, une loi en date du 22 mars 1902 a remanié plusieurs articles de la loi du 9 avril 1898 concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail. Les articles 11 et

12 notamment, qui sont relatifs aux déclarations d'accidents de travail et dont l'application a fait précédemment l'objet de ma circulaire du 21 août 1899, ont été assez profondément modifiés : les chefs d'entreprise se trouvent désormais déchargés de la production de certificats médicaux pour les accidents légers n'entraînant qu'une incapacité de travail insignifiante; d'autre part, les mairies n'ont plus la responsabilité d'un choix à faire, d'après les énonciations des certificats médicaux, entre les déclarations à retenir et les déclarations à transmettre aux justices de paix; enfin la loi fixe de façon plus précise les indications que doivent contenir les déclarations d'accidents et remet expressément au Gouvernement le soin de déterminer par décret la forme obligatoire de ces déclarations.

En exécution de ces dernières dispositions, un décret du 23 mars 1902, rapportant et remplaçant les décrets des 30 juin et 18 août 1899, a fixé de nouveaux modèles pour les déclarations d'accidents et les diverses pièces qui y font suite.

Je vous prie de vouloir bien donner immédiatement au nouveau texte des articles 11 et 12 de la loi et au décret susvisé la plus grande publicité. Vous voudrez bien notamment les porter à la connaissance des maires de votre département et les insérer au plus prochain numéro du *Bulletin des actes administratifs*, dont je désirerais recevoir un exemplaire.

Je crois devoir, au surplus, vous adresser quelques brefs éclaircissements auxquels vous voudrez bien donner la même publicité et que je groupe, pour plus de clarté, dans l'ordre même qu'adoptait ma précédente circulaire du 21 août 1899.

Du délai imparti pour la déclaration.

(Voir circulaire du 21 août 1899, n° 1, § D.)

Le nouvel article 11 maintient le délai de « quarante-huit heures » pour la déclaration d'accident, quelle qu'en soit la gravité. Mais ce délai est maintenant prorogé à raison des fêtes légales ou des jours fériés qui peuvent le traverser.

Le délai continue à courir d'heure à heure à partir du moment de l'accident : s'il y a un ou plusieurs jours fériés dans l'intervalle, ce délai est augmenté d'autant de fois vingt-quatre heures.

D'autre part, la production du certificat médical n'est plus exigée au moment de la déclaration. Le législateur a voulu ainsi rendre la formalité de la déclaration plus simple et plus rapide, en même temps qu'éviter aux exploitants, pour les accidents n'ayant aucune suite grave, la perte de temps et les frais que peut impliquer la production du certificat médical.

Le chef d'entreprise a dès lors deux obligations nettement distinctes : 1° pour toutes les victimes, quelle que soit la durée de l'incapacité de travail résultant de l'accident, déclaration à la mairie dans les quarante-huit heures; 2° pour celles de ces victimes qui n'ont pas repris leur travail dans les quatre jours de l'accident, production à la mairie d'un certificat médical destiné à compléter les indications contenues dans la déclaration initiale.

C'est donc au plus tard le quatrième jour à compter de l'accident qu'il y a lieu de se préoccuper de l'établissement du certificat médical pour que ce certificat puisse être déposé ledit jour à la mairie. Rien ne s'oppose, d'ailleurs, à ce que le certificat médical soit dès l'abord joint à la déclaration ; mais, dans ce cas, la déclaration n'en doit pas moins être produite dans les quarante-huit heures de l'accident.

Il est à remarquer, au surplus, que la défalcation des dimanches et jours fériés, applicable au délai de quarante-huit heures pour la remise de la déclaration, n'est point applicable au délai de quatre jours pour la production du certificat médical.

En ce qui concerne la déclaration facultative de la victime ou de ses représentants, le législateur de 1898 n'avait pas assigné de délai à cette déclaration, et ma circulaire du 21 août 1899 en avait inféré qu'elle ne pouvait être assujettie au délai fixé pour la déclaration obligatoire du patron.

La loi nouvelle consacre ce principe, en fixant toutefois, dans ce cas, un *délai d'une année à compter de l'accident*.

De la forme et du contenu de la déclaration.

(Voir circulaire du 21 août 1889, n° 1, § E.)

Comme le modèle actuellement en vigueur, la formule de déclaration à employer dans l'avenir correspond exactement au procès-verbal à dresser par le maire. Cette concordance devenait d'autant plus nécessaire que la mairie ne conserve plus la déclaration, qu'elle doit transmettre dorénavant en original au juge de paix.

Les indications mentionnées sur cette formule sont celles que prévoit le nouvel article 11. Elles sont strictement obligatoires pour le déclarant, qui ne peut se dispenser de les fournir *intégralement* et *dans la forme prescrite*. Les tempéraments qu'admettait ma circulaire du 21 août 1899 et la condescendance des mairies à recevoir des déclarations incomplètes ou différentes du modèle réglementaire ne seraient plus admissibles maintenant que le contenu et la forme même des déclarations se trouvent déterminés par le législateur lui-même ou en vertu de sa délégation spéciale.

Vous voudrez bien seulement rappeler aux maires qu'il ne leur est jamais loisible d'opposer leurs appréciations aux énonciations des déclarants et de se substituer ainsi au juge, qui seul peut statuer. Ils devront tout particulièrement s'abstenir d'écarter les déclarations faites dans des cas où l'assujettissement de l'entreprise à la loi du 9 avril 1898 leur semblerait faire doute, ce doute ne pouvant être levé, le cas échéant, que par l'autorité judiciaire.

Du certificat médical.

(Voir circulaire du 21 août 1899, n° II.)

Le certificat médical constituait toujours jusqu'ici le complément immédiat de la déclaration. Le législateur a voulu dispenser le chef d'entreprise de cette formalité assez coûteuse, pour les menus accidents qui, le

plus souvent, ne nécessitent pas l'appel d'un médecin et, en tout cas, d'après le texte actuel de loi, ne donnent à la victime aucun droit à l'indemnité.

Le certificat médical à produire quand la victime n'a pas repris son travail dans les quatre jours qui suivent l'accident doit indiquer, comme précédemment, *l'état de la victime, les suites probables de l'accident et l'époque à laquelle il sera possible d'en connaître le résultat définitif.*

J'avais présumé, en 1899, que les médecins appelés à établir ces certificats prendraient vite l'habitude de les rédiger dans l'ordre indiqué par la loi et avec des précisions suffisantes.

Je dois constater que cet espoir n'a pas été partout rempli et qu'un trop grand nombre de certificats se bornent à des constatations trop vagues ou à des prévisions sans portée. Les chefs d'entreprise ne doivent pas perdre de vue qu'ils sont responsables de la régularité des certificats médicaux exigibles à l'appui de leurs déclarations et qu'ils n'échappent pas aux sanctions de l'article 14, lorsque ces certificats ne répondent pas aux prescriptions du troisième alinéa de l'article 11.

J'ajoute que rien ne saurait décharger le chef d'entreprise de la production du certificat médical régulier, et qu'au cas exceptionnel où il ne pourrait l'obtenir du médecin de son choix, il aurait à s'adresser à la justice pour se mettre en règle avec la loi. Dans un avis du 7 février 1900, le Comité consultatif des assurances contre les accidents du travail estime, en effet, que « en cas de refus du certificat médical par les médecins voisins du théâtre de l'accident, le chef d'entreprise doit demander au juge de paix désignation d'un médecin par justice pour l'établissement du certificat légal ».

Du récépissé.

(Voir circulaire du 21 août 1899, n° III.)

Les instructions de la circulaire du 21 août 1899 concernant le récépissé de déclaration s'appliquent au nouveau récépissé de certificat médical (modèle V), qui doit être remis séance tenante au déposant.

Lorsque le chef d'entreprise juge bon d'annexer le certificat médical à sa déclaration ou lorsqu'il s'agit d'une déclaration facultative de l'ouvrier que doit toujours accompagner le certificat médical, le maire doit délivrer simultanément les deux récépissés afférents aux deux pièces produites.

De l'avis au service d'inspection.

(Voir circulaire du 21 août 1899, n° V.)

La formule d'avis au service de l'inspection (modèle VII) a dû être remaniée en concordance avec les nouvelles dispositions réglant la déclaration d'accident et la production du certificat médical.

Il y aura lieu d'appeler particulièrement l'attention des maires sur l'obligation qui leur est faite d'indiquer sur l'avis la durée probable d'incapacité de travail, d'après les énonciations du certificat médical, en les invitant à mettre le plus de précision possible dans ce renseignement, qui peut utilement guider l'action du service de l'inspection.

En vue d'alléger tout ensemble le travail des mairies et celui des inspecteurs, la transmission d'avis au service d'inspection ne sera d'ailleurs effectuée que pour les seuls accidents *ayant été suivis de décès ou ayant donné lieu à production de certificat médical*.

Cette transmission doit se faire dans le même délai que celle de l'avis au juge de paix, c'est-à-dire dans les vingt-quatre heures qui suivent le dépôt du certificat et, en tout cas, au plus tard dans les cinq jours qui suivent la déclaration de l'accident.

De l'avis à la justice de paix.

(Voir circulaire du 21 août 1899, n° VI.)

A la différence des dispositions de l'ancien premier alinéa de l'article 12, le nouveau texte veut que l'avis à la justice de paix (modèle VI) soit transmis dans tous les cas.

Le maire n'a donc plus à se préoccuper des conclusions du certificat médical ni à se faire juge, sous quelque prétexte que ce soit, de l'opportunité de la transmission.

Il doit faire cette transmission, même lorsqu'il n'y a pas eu production de certificat médical, sauf à attester dans l'avis cette absence de certificat.

Cet envoi au juge de paix comprend les pièces *originales*. Il doit être effectué dans les délais que la loi a pris soin de spécifier, c'est-à-dire, en principe, *dans les vingt-quatre heures qui suivent le dépôt du certificat*; s'il n'y a point eu production du certificat médical, « dans les cinq jours qui suivent la déclaration de l'accident ».

Telles sont, Monsieur le Préfet, les explications sommaires qu'il pouvait paraître utile d'ajouter à celles que contient ma circulaire du 21 août 1899, dont, sous tous les autres points, les instructions demeurent en vigueur.

Le détail des formalités à remplir et des indications à produire résulte d'ailleurs très nettement du cadre des nouveaux modèles réglementaires et des notes marginales qui achèvent de les éclaircir.

Afin de laisser aux intéressés et aux mairies le temps nécessaire au changement des formules précédemment en usage, le décret du 23 mars 1902, dont vous trouverez le texte ci-annexé, a d'ailleurs imparti un délai. C'est seulement à partir du 1^{er} mai prochain que les formules nouvelles seront obligatoires.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser sans retard réception de la présente circulaire et d'assurer, en ce qui vous concerne, la stricte exécution des dispositions nouvelles, en faisant un pressant appel à l'exactitude et à la vigilance des maires et en provoquant, au besoin, sans hésitation, l'application des sanctions pénales maintenues par le législateur dans l'article 14 de la loi.

CIRCULAIRE DU 27 MAI 1902.

relative à l'application de la loi du 22 mars 1902, modifiant la loi du 9 avril 1898.

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, j'ai l'honneur de vous faire parvenir un exemplaire du *Journal officiel* du jeudi 27 mars 1902, qui contient les textes suivants :

1° La loi du 22 mars 1902 qui modifie les articles 2, 7, 11, 12, 17, 18, 20 et 22 de la loi du 9 avril 1898, concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail ;

2° Le décret du 23 mars 1902, qui remplace les décrets des 30 juin et 18 avril 1899 abrogés ;

3° La circulaire que j'ai adressée à MM. les Préfets, le 23 mars 1902, au sujet de l'application de la loi et du décret précités.

J'appelle tout particulièrement votre attention sur celles des dispositions nouvelles qui concernent plus spécialement le service de l'inspection. Je n'ai pas besoin de commenter ici les modifications apportées par la nouvelle loi en ce qui concerne le délai imparti pour la déclaration et le dépôt du certificat médical. Vous trouverez, à cet égard, tous les renseignements nécessaires dans la circulaire que j'ai adressée aux préfets le 23 mars dernier.

Vous remarquerez qu'à la différence de ce qui se passait sous l'empire de la loi du 9 avril 1898, les inspecteurs départementaux du travail ne recevront plus des maires avis de toutes les déclarations d'accidents sans distinction.

Le décret du 23 mars 1902 dispose en effet (voir la note *a* du modèle VII de l'avis de déclaration transmis au service de l'inspection) que la transmission à l'inspecteur départemental du travail et à l'ingénieur ordinaire des mines n'est faite que pour les seuls accidents ayant été suivis de décès ou ayant donné lieu à production d'un certificat médical ». Or, aux termes de l'article 11, § 3, de la loi du 9 avril 1898 modifiée par la loi du 22 mars 1902, le dépôt d'un certificat médical n'est obligatoire pour le chef d'entreprise que si la victime n'a pas repris son travail dans les quatre jours qui suivent l'accident.

Par conséquent, les inspecteurs ne recevront plus en général d'avis de déclaration, lorsque la victime aura repris son travail avant l'expiration des quatre jours qui suivront l'accident. Il convient donc de ne pas tenir compte, dans les états trimestriels d'accidents et dans les tableaux statistiques d'accidents de fin d'année, de la colonne relative aux accidents de quatre jours et au-dessous, en attendant que cette colonne soit supprimée dans les modèles qui seront imprimés ultérieurement.

La transmission de l'avis de déclaration d'accident doit être faite à l'inspecteur départemental du travail, aux termes du décret (voir la note *a* du

modèle VII), dans le même délai que celle de l'avis au juge de paix, c'est-à-dire dans les vingt-quatre heures qui suivront le dépôt du certificat, et, en tout cas, au plus tard dans les cinq jours qui suivent la déclaration de l'accident.

Aucun délai n'avait été jusqu'ici fixé pour la transmission de l'avis au service de l'inspection. La disposition nouvelle comble donc une lacune. Je n'ai pas besoin d'insister sur l'intérêt que peut avoir le service de l'inspection à être promptement avisé des accidents qui se produisent, en vue notamment des enquêtes auxquelles ils peuvent donner lieu. Je vous prie, en conséquence, de veiller attentivement à ce que la transmission de l'avis soit faite dans le délai fixé, et de me signaler les maires qui apporteraient des retards habituels dans cette transmission.

Il n'est rien innové en ce qui concerne la répartition des avis de déclaration entre les inspecteurs du travail, les ingénieurs des mines et les ingénieurs du contrôle des chemins de fer. Vous devrez continuer à suivre les règles tracées à ce sujet par les circulaires antérieures.

Enfin, je vous rappelle que l'article 31 de la loi du 9 avril 1898 a donné aux inspecteurs du travail le pouvoir de relever les infractions aux articles 11 et 31 de cette loi. En ce qui concerne les infractions à l'article 11, il pourra arriver qu'un industriel néglige de produire, dans le délai fixé par la loi, un certificat médical, alors qu'il résulte avec certitude des indications de la déclaration d'accident, de la nature des blessures par exemple, que la victime ne pourra pas reprendre son travail dans les quatre jours qui suivront l'accident.

Il va sans dire que, si vous receviez d'un maire un avis dressé dans ces conditions, vous devriez rechercher d'urgence si l'absence de toute indication relative au certificat médical ne résulterait pas d'une infraction à l'article 11 de la loi de 1898.

Vous devrez également veiller à ce que les modifications apportées par la loi du 22 mars 1902 à la loi du 9 avril 1898 soient affichées à côté de cette dernière loi ou incorporées dans son texte.

CIRCULAIRE DU 24 AVRIL 1902.

*au sujet de la participation des Inspecteurs du travail aux travaux
des Conseils d'hygiène.*

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, j'ai pu constater, par l'examen de quelques-uns des rapports annuels des conseils d'hygiène, que ceux-ci ont très fréquemment à s'occuper de questions se rattachant à l'hygiène des travailleurs. Ces questions intéressant au plus haut point le service de l'Inspection du travail, j'ai demandé à M. le Président du Conseil, Ministre

de l'Intérieur, de vouloir bien examiner s'il n'y aurait pas lieu de comprendre les inspecteurs du travail parmi les membres de ces conseils.

M. le Président du Conseil a reconnu les avantages qui résulteraient de la mesure que je lui proposais de prendre, et, par arrêté, en date du 3 février 1902 (1), il a décidé d'adjoindre les inspecteurs du travail aux personnes qui, aux termes de l'article 3 de l'arrêté du 15 février 1849, sont appelées, au cas où elles ne feraient pas individuellement partie du conseil de leur résidence, à assister avec voix consultative aux délibérations de ces assemblées. Les inspecteurs du travail, grâce à leurs connaissances techniques et à leurs visites fréquentes dans les usines, manufactures et ateliers de tout genre, pourront ainsi apporter un utile concours aux conseils d'hygiène publique et de salubrité. D'un autre côté, ils seront également au courant de toutes les mesures d'hygiène susceptibles d'être imposées aux établissements industriels.

Cet arrêté appelle à assister avec voix consultative aux délibérations des conseils d'hygiène publique et de salubrité de leur résidence, quand ils n'en font pas déjà partie à titre personnel, les inspecteurs divisionnaires du travail, ou les inspecteurs départementaux lorsque la ville où ceux-ci résident n'est pas le siège d'une inspection divisionnaire.

Toutefois, comme dans la plupart des cas, la consistance d'une section d'inspection comprend d'autres arrondissements et par suite d'autres conseils que celui de la résidence des inspecteurs, ceux-ci devront être admis, dans toute l'étendue de leur section, à prendre part aux délibérations de ces assemblées toutes les fois que les délibérations porteront sur des questions d'hygiène industrielle ou professionnelle. A cet effet, avis leur sera toujours donné de la date des réunions et des affaires qui y seront traitées.

Je vous prie, en conséquence, de donner aux inspecteurs placés sous vos ordres des instructions en vue d'assurer leur participation utile aux travaux des conseils d'hygiène qui ressortissent à leurs sections d'inspection. Vous leur ferez observer toutefois qu'ils ne devront assister qu'aux séances dans lesquelles seraient traitées des questions d'hygiène industrielle ou professionnelle, et vous tiendrez la main à ce que l'exercice de la nouvelle attribution qui leur est conférée n'apporte aucune entrave à l'accomplissement de leur fonction fondamentale de surveillance des établissements industriels.

Vous voudrez bien m'accuser réception de la présente circulaire dont je vous adresse un nombre suffisant d'exemplaires pour les inspecteurs placés sous vos ordres.

(1) Voir p. 16.

DÉCISION MINISTÉRIELLE DU 31 DÉCEMBRE 1901

au sujet du décompte des visites nulles ou blanches.

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, vous m'avez fait connaître que si les visites de nuit dans votre circonscription ont paru moins nombreuses qu'ailleurs, c'est, qu'antérieurement au 1^{er} janvier 1901, les visites blanches n'étaient pas décomptées comme cela se fait dans d'autres circonscriptions, mais qu'à partir de cette année elles seront comptées dans vos statistiques.

J'ai l'honneur de vous rappeler qu'une lettre ministérielle du 16 février 1897 (Bulletin, 1897, p. 93) a tracé, à ce sujet, la règle à suivre. Les visites blanches, c'est-à-dire celles faites dans un établissement où ne travaillait, lors du passage de l'inspecteur, aucun assujetti, mais où ce dernier a pu néanmoins signer le registre, doivent figurer à la statistique.

Quant aux visites au cours desquelles, pour un motif quelconque, l'inspecteur n'a pu pénétrer dans l'établissement et signer le registre, elles ne doivent pas être décomptées dans la statistique, à moins qu'elles ne puissent faire l'objet d'une autre espèce de contrôle.

LETTRES MINISTÉRIELLES

au sujet de l'interprétation des termes « filature, retordage de fils crépés, bouclés et à boutons, des fils moulinés et multicolores » à l'article 5 du décret du 15 juillet 1893 modifié.

Du 18 décembre 1901.

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, par une lettre du 22 novembre dernier, que je vous communique ci-jointe, M. le Président de la chambre syndicale des filateurs et effilocheurs de laine de la région normande m'a consulté sur l'interprétation qu'il conviendrait de donner aux mots « filature, retordage de fils crépés, bouclés et à boutons, des fils moulinés et multicolores », qui figurent à l'article 5 du décret du 15 juillet 1893 modifié.

L'interprétation de ces termes ne saurait être douteuse et les dérogations qu'ils permettent s'appliquent à la filature comme au retordage de toutes les espèces de fils énumérés dans la disposition. En particulier, et pour répondre à la question qui m'est posée sur une espèce déterminée, j'estime qu'il y a lieu de comprendre au bénéfice de la dérogation, aussi bien la filature des fils multicolores, que le retordage des fils unis, mais qui, étant de couleurs différentes, forment par leur assemblage des fils multicolores.

Cette interprétation ressort avec évidence des travaux préparatoires du décret du 24 février 1898 qui a ajouté au décret du 15 juillet 1893 la disposition dont il s'agit. En effet, le texte primitivement soumis à la discussion, admettait au bénéfice de la dérogation « la filature, le retordage et la teinture ». Mais sur l'observation qui fut faite que la teinture figurait déjà dans une disposition du même décret, cette opération fut supprimée, et on omit de relier par la conjonction *et* les mots qui désignaient les deux opérations maintenues. Il n'en est pas moins certain que la filature comme le retordage peuvent bénéficier de dérogations pour tous les genres de fils énumérés dans la disposition.

En décidant le contraire, en ce qui concerne l'opération de la filature, on aboutirait à ce résultat d'étendre démesurément la dérogation au lieu de la restreindre, car il faudrait l'admettre d'une façon absolue alors qu'elle n'a été manifestement prévue que pour certains cas limitativement énumérés.

Il résulte en effet de l'avis du Comité consultatif, sur la proposition duquel a été rendu le décret, que par les termes de « filature, retordage de fils crêpés, bouclés et à boutons, des fils moulinés et multicolores », le Comité a voulu comprendre la production des fils destinés au tissage des étoffes de nouveauté, en embrassant les deux modes suivant lesquels ces fils de nouveauté peuvent être produits, c'est-à-dire la filature et le retordage.

Je vous prie d'informer immédiatement de l'interprétation qui précède M. le Président de la Chambre syndicale intéressée.

Il est bien entendu d'ailleurs que vous ne devrez accorder l'autorisation que sous les conditions déterminées par les instructions ministérielles.

Vous aurez à me tenir au courant de la suite que vous aurez donnée à la présente communication.

Du 5 février 1902.

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, je vous ai fait connaître le 18 décembre dernier que les termes « filature, retordage de fils crêpés, bouclés et à boutons, des fils moulinés et multicolores », qui figurent à l'article 5 du décret du 15 juillet 1893, modifié par le décret du 24 février 1898, comprennent aussi bien la filature de fils multicolores que le retordage de fils à plusieurs bouts de couleur différente.

Dans le rapport que vous m'avez adressé le 20 décembre dernier, vous m'indiquez que cette interprétation, qui vous paraît d'ailleurs également légitime, pourrait être interprétée par les industriels dans le sens d'une extension des exceptions prévues par l'article 5 dudit décret à toutes les opérations préliminaires de la filature, et notamment au cardage, au peignage et à l'étirage des fils multicolores.

L'interprétation que j'ai donnée des termes du décret ne me paraît pas se prêter à une semblable extension. Les exceptions ne doivent s'appliquer qu'à la filature proprement dite et non aux opérations qui, comme le cardage et le peignage, peuvent s'effectuer et s'effectuent souvent en fait dans des établissements complètement distincts.

Le Comité consultatif des Arts et Manufactures, sur l'avis conforme duquel a été inscrite à l'article 5 du décret du 15 juillet 1893 modifié la filature des

fil multicolores, a toujours distingué la filature du cardage et du peignage. C'est ainsi que dans les projets de règlements qu'il a présentés lors de l'élaboration des décrets du 15 juillet 1893 et du 26 juillet 1895, il avait inscrit la « filature, peignage et cardage de la laine » en distinguant expressément ces trois séries d'opérations. (Bull. d'inspection 1895, page 375).

Dans ces conditions, il ne me paraît pas y avoir de doute sur le sens restrictif qu'il faut attacher au mot « filature » dans le décret du 24 février 1898.

DÉCISION MINISTÉRIELLE DU 5 FÉVRIER 1902

au sujet de l'interprétation du mot « bijouterie » à l'article 5 du décret du 15 juillet 1893 modifié.

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, la question s'est posée récemment de savoir le sens qu'il fallait attribuer au mot « bijouterie » dans l'article 5 du décret du 15 juillet 1893 modifié. J'ai décidé que ce mot de bijouterie ne pouvait s'entendre que de la fabrication des bijoux, c'est-à-dire des petits ouvrages de luxe, précieux par le travail ou par la matière, qui servent à la parure personnelle. Par suite les objets tels que garnitures de livres, d'albums, de carnets, qui ne servent pas à la parure personnelle, ne peuvent être considérés comme bijoux.

DÉCISION MINISTÉRIELLE DU 14 FÉVRIER 1902

au sujet de l'évacuation des poussières produites par les meules à émeri.

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, un fabricant de couteaux m'a fait parvenir une réclamation contre la mise en demeure qui lui a été signifiée par le service de l'Inspection du travail d'avoir à munir de tambours de ventilation les meules d'émeri qu'il emploie afin d'expulser les poussières qu'elles déterminent.

Il résulte de l'enquête à laquelle il a été procédé que les meules dont il s'agit sont placées dans des salles où travaillent des enfants et des femmes qui se trouvent assez rapprochés pour absorber les poussières dégagées pendant le polissage. D'autre part, il a été reconnu que dans des fabriques de couteaux de la région les tambours de ventilation qui sont prescrits fonctionnent dans de bonnes conditions, éliminent les poussières et garantissent de plus les

ouvriers contre les accidents résultant d'explosion, de projections d'éclat, etc. . . .

Dans ces conditions le Comité consultatif des Arts et Manufactures a émis l'avis que la réclamation ne justifiait pas une dérogation aux dispositions formelles de l'article 6 du décret du 10 mars 1894, en vertu duquel la mise en demeure qui a été signifiée a été faite, et que la requête de l'industriel n'était, par suite, susceptible d'aucune suite favorable.

Je n'ai pu que me ranger à cet avis.

LETTRÉ MINISTÉRIELLE DU 19 FÉVRIER 1902

sur l'application des décrets relatifs aux dérogations à la suite de la réduction de la limite légale de durée du travail.

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, j'ai l'honneur de vous faire connaître que la disposition de la loi du 30 mars 1900 qui réduit, dans les établissements qu'elle vise, et à partir du 1^{er} avril prochain, la durée du travail à 10 h. 1/2, ne saurait avoir pour effet de modifier le régime auquel sont soumises les industries bénéficiant des dérogations prévues par l'article 7 de la loi du 2 novembre 1892.

LETTRÉ MINISTÉRIELLE DU 25 FÉVRIER 1902

au sujet de la distinction des relais et des équipes successives.

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, à la suite d'un incendie qui a détruit complètement une filature et qui a entraîné le chômage d'un grand nombre d'ouvriers et d'ouvrières, un autre filateur vous a demandé l'autorisation en vertu de l'article 4, paragraphe 7, de la loi du 2 novembre 1892 d'occuper dans son usine, de 6 heures du soir à 9 heures du soir, après le départ de ses propres ouvriers, une équipe supplémentaire de 8 femmes, âgées de plus de 18 ans. Vous me demandez des instructions sur la suite que le service de l'Inspection doit donner à cette demande.

Comme vous le faites remarquer, les dispositions de l'article 4, paragraphe 7, de la loi du 2 novembre 1892 ne trouvent pas d'application en l'espèce, contrairement à ce que paraît croire l'industriel. Ces dispositions autorisent simplement l'inspecteur à lever temporairement l'interdiction du travail de nuit en cas de chômage résultant d'une interruption accidentelle ou de force majeure. Or les femmes pour lesquelles est demandée l'autorisa-

tion ne travailleraient pas après 9 heures du soir, et par conséquent ne seraient pas occupées à un travail de nuit.

D'autre part vous exprimez l'avis que la faculté sollicitée par l'industriel ne saurait lui être accordée, parce que l'équipe supplémentaire qui serait appelée à remplacer aux cardes les ouvrières ordinaires de l'usine constituerait un relais, organisation de travail qui est interdite par la loi du 30 mars 1900 depuis le 1^{er} juillet 1900 pour les enfants et les femmes.

Permettez-moi de vous faire observer que l'organisation que vous me signalez ne constitue pas le travail par relais, mais le travail par équipes successives prévu par le dernier paragraphe de l'article 11 de la loi du 2 novembre 1892 modifiée. En effet, dans l'espèce qui nous occupe, les ouvrières supplémentaires forment une équipe absolument distincte des ouvrières ordinaires et ne travaillent à aucun moment de la journée simultanément avec elles. Or le travail par équipes successives est autorisé par la loi du 30 mars 1900, même en ce qui concerne les femmes, lorsque, comme c'est le cas en l'espèce, le travail de chaque équipe est continu, sauf l'interruption pour le repos.

Je ne puis donc que vous prier de répondre en ce sens à la demande qui vous a été adressée.

LETTRE MINISTÉRIELLE DU 1^{er} MARS 1902

au sujet de la rédaction des procès-verbaux.

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, l'arrêt de la cour de cassation en date du 30 janvier 1902 (1), constate que le procès-verbal dressé par le service de l'Inspection n'a pas fait figurer, parmi les textes dont la violation était imputée à M. P. . . , industriel, l'article 20 de la loi du 2 novembre 1892, relatif à l'obligation pour l'industriel de présenter le registre d'usine, bien qu'il soit énoncé dans le corps du procès-verbal que ledit registre n'a pu être représenté.

Il est résulté de cette omission du service que le Ministère public n'a pas cru pouvoir prendre de réquisitions à ce sujet, et que le juge de paix n'a pu être valablement saisi de ce chef de la prévention.

Je vous prie de veiller à ce que de semblables omissions ne se glissent plus à l'avenir dans les procès-verbaux dressés par les inspecteurs placés sous vos ordres.

(1) Voir Jurisprudence, page 73.

LETTRÉ MINISTÉRIELLE DU 26 AVRIL 1902

*au sujet de l'assujettissement des usines à feu continu
à la loi du 30 mars 1900.*

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, vous m'avez demandé de vous faire connaître si les fabriques de sucre ne sont pas exemptées, comme usines à feu continu, de l'application de la loi du 30 mars 1900, en vertu de l'article 11, paragraphe 3 de la loi du 2 novembre 1892, modifié par l'article 1^{er} de la loi du 30 mars 1900.

J'ai l'honneur de vous informer tout d'abord que l'assujettissement des usines à feu continu à la loi du 30 mars 1900 ne peut faire aucun doute. Cette loi s'applique en effet à tous les établissements énumérés par l'article 1^{er} de la loi du 2 novembre 1892, parmi lesquels les usines, de quelque nature que ce soit, et par conséquent les usines à feu continu comme les autres.

La loi du 30 mars 1900 s'applique si bien aux usines à feu continu que le législateur a pris soin de spécifier expressément, et à titre d'exception, les prescriptions de cette loi qui ne leur seraient pas applicables. C'est ainsi que l'article 3, paragraphe 3 de la loi de 1892, modifié par la loi du 30 mars 1900 dispense les usines à feu continu de l'obligation de faire prendre les repos aux mêmes heures à toutes les personnes protégées par la loi.

Quant à la disposition de l'article 11, paragraphe 3, à laquelle vous faites allusion, elle n'excepte pas les usines à feu continu de la limite de durée fixée par l'article 3 de la loi du 2 novembre 1892; elle ne fait que lever pour ces usines l'interdiction générale du travail par relais. Mais cette possibilité d'organiser le travail par relais a précisément pour but d'assurer dans ces usines la continuité des opérations industrielles, tout en permettant de réduire à la limite légale la durée individuelle du travail de chaque ouvrier sans diminuer la durée générale pendant laquelle s'opère le travail de chaque équipe.

LETTRÉ MINISTÉRIELLE DU 30 AVRIL 1902

*au sujet du cumul des dérogations prévues par les articles 1^{er} et 5
du décret du 15 juillet 1893 modifié.*

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, vous m'avez demandé de vous faire connaître si vous pouviez accorder, en vertu de l'article 5 du décret du 15 juillet 1893 modifié, l'autorisation de porter à 12 heures la durée du travail pendant 60 jours, aux industries qui bénéficient déjà des dérogations prévues par l'article 1^{er} du même décret et qui ont trait au travail de nuit

et à la durée du travail. La question se poserait notamment pour les fabricants de chapeaux de paille dont l'industrie est inscrite à la fois aux deux articles précités du décret.

J'ai l'honneur de vous informer qu'aucune disposition légale ne s'oppose à ce que les industriels qui ont déjà usé des dérogations dont ils jouissent de plein droit en vertu de l'article 1^{er} du décret du 15 juillet 1893, obtiennent de l'Inspecteur divisionnaire, en vertu de l'article 5 de ce même décret, l'autorisation de déroger à la limite légale de durée du travail. Ces deux ordres de dérogations, prévus par des articles différents de la loi de 1892, sont en effet absolument distincts et ne s'appliquent pas aux mêmes personnes; l'une concerne à la fois le travail de nuit et la durée du travail et ne s'applique qu'aux filles et femmes de plus de 18 ans; l'autre vise la durée du travail et le repos hebdomadaire et s'applique à tout le personnel protégé.

Il est d'ailleurs bien entendu que vous devrez vous montrer plus particulièrement rigoureux en ce qui concerne les industries qui bénéficient déjà des dérogations de droit, et refuser les demandes de tolérance qui vous seraient adressées en vertu de l'article 5 du 15 juillet 1893 si elles ne vous paraissaient pas entièrement justifiées.

LETTRE MINISTÉRIELLE DU 14 MAI 1902

au sujet du calcul de la durée du travail effectif.

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, vous m'avez informé qu'un industriel obligeait, *sous peine d'amende*, les ouvriers de son établissement à arriver cinq minutes avant l'heure réglementaire et à ne sortir que cinq minutes après. Vous me demandez en conséquence s'il y a lieu de faire entrer ces dix minutes dans le calcul de la durée du travail effectif.

L'affirmative ne me paraît pas douteuse. Ainsi que je vous l'ai fait connaître par ma lettre du 25 juin 1901 (Bulletin Insp. 1901, p. 156), on doit entendre par « durée du travail effectif » tout le temps que l'ouvrier est tenu à la disposition du patron. Dans l'espèce que vous me soumettez, il est évident que les ouvriers qui sont astreints *sous peine d'amende* à arriver cinq minutes avant et à sortir cinq minutes après l'heure réglementaire doivent être considérés comme étant pendant ce temps à la disposition du patron; et par suite ces dix minutes doivent entrer dans le calcul de la durée du travail effectif.

Je vous prie d'en informer l'industriel et de lui dresser procès-verbal s'il persistait à dépasser de cette façon la limite légale de durée du travail effectif.

DOCUMENTS ET RENSEIGNEMENTS DIVERS.

CIRCULAIRE DU MINISTRE DE LA GUERRE DU 21 OCTOBRE 1901

*sur l'emploi des couleurs à base de blanc de céruse dans les
établissements militaires.*

MON CHER GÉNÉRAL, les dangers que présente, pour les ouvriers employés aux travaux de peinture, l'usage des couleurs à base de blanc de céruse ont été souvent signalés, et ont donné lieu récemment à un avis du comité consultatif d'hygiène publique de France faisant ressortir qu'il est très désirable, au point de vue hygiénique, de substituer le blanc de zinc au blanc de céruse; cette substitution peut, d'ailleurs, être réalisée sans inconvénient au point de vue technique.

J'ai, en conséquence, décidé que, pour tous les travaux exécutés dans les établissements militaires, il sera, à l'avenir, interdit de faire usage de couleurs ou enduits à base de blanc de céruse.

Les marchés à passer pour l'exécution de ces travaux, soit de gré à gré, soit par adjudication, devront mentionner cette interdiction; une clause spéciale sera inscrite à cet effet dans les cahiers des charges. En ce qui concerne ceux des marchés en cours qui n'expireraient pas à la fin du présent exercice, les services intéressés passeront avec les adjudicataires des actes additionnels fixant le prix et le mode d'exécution des peintures et enduits à base de blanc de zinc. Les directeurs des services et établissements et les chefs de corps auront également à faire observer cette interdiction lorsqu'il sera procédé à des travaux de peinture par la main d'œuvre militaire.

CIRCULAIRE DU MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS DU 3 JANVIER 1902

relative aux mesures de sécurité à prescrire dans les mines.

MONSIEUR LE PRÉFET, le Conseil général des mines, appelé à examiner divers cas d'accidents qui se sont produits récemment, a proposé de modifier les articles 3 et 44 du règlement-type sur la police des mines, de manière à y introduire les prescriptions dont ces accidents ont démontré l'opportunité.

Conformément à ces propositions, j'ai décidé que les articles 3 et 44 du règlement-type précité, annexé à la circulaire ministérielle du 25 juillet 1895 seraient, à l'avenir, rédigés comme il suit :

« ART. 3. — Les orifices au jour des puits et galeries d'une inclinaison dangereuse, lorsque ces puits ou galeries sont en service continu, seront clos ou munis de barrières disposées de façon à empêcher la chute des hommes et objets quelconques. On disposera de même les ouvertures intérieures de tout puits, ainsi que de toute fendue ou cheminée.

« Dans tout puits où se fait, par cages guidées, l'extraction, le service des remblais ou la circulation du personnel, les barrières seront, en outre, munies de dispositifs tels que leur fermeture soit assurée par des moyens automatiques ou par enclenchement tant que la cage n'est pas à la recette, à moins qu'elles ne soient gardées et tenues fermées par un ouvrier spécialement commissionné à cet effet.

« Les dispositions qui précèdent sont applicables aux monte-charges et balances installés tant au fond qu'à la surface. »

« ART. 44. — Toutes les pièces saillantes mobiles et autres parties dangereuses des machines établies au fond ou à la surface et notamment les bielles, roues, volants, les courroies et câbles, les engrenages, les cylindres et cônes de friction ou tous autres organes de transmission qui seraient reconnus dangereux, seront munis de dispositifs protecteurs, tels que gaines et chéneaux de bois ou de fer, tambours pour les courroies et les bielles, ou de couvre-engrenages, garde-mains, grillages.

« Il est interdit de préposer à la conduite des chaudières et machines motrices à vapeur, des ouvriers de moins de 18 ans.

« Il est également interdit d'employer les jeunes ouvriers de moins de 18 ans au graissage, au nettoyage, à la visite ou à la réparation des machines ou mécanismes en marche. »

Je vous serai obligé, Monsieur le Préfet, de vouloir bien tenir compte des dispositions qui précèdent dans les règlements que vous auriez, à l'avenir, à édicter ou à homologuer, et d'examiner, après avoir pris l'avis des ingénieurs des mines, les modifications qu'il pourrait y avoir lieu d'introduire dans les règlements actuellement existants.

J'adresse directement ampliation de la présente circulaire à MM. les Ingénieurs des mines.

LOI DU 15 FÉVRIER 1902

relative à la protection de la santé publique.

TITRE 1^{er}.

Des mesures sanitaires générales.

CHAPITRE 1^{er}

Mesures sanitaires générales.

ART. 1^{er}. — Dans toute commune, le maire est tenu, afin de protéger la santé publique, de déterminer, après avis du conseil municipal et sous forme d'arrêtés municipaux portant règlement sanitaire :

1° Les précautions à prendre, en exécution de l'article 97 de la loi du 5 avril 1884, pour prévenir ou faire cesser les maladies transmissibles, visées à l'article 4 de la présente loi, spécialement les mesures de désinfection ou même de destruction des objets à l'usage des malades ou qui ont été souillés par eux, et généralement des objets quelconques pouvant servir de véhicule à la contagion;

2° Les prescriptions destinées à assurer la salubrité des maisons et de leurs dépendances, des voies privées, closes ou non à leurs extrémités, des logements loués en garni et des autres agglomérations quelle qu'en soit la nature, notamment les prescriptions relatives à l'alimentation en eau potable ou à l'évacuation des matières usées.

ART. 2. — Les règlements sanitaires communaux ne font pas obstacle aux droits conférés au préfet par l'article 99 de la loi du 5 avril 1884.

Ils sont approuvés par le préfet, après avis du conseil départemental d'hygiène. Si, dans le délai d'un an à partir de la promulgation de la présente loi, une commune n'a pas de règlement sanitaire, il lui en sera imposé un, d'office, par un arrêté du préfet, le conseil départemental d'hygiène entendu.

Dans le cas où plusieurs communes auraient fait connaître leur volonté de s'associer, conformément à la loi du 22 mars 1890, pour l'exécution des mesures sanitaires, elles pourront adopter les mêmes règlements qui leur seront rendus applicables suivant les formes prévues par ladite loi.

ART. 3. — En cas d'urgence, c'est-à-dire en cas d'épidémie ou d'un autre danger imminent pour la santé publique, le préfet peut ordonner l'exécution immédiate, tous droits réservés, des mesures prescrites par les règlements sanitaires prévus par l'article 1^{er}. L'urgence doit être constatée par un arrêté du maire, et, à son défaut, par un arrêté du préfet, que cet arrêté

spécial s'applique à une ou plusieurs personnes ou qu'il s'applique à tous les habitants de la commune.

ART. 4. — La liste des maladies auxquelles sont applicables les dispositions de la présente loi sera dressée, dans les six mois qui en suivront la promulgation, par un décret du Président de la République, rendu sur le rapport du Ministre de l'intérieur, après avis de l'Académie de médecine et du comité consultatif d'hygiène publique de France. Elle pourra être révisée dans la même forme.

ART. 5. — La déclaration à l'autorité publique de tout cas de l'une des maladies visées à l'article 4 est obligatoire pour tout docteur en médecine, officier de santé ou sage-femme qui en constate l'existence. Un arrêté du Ministre de l'intérieur, après un avis de l'Académie de médecine et du comité consultatif d'hygiène publique de France, fixe le mode de la déclaration.

ART. 6. — La vaccination antivariolique est obligatoire au cours de la première année de la vie, ainsi que la revaccination au cours de la onzième et de la vingt-et-unième année.

Les parents ou tuteurs sont tenus personnellement de l'exécution de ladite mesure.

Un règlement d'administration publique, rendu après avis de l'Académie de médecine et du comité consultatif d'hygiène publique de France, fixera les mesures nécessitées par l'application du présent article.

ART. 7. — La désinfection est obligatoire pour tous les cas de maladies prévues à l'article 4; les procédés de désinfection devront être approuvés par le Ministre de l'intérieur, après avis du comité consultatif d'hygiène publique de France.

Les mesures de désinfection sont mises à exécution, dans les villes de 20,000 habitants et au-dessus, par les soins de l'autorité municipale, suivant des arrêtés du maire, approuvés par le préfet, et, dans les communes de moins de 20,000 habitants, par les soins d'un service départemental.

Les dispositions de la loi du 21 juillet 1856 et des décrets et arrêtés ultérieurs, pris conformément aux dispositions de ladite loi, sont applicables aux appareils de désinfection.

Un règlement d'administration publique, rendu après avis du comité consultatif d'hygiène publique de France, déterminera les conditions que ces appareils doivent remplir au point de vue de l'efficacité des opérations à y effectuer.

ART. 8. — Lorsqu'une épidémie menace tout ou partie du territoire de la République ou s'y développe, et que les moyens de défense locaux sont reconnus insuffisants, un décret du Président de la République détermine, après avis du comité consultatif d'hygiène publique de France, les mesures propres à empêcher la propagation de cette épidémie.

Il règle les attributions, la composition et le ressort des autorités et administrations chargées de l'exécution de ces mesures, et leur délègue, pour un temps déterminé, le pouvoir de les exécuter. Les frais d'exécution de ces mesures, en personnel et en matériel, sont à la charge de l'État.

Les décrets et actes administratifs qui prescrivent l'application de ces mesures sont exécutoires dans les vingt-quatre heures, à partir de leur publication au *Journal officiel*.

ART. 9. — Lorsque pendant trois années consécutives le nombre des décès dans une commune a dépassé le chiffre de la mortalité moyenne de la France, le préfet est tenu de charger le conseil départemental d'hygiène de procéder, soit par lui-même, soit par la commission sanitaire de la circonscription, à une enquête sur les conditions sanitaires de la commune.

Si cette enquête établit que l'état sanitaire de la commune nécessite des travaux d'assainissement, notamment qu'elle n'est pas pourvue d'eau potable de bonne qualité ou en quantité suffisante, ou bien que les eaux usées y restent stagnantes, le préfet, après une mise en demeure à la commune, non suivie d'effet, invite le conseil départemental d'hygiène à délibérer sur l'utilité et la nature des travaux jugés nécessaires. Le maire est mis en demeure de présenter ses observations devant le conseil départemental d'hygiène.

En cas d'avis du conseil départemental d'hygiène contraire à l'exécution des travaux ou de réclamation de la part de la commune, le préfet transmet la délibération du conseil au Ministre de l'intérieur, qui, s'il le juge à propos, soumet la question au comité consultatif d'hygiène publique de France. Celui-ci procède à une enquête dont les résultats sont affichés dans la commune.

Sur les avis du conseil départemental d'hygiène et du comité consultatif d'hygiène publique, le préfet met la commune en demeure de dresser le projet et de procéder aux travaux.

Si, dans le mois qui suit cette mise en demeure, le conseil municipal ne s'est pas engagé à y déférer, ou si, dans les trois mois, il n'a pris aucune mesure en vue de l'exécution des travaux, un décret du Président de la République, rendu en conseil d'État, ordonne ces travaux dont il détermine les conditions d'exécution. La dépense ne pourra être mise à la charge de la commune que par une loi.

Le conseil général statue, dans les conditions prévues par l'article 46 de la loi du 10 août 1871, sur la participation du département aux dépenses des travaux ci-dessus spécifiés.

ART. 10. — Le décret déclarant d'utilité publique le captage d'une source pour le service d'une commune déterminera, s'il y a lieu, en même temps que les terrains à acquérir en pleine propriété, un périmètre de protection contre la pollution de ladite source. Il est interdit d'épandre sur les terrains compris dans ce périmètre des engrais humains et d'y forer des puits sans l'autorisation du préfet. L'indemnité qui pourra être due au propriétaire de ces terrains sera déterminée suivant les formes de la loi du 3 mai 1841 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique, comme pour les héritages acquis en pleine propriété.

Ces dispositions sont applicables aux puits ou galeries fournissant de l'eau potable empruntée à une nappe souterraine.

Le droit à l'usage d'une source d'eau potable implique, pour la commune qui la possède, le droit de curer cette source, de la couvrir et de la garantir contre toutes les causes de pollution, mais non celui d'en dévier le cours par

des tuyaux ou rigoles. Un règlement d'administration publique déterminera, s'il y a lieu, les conditions dans lesquelles le droit à l'usage pourra s'exercer.

L'acquisition de tout ou partie d'une source d'eau potable par la commune dans laquelle elle est située peut être déclarée d'utilité publique par arrêté préfectoral, quand le débit à acquérir ne dépasse pas deux litres par seconde.

Cet arrêté est pris sur la demande du conseil municipal et l'avis du conseil d'hygiène du département. Il doit être précédé de l'enquête prévue par l'ordonnance du 23 août 1835. L'indemnité d'expropriation est réglée dans les formes prescrites par l'article 16 de la loi du 21 mai 1836.

CHAPITRE II.

Mesures sanitaires relatives aux immeubles.

ART. 11. — Dans les agglomérations de 20,000 habitants et au-dessus, aucune habitation ne peut être construite sans un permis du maire constatant que, dans le projet qui lui a été soumis, les conditions de salubrité prescrites par le règlement sanitaire, prévu à l'article 1^{er}, sont observées.

A défaut par le maire de statuer dans le délai de vingt jours, à partir du dépôt à la mairie de la demande de construire dont il sera délivré récépissé, le propriétaire pourra se considérer comme autorisé à commencer les travaux.

L'autorisation de construire peut être donnée par le préfet en cas de refus du maire.

Si l'autorisation n'a pas été demandée ou si les prescriptions du règlement sanitaire n'ont pas été observées, il est dressé procès-verbal. En cas d'inexécution de ces prescriptions, il est procédé conformément aux dispositions de l'article suivant.

ART. 12. — Lorsqu'un immeuble, bâti ou non, attenant ou non à la voie publique, est dangereux pour la santé des occupants ou des voisins, le maire ou, à son défaut, le préfet, invite la commission sanitaire prévue par l'article 20 de la présente loi à donner son avis :

1° Sur l'utilité et la nature des travaux ;

2° Sur l'interdiction d'habitation de tout ou partie de l'immeuble jusqu'à ce que les conditions d'insalubrité aient disparu.

Le rapport du maire est déposé au secrétariat de la mairie à la disposition des intéressés.

Les propriétaires, usufruitiers ou usagers sont avisés, au moins quinze jours d'avance, à la diligence du maire et par lettre recommandée, de la réunion de la commission sanitaire et ils produisent, dans ce délai, leurs observations.

Ils doivent, s'ils en font la demande, être entendus par la commission, en personne ou par mandataire, et ils sont appelés aux visites et constatations de lieux.

En cas d'avis contraire aux propositions du maire, cet avis est transmis au préfet qui saisit, s'il y a lieu, le conseil départemental d'hygiène.

Le préfet avise les intéressés, quinze jours au moins d'avance, par lettre

recommandée, de la réunion du conseil départemental d'hygiène et les invite à produire leurs observations dans ce délai. Ils peuvent prendre communication de l'avis de la commission sanitaire, déposé à la préfecture, et se présenter, en personne ou par mandataire, devant le conseil; ils sont appelés aux visites et constatations de lieux.

L'avis de la commission sanitaire ou celui du conseil d'hygiène fixe le délai dans lequel les travaux doivent être exécutés ou dans lequel l'immeuble cessera d'être habité en totalité ou en partie. Ce délai ne commence à courir qu'à partir de l'expiration du délai de recours ouvert aux intéressés par l'article 13 ci-après ou de la notification de la décision définitive intervenue sur le recours.

Dans le cas où l'avis de la commission n'a pas été contesté par le maire, ou, s'il a été contesté, après notification par le préfet de l'avis du conseil départemental d'hygiène, le maire prend un arrêté ordonnant les travaux nécessaires ou portant interdiction d'habiter, et il met le propriétaire en demeure de s'y conformer dans le délai fixé.

L'arrêté portant interdiction d'habiter devra être revêtu de l'approbation du préfet.

ART. 13. — Un recours est ouvert aux intéressés contre l'arrêté du maire devant le conseil de préfecture, dans le délai d'un mois, à dater de la notification de l'arrêté. Ce recours est suspensif.

ART. 14. — A défaut de recours contre l'arrêté du maire ou si l'arrêté a été maintenu, les intéressés qui n'ont pas exécuté, dans le délai imparti, les travaux jugés nécessaires, sont traduits devant le tribunal de simple police, qui autorise le maire à faire exécuter les travaux d'office, à leurs frais, sans préjudice de l'application de l'article 471, § 15, du Code pénal.

En cas d'interdiction d'habitation, s'il n'y a pas été fait droit, les intéressés sont passibles d'une amende de 16 francs à 500 francs et traduits devant le tribunal correctionnel, qui autorise le maire à faire expulser, à leurs frais, les occupants de l'immeuble.

ART. 15. — La dépense résultant de l'exécution des travaux est garantie par un privilège sur les revenus de l'immeuble, qui prend rang après les privilèges énoncés aux articles 2101 et 2103 du Code civil.

ART. 16. — Toutes ouvertures pratiquées pour l'exécution des mesures d'assainissement, prescrites en vertu de la présente loi, sont exemptes de la contribution des portes et fenêtres pendant cinq années consécutives, à partir de l'achèvement des travaux.

ART. 17. — Lorsque, par suite de l'exécution de la présente loi, il y aura lieu à la résiliation des baux, cette résiliation n'emportera, en faveur des locataires, aucuns dommages et intérêts.

ART. 18. — Lorsque l'insalubrité est le résultat de causes extérieures et permanentes, ou lorsque les causes d'insalubrité ne peuvent être détruites que par des travaux d'ensemble, la commune peut acquérir, suivant les formes et après l'accomplissement des formalités prescrites par la loi du

3 mai 1841, la totalité des propriétés comprises dans le périmètre des travaux.

Les portions de ces propriétés qui, après assainissement opéré, resteraient en dehors des alignements arrêtés pour les nouvelles constructions, pourront être revendues aux enchères publiques, sans que les anciens propriétaires ou leurs ayants droit puissent demander l'application des articles 60 et 61 de la loi du 3 mai 1841, si les parties restantes ne sont pas d'une étendue ou d'une forme qui permette d'y élever des constructions salubres.

TITRE II.

De l'administration sanitaire.

ART. 19. — Si le préfet, pour assurer l'exécution de la présente loi, estime qu'il y a lieu d'organiser un service de contrôle et d'inspection, il ne peut y être procédé qu'en suite d'une délibération du conseil général réglementant les détails et le budget du service.

Dans les villes de 20,000 habitants et au-dessus, et dans les communes d'au moins 2,000 habitants, qui sont le siège d'un établissement thermal, il sera institué, sous le nom de bureau d'hygiène, un service municipal chargé, sous l'autorité du maire, de l'application des dispositions de la présente loi.

ART. 20. — Dans chaque département, le conseil général, après avis du conseil d'hygiène départemental, délibère, dans les conditions prévues par l'article 48, § 5, de la loi du 10 août 1871, sur l'organisation du service de l'hygiène publique dans le département, notamment sur la division du département en circonscriptions sanitaires et pourvues chacune d'une commission sanitaire, sur la composition, le mode de fonctionnement, la publication des travaux et les dépenses du conseil départemental et des commissions sanitaires.

A défaut par le conseil général de statuer, il y sera pourvu par un décret en forme de règlement d'administration publique.

Le conseil d'hygiène départemental se composera de dix membres au moins et de quinze au plus. Il comprendra nécessairement deux conseillers généraux, élus par leurs collègues, trois médecins, dont un de l'armée de terre ou de mer, un pharmacien, l'ingénieur en chef, un architecte et un vétérinaire.

Le préfet présidera le conseil, qui nommera dans son sein, pour deux ans, un vice-président et un secrétaire chargé de rédiger les délibérations du conseil.

Chaque commission sanitaire de circonscription sera composée de cinq membres au moins et de sept au plus, pris dans la circonscription. Elle comprendra nécessairement un conseiller général, élu par ses collègues, un médecin, un architecte ou tout autre homme de l'art, et un vétérinaire.

Le sous-préfet présidera la commission, qui nommera dans son sein, pour deux ans, un vice-président et un secrétaire chargé de rédiger les délibérations de la commission.

Les membres des conseils d'hygiène et ceux des commissions sanitaires, à l'exception des conseillers généraux qui sont élus par leurs collègues, sont nommés par le préfet pour quatre ans et renouvelés par moitié tous les deux ans; les membres sortants peuvent être renommés.

Les conseils départementaux d'hygiène et les commissions sanitaires ne peuvent donner leur avis sur les objets qui leur sont soumis en vertu de la présente loi que si les deux tiers au moins de leurs membres sont présents. Ils peuvent recourir à toutes mesures d'instruction qu'ils jugent convenables.

ART. 21. — Les conseils d'hygiène départementaux et les commissions sanitaires doivent être consultés sur les objets énumérés à l'article 9 du décret du 18 décembre 1848, sur l'alimentation en eau potable des agglomérations, sur la statistique démographique et la géographie médicale, sur les règlements sanitaires communaux et généralement sur toutes les questions intéressant la santé publique, dans les limites de leurs circonscriptions respectives.

ART. 22. — Le préfet de la Seine a dans ses attributions, à Paris, tout ce qui concerne la salubrité des habitations et de leurs dépendances, sauf celle des logements loués en garni, la salubrité des voies privées closes ou non à leurs extrémités, le captage et la distribution des eaux, le service de désinfection, de vaccination et du transport des malades. Pour la désinfection et le transport des malades, il donnera suite, le cas échéant, aux demandes qui lui seraient adressées par le préfet de police.

Il nomme une commission des logements insalubres, composée de trente membres, dont quinze sur la désignation du conseil municipal de Paris. Par mesure transitoire, à chaque renouvellement par tiers de la commission qui fonctionne actuellement, le préfet nomme dix membres, dont cinq à la désignation du conseil municipal.

ART. 23. — Le préfet de police a dans ses attributions :

Les précautions à prendre pour prévenir ou faire cesser les maladies transmissibles visées par l'article 4 de la loi, spécialement la réception des déclarations; les contraventions relatives à l'obligation de la vaccination et de la revaccination; la surveillance au point de vue sanitaire des logements loués en garni.

Il continuera à assurer la protection des enfants du premier âge, la police sanitaire des animaux, la police de la médecine et de la pharmacie, l'application des lois et règlements concernant la vente et la mise en vente de denrées alimentaires falsifiées ou corrompues, le fonctionnement du laboratoire municipal de chimie, la réglementation des établissements classés comme dangereux, insalubres ou incommodes, tant à Paris que dans les communes du ressort de la préfecture de police.

Le préfet de police sera assisté par le conseil d'hygiène et de salubrité de la Seine dont la composition actuelle est maintenue, savoir :

Le préfet de police, président;

Un vice-président et un secrétaire, nommés annuellement par le préfet de police sur la présentation du conseil d'hygiène ;

Vingt-quatre membres titulaires nommés par le Ministre de l'intérieur, sur la proposition du préfet de police et la présentation du conseil d'hygiène;

Trois membres du conseil général de la Seine, élus par leurs collègues;

Quinze membres à raison de leurs fonctions; le doyen de la faculté de médecine, le professeur d'hygiène de la faculté de médecine, le professeur de médecine légale de la faculté de médecine, le directeur de l'école supérieure de pharmacie de Paris, le président du comité technique de santé des armées, le directeur du service de santé du gouvernement militaire de Paris, l'ingénieur en chef du service des eaux et de l'assainissement, l'inspecteur général de l'assainissement et de l'habitation, le secrétaire général de la préfecture de police, l'ingénieur en chef des mines chargé du service des appareils à vapeur de la Seine, l'ingénieur en chef des ponts et chaussées chargé du service ordinaire du département, le chef de la 2^e division de la préfecture de police, l'architecte en chef de la préfecture de police, le chef du service sanitaire vétérinaire de la Seine et le chef de bureau de l'hygiène à la préfecture de police.

Le conseil d'hygiène et de salubrité de la Seine remplira les attributions données au conseil départemental d'hygiène par la présente loi, dans l'étendue du ressort de la préfecture de police.

Les commissions d'hygiène, instituées à Paris et dans le ressort de la préfecture de police, continueront à exercer leurs fonctions sous l'autorité du préfet de police, dans les conditions indiquées par les décrets des 16 décembre 1851, 7 juillet 1880 et 26 décembre 1893, et elles auront les attributions données aux commissions sanitaires de circonscriptions par la présente loi.

Le préfet de police continuera à appliquer dans les communes ressortissant à sa juridiction les attributions de police sanitaire dont il est actuellement investi.

ART. 24. — Dans les communes du département de la Seine autres que Paris, le maire exerce les attributions sanitaires sous l'autorité soit du préfet de la Seine, soit du préfet de police, suivant les distinctions faites dans les deux articles suivants.

ART. 25. — Le comité consultatif d'hygiène publique de France délibère sur toutes les questions intéressant l'hygiène publique, l'exercice de la médecine et de la pharmacie, les conditions d'exploitation ou de vente des eaux minérales, sur lesquelles il est consulté par le Gouvernement.

Il est nécessairement consulté sur les travaux publics d'assainissement ou d'aménée d'eau d'alimentation des villes de plus de 5,000 habitants et sur le classement des établissements insalubres, dangereux ou incommodes.

Il est spécialement chargé du contrôle de la surveillance des eaux captées en dehors des limites de leur département respectif, pour l'alimentation des villes.

Le comité consultatif d'hygiène publique de France est composé de quarante-cinq membres :

Sont membres de droit : le directeur de l'assistance et de l'hygiène pu-

bliques au Ministère de l'intérieur; l'inspecteur général des services sanitaires; l'inspecteur général adjoint des services sanitaires; l'architecte inspecteur des services sanitaires; le directeur de l'administration départementale et communale au Ministère de l'intérieur; le directeur des consulats et des affaires commerciales au ministère des affaires étrangères; le directeur général des douanes; le directeur des chemins de fer au Ministère des travaux publics; le directeur du travail au Ministère du commerce, des postes et des télégraphes; le directeur de l'enseignement primaire au Ministère de l'instruction publique; le président du comité technique de santé de l'armée; le directeur du service de santé de l'armée; le président du conseil supérieur de santé de la marine; le président du conseil supérieur de santé au Ministère des colonies; le directeur des domaines au Ministère des finances; le doyen de la faculté de médecine de Paris; le directeur de l'école de pharmacie de Paris; le président de la chambre de commerce de Paris; le directeur de l'administration générale de l'assistance publique à Paris; le vice-président du conseil d'hygiène et de salubrité du département de la Seine; l'inspecteur général du service d'assainissement de l'habitation de la préfecture de la Seine; le vice-président du conseil de surveillance de l'assistance publique de Paris; l'inspecteur général des écoles vétérinaires; le directeur de la Carte géologique de France.

Six membres seront nommés par le Ministre sur une liste triple de présentation dressée par l'académie des sciences, l'académie de médecine, le Conseil d'État, la cour de cassation, le conseil supérieur du travail, le conseil supérieur de l'assistance publique de France.

Quinze membres seront désignés par le Ministre parmi les médecins, hygiénistes, ingénieurs, chimistes, légistes, etc.

Un décret d'administration publique réglera le fonctionnement du comité consultatif d'hygiène publique de France, la nomination des auditeurs et la constitution d'une section permanente.

TITRE III.

Dépenses.

ART. 26. — Les dépenses rendues nécessaires par la présente loi, notamment celles causées par la destruction des objets mobiliers, sont obligatoires. En cas de contestation sur leur nécessité, il est statué par décret rendu en Conseil d'État.

Ces dépenses seront réparties entre les communes, les départements et l'État, suivant les règles fixées par les articles 27, 28 et 29 de la loi du 15 juillet 1893.

Toutefois, les dépenses d'organisation du service de la désinfection dans les villes de 20,000 habitants et au-dessus sont supportées par les villes et par l'État, dans les proportions établies au barème du tableau A, annexé à la loi du 15 juillet 1893. Les dépenses d'organisation du service départemental de la désinfection sont supportées par les départements et par l'État, dans les proportions établies au barème du tableau B.

Des taxes seront établies par un règlement d'administration publique pour le remboursement des dépenses relatives à ce service.

A défaut par les villes et les départements d'organiser les services de la désinfection et les bureaux d'hygiène et d'en assurer le fonctionnement dans l'année qui suivra la mise à exécution de la présente loi, il y sera pourvu par des décrets en forme de règlements d'administration publique.

TITRE IV.

Pénalités.

ART. 27. — Sera puni des peines portées à l'article 471 du Code pénal quiconque, en dehors des cas prévus par l'article 21 de la loi du 30 novembre 1892, aura commis une contravention aux prescriptions des règlements sanitaires prévus aux articles 1 et 2, ainsi qu'à celles des articles 5, 6, 7, 8 et 14.

Celui qui aura construit une habitation sans le permis du maire sera puni d'une amende de 16 francs à 500 francs.

ART. 28. — Quiconque, par négligence ou incurie, dégradera des ouvrages publics ou communaux destinés à recevoir ou à conduire des eaux d'alimentation; quiconque, par négligence ou incurie, laissera introduire des matières excrémentielles, ou toute autre matière susceptible de nuire à la salubrité, dans l'eau des sources, des fontaines, des puits, citernes, conduites, aqueducs, réservoirs d'eau servant à l'alimentation publique, sera puni des peines portées aux articles 479 et 480 du Code pénal.

Est interdit, sous les mêmes peines, l'abandon de cadavres d'animaux, de débris de boucherie, fumier, matières fécales et, en général, de résidus animaux putrescibles dans les failles, gouffres, bétoures ou excavations de toute nature autres que les fosses nécessaires au fonctionnement d'établissements classés.

Tout acte volontaire de même nature sera puni des peines portées à l'article 257 du Code pénal.

ART. 29. — Seront punis d'une amende de 100 francs à 500 francs et, en cas de récidive, de 500 francs à 1,000 francs, tous ceux qui auront mis obstacle à l'accomplissement des devoirs des maires et des membres délégués des commissions sanitaires, en ce qui touche l'application de la présente loi.

ART. 30. — L'article 463 du Code pénal est applicable dans tous les cas prévus par la présente loi. Il est également applicable aux infractions punies des peines correctionnelles par la loi du 3 mars 1822.

TITRE V.

Dispositions diverses.

ART. 31. — La loi du 13 avril 1850 est abrogée, ainsi que toutes les dispositions et lois antérieures, contraires à la présente loi.

Les conseils départementaux d'hygiène et les conseils d'hygiène d'arrondissement actuellement existants continueront à fonctionner jusqu'à leur remplacement par les conseils départementaux d'hygiène et les commissions sanitaires de circonscription organisés en exécution de la présente loi.

ART. 32. — La présente loi n'est pas applicable aux ateliers et manufactures.

ART. 33. — Des règlements d'administration publique détermineront les conditions d'organisation et de fonctionnement des bureaux d'hygiène et du service de désinfection, ainsi que les conditions d'application de la présente loi à l'Algérie et aux colonies de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion.

ART. 34. — La présente loi ne sera exécutoire qu'un an après sa promulgation.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 15 février 1902.

ÉMILE LOUBET.

Par le Président de la République :

*Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,*

WALDECK-ROUSSEAU.

APPLICATION À L'ALGÉRIE

DES LOIS RÉGLEMENTANT LE TRAVAIL.

RAPPORT AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

ET DÉCRETS DU 21 MARS 1902

relatifs à l'application en Algérie de dispositions concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs dans les établissements industriels, les mesures de protection spéciales à l'égard des enfants, des filles mineures et des femmes, et les conditions du travail dans les marchés des travaux publics.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT, nous avons l'honneur de soumettre à votre haute approbation quatre projets de décret relatifs à l'application en Algérie de dispositions concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs dans les éta-

blissements industriels, les mesures de protection spéciales à l'égard des enfants, des filles mineures et des femmes et les conditions du travail dans les marchés de travaux publics.

C'est en 1895 qu'a été posée pour la première fois la question de l'application à l'Algérie des lois qui réglementent le travail en France. Il n'était alors question que de rechercher si la loi du 2 novembre 1892 relative au travail des enfants, des filles mineures et des femmes ne pourrait pas être mise en application, avec certains tempéraments, dans les établissements industriels algériens.

M. le Gouverneur général de l'Algérie, consulté, avait émis, après avis conforme du conseil de gouvernement, un avis défavorable à l'application à l'Algérie de la loi du 2 novembre 1892. Cet avis était principalement fondé sur des considérations tirées de la diversité ethnique de la population de la colonie, de son climat et de son état industriel.

Le comité consultatif des arts et manufactures émit à son tour, à la date du 1^{er} mai 1895, l'avis que la loi du 2 novembre 1892 ne pourrait être appliquée à l'Algérie qu'à la condition d'être complètement remaniée. Les modifications devraient porter sur l'âge d'admission, sur le certificat d'instruction primaire, sur l'âge où l'enfant est considéré comme adulte, sur les prescriptions relatives au travail de nuit, et sur l'organisation de l'inspection. Il y aurait lieu, en outre, de distinguer entre la réglementation de la population indigène et celle de la population européenne. Il ne s'agissait donc plus, dans l'esprit du comité, d'une loi de la métropole à rendre applicable en Algérie, mais d'un décret nouveau à élaborer.

Tel fut également l'avis de la commission supérieure du travail qui, consultée à son tour, déclara « qu'il serait impossible d'introduire en Algérie et d'y appliquer dans son texte la loi du 2 novembre 1892, à raison des différences d'industries, de climat, de races et de population entre la métropole et la colonie ».

A la suite de cette enquête, la question fut provisoirement ajournée.

Une délibération du conseil d'administration de la bourse du travail d'Alger posa à nouveau, en 1899, la question de l'application à l'Algérie de la loi du 2 novembre 1892, et exprima en outre le vœu que la loi du 12 juin 1893, sur l'hygiène et la sécurité des voyageurs dans les établissements industriels, fût également promulguée en Algérie. A la date du 25 novembre de la même année, le conseil d'administration de la bourse du travail de Constantine ajouta aux deux lois précédentes, dont l'application était réclamée, la loi du 9 avril 1898 sur la responsabilité des accidents et les décrets du 10 août 1899 sur les conditions du travail dans les marchés de l'Etat, des départements et des communes.

A la suite de ces nouvelles instances, des démarches nombreuses et répétées émanant d'un certain nombre de représentants élus de l'Algérie se produisirent en faveur de cette réforme.

Il parut que le moment était venu d'aboutir enfin à une solution et par une lettre en date du 21 août 1899, émanée du Ministère du commerce, la question fut à nouveau soumise à M. le Gouverneur général de l'Algérie. Pour répondre au désir qui lui était exprimé, le Gouverneur général confia à

une commission spéciale la mission d'étudier l'intérêt qu'il y aurait à rendre applicables dans la colonie les dispositions législatives et réglementaires de la métropole sur le travail dans l'industrie. Cette étude devait être suivie de la consultation des conseils généraux et des chambres de commerce de la colonie et de l'avis du Conseil de gouvernement.

Ces différentes consultations retardèrent jusqu'au 13 décembre 1901 l'avis du Conseil de gouvernement. Aux termes de cet avis, les lois ouvrières ne seraient pas susceptibles d'être appliquées en Algérie dans leur rédaction actuelle, mais il y aurait lieu cependant : 1° d'étudier une réglementation basée sur les mêmes principes de protection du travail et de l'hygiène adaptée à la situation particulière de la colonie ; 2° de saisir le Gouvernement de projets de décrets ayant pour objet cette réglementation.

C'est en conformité de l'avis qui précède que furent élaborés par le Gouvernement général quatre projets de décret dont le premier avait trait à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs dans les établissements industriels en Algérie et aux mesures de protection spéciales à l'égard des enfants, des filles mineures et des femmes. Les trois autres étaient relatifs aux conditions du travail dans les marchés de travaux publics en Algérie.

Il convient, à cette occasion, de rendre justice aux efforts du Gouverneur général de l'Algérie pour concilier les vues diverses qui s'étaient manifestées au cours de l'enquête et pour tenir compte, dans la réglementation proposée, des légitimes aspirations qui s'étaient fait jour, en même temps que de la situation toute particulière de la colonie.

C'est qu'il ne saurait, en effet, être question d'appliquer sans modification à l'Algérie toutes les dispositions des lois qui réglementent en France le travail dans l'industrie. Sur ce point, tout le monde est d'accord, et le législateur lui-même a formellement prévu des tempéraments en ce qui concerne, par exemple, l'application en Algérie de la loi du 9 avril 1898 concernant la responsabilité des accidents du travail. Il a décidé en effet (art. 34) qu'un règlement d'administration publique déterminera les conditions d'application de cette loi en Algérie.

L'application pure et simple à la colonie des lois ouvrières pourrait au premier abord séduire ceux qui connaissent surtout ces lois par leur objet général plutôt que par le détail de leurs dispositions. A l'examen, le problème devient beaucoup plus complexe. Le climat comme les mœurs diffèrent en effet, profondément, et la législation générale s'est constamment appliquée à tenir compte de ces différences.

La population française de l'Algérie est, d'après les chiffres du dénombrement de 1901 et y compris les naturalisés, de 421,389 personnes, tandis que les étrangers (Tunisiens, Marocains, Italiens, Espagnols, etc.), atteignent le chiffre de 245,853, soit plus des deux tiers du nombre des Français, et que le nombre des indigènes, sujets mais non citoyens français, s'élève à 4,972,089, soit à plus de dix fois le chiffre de la population française.

Peut-on espérer plier d'emblée à nos usages une population aussi nombreuse et aussi attachée à ses traditions ? Peut-il être question notamment d'exiger des indigènes, dont l'état civil est souvent incertain, le livret prescrit par l'article 10 de la loi du 2 novembre 1892 ? L'interdiction du travail de

nuit, que tous nos efforts tendent à généraliser en France, n'exige-t-elle pas des tempéraments en Algérie où le repos du milieu du jour est considéré comme une nécessité de climat ? Dans quelle limite pourrait s'exercer sans difficulté, dans les ateliers indigènes et en particulier dans les ateliers employant exclusivement des femmes le contrôle de l'inspection ?

On devait se demander enfin s'il ne convenait pas de tenir compte d'un état industriel qui n'a rien de comparable avec celui de la métropole. La statistique donne en effet pour toute l'Algérie, au 1^{er} janvier 1901, le chiffre de 11,887 établissements appartenant en grande partie à la très petite industrie : fabricants d'huile, maçons, tailleurs de pierre, charpentiers, menuisiers, tonneliers, charrons, selliers, maréchaux ferrants, serruriers, corbonniers, tailleurs, etc. Aux termes du rapport présenté au Conseil de gouvernement le 13 décembre dernier, ces 11,887 établissements occuperaient 51,502 personnes, dont 3,528 femmes et 3,996 enfants de moins de dix-huit ans. Le nombre total des ouvriers n'atteindrait donc pas une moyenne de cinq personnes employées par chaque établissement. Pouvait-il être question dès lors d'assimiler entièrement à la métropole, pour l'application des lois ouvrières, une colonie si différente au point de vue du développement industriel ?

C'est, pour toutes ces raisons que nous avons dû nous rallier au principe des propositions de M. le Gouverneur général de l'Algérie et de son conseil de gouvernement, tendant à n'appliquer que partiellement à l'Algérie les dispositions qui réglementent le travail en France.

Néanmoins il nous a paru possible d'aller un peu au delà des propositions primitives du gouvernement général et d'admettre dans la réglementation ouvrière de l'Algérie quelques-unes des dispositions essentielles en vigueur dans la métropole. Nous avons, en effet, à tenir compte, en dehors des considérations générales qui peuvent être invoquées en faveur d'une réglementation élargie, du vœu très net adopté récemment par la Chambre des députés, et qui n'était pas encore intervenu à l'époque à laquelle ont été élaborées les propositions du Gouverneur général.

Nous avons donc provoqué une nouvelle étude qui a abouti à un certain nombre de modifications des textes primitifs, portant sur l'âge d'admission au travail dans l'industrie, sur le maximum de durée de travail du personnel protégé, sur l'obligation du repos hebdomadaire, sur l'organisation du contrôle effectif et enfin sur les principales dispositions du décret de 1894 relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs dans les établissements industriels.

En ce qui concerne l'âge d'admission, il a été tenu compte des observations des chambres de commerce algériennes sur les difficultés de constater l'état civil des jeunes indigènes. La constatation légale de la date de naissance a été remplacée sur ce point par la possibilité de requérir l'examen médical des enfants indigènes qui seraient occupés dans des conditions qui paraîtraient abusives et leur renvoi de l'atelier si les travaux qui leur sont confiés excédaient évidemment leurs forces. Une telle mesure ne saurait prêter à des abus ; elle rencontrera, nous en avons l'assurance, une approbation unanime.

Le maximum de durée du travail adopté en France pour les enfants nous

a également paru pouvoir s'appliquer en Algérie sans difficulté. Il résulte, en effet, de différentes statistiques que, dans la presque universalité des cas, ce maximum de durée n'est pas dépassé et que, sans apporter une perturbation quelconque dans l'industrie algérienne, cette mesure aura pour résultat de prévenir quelques abus criants dont toutes les législations ont voulu préserver l'enfance.

D'ailleurs les objections produites à l'enquête qui avait été ouverte auprès des organisations patronales algériennes invoquaient surtout des considérations d'ordre général, portant sur l'état industriel de la colonie et sur les inconvénients qu'il pourrait y avoir à régler d'une façon trop rigoureuse un état industriel si différent de celui de la métropole.

Nous croyons avoir tenu le plus grand compte de cette objection en n'obligeant pas les industriels algériens à répartir uniformément, comme en France, les heures de travail des enfants occupés dans leurs établissements, et en autorisant ainsi toutes les organisations de travail auxquelles ils croiraient avantageux de recourir, pourvu toutefois que la durée légale du travail ne fût pas dépassée.

Il est vrai qu'on ne saurait songer à imposer telle quelle, à une industrie qui débute, une réglementation faite pour un état industriel plus avancé; mais il serait dangereux, pour l'avenir même de l'industrie algérienne, de ne pas lui donner dès à présent la réglementation atténuée qui lui convient. Les mesures réglementaires qu'il faudrait bien instituer plus tard risqueraient, en effet, de troubler profondément, par leur caractère de soudaineté, des situations acquises.

Il ne faut pas non plus perdre de vue que cette réglementation ne s'appliquera pas aux ateliers de famille, nombreux en Algérie, pas plus qu'au travail agricole, qui n'est d'ailleurs, en France, l'objet d'aucune réglementation.

On n'apercevrait pas davantage les raisons pour lesquelles le repos hebdomadaire ne serait pas obligatoirement accordé aux enfants. Les motifs qui ont déterminé le législateur de 1892 à imposer cette obligation sont en effet supérieurs à toute considération confessionnelle, et il convient de généraliser le plus possible une mesure dont la nécessité, pour la santé de l'ouvrier, a été scientifiquement établie.

Des considérations d'ordre financier avaient empêché de comprendre, dans les propositions primitives du Gouvernement général, l'institution d'un service spécial de contrôle.

Nous avons estimé qu'il serait possible, sans grever le budget de l'Algérie, d'assurer avec le concours d'un corps de fonctionnaires actuellement existants, la surveillance de la réglementation nouvelle. Ce corps, qui présente toutes les garanties désirables de compétence, et dont les cadres ne seraient d'ailleurs pas augmentés, est celui des ingénieurs et contrôleurs des mines, déjà chargé de la visite des appareils à vapeur dans les établissements industriels.

De la loi du 12 juin 1893 sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs, le projet primitif n'avait retenu que l'article 2, qui ne contient qu'un très petit nombre de prescriptions précises. Le législateur, en effet, a renvoyé à des règlements d'administration publique le soin de développer les principes

qu'il s'est contenté de poser dans la loi, de sorte que l'on peut dire que la loi du 12 juin 1893 ne saurait être séparée des règlements d'administration publique qui l'expliquent et la complètent.

Sans doute, l'application intégrale de ces décrets soulèverait de grandes difficultés. Mais un certain nombre de leurs dispositions contiennent des mesures élémentaires qui peuvent être prises sans entraîner de grands frais et qui semblent par conséquent devoir être exigées en tout état de cause. On peut citer, par exemple, l'obligation de munir les échafaudages de gardes-corps, de pourvoir de barrières les puits, trappes, cuves, bassins, réservoirs de liquides corrosifs.

Enfin, on ne voit pas de raisons sérieuses pour ne pas imposer aux établissements qui font usage de moteurs mécaniques les mêmes mesures de protection qu'en France. On ne saurait faire valoir en faveur de ces établissements aucune des considérations qui ont été présentées en faveur de l'application à l'Algérie d'un régime spécial. Les établissements qui font usage de moteur mécanique sont presque toujours des établissements d'une certaine importance, et les dangers courus par les ouvriers y sont beaucoup plus grands que dans les petites industries indigènes où tout se fait à la main.

C'est d'ailleurs en ce qui concerne les prescriptions d'hygiène et de sécurité que l'accord, ainsi qu'il était facile de le prévoir, s'est manifesté le plus complet entre les délibérations de plusieurs chambres de commerce algériennes et les vœux des organisations ouvrières. Nous ne doutons donc pas que les dispositions nouvelles qui compléteront heureusement celles du projet primitif, visant spécialement les jeunes travailleurs, ne reçoivent de tous le plus favorable accueil.

Vous trouverez également ci-joint trois projets de décret faisant en Algérie une première application des dispositions contenues dans les décrets du 10 août 1899, relatifs aux conditions du travail dans les marchés de travaux publics de l'État, des départements et des communes. Ces stipulations apportent aux conditions du travail dans les travaux publics des avantages appréciables, qui pourront être, s'il y a lieu, complétés dans l'avenir.

Telles sont, Monsieur le Président, les dispositions auxquelles ont abouti des négociations engagées depuis plusieurs années en vue de faire bénéficier les travailleurs algériens d'une part des avantages dont jouissent ceux de la métropole. Nous nous sommes appliqués à tenir compte, dans cette première œuvre de protection, des considérations de race, de climat, et à n'apporter aucune entrave au développement industriel de la colonie.

La réglementation nouvelle que nous avons l'honneur de soumettre à votre haute sanction ne saurait d'ailleurs être considérée comme une œuvre définitive, et il pourra y être apporté ultérieurement toutes les modifications dont l'expérience ferait ressortir la nécessité. C'est même en vue de fournir aux études qui se poursuivront à cet effet les éléments d'information nécessaires que M. le Gouverneur général a été invité, par une disposition spéciale, à signaler annuellement au Ministre du commerce les questions qu'aurait soulevées l'application de la réglementation nouvelle, ainsi que les modifications dont elle lui paraîtrait susceptible.

En conséquence, nous avons l'honneur de vous prier de vouloir bien revêtir de votre signature les projets de décret ci-joints.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'hommage de notre respectueux dévouement.

*Le Président du Conseil,
Ministre de l'Intérieur et des Cultes,*

WALDECK-ROUSSEAU.

*Le Ministre du Commerce, de l'Industrie,
des Postes et des Télégraphes,*

A. MILLERAND.

Le Ministre des Travaux publics,

PIERRE BAUDIN.

Le Garde des sceaux, Ministre de la Justice,

MONIS.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur et des Cultes, du Garde des sceaux, Ministre de la Justice, du Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes et du Ministre des Travaux publics;

Vu le décret du 23 août 1898 sur le gouvernement et la haute administration de l'Algérie;

Vu les propositions du Gouverneur général de l'Algérie;

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. — Sont soumis aux dispositions du présent décret les manufactures, fabriques, usines, chantiers, ateliers de tout genre, en Algérie ainsi que leurs dépendances. Les mines et carrières ne sont assujetties aux dispositions du présent décret qu'en ce qui concerne les prescriptions spéciales au travail des enfants.

Sont seuls exceptés les établissements où ne sont employés que les membres de la famille sous l'autorité soit du père, soit de la mère, soit du tuteur.

Néanmoins, si le travail s'y fait à l'aide de chaudières à vapeur ou de moteurs mécaniques, ou si l'industrie exercée est classée au nombre des établissements dangereux ou insalubres, ces établissements sont soumis aux mesures de sécurité et d'hygiène inscrites au présent décret.

ART. 2. — Les enfants de nationalité française ou européenne ne peuvent être employés par les patrons, ni admis dans les établissements énumérés dans l'article 1^{er} avant l'âge de treize ans révolus.

Toutefois, les enfants munis du certificat d'études primaires institué par la loi du 28 mars 1882, peuvent être employés à partir de l'âge de 12 ans.

Les enfants indigènes, occupés dans les établissements énumérés à l'article 1^{er}, devront être renvoyés s'il résulte d'un certificat médical que leur développement physique ne leur permet pas de supporter le travail industriel.

ART. 3. — Les jeunes ouvriers et ouvrières, jusqu'à l'âge de 18 ans, ne peuvent être employés à un travail effectif de plus de dix heures et demie par jour. Cette durée de travail sera réduite à dix heures à partir du 31 mars 1904.

Un arrêté du Gouverneur général déterminera les conditions spéciales du travail des enfants de moins de 18 ans dans les travaux souterrains des mines.

ART. 4. — Les enfants âgés de moins de 18 ans ne peuvent être employés dans les établissements énumérés à l'article 1^{er} plus de six jours par semaine, ni les jours de fête reconnus par la loi.

ART. 5. — L'obligation du repos hebdomadaire et les restrictions relatives à la durée du travail peuvent être temporairement levées, en cas de nécessité, par le fonctionnaire chargé du contrôle qui en rendra compte au Gouverneur général de l'Algérie.

ART. 6. — Les chefs d'industrie ou patrons devront tenir un registre sur lequel seront portés les noms ou prénoms des enfants de nationalité française ou européenne, âgés de moins de 18 ans, ainsi que la date de leur entrée dans l'atelier et celle de leur départ. Ils seront tenus, en outre, de représenter à toute réquisition le bulletin de naissance de ces enfants.

Dans les établissements dans lesquels le travail ne se fait pas à l'aide d'un moteur mécanique ou qui n'emploient pas plus de 20 ouvriers, la tenue du registre ne sera pas obligatoire.

ART. 7. — Les établissements visés à l'article 1^{er} doivent être tenus dans un état constant de propreté et présenter les conditions d'hygiène et de salubrité nécessaires à la santé du personnel.

Ils doivent être aménagés de manière à garantir la sécurité des travailleurs. Dans tout établissement fonctionnant par des appareils mécaniques, les roues, les courroies, les engrenages ou tout autre organe pouvant offrir une cause de danger, seront séparés des ouvriers de telle manière que l'approche n'en soit possible que pour les besoins du service.

Les machines, mécanismes, appareils de transmission, outils et engins doivent être installés et tenus dans les meilleures conditions possibles de sécurité.

Les dispositions qui précèdent sont applicables aux théâtres, cirques, magasins et autres établissements similaires où il est fait emploi d'appareils mécaniques.

ART. 8. — Il est interdit d'employer les enfants au-dessous de 18 ans, les filles mineures et les femmes au graissage, au nettoyage, à la visite ou à la réparation des machines ou mécanismes en marche.

ART. 9. — Il est interdit d'employer les enfants au-dessous de 18 ans, les filles mineures et les femmes dans les ateliers où se trouvent des machines actionnées à la main ou par un moteur mécanique, dont les parties

dangereuses ne sont point couvertes de couvre-engrenages, garde-mains et autres organes protecteurs.

ART. 10. — Il est interdit d'employer les enfants au-dessous de 16 ans à faire tourner des appareils en sautillant sur une pédale.

Il est également interdit de les employer à faire tourner des roues horizontales.

ART. 11. — Les enfants au-dessous de 16 ans ne pourront être employés à tourner des roues verticales que pendant la durée d'une demi-journée de travail, divisée par un repos d'une demi-heure au moins.

Il est également interdit d'employer les enfants au-dessous de 16 ans à actionner au moyen de pédales les métiers dits à la main.

ART. 12. — Les enfants au-dessous de 16 ans ne peuvent travailler aux scies circulaires ni aux scies à ruban.

ART. 13. — Les enfants au-dessous de 16 ans ne peuvent être employés au travail des cisailles et autres lames tranchantes mécaniques.

ART. 14. — Il est interdit de préposer des enfants au-dessous de 16 ans au service des robinets à vapeur.

ART. 15. — Il est interdit d'employer des enfants de moins de 16 ans à des travaux exécutés à l'aide d'échafaudages volants pour la réfection ou le nettoyage des maisons.

ART. 16. — Les jeunes ouvriers ou ouvrières au-dessous de 18 ans, employés dans l'industrie, ne peuvent porter, traîner ou pousser, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des manufactures, usines, ateliers et chantiers, des fardeaux d'un poids supérieur à l'usage normal de leurs forces.

ART. 17. — Il est interdit d'employer des filles au-dessous de 14 ans au travail des machines à coudre mues par des pédales.

ART. 18. — Il est interdit d'employer des enfants, des filles mineures ou des femmes à la confection d'écrits, imprimés, affiches, dessins, gravures, peintures, emblèmes, images ou autres objets dont la vente, l'offre, l'exposition, l'affichage ou la distribution sont réprimés par les lois pénales comme contraires aux bonnes mœurs.

Il est également interdit d'occuper des enfants au-dessous de 16 ans et des filles mineures dans les ateliers où se confectionnent des écrits, imprimés, affiches, gravures, peintures, emblèmes, images et autres objets qui, sans tomber sous l'application des lois pénales, sont cependant de nature à blesser leur moralité.

Les patrons ou chefs d'établissement doivent en outre veiller au maintien des bonnes mœurs et à l'observation de la décence publique.

ART. 19. — L'atmosphère des ateliers et de tous les autres locaux affectés au travail sera tenue constamment à l'abri de toute émanation provenant d'égouts, fossés, puisards, fosses d'aisance ou de toute autre source d'infection.

Les travaux dans les puits, conduites de gaz, canaux de fumée, fosses

d'aisance, cuves ou appareils quelconques pouvant contenir des gaz délétères, ne seront entrepris qu'après que l'atmosphère aura été assainie par une ventilation efficace. Les ouvriers appelés à travailler dans ces conditions seront attachés par une ceinture de sûreté.

ART. 20. — Les cabinets d'aisance ne devront pas communiquer directement avec les locaux fermés où seront employés les ouvriers.

ART. 21. — Les poussières ainsi que les gaz incommodes, insalubres ou toxiques, seront évacués directement au dehors de l'atelier au fur et à mesure de leur production.

L'air des ateliers sera renouvelé de façon à rester dans l'état de pureté nécessaire à la santé des ouvriers.

ART. 22. — Les moteurs à vapeur, à gaz, les moteurs électriques, les roues hydrauliques, les turbines ne seront accessibles qu'aux ouvriers affectés à leur surveillance. Ils seront isolés par des cloisons ou barrières de protection.

Les passages entre les machines, mécanismes, outils mus par ces moteurs auront une largeur d'au moins 80 centimètres; le sol des intervalles sera nivelé.

Les escaliers seront solides et munis de fortes rampes.

Les puits, trappes, cuves, bassins, réservoirs de liquides corrosifs ou chauds seront pourvus de solides barrières ou garde-corps.

Les échafaudages seront munis sur toutes leurs faces de garde-corps de 90 centimètres de haut.

ART. 23. — Tout accident ayant occasionné une blessure à un ou plusieurs ouvriers, survenu dans un des établissements mentionnés à l'article 1^{er}, sera l'objet d'une déclaration par le chef de l'entreprise, ou, à son défaut et en son absence, par son préposé.

Cette déclaration contiendra le nom et l'adresse de la victime, ainsi que des témoins de l'accident et fera connaître autant que possible ses causes et son degré de gravité. Elle sera, dans les vingt-quatre heures, adressée par le patron au juge de paix, qui en accusera réception et avisera aux mesures à prendre.

S'il existe un médecin résidant dans un rayon de 10 kilomètres, le patron devra faire appel aux soins de l'homme de l'art dans le délai maximum de quarante-huit heures à partir de l'accident, et adresser au juge de paix, dans les vingt-quatre heures de sa délivrance, un certificat médical indiquant l'état du blessé, les suites probables de l'accident et l'époque à laquelle il sera possible d'en connaître le résultat définitif.

Le juge de paix accusera réception du certificat.

Une copie de la déclaration et du certificat médical sera renvoyée par le juge de paix au fonctionnaire des mines chargé de la surveillance de l'entreprise.

ART. 24. — Les ingénieurs et contrôleurs des mines sont chargés de surveiller l'application du présent décret.

Ils sont placés, pour ce service, sous l'autorité du Gouverneur général de

l'Algérie. Ils ont entrée dans tous les établissements visés par l'article 1^{er} et par le dernier paragraphe de l'article 7. Ils peuvent se faire représenter le registre et les bulletins de naissance prescrits par l'article 6.

Toutefois, le Gouverneur général pourra, dans le cas où cette mesure lui paraîtrait nécessaire, dispenser des visites du service les ateliers où sont exercées certaines industries indigènes.

Les contraventions sont constatées par les procès-verbaux des ingénieurs et contrôleurs qui font foi jusqu'à preuve du contraire.

Ces procès-verbaux sont dressés en double exemplaire, dont l'un est envoyé au Gouverneur général et l'autre déposé au Parquet.

Les dispositions ci-dessus ne dérogent point aux règles en vigueur en Algérie quant à la constatation et à la poursuite des infractions au présent décret.

ART. 25. — Le Gouverneur général de l'Algérie adressera chaque année au Ministre du Commerce et de l'Industrie, un rapport sur l'exécution du présent décret et les modifications dont il serait susceptible.

ART. 26. — En ce qui concerne l'application des dispositions contenues dans les articles 7 à 22 inclus du présent décret et dans les arrêtés du Gouverneur général prévus à l'article 27, les ingénieurs et contrôleurs, avant de dresser procès-verbal, mettront les chefs d'industrie en demeure de se conformer aux prescriptions desdits règlements ou arrêtés.

Cette mise en demeure sera faite par écrit sur un registre qui devra être tenu constamment à la disposition du service; elle sera datée et signée, indiquera les contraventions relevées et fixera un délai à l'expiration duquel ces contraventions devront avoir disparu. Ce délai ne sera jamais inférieur à un mois.

Dans les quinze jours qui suivent cette mise en demeure, le chef d'industrie adresse, s'il le juge convenable, une réclamation au Gouverneur général. Ce dernier peut, après avoir pris, s'il y a lieu, l'avis du Conseil d'hygiène du ressort, modifier la mise en demeure ou proroger le délai imparti pour son exécution.

Notification de la décision est faite à l'industriel dans la forme administrative. Avis en est donné à l'ingénieur.

ART. 27. — Au fur et à mesure des nécessités constatées, des arrêtés pris par le gouverneur général, après avis des conseils d'hygiène, détermineront les prescriptions particulières relatives soit à certaines industries, soit à certains modes de travail.

ART. 28. — Les manufacturiers, directeurs ou gérants d'établissements visés dans le présent décret, qui auront contrevenu à ses dispositions, seront poursuivis devant le tribunal de simple police et passibles d'une amende de 5 à 15 francs.

Aucune peine ne sera appliquée s'il est établi que l'industriel a été induit en erreur sur l'âge de la personne employée.

Les chefs d'industrie seront civilement responsables des condamnations prononcées contre leurs directeurs ou gérants.

ART. 29. — En cas de récidive, le contrevenant sera toujours condamné au maximum de l'amende. Il y a récidive, lorsque, dans les douze mois antérieurs au fait poursuivi, le contrevenant a déjà subi une condamnation pour une contravention de même nature.

En cas de pluralité de contraventions entraînant ces peines de la récidive, l'amende sera appliquée autant de fois qu'il aura été relevé de nouvelles contraventions.

ART. 30. — Les peines prononcées par les deux articles qui précèdent ne font pas obstacle aux autres peines encourues, notamment en vertu des articles 316 et 320 du Code pénal, non plus qu'à toute responsabilité civile.

ART. 31. — Les patrons ou chefs d'industrie seront tenus de faire afficher le présent décret d'une manière apparente dans leur établissement; néanmoins, en cas d'infraction à cette disposition particulière, l'amende sera de 1 à 5 francs sans pouvoir excéder ce dernier chiffre, même en cas de récidive.

ART. 32. — Le présent décret ne sera exécutoire que trois mois après sa promulgation.

ART. 33. — Le Président du Conseil, Ministre de l'intérieur, le Garde des sceaux, Ministre de la justice, le Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes et le Ministre des travaux publics sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois* ainsi qu'au *Bulletin officiel* du gouvernement général de l'Algérie.

Fait à Paris, le 21 mars 1902.

ÉMILE LOUBET.

Par le Président de la République :

*Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,*

WALDECK-ROUSSEAU.

*Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,*

A. MILLERAND.

*Le Garde des sceaux,
Ministre de la justice,*

MONIS.

Le Ministre des travaux publics,

P. BAUDIN.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Président du Conseil, Ministre de l'intérieur et des cultes, et du Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes;

Vu le décret du 23 août 1898 sur le gouvernement et la haute administration de l'Algérie;

Vu les propositions du gouverneur général de l'Algérie,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. — Les cahiers des charges des marchés de travaux publics ou de fournitures passées en Algérie, au nom de l'Etat ou de l'Algérie, par adjudication ou de gré à gré, devront contenir des clauses par lesquelles l'entrepreneur s'engagera à observer les conditions suivantes en ce qui concerne la main-d'œuvre de ces travaux ou fournitures, dans les chantiers ou ateliers organisés ou fonctionnant en vue de l'exécution du marché :

1° Assurer aux ouvriers et employés un jour de repos par semaine;

2° N'employer d'ouvriers étrangers que dans une proportion fixée par l'Administration selon la nature des travaux et la région où ils sont exécutés;

3° Limiter la durée du travail journalier à la durée normale du travail en usage, pour chaque catégorie, dans la ville ou région suivant la saison.

En cas de nécessité absolue, l'entrepreneur pourra, avec l'autorisation expresse et spéciale de l'Administration, déroger aux clauses prévues aux paragraphes 1° et 3° du présent article. Les heures supplémentaires de travail ainsi faites par les ouvriers donneront lieu à une majoration de salaire dont le taux sera fixé par le cahier des charges.

Dans les cas prévus à l'article 18, § 3 et 5, du décret du 18 novembre 1882, l'insertion des clauses et conditions ci-dessus énoncées sera facultative.

ART. 2. — L'entrepreneur ne pourra céder à des sous-traitants aucune partie de son entreprise, à moins d'obtenir l'autorisation expresse de l'Administration et sous la condition de rester personnellement responsable, tant envers l'Administration que vis-à-vis des ouvriers et des tiers.

Une clause du cahier des charges rappellera l'interdiction du marchandage telle qu'elle résulte du décret du 2 mars 1848 et de l'arrêté du Gouvernement du 21 mars 1848.

ART. 3. — La constatation et la vérification de la durée normale et courante de la journée de travail sera faite par les soins de l'Administration.

ART. 4. — Lorsque des infractions réitérées aux conditions du travail auront été relevées à la charge d'un entrepreneur, le Ministre, pour les marchés passés au nom de l'Etat, ou le gouverneur général, pour ceux passés au nom de l'Algérie, pourra, sans préjudice de l'application des sanctions habituelles prévues au cahier des charges, décider, par voie de mesure générale, de l'exclure, pour un temps déterminé ou définitivement, des marchés de son département.

ART. 5. — Le Président du Conseil, Ministre de l'intérieur et des cultes, et le Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, et tous les autres Ministres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de

l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel* du gouvernement général de l'Algérie.

Fait à Paris, le 21 mars 1902.

EMILE LOUBET.

Par le Président de la République :

*Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,*

*Le Ministre du commerce, de l'industrie
des postes et des télégraphes,*

WALDECK-ROUSSEAU.

A. MILLERAND.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre de l'intérieur et des cultes et du Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes,

Vu le décret du 23 août 1898 sur le gouvernement et la haute administration de l'Algérie;

Vu les propositions du gouverneur général de l'Algérie,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. — Les cahiers des charges des marchés de travaux publics ou de fournitures, passés au nom des départements de l'Algérie par adjudication ou de gré à gré, pourront contenir des clauses par lesquelles l'entrepreneur s'engagera à observer les conditions suivantes, en ce qui concerne la main-d'œuvre de ces travaux ou fournitures dans les chantiers ou ateliers organisés ou fonctionnant en vue de l'exécution du marché :

1° Assurer aux ouvriers et employés un jour de repos par semaine;

2° N'employer d'ouvriers étrangers que dans une proportion fixée par décision du préfet ou du général commandant la division selon la nature des travaux et la région où ils sont exécutés;

3° Limiter la durée du travail journalier à la durée normale du travail en usage, pour chaque catégorie, dans la ville ou région, suivant la saison.

En cas de nécessité absolue, l'entrepreneur pourra, avec l'autorisation expresse et spéciale de l'Administration, déroger aux clauses prévues aux paragraphes 1° et 3° du présent article. Les heures supplémentaires de travail ainsi faites par les ouvriers donneront lieu à une majoration de salaire dont le taux sera fixé par le cahier des charges.

ART. 2. — Les départements devront insérer dans les cahiers des charges une clause par laquelle l'entrepreneur s'engagera à ne céder à des sous-traitants aucune partie de son entreprise, à moins d'obtenir l'autorisation expresse de l'Administration et sous la condition de rester personnellement responsable tant envers l'administration que vis-à-vis des ouvriers et des tiers.

Une clause du cahier des charges rappellera l'interdiction du marchandage telle qu'elle résulte du décret du 2 mars 1848 et de l'arrêté du Gouvernement du 21 mars 1848.

ART. 3. — La constatation ou la vérification de la durée normale et courante de la journée de travail sera faite par les soins du préfet ou du général commandant la division.

ART. 4. — Lorsque des infractions réitérées aux conditions du travail auront été relevées à la charge d'un entrepreneur, contrairement à ses engagements, l'administration compétente pourra, sans préjudice de l'application des sanctions habituelles prévues au cahier des charges, décider, par voie de mesure générale, de l'exclure de ses marchés à l'avenir, pour un temps déterminé ou définitivement.

ART. 5. — Le Ministre de l'intérieur et des cultes et le Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel* du gouvernement général de l'Algérie.

Fait à Paris, le 21 mars 1902.

ÉMILE LOUBET.

Par le Président de la République :

*Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,*

*Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,*

WALDECK-ROUSSEAU.

A. MILLERAND.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre de l'intérieur et des cultes et du Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes,

Vu le décret du 23 août 1898 sur le gouvernement et la haute administration de l'Algérie;

Vu les propositions du gouverneur général de l'Algérie,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. — Les cahiers des charges des marchés de travaux publics ou de fournitures passés au nom des communes et des établissements de bienfaisance de l'Algérie par adjudication ou de gré à gré, pourront contenir des clauses par lesquelles l'entrepreneur s'engagera à observer les conditions suivantes, en ce qui concerne la main-d'œuvre de ces travaux ou fournitures dans les chantiers ou ateliers organisés ou fonctionnant en vue de l'exécution du marché :

1° Assurer aux ouvriers et employés un jour de repos par semaine;

2° N'employer d'ouvriers étrangers que dans une proportion fixée par décision du préfet ou du général commandant la division selon la nature des travaux et la région où ils sont exécutés;

3° Limiter la durée du travail journalier à la durée normale du travail en usage, pour chaque catégorie, dans la ville ou région, suivant la saison.

En cas de nécessité absolue, l'entrepreneur pourra, avec l'autorisation expresse et spéciale de l'Administration, déroger aux clauses prévues aux paragraphes 1° et 3° du présent article. Les heures supplémentaires de travail ainsi faites par les ouvriers donneront lieu à une majoration du salaire dont le taux sera fixé par le cahier des charges.

ART. 2. — Les communes et les établissements de bienfaisance devront insérer dans les cahiers des charges une clause par laquelle l'entrepreneur s'engage à ne céder à des sous-traitants aucune partie de son entreprise, à moins d'obtenir l'autorisation expresse de l'Administration et sous la condition expresse de rester personnellement responsable tant envers l'Administration que vis-à-vis des ouvriers et des tiers.

Une clause du cahier des charges rappellera l'interdiction du marchandage telle qu'elle résulte du décret du 2 mars 1848 et de l'arrêté du Gouvernement du 21 mars 1848.

ART. 3. — La constatation ou la vérification de la durée normale et courante de la journée de travail sera faite, sous le contrôle du préfet ou du général de division, par l'administration intéressée.

ART. 4. — Lorsque des infractions réitérées aux conditions du travail auront été relevées à la charge d'un entrepreneur, contrairement à ses engagements, l'administration compétente pourra, sans préjudice de l'application des sanctions habituelles prévues au cahier des charges, décider, par voie de mesure générale, de l'exclure de ses marchés, à l'avenir, pour un temps déterminé ou définitivement.

ART. 5. — Le Ministre de l'intérieur et des cultes et le Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel* du gouvernement général de l'Algérie.

Fait à Paris, le 21 mars 1901.

ÉMILE LOUBET.

Par le Président de la République :

*Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,*

*Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,*

WALDECK-ROUSSEAU.

A. MILLERAND.

JURISPRUDENCE.

CONSEIL D'ÉTAT.

Séances des 21 et 28 février 1902.

ACCIDENTS DU TRAVAIL. — TAXE ADDITIONNELLE À LA PATENTE.
EXPLOITANT DE COUPES DE BOIS. — TRAVAIL AGRICOLE. — EXEMPTION.

La loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail, en ce qui concerne la taxe sur la constitution du fonds de garantie, n'est pas applicable à l'agriculture, dans tous les cas où il n'est pas fait emploi de machines mues par des moteurs inanimés.

Spécialement, doit être considéré comme non soumis à la taxe établie additionnellement à la patente, un marchand de bois, exploitant des coupes de bois sans faire usage des machines précitées.

Le Ministre des Finances a déféré au Conseil d'État divers arrêtés de Conseils de préfecture exonérant de la taxe établie additionnellement à la patente, pour l'application de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail, les marchands de bois exploitant des coupes de bois sans moteur inanimé.

Il a notamment formé recours contre un arrêté du Conseil de préfecture de la Nièvre, du 9 avril 1898, qui avait exonéré de cette taxe, M. B. . . . , marchand de bois à Nevers, en se fondant sur ce que les exploitations forestières ne rentrent pas dans l'énumération de l'article 1^{er} de la loi du 9 avril 1898, et qu'on ne saurait appeler chantier l'emplacement où travaillent les bûcherons.

« Le Conseil d'État ;

« Considérant que, d'après les dispositions de l'article unique de la loi du 30 juin 1899, la loi du 5 avril 1898 n'est pas applicable à l'agriculture, dans tous les cas où il n'est pas fait emploi de machines mues par des moteurs inanimés ;

« Considérant qu'il résulte de l'instruction que le sieur B. . . . achète les coupes de bois et qu'il les exploite, sans faire usage de machines mues par des moteurs inanimés ; que, dans ces conditions, les exploitations de coupes forestières constituent, par elles-mêmes, un travail agricole, au sens de la loi du 30 juin 1899, indépendamment de la qualité de ceux qui s'y livrent, ou pour le compte de qui elles sont entreprises ; qu'il suit de là que le sieur B. . . . n'est pas soumis à la loi du 9 avril 1898, et que le ministre n'est pas fondé à demander l'annulation de l'arrêté ci-dessus visé, par lequel le Conseil de préfecture du département de la Nièvre lui a accordé

décharge de la taxe pour la constitution du fonds de garantie prévu par les articles 24 et 25 de ladite loi, à laquelle il a été imposé sur les rôles de la ville de Nevers, pour le deuxième semestre de l'année 1899 et pour l'année 1900;

« DÉCIDE :

« ART. 1^{er}. Le recours susvisé du Ministre des Finances est rejeté ».

Mêmes séances.

ACCIDENT DU TRAVAIL. — TAXE ADDITIONNELLE À LA PATENTE.
FABRICANTS DE FLEURS ARTIFICIELLES. — MODISTES. — EXEMPTION.

Les fabricants de fleurs artificielles ou les modistes ne sont point assujettis à la taxe établie additionnellement à la patente par l'article 25 de la loi du 9 avril 1898, sur les accidents, la nature des opérations effectuées par eux et les conditions de leur exploitation ne permettant pas de considérer leurs établissements comme des manufactures, dans le sens de l'article premier de ladite loi.

Dans les mêmes séances, le Conseil d'État a donné des solutions identiques à celles de l'arrêt qui précède, en rejetant les recours de M. le Ministre des Finances, concernant les arrêtés du Conseil de préfecture de la Seine, qui avaient accordé décharge de la taxe additionnelle édictée par l'article 25 de la loi du 9 avril 1898, à des fabricants de fleurs artificielles et à des modistes.

• Le Conseil d'État ;

• Sur le rapport de la section du contentieux ;

• Considérant que la taxe additionnelle édictée par l'article 25 de la loi du 9 avril 1898 n'est due que par le patentable qui se trouve dans l'un des cas énumérés à l'article 1^{er} de cette loi.

• Considérant qu'il résulte de l'instruction que le sieur M. . . . , imposé aux droits de patente de la 5^e classe du tableau A, en qualité de *fabricant de fleurs artificielles*, occupe, pour l'exercice de sa profession, un appartement, sis à Paris, rue de R. . . . , au deuxième étage; que l'une des pièces de cet appartement sert de magasin de vente et que, dans deux autres, servant d'ateliers, des ouvriers et ouvrières se livrent à la fabrication des fleurs artificielles, à l'aide de menus outils, dont ce travail nécessite l'emploi: que ni la nature des opérations effectuées et de l'outillage employé dans l'établissement du sieur M. . . . , ni les conditions de l'exploitation ne permettent de considérer cet établissement comme une manufacture, dans le sens de l'article premier précité; qu'il suit de là que le Ministre des Finances n'est pas fondé à demander l'annulation de l'arrêté susvisé, par lequel le Conseil de préfecture a accordé au sieur M. . . . décharge de la taxe additionnelle établie pour la constitution du fonds de garantie,

« DÉCIDE :

« ART. 1^{er} Le recours du Ministre des Finances est rejeté. »

« Le Conseil d'État :

« Sur le rapport de la section du contentieux :

« Considérant que la taxe additionnelle, édictée par l'article 25 de la loi du 9 avril 1898, n'est due que par le patentable qui se trouve dans l'un des cas énumérés à l'article 1^{er} de cette loi;

« Considérant qu'il résulte de l'instruction que le sieur D..., imposé aux droits de patente de la 5^e classe du tableau A, pour la profession de *modiste*, occupe dans l'atelier attenant à son magasin des ouvrières, qui se bornent à confectionner des chapeaux et coiffures de dames; que ni la nature des opérations effectuées, ni les conditions de l'exploitation ne permettent de considérer l'établissement du sieur D... comme une manufacture, dans le sens de l'article premier précité; qu'il suit de là que le Ministre des Finances n'est pas fondé à demander l'annulation de l'arrêté susvisé, par lequel le Conseil de préfecture a accordé au sieur D... décharge de la taxe additionnelle établie pour la constitution du fonds de garantie;

« DÉCIDE :

« ART. 1^{er}. Le recours du Ministre des Finances est rejeté.

COUR DE CASSATION (Chambre criminelle).

Arrêt du 6 décembre 1901.

LOI DU 2 NOVEMBRE 1892. ART. 1^{er}. — ORPHELINAT. — TRAVAUX INDUSTRIELS ACCESSOIRES ET NE FAISANT PAS L'OBJET D'UNE ORGANISATION RÉGULIÈRE ET SUIVIE. — NON-APPLICATION DE LA LOI. — LES DISPOSITIONS DE L'ARTICLE 2, § 6, NE S'APPLIQUENT QU'aux ORPHELINATS RENTRANT DANS LES CATÉGORIES INDICÉES À L'ARTICLE 1^{er}.

LA COUR,

Oùï, M. le conseiller Accarias, en son rapport, M^e Sabatier, en ses observations, pour les dames de M. . . . et P. . . . intervenantes, et M. l'avocat général Bonnet, en ses conclusions ; après en avoir délibéré en la chambre du conseil ;

Sur le premier moyen, pris de la violation de l'article 1, § 1, de la loi du 2 novembre 1892, en ce que l'arrêt attaqué aurait à tort déclaré ladite loi non applicable aux établissements de bienfaisance ou d'enseignement professionnel dans lesquels il ne se fait pas de travail industriel;

Attendu que le texte visé est ainsi conçu : « Le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les usines, manufactures, mines, m-

nières et carrières, chantiers, ateliers et leurs dépendances, de quelque nature que ce soit, publics ou privés, laïques ou religieux, même lorsque ces établissements ont un caractère professionnel ou de bienfaisance, est soumis aux obligations déterminées par la présente loi ; »

Attendu que le caractère industriel du travail qui se fait dans les usines, manufactures, mines, minières, carrières, chantiers, ateliers et leurs dépendances ne saurait être contesté, et que d'autre part, il résulte de la rédaction même du texte ci-dessus transcrit que les établissements de bienfaisance ou d'enseignement professionnel ne comportent l'application de la loi de 1892 qu'autant qu'ils rentrent dans l'un des termes de la précédente énumération ; d'où il suit qu'en déclarant que ladite loi ne régit pas ceux des établissements de bienfaisance ou d'enseignement professionnel qui restent étrangers à tout travail industriel, l'arrêt attaqué a très exactement interprété l'article 1, § 1 ;

Sur le deuxième moyen, pris de la fausse interprétation du même texte, en ce que l'arrêt attaqué définit le travail industriel « celui dont l'objet est de transformer les matières ou produits fabriqués qui sont livrés au commerce ou qui tout au moins sont susceptibles de l'être » ;

Attendu que, *quelques critiques que mérite cette définition, certainement trop étroite*, la décision de l'arrêt attaqué se justifie par les faits qu'il constate souverainement et qui vont être rapportés sous le moyen suivant ;

Sur le troisième moyen, pris de la violation du même texte, en ce que l'arrêt attaqué aurait à tort déclaré qu'il n'y a au couvent du Cénacle ni atelier, ni ouvroir, ni aucun des établissements énumérés audit texte ;

Attendu qu'aux termes de l'arrêt il y a au Cénacle « un certain nombre de jeunes filles qui se livrent à des occupations purement ménagères : soins d'intérieur, de propreté, de cuisine et de basse-cour, blanchissage et repassage du linge de la maison, jardinage, garde des animaux aux champs ; que sans doute elles se livrent aussi à certains travaux de couture assez grossiers et rudimentaires pour l'entretien de leurs effets personnels ou des personnes qui habitent la maison, sans qu'il paraisse d'ailleurs y avoir aucune régularité dans le temps, les heures, la direction ou la division du travail ; mais que ces travaux ne sont que l'accessoire de leurs occupations domestiques et de l'éducation ménagère qu'elles reçoivent » ;

Attendu que des faits ainsi constatés, il résulte que si parmi les travaux pratiqués au couvent du cénacle, il y en a qui pourraient, selon les cas, être considérés comme industriels, ils ne font pas l'objet d'une organisation régulière et suivie et n'interviennent que d'une manière tout à fait accessoire ; d'où il suit que l'arrêt a pu, d'après les circonstances de la cause, leur dénier le caractère de travaux industriels et déclarer qu'il n'y a au cénacle ni atelier, ni ouvroir, ni aucun établissement rentrant dans la nomenclature de l'article 1, § 1 ;

Sur le quatrième moyen, pris de la violation de l'article 2, § 6, de la loi du 2 novembre 1892, en ce que la présence, dans le couvent du cénacle, de deux filles âgées de moins de treize ans aurait suffi pour autoriser l'inspecteur du travail à pénétrer dans l'établissement ;

Attendu que l'article 2, § 6, s'exprime ainsi : « Dans les orphelinats et insti-

tutions de bienfaisance visés à l'article 1^{er}, et dans lesquels l'instruction primaire est donnée, l'enseignement manuel ou professionnel, pour les enfants âgés de moins de treize ans, sauf pour les enfants âgés de douze ans munis du certificat d'études primaires, ne pourra pas dépasser trois heures par jour » ;

Attendu que ce texte, ainsi que le prouve sa rédaction elle-même, ne s'applique pas aux orphelinats et institutions de bienfaisance par cela seul qu'un enseignement manuel ou professionnel y est donné, mais qu'il faut de plus que ces établissements rentrent dans l'une des catégories indiquées en l'article 1^{er} de la loi, c'est-à-dire qu'il s'y fasse un travail industriel ; d'où il suit que cette condition manquant dans l'espèce, le quatrième moyen doit être rejetée comme les trois précédents ;

Par ces motifs, et attendu que l'arrêt attaqué, d'ailleurs régulier en la forme, n'a pas violé l'article 20 de la loi du 2 novembre 1892 en jugeant que les dames de M. . . . et P. . . . avaient pu légalement refuser l'entrée de leur établissement à l'inspecteur départemental du travail ;

REJETTE le pourvoi du procureur général près la Cour d'appel de Limoges contre l'arrêt du 15 février 1901 par lequel cette Cour a renvoyé les deux prévenues des fins de la poursuite.

Arrêt du 14 décembre 1901.

LOI DU 2 NOVEMBRE 1892, ART. 26. — CUMUL DES CONTRAVENTIONS. — IL DOIT ÊTRE PRONONCÉ AUTANT D'AMENDES QU'IL Y A DE CONTRAVENTIONS COMMISES DU CHEF D'UNE MÊME PERSONNE EMPLOYÉE.

LA COUR,

Où, M. le conseiller Accarias, en son rapport, M^e de Ramel, en ses observations et M. l'avocat général Cottignies, en ses conclusions ;

Attendu que d'un procès-verbal régulier et non contredit il résulte que B. . . , directeur de la verrerie à bouteilles de la société anonyme des verreries de F. . . , a commis : 1^o dix contraventions à l'article 2 de la loi du 2 novembre 1892, en employant dix enfants dont les uns avaient moins de douze ans, et les autres âgés de douze à treize ans, n'étaient pas pourvus du certificat d'études primaires ; 2^o dix contraventions à l'article 10, consistant en ce que ces dix enfants n'avaient pas de livret ; 3^o dix autres contraventions au même article, tenant à ce que ces mêmes enfants n'étaient pas inscrits sur le registre réglementaire ; 4^o enfin, huit contraventions à l'article 4, résultant de ce que huit filles travaillaient la nuit ;

Sur la recevabilité du pourvoi ;

Attendu qu'il est allégué par la défense que le jugement attaqué étant sujet à appel, le ministère public n'était pas fondé à se pourvoir en cassation avant l'expiration du délai d'appel ;

Mais attendu que si les dix condamnations prononcées pouvaient donner lieu à un appel du prévenu, le jugement était en dernier ressort quant aux vingt-huit décisions de relaxe ; que, dès lors, à l'égard de ces dernières, le ministère public devait se pourvoir, comme il l'a fait, dans le délai de trois jours francs ; d'où il suit que dans cette même mesure, son pourvoi, quoique libellé en termes généraux, est incontestablement recevable ;

Déclare le pourvoi recevable, en ce qui concerne les décisions de relaxe ;

Au fond :

Attendu que le jugement motive les décisions de relaxe sur ce que les dix enfants employés contrairement à l'article 2 étaient les mêmes que ceux qui n'avaient pas de livret et qui n'étaient pas inscrits sur le registre et sur ce que les huit filles qui se livraient à un travail de nuit figuraient aussi parmi ces dix enfants ;

Attendu que ce motif qui, s'il était exact en droit, ne s'appliquerait, en fait, qu'à cinq des huit filles employées au travail de nuit, n'est conforme ni au texte ni à l'esprit de la loi ; qu'en effet, l'article 26, en disant que « l'amende sera appliquée autant de fois qu'il y aura de personnes employées contrairement à la loi », a voulu proscrire la multiplication de l'amende par le nombre des journées pendant lesquelles une même contravention se serait prolongée, mais n'a pas entendu que des contraventions de nature différente, commises du chef d'une même personne, ne donneraient lieu qu'à une seule amende, qu'il y a alors plusieurs ordres de fautes indépendantes les unes des autres et par cela même passibles de peines distinctes ; qu'en interprétant la loi autrement, l'on encouragerait les industriels à multiplier du chef d'une même personne les contraventions qui, commises du chef de personnes différentes, entraîneraient pluralité d'amendes ;

Par ces motifs, faisant droit à la requête du ministère public,

CASSE ET ANNULE le jugement du tribunal de simple police de Condé-sur-l'Escaut, en date du 22 août dernier, quant aux vingt-huit chefs de prévention sur lesquels il a relaxé B. . . ; et, pour être statué conformément à la loi, renvoie le prévenu devant le tribunal de simple police de Saint Amand (1), à ce désigné par délibération spéciale prise en la chambre du conseil ;

Arrêt du 27 décembre 1901.

LOI DU 30 MARS 1900, ART. 2. — OUVRIERS MÂLES ADULTES EMPLOYÉS DANS UN ÉTABLISSEMENT À PERSONNEL MIXTE. — DURÉE DU TRAVAIL. — SANCTION. — COMPÉTENCE DU TRIBUNAL CORRECTIONNEL.

LA COUR,

Sur le moyen pris de la violation des articles 137 et 160 C. instr. crim.,

(1) Voir plus loin, page 79.

et de l'article 4 de la loi du 9 septembre 1848 modifiée par celle du 30 mars 1900,

Attendu que la loi du 2 novembre 1892, même modifiée par celle du 30 mars 1900, ne contient aucune disposition relative aux ouvriers mâles adultes; que la disposition de la loi du 30 mars 1900, qui fixe à onze heures par jour le maximum de leur travail effectif dans les établissements industriels à personnel mixte, a été ajoutée à l'article 1^{er} de la loi du 9 septembre 1848, dont elle fait désormais partie intégrante; que, dès lors, elle trouve sa sanction non dans l'article 26 de la loi de 1892, mais dans l'article 4 de celle de 1848;

Et attendu que la peine déterminée par ce dernier texte consiste en une amende de 5 francs à 100 francs, qui ne peut être appliquée que par les tribunaux correctionnels;

D'où il suit que c'est à tort que le juge de simple police s'est déclaré compétent;

CASSE ET ANNULE le jugement de simple police d'Ambert du 25 avril 1901; renvoie devant le tribunal correctionnel d'Ambert.

Arrêt du 24 janvier 1902.

LOI DU 2 NOVEMBRE 1892, ARTICLE 26. — ENFANTS EMPLOYÉS PAR DES TÂCHERONS. — À DÉFAUT DE CHEFS DE SERVICE, LA RESPONSABILITÉ PÉNALE SE CONFOND AVEC LA RESPONSABILITÉ CIVILE SUR LA TÊTE DU CHEF D'INDUSTRIE.

LA COUR,

Oùï, M. le Conseiller Eugène Duval, en son rapport, et M. l'avocat général Cottignies, en ses conclusions;

Vu la lettre, en date du 3 octobre 1901, par laquelle M. le Garde des Sceaux charge M. le Procureur général de déférer à la Cour de Cassation, en vertu de l'article 441 du code d'instruction criminelle, un jugement du Tribunal de simple police de Saint-Didier-la-Seauve (Haute-Loire) en date du 15 mai 1901, lequel a relaxé le sieur B... des poursuites dirigées contre lui en vertu de l'article 4 de la loi du 2 novembre 1892;

Vu le réquisitoire du Procureur général, en date du 24 octobre 1901;

Vu l'article 441 du code d'instruction criminelle;

Sur le moyen tiré de la violation de l'article 26 de la loi du 2 novembre 1892;

Attendu que l'article susvisé dispose : « § 1^{er}. Les manufacturiers, directeurs ou gérants d'établissements visés dans la présente loi, qui auront contrevenu aux prescriptions de ladite loi et des règlements d'administration publique relatifs à son exécution, seront poursuivis devant le tribunal de simple police et passibles d'une amende de 5 francs à 15 francs; § 4, les

chefs d'industrie seront civilement responsables des condamnations prononcées contre leurs directeurs ou gérants ».

Attendu que le sieur B. . . , directeur des usines D. . . , était poursuivi pour avoir, en contravention à l'article 4 de la loi du 2 novembre 1892, employé dans ses usines trois enfants mineurs de dix-huit ans; qu'il a soutenu que les contraventions ne pouvaient être retenues contre lui par le motif que les enfants mineurs, trouvés dans ses usines, n'étaient pas employés par lui, mais par des tâcherons, travaillant aux pièces, et payant eux-mêmes les enfants qu'ils occupent; qu'il a été relaxé par le motif qu'il ne saurait être déclaré responsable des infractions commises, à son insu, par des entrepreneurs occupés aux usines dont il a la direction;

Attendu que l'article 26 sus-visé, sous la dénomination de *manufacturiers, directeurs ou gérants*, soumet à la responsabilité pénale des contraventions commises au cours du travail les chefs immédiats de service où les infractions ont eu lieu; et, qu'à défaut d'agents intermédiaires, chefs de service, cette responsabilité pénale se confond avec la responsabilité civile sur la tête du chef d'industrie;

Attendu qu'il résulte de la décision attaquée que B. . . , avait la direction des usines, dans lesquelles étaient employés les enfants, au sujet desquels les infractions ont été relevées;

Attendu qu'il importe peu que ces enfants aient été employés à l'insu de B. . . , par des tâcherons ou entrepreneurs occupés auxdites usines, alors que la surveillance des travaux lui incombait en sa qualité de directeur, et aussi la responsabilité de l'observation des prescriptions légales;

D'où il suit, qu'en relaxant B. . . des fins de la poursuite, la décision attaquée a violé l'article 26 susvisé.

Par ces motifs,

CASSE et ANNULE, dans l'intérêt de la loi, le jugement du tribunal de simple police de Saint-Didier-la-Seauve, en date du 15 mai 1901.

ORDONNE que le présent arrêt sera imprimé; qu'il sera transcrit sur les registres du tribunal de simple police de Saint-Didier-la-Seauve et que mention en sera faite en marge de la décision annulée.

Arrêt du 20 février 1902.

LOI DU 30 MARS 1900. — ARTICLE 2. —

DÉFINITION DES MOTS « MÊMES LOCAUX ».

LA COUR,

Où, M. le conseiller Garas, en son rapport, M. l'avocat général Cottignies, en ses conclusions, M. Passez, avocat en la Cour, dans ses observations,

Statuant sur le pourvoi de C. . . . , contre un arrêt de la Cour d'appel de

Grenoble, en date du 10 août 1901, qui l'a condamné à trois amendes d'un franc, pour trois contraventions à l'article 2 de la loi du 30 mars 1900, portant modification de l'article 1^{er} du décret-loi du 9 septembre 1848;

Sur le moyen pris de la violation, par fausse application du texte de loi précité, en ce que la Cour de Grenoble a condamné C... à trois amendes pour trois contraventions qu'il aurait commises en faisant travailler trois ouvriers adultes pendant plus d'onze heures de journée de travail « dans les mêmes locaux » que des femmes;

Attendu qu'il est constant, en fait, que l'atelier où travaillaient, seules, les femmes employées dans la papeterie C..., au triage et à la manipulation de chiffons, est séparé de celui où travaillaient les hommes adultes par un hangar dans lequel se trouvent les portes donnant accès dans chacun de ces ateliers; que de cette constatation de l'arrêt attaqué il résulte que les hommes adultes et les femmes, bien que travaillant dans le même bâtiment, ne sont pas employés dans les « mêmes locaux »; que, par cette expression, qui a pour but de restreindre l'application de l'article 2 de la loi du 30 mars 1900, on ne doit entendre, en effet, que l'atelier où le travail se fait simultanément et en commun et qu'on ne saurait y comprendre les ateliers distincts et séparés d'une même usine;

D'où il suit que l'arrêt attaqué a violé, en l'appliquant faussement, l'article de loi susvisé;

Par ces motifs,

CASSE et ANNULE l'arrêt rendu par la Cour d'appel de Grenoble, chambre des appels correctionnels, le 10 août 1901, et, pour être statué à nouveau conformément à la loi sur l'appel interjeté par le Procureur de la République près le Tribunal de Saint-Marcellin du jugement de ce tribunal, en date du 22 juin 1901, renvoie les parties et les pièces de la procédure devant la Cour d'appel de Chambéry, chambre des appels de police correctionnelle, à ce désignée par délibération spéciale prise en la Chambre du Conseil;

Ordonne que le présent arrêt sera imprimé, qu'il sera transcrit sur les registres de la Cour de Grenoble et qu'il en sera fait mention en marge de l'arrêt annulé.

Arrêt du 30 janvier 1902.

FORME DES PROCÈS-VERBAUX. — NON-INDICATION DE L'ARTICLE DE LOI
AUQUEL IL A ÉTÉ CONTREVENU. — RELAXE.

LA COUR,

... Sur le moyen pris de la violation de l'article 20 de la loi du 2 novembre 1892, et de la méconnaissance des termes du procès-verbal, en ce que le juge de simple police, pour prononcer le relaxe, a affirmé que la contravention résultant de la non-représentation du registre prescrit par l'article 10 de

la loi n'était pas relevée dans le procès-verbal, alors qu'il est énoncé que ledit registre n'a pas pu être représenté :

Attendu que le sieur P... a comparu volontairement, sur simple avertissement, et n'a accepté le débat que pour les contraventions relevées au procès-verbal;

Attendu que le procès-verbal porte que « l'enfant n'était pas inscrite sur « le registre, qui n'a pas pu nous être représenté »; que cette mention avait uniquement pour objet de constater la prétendue contravention résultant du défaut d'inscription sur le registre; qu'en effet, le rédacteur du procès-verbal qui a pris soin d'indiquer tous les textes dont la violation était imputée au sieur P..., n'a pas fait figurer dans cette énumération l'article 20, qui donne aux inspecteurs le droit de se faire représenter le registre en question; qu'en cet état, le ministère public n'a pas cru devoir prendre de réquisitions;

Attendu que le juge de répression n'est saisi que des faits qui ont été dénoncés à l'inculpé comme compris dans la poursuite, et sur lesquels ce dernier a pu préparer sa défense; qu'en conséquence, le troisième moyen ne saurait non plus être accueilli;

Par ces motifs,

REJETTE le pourvoi du ministère public contre le jugement du tribunal de simple police de Carpentras, en date du 27 septembre 1901, concernant le sieur P... ».

COUR DE CASSATION (Chambre civile).

Arrêt du 10 mars 1902.

LOI DU 12 JUIN 1893. — ARTICLE 2. — DÉFAUT DE PROTECTION D'UN ENGRENAGE. — IMPRUDENCE DE L'OUVRIER. — RESPONSABILITÉ DU PATRON.

LA COUR,

Où, à l'audience publique de ce jour, 10 mars 1902, M. le conseiller Fauconneau-Dufresne, en son rapport, M^{rs} Talamon et Trézel, avocats des parties, en leurs observations respectives, ainsi que M. Melcot, avocat général en ses conclusions et après en avoir immédiatement délibéré conformément à la loi;

Donne défaut contre les non-comparants, et statuant sur les deux moyens réunis;

Vu l'article 2 de la loi du 12 juin 1893;

Attendu que la loi du 12 juin 1893 concernant l'hygiène et la sécurité dans les établissements industriels prescrit, article 2, que dans tout établissement fonctionnant par des appareils mécaniques, les pièces saillantes mobiles

et autres parties dangereuses des machines, notamment les engrenages, soient munis de dispositifs protecteurs;

Attendu que ces prescriptions sont générales et absolues, qu'elles intéressent tous les travailleurs d'un établissement industriel et que l'infraction qui y est commise engage la responsabilité de son auteur vis-à-vis l'ouvrier qui en a été victime, quel que soit le travail auquel il est affecté; que s'il est établi que l'ouvrier s'est rapproché de l'organe non protégé en dehors des nécessités de son service, il en résulte sans doute à sa charge une faute plus ou moins grave dont le juge devra tenir compte dans la fixation des dommages-intérêts, mais que l'existence de cette faute ne saurait effacer celle du patron;

Attendu qu'il est constaté par l'arrêt attaqué que, le 10 mai 1895, Vincent B. . . . , âgé de dix-neuf ans, ouvrier tanneur chez le sieur M. . . . , était occupé dans un local fermé, dénommé en terme de métier « poudrier », à mélanger diverses matières avec du tan qui sortait d'un broyeur et à les mettre en sac; que pour se soustraire à l'atmosphère étouffante et chargée de poussière du local dans lequel il exécutait son travail, il fut contraint de sortir quelques instants afin de respirer en plein air et que, ne trouvant dans la cour aucun abri à l'ombre, il entra dans une salle voisine où fonctionnait une essoreuse; que là, il s'adossa contre la machine, les mains derrière le dos, et qu'il eut la main droite saisie et broyée dans un engrenage à découvert;

Attendu que Vincent B. . . . relevait à l'appui de sa demande en dommages-intérêts comme cause déterminante de l'accident dont il a été victime, une contravention résultant de ce que l'engrenage de l'essoreuse n'était point muni d'un dispositif protecteur;

Attendu qu'il y avait dans l'espèce une relation évidente entre cette contravention et l'accident survenu; que cependant l'arrêt attaqué écarte la responsabilité du patron par le motif que ce dernier ne devait protéger ses ouvriers contre leur propre imprudence que dans l'exercice de leur travail et que rien n'obligeait Bureau à pénétrer dans l'atelier dans lequel fonctionnait l'essoreuse où il n'avait aucun service à remplir;

Qu'en statuant ainsi, l'arrêt attaqué a violé le texte de loi susvisé;

Par ces motifs,

CASSE et ANNULE. . . .

COUR D'APPEL DE PARIS.

Arrêt du 28 novembre 1901.

LOI DU 9 AVRIL 1898. — ARTICLE 1^{er}. — ARRÊTÉ MINISTÉRIEL DU 30 MARS 1899 FIXANT LES PRIMES AFFÉRENTES À L'ASSURANCE DES RISQUES D'UN CERTAIN NOMBRE DE PROFESSIONS. — L'ASSUJETISSEMENT DE CES PROFESSIONS EST LAISSÉ À L'APPÉCIATION DES TRIBUNAUX.

LA COUR,

Considérant que l'article premier de la loi du 9 avril 1898 détermine en termes généraux les entreprises assujetties à ses dispositions; que le législateur de 1898 n'a pas, comme on l'a fait en Allemagne et en Autriche, délégué au pouvoir réglementaire de l'Administration le soin d'établir la classification des professions diverses soumises à la législation nouvelle des accidents du travail, fondée sur le risque professionnel;

« Considérant qu'on ne saurait admettre, comme le prétend l'appelant, que l'arrêté du Ministre du Commerce, en date du 30 mars 1899, contient à cet égard une énumération légalement obligatoire pour l'interprétation des termes de l'article premier susvisé; que cet arrêté, fixant les primes afférentes à l'assurance des risques d'un certain nombre de professions qu'il énumère, a été pris en exécution de l'article 6 du décret du 28 février 1898, rendu en vertu des pouvoirs délégués aux règlements d'administration publique par l'article 27 de la loi, notamment quant à la détermination des réserves ou cautionnements devant être imposés aux compagnies d'assurances mutuelles;

« Que, limitée à son objet légal, cette réglementation administrative laisse entier le pouvoir d'appréciation des Tribunaux de l'ordre judiciaire pour l'application de la loi à chacune des entreprises particulières faisant l'objet d'un litige soumis à leur juridiction;

« Par ces motifs;

« Confirme, etc. »

COUR D'APPEL D'AIX.

Arrêt du 15 novembre 1901.

LOI DU 2 NOVEMBRE 1892. — ARTICLE 29. — OBSTACLE APPORTÉ À L'ACCOMPLISSEMENT DES DEVOIRS D'UNE INSPECTRICE — CONDAMNATION DE LA PATRONNE D'UN ATELIER DE COUTURE EN ÉTAT DE RÉCIDIVE. — CONDAMNATION DE SA SŒUR, DE SON BEAU-FRÈRE ET DU COUPEUR DE L'ATELIER, COMPLICES DE LA PATRONNE.

En appel d'un jugement du tribunal correctionnel de Marseille, en date du 6 août 1901 et ainsi conçu :

Attendu qu'il résulte des constatations et des déclarations de la demoiselle S. . .

inspectrice du travail, que, le 6 avril 1901, dans la soirée, avant l'heure annoncée pour la cessation du travail, cette inspectrice s'est présentée à l'atelier de couture dirigé par la demoiselle G... et où travaillaient 38 ouvrières; qu'ayant interrogé un certain nombre de ces jeunes femmes ou filles elle rapporte que la demoiselle G... a : 1° imposé à 13 ouvrières une durée de travail de plus de douze heures par jour; 2° et n'a pas accordé à la même heure pour toutes les 38 ouvrières le repos du souper. Attendu, en outre, que, tandis que la demoiselle S... interrogeait les ouvrières, nécessairement une à une à la sortie de l'atelier, la demoiselle G..., ainsi que le sieur P..., le sieur R..., la dame R... sont intervenus, ont invité les ouvrières à ne pas répondre aux questions qui leur étaient posées et ont amené une violente poussée qui a mis définitivement obstacle à l'accomplissement des devoirs de l'inspectrice;

Attendu que ces agissements ne peuvent être laissés sans répression;

Attendu que la demoiselle G... est en état de récidive;

Par ces motifs,

Le Tribunal déclare la nommée G..., coupable d'avoir, à Marseille, le 6 avril 1901, contrevenu aux lois sur la protection du travail des femmes : 1° en ayant imposé à 13 ouvrières une durée de travail de plus de douze heures par jour; 2° en n'ayant pas accordé le repos du souper à la même heure pour 38 ouvrières.

Déclare la demoiselle G... et les nommés R..., P... et femme R... coupables d'avoir, à Marseille, le 6 avril 1901, ensemble et de concert, mis obstacle à l'accomplissement des devoirs d'une inspectrice départementale du travail. En réparation, les condamne, la dame G..., à deux cents francs d'amende et cinquante et une amendes de cinq francs chacune; R..., P... et femme R..., chacun à cent francs d'amende et solidairement aux frais;

La Cour a rendu l'arrêt suivant :

LA COUR,

Adoptant les motifs des premiers juges;

Sur la peine infligée aux époux R... et au sieur P...

Attendu qu'il y a lieu de tenir compte qu'ils n'ont jamais été condamnés, que les renseignements fournis sur leur compte sont bons pour la réduire dans une certaine proportion;

La Cour confirme le jugement dont est appel en ce qui concerne la dame G..., les confirme également sur la culpabilité des époux R... et de P..., mais réforme quant à la peine et les condamne épouse R..., R... et P... chacun à une amende de seize francs et aux frais.

TRIBUNAL DE SIMPLE POLICE DE PARIS.

Jugement du 22 novembre 1900.

ÉTABLISSEMENTS INDUSTRIELS. — DURÉE DU TRAVAIL. — LOI DU 30 MARS 1900.

— CALCUL PAR JOUR ET NON PAR SEMAINE OU QUINZAINE.

La loi du 30 mars 1900, en prescrivant que, dans les établissements indus

triels, la journée des ouvriers et ouvrières, âgés de moins de dix-huit ans, des femmes et même des hommes adultes, travaillant en les mêmes locaux que les personnes susvisées, ne pourra excéder onze heures de travail effectif, a entendu, non pas indiquer une moyenne, mais fixer, pour toute journée quelconque, un maximum rigoureux.

Un industriel ne saurait donc, pour échapper à l'application de cette loi, prétendre que le calcul des heures du travail de son personnel, par quinzaine, donne, pour chaque jour, une moyenne ne dépassant pas la durée légale.

LE TRIBUNAL,

Attendu que F. est poursuivi en simple police sur et aux fins d'un procès-verbal de l'inspecteur départemental du travail, en date du 17 octobre dernier, relevant à sa charge 725 contraventions à l'article 2 de la loi du 30 mars 1900, pour avoir fait travailler 725 ouvriers plus de onze heures par jour;

Attendu que le prévenu, sans contester la matérialité des faits qui lui sont reprochés et relatés dans le procès-verbal susénoncé, pour échapper aux conséquences des poursuites dirigées contre lui, allègue notamment :

Qu'en raison de l'importance des commandes que la Société de construction des B. a reçues, depuis deux ans, en locomotives et en matériel de guerre, pour l'armement de la marine de guerre, et vu l'urgence de les exécuter dans les délais restreints, elle a dû prendre des dispositions en conséquence;

Que, ne pouvant agrandir ses ateliers et augmenter son personnel, elle a établi le roulement suivant :

Sur deux semaines représentant douze jours de travail, les ouvriers adultes font neuf journées de onze heures et trois journées de dix heures, ce qui fait donc cent trente-huit heures de travail par homme, les ouvriers ne travaillant pas le dimanche;

Que la loi lui accordant la faculté de faire travailler les ouvriers onze heures par jour, en s'y conformant strictement, les ouvriers travailleraient cent cinquante-quatre heures en deux semaines; alors que par suite du roulement établi ils ne travaillaient que cent trente-huit heures;

Mais attendu, qu'en l'espèce, le prévenu ne saurait soutenir utilement ce système d'après lequel, si ses ouvriers effectuent parfois des journées de douze heures, ils ne font, au total, que cent trente-huit heures par quinzaine au lieu de cent cinquante-quatre qu'autorise la loi;

Qu'en effet, cette manière de procéder est manifestement contraire aux termes et à la portée de la loi du 30 mars 1900 qui, comme toutes les lois antérieures sur le travail, se calcule par jour et non par semaine ou par quinzaine, prescrit de la manière la plus impérative que la journée ne peut excéder onze heures de travail effectif et soumet aux obligations qu'elle détermine les établissements industriels;

Attendu que c'est ce qui appert aussi bien de la lettre que de l'esprit de la loi, prise dans l'intérêt exclusif des ouvriers, et ayant pour but de faire

une situation égale au point de vue de la durée du travail, à tous les hommes, femmes, enfants ou filles mineures, employés dans les mêmes locaux industriels;

Attendu qu'au surplus, il n'appartient pas aux industriels d'interpréter à leur guise et suivant leur intérêt personnel le texte de la loi, qui a un caractère général et absolu et doit être rigoureusement observée; qu'autrement, il serait loisible à tout industriel ou fabricant, en changeant la réglementation du travail dans ses ateliers, d'échapper à l'application de la loi, en la rendant absolument illusoire;

Attendu, en conséquence, et de tout ce qui précède, que le motif invoqué par F. . . . , ne saurait constituer ici qu'une excuse illégale et arbitraire, et que les faits reprochés au prévenu constituent donc bien 725 contraventions aux dispositions de la loi du 30 mars 1900, punies par l'article 26 de la loi du 2 novembre 1892;

Par ces motifs,

Condamne F. à 5 francs d'amende par chaque contravention à la loi du 30 mars 1900, en tout 3,625 francs et aux dépens.

TRIBUNAL DE SIMPLE POLICE DE SAINT-AMAND (NORD).

Jugement du 1^{er} février 1902.

LOI DU 2 NOVEMBRE 1892. — ARTICLE 26. — CUMUL DES CONTRAVENTIONS.

LE TRIBUNAL,

Attendu qu'il résulte d'un procès-verbal régulier et non contredit, et sur cassation d'un jugement rendu par le tribunal de simple police de Condé-sur-Escaut, en date du 22 août 1901, qui renvoie le prévenu devant le tribunal de simple police de Saint-Amand à ce désigné par délibération spéciale prise en la chambre du conseil.

Attendu qu'il résulte que B. . . . , directeur de la verrerie à bouteilles de la Société anonyme des verreries de F. a commis :

1^o Dix contraventions à l'article 2 de la loi du 2 novembre 1892, en employant dix enfants dont les uns avaient moins de douze ans et les autres âgés de douze à treize ans, n'étaient pas pourvus du certificat d'études primaires;

2^o Dix contraventions à l'article 10 consistant en ce que les enfants n'avaient point de livrets;

3^o Dix autres contraventions au même article, tenant à ce que ces mêmes enfants n'étaient point inscrits sur le registre réglementaire;

4^o Enfin, huit contraventions à l'article 4, résultant de ce que huit filles travaillaient la nuit.

Vu l'article 26 de la loi du 2 novembre 1892,

Vu la loi sur la contrainte par corps et l'article 162 du Code d'instruction criminelle.

Le tribunal condamne B....., en vingt-huit amendes de 5 francs chacune.

TRIBUNAL DE SIMPLE POLICE DE LILLE.

Jugement du 31 août 1901.

LOI DU 2 NOVEMBRE 1892 MODIFIÉE PAR LA LOI DU 30 MARS 1900. — ARTICLE 3,

§ 1. — NETTOYAGE DES MÉTIERS PENDANT LES HEURES RÉGLEMENTAIRES DE REPOS. — DÉPASSEMENT DE LA LIMITE DE DURÉE DU TRAVAIL. — DOUBLE CONTRAVENTION.

LE TRIBUNAL,

Après l'accomplissement des formalités prescrites par l'article 153 du Code d'instruction criminelle;

Après l'appel des témoins, leur prestation de serment de dire toute la vérité, rien que la vérité, et leur audition conformément à l'article 155 du même code;

Après avoir entendu le prévenu en sa défense et le ministère public en ses conclusions;

Attendu que de la déposition du témoin C....., inspecteur du travail et d'un procès-verbal enregistré, trois contraventions à l'article 3 de la loi du 2 novembre 1892, modifié par la loi du 30 mars 1900, sont relevées à la charge de M. Léon C....., filateur à C.....;

Attendu que le procès-verbal a été dressé au sujet de quatre ouvrières; que des débats il est apparu que lesdites étaient les demoiselles ou dames V....., S....., D..... et l'ouvrière du métier n° 27 au dévidage; que M^e L....., avocat au barreau de Lille, mandataire de C....., a requis l'audition desdites ouvrières; qu'à l'audience du 24 août où l'audition a été renvoyée, ces ouvrières, sauf D..... qui n'a pas été produite, ont été entendues;

Attendu que, tant de la déposition des susnommées que des débats, il résulte que lors de la visite de M. l'Inspecteur, les métiers étaient au repos conformément au règlement, et de plus :

En ce qui concerne D.....,

Attendu que cette dernière était occupée à son métier soit à le mettre en état, soit à réparer son travail;

En ce qui concerne V.....,

Qu'elle reconnaît avoir été vue, près de son métier, tenant à la main une

poignée de déchets; qu'elle prétend, il est vrai, qu'elle voulait s'en servir pour nettoyer non le métier, mais ses pieds; mais que cette allégation tardive et par là même dénuée de vraisemblance, ne saurait prévaloir contre l'affirmation de M. l'Inspecteur du travail;

En ce qui concerne S.,

Qu'elle reconnaît avoir été vue en train de rattacher des fils à son métier; qu'elle prétend, toutefois, qu'elle venait de casser ces fils en prenant un sien savon caché sous le métier par ses compagnes; mais qu'il en est de cette allégation comme de celle de V.;

En ce qui concerne N., que M. l'Inspecteur ne reconnaît pas formellement,

Que celle-ci affirme qu'elle était hors l'atelier au moment de la visite; que les autres témoins confirment son dire; que, dès lors, il y a doute à son égard, doute qui doit se résoudre en faveur du prévenu;

Attendu, en conséquence, qu'il est prouvé, d'une part, que le 22 juin trois ouvrières de l'usine C. et fils ont travaillé pendant une heure réglementaire de repos, et d'autre part, par suite, que cedit jour la durée de travail a dépassé onze heures;

Sur la responsabilité pénale de M. Léon C.,

Attendu que M. Léon C., par M^e L., plaide que la force motrice ayant été supprimée et défense formelle ayant été faite par lui à ses ouvriers de travailler pendant les heures de repos, il ne peut être responsable de contraventions commises par ses ouvriers enfreignant ses défenses;

Attendu qu'en sa qualité de directeur de l'usine de L. C. et fils, M. Léon C. ayant droit et devoir de surveillance et de contrôle sur ses ouvriers à l'usine, est nécessairement responsable des contraventions commises par ceux-ci, sauf son recours contre eux s'il y a eu de leur part faute personnelle, infraction à une défense par lui faite;

Attendu, dès lors, qu'il doit être fait application audit C., par chacune des six contraventions susrelevées, de l'article 26, § 1 et 2, de la loi du 2 novembre 1892;

Par ces motifs,

CONDAMNE Léon C. en six amendes de 5 francs, aux décimes, et le condamne, en outre, aux dépens.

LÉGISLATION ÉTRANGÈRE.

ANGLETERRE.

LOI DU 17 AOUT 1901, SUR LES FABRIQUES ET ATELIERS ⁽¹⁾.

(*Factory and Workshop act, 1901*) ⁽²⁾.

DISPOSITION DES ARTICLES.

TITRE PREMIER.

Hygiène et sécurité.

CHAPITRE I^{er}. — HYGIÈNE.

- ART. 1. — *Conditions sanitaires des fabriques.*
— 2. — *Conditions sanitaires des ateliers et chantiers.*
— 3. — *Surpeuplement des fabriques et des ateliers.*
— 4. — *Pouvoirs du secrétaire d'État en cas d'abstention des autorités locales.*
— 5. — *Pouvoirs de l'inspecteur en ce qui concerne les mesures d'hygiène qui doivent être prescrites dans les fabriques et ateliers par l'autorité sanitaire.*
— 6. — *Température dans les fabriques et dans les ateliers.*
— 7. — *Ventilation.*
— 8. — *Écoulement des eaux.*
— 9. — *Dispositifs sanitaires dans les fabriques et ateliers.*

CHAPITRE II. — SÉCURITÉ.

- 10. — *Clôture des mécanismes.*
— 11. — *Chaudières à vapeur.*
— 12. — *Prescriptions relatives aux métiers renvideurs (self acting).*
— 13. — *Restrictions au nettoyage des mécanismes en marche.*
— 14. — *Mesures pour l'évacuation en cas d'incendie.*

(1) Traduction de M. Boulin, inspecteur départemental du travail, à Lyon.

(2) Les lois anglaises de 1878, de 1883, de 1891, de 1895 et de 1897 concernant les fabriques et ateliers contenaient un mélange de prescriptions dont l'ensemble constituait la législation protectrice du travail de ce pays. Ce tout peu homogène vient d'être refondu en une seule loi où chaque partie est distincte et forme groupe. Cette loi a pour titre : loi de 1901 (*Factory and Workshop act, 1901*, 1 Edw. 7, ch. 22).

- ART. 15. — *Arrêtés au sujet des dispositions à prendre pour l'évacuation en cas d'incendie.*
— 16. — *Les portes des fabriques et des ateliers doivent s'ouvrir de dedans en dehors.*
— 17. — *Pouvoir au sujet des machines reconnues dangereuses.*
— 18. — *Pouvoirs au sujet des fabriques et ateliers dangereux ou insalubres.*

CHAPITRE III. — ACCIDENTS.

- ART. 19. — *Déclaration des accidents entraînant la mort ou une blessure.*
— 20. — *Enquêtes et rapports du médecin certificateur au sujet des accidents.*
— 21. — *Enquêtes en cas de mort causée par un accident dans une fabrique ou atelier.*
— 22. — *Pouvoir d'ordonner des enquêtes spéciales au sujet des accidents.*

TITRE II.

Conditions du travail.

CHAPITRE I. — DURÉE DU TRAVAIL ET JOURS DE REPOS.

- ART. 23. — *Durée du travail des enfants, des adolescents et des femmes.*
— 24. — *Durée du travail dans les fabriques textiles. — Adolescents et femmes.*
— 25. — *Durée du travail dans les fabriques textiles. — Enfants.*
— 26. — *Durée du travail dans les fabriques non textiles et les ateliers. — Adolescents et femmes.*
— 27. — *Durée du travail dans les fabriques non textiles et les ateliers. — Enfants.*
— 28. — *Durée du travail dans l'industrie de l'impression, du blanchiment et de la teinture.*
— 29. — *Dispositions spéciales au sujet de l'emploi des femmes dans les ateliers.*
— 30. — *Dispositions spéciales concernant la limitation à 8 heures de la durée du travail des femmes et des adolescents.*
— 31. — *Restriction relative à l'emploi, dans l'intérieur ou en dehors de l'établissement, pendant la même journée.*
— 32. — *Affichage d'un tableau de travail.*
— 33. — *Les heures des repas doivent être simultanées et le travail est interdit pendant les heures des repas.*
— 34. — *Interdiction du travail du dimanche.*
— 35. — *Congés et demi-congés annuels.*

CHAPITRE II. — DISPOSITIONS PARTICULIÈRES RELATIVES À LA DURÉE DU TRAVAIL ET AUX JOURS DE REPOS.

- ART. 36. — *Emploi dans certains cas entre 9 heures du matin et 9 heures du soir.*
— 37. — *Emploi des jeunes garçons de plus de 16 ans dans les fabriques de tulle.*
— 38. — *Emploi des garçons de plus de 16 ans dans les boulangeries.*
— 39. — *Emploi continu de cinq heures dans certaines fabriques textiles.*
— 40. — *Heures de repos différentes pour les différentes équipes et emploi pendant les heures de repos.*
— 41. — *Dispositions spéciales en ce qui concerne les conserves de poissons et de fruits.*
— 42. — *Dispositions particulières pour les laiteries.*
— 43. — *Remplacement du samedi par un autre jour de la semaine.*

- ART. 44. — *Travail du samedi dans les teintureries de rouge d'andrinople.*
— 45. — *Jours de repos différents suivant les équipes.*
— 46. — *Emploi à l'intérieur ou à l'extérieur pendant la même journée.*
— 47. — *Durée du travail et jours de repos dans les fabriques ou ateliers dirigés par des juifs.*
— 48. — *Travail du dimanche autorisé pour les travailleurs juifs dans les fabriques ou ateliers dirigés par des patrons juifs.*

HEURES SUPPLÉMENTAIRES.

- 49. — *Heures supplémentaires des femmes dans les industries de saison.*
— 50. — *Heures supplémentaires des femmes manipulant des marchandises pouvant se détériorer.*
— 51. — *Heures supplémentaires pour terminer une opération commencée.*
— 52. — *Heures supplémentaires dans les fabriques mues par un moteur hydraulique.*
— 53. — *Heures supplémentaires dans les teintureries de rouge d'andrinople et dans le blanchiment en plein air.*

TRAVAIL DE NUIT.

- 54. — *Travail de nuit des garçons de plus de 14 ans.*
— 55. — *Travail de nuit des garçons de plus de 14 ans dans les verreries.*
— 56. — *Travail de nuit des garçons de plus de 16 ans dans les imprimeries.*

TRAVAIL INTERMITTENT.

- 57. — *Dérégation dans certains teillages de lin.*

CONDITIONS IMPOSÉES AUX DÉROGATIONS.

- 58. — *Pouvoir d'imposer des mesures d'hygiène comme conditions à certaines tolérances.*
— 59. — *Pouvoir d'abrogation des ordonnances relatives aux dérogations.*
— 60. — *Avis, registres, etc., relatifs aux dérogations.*

CHAPITRE III. — APTITUDE AU TRAVAIL.

- ART. 61. — *Interdiction d'employer les femmes après les couches.*
— 62. — *Interdiction de l'emploi des enfants de moins de 12 ans.*
— 63. — *Certificat d'aptitude physique pour les enfants et les adolescents de moins de 16 ans employés dans les fabriques.*
— 64. — *Dispositions relatives à la délivrance du certificat d'aptitude.*
— 65. — *Faculté d'obtention du certificat d'aptitude pour le travail dans les ateliers.*
— 66. — *Pouvoir de requérir des certificats d'aptitude au travail dans certains ateliers.*
— 67. — *Pouvoir de l'inspecteur d'exiger un certificat médical d'aptitude physique.*

TITRE III.

Instruction des enfants.

- ART. 68. — *Fréquentation scolaire des enfants employés dans les fabriques et les ateliers.*
— 69. — *Certificat de fréquentation scolaire à obtenir par l'employeur.*

- ART. 70. — *Payement de la rétribution scolaire par le patron.*
— 71. — *Les enfants de 13 ans ayant obtenu le certificat d'instruction sont assimilés aux adolescents.*
— 72. — *Définition de l'école qualifiée et de l'école reconnue.*

TITRE IV.

Industries dangereuses ou insalubres.

CHAPITRE I. — DISPOSITIONS SPÉCIALES.

- ART. 73. — *Déclaration de certaines maladies professionnelles constatées dans les fabriques et ateliers.*
— 74. — *Emploi des ventilateurs dans certaines fabriques et ateliers.*
— 75. — *Lavabos et réfectoires dans certaines professions insalubres.*
— 76. — *Mesures imposées à la filature au mouillé.*
— 77. — *Interdiction du travail des enfants et des adolescents dans certaines fabriques et dans certains ateliers.*
— 78. — *Interdiction de prendre les repas dans certaines parties des fabriques et ateliers.*

CHAPITRE II. — RÉGLEMENTATION DES INDUSTRIES DANGEREUSES.

- ART. 79. — *Pouvoir de prescrire des règlements spéciaux pour la sécurité des personnes occupées dans les industries dangereuses.*
— 80. — *Procédure pour l'établissement des règlements spéciaux.*
— 81. — *Enquêtes.*
— 82. — *Application des règlements.*
— 83. — *Dispositions qui peuvent être prises par les règlements.*
— 84. — *Les règlements doivent être soumis au Parlement.*
— 85. — *Abrogation des règlements.*
— 86. — *Publication des règlements.*

TITRE V.

Modifications particulières et extensions.

CHAPITRE I. — FABRIQUES DE FORCE MOTRICE.

- ART. 87. — *Obligations des loueurs de force motrice.*
— 88. — *Prescriptions concernant l'aiguisage de la coutellerie dans les fabriques de force motrice.*
— 89. — *Certificats d'aptitude dans les fabriques de force motrice.*

CHAPITRE II. — FABRIQUES DE TISSUS DE COTON ET AUTRES FABRIQUES DANS LESQUELLES L'AIR EST HUMIDIFIÉ.

- ART. 90. — *Température et humidité.*
— 91. — *Pouvoir de modifier la table d'humidité.*
— 92. — *Emploi des thermomètres.*
— 93. — *Avis à envoyer et inspection dans le cas où l'humidité est produite artificiellement.*
— 94. — *Prescriptions en vue d'assurer la salubrité de ces établissements.*

ART. 95. — *Pénalités.*

— 96. — *Application des mesures qui précèdent aux autres usines produisant artificiellement l'humidité.*

CHAPITRE III. — BOULANGERIES.

ART. 97. — *Prescriptions relatives à l'hygiène des boulangeries.*

— 98. — *Pénalités au sujet des boulangeries mal installées.*

— 99. — *Blanchiment, peinture et lavage des murs dans les boulangeries.*

— 100. — *Disposition au sujet des chambres à coucher avoisinant les boulangeries.*

— 101. — *Interdiction d'établir une boulangerie dans un sous-sol.*

— 102. — *Application de la loi dans les boulangeries de détail par les autorités sanitaires.*

CHAPITRE IV. — BLANCHISSERIES.

ART. 103. — *Application de la loi aux blanchisseries.*

CHAPITRE V. — DOCKS.

ART. 104. — *Application de certaines prescriptions aux docks.*

CHAPITRE VI. — CHANTIERS DE CONSTRUCTION.

ART. 105. — *Application de certaines prescriptions aux chantiers de construction.*

CHAPITRE VII. — VOIES FERRÉES.

ART. 106. — *Application de certaines prescriptions aux voies ferrées.*

TITRE VI.

Travail à domicile.

ART. 107. — *Obligation dans certaines professions de fournir la liste des travailleurs à l'extérieur.*

— 108. — *Emploi de personnes dans les locaux insalubres.*

— 109. — *Ateliers de confectiions où se sont manifestés des cas de fièvre scarlatine ou de petite vérole.*

— 110. — *Interdiction de donner du travail à faire à domicile dans des locaux où a été constatée une maladie infectieuse.*

— 111. — *Application de la loi aux fabriques et aux ateliers de famille.*

— 112. — *Manipulations dangereuses dans ces établissements.*

— 113. — *Extraits à l'usage des fabriques et ateliers de famille.*

— 114. — *Non-application de la loi à certains ateliers de famille.*

— 115. — *Définition de la « fabrique de famille » et de « l'atelier de famille ».*

TITRE VII.

Renseignements relatifs au travail et aux salaires.

ART. 116. — *Renseignements relatifs au travail et aux salaires à fournir aux travailleurs payés aux pièces.*

— 117. — *Vérification des poids et mesures en usage pour établir les salaires.*

TITRE VIII.

Application de la loi.

CHAPITRE I^{er}. — INSPECTION.

- ART. 118. — *Nomination et devoirs des inspecteurs, commis et auxiliaires.*
— 119. — *Pouvoirs des inspecteurs.*
— 120. — *Droit des inspecteurs de poursuivre devant les tribunaux.*
— 121. — *Commission des inspecteurs.*

CHAPITRE II. — MÉDECINS CERTIFICATEURS.

- ART. 122. — *Nomination et devoirs des médecins certificateurs.*
— 123. — *Remplacement du médecin certificateur par le médecin du bureau des pauvres.*
— 124. — *Honoraires des médecins certificateurs.*

CHAPITRE III. — AUTORITÉS LOCALES.

- ART. 125. — *Pouvoirs des autorités locales et de leurs agents.*

CHAPITRE IV. — ORDONNANCES SPÉCIALES.

- ART. 126. — *Mise en vigueur des ordonnances spéciales du secrétaire d'État.*

CHAPITRE V. — AVIS, REGISTRES ET RAPPORTS.

- ART. 127. — *Déclaration de prise de possession d'une fabrique ou d'un atelier.*
— 128. — *Affichage d'un extrait de la loi et de renseignements divers.*
— 129. — *Registres généraux.*
— 130. — *Indication annuelle du nombre des outriers.*
— 131. — *Registres d'ateliers.*
— 132. — *Rapport du médecin du service d'hygiène sur l'application de la loi.*

DISPOSITIONS DIVERSES.

- ART. 133. — *Avis donné par le médecin du service d'hygiène de l'emploi d'une femme, d'un adolescent ou d'un enfant dans les ateliers.*
— 134. — *Certificat de naissance des enfants et des adolescents de moins de 16 ans.*

TITRE IX.

Procédure légale.

- ART. 135. — *Amende infligée pour le cas où une fabrique ou un atelier ne serait pas tenu en conformité de la loi.*
— 136. — *Amende en cas de décès ou de blessure.*
— 137. — *Amende pour emploi de personnes contrairement à la loi.*
— 138. — *Amende pour infraction commise par les parents.*

- ART 139. — *Faux en matière de certificats, d'inscriptions ou de déclarations.*
— 140. — *Amende à l'auteur direct de la contravention dont le patron est responsable.*
— 141. — *Mise hors de cause du patron par condamnation de l'auteur direct.*
— 142. — *Responsabilité occasionnelle du propriétaire de la machine au lieu et place du patron.*
— 143. — *Limite du cumul des amendes.*
— 144. — *Poursuite des infractions, recouvrement et application des amendes.*
— 145. — *Procédure d'appel.*
— 146. — *Prescription et procédure générale en juridiction sommaire.*
— 147. — *De la preuve en matière de procédure sommaire.*
— 148. — *Communications des inspecteurs.*

TITRE X.

Additionnel.

CHAPITRE I^{er}. — APPLICATION ET DÉFINITIONS.

- ART. 149. — *Fabriques et ateliers visés par la loi.*
— 150. — *Application aux fabriques et aux ateliers de la couronne.*
— 151. — *Ateliers d'un même établissement considérés comme ateliers distincts.*
— 152. — *Définition de l'emploi et du travail salarié.*
— 153. — *Application de la loi à Londres.*
— 154. — *Application de la loi aux bourgs de comté.*
— 155. — *Réserve des droits appartenant aux conseils de district.*
— 156. — *Définitions générales.*
— 157. — *Ateliers d'hommes.*
— 158. — *Réserve au sujet des adolescents employés aux réparations.*

CHAPITRE II. — APPLICATION DE LA LOI À L'ÉCOSSE ET À L'IRLANDE.

- ART. 159. — *Application de la loi à l'Écosse.*
— 160. — *Application de la loi à l'Irlande.*

CHAPITRE III. — ABROGATIONS, ETC.

- ART. 161. — *Abrogations de lois.*
— 162. — *Mise en vigueur de la loi.*
— 164. — *Titre abrégé de la loi.*

APPENDICES.

LOI DU 17 AOÛT 1901.

TITRE PREMIER.

Hygiène et sécurité.

CHAPITRE 1^{er}. — HYGIÈNE.

ART. 1^{er}. — § 1. Toutes les fabriques, à l'exception des fabriques de famille doivent répondre aux conditions suivantes :

- a) Elles doivent être tenues en état de propreté.
- b) Elles doivent être garanties contre les émanations provenant d'égouts, de water-closets, de cabinets d'aisance à réservoir de terre, de latrines, d'urinoirs ou de toute autre cause de nuisance.
- c) Elles ne doivent pas être surpeuplées pendant le travail au point d'être dangereuses et nuisibles à la santé des ouvriers.
- d) Elles doivent être ventilées de manière à rendre inoffensifs autant que possible tous les gaz, vapeurs, poussières et autres impuretés qui se produisent dans le cours de la fabrication ou du travail et qui peuvent être dangereuses pour la santé.

§ 2. Les prescriptions de l'article 91 de la loi sur l'hygiène publique de 1875, qui ont trait aux fabriques, ateliers, lieux de travail mal tenus, mal ventilés ou surpeuplés ne s'appliqueront pas aux fabriques visées par le présent article.

§ 3. Dans le but d'assurer l'exécution du présent article, en ce qui concerne la propreté des fabriques, tous les murs intérieurs des salles de travail, tous les plafonds (que ces murs ou ces plafonds soient ou non enduits avec du plâtre), ainsi que tous les couloirs et les escaliers, s'ils n'ont pas été peints à l'huile ou vernis au moins une fois dans les sept années qui précèdent, devront, à moins qu'il n'en soit déterminé autrement en vertu du paragraphe ci-après, être blanchis à la chaux une fois au moins dans les quatorze mois qui suivent la dernière opération de ce genre. S'ils ont été peints à l'huile ou vernis, ils seront lavés à l'eau chaude et au savon au moins une fois tous les quatorze mois à dater de leur dernier lavage.

§ 4. Si le Secrétaire d'État juge que, dans une catégorie de fabriques ou dans certaines de leurs parties, les prescriptions du paragraphe ci-dessus ne sont pas nécessaires pour remplir le but que s'est proposé la présente loi en ce qui concerne la propreté, ou que ces mesures sont inapplicables dans certaines circonstances spéciales, il peut, s'il le juge à propos, prendre une ordonnance autorisant des exceptions aux dispositions prescrites.

§ 5. Toute fabrique qui aura contrevenu aux dispositions du présent article sera réputée ne pas être tenue en conformité de la présente loi.

ART. 2. — § 1. Les prescriptions de l'article 91 de la loi de 1875 sur l'hygiène publique qui ont trait aux fabriques, aux ateliers, aux lieux de travail mal tenus, mal ventilés ou surpeuplés s'appliqueront à tous les établissements que ne vise pas l'article qui précède.

§ 2. Chaque atelier, chaque lieu de travail visé par la loi de 1875 sur l'hygiène publique devra être garanti contre les émanations provenant d'égouts, de water-closets, de cabinets d'aisance à réservoir de terre, de latrines, d'urinoirs ou de toute autre cause de nuisance. À défaut, il sera réputé être insalubre et pourra donner lieu à des poursuites sommaires de la manière prévue par la loi sur l'hygiène publique.

§ 3. Si, à la suite d'une constatation faite par un médecin ou par un inspecteur du service sanitaire, le conseil du district est informé qu'il est nécessaire, pour l'hygiène des travailleurs, qu'un atelier ou qu'une partie d'atelier soit blanchi à la chaux, nettoyé ou désinfecté, ledit conseil adressera au propriétaire ou à l'exploitant de l'atelier un avis écrit requérant le blanchiment, le nettoyage ou la désinfection dudit atelier ou de la partie visée, selon le cas.

§ 4. Si la personne recevant cette mise en demeure néglige de s'y conformer dans le temps déterminé par l'avis, elle sera passible d'une amende n'excédant pas dix shillings (1) par jour de retard. De plus, s'il le juge à propos, le Conseil pourra faire exécuter lui-même le blanchiment, le nettoyage ou la désinfection de l'atelier ou de la partie d'atelier, et il poursuivra d'une manière sommaire le recouvrement des frais contre le contrevenant.

§ 5. Le présent article ne vise pas les ateliers et les lieux de travail auxquels s'applique la loi sur l'hygiène publique spéciale à Londres, de 1891.

ART. 3. — § 1. Toute fabrique, en vertu de la présente loi, et tout atelier, en vertu de la loi sur l'hygiène publique, seront réputés être surpeuplés au point d'être dangereux ou nuisibles à la santé des ouvriers lorsque, dans n'importe quelle salle de travail, chacune des personnes employées au même moment n'aura pas à sa disposition un espace de 250 pieds cubiques (2) en temps ordinaire et de 400 pieds durant le travail supplémentaire.

§ 2. Le Secrétaire d'État a néanmoins le pouvoir par ordonnance spéciale de modifier cette proportion pour une période donnée pendant laquelle un éclairage artificiel autre que la lumière électrique sera employé. Il peut également, par le même arrêté, et pour ce qui concerne certains procédés de fabrication ou de travail, substituer à ces nombres de 250 et de 400, d'autres nombres respectivement plus élevés. Ces ordonnances du Secrétaire d'État auront force de loi.

(1) Le shilling vaut 1 fr. 25.

(2) Le pied anglais vaut environ 0^m30, le pied cubique vaut donc 0^m3027.

§ 3. Lorsque l'atelier ou le lieu de travail n'est pas occupé exclusivement par la famille, et qu'il est atelier pendant la journée et chambre à coucher la nuit, le Secrétaire d'État peut modifier par ordonnance spéciale les nombres de pieds cubiques déterminés par le présent article et leur substituer d'autres plus élevés; et cet article sera considéré comme modifié par l'ordonnance.

§ 4. Dans toutes les fabriques et dans tous les ateliers, un avis devra être affiché indiquant le nombre des personnes pouvant être occupées dans chaque salle de fabrique ou d'atelier en vertu des dispositions qui précèdent.

ART. 4. — § 1. Lorsque l'exécution des mesures prescrites par la présente loi et par la loi sur l'hygiène publique, au moins pour ce qui concerne les fabriques, les ateliers ou les lieux de travail, ne sera pas poursuivie par le conseil du district, le Secrétaire d'État pourra par une ordonnance autoriser un inspecteur à prendre, pendant un temps déterminé par l'ordonnance, telles mesures utiles pour assurer l'observation de la loi

§ 2. L'inspecteur autorisé en vertu du présent article aura, pour exercer ses fonctions dans les ateliers et les lieux de travail, les mêmes pouvoirs que pour la visite des fabriques. Il pourra prendre les mêmes dispositions, pour assurer l'observation de la présente loi et de la loi sur l'hygiène publique, pour poursuivre les infractions et les faire disparaître, que le Conseil de district lui-même. Il est autorisé à faire ordonnancer par le Conseil toutes les dépenses résultant de son intervention jusqu'à concurrence de celles qui n'auraient pas été acquittées par ailleurs.

ART. 5. — § 1. Lorsqu'un inspecteur des fabriques aura constaté dans une fabrique ou dans un atelier, relativement aux égouts, water-closets, cabinets d'aisance à réservoir de terre, latrines, dépôts d'immondices ou autres nuisances, ou relativement au service des eaux, un fait, une omission ou un défaut d'installation punissable et relevant de la loi sur l'hygiène publique, mais non de la présente loi, il en avisera par écrit le conseil du district dans lequel se trouve la fabrique ou l'atelier; celui-ci sera tenu d'ouvrir telle information et de prendre telle mesure qu'il jugera convenable pour assurer l'observation de la présente loi; il devra informer l'inspecteur du résultat de son intervention.

§ 2. L'inspecteur pourra, pour l'exécution du présent article, se faire assister dans ses visites aux fabriques et aux ateliers, d'un médecin ou d'un inspecteur de la salubrité ou d'un autre agent du conseil de district.

§ 3. Lorsque, conformément au présent article, un inspecteur aura notifié au conseil du district un fait, une omission ou un défaut d'installation et que celui-ci n'aura pas pris dans le délai d'un mois les mesures nécessaires pour en poursuivre la répression ou pour y remédier, l'inspecteur pourra se substituer au conseil et agir à sa place. Il sera en droit de se faire rembourser par lui toutes les dépenses qui en résulteront, s'il n'a pu être remboursé par une autre personne et si la procédure n'a pas été suivie d'acquiescement.

ART. 6. — § 1. Des mesures appropriées devront être prises dans les

fabriques et les ateliers afin d'entretenir une température convenable dans chaque pièce où des personnes sont occupées. Toutefois, ces mesures ne seront en aucune manière la cause de l'altération de l'air de la pièce dans laquelle les ouvriers ont à respirer.

§ 2. Le Secrétaire d'État peut, par une ordonnance spéciale relative à certaines fabriques ou à certains ateliers, prescrire que des thermomètres seront fournis et maintenus en bon état de fonctionnement en tel endroit que l'ordonnance précisera.

§ 3. Toute fabrique, tout atelier en contravention aux dispositions du présent article sera réputé n'être pas tenu en conformité avec la présente loi.

ART. 7. — § 1. Chaque salle des fabriques ou des ateliers sera pourvue d'un système assurant à chaque moment une ventilation convenable.

§ 2. Le Secrétaire d'État a tout pouvoir de prescrire, par ordonnance spéciale, pour une catégorie donnée de fabriques ou d'ateliers, un coefficient convenable de ventilation, lequel devra être observé dans toutes les fabriques et dans tous les ateliers visés. Il peut également par une ordonnance modifier les dispositions prises par la présente loi ou par des ordonnances antérieures en ce qui concerne la ventilation des fabriques de tissus de coton.

§ 3. Toute fabrique en contravention aux dispositions du présent article sera réputée n'être pas tenue en conformité de la présente loi. Quant aux ateliers où semblable infraction serait relevée, ils seront dits insalubres et pourront être l'objet des poursuites sommaires prévues par la loi sur l'hygiène publique.

§ 4. Si le patron de la fabrique ou de l'atelier (y compris les fabriques de tissus de coton où l'atmosphère est artificiellement humidifiée) prétend que tout ou partie de la dépense résultant de l'établissement de la ventilation requise par le présent article doit être supportée par le propriétaire, il lui est loisible de s'adresser à un tribunal de juridiction sommaire, lequel se prononcera sur le cas comme il lui paraîtra juste et équitable, étant donné les circonstances de la cause et les termes du contrat qui aurait pu intervenir entre les parties.

ART. 8. — § 1. Dans toute fabrique et dans tout atelier ou partie de fabrique ou d'atelier dans lesquels les procédés de fabrication en usage occasionneraient une humidité telle du sol que l'eau pourrait être recueillie par un drainage, des dispositions seront prises pour que cette eau soit drainée.

§ 2. Toute fabrique en contravention aux dispositions du présent article sera réputée n'être pas tenue en conformité avec la présente loi. Quant aux ateliers où semblable infraction serait relevée, ils seront dits insalubres et pourront être l'objet de poursuites sommaires prévues par la loi sur l'hygiène publique.

ART. 9. — § 1. Chaque fabrique ou atelier devra être pourvu d'installations suffisantes et convenables au point de vue des commodités sanitaires

eu égard au nombre de personnes occupées tant à l'intérieur de la fabrique ou de l'atelier que dans leurs dépendances. Dans le cas où des personnes de sexes différents sont occupées ou pourraient être occupées ou pourraient être en présence, l'établissement devra avoir des installations spéciales séparées pour les personnes de chaque sexe.

§ 2. Par un arrêté spécial le Secrétaire d'État indiquera ce qu'on doit entendre par installations suffisantes et convenables au sens du présent article.

§ 3. Toute fabrique ou tout atelier dans lequel il sera relevé une contravention au présent article sera réputé n'être pas tenu en conformité avec la présente loi.

§ 4. Ces dispositions ne s'appliqueront pas au Comté de Londres, ni aux localités où l'article 22 de la loi additionnelle sur l'hygiène publique de 1890 est en vigueur.

CHAPITRE II. — SÉCURITÉ.

ART. 10. — § 1. Dans le but d'assurer la sécurité dans les établissements industriels où se trouvent des machines les mesures suivantes devront être prises :

a) Tout monte-charge, tout volant faisant corps avec un moteur à vapeur, à eau, ou tout autre moteur mécanique, qu'il soit situé dans la chambre des machines ou non, et en général toutes les parties des roues hydrauliques ou des machines mues par une force motrice quelconque devront être clôturées convenablement.

b) Les poulies qui ne pourront être protégées autrement devront être pourvues d'une enveloppe protectrice.

c) Toutes les parties dangereuses des mécanismes, tous les organes de transmission seront munis de dispositifs protecteurs, ou placés et disposés de manière que la sécurité des ouvriers soit aussi bien garantie que si ces organes étaient entourés d'appareils protecteurs.

d) Tous les dispositifs placés pour assurer la sécurité seront constamment tenus en bon état pendant la marche des parties dangereuses des machines. Cette disposition ne s'applique pas aux machines en réparation ou qui sont examinées pour être réparées, ni pendant le nettoyage ou le graissage ou le changement des transmissions ou l'arrangement des parties de la machine.

§ 2. Toute fabrique qui aura contrevenu aux dispositions du présent article sera réputée ne pas être tenue en conformité avec la présente loi.

ART. 2. — § 1. Toute chaudière destinée à produire la vapeur nécessaire à une fabrique, à un atelier ou à un établissement quelconque visé par la présente loi devra avoir, séparément ou disposés sur une seule ligne :

a) Une soupape de sûreté, un manomètre et un niveau d'eau ;

b) Elle devra être l'objet d'un examen attentif, au moins tous les quatorze mois, par une personne compétente.

§ 2. La chaudière, la soupape de sûreté, le manomètre et le niveau d'eau seront tenus en bon état d'entretien.

§ 3. Chaque visite de chaudière sera l'objet d'un rapport détaillé qui sera relevé dans les quatorze jours qui suivront sur le registre général de l'usine ou de l'atelier, ou joint à cette pièce. Ce rapport devra être signé par la personne qui a opéré la visite, et, si cette personne est un inspecteur d'une association de propriétaires de chaudières à vapeur, par l'ingénieur en chef de cette association.

§ 4. Toute fabrique ou tout atelier qui aura contrevenu aux dispositions du présent article sera réputé ne pas être tenu en conformité avec la présente loi.

§ 5. Le présent article ne saurait s'appliquer aux chaudières des locomotives appartenant et employées par les compagnies de chemins de fer, non plus qu'à celles à l'usage exclusif de Sa Majesté ou lui appartenant.

§ 6. Aux termes du présent article, l'ensemble d'une fabrique ou d'un atelier de force motrice sera réputé n'être qu'une fabrique ou un atelier, et le propriétaire sera substitué à l'exploitant et devra tenir le registre cité dans cet article.

ART. 12. — § 1^{er}. Dans toute fabrique construite à partir du 1^{er} janvier 1896, les métiers renvideurs devront être disposés de manière que le chariot puisse, dans sa course, laisser, entre lui et tout objet fixe ne faisant pas partie de la machine, un espace de 18 pouces (1) lorsqu'une personne est susceptible de passer dans cet espace soit dans le cours de son travail, soit autrement. Néanmoins, le chariot d'un renvideur peut s'approcher de la tête d'un autre métier renvideur, dans une filature de coton ou de laine, de façon à laisser une séparation de 12 pouces.

§ 2. Toute personne employée dans une fabrique ne pourra être autorisée à séjourner dans l'espace compris entre le chariot et la partie fixe d'un métier renvideur, à moins que ladite machine ne soit arrêtée pendant que le chariot s'éloigne; mais il est entendu que l'espace en avant du métier ne peut être l'objet de la même défense.

§ 3. Il est interdit de faire travailler une femme, un adolescent ou un enfant dans le champ d'action du chariot d'un métier renvideur mû au moyen d'un moteur à vapeur, d'un moteur hydraulique ou mécanique quelconque.

§ 4. Toute fabrique dans laquelle le chariot fonctionnera en contravention aux dispositions ci-dessus sera réputée ne pas être tenue en conformité avec la présente loi. Toute personne qu'on aura laissée se tenir ou travailler en l'espace susdit en contravention avec les paragraphes précédents sera réputée être employée contrairement aux dispositions du présent article.

(1) Le pouce vaut 0^m025.

ART. 13. — § 1^{er}. Dans n'importe quelle fabrique il est interdit d'employer les enfants à nettoyer :

a) Une partie quelconque d'un mécanisme;

b) Toute place située au-dessous d'un mécanisme autre que l'arbre de transmission;

Pendant que ces mécanismes sont en marche, mus par un moteur à vapeur, hydraulique ou autre moteur mécanique.

§ 2. Il est interdit d'employer les adolescents au nettoyage des parties dangereuses des machines en marche dans une fabrique mue à l'aide d'un moteur à vapeur, hydraulique ou autre. Est dangereuse, aux termes du présent article, toute partie de machine signalée comme telle par l'inspecteur au patron de la fabrique, à moins de preuve contraire.

§ 3. Il est interdit d'employer les adolescents et les femmes au nettoyage des organes de transmission d'une fabrique, pendant que ces organes sont en mouvement pour actionner des machines-outils.

§ 4. Tout enfant, adolescent ou femme qui sera occupé contrairement aux dispositions du présent article sera réputé être employé contrairement à la présente loi.

ART. 14. — § 1^{er}. Toute fabrique dont la construction est postérieure au 1^{er} janvier 1892 et dans laquelle seront employés plus de 40 ouvriers, tout atelier dont la construction est postérieure au 1^{er} janvier 1896 et dans lequel seront employés plus de 40 ouvriers, devra être pourvu d'un certificat du conseil de district constatant que l'atelier ou la fabrique dispose, à tous les étages, de moyens d'évacuation suffisants en cas d'incendie, autant que, dans chaque cas, les circonstances le permettront. Une fabrique ou un atelier qui ne serait pas pourvu dudit certificat sera réputé ne pas être tenu conformément aux prescriptions de la présente loi. Il appartient au conseil de district de rechercher si chaque fabrique, si chaque atelier visé par le présent article est en possession des moyens susdits et de délivrer les certificats. Ces certificats auront à mentionner en détail les moyens d'évacuation existants.

§ 2. Quant aux fabriques et aux ateliers auxquels les dispositions qui précèdent ne s'appliquent pas et dans lesquels plus de 40 personnes sont employées, il appartiendra au conseil du district de se rendre compte de temps à autre si ces fabriques ou ateliers sont pourvus de moyens d'évacuation comme il est dit plus haut. Dans le cas où ces moyens n'existeraient pas, le conseil doit adresser un avis écrit au propriétaire de la fabrique ou de l'atelier, spécifiant les mesures nécessaires à l'établissement de ces moyens de sauvetage et le requérant de les appliquer dans un délai déterminé. Sur cette réquisition, le propriétaire a le droit de prendre telles dispositions qui seront nécessaires, quels que soient les engagements qui le lient avec le chef de l'industrie exercée dans l'établissement. Faute de se conformer à cette mise en demeure, le propriétaire sera passible d'une amende d'une livre, au plus, par jour de retard.

§ 3. En cas de désaccord entre le propriétaire de la fabrique ou de l'atelier et le conseil de district, le litige sera, dans le délai d'un mois, soumis à l'arbitrage dans les conditions déterminées par l'appendice n° 1 qui accompagne la présente loi. La décision arbitrale aura force de loi pour les deux parties et la mise en demeure pourra être annulée, modifiée ou simplement confirmée selon qu'en aura décidé l'arbitre.

§ 4. Si le propriétaire allègue que le patron de l'industrie exercée dans la fabrique ou l'atelier doit supporter la dépense occasionnée par les mesures réclamées, ou y contribuer, il peut en référer au tribunal du comté où se trouve situé la fabrique ou l'atelier. Ce tribunal, après avoir entendu le patron, prendra telle décision qui lui paraîtra juste et équitable, étant donné toutes les circonstances de la cause.

§ 5. Dans le but d'assurer l'exécution des dispositions qui précèdent, un inspecteur peut faire la mise en demeure et prendre les dispositions énoncées dans la présente loi, en ce qui concerne les infractions prévues et punissables par la loi sur l'hygiène publique et qui ne le seraient pas par la présente loi, et ces dispositions seront appliquées en conséquence.

§ 6. Les moyens établis dans une fabrique ou dans un atelier en vue d'assurer l'évacuation en cas d'incendie seront tenus en bon état constant et libres de toute obstruction; dans le cas contraire, la fabrique ou l'atelier seront réputés n'être pas tenus en conformité de la loi.

§ 7. Il sera pourvu à toutes les dépenses qui incomberont au conseil du district, par suite de l'exécution du présent article, de la manière suivante :

a) Les conseils des districts urbains les porteront au compte des dépenses relatives à l'exécution générale de la loi sanitaire de 1875;

b) Les conseils des districts ruraux les comprendront parmi les dépenses spéciales provenant de l'exécution de la loi sanitaire de 1875.

Ces dépenses seront imputées à la charge de la localité où est situé la fabrique ou l'atelier.

ART. 15. — Outre les pouvoirs qu'il possède au sujet des mesures à prendre en cas d'incendie, chaque conseil de district aura la faculté de prendre des arrêtés en vue d'obliger n'importe quelle fabrique ou atelier à établir des moyens d'évacuation, et les articles 182 à 186 de la loi sanitaire de 1875 donneront force de loi à ces arrêtés.

ART. 16. — § 1^{er}. Pendant que l'une quelconque des personnes occupées dans une fabrique ou un atelier y réside, soit pour son travail, soit pour y prendre ses repas, les portes de la fabrique, de l'atelier ou de la pièce dans laquelle se trouve cette personne ne pourront être fermées à clef ou au verrou, ou de telle manière qu'on ne puisse aisément et immédiatement les ouvrir de l'intérieur.

§ 2. Dans toutes les fabriques et dans tous les ateliers dont la construction est postérieure au 1^{er} janvier 1896, les portes de chaque pièce dans laquelle

plus de dix personnes sont employées doivent s'ouvrir de dedans en dehors, à moins d'être à glissières.

§ 3. Une fabrique ou un atelier dans lequel ces dispositions ne seraient pas prises sera réputé n'être pas tenu en conformité avec la présente loi.

ART. 17. — § 1^{er}. Sur la déclaration d'un inspecteur établissant qu'un passage, une disposition, une machine ou le matériel en usage dans une fabrique ou dans un atelier est de nature à ne pouvoir être employé sans danger pour la sécurité des ouvriers, tout tribunal de juridiction sommaire peut en interdire l'emploi pour toujours, ou, si une réparation ou une modification est possible, jusqu'à ce que cette réparation ou modification soit exécutée.

Ces dispositions s'appliquent aux chaudières à vapeur génératrices.

§ 3. Lorsqu'une déclaration est faite en vertu de cet article, le tribunal peut, sur la demande expresse de l'inspecteur et sur la preuve faite que l'emploi de ce passage, de cette disposition, de cette machine ou de ce matériel est une cause imminente de danger, rendre un arrêt provisoire interdisant leur usage d'une manière absolue, ou le soumettant à certaines conditions, jusqu'à ce qu'il soit statué le plus rapidement possible et d'une manière définitive.

§ 3. En cas d'infraction à une injonction de cette nature la personne qualifiée pour surveiller l'usage du passage, de la disposition, de la machine ou du matériel sera passible d'une amende qui ne pourra excéder 40 shillings par jour de retard.

ART. 18. — § 1^{er}. Sur la déclaration d'un inspecteur et après avoir reconnu qu'un local servant à une fabrique ou à un atelier ou à une partie de fabrique ou d'atelier, est dans des conditions telles que le procédé de fabrication qu'on y emploie ou le travail qui s'y fait ne peut être exécuté sans cause d'insalubrité ou de danger pour les travailleurs, tout tribunal de juridiction sommaire peut interdire d'en faire usage pour le procédé ou le travail dont il s'agit jusqu'à ce que les modifications reconnues nécessaires pour rendre le travail inoffensif aient été apportées.

§ 2. Aucune poursuite ne pourra être faite en vertu de cet article si des poursuites peuvent être engagées par le conseil du district en exécution des dispositions de la loi sur l'hygiène publique; à moins que l'inspecteur ne soit autorisé à agir en vertu des dispositions qui précèdent relatives à la salubrité des ateliers ou aux matières prévues et punissables par la loi sur l'hygiène publique et qui ne le seraient pas par la présente loi.

§ 3. En cas d'infraction aux dispositions du présent article le patron est passible d'une amende qui ne peut excéder 40 shillings par jour de retard.

CHAPITRE III. — ACCIDENTS.

ART. 19. — § 1^{er}. Lorsque dans une fabrique ou un atelier il survient un accident entraînant :

a) Soit la mort d'une personne occupée dans la fabrique ou l'atelier ;

b) Soit une blessure empêchant une personne occupée dans la fabrique ou l'atelier de se livrer pendant cinq heures, dans l'un des trois jours ouvrables qui suivent l'accident, à son travail ordinaire, déclaration en sera faite immédiatement par écrit à l'inspecteur du district.

§ 2. Si l'accident a occasionné la mort de la victime ou s'il est dû à un mécanisme mû par un moteur mécanique quelconque, s'il est produit au travail des creusets ou à proximité d'un bac ou d'un bassin rempli d'un liquide bouillant ou d'un métal ou de toute autre substance en fusion; si cet accident est la suite d'une explosion, d'une fuite de gaz ou de vapeur, s'il est produit par une projection de métal, avis doit en être donné immédiatement par écrit au médecin certificateur du district, à moins que, par application de la loi de 1875 sur les explosifs, l'avis n'en soit adressé à l'inspecteur du Gouvernement.

§ 3. La déclaration doit indiquer l'adresse de la victime et mentionner le lieu où elle a été transportée.

§ 4. En cas de non-déclaration, le patron de l'établissement est passible d'une amende n'excédant pas 5 livres.

§ 5. Si l'accident s'est produit dans une usine métallurgique, dans un haut fourneau ou dans une autre fabrique ou atelier et si la victime n'est pas directement employée par le patron de l'établissement, la personne au compte de laquelle elle travaille devra en rendre compte immédiatement audit patron; à défaut de quoi elle pourra être condamnée à une amende n'excédant pas 5 livres.

ART. 20. § 1. Lorsque le médecin certificateur reçoit, en vertu de la présente loi, une déclaration au sujet d'un accident survenu dans une fabrique ou dans un atelier, il est tenu, dans le plus bref délai, de faire à la fabrique ou à l'atelier une enquête aussi complète que possible sur la nature de l'accident et sur les causes qui ont amené la mort ou les blessures de la ou des victimes. Il adressera dans les vingt-quatre heures un rapport à l'inspecteur.

§ 2. Pour conduire l'enquête prescrite par le présent article et pour cela seulement, le médecin certificateur aura les mêmes pouvoirs qu'un inspecteur; il pourra pénétrer dans n'importe quelle partie de l'édifice où aurait été emportée la victime.

ART. 21. — § 1. Lorsqu'un accident suivi de mort survient dans une fabrique ou dans un atelier, le coroner doit aviser immédiatement l'inspecteur du district de l'heure et du lieu de l'enquête. Le jour désigné, si l'inspecteur ou un autre fonctionnaire représentant le Secrétaire d'État n'est pas présent pour assister aux informations, le coroner ajournera son enquête et il devra informer l'inspecteur par écrit, au moins quatre jours à l'avance, de l'époque et du lieu où se poursuivra l'enquête ajournée.

Toutefois, si l'accident n'a causé la mort que d'une seule personne et si l'avis du lieu et de l'heure adressé à l'inspecteur a été envoyé assez tôt pour que celui-ci l'ait reçu au moins vingt-quatre heures avant le commencement de l'enquête, le coroner ne sera pas obligé, par application du présent article,

d'ajourner ladite enquête si la majorité du jury pense que cet ajournement n'est pas indispensable.

§ 2. Tout parent d'une personne dont la mort a été causée par l'accident au sujet duquel l'enquête est ouverte, tout inspecteur, le patron de la fabrique ou de l'atelier dans lequel s'est produit l'accident, ainsi que toute personne désignée par un mandat écrit émanant de la majorité des ouvriers de la fabrique ou de l'atelier, pourront assister à l'enquête ou s'y faire représenter par un avoué, un avocat ou un mandataire et adresser des questions aux témoins, avec l'assentiment néanmoins du coroner.

ART 22. — § 1. Quand le Secrétaire d'État juge qu'il y a intérêt à faire une enquête spéciale et détaillée au sujet d'un accident survenu dans une fabrique ou dans un atelier, il y est procédé de la façon suivante :

§ 1. Le Secrétaire d'État peut nommer une personne compétente pour conduire l'enquête et lui adjoindre comme assesseurs une ou plusieurs personnes ayant des connaissances juridiques ou techniques particulières.

§ 2. La ou les personnes ainsi nommées et qui seront désignées ci-après sous le nom de « Cour » devront conduire publiquement l'enquête de la manière et dans les conditions qu'elles jugeront le plus propre à faire ressortir les causes et les circonstances de l'accident, et à mettre à même la Cour de faire le rapport mentionné plus loin.

§ 3. Pour conduire son enquête, la Cour aura tous les pouvoirs qui sont conférés aux tribunaux de juridiction sommaire pour conduire les informations relatives aux infractions à la loi industrielle et tous les pouvoirs conférés aux inspecteurs; de plus :

a) Elle a le droit de pénétrer et visiter n'importe quelle pièce ou n'importe quel bâtiment qu'elle jugerait utile de visiter;

b) Elle a le droit de convoquer par écrit quiconque est susceptible d'apporter quelque lumière dans les faits et de poser telles questions et de réclamer tels rapports jugés utiles;

c) Elle peut exiger la production des livres, des papiers et des documents qu'elle croit important de consulter;

d) Elle peut exiger que les réponses à elles faites soient attestées sous la foi du serment.

§ 4. Les témoins appelés devant la Cour auront droit aux mêmes frais de déplacement que les témoins appelés devant un tribunal de première instance. En cas de contestation sur le montant des frais, il en sera référé à l'un des conseillers d'un tribunal supérieur qui, sur demande signée par la Cour, établira et certifiera le montant exact des frais de déplacement.

§ 5. La Cour conduisant l'enquête en vertu du présent article devra établir un rapport dans lequel elle exposera au Secrétaire d'État les causes, les circonstances de l'accident ainsi que les remarques qu'elle croira utile de faire.

§ 6. Toutes les dépenses occasionnées par l'enquête (y compris la rémunération des assesseurs) seront acquittées par le Secrétaire d'État et portées au chapitre des dépenses occasionnées par l'exécution de la présente loi.

§ 7. Toute personne qui, sans excuse plausible (dont la preuve doit être fournie par elle), après avoir reçu l'offre de recevoir des frais de déplacement alloués, refuse de se rendre aux convocations et de répondre aux questions de la Cour, ou qui apporte des entraves ou s'oppose à sa mission, sera punissable pour chaque infraction d'une amende n'excédant pas dix livres. Dans le cas de refus d'établir les rapports ou de produire les documents demandés, l'infraction est punissable d'une amende n'excédant pas dix livres pour chaque jour de retard.

Le Secrétaire d'État est autorisé à rendre public tout rapport spécial d'un inspecteur ou d'une Cour visée au présent article, à tel moment et de telle manière qu'il juge opportun.

TITRE DEUXIÈME.

Conditions du travail et repos.

CHAPITRE 1^{er}. — DURÉE DU TRAVAIL. — CONGÉS.

ART. 23. — Les femmes, les adolescents et les enfants ne peuvent être employés dans les fabriques et dans les ateliers que pendant le temps déterminé dans les articles ci-après :

ART. 24. — Dans les fabriques textiles, le travail des femmes et des adolescents sera réglé ainsi qu'il suit :

§ 1. A l'exception du samedi, la journée du travail sera comprise entre 6 heures du matin et 6 heures du soir, ou entre 7 heures du matin et 7 heures du soir.

§ 2. Le samedi, la journée de travail commencera, soit à 6 heures du matin, soit à 7 heures.

§ 3. Lorsque la journée de travail commencera le samedi à 6 heures du matin, et si un repos d'au moins une heure est accordé, le travail industriel proprement dit cessera à midi et toute autre occupation une demi-heure plus tard.

S'il est accordé moins d'une heure pour le repos, le travail industriel cessera à 11 heures et demie et toute autre occupation à midi.

§ 4. Lorsque la journée de travail commencera le samedi à 7 heures, le travail industriel prendra fin à midi et demi et toute autre occupation à 1 heure de l'après-midi.

§ 5. Pendant la journée de travail ci-dessus fixée, il sera accordé, pour les repas, les repos suivants :

a) Chaque jour de la semaine, à l'exception du samedi au moins deux

heures, dont une heure au moins, en une ou plusieurs fois, avant 3 heures de l'après-midi.

b) Le samedi, au moins une demi-heure.

§ 6. Les femmes et les adolescents ne pourront être employés sans interruption plus de quatre heures et demie sans un repos d'au moins une demi-heure.

ART. 25. — Dans les fabriques textiles, le travail des enfants sera réglé ainsi qu'il suit :

§ 1. Les enfants ne pourront être employés que le matin ou que l'après-midi ou qu'un jour ou deux.

§ 2. La demi-journée des enfants, si elle a lieu le matin, commencera, à l'exception du samedi, en même temps que la journée des adolescents et prendra fin :

a) Soit à 1 heure de l'après-midi;

b) Soit au temps du dîner, si celui-ci commence plus tôt;

c) Soit à midi, si le temps du dîner ne commence pas avant 2 heures.

§ 3. Si cette demi-journée est prise sur l'après-midi, elle commencera, à l'exception du samedi :

a) Soit à 1 heure de l'après-midi;

b) Soit à l'heure où se termine le dîner s'il se termine après 1 heure;

c) Soit à midi, si le temps du dîner ne commence pas avant 2 heures et si l'équipe du matin quitte à midi.

La demi-journée prendra fin en même temps que la journée des adolescents.

§ 4. Le samedi, le travail des enfants commencera et finira en même temps que celui des adolescents.

§ 5. Les enfants ne pourront être occupés deux semaines de suite le matin, ni deux semaines de suite le soir. Ils ne seront pas occupés deux samedis de suite, ni aucun samedi lorsque pendant la semaine, ils auront travaillé plus de cinq heures et demie en un seul jour.

§ 6. Pour les enfants qui travaillent un jour sur deux, les heures d'entrée et de sortie, ainsi que les heures de repos, seront les mêmes que pour les adolescents; toutefois, ils ne travailleront pas deux jours de suite, ni aux mêmes jours deux semaines de suite.

§ 7. Aucun enfant ne pourra être occupé sans interruption plus de quatre heures et demie sans un repos d'une demi-heure au moins.

ART. 26. — Dans les fabriques non textiles et dans les ateliers, le travail des femmes et des adolescents sera réglé ainsi qu'il suit :

§ 1. A l'exception du samedi et sauf quelques cas prévus par la présente loi, la journée de travail sera comprise entre 6 heures du matin et 6 heures

du soir, ou entre 7 heures du matin et 7 heures du soir, ou encore entre 8 heures du matin et 8 heures du soir.

§ 2. Sauf des exceptions autorisées par la présente loi, la journée de travail commencera le samedi à 6 heures du matin et se terminera à 2 heures de l'après-midi, ou commencera à 7 heures du matin et se terminera à 3 heures de l'après-midi, ou encore commencera à 8 heures du matin et se terminera à 4 heures du soir.

§ 3. Dans les fabriques et ateliers, la susdite journée de travail sera coupée par des repos dont la durée sera :

a) Chaque jour de la semaine, à l'exception du samedi, au moins d'une heure et demie dont une heure au moins en une ou plusieurs fois avant 3 heures du soir.

b) Le samedi, au moins d'une demi-heure.

§ 4. Dans les fabriques non textiles, les femmes et les adolescents, et dans les ateliers, les adolescents, ne pourront être employés sans interruption plus de cinq heures sans un repos d'au moins une heure.

ART. 27. — Dans les fabriques non textiles et dans les ateliers, le travail des enfants sera réglé ainsi qu'il suit :

§ 1. Les enfants ne pourront être employés chaque jour plus d'une demi-journée, ou, dans les fabriques et dans les ateliers qui accordent chaque jour, sauf le samedi, au moins deux heures pour le repos, plus d'un jour sur deux.

§ 2. La demi-journée des enfants, si elle a lieu le matin, commencera le samedi aussi bien que les autres jours, à 6, 7, ou 8 heures du matin et prendra fin :

a) Soit à 1 heure du soir;

b) Soit au temps du dîner, si celui-ci commence plus tôt;

c) Soit à midi, si le temps du dîner ne commence pas avant 2 heures.

§ 3. Si cette demi-journée est prise dans l'après-midi, elle commencera, le samedi aussi bien que les autres jours :

a) Soit à 1 heure du soir;

b) Soit à une heure quelconque après midi et demi, si le temps du dîner se termine à ce moment-là;

c) Soit à midi si le temps du dîner ne commence pas avant 2 heures et si l'équipe du matin quitte à midi.

Elle finira le samedi à deux heures du soir et les autres jours à 6, 7 ou 8 heures du soir, suivant que l'équipe du matin aura commencé à 6, à 7 ou à 8 heures.

§ 4. Les enfants ne seront pas occupés deux semaines de suite le matin, ni deux semaines de suite le soir; le samedi ils ne seront pas occupés à la même équipe que les autres jours de la semaine.

§ 5. Pour les enfants qui travailleront un jour sur deux :

a) La journée commencera, à l'exception du samedi, à 6, à 7 ou à 8 heures du matin et se terminera le soir, à 6, à 7 ou à 8 heures.

b) Le samedi, la journée commencera à 6 ou à 7 heures du matin et se terminera à 2 heures du soir, ou bien commencera à 8 heures du matin et finira à 4 heures du soir.

c) Il sera accordé à ces enfants, à l'exception du samedi, au moins deux heures pour le repos et le samedi au moins une demi-heure.

d) En aucun cas ces enfants ne seront employés deux jours de suite, ni aux mêmes jours deux semaines de suite.

§ 6. Aucun enfant ne pourra être employé sans interruption plus de cinq heures sans un intervalle de repos d'au moins une demi-heure.

ART. 28. — Dans les fabriques d'impression sur tissus, de blanchiment et de teinture, la durée du travail pour les femmes, les adolescents et les enfants, ainsi que les repos accordés pour les repas, seront semblables à ceux des fabriques textiles, et les prescriptions de la présente loi concernant l'emploi des femmes, des adolescents et des enfants dans une fabrique textile s'appliqueront à ces industries; néanmoins, ils pourront travailler sans interruption pendant cinq heures comme dans les fabriques non textiles.

ART. 29. — § 1. Dans les ateliers qui n'emploient ni enfants ni adolescents et dont le patron a notifié à l'inspecteur son intention d'appliquer ce système :

a) La journée de travail des femmes sera, excepté le samedi, limitée à une période de douze heures comprise entre 6 heures du matin et 10 heures du soir, et le samedi elle sera limitée à une période de huit heures comprise entre 6 heures du matin et 4 heures du soir.

b) La journée de travail des femmes sera partagée par un repos, pour les repas et les sorties, qui ne sera pas inférieur à une heure et demie la semaine ni à une demi-heure le samedi.

§ 2. Lorsque le patron d'un atelier aura informé l'inspecteur de son intention de n'occuper ni enfants, ni adolescents, l'atelier sera réputé ne pas en employer jusqu'à l'envoi d'un avis contraire. Il ne pourra modifier les conditions de travail de son atelier qu'après l'envoi de cet avis contraire. Mais si le patron ayant déclaré ne pas occuper d'enfants ni des adolescents en occupe néanmoins, ces enfants ou ces adolescents seront réputés être employés contrairement aux dispositions de la présente loi. On ne peut changer les conditions de travail d'un atelier plus d'une fois par trimestre à moins d'un motif spécial dont l'inspecteur doit être informé par écrit.

ART. 30. — Dans les fabriques non textiles et les ateliers dans lesquels la durée du travail des femmes et des adolescents ne dépasse pas huit heures les jours ordinaires de la semaine et lorsque l'avis en a été affiché dans l'atelier ou la fabrique et la notification faite à l'inspecteur, la journée de travail du samedi de la même semaine, pourra s'étendre, pour ces adolescents ou

ces femmes, de 6 heures du matin à 4 heures du soir, avec un repos de deux heures au moins pour les repas.

ART. 31. — § 1. En dehors des heures de travail, il est interdit d'employer des enfants à l'extérieur d'une fabrique ou d'un atelier les jours où ils sont occupés à l'intérieur.

§ 2. En dehors des heures de travail, il est interdit d'employer des femmes ou des adolescents à l'extérieur d'une fabrique ou d'un atelier les jours où ils sont occupés à l'intérieur, aussi bien avant qu'après l'heure du dîner.

§ 3. Pour l'application du présent article la femme, l'adolescent ou l'enfant à qui ou pour qui il est donné du travail à emporter ou qui est autorisé à prendre du travail à exécuter en dehors de la fabrique ou de l'atelier sera réputé être occupé en dehors de la fabrique ou de l'atelier le jour où ledit travail est donné ou emporté.

§ 4. Lorsqu'une femme ou un adolescent sont occupés alternativement par le même patron, soit dans une fabrique ou un atelier, soit dans un magasin :

a) La durée totale du travail ne devra pas excéder le nombre d'heures qui serait autorisé par la présente loi, si ces travailleurs étaient occupés uniquement dans la fabrique ou l'atelier.

b) Si la femme ou l'adolescent sont employés dans le magasin en dehors des heures marquées sur le tableau affiché dans la fabrique ou l'atelier en vertu de la présente loi, le patron est tenu de le mentionner sur le registre général.

§ 5. La présente loi recevra son application comme si l'emploi des femmes, des adolescents ou des enfants employés contrairement aux dispositions du présent article, était une infraction à leur emploi dans les fabriques ou les ateliers.

ART. 32. — § 1. Tout patron d'une fabrique ou d'un atelier peut fixer dans les limites de la présente loi, et s'il est soumis aux exceptions déterminées par ou en vertu de la loi, il est tenu de spécifier sur un tableau qu'il affichera dans la fabrique ou dans l'atelier :

a) Les heures d'entrée et de sortie.

b) Les heures de repos.

c) Le mode d'emploi des enfants : système des demi-journées ou système de l'alternance.

§ 2. Dans une fabrique ou un atelier où un tel tableau doit être affiché, les heures d'entrée et de sortie, les heures de repos et le mode d'emploi de tous les enfants dans la fabrique ou de l'atelier, doivent être les mêmes que ceux qui sont spécifiés sur le tableau.

§ 3. Aucun changement dans les heures d'entrée et de sortie, dans les temps de repos, ni dans le mode d'emploi des enfants, ne peut être fait par le patron de la fabrique ou de l'atelier, sans que l'inspecteur en soit informé

par écrit et les ouvriers par une affiche. Un tel changement ne peut être fait qu'une fois au plus par trimestre, à moins d'une autorisation motivée et écrite de l'inspecteur.

§ 4. L'inspecteur a le droit de prescrire par écrit au patron d'une fabrique ou d'un atelier de régler les heures d'entrée, de sortie et de repos sur une horloge publique, ou sur une horloge dont le cadran est bien en vue du public.

ART. 33. — Dans les fabriques et les ateliers, sauf les exceptions autorisées par la présente loi, les règles suivantes relatives aux heures des repas devront être observées :

§ 1. Les temps de repos accordés pour les repas seront les mêmes pour les femmes, les adolescents et les enfants.

§ 2. Pendant tout le temps accordé pour les repas, aucune femme, aucun adolescent ou enfant ne pourra être employé dans la fabrique ou l'atelier, ni demeurer dans une pièce où l'on exécute un travail manuel ou mécanique.

ART. 34. — Sauf les exceptions autorisées par la présente loi, aucune femme, aucun adolescent ou enfant ne pourra être employé le dimanche dans les fabriques ou dans les ateliers.

ART. 35. — § 1. Sauf les cas spécifiés dans la présente loi, les patrons des fabriques et des ateliers donneront aux femmes, aux adolescents et aux enfants qu'ils occupent les congés indiqués ci-après :

En Angleterre : Le jour de Noël, le Vendredi-Saint, ainsi que les jours de fermeture légale des banques, à moins qu'il ne soit substitué à ces jours d'autres jours de congé fixés par le patron, ou un nombre double de demi-congés.

En Écosse : a) dans les bourgs, les deux jours consacrés par l'Église d'Écosse pour la fête du Sacrement dans la paroisse; ou, si ces jours ont été supprimés comme jours de fête ou séparés, deux jours non distants l'un de l'autre de plus de trois mois désignés par le conseil de ville; ailleurs que dans les bourgs, deux jours non distants l'un de l'autre de plus de trois mois et désignés par le patron;

b) Huit demi-congés fixés par le patron. Néanmoins un congé entier peut être substitué à deux demi-congés.

En Irlande : a) le jour de Noël; b) l'un des jours suivants désigné par le patron, savoir : le 17 mars (1) quand il ne tombe pas un dimanche, le Vendredi-Saint, le lundi et le mardi de Pâques.

c) Six demi-congés fixés par le patron; un congé entier peut être substitué à deux demi-congés.

§ 2. La moitié au moins de ces congés entiers ou de ces demi-congés devra

(1) La Saint-Patrick.

être accordée entre le quinzième jour de mars et le 1^{er} octobre de chaque année.

§ 3. Pendant la première semaine de janvier le patron est tenu de faire connaître par une affiche les jours de congé entier et de demi-congé et d'envoyer une copie de cette affiche à l'inspecteur du district. Faute de quoi, la suspension du travail ne pourra être considérée comme un congé ou un demi-congé.

Néanmoins, ce paragraphe ne saurait s'appliquer dans le cas des jours de congé accordés en Angleterre ou dans le Pays de Galles le jour de Noël, le Vendredi-Saint et les jours de fermeture des banques.

L'affiche concernant les jours de congé peut être modifiée par une autres affiche, dont copie sera envoyée à l'inspecteur au moins quinze jours avant les jours de congé ou de demi-congé auxquels elle s'applique.

§ 4. Un demi-congé comprendra au moins la moitié du temps pendant lequel les femmes et les adolescents sont employés les jours ordinaires autres que le samedi ou le jour qui est substitué au samedi.

§ 5. Toute femme, adolescent ou enfant qui sera occupé dans une fabrique ou dans un atelier pendant les jours de congé ou de demi-congé fixés par le présent article, sera réputé être employé contrairement aux dispositions de la présente loi.

§ 6. Si, dans une fabrique ou dans un atelier, les jours de congé et de demi-congé n'ont pas été fixés ainsi qu'il est prescrit dans le présent article, le patron de la fabrique ou de l'atelier sera passible d'une amende qui ne dépassera pas cinq livres.

CHAPITRE II. — DISPOSITIONS PARTICULIÈRES RELATIVES À LA DURÉE DU TRAVAIL ET AUX JOURS DE REPOS.

ART. 36. — Lorsqu'un secrétaire d'État estime qu'il est prouvé que les coutumes ou les nécessités de l'industrie exercée dans une catégorie de fabriques non textiles ou d'ateliers ou dans certaines parties de ces établissements (que ces coutumes ou nécessités soient générales ou particulières à une localité), exigent que les dérogations mentionnées ci-après soient accordées et que ces dérogations peuvent être accordées sans porter préjudice à la santé des femmes, des adolescents et des enfants intéressés, le Secrétaire d'État peut prendre un arrêté en vertu duquel la période du travail sera comprise dans ces fabriques ou ces ateliers, si elle est ainsi fixée et affichée par l'industriel, à l'exception du samedi, entre 9 heures du matin et 9 heures du soir pour les femmes et les adolescents. Dans ce cas, pour les enfants, la demi-journée du matin commencera à 9 heures et celle du soir finira à 8 heures.

ART. 37. — § 1. Dans les parties des fabriques textiles où s'opère, au moyen de métiers mus par une force mécanique, la fabrication du tulle, les

jeunes garçons au-dessous de 16 ans pourront être employés entre 4 heures du matin et 10 heures du soir, dans les conditions suivantes, savoir :

a) Lorsque ces jeunes gens seront occupés avant le commencement ou après la fin de la journée normale de travail, il leur sera accordé, entre 4 heures du matin et 10 heures du soir, au moins neuf heures de repos, pour prendre leurs repas et pour sortir de l'établissement.

b) Ceux qui auront été occupés avant le commencement de la journée normale de travail ne pourront l'être après la fin de cette même journée normale.

c) Ceux qui auront été employés un jour après la fin de la journée normale de travail ne pourront l'être le lendemain matin avant le commencement de cette même journée.

§ 2. Par journée ou temps normal de travail on entend, pour l'application du présent article, le temps de travail des adolescents de moins de seize ans ou des femmes qui sont ou qui pourraient être employés dans l'établissement; ce temps sera indiqué par un avis affiché dans l'établissement.

ART. 38. — § 1. Dans les parties des boulangeries où l'on procède à la fabrication du pain, la durée du travail des garçons de plus de 16 ans pourra être comprise entre 5 heures du matin et 9 heures du soir, aux conditions suivantes :

a) Lorsque ces jeunes garçons seront occupés avant le commencement ou après la fin de la période ordinaire de travail, il leur sera accordé, entre 5 heures du matin et 9 heures du soir, au moins sept heures de repos pour prendre leurs repas et sortir de l'établissement.

b) Ceux qui auront été occupés avant le commencement de la période de travail ne pourront l'être après la fin de cette même période.

c) Ceux qui auront été occupés après la fin de la période ordinaire de travail ne pourront l'être le lendemain matin avant le commencement de cette même période.

§ 2. Par période ordinaire de travail, pour l'application du présent article, on entend le temps de travail des femmes ou des adolescents de moins de 16 ans qui sont ou qui pourraient être employés dans la boulangerie; ce temps sera indiqué par un avis placardé dans la boulangerie.

ART. 39. — § 1. Dans certaines fabriques textiles visées par le présent article, les femmes, les adolescents et les enfants pourront être employés, du 1^{er} novembre au 31 mars suivant, pendant cinq heures de suite, aux conditions suivantes :

a) La période de travail qui sera indiquée sur le tableau affiché par le patron commencera à 7 heures du matin.

b) L'heure suivante devra être donnée comme repos.

§ 2. Cette dérogation s'applique aux fabriques textiles exclusivement destinées à la fabrication :

- a) Des tissus de caoutchouc;
- b) Des rubans;
- c) Des passementeries.

§ 3. Lorsqu'il est acquis qu'en général, ou dans certaines localités seulement, les habitudes des ouvriers réclament d'étendre ladite dérogation à certaines fabriques textiles et que, d'autre part, la nature de l'industrie exercée n'offre aucune cause d'insalubrité et ne peut devenir dangereuse pour la santé des ouvriers par suite de la modification du temps de travail, le Secrétaire d'État peut signer un arrêté accordant le bénéfice du présent article auxdites fabriques. Le Secrétaire d'État peut, par arrêté spécial, accorder aux fabriques de bonneterie une dérogation plus étendue que celle qui s'étend du 1^{er} novembre au 31 mars.

ART. 40. — § 1. Les dispositions de la présente loi établissant que les heures de repos devront être les mêmes pour les femmes, les adolescents et les enfants ne seront pas applicables aux établissements ci-après, savoir :

- a) Hauts fourneaux.
- b) Usines métallurgiques.
- c) Papeteries.
- d) Verreries.
- e) Imprimeries typographiques.

§ 2. De même, les prescriptions qui interdisent de faire travailler les femmes, les adolescents et les enfants pendant les heures de repos ou de les laisser dans une pièce où se pratiquerait un travail quelconque ne seront pas applicables dans les fabriques ci-après, savoir :

- a) Usines métallurgiques.
- b) Papeteries.
- c) Verreries. (Excepté dans l'atelier où se fait le mélange des matières, et dans les cristalleries, les locaux où se fait l'ébauchage, la taille et le polissage du flint glass.)
- d) Imprimeries typographiques.

§ 3. Dans les fabriques d'impression sur étoffes, de blanchiment et dans les teintureries où l'on teint et où l'on blanchit en plein air :

- a) Les adolescents du sexe masculin peuvent avoir leur temps de repos à des heures différentes de celles des autres adolescents, des femmes et des enfants employés dans la fabrique.
- b) Pendant les temps de repos accordés aux autres adolescents, aux femmes et aux enfants, les adolescents du sexe masculin peuvent être employés ou peuvent rester dans les salles où l'on travaille.
- c) Pendant les temps de repos accordés aux adolescents du sexe mascu-

lin, les autres adolescents, les femmes et les enfants peuvent être employés ou peuvent rester dans les salles où l'on travaille.

§ 4. — Lorsque le Secrétaire d'État estime qu'il est prouvé que pour certaines fabriques et pour certains ateliers ou parties de fabriques ou d'ateliers, il est nécessaire, par suite de la continuité des opérations ou par suite de circonstances spéciales, d'accorder les dérogations suivantes, ou l'une d'elles seulement, savoir :

a) Permettre aux femmes, aux adolescents et aux enfants d'avoir des temps de repos à des heures différentes ;

b) Permettre aux femmes, aux adolescents et aux enfants de travailler pendant les temps ordinaires de repos ou de rester dans les salles où l'on travaille ;

Et que l'obtention de ces tolérances ne peut être préjudiciable à la santé des femmes, des adolescents ou de senfants, le Secrétaire d'État peut prendre un arrêté accordant les dérogations susdites.

ART. 41. — § 1. Les dispositions de la présente loi concernant les heures d'entrée et de sortie, les repos et les congés, ne s'appliqueront pas aux adolescents et aux femmes occupés :

a) A la mise en conserve et au nettoyage des poissons, lorsque ces opérations doivent être exécutées immédiatement après l'arrivée des bateaux de pêche sous peine de voir lamatière première se corrompre ;

b) Au triage et à la préparation des conserves de fruits, immédiatement après leur arrivée à la fabrique ou à l'atelier pendant les mois de juin, de juillet, d'août et de septembre, afin d'éviter leur corruption. Cependant cette dérogation sera soumise à certaines conditions déterminées par un arrêté spécial du Secrétaire d'État.

§ 2. Lorsqu'un patron veut jouir de cette tolérance, l'avis relatif aux dérogations qu'il doit envoyer à l'inspecteur et afficher dans la fabrique ou dans l'atelier, n'a pas besoin de mentionner les heures de commencement et de fin du travail, non plus que les heures de repos.

ART. 42. — Lorsque des femmes et des adolescents seront employés dans les fromageries, le Secrétaire d'État pourra, en vertu d'un arrêté spécial, autoriser le changement des heures d'entrée et de sortie, ainsi que les heures de repos. Il pourra également autoriser l'emploi de ces personnes le dimanche et les jours de congé pendant trois heures au maximum, à la condition que ces tolérances n'entraîneront pas une durée plus grande du travail journalier ou hebdomadaire que celle autorisée par la présente loi.

ART. 43. — Lorsque le Secrétaire d'État estime qu'il est prouvé que les coutumes ou les nécessités de l'industrie exercée dans une certaine catégorie de fabriques non textiles ou d'ateliers (que ces coutumes ou nécessités soient générales ou particulières à une localité) exigent que la journée du samedi soit remplacée par un autre jour de la semaine, en ce qui concerne l'heure à laquelle doit finir le travail le samedi, le Secrétaire d'État peut prendre un

arrêté en vertu duquel les patrons de ces fabriques ou de ces ateliers ont le droit, pourvu qu'ils en informent leur personnel par un avis affiché dans leur établissement, de substituer au samedi un autre jour de la semaine. Dans ce cas la présente loi s'appliquera dans ces usines ou ateliers comme si le jour choisi était un samedi, et le samedi un jour ordinaire.

Dans les établissements où l'on imprime des périodiques, le même arrêté peut autoriser la substitution d'un autre jour de la semaine au samedi, pour les adolescents.

ART. 44. — Le samedi, les femmes et les adolescents pourront être employés aux opérations de la teinture au rouge d'Andrinople jusqu'à 4 heures 30 du soir; toutefois, ce supplément de travail sera organisé de manière que le nombre total des heures qu'ils feront dans la semaine ne pourra dépasser le maximum légal.

ART. 45. — Lorsque le Secrétaire d'État estime qu'il est prouvé que les habitudes ou les nécessités de l'industrie exercée dans certaines fabriques non textiles, ou dans certains ateliers (que ces habitudes ou nécessités soient générales ou particulières à une localité) réclament que tout ou partie des congés et demi-congés annuels soient accordés aux femmes, aux adolescents et aux enfants, ou aux équipes qu'ils forment, à des jours différents, le Secrétaire d'État peut signer un arrêté ordonnant qu'il en soit ainsi en vertu du présent article.

ART. 46. — Lorsque le Secrétaire d'État estime qu'il est prouvé que les habitudes ou les nécessités de l'industrie exercée dans une certaine catégorie de fabriques, d'ateliers ou de parties de fabriques ou d'ateliers (que ces habitudes ou nécessités soient générales ou particulières à une localité) exigent que cette industrie soit soustraite aux dispositions de la présente loi, relatives à l'emploi des personnes protégées, pendant la même journée, à l'intérieur et à l'extérieur des fabriques ou des ateliers, le Secrétaire d'État peut signer un arrêté accordant à ces fabriques, à ces ateliers, ou à ces parties de fabriques ou d'ateliers, telles tolérances jugées nécessaires.

ART. 47. — Lorsque le patron d'une fabrique ou d'un atelier appartient à la religion juive, il pourra employer les femmes et les adolescents dans les conditions suivantes :

§ 1. Les femmes et les adolescents pourront être occupés le samedi jusqu'à 9 heures du soir, lorsque la fabrique ou l'atelier aura été fermé pendant la journée jusqu'au coucher du soleil.

§ 2. — Si le patron tient sa fabrique ou son atelier fermé le samedi, avant et après le coucher du soleil, il pourra occuper les femmes et les adolescents une heure de plus tous les autres jours de la semaine (excepté le dimanche), pourvu que cette heure ne soit pas prise sur les temps de repos et que le travail ne commence pas avant 6 heures du matin ni ne finisse après 9 heures du soir.

ART. 48. — Lorsque le patron d'une fabrique ou d'un atelier appartient

à la religion juive, les femmes et les adolescents peuvent être occupés le dimanche aux conditions suivantes :

§ 1. La fabrique ou l'atelier ne seront pas ouverts le samedi et aucune opération commerciale ne pourra être entreprise le dimanche.

§ 2. Le patron ne pourra pas profiter de la tolérance qui l'autorise à occuper les adolescents et les femmes le samedi soir ou une heure de plus chaque jour de la semaine.

En un mot et sauf les réserves ci-dessus, le jour de repos hebdomadaire pourra être le samedi à la place du dimanche, et, dans ce cas, le patron de la fabrique ou de l'atelier devra choisir lequel, du vendredi ou du dimanche, sera substitué au samedi.

Heures supplémentaires.

ART. 49. — § 1. Dans les fabriques non textiles et ateliers ou parties de ces établissements et magasins auxquels ces dispositions s'appliquent, les femmes pourront, à l'exception du samedi ou du jour qui remplace le samedi, être occupées soit entre 6 heures du matin et 8 heures du soir, soit entre 7 heures du matin et 9 heures du soir, soit enfin entre 8 heures du matin et 10 heures du soir aux conditions suivantes :

a) Il sera accordé à chaque femme pour les repos, entre ces mêmes heures, au moins deux heures, dont une demi-heure au moins après 5 heures du soir.

b) Une femme ne pourra pas être employée ainsi en tout plus de trois jours dans une semaine;

c) Le travail supplémentaire autorisé par cet article ne pourra avoir lieu dans une fabrique ou atelier plus de trente jours en tout dans une période de douze mois, et toute journée où une seule femme serait ainsi employée sera comptée comme si toutes les femmes avaient fait des heures supplémentaires.

§ 2. Les dispositions de cet article s'appliquent aux fabriques non textiles et ateliers ou parties de fabriques et d'ateliers et magasins spécifiés à l'appendice n° 2 qui accompagne la présente loi, excepté lorsque les ateliers ou parties d'ateliers auront adopté le système de n'occuper ni adolescents, ni enfants.

§ 3. Lorsque le Secrétaire d'État estime qu'il est prouvé que, soit par suite de la corruptibilité des matières premières employées, soit parce que l'industrie subit des fluctuations saisonnières ou est sujette à des périodes d'activité soudaines et imprévues, il importe de tolérer l'emploi des femmes dans les conditions susénoncées et, lorsque cela ne saurait être nuisible à la santé de ces travailleurs, le Secrétaire d'État peut prendre un arrêté étendant à certaines fabriques non textiles, à certains ateliers, ou parties de ces fabriques ou ateliers, les bénéfices du présent article.

ART. 50. — § 1. Dans les fabriques, ateliers ou parties de fabriques ou

d'ateliers visés par le présent article, les femmes pourront travailler de 6 heures du matin à 8 heures du soir, ou de 7 heures du matin à 9 heures du soir, sous les conditions suivantes :

a) Il leur sera accordé pour les repos au moins deux heures, dont une demi-heure après 5 heures du soir;

b) Aucune femme ne pourra être employée dans ces conditions plus de trois jours par semaine;

c) Le travail supplémentaire autorisé par cet article ne pourra avoir lieu dans une fabrique ou un atelier plus de cinquante jours par période de douze mois. Toute journée où une seule femme serait employée conformément aux dispositions du présent article doit compter dans ces cinquante jours.

§ 2. La dérogation ci-dessus s'applique aux fabriques et ateliers dans lesquels se font les opérations suivantes :

a) Conservation des fruits;

b) Préparation et mise en boîtes des poissons;

c) Préparation du lait condensé.

§ 3. Lorsque le Secrétaire d'État estime qu'il est prouvé que, dans certaines fabriques non textiles et dans certains ateliers ou parties de fabriques ou d'ateliers, des matières premières sont susceptibles d'une prompte détérioration, le Secrétaire d'État peut prendre un arrêté accordant à ces fabriques ou ateliers le bénéfice du présent article.

ART. 51. — § 1. Dans les fabriques, ateliers ou parties de fabriques ou d'ateliers visés par le présent article, lorsque l'opération à laquelle travaille une femme, un adolescent ou un enfant n'est pas terminée à la fin du temps légal de travail de ces personnes, elles pourront être retenues pendant trente minutes au plus, à l'exception du samedi ou du jour qui remplace le samedi; pourvu cependant que la durée totale du travail de la semaine, y compris les demi-heures supplémentaires, ne dépasse pas le maximum fixé par la présente loi.

§ 2. La dérogation ci-dessus s'applique aux fabriques et aux ateliers suivants :

a) Blanchiment et teinture;

b) Impression des étoffes;

c) Usines métallurgiques;

d) Fonderies;

e) Papeteries;

dans lesquelles les adolescents du sexe masculin ne sont employés à aucun moment de la nuit.

§ 3. Lorsqu'il est acquis que, dans certaines fabriques non textiles ou dans certains ateliers, ou parties de fabriques ou ateliers, la nature des opérations industrielles ne permet pas de fixer d'une manière exacte leur durée et que l'extension de la tolérance mentionnée plus haut n'est pas préjudi-

cialable à la santé des femmes, des adolescents et des enfants, le secrétaire d'État peut prendre un arrêté accordant le bénéfice du présent article à ces établissements.

ART. 52. — Lorsque le secrétaire d'État estime qu'une fabrique fonctionnant par un moteur hydraulique peut être arrêtée par la sécheresse ou envahie par l'eau, il pourra, par une ordonnance spéciale, autoriser l'emploi, dans cette fabrique, des femmes et des adolescents, depuis 6 heures du matin jusqu'à 7 heures du soir, aux conditions qu'il jugera convenables; pourvu cependant que ces travailleurs ne soient pas privés du temps de repos légal et qu'aucune modification n'ait lieu pour le travail du samedi, ou du jour qui remplace le samedi. Pour les usines susceptibles d'être arrêtées par la sécheresse, l'autorisation ne pourra s'étendre à plus de quatre-vingt-seize jours par période de douze mois, ni à plus de quarante-huit pour celles qui peuvent être envahies par l'eau.

Dans aucun cas, l'autorisation ne pourra embrasser un nombre de jours supérieur à celui des jours de travail perdus durant les douze mois qui précèdent.

ART. 53. — A l'exception du samedi ou du jour qui remplace le samedi, les femmes et les adolescents pourront être employés aussi longtemps qu'il sera nécessaire pour éviter les pertes provenant d'une oxydation trop intense dans la teinture au rouge d'Andrinople, ou de l'état particulièrement mauvais de l'atmosphère dans les usines de blanchiment en plein air.

Travail de nuit.

ART. 54. — § 1. Dans les fabriques et les ateliers visés par le présent article, les garçons âgés de plus de 14 ans pourront être employés la nuit aux conditions suivantes :

a) Le travail n'aura pas une durée de plus de douze heures consécutives; il commencera et finira aux heures fixées par le tableau prescrit par la présente loi;

b) Les dispositions relatives aux temps de repos seront observées, sauf les modifications nécessaires quant aux heures;

c) Les garçons occupés à un moment quelconque de la nuit ne pourront travailler dans les douze heures qui précèdent le travail de nuit, ni dans les douze heures qui le suivent;

d) Ils ne pourront être occupés plus de six nuits, et dans le cas des hauts fourneaux ou des papeteries, plus de sept nuits par deux semaines; cependant, cette prescription ne s'appliquerait pas si ces garçons font partie d'équipes ne travaillant que huit heures et si le travail de chaque équipe est interrompu par un repos de seize heures;

e) Pour les hauts fourneaux, les usines métallurgiques, les imprimeries ou les papeteries, ces garçons ne pourront être employés à aucune opération qui ne dépendrait pas directement de l'industrie exercée et qui ne serait pas

mentionnée dans la première partie de l'appendice n° 6 annexé à la présente loi.

§ 2. Les prescriptions relatives au travail du samedi et aux congés ou demi-congés ne s'appliqueront pas en ce qui concerne les garçons adolescents travaillant de jour et de nuit alternativement.

§ 3. Ces dispositions s'appliquent aux industries suivantes :

- a) Hauts fourneaux;
- b) Usines métallurgiques;
- c) Imprimeries typographiques;
- d) Papeteries.

§ 4. Lorsqu'il est acquis que la nature du travail exécuté dans certaines fabriques non textiles et dans certains ateliers exige l'emploi des garçons adolescents âgés de plus de 16 ans pendant la nuit, et que ce travail n'est pas susceptible de nuire à la santé de ces travailleurs, le secrétaire d'État peut prendre un arrêté admettant ces établissements à bénéficier des dispositions du présent article.

ART. 56. — Dans les verreries, les garçons de 14 ans et au-dessus pourront travailler aux heures fixées par le régime habituel de ces établissements, sous les conditions suivantes :

- a) La durée du travail hebdomadaire ne pourra excéder soixante heures;
- b) Les périodes de travail ne pourront dépasser le nombre de quatre par semaine si elles sont de quatorze heures, ou celui de cinq si elles sont de douze heures, ou celui de six si elles sont de dix heures, ou enfin un chiffre non supérieur à neuf, en observant pour leur durée la limite ci-dessus;
- c) Les périodes de travail devront être séparées par des repos d'égale durée;
- d) Ces garçons ne pourront être employés plus de cinq heures de suite sans un repos d'une demi-heure au moins;
- e) Ils ne seront pas employés le dimanche.

ART. 56. — Dans les fabriques et dans les ateliers où des journaux s'impriment de nuit deux fois au plus par semaine, les garçons adolescents âgés de 16 ans et au-dessus peuvent être employés pendant ces deux nuits comme s'ils avaient 18 ans, à la condition cependant que la durée du travail ne dépasse jamais douze heures par période de vingt-quatre heures.

Travail intermittent.

ART. 57. — § 1. Les prescriptions de la présente loi sur le travail des femmes ne seront pas applicables aux établissements de teillage de lin qui n'occuperont ni enfants ni adolescents et dans lesquels le travail se fait par intermittence, durant six mois au plus par année.

§ 2. Les établissements de teillage de lin ne seront réputés n'occuper ni adolescents ni enfants que si le patron en donne avis à l'inspecteur.

Conditions imposées aux dérogations.

ART. 58. — § 1. Lorsque le secrétaire d'État estime que des mesures spéciales doivent être prises en ce qui concerne la propreté et la ventilation dans les fabriques et dans les ateliers qui sont appelés à bénéficier des dispositions accordant une prolongation à la durée du travail ou certaines tolérances relatives au travail de nuit, il pourra prescrire ces mesures comme une condition aux dérogations ou aux tolérances. Il en sera de même lorsqu'il estimera que des dispositions spéciales doivent être prises relativement à la durée du travail hebdomadaire, aux périodes de travail, aux intervalles entre ces périodes, en vue de protéger la santé des femmes et des adolescents employés exceptionnellement la nuit.

§ 2. Lorsque le secrétaire d'État estime que ces mesures ont perdu leur utilité, ou que, eu égard à toutes les circonstances, elles sont d'une application difficile, il peut rapporter l'arrêté qui les prescrit, sans préjudice d'arrêtés ultérieurs pouvant intervenir.

ART. 59. — Lorsque le secrétaire d'État estime que les dérogations qui ont été accordées ou étendues par lui, en vertu de la présente loi, sont préjudiciables à la santé des femmes, des adolescents et des enfants occupés dans les fabriques et les ateliers qui en bénéficient ou lorsqu'il est acquis que ces dérogations sont devenues sans utilité, il peut rapporter ses ordonnances, sans préjudice d'arrêtés ultérieurs pouvant intervenir.

ART. 60. — § 1. Tout patron de fabrique ou d'atelier qui désire profiter des dérogations spécialement prévues par la présente loi devra en avertir l'inspecteur du district au moins sept jours à l'avance, et il devra apposer un avis faisant connaître son intention et laisser cet avis affiché, dans la fabrique ou l'atelier, pendant toute la durée de la dérogation.

§ 2. Avant l'envoi de l'avis à l'inspecteur, l'exception sera considérée comme ne s'appliquant pas à la fabrique ou atelier, et après l'envoi de l'avis à l'inspecteur, l'industriel ne sera pas admis à faire la preuve en justice que la dérogation ne s'appliquait pas à la fabrique ou atelier, à moins qu'il n'ait avisé à l'avance l'inspecteur du district de son intention de ne plus user de la dérogation.

§ 3. A moins qu'il n'en soit disposé autrement par la présente loi et lorsque les heures du commencement de la fin du travail et de repos différeront des heures ordinaires, l'avis à l'inspecteur du district et celui qui sera affiché dans la fabrique ou l'atelier devront les mentionner.

§ 4. Tout patron de fabrique ou d'atelier devra indiquer sur un registre spécial et faire connaître à l'inspecteur du district toutes les particularités prescrites relatives à l'emploi des femmes, des adolescents et des enfants travaillant sous le régime des dérogations. Il devra de même indiquer sur un tableau affiché dans la fabrique ou l'atelier toutes les particularités relatives au travail supplémentaire. L'avis à l'inspecteur sera envoyé, au plus tard,

à 8 heures du soir, le jour où des femmes ou des adolescents seront appelés à dépasser la durée du travail en vertu de la dérogation.

§ 5. Lorsque le patron d'une fabrique ou d'un atelier bénéficie des dérogations autorisées par la loi, si toutes les conditions prescrites soit par la loi, soit par les ordonnances du secrétaire d'État, ne sont pas observées,

a) Si ces conditions sont relatives à la propreté, à la ventilation ou à l'encombrement, la fabrique ou l'atelier seront réputés ne pas être tenus conformément à loi;

b) Dans tout autre cas, les femmes, les adolescents et les enfants employés en vertu des dérogations seront réputés être employés contrairement à la présente loi.

§ 6. Lorsque le patron d'une fabrique ou d'un atelier aura envoyé à l'inspecteur l'avis prescrit par le présent article, indiquant son intention de prolonger la durée du travail en vertu d'une tolérance, à moins d'être retiré, ledit avis constituera une première preuve que ce patron emploie effectivement des personnes protégées à un travail supplémentaire.

CHAPITRE III. — APTITUDE AU TRAVAIL.

ART. 61. — Le patron d'une fabrique ou d'un atelier ne permettra pas, en connaissance de cause, qu'une femme soit employée dans les quatre semaines qui suivront son accouchement.

ART. 62. — Il est interdit d'employer des enfants de moins de 12 ans dans les fabriques et les ateliers, exception faite pour ceux qui seraient occupés au moment de la mise en vigueur de la présente loi.

ART. 63. — § 1. Les adolescents âgés de moins de 16 ans et les enfants ne pourront, plus de sept jours ouvrables, ou plus de treize, si le médecin certificateur réside à plus de trois milles de l'établissement, être employés dans une fabrique, si le patron n'est pourvu d'un certificat dans la forme prescrite établissant que ces adolescents ou ces enfants ont l'aptitude physique nécessaire pour travailler dans cette fabrique.

§ 2. Quand un enfant entre dans la classe des adolescents, un nouveau certificat est nécessaire.

§ 3. Sur la demande de l'inspecteur le patron est tenu de représenter les certificats d'aptitude physique des adolescents et des enfants employés dans la fabrique.

ART. 64. — La délivrance du certificat d'aptitude physique nécessaire à l'emploi des adolescents et des enfants est soumise aux conditions suivantes :

§ 1. Ce certificat sera délivré par le médecin certificateur du district.

§ 2. Il ne pourra être accordé qu'après la visite de l'adolescent ou de l'enfant.

§ 3. Le médecin certificateur ne pourra visiter l'adolescent ou l'enfant, ni signer le certificat d'aptitude physique, en dehors de la fabrique où cet

adolescent ou cet enfant sont ou vont être employés ; à moins que le nombre des adolescents ou des enfants occupés dans cette fabrique soit inférieur à cinq, ou à moins d'une raison spéciale reconnue par écrit par l'inspecteur.

§ 4. Le certificat devra énoncer qu'il a été établi sur la production d'un acte de naissance ou d'autres preuves suffisantes constatant que la personne y dénommée a l'âge indiqué ; de plus, il devra attester qu'après examen le titulaire n'est pas reconnu hors d'état, par maladie ou par infirmité, de travailler journellement pendant le temps légal dans la fabrique désignée dans le certificat.

§ 5. Le certificat d'aptitude pourra indiquer dans quelles conditions l'adolescent ou l'enfant seront employés et, s'il en est ainsi, le patron ne pourra occuper ces travailleurs autrement que ne l'indique ledit certificat.

§ 6. Le médecin certificateur a tous les pouvoirs d'un inspecteur pour rechercher les conditions du travail dans toute opération industrielle à laquelle seraient destinés un enfant ou un adolescent qui lui sont présentés en vue d'obtenir le certificat d'aptitude.

§ 7. Toutes les fabriques dirigées par le même patron, quand ces fabriques sont situées dans un seul district, ou l'une d'elles seulement, peuvent être désignées dans le certificat d'aptitude, si le médecin certificateur juge en conscience que les adolescents et les enfants examinés peuvent y être employés.

§ 8. L'acte de naissance qui peut être fourni au médecin pourra être remplacé soit par une copie certifiée de l'inscription sur les registres de naissance (que cette copie soit établie en exécution de l'*Elementary Education act, 1876*, ou autrement), soit par un certificat délivré par l'autorité locale, en vertu de l'*Elementary Education act, 1876*, déclarant qu'il appert des renseignements fournis par l'officier de l'état civil que l'enfant est né à la date portée sur le certificat.

§ 9. — Lorsque le certificat d'aptitude physique porte un âge dont la preuve a été fournie au médecin certificateur autrement que par l'acte de naissance, l'inspecteur peut l'annuler par écrit, s'il a des motifs raisonnables de croire que l'âge réel de l'enfant ou de l'adolescent est moindre que celui qui est mentionné, et le certificat ainsi annulé n'aura plus aucune valeur.

§ 10. Lorsque le médecin certificateur refuse d'accorder à un ouvrier examiné le certificat d'aptitude, il devra, si la demande lui en est faite, indiquer par un bulletin signé les raisons de son refus.

ART. 65. — Afin de permettre aux patrons d'ateliers de mieux assurer l'application de la présente loi et de prévenir l'emploi dans leurs ateliers d'adolescents de moins de seize ans et d'enfants qui n'auraient pas l'aptitude physique nécessaire, lesdits patrons sont autorisés à réclamer, s'ils le jugent à propos, du médecin certificateur du district, des certificats d'aptitude physique pour les enfants et les adolescents de moins de seize ans travaillant dans les ateliers, et cela dans les mêmes conditions que pour les fabriques.

ART. 66. — § 1. Lorsque le secrétaire d'État estime que, par suite de circonstances spéciales particulières à une certaine classe d'ateliers il est utile pour la santé des adolescents de moins de seize ans et pour les enfants qui y travaillent de prescrire que ces travailleurs ne pourront être occupés sans certificat, il pourra prendre un arrêté appliquant à ces ateliers les prescriptions relatives au certificat d'aptitude, comme si ces ateliers étaient des fabriques.

§ 2. S'il est acquis que l'interdiction ainsi faite n'est plus nécessaire pour la santé des adolescents et des enfants employés dans les ateliers au sujet desquels l'interdiction ci-dessus a été prononcée, le secrétaire d'État pourra rapporter son ordonnance, sans préjudice d'un arrêté ultérieur pouvant intervenir.

ART. 67. — Lorsque l'inspecteur est d'avis qu'un adolescent de moins de seize ans ou qu'un enfant est, par suite de maladie ou d'infirmité corporelle, hors d'état de travailler journellement, pendant le temps légal, dans la fabrique ou l'atelier où il est employé, il peut mettre le patron en demeure d'avoir à cesser d'employer cet enfant ou cet adolescent dans un délai qu'il fixera et qui ne pourra être inférieur à un jour, ni supérieur à sept; et, malgré le certificat d'aptitude physique qui aurait pu être délivré auparavant pour ledit enfant ou adolescent, il ne pourra continuer de le faire travailler après le délai fixé par la mise en demeure, que si le médecin certificateur du district, examinant à nouveau et personnellement l'enfant ou l'adolescent, déclare qu'il n'est pas hors d'état de travailler.

TITRE III.

Instruction des enfants.

ART. 68. — § 1. Les parents d'un enfant qui travaille dans une fabrique ou un atelier devront lui faire suivre la classe d'une école qualifiée qu'ils pourront choisir dans les conditions suivantes :

a) L'enfant, s'il est employé le matin seulement ou le soir seulement, suivra chaque jour ouvrable au moins une des deux classes.

b) L'enfant, s'il est occupé un jour sur deux, suivra au moins deux classes chaque jour ouvrable qui précédera celui de son travail.

c) Le secrétaire d'État déterminera, avec l'approbation du *Board of Education* (1), ce qu'on doit entendre par une classe pour l'application du présent article; les classes auront lieu entre huit heures du matin et six heures du soir comme suit :

i) Les enfants travaillant dans l'industrie ne sont pas tenus de suivre les classes le samedi, ainsi que les jours de congé et de demi-congé qui leur sont accordés en vertu de la présente loi.

(1) Département de l'instruction publique.

ii) L'absence de l'école est excusable lorsque le directeur de l'école certifie qu'elle est causée par la maladie ou toute autre cause de force majeure; de même, lorsque l'école est fermée par suite d'un congé scolaire ou pour une autre cause.

iii) Lorsque, dans un rayon de deux milles autour de la résidence de l'enfant, il n'y a pas d'école qualifiée qu'il puisse suivre, cet enfant pourra suivre les classes d'une école non qualifiée, mais temporairement approuvée par un inspecteur, lequel devra faire immédiatement au *Board of Education* un rapport de sa visite et de l'approbation qu'il aura donnée.

§ 2. L'enfant qui, pendant une semaine, n'aura pas suivi toutes les classes obligatoires, ne pourra être employé la semaine suivante jusqu'à ce qu'il ait remplacé le nombre des classes qu'il a manquées.

§ 3. Le *Board of Education* fera connaître de temps en temps aux intéressés, par tel moyen qu'il jugera pratique, la liste des écoles qualifiées de chaque district scolaire.

ART. 69. — § 1. Le patron d'une fabrique ou d'un atelier dans lequel un enfant est employé devra, le premier lundi qui suit la semaine où cet enfant a commencé à être occupé et les lundis suivants, ou tel jour que désignera l'inspecteur, réclamer du directeur de l'école qualifiée fréquentée par l'enfant un certificat délivré selon les formes prescrites constatant sa présence aux classes obligatoires.

§ 2. L'enfant employé sans le certificat prescrit ci-dessus sera réputé employé contrairement à la présente loi.

§ 3. Le patron devra conserver ce certificat pendant les deux mois qui suivront la date de sa délivrance, si l'enfant continue à être occupé par lui et le représenter à toute réquisition de l'inspecteur pendant cette période.

ART. 70. — L'administration ou le directeur de l'école primaire qualifiée que fréquente un enfant employé dans une fabrique ou dans un atelier, ou telle personne désignée par l'administration ou le directeur, peuvent, s'il est exigé dans cette école une rémunération pour l'instruction des enfants, demander par écrit au patron le paiement hebdomadaire d'une somme spécifiée n'excédant pas trois pence ni la douzième partie du salaire de l'enfant; sur cette demande, le patron est tenu, aussi longtemps qu'il emploie l'enfant et que celui-ci fréquente l'école, de verser la rétribution demandée, laquelle peut être recouvrée comme une dette; le patron pourra déduire la somme ainsi payée du montant du salaire de l'enfant.

ART. 71. — § 1. Lorsqu'un enfant de treize ans aura obtenu d'une personne autorisée à cet effet par le *Board of Education* un certificat constatant qu'il a acquis un certain degré d'instruction en lecture, en écriture et en calcul, ou qu'il a suivi pendant un temps déterminé, dans les conditions précisées plus haut, une école qualifiée, cet enfant pourra être occupé au même titre qu'un adolescent.

§ 2. Le degré d'instruction et la durée d'assiduité à l'école seront déter-

minés par le secrétaire d'État, avec l'approbation du *Board of Education*. L'arrêté sera publié dans le *London Gazette* et ne pourra être mis en vigueur que six mois après sa publication.

§ 3. La fréquentation d'une école industrielle de jour qualifiée sera, pour l'application du présent article, équivalente à celle d'une école primaire qualifiée.

ART. 72. — § 1. L'expression « école qualifiée » s'entend d'une école primaire publique au sens des *Elementary Education acts, 1870 à 1900*, d'une maison d'école qualifiée suffisante par le *Local Government Board* et aussi d'une école primaire qui n'est pas exploitée au profit de particuliers, qui est ouverte à toute heure raisonnable aux inspecteurs de l'enseignement, qui exige de ses élèves la même assiduité que dans une école primaire publique, qui tient tous les registres prescrits par le *Board of Education* et est certifiée par lui être une école suffisante.

L'expression « école reconnue qualifiée » s'entend d'une école qualifiée définie comme ci-dessus et aussi d'une école que le Ministère de l'instruction publique considère, en vertu de l'*Elementary Education act 1870*, comme donnant une instruction primaire suffisante pour une école de district et reconnue comme ayant ce caractère par un des inspecteurs institués par la présente loi.

§ 2. Lorsqu'un inspecteur reconnaîtra une école comme donnant une instruction primaire suffisante, il devra en informer immédiatement le *Board of Education*.

TITRE IV.

Industries dangereuses ou insalubres.

CHAPITRE 1. DISPOSITIONS SPÉCIALES.

ART. 73. — § 1. Tout médecin praticien soignant ou appelé à visiter un malade atteint de septicémie charbonneuse, ou chez lequel il constate des symptômes d'empoisonnement par le plomb, le phosphore ou l'arsenic, maladies qu'il suppose avoir été contractées dans une fabrique ou dans un atelier devra (à moins que l'avis n'en ait déjà été envoyé) adresser à l'inspecteur en chef des fabriques, au Home Office (1), à Londres, un avis faisant connaître le nom et l'adresse exacte du malade, ainsi que la nature de la maladie dont il le croit atteint. Pour chaque avis envoyé par application du présent article, le médecin a droit à 2 shillings 6 pence d'honoraires qui seront payés sur les fonds mis à la disposition du secrétaire d'État pour l'exécution de la présente loi.

(1) Département de l'intérieur.

§ 2. Lorsqu'un médecin praticien néglige d'envoyer immédiatement l'avis qu'aux termes du paragraphe précédent il est tenu de produire, il sera passible d'une amende n'excédant pas 40 shillings.

§ 3. L'avis écrit pour chaque cas d'empoisonnement par le plomb, le phosphore ou l'arsenic, ou pour chaque cas de septicémie charbonneuse survenu dans une fabrique ou atelier, devra être adressé de suite à l'inspecteur et au médecin certificateur du district, et les prescriptions de la présente loi relatives aux accidents auront leur effet pour chacun de ces cas en particulier, de la même manière que pour les accidents visés par ces prescriptions.

§ 4. Le secrétaire d'État a tout pouvoir pour rendre une ordonnance étendant les prescriptions du présent article à tout autre maladie provenant de l'exercice de la profession dans les fabriques ou les ateliers, et, par suite, ces prescriptions recevront leur application comme ci-dessus.

ART. 74. — Si, dans une fabrique ou un atelier, soit que l'on y aiguisse, doucit ou polit à la meule, soit que l'on y pratique toute autre opération produisant des poussières, des gaz, vapeurs ou autres impuretés, susceptibles d'être absorbés par les ouvriers au préjudice de leur santé, il paraît à l'inspecteur que cette production et absorption peut être, dans une grande mesure, restreinte par l'usage d'un ventilateur ou par tout autre moyen mécanique, l'inspecteur peut ordonner que l'établissement de ce ventilateur ou d'un autre appareil convenable ait lieu dans un temps raisonnable. Si ledit appareil n'est pas disposé, entretenu et employé, la fabrique ou l'atelier seront réputés n'être pas tenus conformément aux prescriptions de la présente loi.

ART. 75. — § 1. Dans toutes les fabriques et dans tous les ateliers où il est fait usage du plomb, de l'arsenic ou d'une substance toxique quelconque, il sera installé des lavabos d'emploi facile afin d'assurer la propreté individuelle de tous les ouvriers occupés dans les parties de l'établissement où l'on manipule ces substances.

§ 2. Dans toutes les fabriques et dans tous les ateliers où l'on fait usage du plomb, de l'arsenic ou d'une substance toxique quelconque, il sera interdit aux ouvriers de prendre leurs repas, ou de rester pendant les temps des repas, dans une des salles où ces produits sont employés. Des dispositions seront prises pour mettre les travailleurs à même de prendre leurs repas dans une pièce spéciale de la fabrique ou de l'atelier.

§ 3. La fabrique ou l'atelier dans lesquels sera relevée une contravention au présent article seront réputés n'être pas tenus en conformité de la présente loi.

ART. 76. — § 1. Les femmes, les adolescents et les enfants ne pourront être employés dans aucune partie d'une fabrique où se pratique la filature au mouillé, à moins que des mesures suffisantes soient prises d'une manière permanente pour empêcher les travailleurs d'être mouillés, et, dans le cas de

l'emploi de l'eau chaude, pour éviter la diffusion de la vapeur dans la pièce qu'ils occupent.

§ 2. Toute fabrique qui aura contrevenu aux dispositions de cet article sera réputée n'être pas tenue en conformité de la présente loi.

ART. 77. — § 1. Les adolescents et les enfants ne seront pas occupés dans les ateliers où l'on pratique :

- a) L'étamage des glaces au mercure;
- b) La fabrication de la céruse.

§ 2. Les adolescents du sexe féminin et les enfants ne seront pas employés dans les ateliers où l'on procède à la fusion ou au recuit du verre.

§ 3. Les filles de moins de 16 ans ne seront pas occupées dans les ateliers où l'on pratique les opérations suivantes :

- a) Fabrication des briques et des tuiles non décoratives;
- b) Extraction et raffinage du sel.

§ 4. Les enfants ne seront pas employés dans les salles de fabriques ou d'ateliers dans lesquelles on procède :

- a) Au polissage à sec des métaux;
- b) Au trempage des allumettes.

§ 5. Les interdictions formulées par le présent article seront affichées dans les fabriques ou dans les ateliers auxquels cette interdiction s'applique.

ART. 78. — § 1. Les femmes, les adolescents et les enfants ne pourront prendre leurs repas ou rester pendant les temps de repas dans les fabriques et dans les ateliers, ou dans les parties de fabriques ou d'ateliers ci-après désignés :

- a) Locaux des verreries où s'opèrent les mélanges;
- b) Salles où se font le meulage, la taille et le polissage du cristal;
- c) Tous les ateliers des fabriques d'allumettes, à l'exception de ceux où se fait le fendage du bois;
- d) Ateliers des fabriques de produits céramiques où se font le trempage, la dessiccation et le brossage du biscuit.

§ 2. Lorsqu'une femme, un adolescent ou un enfant seront rencontrés prenant leurs repas ou séjournant pendant les temps de repos dans les ateliers ci-dessus désignés, ces travailleurs seront dits occupés contrairement aux dispositions de la présente loi.

§ 3. Les interdictions formulées par le présent article seront affichées dans les fabriques et dans les ateliers auxquels ces interdictions s'appliquent.

§ 4. Lorsque le secrétaire d'État estime qu'en raison des procédés en usage dans une certaine catégorie de fabriques ou d'ateliers non indiqués dans le présent article, l'absorption des aliments dans ces fabriques ou ateliers est

nuisible à la santé des ouvriers, il peut, s'il le juge à propos, rendre une ordonnance étendant l'interdiction inscrite au paragraphe 1 à ces fabriques et à ces ateliers ou parties de ces fabriques ou ateliers.

§ 5. Si le secrétaire d'État estime que l'interdiction de prendre les repas dans les salles de travail n'est plus nécessaire pour protéger la santé des femmes, des adolescents et des enfants dans une certaine catégorie de fabriques ou d'ateliers auxquels s'appliquait cette interdiction, il peut rapporter l'ordonnance qui la prononçait, sans préjudice d'un arrêté ultérieur pouvant intervenir.

CHAPITRE II. — RÉGLEMENTATION DES INDUSTRIES DANGEREUSES.

ART. 79. — Si le secrétaire d'État estime qu'un mécanisme, un outillage, un procédé de fabrication ou une méthode particulière de travail manuel en usage dans une fabrique ou dans un atelier sont insalubres ou dangereux pour les travailleurs en général, ou pour les femmes, les enfants, ou pour une autre catégorie d'ouvriers, il peut classer ces mécanismes, cet outillage, ces procédés dans les industries dangereuses et prescrire, conformément à la loi, telles mesures et prendre telles dispositions qui lui paraissent pratiques suivant le cas.

ART. 80. — § 1. Avant de prendre les mesures indiquées à l'article précédent, le secrétaire d'État fera connaître aux personnes intéressées, par telle voie qui lui paraîtra convenable, sa proposition d'établir un règlement, le lieu où des copies du règlement proposé peuvent être obtenues et le délai (qui ne pourra être inférieur à trente et un jours) qui leur sera laissé, à elles ou à leurs mandataires, pour soumettre leurs réclamations.

§ 2. Ces réclamations seront faites par écrit et devront indiquer :

- a) Le projet de règlement ou les articles de ce projet qu'elles visent;
- b) Les points particuliers sur lesquels elles sont établies;
- c) Les suppressions, les additions et les modifications demandées.

§ 3. Le secrétaire d'État examinera chaque réclamation qui lui sera adressée dans les délais réglementaires par toute personne intéressée, et il pourra, s'il le juge à propos, modifier les projets de règlements et agira pour les projets modifiés comme pour le projet primitif.

§ 4. Lorsque le secrétaire d'État ne pense pas qu'il y a lieu de modifier ou de retirer un projet de règlement au sujet duquel se sont élevées des réclamations, à moins que ces réclamations soient retirées ou jugées sans valeur, il prescrira une enquête de la manière indiquée ci-après.

ART. 81. — § 1. Le secrétaire d'État peut désigner une personne qu'il jugera compétente pour conduire l'enquête relative aux projets de règlements spéciaux et pour rédiger le rapport qui en sera la suite.

§ 2. L'enquête sera publique et l'inspecteur en chef, l'auteur de la réclamation et toute autre personne qui, dans l'esprit de l'enquêteur, est intéressée

par le projet de règlement, auront le droit d'y assister en personne ou de s'y faire représenter par un conseiller, un avocat ou un agent.

§ 3. Si l'enquêteur le juge nécessaire, les témoins seront entendus sous la foi du serment.

§ 4. Les conditions précédentes étant remplies, l'enquête et la procédure qui lui est relative seront dirigées d'après les instructions du secrétaire d'État.

§ 5. Les honoraires dus aux enquêteurs seront fixés par le secrétaire d'État et payés sur les crédits afférents à l'exécution de la présente loi.

ART. 82. — § 1. Les règlements spéciaux établis conformément aux dispositions précédentes s'appliqueront à toutes les fabriques et à tous les ateliers ou à une catégorie spécifiée de fabriques ou d'ateliers dans lesquels le mécanisme, l'outillage, les procédés et les manutentions certifiés dangereux sont employés (que ces appareils ou ces procédés soient en usage au moment de la mise en vigueur des règlements ou établis dans la suite). Ils pourront prévoir des exceptions en faveur d'une certaine catégorie spécifiée de fabriques ou d'ateliers, soit pour le règlement en son entier, soit pour quelques-unes de ses dispositions.

§ 2. Les règlements s'appliqueront aux fabriques où on loue la force motrice et aux ateliers en location; dans ce cas, ils pourront prévoir des mesures spéciales incombant au patron n'occupant directement aucun ouvrier et au propriétaire.

§ 3. Aucune personne visée par un règlement établi en vertu de la présente loi ne peut se soustraire en vertu d'un contrat quelconque aux dispositions et aux pénalités qu'il édicte.

ART. 83. — Les règlements établis en vertu des dispositions qui précèdent ont la faculté :

a) D'interdire l'emploi, de modifier ou de restreindre les périodes de travail de n'importe quelle personne occupée à une fabrication, à un mécanisme, un outillage, un procédé ou une manutention classés comme dangereux;

b) D'interdire, de limiter l'emploi ou de contrôler l'usage du matériel ou des procédés de fabrication;

c) De modifier, d'élargir des prescriptions particulières prévues par la présente loi au sujet d'une certaine classe de fabriques et d'ateliers.

ART. 84. — Tout règlement spécial établi en vertu des dispositions qui précèdent devra être déposé, aussitôt que possible, sur les bureaux des deux Chambres du Parlement. Si dans un délai de 40 jours après le dépôt, l'une des Chambres prononce l'annulation d'une partie ou de tout le règlement, celui-ci n'aura plus aucun effet à dater du jour de l'annulation. Néanmoins la

décision du Parlement n'aura pas d'action sur la validité des mesures qui pourront être prises dans l'intervalle en vertu du règlement, ni sur la faculté d'établir un règlement nouveau. Si l'annulation intéresse un ou plusieurs groupes d'articles d'une même division du règlement, le secrétaire d'Etat peut, s'il le juge à propos, rapporter toute la division.

ART. 85. — § 1. Tout patron, tout propriétaire ou directeur tenu à observer un règlement spécial établi en vertu de la présente loi, qui contrevient à une de ses prescriptions ou manque de s'y conformer pourra être condamné à une amende n'excédant pas 10 livres pour chaque contravention, et, en cas de récidive, à une amende n'excédant pas 2 livres pour chaque jour où l'infraction subsiste après la condamnation.

§ 2. Toute personne, autre que le patron, le propriétaire ou le directeur, qui est tenue à observer un règlement spécial établi en vertu de la présente loi et qui contrevient à une de ses prescriptions ou manque de s'y conformer, pourra être condamnée à une amende n'excédant pas 2 livres pour chaque contravention; et le patron de la fabrique ou de l'atelier pourra également être condamné à une amende n'excédant pas 10 livres, à moins qu'il ne prouve qu'il a pris les moyens pratiquement en son pouvoir pour faire connaître et pour faire appliquer ledit règlement.

ART. 86. — § 1. Avis des règlements spéciaux établis conformément aux dispositions de la présente loi ainsi que l'adresse des éditeurs où des copies de ces règlements peuvent être achetées, seront publiés dans les gazettes officielles de Londres, d'Édimbourg et de Dublin.

§ 2. Des exemplaires imprimés en caractères bien lisibles de tous les règlements spéciaux en vigueur dans une fabrique ou dans un atelier seront affichés dans un endroit bien en vue de la fabrique ou de l'atelier, et de manière qu'ils puissent être lus facilement par tous les travailleurs. Dans les fabriques et dans les ateliers du pays de Galles et du Monmouthshire, ces règlements seront aussi rédigés en langue galloise.

§ 3. Une copie imprimée de tous ces règlements spéciaux sera remise par le patron à toute personne qu'ils intéressent au moment de son entrée à l'usine.

§ 4. Tout patron qui aura commis une infraction aux dispositions du présent article, pourra être condamné à une amende n'excédant pas 10 livres.

§ 5. Toute personne qui aura arraché, dégradé ou déchiré des règlements affichés en vertu de la présente loi ou l'un des avis apposés par application desdits règlements pourra être condamnée à une amende n'excédant pas 5 livres.

§ 6. Les règlements spéciaux actuellement en vigueur seront modifiés par voie de justice.

TITRE CINQUIÈME.

Modifications particulières et extensions.

CHAPITRE I. — FABRIQUES DE FORCE MOTRICE.

ART. 87. — § 1. Le propriétaire (qu'il soit ou non un des locataires ou patrons) d'une fabrique où la force motrice est louée, est tenu, à la place du ou des patrons, d'observer les prescriptions de la présente loi, en ce qui concerne :

a) La propreté, les émanations malsaines, le surpeuplement, la ventilation des fabriques (art. 1^{er} de la présente loi), le blanchiment et le lavage des murs de la salle des machines, des couloirs, des escaliers, ainsi que des locaux où sont occupés plusieurs locataires;

b) La protection des mécanismes et les conséquences pénales de toute négligence à cet égard; à moins que les machines n'appartiennent aux locataires;

c) Les tableaux à afficher dans les fabriques indiquant les périodes de travail, les heures de repos et le mode d'emploi des enfants;

d) Les conduits de ventilation et les autres appareils nécessaires pour assurer l'évacuation des poussières, des gaz, des vapeurs ou autres impuretés;

e) L'affichage des extraits et des avis prescrits pour les fabriques.

Ces prescriptions ne portent pas préjudice aux droits des patrons à afficher dans leurs locaux un tableau relatif aux heures de travail et de repos et au mode d'emploi des enfants; ce tableau se substituera en ce qui concerne les enfants employés par ces patrons au tableau affiché par le propriétaire.

§ 2. Les dispositions de la présente loi concernant les interdictions à prononcer pour cause d'insécurité ou d'insalubrité dans les usines de force motrice devront être appliquées au propriétaire de l'usine et non au patron.

§ 3. Si la fabrique ou le groupe de fabriques où est louée la force motrice est occupé totalement ou en partie par des métiers à tisser le coton, le secrétaire d'État aura le droit de rendre le propriétaire et non le ou les patrons responsables des prescriptions contenues dans les articles 7 et 94 de la présente loi, concernant la ventilation.

§ 4. Lorsque, par application du présent article, les propriétaires d'usines de force motrice prendront la place des patrons, les réquisitions à recevoir, les avis à envoyer, la procédure à suivre, prévus par la présente loi et concernant les patrons, auront le même effet vis-à-vis desdits propriétaires ou loueurs.

ART. 88. — § 1. — Lorsque l'aiguillage est pratiqué dans une usine de

force motrice, le propriétaire est responsable de l'exécution des mesures prescrites dans l'appendice n° 3.

§ 2. Le propriétaire d'une usine de force motrice et le locataire ou patron, chacun en ce qui le concerne, devront veiller à ce que les appareils de protection des meules, ainsi que les agrafes par lesquelles ils sont attachés, soient tenus en bon état.

§ 3. Dans les usines de force motrice où se fait l'aiguisage des articles de coutellerie, le propriétaire est tenu d'établir, dans chaque atelier, un moyen de communiquer instantanément avec la salle des machines et avec la chambre des chaudières.

§ 4. Une usine de force motrice dans laquelle il serait relevée une contravention aux dispositions du présent article sera réputée n'être pas tenue conformément aux prescriptions légales, et, pour les infractions aux mesures incombant au propriétaire, celui-ci sera substitué aux patrons dans les poursuites.

§ 5. Le présent article ne s'applique pas aux fabriques textiles.

ART. 89. — Le certificat d'aptitude physique prescrit pour les adolescents et les enfants employés dans une usine de force motrice sera valable pour tous les ateliers de même nature que comporte cette usine.

CHAPITRE II. — FABRIQUES DE TISSUS DE COTON, ET AUTRES FABRIQUES DANS LESQUELLES L'AIR EST HUMIDIFIÉ.

ART. 90. — Dans chaque pièce, dans chaque bâtiment, dans chaque atelier ou partie d'atelier, dans lesquels on fabrique des tissus de coton, (qui seront désignés dans la présente loi sous le nom de « fabriques de tissus de coton ») les dispositions suivantes seront prises :

§ 1 A aucun moment le degré d'humidité de l'atmosphère ne devra dépasser le chiffre indiqué dans la colonne 1 de la table reproduite dans l'appendice n° 4 qui accompagne la présente loi et situé en face du chiffre de la colonne 2 donnant la température qui existe au moment de l'observation.

A aucun moment la température ne sera élevée artificiellement au-dessus de 70° F. (21° 1/9 c.) si ce n'est par suite de l'emploi du gaz comme moyen d'éclairage ou à moins que ce ne soit indispensable pour entretenir l'humidité nécessaire à la fabrication en cours.

§ 2. Le fait que l'un des thermomètres à boule mouillée existant dans lesdits ateliers indique une température supérieure à celle portée dans la colonne 3 de la table, en face du chiffre de la colonne 2 marquant la température existant dans ledit atelier, sera une preuve suffisante que l'état hygrométrique excède la limite prescrite par le présent article.

ART. 91. — Le secrétaire d'État a tout pouvoir d'annuler ou de modifier par une ordonnance la table qui figure à l'appendice n° 4 et de lui substituer une autre table à la condition :

a) Que la table substituée ou modifiée soit entièrement soumise à l'appro-

bation des deux Chambres du Parlement en session, sinon, dans les trois semaines qui suivront le commencement de la première session à venir. Dans le cas où cette table serait désapprouvée par l'une des deux Chambres dans le délai de quarante jours après le dépôt, ladite table deviendra nulle et sans effet;

b) Que la nouvelle table ne pourra entrer en vigueur qu'après l'expiration du délai de quarante jours ci-dessus; si, passé ce délai, la table n'a pas été désapprouvée, elle sera publiée dans le *London Gazette* et distribuée à chaque patron de tissage de coton qui, en vertu des dispositions de la présente loi, aura donné avis qu'un certain état hygrométrique était obtenu artificiellement dans sa fabrique. A partir du quinzième jour qui suivra la publication dans le *London Gazette*, la table modifiée ou substituée sera mise en vigueur à la place de l'ancienne.

ART. 92. — § 1. Pour constater l'état hygrométrique de l'atmosphère et la température dans les fabriques de tissus de coton, on devra placer et maintenir en parfait état de fonctionnement, dans chaque fabrique, deux paires de thermomètres vérifiés l'un à boule sèche, l'autre à boule mouillée.

§ 2. Les prescriptions suivantes seront observées au sujet de l'emploi desdits thermomètres :

a) Une des paires de thermomètres sera placée au centre et l'autre à l'une des extrémités de la fabrique, ou dans tel endroit que l'inspecteur des fabriques désignera ou approuvera, de manière à être vue par les travailleurs.

b) Le patron, le directeur ou, en leur absence, le préposé, devront lire les indications des thermomètres trois fois par jour ouvrable entre 7 et 8 heures du matin, entre 10 et 11 heures du matin et entre 3 et 4 heures du soir. Leurs observations seront relevées pour chaque paire de thermomètres de la manière et dans la forme prescrites par l'appendice n° 4 qui accompagne la présente loi.

c) Les observations relevées seront transcrites sur un tableau pendu près des thermomètres. Ce tableau, après avoir été rempli, sera envoyé chaque mois à l'inspecteur du district, une copie sera conservée à la fabrique à titre de référence.

d) A proximité de chaque paire de thermomètres et disposée dans un cadre vitré à une place déterminée et convenable, sera placée une copie de la table annexée à l'appendice n° 4.

e) En principe, les indications du tableau seront considérées comme exactes et donnant l'état hygrométrique et la température des ateliers dans lesquels il est apposé.

ART. 93. — § 1. Tout patron d'une fabrique de tissus de coton dans laquelle l'humidité de l'atmosphère sera élevée artificiellement d'une manière quelconque (excepté le cas où cette élévation est le fait de l'emploi du gaz pour l'éclairage), sera tenu d'en informer l'inspecteur en chef des fabriques.

§ 2. Toute fabrique au sujet de laquelle semblable information aura été

faite, sera visitée au moins une fois tous les trois mois par un inspecteur qui vérifiera l'état de la température, le degré d'humidité, la ventilation, la quantité d'air introduite et qui enverra à l'inspecteur en chef un rapport dans la forme prescrite.

§ 3. Si, à une époque quelconque, le patron d'une fabrique ayant fourni l'information ci-dessus cesse d'élever l'humidité par des moyens artificiels, il peut en aviser l'inspection. A dater de l'envoi de ce nouvel avis, et aussi longtemps qu'a lieu la cessation de l'emploi d'humidité artificielle, les dispositions du présent article ne pourront s'appliquer à ladite fabrique.

ART. 94. — Dans chaque fabrique de tissus de coton on devra observer les prescriptions suivantes, en vue d'assurer la santé des ouvriers :

§ 1. L'eau destinée à produire artificiellement l'humidité devra provenir soit d'une prise sur la canalisation publique des eaux potables, soit d'une autre source d'eau pure. Une eau quelconque pourra d'ailleurs être employée à la condition d'être purifiée d'une manière suffisante avant d'être introduite dans la fabrique sous forme de vapeur. Tous les conduits servant à l'introduction de l'air humide seront tenus en parfait état de propreté.

§ 2. Les tuyaux conduisant la vapeur dans une fabrique de tissus de coton — dont la température est de 70° F et au-dessus — devront avoir, dans l'intérieur des bâtiments, un diamètre aussi faible que possible et leur longueur ne devra pas dépasser les limites nécessaires ; ils seront recouverts entièrement d'une substance mauvaise conductrice reconnue suffisante par l'inspecteur, de manière à faire descendre vers un minimum la quantité de calorique diffusé.

§ 3. Dans les fabriques de tissus de coton où l'atmosphère est humidifiée artificiellement par un procédé quelconque, les dispositions pour la ventilation seront de telle nature qu'à aucun moment de la journée, et dans n'importe quelle partie de la fabrique, la proportion d'acide carbonique ne dépassera neuf dix-millièmes.

§ 4. A moins d'employer un procédé reconnu par l'inspecteur comme étant également efficace, la partie externe des toitures de chaque fabrique de tissus de coton sera blanchie à la chaux avant le 31 mai de chaque année et l'enduit sera maintenu en bon état jusqu'au 31 août suivant.

§ 5. Dans chaque fabrique de tissus de coton construite à partir du 2 février 1898, il sera installé un ou plusieurs vestiaires suffisants pour tout le personnel. Ces vestiaires seront ventilés et tenus à une température convenable.

ART. 95. — Pour toute fabrique de tissus de coton où serait relevée une contravention aux dispositions qui précèdent ou dans laquelle une des prescriptions n'aurait pas été remplie, l'inspecteur informera par écrit le patron de ladite fabrique des actes ou omissions constituant la contravention ou l'infraction ; et si les mêmes actes ou les mêmes omissions, ou l'un d'entre eux, continuent à se produire ou à subsister, ou se renouvellent dans les

douze mois qui suivront l'envoi dudit avis, le patron de la fabrique sera passible, pour la première fois, d'une amende qui ne sera pas inférieure à cinq livres ni supérieure à dix livres, et, en cas de récidive, d'une amende qui ne sera pas inférieure à dix livres ni supérieure à vingt livres.

ART. 96. — Les dispositions précédentes visant les fabriques de tissus de coton s'appliqueront à toute fabrique textile dans laquelle l'atmosphère sera humidifiée artificiellement, soit au moyen de la vapeur, soit par tout autre procédé mécanique, et pour laquelle aucun des règlements spéciaux visés dans le Titre quatrième de la présente loi n'aura été établi. Toutefois les modifications suivantes sont apportées en ce qui concerne ces fabriques :

a). Le Secrétaire d'État peut modifier les indications de l'appendice n° 4 en ce qui concerne le degré maximum d'humidité.

b) La lecture des thermomètres ne sera pas exigée entre 7 heures et 8 heures du matin.

c) Les dispositions de l'article 94 n'y seront pas en vigueur.

d) Les dispositions de l'article 92 (alinéas b, c, d et e), relatives aux thermomètres, ne s'appliqueront pas aux filatures de coton.

CHAPITRE III. — BOULANGERIES.

ART. 97. — § 1. Il est interdit de faire usage, pour y établir une boulangerie, de toute pièce ou de tout local pour lequel il ne serait pas tenu compte des prescriptions suivantes :

a) Aucun cabinet d'aisance, urinoir, coffre à cendres ne devra être situé dans une boulangerie, ni communiquer directement avec elle.

b) Le réservoir de l'eau destinée au service de la boulangerie sera séparé de celui qui doit pourvoir aux besoins des water-closets.

c) Les conduites pour l'échappement des eaux ménagères et des matières fécales ne devront avoir aucune communication avec les boulangeries.

§ 2. Toute personne qui fait usage ou qui permet qu'il soit fait usage, comme boulangerie, d'un local contraire aux dispositions du présent article, est passible d'une amende n'excédant pas quarante shillings et, en cas de récidive, cinq shillings par jour où les choses restent en l'état, depuis la première condamnation jusqu'à la seconde poursuite.

ART. 98. — § 1. Lorsque, par suite des poursuites exercées par un inspecteur ou par l'autorité locale, le tribunal de juridiction sommaire acquiert la conviction que l'état d'une pièce servant de boulangerie n'est pas conforme aux conditions réclamées pour les boulangeries, le patron sera passible d'une amende n'excédant pas quarante shillings et, en cas de récidive, cinq livres.

§ 2. Le tribunal de juridiction sommaire peut, en sus de l'amende ou à sa place, fixer un délai au delà duquel toutes les modifications nécessaires devront être faites. Le même tribunal peut également, sur demande écrite, prolonger le délai accordé primitivement ou subséquentement ; mais si, à

l'expiration du délai primitivement fixé ou prorogé, les travaux n'ont pas été exécutés, le patron sera passible d'une amende n'excédant pas une livre par jour de retard.

ART. 99. — § 1. Tous les murs intérieurs des différentes pièces des boulangeries, ainsi que les plafonds (que ces murs et ces plafonds soient ou non enduits avec du plâtre), les couloirs, les escaliers seront peints à l'huile, vernis ou blanchis à la chaux, ou en partie peints ou vernis et en partie blanchis.

a) Si les murs sont peints à l'huile ou vernis, il y aura trois couches de peinture ou de vernis, et la peinture ou le vernis sera renouvelé tous les sept ans et lavé avec de l'eau et du savon au moins une fois tous les six mois.

b) Si les murs sont blanchis à la chaux, le blanchiment sera renouvelé au moins une fois tous les six mois.

§ 2. Toute boulangerie qui ne se conformera pas aux dispositions du présent article, sera réputée n'être pas en conformité de la présente loi.

ART. 100. — § 1. Toute pièce située sur le même étage qu'une boulangerie et faisant partie du même édifice, ne pourra servir de chambre à coucher, à moins d'être disposée comme il suit :

a) Elle sera distincte de la boulangerie et pourvue d'une séparation qui s'étendra du plancher au plafond.

b) Elle possèdera, donnant sur l'extérieur, une fenêtre d'au moins vingt pieds carrés de superficie et dont la moitié pourra s'ouvrir pour assurer l'aération.

§ 2. Toute personne qui laisse occuper, ou occupe, ou continue de laisser occuper, en toute connaissance de cause, un local disposé contrairement aux prescriptions ci-dessus, sera passible d'une amende n'excédant pas vingt shillings et, en cas de récidive, cinq livres.

ART. 101. — § 1. Désormais il ne pourra plus être établi de boulangerie dans les sous-sols.

§ 2. A partir du 1^{er} janvier 1904 aucune boulangerie placée en sous-sol ne pourra continuer à subsister, même si elle a été fondée antérieurement à la mise en vigueur de la présente loi, sans un certificat délivré par l'autorité locale constatant qu'elle est établie dans des conditions convenables.

§ 3. Aux termes du présent article, toute boulangerie, tout fournil dont la surface du plancher sera à plus de trois pieds au-dessous du niveau de la rue la plus voisine ou du sol adjacent ou le plus proche de la pièce, sera considéré comme étant en sous-sol.

Le fournil est le local où se confectionne la pâte et où se font les opérations qui dépendent de la profession de boulanger.

§ 4. Toute boulangerie en sous-sol ne pourra être mise en possession du certificat lui permettant de subsister, si l'autorité locale considère que la

construction, la clarté, l'aération et les autres conditions sanitaires sont insuffisantes.

§ 5. Le présent article aura le même effet que s'il était incorporé dans le texte de l'article 36 de la loi sur l'hygiène publique pour le comté de Londres 1891, visant les boulangeries.

§ 6. Tout local qui sera trouvé en contravention au présent article sera réputé un atelier non tenu en conformité de la présente loi.

§ 7. Au cas où l'autorité locale refuserait le certificat prescrit, le patron de la boulangerie peut, dans les trente et un jours qui suivent le refus, s'adresser au tribunal de juridiction sommaire, et, s'il appert à ce tribunal que la construction de la boulangerie, la clarté, l'aération et les autres conditions sont suffisantes au point de vue de l'hygiène, il pourra accorder lui-même le certificat qui aura le même effet que s'il était signé par l'autorité locale.

§ 8. Lorsque le certificat nécessaire pour qu'un local puisse servir de boulangerie ne peut être accordé sans que des modifications soient faites dans la construction du bâtiment, et lorsque le patron de la boulangerie estime que tout ou partie des dépenses qui en résulteront devrait être supporté par le propriétaire, il peut s'adresser au tribunal de juridiction sommaire, lequel a tout pouvoir d'ordonner que telle partie supportera le tout ou une portion des frais, selon qu'il lui paraîtra équitable, étant données les circonstances de la cause et les termes du contrat qui lie les parties. Le tribunal peut aussi, à la requête du locataire, prononcer l'annulation du bail.

ART. 102. — En ce qui concerne les boulangeries de détail, l'exécution des prescriptions du Titre cinquième de la présente loi sera surveillée par l'autorité locale du district auquel appartient la boulangerie, et non par les inspecteurs des fabriques. Par suite, l'officier de police sanitaire aura tout pouvoir pour pénétrer, inspecter et prendre toutes les dispositions légales ou autres, au même titre que lesdits inspecteurs.

Les mots « boulangerie de détail » s'entendent de toute boulangerie, de tout local qui n'est pas une fabrique et dans lequel on confectionne du pain, des biscuits ou des pâtisseries destinés à être vendus au détail dans un magasin qui fait corps avec lui.

CHAPITRE IV. — BLANCHISSERIES.

ART. 103. — § 1. Les dispositions suivantes s'appliqueront aux blanchisseries exploitées industriellement ou en vue de réaliser des bénéfices.

a) La durée du travail, non compris les heures de repos ou d'absence, ne devra pas excéder quatorze heures pour les femmes, douze heures pour les adolescents et dix heures pour les enfants dans chaque journée de vingt-quatre heures, ni soixante heures par semaine pour les femmes et adolescents et trente heures pour les enfants, en dehors du travail supplémentaire qui peut être autorisé pour les femmes.

b) Les femmes, les adolescents et les enfants ne pourront être employés

plus de cinq heures de suite sans un intervalle de repos d'une demi-heure au moins.

c) Les femmes, les adolescents et les enfants employés dans les blanchisseries devront jouir des jours de congé accordés aux femmes, aux adolescents et aux enfants employés dans les fabriques et dans les ateliers.

d) En ce qui concerne les prescriptions relatives à l'hygiène et à la sécurité, aux accidents, à l'instruction des enfants, à l'avis de l'entrée en possession d'une fabrique ou d'un atelier, aux avis et extraits à afficher dans les fabriques et ateliers, ainsi qu'aux matières à spécifier dans ces avis (autant qu'elles peuvent se rapporter aux blanchisseries), aux prérogatives des inspecteurs, aux amendes, aux poursuites pour infractions au présent article, la loi industrielle aura le même effet que si chaque blanchisserie où il est fait usage d'un moteur quelconque était une fabrique et si chaque blanchisserie sans moteur était un atelier.

e) Le tableau à afficher dans les blanchisseries devra spécifier la durée du travail et les temps de repos; mais les heures ainsi déterminées pourront être modifiées chaque jour avant le commencement du travail.

f) Les dispositions de la présente loi interdisant l'emploi des femmes pendant les quatre semaines qui suivent l'accouchement et l'emploi des enfants de moins de douze ans, s'appliqueront aux blanchisseries de la même manière qu'aux fabriques et ateliers.

§ 2. Le travail supplémentaire des femmes employées dans les blanchisseries est soumis aux conditions suivantes :

a) La durée journalière du travail ne pourra dépasser quatorze heures.

b) La durée supplémentaire du travail journalier ne sera pas supérieure à deux heures.

c) La durée du travail ne pourra être prolongée plus de trois fois par semaine ni plus de trente fois par an.

d) Les prescriptions de l'article 60 relatives aux avis de travail supplémentaire seront observées.

§ 3. Pour les blanchisseries où il est fait usage d'un moteur quelconque :

a) Un ventilateur ou tout autre moyen efficace devra être installé et maintenu en bon état, afin de régulariser la température dans les salles de repassage et pour conduire au dehors la vapeur des pièces de la buanderie.

b) Les poêles à chauffer les fers devront être suffisamment éloignés des chambres de repassage, et il ne pourra être fait usage de fers à gaz émettant des vapeurs toxiques.

c) Les planchers seront tenus en bon état et disposés de manière à permettre l'écoulement libre de l'eau.

Toute blanchisserie qui aura contrevenu à ces dispositions sera réputée être une fabrique non tenue en conformité de la présente loi.

§ 4. Les dispositions qui précèdent ne s'appliqueront pas :

a) Aux blanchisseries des prisons, des maisons de correction, des écoles

professionnelles et des autres institutions soumis à l'inspection en vertu d'autres lois que la loi industrielle.

b) Aux blanchisseries des institutions poursuivant de bonne foi des buts religieux ou charitables.

c) Aux blanchisseries tenues par les membres d'une même famille ou dans lesquelles deux personnes au plus étrangères à la famille seront occupées.

CHAPITRE V. — DOCKS.

ART. 104. — § 1. Les dispositions de la présente loi relatives aux mécanismes dangereux (art. 17), aux accidents, aux travaux dangereux, aux prérogatives des inspecteurs (art. 119), aux amendes dans les cas de mort ou de blessure (art. 136) s'appliqueront aux docks, aux jetées, aux quais, aux entrepôts, ainsi qu'aux machines et aux engins employés pour le chargement, le déchargement ou l'approvisionnement en charbon des navires dans les ports, dans les darses ou le long des quais, de la même manière que dans les fabriques et comme si la personne qui fait usage des machines ou des engins susmentionnés, soit par elle-même soit par ses agents ou ses ouvriers, était le patron d'une fabrique.

Pour permettre l'application de ces dispositions, l'entrepreneur occupant ou utilisant un dock, une jetée, un quai ou un entrepôt, ou qui occupe ou utilise un chantier situé dans les docks, ou qui y emploie des machines ou des engins, sera considéré comme un patron de fabrique.

§ 2. Aux termes du présent article, l'expression « engins » s'applique aux passerelles, aux échelles employées par quiconque est occupé au chargement ou au déchargement, ou à l'approvisionnement en charbon des navires; et l'expression « navire », ainsi que celle de « port » ont la même signification que dans le *Merchant shipping Act, 1894*.

CHAPITRE VI. — CHANTIERS DE CONSTRUCTION.

ART. 105. — § 1. Les dispositions de la présente loi relatives aux mécanismes dangereux (art. 17), aux accidents, aux travaux dangereux, aux prérogatives des inspecteurs (art. 119), aux amendes en cas de mort ou de blessure (art. 136), s'appliqueront aux chantiers dans lesquels des machines actionnées par un moteur mécanique quelconque sont employées pour la construction d'un bâtiment ou pour tous autres travaux ayant rapport à la construction d'un bâtiment, de la même manière que dans les fabriques et comme si les machines étaient à l'usage d'une industrie manufacturière. La personne qui fait usage de ces machines soit par elle-même soit par ses agents ou ses ouvriers, dans le but susmentionné, sera considérée comme le patron d'une fabrique.

§ 2. Les dispositions de la présente loi relatives aux déclarations d'accidents et aux enquêtes à la suite d'accidents s'appliqueront :

a) A tous les chantiers de construction d'édifices ayant plus de 30 pieds de haut et qui sont élevés ou réparés au moyen d'échafaudages.

b) A tous les chantiers de construction d'édifices ayant plus de 30 pieds de haut et où plus de vingt ouvriers sont occupés moyennant salaire;

De la même manière que dans les fabriques, et comme si l'entrepreneur des travaux ou l'employeur des ouvriers était un patron de fabrique.

CHAPITRE VII. — VOIES FERRÉES.

ART. 106. — § 1. Lorsqu'il existe une voie ferrée ou un raccordement de voie ne tombant pas sous l'application du *Railway employment (Prevention of accidents) Act., 1900*, et à l'usage d'une fabrique, d'un atelier ou d'un chantier visé par la présente loi, les dispositions relatives aux mécanismes dangereux (art. 17), aux accidents, aux travaux dangereux, aux prérogatives des inspecteurs (art. 119), aux amendes en cas de mort ou de blessure (art. 136), recevront leur application de la même manière que si la voie ferrée ou le raccordement de voies était une fabrique ou un atelier.

§ 2. Si la voie ferrée ou le raccordement de voies est à l'usage non d'une seule fabrique mais d'un groupe de fabriques ou d'ateliers, les dispositions qui précèdent auront leur effet comme si la voie ferrée ou le raccordement de voies était séparément une fabrique.

TITRE SIXIÈME.

Travail à domicile.

ART. 107. — § 1. Dans les industries qui peuvent être éventuellement désignées par ordonnance spéciale du secrétaire d'État, tout patron de fabrique ou d'atelier et tout entrepreneur employé par un patron au compte d'une fabrique ou d'un atelier est tenu :

a) D'établir, d'après un modèle déterminé, une liste indiquant les noms et adresses de toutes les personnes occupées directement par eux, soit comme ouvriers, soit comme entrepreneurs, au compte et en dehors de la fabrique ou de l'atelier, ainsi que l'indication des locaux où ils travaillent;

b) D'envoyer des copies ou des extraits de cette liste lorsque l'inspecteur en fait la demande à un moment quelconque;

c) D'adresser également une copie de cette liste, avant le 1^{er} février et le 1^{er} août de chaque année, aux autorités locales du district dans lequel la fabrique ou l'atelier est situé.

§ 2. Tout conseil de district qui recevra une de ces listes devra relever le nom de chaque ouvrier qui serait occupé hors du district, ainsi que l'indication du local où cet ouvrier travaille et communiquer ces renseignements à l'autorité locale du district où se trouve ledit local.

§ 3. Les listes tenues par un patron ou un entrepreneur seront à la disposition des inspecteurs des fabriques et des officiers désignés par l'autorité sanitaire du district. Les copies envoyées aux autorités locales et les commu-

nications faites par celles-ci aux autorités voisines pourront être consultées par les inspecteurs.

§ 4. Le présent article s'appliquera à n'importe quel local où des travaux sont donnés à faire au dehors et au patron de ce local ou à son entrepreneur en ce qui concerne lesdits travaux, comme si ce local était un atelier.

§ 5. En cas d'infraction au présent article par le patron de la fabrique, de l'atelier, du local, ou par l'entrepreneur, le patron ou l'entrepreneur pourront être condamnés à une amende n'excédant pas 40 shillings, et en cas de récidive, à une amende n'excédant pas 5 livres.

ART. 108. — § 1. Si le conseil du district dans lequel se trouve un local où l'on exécute des travaux donnés par une fabrique ou un atelier, informe par écrit le patron de cette fabrique ou de cet atelier, ou l'entrepreneur engagé par ce patron, que ce local manque des conditions hygiéniques nécessaires ou est dangereux pour la santé des personnes qui y sont employées, le patron ou l'entrepreneur ne pourront, passé le délai d'un mois, continuer à donner des travaux à exécuter dans ce local ; dans le cas contraire, le tribunal ayant été mis à même de se rendre compte des causes d'insalubrité ou de danger, le patron ou l'entrepreneur se verront condamner à une amende qui n'excédera pas 10 livres.

§ 2. Le présent article recevra son application comme si le patron d'un comptoir où l'on donne du travail à emporter était un patron d'atelier.

§ 3. Le présent article ne sera appliqué que lorsqu'il s'agira de travaux désignés par une ordonnance spéciale du secrétaire d'État.

ART. 109. — Tout patron de fabrique, d'atelier ou de comptoir donnant du travail au dehors ou tout entrepreneur employé par ce patron qui donnera ou laissera donner des articles de vêtement à confectionner, à nettoyer ou à réparer dans une maison d'habitation ou dans un logement alors qu'un des locataires de la maison est atteint de la fièvre scarlatine ou de la petite vérole sera passible d'une amende n'excédant pas dix livres ; à moins qu'il ne fournisse la preuve qu'il ignorait l'existence de la maladie et qu'il ne pouvait raisonnablement en être informé.

ART. 110. — § 1. Dans le cas où un des locataires d'une maison serait atteint d'une des maladies infectieuses visées par le présent article, le conseil du district peut interdire à tout patron de fabrique ou d'atelier, à toute personne qui donne du travail à emporter, à tout entrepreneur, de faire exécuter les travaux prévus par le présent article par l'un quelconque des autres locataires habitant la même maison, ou telle partie de cette maison, suivant le cas.

§ 2. L'arrêté du conseil du district peut être pris alors même que la personne atteinte de maladie infectieuse a été conduite ailleurs ; il indiquera la durée de l'interdiction ou prescrira que la maison, ou la partie désignée, sera désinfectée d'après les indications du médecin du service d'hygiène, ou que toutes les précautions raisonnables seront prises.

§ 3. En cas d'urgence, les pouvoirs conférés par le présent article au conseil du district pourront être exercés par deux ou un plus grand nombre de conseillers agissant sur les indications du médecin du service d'hygiène.

§ 4. Tout patron, tout entrepreneur qui contreviendra aux arrêtés pris en vertu du présent article sera passible d'une amende n'excédant pas dix livres.

§ 5. Les maladies infectieuses visées par le présent article sont les maladies dont la déclaration est obligatoire en vertu de la loi qui sera en vigueur, et les travaux visés sont la confection, le nettoyage, le lavage, la transformation, le finissage et la réparation des objets d'habillement et de lingerie, ainsi que les autres travaux qui pourront être désignés par une ordonnance spéciale du secrétaire d'État.

ART. 111. — § 1^{er}. Dans les fabriques et dans les ateliers de famille les dispositions de la présente loi, relatives à la durée du travail des femmes, des adolescents et des enfants, seront remplacées par les prescriptions suivantes :

a) Les adolescents et les enfants ne pourront être employés dans les fabriques ou ateliers qu'aux conditions ci-après :

b) Les adolescents pourront être occupés, à l'exception du samedi, entre 6 heures du matin et 9 heures du soir ; le samedi entre 6 heures du matin et 4 heures du soir ;

c) Les repos pour les adolescents seront de quatre heures et demie au moins, et le samedi de deux heures et demie.

d) Les enfants pourront être occupés ou bien de 6 heures du matin à une heure du soir, ou bien de 1 heure à 8 heures du soir (le samedi jusqu'à 4 heures). En ce qui concerne les prescriptions relatives à l'instruction, les enfants seront réputés être employés, selon le cas, soit le matin, soit le soir.

e) Un enfant ne pourra être occupé avant 1 heure du soir, ou après cette heure deux semaines de suite, ni être employé le samedi avant 1 heure du soir, ou après cette heure, s'il en a été ainsi pendant les autres jours de la semaine.

f) Un enfant ne pourra être employé plus de cinq heures de suite sans un repos d'une demi-heure au moins.

§ 2. Les prescriptions relatives aux enregistrements et aux avis à donner quand une femme, un adolescent et un enfant sont employés en dérogation à la loi, ne s'appliqueront pas à l'industrie familiale ; à moins qu'il n'en soit déterminé autrement par le secrétaire d'État.

§ 3. Les dispositions relatives aux certificats d'aptitude physique s'appliqueront aux fabriques de famille comme si l'établissement était un atelier et non une fabrique.

§ 4. Dans les fabriques et dans les ateliers de famille : les repos pourront avoir lieu à des heures différentes, l'affichage des extraits de la loi et des ta-

bleaux ne sera pas obligatoire, non plus que les déclarations d'accidents, la délivrance des congés, les dispositions relatives à la ventilation, à l'écoulement des eaux, aux thermomètres et à la tenue du registre.

§ 5. Les dispositions de l'article 1^{er} de la présente loi (conditions d'hygiène des fabriques) ne s'appliqueront pas aux fabriques de famille.

ART. 112. — Pour les industries reconnues dangereuses la loi recevra son application comme si la fabrique ou l'atelier de famille était une fabrique ou un atelier ordinaire.

ART. 113. — Le secrétaire d'État fera connaître les dispositions de la présente loi qui sont relatives à l'industrie familiale par la publication de ce qui la concerne, ou autrement, s'il le juge à propos.

ART. 114. — L'exécution dans une maison ou dans une chambre particulière, par la famille ou par quelque membre de la famille, d'un travail manuel en vue d'un commerce ou d'un gain et se rapportant aux industries dénommées ci-après : tressage de la paille, fabrication des dentelles, fabrication des gants, ne donnera pas à la maison le caractère d'un atelier.

Lorsque le secrétaire d'État estime qu'en raison du caractère peu fatigant du travail exécuté dans une maison ou une chambre particulière par la famille ou par quelque membre de la famille, il y a lieu de comprendre cette industrie au nombre de celles qui sont appelées à bénéficier du présent paragraphe, il pourra signer une ordonnance en ce sens. Cette ordonnance sera établie dans la forme prescrite par le titre II de la présente loi, et les dispositions y mentionnées s'appliqueront comme si ladite ordonnance était une ordonnance étendant une exception.

§ 2. L'exécution dans une maison ou dans une chambre particulière, par la famille ou par quelque membre de la famille, d'un travail manuel en vue d'un gain et se rapportant à la fabrication d'un article ou partie d'article, à sa transformation, sa réparation, son ornementation, son finissage ou son adaptation pour la vente, ne donnera pas au local le caractère d'un atelier, quand le travail sera irrégulier et ne pourra fournir en totalité ou en majeure partie les ressources nécessaires à la famille.

ART. 115. — Les expressions « fabrique de famille » et « atelier de famille » désignent toute maison particulière, toute pièce, tout local qui sert de logement, dans lequel des travaux qui, par leur nature, tombent sous l'application de la présente loi, sont exécutés sans le secours d'un moteur quelconque, et dans lequel ne sont employés que les membres d'une même famille et y demeurant.

TITRE VII.

Renseignements relatifs au travail et aux salaires.

ART. 116. — § 1^{er}. Afin de permettre à chaque ouvrier payé aux pièces

de calculer le montant du salaire qui lui est dû, tout patron de fabrique textile devra faire connaître le tarif des prix de façon applicables au travail à rendre, ainsi que certains renseignements sur le travail auquel s'applique le tarif, de la façon suivante :

a) Les détails concernant les prix de façon applicables au travail rendu par les tisseurs de laine filée ou autres étoffes de laine (non compris les articles de bonneterie) devront être donnés par écrit à chaque ouvrier au moment où le travail lui sera remis, ils devront être également affichés sur une pancarte ne contenant aucun autre renseignement et placée en un lieu où la lecture en soit facile.

b) Les détails concernant les prix de façon applicables au tissage du coton devront être donnés par écrit à chaque ouvrier ; de plus les bases de ces prix et les conditions qui ont servi à les déterminer seront affichées dans chaque atelier sur une pancarte ne contenant aucun autre renseignement et placée en un lieu où la lecture en soit facile.

c) En ce qui concerne les prix de façon applicables au travail rendu par chaque ouvrier n'appartenant pas à la catégorie des tisseurs désignés ci-dessus, les renseignements devront lui être donnés par écrit au moment où le travail lui est remis. Mais lorsque dans un atelier tous les ouvriers payés aux pièces sont soumis au même tarif, il suffira d'apposer dans cet atelier un seul placard contenant les détails précités et de le placer dans un endroit où la lecture en soit facile.

d) Tous les renseignements permettant à chaque ouvrier de calculer le montant du salaire qui lui est dû au moment où il rend son travail, devront (à l'exception du cas où il est fait usage d'appareils de mesurage automatiques) lui être donnés par écrit en lui remettant le travail.

e) Les détails concernant soit les prix de façon, soit le travail lui-même devront être exprimés en termes clairs et non par des symboles.

f) Lorsqu'il est fait usage d'un mesureur automatique pour établir la quantité de travail exécuté, le bâti ou l'enveloppe de cet appareil devra indiquer le nombre de dents de chaque roue, ainsi que le diamètre du cylindre enrouleur ; toutefois pour les métiers à filer le nombre des broches et la longueur de la course du chariot pourront être substitués au diamètre du cylindre enrouleur.

g) Lorsque les détails concernant les salaires à appliquer au travail rendu par chaque ouvrier sont indiqués par le mesureur automatique, et lorsqu'une pancarte contenant tout ce qui est relatif aux prix de façon est affichée dans chaque salle de travail, en vertu et d'un accord intervenu entre les patrons et les ouvriers et des présentes dispositions, ledit affichage pourra être considéré comme un moyen suffisant d'appliquer les dispositions du présent article.

§ 2. Tout patron qui omettra de se conformer aux prescriptions du présent article, ou qui fera usage frauduleusement d'un appareil de mesurage qu'il saura ne pas répondre aux détails annoncés en mesurant d'une manière trompeuse le travail payé aux pièces, tout ouvrier qui faussera sciemment

les indications de l'appareil mesureur, seront passibles pour chaque infraction d'une amende de dix livres au plus et, en cas de récidive dans les deux ans qui suivront la condamnation, d'une amende qui ne pourra être inférieure à une livre. Un compteur automatique qui répond aux prescriptions du présent article ne peut être réputé donner de fausses indications.

§ 3. Quiconque étant occupé comme ouvrier dans une fabrique ou un atelier et ayant reçu les renseignements en question, que ces renseignements lui aient été remis directement ou à un de ses camarades, les divulguera dans le but de dévoiler un secret de fabrication, sera passible d'une amende n'excédant pas dix livres.

§ 4. Quiconque, dans le but d'avoir connaissance ou de divulguer un secret de fabrication tentera d'obtenir ou obtiendra d'un ouvrier engagé dans une fabrique communication desdits renseignements, ou pour atteindre ce but versera de l'argent à un ouvrier ou lui en fera verser, sera passible d'une amende n'excédant pas dix livres.

§ 5. Sur le rapport d'un inspecteur faisant la preuve que les dispositions du présent article sont applicables à une catégorie quelconque de fabriques non textiles ou d'ateliers, et s'il le juge à propos, le Secrétaire d'État peut rendre une ordonnance en vertu de laquelle lesdites prescriptions s'appliqueront à cette catégorie de fabriques ou d'ateliers, avec telles modifications qui lui sembleront nécessaires. Il pourra également, par ordonnance, appliquer ces prescriptions, avec telles modifications exigées par les circonstances, à une catégorie quelconque des personnes dont la liste peut être exigée en vertu des dispositions de la présente loi relatives au travail à domicile et aux patrons de ces personnes.

ART. 117. — Les lois en vigueur sur les poids et mesures s'appliqueront aux poids, mesures, balances, mesures de longueur, appareils de pesage employés dans les fabriques et les ateliers pour contrôler et fixer les salaires des ouvriers, comme si ces poids et ces mesures servaient à la vente des marchandises et comme si la fabrique ou l'atelier était un lieu où des marchandises sont mises en vente; des inspecteurs spéciaux ou toute autre personne autorisée pour la vérification des poids et mesures, devront rechercher, vérifier et estampiller lesdits appareils de pesage ou mesures de capacité et de longueur dans les mêmes conditions que s'ils servaient à la vente des marchandises.

TITRE VIII.

Application de la loi.

CHAPITRE I. — INSPECTION.

ART. 118. — § 1^{er}. Le Secrétaire d'État nommera, sauf approbation de la Trésorerie quant au nombre et aux appointements, autant d'inspecteurs

(sous les titres qu'il déterminera), de commis et d'auxiliaires qu'il jugera nécessaire pour exécuter la présente loi; il fixera leurs attributions et déterminera le chiffre de leurs appointements. Il pourra nommer un inspecteur en chef à la résidence de Londres. Il fera les règlements et donnera les instructions pour l'accomplissement des fonctions des inspecteurs; il pourra déplacer ces inspecteurs, commis et auxiliaires.

§ 2. Pour la nomination des inspecteurs des établissements du Pays de Galles et du Monmouthshire le choix se portera, à égal mérite des candidats, sur ceux qui connaîtront la langue galloise.

§ 3. Les arrêtés nommant les inspecteurs seront publiés par le *London Gazette*.

§ 4. Les appointements des inspecteurs, commis et auxiliaires, ainsi que les dépenses faites par eux ou par le Secrétaire d'État pour l'exécution de la présente loi, seront payés sur les crédits votés par le Parlement.

§ 5. Ne pourront être nommés inspecteurs les personnes qui dirigent une fabrique ou un atelier, ou qui ont des intérêts directs ou indirects dans un établissement industriel, ou dans les affaires qui s'y traitent et les travaux qui s'y font, ou dans un brevet d'invention qui y serait exploité. La fonction est également incompatible avec celle d'employé de fabrique ou d'atelier.

§ 6. Les inspecteurs ne pourront remplir aucune fonction paroissiale ou municipale.

§ 7. Un rapport annuel de leurs travaux, dressé selon les instructions du Secrétaire d'État, sera présenté aux deux Chambres.

§ 8. Les inspecteurs dont il est question dans la présente loi, à moins qu'ils ne soient autrement spécifiés, sont les inspecteurs nommés en vertu de cet article, et les avis ou autres documents qui doivent être envoyés à un inspecteur en vertu de la présente loi doivent être envoyés à l'inspecteur désigné par le secrétaire d'État par une déclaration publiée à la *London Gazette* ou par tout autre moyen qu'il jugera utile pour le porter à la connaissance des personnes intéressées.

ART. 119. — § 1^{er}. Pour assurer l'exécution de la présente, loi les inspecteurs ont les pouvoirs ci-après :

a) Ils ont droit d'entrée et de visite, à toute heure raisonnable, de jour et de nuit, dans toutes les parties des fabriques et des ateliers où ils ont des motifs raisonnables de croire que l'on travaille et, de jour, dans tout endroit qu'on peut raisonnablement supposer être une fabrique ou un atelier.

b) Ils peuvent se faire assister de la force publique chaque fois qu'ils ont des raisons de prévoir une résistance sérieuse à l'accomplissement de leurs fonctions, soit dans les fabriques, soit dans les ateliers;

c) Ils ont le droit de se faire présenter les registres, les certificats, les avis et tous les documents prescrits par la présente loi, de les examiner et d'en prendre copie.

d) Ils peuvent procéder aux interrogatoires et enquêtes nécessaires pour

s'assurer de l'observation de la présente loi et de la loi en vigueur sur l'hygiène publique, en ce qui concerne les fabriques et ateliers ainsi que les personnes qu'on y emploie.

e) Ils ont entrée dans les écoles où ils ont lieu de supposer que des enfants employés dans des établissements industriels suivent les classes.

f) Ils peuvent interroger seuls, ou, s'ils le jugent à propos, en présence d'un tiers, au sujet des matières prévues par la présente loi, toute personne rencontrée dans une fabrique, un atelier ou une école, ou qu'ils ont des raisons de croire avoir été employée dans un établissement industriel depuis moins de deux mois; ils peuvent requérir cette personne de se laisser interroger et de signer une déclaration certifiant la véracité de ses dires;

g) Ils ont enfin tous autres pouvoirs qui seraient nécessaires pour faire exécuter la présente loi.

§ 2. Les patrons des fabriques et des ateliers, leurs agents et les personnes à leur service devront fournir les moyens requis par un inspecteur, soit pour entrer dans les établissements, soit pour inspecter, interroger, faire des enquêtes, en un mot, pour exercer les fonctions qui lui ont été dévolues par la loi sur les fabriques et les ateliers.

§ 3. Quiconque contrarie volontairement l'exercice des pouvoirs d'un inspecteur, à lui conférés par le présent article, ou manque de déférer aux réquisitions d'un inspecteur faites en exécution du présent article, ou de produire les certificats et les documents qu'il doit produire aux termes de la présente loi; quiconque cache ou tente de cacher une femme, un adolescent ou un enfant, dans le but d'éviter qu'il soit vu ou interrogé par un inspecteur, est réputé mettre obstacle à l'accomplissement des devoirs de cet inspecteur. Néanmoins personne n'est tenu de témoigner ou de fournir des preuves contre soi-même.

§ 4. Toute personne mettant obstacle à l'accomplissement des devoirs d'un inspecteur est passible d'une amende n'excédant pas cinq livres; en outre, le patron de la fabrique ou de l'atelier où la contravention est commise est passible d'une amende de cinq à vingt livres au maximum, selon que la contravention a été commise de jour ou de nuit. Si l'obstruction a lieu dans un atelier ou une fabrique de famille, l'amende sera d'une livre le jour et de cinq livres la nuit. Dans les fabriques, s'il y a récidive dans les deux ans qui suivent la dernière condamnation, l'amende ne sera pas inférieure à une livre pour chaque contravention.

ART. 120. — Tout inspecteur spécialement autorisé par écrit par le Secrétaire d'État, bien que n'étant ni conseiller, ni avocat, ni agent de loi, pourra poursuivre ou requérir devant un tribunal de juridiction sommaire ou en justice pour n'importe quelle charge, accusation ou poursuite provenant de l'exécution de la présente loi et de l'accomplissement de ses fonctions d'inspecteur.

ART. 121 — Tout inspecteur devra être porteur de sa commission et sera tenu de la présenter dans ses visites, si on la lui demande.

CHAPITRE II. — MÉDECINS CERTIFICATEURS.

ART. 122. — § 1^{er}. En se conformant aux instructions du Secrétaire d'État, les inspecteurs désigneront un nombre suffisant de médecins, choisis sur les listes officielles, comme médecins certificateurs; ils pourront les révoquer.

§ 2. Les nominations et les révocations des médecins certificateurs pourront être annulées par le Secrétaire d'État, sur appel à lui adressé.

§ 3. Un médecin qui aurait la direction d'une fabrique ou d'un atelier, ou qui serait intéressé directement ou indirectement dans les opérations ou les transactions d'un établissement industriel, ou dans un brevet d'invention s'y rapportant, ne peut être nommé médecin certificateur pour ledit établissement.

§ 4. Le Secrétaire d'État déterminera par des instructions, les devoirs des médecins certificateurs, la manière de tenir les registres de visites, la forme des certificats et autres documents dont ils auront à faire usage.

§ 5. Tout médecin certificateur est tenu, sur l'ordre du Secrétaire d'État, de pratiquer certaines enquêtes spéciales et d'examiner à nouveau certains adolescents ou enfants.

§ 6. Les médecins certificateurs devront, chaque année, à une époque déterminée, adresser au Secrétaire d'État, dans la forme prescrite, un rapport sur le nombre des personnes examinées par eux dans le courant de l'année et sur les résultats de leurs opérations.

ART. 123 — Lorsqu'il n'y a pas de médecin certificateur pour une fabrique ou pour un atelier, le médecin du bureau des pauvres du district en remplira les fonctions.

ART. 124. — § 1^{er}. Au sujet des honoraires des médecins chargés d'examiner les adolescents et les enfants employés dans les établissements industriels et de délivrer les certificats d'aptitude physique, il est établi les prescriptions suivantes :

a) Ces honoraires peuvent faire l'objet d'une convention entre le patron et le médecin certificateur;

b) En cas d'absence d'une pareille convention, les honoraires seront réglés d'après le tableau inséré dans la première partie de l'appendice n° 5 qui accompagne la présente loi, ou d'après tout autre tableau qui lui serait substitué par le Secrétaire d'État;

c) Le patron est tenu de solder les honoraires de médecin à la fin de l'examen, ou au moment de la signature des certificats ou à toute autre époque désignée par l'inspecteur.

§ 2. Les honoraires des médecins certificateurs, dans les cas de visites faites sur la demande du Secrétaire d'État ou en vertu des prescriptions de la présente loi, seront réglés d'après le tableau inséré dans la deuxième partie

de l'appendice n° 5, ou d'après tout autre tableau qui lui serait substitué. Les visites faites à la demande du Secrétaire d'État seront payées par le secrétaire d'État, celles qui auront lieu en vertu des prescriptions de la loi seront payées par le patron de la fabrique ou de l'atelier.

§ 3. Les honoraires dus pour chaque enquête à la suite d'accidents en vertu de la présente loi ne seront pas supérieurs à dix shillings ni inférieurs à trois, d'après les indications du Secrétaire d'État; ils seront acquittés sur le chapitre de l'inspection des fabriques.

CHAPITRE III. — AUTORITÉS LOCALES.

ART. 125. — Afin de remplir leur mission dans les ateliers et dans les locaux tombant sous l'application de la présente loi et de la loi sur l'hygiène publique, les conseils de districts et leurs délégués ont, sans préjudice de leurs autres pouvoirs, le droit de pénétrer, d'inspecter et de dresser procès-verbal au même titre que les inspecteurs de fabrique.

CHAPITRE IV. — ORDONNANCES SPÉCIALES.

ART. 126. — Les règles suivantes s'appliqueront aux ordonnances rendues par le secrétaire d'État en vertu de la présente loi.

§ 1. Ces ordonnances seront signées par le Secrétaire d'État et publiées de la manière qu'il jugera la plus convenable pour en informer toutes les personnes intéressées. Elles seront exécutoires dès le jour de leur publication ou à partir d'une date ultérieure qu'elles mentionneront.

§ 2. Elles seront temporaires ou permanentes, conditionnelles ou non, et soit qu'elles étendent ou accordent une prohibition ou une exception, ou ordonnent l'adoption de certaines mesures, soit qu'elles rapportent une ordonnance antérieure ou édictent une prescription quelconque, elles pourront le faire pour le tout ou pour partie.

§ 3. Elles seront communiquées aussitôt que possible aux deux Chambres; si l'une ou l'autre, dans les quarante jours qui suivront le dépôt, prononce l'annulation d'une ordonnance, celle-ci cessera d'être obligatoire, sans préjudice cependant pour la validité des actes faits dans l'intervalle, en exécution de cette ordonnance, et le Secrétaire d'État conservera le droit d'en rendre une nouvelle.

§ 4. Autant que leur teneur le permettra et pendant qu'elles seront en vigueur, les ordonnances auront force de loi comme si elles faisaient partie de la disposition de la loi d'où procède le pouvoir de les rendre.

CHAPITRE V. — AVIS, REGISTRES ET RAPPORTS.

ART. 127. — § 1. Quiconque prend la direction d'une fabrique ou d'un atelier devra, dans le délai d'un mois, fournir à l'inspecteur du district un avis contenant la désignation de la fabrique ou de l'atelier, sa situation topo-

graphique, l'adresse où il désire que les lettres lui soient envoyées, la nature de l'industrie, la nature et l'importance de la force motrice disponible, ainsi que le nom du directeur ou de la Société qui a la direction de la fabrique ou de l'atelier.

§ 2. Faute de quoi la personne responsable sera passible d'une amende n'excédant pas 5 livres.

§ 3. Lorsqu'un inspecteur recevra l'avis ci-dessus concernant un atelier, il en fera part au Conseil du district où se trouve ledit atelier.

ART. 128. — § 1. A l'entrée de chaque usine et de chaque atelier, ainsi que dans tels endroits qui seront désignés par l'inspecteur, seront affichés dans la forme prescrite et tenus constamment en état et à une place convenable pour pouvoir être lus des ouvriers :

- a) Un extrait déterminé de la présente loi;
- b) Le nom et l'adresse de l'inspecteur de l'établissement;
- c) Le nom et l'adresse du médecin certificateur du district;
- d) S'il y a lieu, l'horloge sur laquelle seront réglées les heures de travail et celles des repos;
- e) Tous les avis et documents dont l'affichage est prescrit par la présente loi.

§ 2. En cas d'infraction aux dispositions du présent article, le patron de l'établissement sera passible d'une amende n'excédant pas 40 shillings.

ART. 129. — § 1. Dans chaque fabrique et dans chaque atelier, il sera tenu un registre, dit registre général, sur lequel les inscriptions suivantes seront faites :

- a) Les noms des enfants et des adolescents employés;
- b) Les dates de blanchiment de la fabrique ou de l'atelier;
- c) Tous les accidents survenus et dont la déclaration est obligatoire;
- d) Chacune des dérogations dont le patron profite;
- e) Enfin les diverses indications qui pourraient être demandées.

§ 2. Toute inscription faite en vertu de la présente loi par le patron ou par son préposé sur le registre général sera considérée, jusqu'à preuve du contraire, comme constatant le fait inscrit; de même toute absence d'inscription, alors que cette inscription est obligatoire, sera considérée, jusqu'à preuve du contraire, comme une prescription non exécutée.

§ 3. Le registre général sera mis, quand il convient, à la disposition du médecin certificateur.

§ 4. Tout patron de fabrique ou d'atelier est tenu d'envoyer à l'inspecteur tels extraits du registre général qu'il pourrait réclamer en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés par la présente loi.

§ 5. Tout patron de fabrique ou d'atelier qui contreviendrait aux dispositions du présent article sera passible d'une amende n'excédant pas 5 livres.

ART. 130. — § 1. Tout patron de fabrique ou d'atelier devra, aux dates indiquées par le Secrétaire d'État et à des intervalles de temps non inférieurs à une année ni supérieurs à trois années, adresser à l'inspecteur en chef des fabriques un tableau indiquant exactement pour tel jour ou pour telle époque qui sera désigné, le nombre des personnes occupées dans la fabrique ou dans l'atelier en y ajoutant leur âge, leur sexe, le genre d'occupation, selon les instructions qui seront données par le Secrétaire d'État. Faute de quoi ledit patron sera passible d'une amende n'excédant pas 10 livres.

§ 2. Tout patron d'un local visé par l'une des dispositions de la présente loi devra, s'il en est requis par le Secrétaire d'État, envoyer le tableau ci-dessus à l'inspecteur en chef des fabriques. Faute de quoi il sera passible de la même amende.

ART. 131. — Chaque conseil de district est tenu d'enregistrer tous les ateliers situés dans son ressort administratif.

ART. 132. — Le médecin du service d'hygiène de chaque district consacra une partie de son rapport annuel qu'il adresse au conseil à l'exécution des mesures prescrites par la présente loi dans les ateliers et les divers locaux industriels; il enverra une copie de son rapport ou de la partie qui concerne la surveillance des ateliers au Secrétaire d'État.

Dispositions diverses.

ART. 133. — Lorsqu'une femme, un adolescent ou un enfant est employé dans un atelier et lorsqu'aucun extrait de la présente loi n'est affiché, ainsi qu'il est prescrit, le médecin du service d'hygiène en informera immédiatement par écrit l'inspecteur du district si le fait vient à sa connaissance.

ART. 134. — Lorsque l'âge d'un enfant ou d'un adolescent de moins de seize ans aura besoin d'être attesté ou prouvé, en exécution de la présente loi ou pour un motif quelconque se rapportant à l'instruction primaire ou au travail de cet enfant ou de cet adolescent, toute personne pourra, sur demande écrite dans la forme et donnant tels renseignements que le *Local Government Board* pourra prescrire et moyennant une taxe de 6 pence, obtenir un extrait du registre de l'état civil certifié par le greffier public ou le chef greffier d'après les *Births and Death Registration acts, 1836 à 1874* et concernant la naissance de l'intéressé. Les formules de demandes seront délivrées gratuitement au public par le bureau du greffier de l'état civil.

TITRE IX.

Procédure et amendes.

ART. 135. — § 1. Le patron d'une fabrique ou d'un atelier qui n'est pas tenu en conformité de la présente loi est passible d'une amende n'excédant pas 10 livres; en cas de récidive dans les deux ans qui suivent la dernière con-

damnation pour la même infraction dans les fabriques, l'amende ne sera pas inférieure à 1 livre par contravention.

§ 2. Le tribunal de juridiction sommaire pourra, en infligeant l'amende, ou au lieu de prononcer cette amende, enjoindre au patron de prendre, dans un délai déterminé, les mesures nécessaires pour mettre la fabrique ou l'atelier en règle avec la présente loi; le tribunal pourra, sur requête, prolonger ce délai; mais si à l'expiration du délai fixé, soit antérieurement, soit par la prolongation, le patron ne s'est pas conformé à l'injonction de la cour, il sera passible d'une amende qui ne pourra excéder 1 livre par jour de retard.

ART. 136. — Lorsqu'une personne sera tuée, ou mourra des suites de sa blessure, lorsqu'elle sera blessée ou lorsque sa santé sera gravement altérée par suite de la négligence apportée par le patron d'une fabrique ou d'un atelier à observer les prescriptions de la présente loi ou d'un règlement spécial établi en vertu de la loi, ce patron sera passible d'une amende n'excédant pas 100 livres, et si, dans une fabrique, il y a récidive pour la même infraction dans les deux ans qui suivent la dernière condamnation, l'amende ne sera pas inférieure à 1 livre pour chaque contravention. Tout ou partie de l'amende pourra être attribué à l'ouvrier blessé ou à sa famille, ou sera appliqué à tel usage que le Secrétaire d'État désignera. Il est entendu que dans le cas d'atteinte à l'état de santé, le patron ne saurait être responsable que si cette atteinte est le fait direct d'une négligence; de même, il ne saurait y avoir condamnation, si avant le fait qui a produit la mort ou l'incapacité de travail, le patron a été poursuivi pour la même infraction qui a provoqué l'accident et acquitté.

ART. 137. — § 1. Lorsqu'une personne sera employée dans une fabrique ou dans un atelier autre qu'une fabrique ou atelier de famille, contrairement aux dispositions de la présente loi, le patron sera passible d'une amende n'excédant pas 3 livres si l'infraction s'est produite le jour et 5 livres si elle a eu lieu la nuit. L'amende sera appliquée de fois qu'il y aura eu de personnes employées illégalement. Si dans une fabrique il y a récidive au sujet de la même infraction dans les deux ans qui suivent la dernière condamnation, l'amende ne sera pas inférieure à 1 livre pour chaque contravention.

S'il s'agit d'une fabrique ou d'un atelier de famille l'amende sera de 1 ou de 2 livres au maximum par personne employée illégalement, suivant que l'infraction aura été commise de jour ou de nuit. Dans les fabriques, en cas de récidive au sujet de la même infraction dans les deux ans qui suivent la dernière condamnation, l'amende ne sera pas inférieure à 1 livre par contravention.

§ 2. Toute femme, tout adolescent ou enfant qui ne jouira pas des temps de repos fixés par la présente loi ou qui, contrairement aux prescriptions légales, sera employé pendant les temps des repas ou restera dans les ateliers, sera réputé être occupé contrairement aux prescriptions de la loi.

ART. 138. — Seront passibles d'une amende n'excédant pas 20 shillings pour chaque contravention :

§ 1^{er}. Les parents des enfants ou adolescents employés dans une fabrique ou un atelier contrairement à la présente loi, à moins qu'il apparaisse à la Cour que la contravention a été commise sans qu'il y ait eu de leur part consentement, connivence ou inaction volontaire.

§ 2. Les parents qui auront négligé de faire suivre l'école à leurs enfants conformément à la présente loi.

ART. 139. — Quiconque contrefera ou altérera un certificat prescrit par la présente loi si cette contrefaçon ou altération n'est pas prévue par une autre loi pénale; quiconque délivrera ou signera un certificat qu'il saura matériellement faux; quiconque emploiera sciemment et fera usage d'un certificat contrefait, altéré ou faux, ou présentera comme applicable à une personne un certificat délivré pour une autre, ou se donnera faussement pour la personne dénommée dans le certificat; quiconque se présentera faussement comme inspecteur, ou se rendra volontairement complice d'une des fraudes précitées; quiconque fera volontairement une inscription mensongère sur le registre, ou sur les avis, certificats ou documents prescrits par la présente loi, ou qui signera une déclaration qu'il saura être fausse; quiconque, enfin, utilisera, avec connaissance de cause, ces fausses déclarations, sera passible d'une amende n'excédant pas 20 livres ou d'un emprisonnement de trois mois au plus, avec ou sans travaux forcés.

ART. 140. — Lorsqu'une infraction, en raison de laquelle le patron d'une fabrique ou d'un atelier est passible d'une amende en vertu de la présente loi, a été commise, en fait, par un préposé, un agent, un ouvrier ou un autre individu, ce dernier sera soumis aux mêmes poursuites que s'il était lui-même le patron.

ART. 141. — § 1^{er}. Le patron d'une fabrique ou d'un atelier qui est prévenu d'une contravention à la présente loi pourra, sur demande expresse, réclamer la comparution devant le tribunal de la personne qu'il accusera d'être l'auteur véritable de la contravention; cette personne devra comparaître en même temps que le prévenu, et si, l'existence de la contravention étant établie, le patron prouve d'une manière suffisante pour le tribunal qu'il a fait toute diligence pour assurer l'exécution de la loi et que la personne indiquée a agi à son insu et sans son consentement, il sera relaxé, et l'auteur de la contravention sera seul condamné; de plus le tribunal pourra, s'il le juge à propos, l'astreindre à payer les frais accessoires du procès.

§ 2. Au moment où l'inspecteur relève la contravention, s'il estime que le patron a fait toute diligence pour assurer l'exécution de la loi et que le véritable auteur de l'infraction a agi à son insu et sans son consentement, ou contrairement à ses ordres, l'inspecteur pourra procéder contre celui qu'il croit être le véritable contrevenant sans mettre le patron en cause.

ART. 142. — Lorsque dans une fabrique le propriétaire ou le locataire d'une

machine ou d'un engin mus par une force motrice mécanique n'est pas le patron de la fabrique, ce propriétaire ou ce locataire seront responsables des contraventions prévues par la présente loi et ayant trait à l'emploi de ladite machine ou de l'engin, lorsque les ouvriers qui les dirigent ou qui s'en servent sont à leur solde.

ART. 143. — La même personne ne pourra être passible d'une amende supérieure aux maxima pour une contravention relevée plusieurs jours de suite.

Il en sera autrement :

a) Si la récidivité est constatée après le commencement des poursuites exercées pour la même contravention ;

b) Si l'infraction consiste dans l'emploi de deux ou de plusieurs personnes protégées, contrairement à la loi.

ART. 144. — § 1^{er}. Les contraventions à la présente loi seront poursuivies et les amendes seront recouvrées, après condamnation sommaire, devant le tribunal de juridiction sommaire et conformément aux *Summary Jurisdiction Acts*.

§ 2. Les arrêtés du tribunal établis en exécution de la présente loi seront rédigés comme il est prescrit par les *Summary Jurisdiction Acts*.

§ 3. Les amendes seront versées au Trésor à moins qu'il n'en soit décidé autrement par la présente loi.

§ 4. Lorsque des poursuites seront engagées devant un tribunal de juridiction sommaire comme suite à une infraction commise dans une fabrique ou un atelier contre les dispositions de la présente loi, le patron de cet établissement, son père, son fils ou son frère ne pourront faire partie dudit tribunal.

§ 5. Quiconque par soi-même, ou comme membre d'une association dirige une industrie de même nature que l'industrie exercée par la personne poursuivie, ne pourra remplir l'office de juge de paix dans l'instruction de l'affaire.

ART. 145. — Toute personne qui croira avoir été l'objet d'une condamnation trop sévère à la suite de poursuites engagées contre elle devant un tribunal de juridiction sommaire pourra se pourvoir contre le jugement devant le tribunal des sessions trimestrielles.

ART. 146. — Les dispositions suivantes devront être suivies pour ce qui concerne la procédure sommaire à engager à la suite des infractions commises à la présente loi :

§ 1^{er}. La prescription est acquise trois mois après qu'un inspecteur des fabriques aura eu connaissance de la contravention ou, s'il y a eu enquête, deux mois après la clôture de celle-ci et, en tous cas, six mois après la date de la contravention elle-même.

§ 2. Il suffira d'exprimer que l'établissement est une fabrique ou un atelier dans le sens de la loi.

§ 3. De même, il suffira de constater le nom du patron apparent, de la fabrique ou de l'atelier ou seulement la raison sociale de l'établissement.

§ 4. Tout jugement issu d'une poursuite engagée en vertu de la présente loi, soit directement soit en appel, ne peut être cassé pour vice de forme; de même, tout jugement rendu par un tribunal de juridiction sommaire et qui pourra être frappé d'appel ne pourra être porté devant un tribunal supérieur, soit à la demande du ministère public soit autrement, si ce n'est à fin de témoignage et de fixation d'un cas spécial.

ART. 147. — § 1^{er}. Toute personne rencontrée dans une usine ou un atelier, à moins que ce ne soit pendant les heures des repas, ou pendant que toutes les machines sont arrêtées, ou qu'elle vienne apporter des aliments aux ouvriers entre 4 et 5 heures du soir, sera réputée jusqu'à preuve du contraire employée dans cet établissement.

Les cours, les salles de récréation, endroits exposés à la vue du public, les salles de classe, les salles d'attente et autres pièces dépendant de l'établissement, où ne fonctionne aucun mécanisme et où ne s'opère aucun travail de fabrication, ne sont pas considérées, pour l'application du présent article, comme faisant partie de l'usine ou de l'atelier. Le présent article n'est pas applicable aux fabriques et aux ateliers de famille.

§ 2. Lorsqu'un adolescent ou un enfant paraît au tribunal avoir l'âge indiqué par l'enquêteur, le prévenu sera invité à faire la preuve du contraire.

§ 3. Une déclaration écrite du médecin certificateur du district indiquant avoir personnellement examiné la personne employée dans la fabrique ou l'atelier et la croire au dessous de l'âge porté sur la déclaration, sera admise comme preuve au sujet de l'âge de ladite personne.

§ 4. Toute copie d'un jugement intervenu en vertu des dispositions de la présente loi et certifiée conforme par le greffier du juge de paix pourra être admise comme preuve; sur la demande écrite d'un inspecteur et moyennant un droit de un shilling, ledit greffier est tenu de délivrer cette copie dûment certifiée conforme.

ART. 148. — Les avis, arrêtés, réquisitions, mises en demeure et tous documents qui doivent ou qui peuvent être signifiés ou envoyés en vertu de la présente loi, peuvent être signifiés ou adressés par la poste ou être remis à la personne ou à la résidence de la personne à qui ils doivent être signifiés ou envoyés. Si cette personne est le propriétaire de la fabrique ou de l'atelier, ils peuvent être remis en original ou en copie conforme à son agent. Si cette personne est le patron de la fabrique ou de l'atelier, ils peuvent être remis en original ou en copie conforme à son agent ou à une personne quelconque à la fabrique ou à l'atelier.

Quand la loi exige que les documents soient signifiés ou adressés au patron de la fabrique ou de l'atelier, le vœu de la loi sera satisfait, s'ils sont adressés au patron de la fabrique ou de l'atelier à la fabrique ou à l'atelier, en indiquant l'adresse exacte de l'établissement sans indiquer le nom du patron.

TITRE DIXIÈME.

Additionnel.

CHAP. 1^{er}. APPLICATION ET DÉFINITIONS.

ART. 149. — § 1^{er}. Pour l'application de la loi, les diverses expressions employées auront la signification suivante :

« Fabrique textile » s'entend de tout local dans lequel ou dans les dépendances duquel des machines mues par la vapeur, l'eau ou tout autre force mécanique sont employées à la préparation, à la fabrication, au finissage ou à tout autre opération annexe de la mise en œuvre du coton, de la laine, du poil, de la soie, du lin, du chanvre, du jute, de l'étoffe, de la ramie, des fibres de coco ou de tout autre matière de même espèce, soit isolément, soit sous forme de mélange entre elles ou avec d'autres, ou d'un produit préparé à l'aide de ces matières.

Ne sont pas considérées comme fabriques textiles les établissements où se font l'impression sur étoffes, le blanchiment et la teinture, l'apprêt des tulles et dentelles, le teillage du lin, de même que les papeteries, les corderies et les fabriques de chapeaux.

L'expression « fabrique non textile » s'applique :

a) Aux travaux et aux établissements désignés dans la première partie de l'appendice n° 6.

b) A tous les établissements dénommés à la deuxième partie dudit appendice dans lesquels ou dans les dépendances desquels un moteur à vapeur, à eau, ou toute autre force mécanique sont employés pour la conduite des opérations manufacturières.

c) Aux locaux dans lesquels ou dans les dépendances closes ou non desquels se fait, en vue d'en retirer des bénéfices avec l'aide d'un moteur à vapeur, à eau ou d'un autre moteur mécanique, un travail manuel consistant à fabriquer, modifier, réparer, orner, achever, ou approprier des marchandises destinées à être vendues.

L'expression « fabrique » s'applique indistinctement aux fabriques textiles et aux fabriques non textiles.

L'expression « fabrique de force motrice » s'applique à toute fabrique où la force motrice est fournie à différentes parties d'un même édifice occupées par des locataires qui l'emploient à l'exercice d'une industrie, de telle manière que chaque partie constitue en droit une fabrique distincte; néanmoins, pour l'application de la présente loi en ce qui concerne les fabriques de force motrice, l'ensemble du bâtiment est considéré comme ne faisant qu'un seul établissement.

L'expression « atelier » s'applique :

a) Aux locaux désignés dans la deuxième partie de l'appendice n° 6 qui ne sont pas des fabriques.

b) Aux chambres, locaux et emplacements qui ne sont pas des fabriques et dans lesquels, ou dans les dépendances closes desquels se fait en vue d'un gain un travail manuel consistant à fabriquer, modifier, réparer, orner, achever ou approprier des marchandises destinées à être vendues et où le patron pour lequel les ouvriers travaillent a droit d'entrée et de surveillance.

L'expression « atelier » s'applique aux ateliers en location.

L'expression « atelier en location » s'entend de tout local dans lequel, avec la permission ou le consentement du propriétaire ou du patron, deux ou un plus grand nombre de personnes exercent une industrie, de manière que si ces personnes étaient directement employées par le propriétaire ou patron, ce local constituerait un atelier.

§ 2. Une partie de fabrique ou d'atelier peut, avec l'approbation écrite de l'inspecteur en chef, être considérée comme une fabrique ou un atelier distincts.

§ 3. Une chambre à coucher ne sera pas considérée comme faisant partie d'une fabrique ou d'un atelier.

§ 4. Tout local situé dans l'enceinte ou dans les dépendances d'une fabrique ou d'un atelier et dans lequel ne se fait aucune opération manufacturière ou manuelle dépendant de l'établissement ne sera pas considéré comme faisant partie de la fabrique ou de l'atelier; néanmoins il pourra, s'il s'y exécute un travail industriel, être traité comme une fabrique ou un atelier distincts.

§ 5. Aucun emplacement n'échappera à la définition de la fabrique ou de l'atelier par la seule raison que le travail s'y exécute en plein air.

§ 6. Dans les écoles qualifiées, l'exécution, pendant les heures de classe, par les adolescents et les enfants, de travaux manuels destinés à leur instruction professionnelle, ne sera pas considéré comme fait en vue d'un gain, au sens de la présente loi.

ART. 150. — § 1. La présente loi s'applique aux fabriques et aux ateliers appartenant à l'État. Toutefois lorsque l'intérêt public sera en jeu, le Secrétaire d'État pourra ordonner dans quelles limites et pendant combien de temps ces établissements seront soustraits aux prescriptions de la loi industrielle; il en sera de même pour les fabriques et ateliers où seront exécutés des travaux pour le compte de l'État en vertu d'un contrat que l'ordonnance devra rappeler.

§ 2. Une fabrique ou un atelier appartenant à l'État ou travaillant pour le compte de l'État ne sera pas exceptée de la loi, par le motif qu'il ne fonctionnerait pas en vue d'un gain.

§ 3. Dans le cas d'application aux fabriques et aux ateliers appartenant à l'État, les pouvoirs conférés aux autorités locales sont exercés par les inspecteurs des fabriques.

ART. 151. — Le Secrétaire d'État peut ordonner que pour une catégorie de fabriques ou d'ateliers, les différentes parties composant un même établis-

sement soient considérées, pour tout ou partie des prescriptions de la loi, comme des fabriques ou des ateliers distincts.

ART. 152. — § 1. Toute femme, tout adolescent ou enfant qui, payé ou non, est occupé dans une fabrique ou un atelier, soit à la fabrication elle-même, soit au nettoyage des salles de travail, soit à nettoyer ou à graisser certains mécanismes, soit enfin à n'importe quelle occupation se rattachant de près ou de loin à l'industrie qui est exercée dans l'atelier ou la fabrique, sera considéré, à moins de prescription contraire, comme protégé par la loi.

§ 2. Pour l'exécution de la présente loi, les apprentis seront considérés comme travaillant pour un salaire.

ART. 153. — § 1^{er}. Pour l'application des mesures prescrites en cas d'incendie dans le comté de Londres, le Conseil de comté remplacera le conseil de district et les dépenses seront portées au chapitre du *London Building act, 1894*.

§ 2. Ledit Conseil de comté pourra prendre les arrêtés que la loi autorise les Conseils de district à prendre pour l'établissement des issues en cas d'incendie.

§ 3. Les pouvoirs conférés au Conseil de comté de Londres par l'article 164 du *London Building act, 1894*, pour assurer l'évacuation, en cas d'incendie, des édifices mesurant plus de soixante pieds de haut, s'étendront à toutes les fabriques et à tous les ateliers ayant plus de 60 pieds ou non.

§ 4. Dans tous les autres cas, ce qui concerne dans la présente loi les conseils de district et les districts, s'appliquera, pour la cité de Londres, à la Cour du Conseil municipal et à la Cité, et pour les autres parties du comté administratif de Londres, aux conseils des bourgs métropolitains et aux bourgs métropolitains.

ART. 154. — Ce qui concerne les Conseils de district et les districts dans la présente loi s'appliquera aux Conseils des bourgs de comté et aux bourgs de comtés.

ART. 155. — Les pouvoirs conférés aux Conseils de district par la présente loi s'ajoutent et ne substituent pas à ceux qu'ils possèdent déjà.

ART. 156. — § 1. A moins d'une définition différente, l'expression « Jour de fermeture légale des banques » s'entend d'un jour désigné par *Holidays Extension act, 1875*.

Le mot « enfant » s'entend d'une personne de moins de 14 ans, ou, si elle a plus de 13 ans, d'une personne qui n'est pas titulaire du certificat d'instruction ou de fréquentation scolaire mentionné dans le titre deuxième.

Le mot « mécanisme » comprend les courroies et les câbles.

L'expression « organes de transmission » s'entend de tout arbre de transmission, qu'il soit vertical, oblique ou horizontal, des roues, des tambours, des poulies en un mot de tout appareil par lequel le mouvement des moteurs est transmis aux machines-outils.

Le mot « nuit » désigne la période qui s'étend entre 9 heures du soir et 6 heures du matin.

Le mot « propriétaire » a le sens qui lui a été donné par le *Public Health act*, 1875.

Le mot « parent » s'entend du père, de la mère, du tuteur ou de toute autre personne ayant la charge de l'enfant ou de l'adolescent ou profitant de son salaire.

Le mot « prescrit » se rapporte aux prescriptions du Secrétaire d'État.

Le mot « opération industrielle » comprend l'usage d'une locomotive.

Les mots « ordonnance spéciale, arrêté » désigne une ordonnance rendue en vertu et dans la forme prévue par l'article 126, par le Secrétaire d'État.

Le mot « semaine » désigne la période comprise entre deux samedis à minuit.

Le mot « femme » désigne toute personne du sexe féminin âgée de 18 ans et plus.

Le mot « adolescent » s'applique aux personnes qui ne sont plus des enfants, mais qui n'ont pas encore 18 ans.

§ 2. Pour entrer en ligne de compte aucun repos ne pourra être inférieur à une demi-heure.

§ 3. Les fabriques et les ateliers désignés dans l'appendice n° 6 sont indiqués dans la présente loi par les mêmes noms.

§ 4. Les prescriptions se rapportant aux règlements spéciaux établis en vertu de la présente loi s'appliquent de même aux règlements antérieurement en vigueur.

ART. 157. — Les dispositions suivantes ne s'appliquent pas aux ateliers qui n'occupent ni femme, ni adolescent, ni enfant, savoir :

§ 1^{er}. Titre premier : articles 6, 7, 8, 9, 16, 17, 21 et 22.

§ 2. Titres deuxième et troisième en entier.

§ 3. Titre quatrième : articles 74 et 75.

§ 4. Titre septième, en entier.

§ 5. Titre huitième : articles 128, 120 et 132, § 1^{er}.

ART. 158. — Les adolescents mécaniciens, ouvriers ou manœuvres employés uniquement à la réparation soit des machines, soit d'une partie quelconque de la fabrique ou de l'atelier ne sont pas visés par la présente loi.

CHAPITRE II. — APPLICATION DE LA LOI À L'ÉCOSSE ET À L'IRLANDE.

ART. 159. — § 1^{er}. En ce qui concerne l'application de la loi à l'Écosse :

L'expression « école qualifiée » s'entend d'une école primaire, publique ou non, soumise à l'inspection de l'État.

Les expressions « Conseil de district » et « district » s'entendent des autorités locales définies par le *Public Health (Scotland) act*, 1897, et de leur territoire administratif.

L'expression « médecin du service d'hygiène » désigne le médecin chargé de l'exécution du *Public Health (Scotland) act, 1897*.

L'expression « médecin du bureau des pauvres » désigne le médecin appointé par le conseil de la paroisse.

L'expression « Tribunal de juridiction sommaire » désigne le shérif du Comté.

L'expression « *Board of Education* » désigne le *Scotch Education Department*.

§ 2. Les dispositions de la présente loi relatives au certificat d'instruction ne s'appliqueront pas en Écosse, toutefois, les enfants de plus de 13 ans qui seront exemptés d'aller à l'école en vertu de l'article 3 du *Education (Scotland) act, 1901*, seront réputés être des adolescents.

§ 3. L'expression « tribunal du Comté » désigne le tribunal du shérif.

§ 4. Les publications faites en Angleterre, en vertu de la présente loi, dans le *London Gazette*, seront faites en Écosse dans le *Edinburgh Gazette*.

.....
ART. 160. — (*Cet article comprend un certain nombre de définitions analogues aux précédentes, caractérisant les institutions irlandaises correspondant à celles de l'Angleterre et de l'Écosse ; elles ne présentent aucun intérêt spécial.*)

CHAPITRE III. — ABROGATIONS.

ART. 161. — Les lois désignées dans l'appendice n° 7 qui accompagne la présente loi sont abrogées dans les conditions et aux dates portées dans l'appendice.

Toutefois :

a) Les avis affichés dans chaque fabrique et dans chaque atelier en vertu d'une disposition des lois abrogées, seront réputés être affichés en vertu de la présente loi.

b) Toutes les ordonnances et tous les règlements spéciaux ainsi que les réquisitions en vigueur sous le régime des lois abrogées continueront d'être sous le régime de la présente loi.

c) Tous les inspecteurs, sous-inspecteurs, médecins certificateurs, fonctionnaires, commis et employés nommés en vertu des lois abrogées resteront en fonctions comme s'ils tenaient leurs pouvoirs de la présente loi.

d) Les certificats d'aptitude seront considérés comme étant délivrés d'après les prescriptions nouvelles et à moins d'une décision contraire du secrétaire d'État, les registres en usage continueront d'être employés.

ART. 162. — La présente loi entrera en vigueur à partir du 1^{er} janvier 1902.

ART. 163. — La présente loi sera désignée sous le nom de loi industrielle de 1901 (*Factory and Workshop act, 1901*).

APPENDICE N° 1

régulant la procédure des arbitrages.

1° Les parties à l'arbitrage sont, d'une part, les patrons des fabriques ou ateliers; de l'autre, le conseil du district;

2° Chaque partie à l'arbitrage a un délai de quatorze jours, à dater du recours à l'arbitrage, pour nommer un arbitre;

3° Nul ne peut être choisi comme arbitre en vertu de la présente loi, s'il appartient au personnel, à la direction, ou s'il est intéressé dans les affaires de l'établissement dont il s'agit;

4° La désignation d'un arbitre sera faite par écrit et notifiée immédiatement à la partie adverse; elle ne pourra plus être révoquée sans son consentement;

5° Le décès, le déplacement ou tout autre changement des parties n'aura aucun effet sur la procédure réglée par le présent appendice;

6° Si, dans le délai de quatorze jours mentionné plus haut, l'une des parties n'a pas nommé d'arbitre, celui qui a été choisi par la partie adverse pourra procéder seul au jugement du litige; la décision de cet arbitre unique sera définitive;

7° Si, avant qu'aucune décision soit rendue, un des arbitres meurt, ou devient incapable de remplir ses fonctions, ou refuse ou néglige de les remplir pendant sept jours, la partie qui a choisi cet arbitre peut en désigner un autre pour agir en son lieu et place; faute de l'avoir fait dans un délai de sept jours après la réception d'un avis adressé par l'autre partie à cet effet, l'arbitre restant pourra procéder seul au jugement du litige et sa décision sera définitive;

8° Dans les deux cas précédents où un arbitre unique a le droit d'agir seul, la partie défaillante peut, si l'arbitre unique n'a pas encore commencé ses opérations, désigner un arbitre qui agira dès lors comme si cette partie n'avait pas fait défaut;

9° Faute par les arbitres d'avoir rendu une décision dans les vingt et un jours qui suivront la date de désignation du dernier nommé d'entre eux, ou dans tel délai plus étendu qu'ils auront pu fixer d'un commun accord, le litige sera réglé par le tiers arbitre choisi comme il va être dit;

10° Avant d'examiner l'objet du différend, les arbitres devront désigner, par un acte écrit, un tiers arbitre qui devra les départager au besoin;

11° Si le tiers arbitre meurt ou devient incapable de remplir ses fonctions avant d'avoir rendu sa décision, ou s'il refuse de la rendre dans un délai raisonnable après qu'il a été choisi, les personnes ou la personne qui l'ont désigné devront immédiatement en choisir un autre à sa place;

12° Si les arbitres refusent ou ne peuvent arriver à désigner un tiers arbitre, ou s'ils négligent de le faire dans les sept jours qui suivront la demande faite par l'une ou l'autre des parties, cette désignation pourra être faite par le président des assises dans la juridiction duquel la fabrique ou l'atelier dont il s'agit est situé;

13° La décision du tiers arbitre est définitive sur les points qui lui sont soumis;

14° Faute par un arbitre unique de rendre sa décision dans les vingt et un jours qui suivent sa nomination, la partie qui l'a choisi peut en désigner un autre pour le remplacer;

15° Chaque fois qu'il sera possible, des dispositions devront être prises pour que l'examen des points en litige ait lieu en même temps par les deux arbitres et le tiers arbitre;

16° Les arbitres et le tiers arbitre, ou l'un quelconque d'entre eux, peuvent interroger les parties et leurs témoins sous la foi du serment; ils peuvent de même prendre l'avis de tous conseils, ingénieurs ou savants qu'ils jugent utile de consulter;

17° S'il y a lieu, la rémunération d'un arbitre ou d'un tiers arbitre sera fixée par le Secrétaire d'État et payée avec les autres frais d'arbitrage par les parties, ou seulement par l'une d'elles, selon ce qui sera décidé par le jugement arbitral intervenant. Ces frais seront taxés par le maître de la Cour suprême et, en Écosse, par l'auditeur de la Cour d'assises, et le magistrat taxateur devra certifier, sur la demande écrite de l'une des parties, le bien fondé du compte. La part qui, le cas échéant, peut être mise au compte du Secrétaire d'État, sera payée sur les crédits de l'inspection des fabriques. La part à la charge du patron peut, en cas de non-paiement, être recouvrée de la même manière que les amendes fixées par la loi principale.

APPENDICE N° 2.

Fabriques et ateliers dans lesquels on peut faire des heures supplémentaires.

1° *Fabriques non textiles et ateliers et parties de ces établissements dans lesquels les opérations industrielles et les manutentions sont susceptibles d'être entravées par le temps :*

- a) Teillage du lin;
- b) Briqueteries et tuileries où l'on ne fabrique pas les briques ni les tuiles décoratives;
- c) Corderies en plein air;
- d) Blanchisseries et teintureries dans lesquelles se font le blanchissage en plein air et la teinture au rouge d'Andrinople;
- e) Fabriques de colle.

2° *Fabriques non textiles et ateliers et parties de ces établissements dans lesquels il y a surcroît de travail à certaines saisons de l'année :*

- f) Imprimeries typographiques;
- g) Reliure (fabriques et ateliers);
- h) Imprimeries lithographiques;
- i) Fabriques de registres;
- j) Réglage à la machine.
- k) Fabriques de sagotins;
- l) Fabriques de bonbons et d'objets pour étrennes;
- m) Fabriques de calendriers;
- n) Fabriques de lettres de la Saint Valentin;
- o) Fabriques d'enveloppes;
- p) Fabriques d'eaux gazeuses;
- q) Fabriques de cartes à jouer.

3° *Fabriques non textiles et ateliers et parties de ces établissements dans lesquels l'activité est soumise à des afflux subits de commandes provoquées par des événements imprévus :*

- r) Articles de confection;
 - s) Passementeries pour meubles;
 - t) Fabriques de fleurs artificielles;
 - u) Cartonnages de fantaisie;
 - v) Fabriques de biscuits;
- ▼

x) Teinturiers dégraisseurs;

4° *Dépendances des fabriques textiles et non textiles et des ateliers ou magasins dans lesquels le personnel est uniquement occupé au polissage, au nettoyage, à l'encartonnage et à l'emballage des marchandises.*

APPENDICE N° 3.

Réglementation pour les ateliers d'aiguisage dans les usines de force motrice.

1° Les enveloppes des transmission et des poulies, connues sous le nom d'enveloppes-tambours, devront être disposées et entretenues en bon état;

2° Des mains courantes seront placées le long des tambours de transmission et tenues en bon état;

3° Les appareils de protection pour les courroies seront établies et maintenues en bon état;

4° Les planchers qui seront installés à partir du 1^{er} janvier 1896 devront être établis de manière à faciliter l'évacuation des ordures; à cet effet, des couloirs, des puits et autres dispositions propices seront ménagés et entretenus;

5° Les ateliers ou cases d'aiguisage construits à partir du 1^{er} janvier 1896, seront disposés de manière que, pour l'aiguisage des pièces fines, il y ait un espace d'au moins trois pieds entre les paires de caisses à meules, et pour l'aiguisage des grosses pièces, un espace de quatre pieds, et, en avant des meules, au moins six pieds;

6° Les abords des tambours de transmission dans les salles d'aiguisage seront clôturés soigneusement;

7° A moins d'une autorisation spéciale accordée par le Secrétaire d'État, aucune meule ne devra être placée de manière que son plan de rotation rencontre une autre meule ou le poêle à chauffer;

8° Aucune meule, montée après le 1^{er} janvier 1896, ne devra être située en avant d'une porte ou d'une ouverture par où pénétreraient les ouvriers.

APPENDICE N° 4.

FABRIQUES DE TISSUS DE COTON.

*TABLE indiquant les maxima d'humidité de l'atmosphère
à des températures données.*

I. VAPEUR D'EAU PAR PIED CUBIQUE D'AIR (exprimée en grains).	II. INDICATIONS DU THERMOMÈTRE à boule sèche. (Fahrenheit.)	III. INDICATIONS DU THERMOMÈTRE à boule mouillée. (Fahrenheit.)	IV. DEGRÉ HYGROMÉTRIQUE. Saturation = 100.
1.9	35	33	80
2	36	34	82
2.1	37	35	83
2.2	38	36	83
2.3	39	37	84
2.4	40	38	84
2.5	41	39	84
2.6	42	40	85
2.7	43	41	84
2.8	44	42	84
2.9	45	43	85
3.1	46	44	86
3.2	47	45	86
3.3	48	46	86
3.4	49	47	86
3.5	50	48	86
3.6	51	49	86
3.8	52	50	86
3.9	53	51	86
4.1	54	52	86
4.2	55	53	87
4.4	56	54	87
4.5	57	53	87
4.7	58	56	87
4.9	59	57	88
5.1	60	58	88
5.2	61	59	88
5.4	62	60	88
5.6	63	61	88
5.8	64	62	88

I.	II.	III.	IV.
VAPEUR D'EAU PAR PIED CUBIQUE D'AIR (exprimée en grains).	INDICATIONS DU THERMOMÈTRE à boule sèche. (Fahrenheit.)	INDICATIONS DU THERMOMÈTRE à boule mouillée. (Fahrenheit.)	DEGRÉ HYGROMÉTRIQUE. Saturation = 100.
6.0	65	63	88
6.2	66	64	88
6.4	67	65	88
6.6	68	66	88
6.9	69	67	88
7.1	70	68	88
7.1	71	68.5	85.5
7.1	72	69	84
7.4	73	70	84
7.4	74	70.5	81.5
7.65	75	71.5	81.5
7.7	76	72	79
8.0	77	73	79
8.0	78	73.5	77
8.25	79	74.5	77.5
8.55	80	75.5	77.5
8.6	81	76	76
8.65	82	76.5	74
8.85	83	77.5	74
8.9	84	78	72
9.2	85	79	72
9.5	86	80	72
9.55	87	80.5	71
9.9	88	81.5	71
10.25	89	82.5	71
10.3	90	83	69
10.35	91	83.5	68
10.7	92	84.5	68
11.0	93	85.5	68
11.1	94	86	66
11.5	95	87	66
11.8	96	88	66
11.9	97	88.5	65.5
12.0	98	89	64
12.3	99	90	64
12.7	100	91	64

MODÈLE du relevé des indications thermométriques.

Nom du patron :

Adresse de l'établissement :

Atelier { Numéro ou désignation :
Nature de l'industrie :
Nombre des ouvriers :
Cubage en pieds cubiques :

DATES.		INDICATION DES THERMOMÈTRES (EN DEGRÉS FAHRENHEIT).						Dans le cas où l'atmosphère n'est pas humidifiée artificiellement dans les vingt-quatre heures, inscrire dans cette colonne « Non ».
ANNÉE	Mois	Entre 7 ^h et 8 ^h du matin.		Entre 10 ^h et 11 ^h du matin.		Entre 3 ^h et 4 ^h du soir.		
		T sec.	T mouillé.	T sec.	T mouillé.	T sec.	T mouillé.	
1								
2								
3								
4								
5								
.....								
31								

Signature du patron ou directeur :

APPENDICE N° 5.

Honoraires des médecins certificateurs.

1^{re} PARTIE.

HONORAIRES DUS POUR LES CERTIFICATS D'APTITUDE PHYSIQUE.

Lorsque la visite est faite à la fabrique ou à l'atelier { 2 shillings 6 d. pour chaque visite et 6 d. pour chaque personne examinée en sus des cinq premières. Si la fabrique ou l'atelier se trouvent à plus d'un mille de la résidence du médecin, les honoraires sont augmentés de 6 d. par demi-mille au-dessus du premier mille.

Lorsque la visite ne se fait pas à la fabrique ni à l'atelier, mais à la résidence du médecin ou dans un local spécial désigné par lui, au jour et à l'heure qu'il aura fait publier } 6 d. par personne examinée.

2° PARTIE.

HONORAIRES DUS POUR LES VISITES DEMANDÉES PAR LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT EN VERTU DE LA LOI INDUSTRIELLE.

Quand le nombre des personnes est inférieur à 10 2 s. 6 d. par visite.
Quand le nombre des personnes est inférieur à 20 3 s.
Quand le nombre des personnes est inférieur à 30 3 s. 6 d.
Quand le nombre des personnes est inférieur à 50 4 s.
Quand le nombre des personnes est inférieur à 75 4 s. 6 d.
Quand le nombre des personnes est inférieur à 100 5 s.
Quand le nombre des personnes est supérieur à 100 7 s. 6 d.

En plus 1 shilling par mille ou fraction de mille au-dessus du premier mille à partir de la résidence du médecin certificateur.

APPENDICE N° 6.

1° PARTIE.

FABRIQUES NON TEXTILES.

1° *Impression sur étoffes.* — Établissements dans lesquels des ouvriers sont occupés à l'impression de modèles, d'ornements, de dessins sur des tissus de coton, de lin, de laine peignée ou cardée, sur des fils de soie ou sur n'importe quelle étoffe tissée ou feutrée ne pouvant être assimilée à du papier.

2° *Blanchiment et teinture.* — Établissements dans lesquels se pratiquent le blanchiment, le fou'onnage, la teinture, le calandrage, l'apprêt, la tonture, l'étirage, le pliage des textiles en flottes ou des tissus de toutes sortes; l'apprêt et le gaufrage des mousselines ou d'autres manutentions analogues.

3° *Fabriques de produits céramiques.* — Établissements dans lesquels des ouvriers et leurs aides fabriquent et achèvent toutes sortes d'objets et d'ustensiles en faïence, en terre et en porcelaine, à l'exception des briques et des tuiles non décoratives.

4° *Fabriques d'allumettes.* — Établissements dans lesquels des ouvriers mélangent diverses substances chimiques pour la fabrication des allumettes ou font n'importe quelle opération se rattachant à cette fabrication; à l'exception de la préparation des bois.

5° *Fabriques de capsules pour fusils.* — Établissements dans lesquels des ouvriers opèrent les mélanges ou font toutes les opérations ou quelques-unes d'entre elles pour la préparation et l'emmagasinage des capsules pour fusils.

6° *Fabriques de cartouches.* — Établissements dans lesquels se fabriquent les cartouches, ou seulement une partie de cette fabrication, à l'exception des établissements où se préparent le papier, le carton, ainsi que les matières premières servant à la confection des étuis.

7° *Fabriques de papiers de tenture.* — Établissements dans lesquels des ouvriers impriment divers ornements en couleur sur des feuilles de papier, soit à la main, soit au moyen de rouleaux mus par une force mécanique.

8° *Coupe de futaine.*

9° *Hauts fourneaux.* — Établissements dans lesquels se trouvent des fours quelconques servant à la fusion des métaux ou à leur obtention au moyen des minerais, par n'importe quel procédé.

10° *Usines à cuivre.*

11° *Usines métallurgiques.* — Établissements dans lesquels on transforme la fonte en fer malléable ou en acier, ou dans lesquels ce dernier produit est obtenu soit directement soit par un autre procédé, ou dans lesquels on fabrique du fer-blanc.

12° *Fonderies.* — Fonderies de fer, de cuivre, de bronze et autres métaux ou alliages, à l'exception des établissements où l'on n'occupe pas plus de cinq ouvriers et qui dépendent d'une autre usine.

13° *Construction des machines, préparation du caoutchouc.* — Établissements dans lesquels on emploie une force mécanique quelconque pour la construction des machines ou d'autres ouvrages en métaux; ou dans lesquels cette force motrice est employée pour la préparation du caoutchouc ou de la gutta-percha ou à la fabrication d'objets composés entièrement ou en partie de caoutchouc ou de gutta.

14° *Papeteries.*

15° *Verreries.*

16° *Manufactures de tabac.*

17° *Imprimeries.*

18° *Reliure.*

19° *Teillage du lin.*

20° *Stations électriques.* — Établissements dans lesquels on produit ou on transforme de l'énergie électrique dans le but de la distribuer ensuite soit pour l'éclairage des rues, des places, des édifices publics, soit pour la traction des tramways, pour le travail des usines ou pour les besoins de l'industrie.

2° PARTIE.

FABRIQUES NON TEXTILES ET ATELIERS.

21° *Fabriques de chapeaux.* — Établissements dans lesquels se fabriquent des chapeaux, ou dans lesquels se fait n'importe quelle opération accessoire à la fabrication des chapeaux.

22° *Corderies.* — Cette catégorie comprend toutes les corderies, couvertes ou non couvertes, dans lesquelles se font le tordage et les diverses opérations nécessaires pour la fabrication des ficelles, des cordes, des câbles; mais dans lesquelles on n'emploie aucune force motrice pour l'extraction et le peignage des fibres de lin, de chanvre, de jute, d'étoupe et qui n'ont aucune communication avec une fabrique textile ou avec l'une quelconque de ses dépendances, excepté toutefois la communication nécessaire pour la transmission de la force.

23° *Boulangeries.* — Boulangeries proprement dites, pâtisseries, fabriques de biscuits fonctionnant en vue d'un bénéfice.

24° *Tulles (travaux accessoires).* — Comprend tous les ateliers, magasins, etc., dans lesquels se font les manipulations et les travaux consécutifs à la fabrication mécanique du tulle, à l'exception du blanchiment de l'apprêt et de la teinture.

25° *Chantiers de construction de navires.* — Chantiers dans lesquels les navires, les bateaux et autres embarcations sont construits, achevés ou réparés.

26° *Carrières.* — S'entend des excavations à ciel ouvert d'où l'on retire de l'argile, de la pierre, des coprolithes ou d'autres matières.

27° *Carreaux de mines.* — Emplacements à l'entrée des mines où l'emploi des femmes n'est pas réglé par le *Coal mines Regulation act, 1887*, ou par le *Metalliferous mines Regulation act, 1892*, que ces emplacements constituent ou non une dépendance de la mine, au sens de ces lois.

28° *Nettoyage à sec, battage des tapis et lavage des bouteilles.*

APPENDICE N° 7.

1^{re} PARTIE.

TEXTES LÉGISLATIFS ABROGÉS DÈS LA MISE EN VIGUEUR DE LA PRÉSENTE LOI :

- Loi industrielle de 1878, en entier.
- Loi industrielle de 1883, en entier.
- Loi sur les fabriques de tissus de coton de 1889, en entier.
- Loi industrielle de 1891, en entier, à l'exception des articles 8, 9, 10 et 12, ainsi que de l'appendice n° 1.
- Loi industrielle de 1895, en entier, à l'exception des articles 12, 24 § 3, et 28.
- Loi sur les fabriques de tissus de coton de 1897, en entier.
- Loi sur la prévention des accidents menaçant les employés de chemins de fer de 1900, suppression à l'article 13, § 3, des mots « fabrique, atelier » et des mots « le patron de la fabrique ou de l'atelier ».

2^e PARTIE.

ABROGATIONS DEVANT INTERVENIR À UNE DATE QUI SERA FIXÉE PAR ORDONNANCE
DU SECRÉTAIRE D'ÉTAT.

- Loi industrielle de 1891, articles 8, 9, 10 et 12, ainsi que l'appendice n° 1.
 - Loi industrielle de 1895, articles 12, 24 § 3, et 28.
-

TRAVAUX ORIGINAUX DES INSPECTEURS.

FABRICATION DES LAMPES ÉLECTRIQUES À INCANDESCENCE,

par **M. Paul BELLON**,

INSPECTEUR DÉPARTEMENTAL DU TRAVAIL, À ROUBAIX.

L'industrie de la fabrication des lampes électriques à incandescence, de date relativement récente, a pris de nos jours une très grande importance. L'éclairage électrique par incandescence est, en effet, celui qui, abstraction faite du prix de revient, réalise le plus grand progrès : il ne consomme pas d'oxygène, n'ajoute aucune matière à l'air que nous respirons, ne produit aucun gaz funeste à la santé, n'a pas une mobilité fatigante pour les yeux et n'élève pas sensiblement la température du milieu qu'il éclaire. Il supprime presque complètement les dangers d'incendie et d'explosion, si grands avec le pétrole, le gaz et l'acétylène. Malheureusement, la fabrication des lampes employées pour cet éclairage expose les ouvriers, dans la plupart des établissements, à un grand nombre de dangers au point de vue de leur santé. C'est pourquoi nous avons cru utile, dans ce court travail, de décrire les procédés généralement employés dans cette industrie, nous attachant plus particulièrement à signaler la présence de substances ou agents toxiques, que les travailleurs sont appelés à manipuler, et dont la production et le dégagement autour d'eux sous forme de gaz ou vapeurs, de liquides ou poussières, les exposent par dessus tout à en ressentir les funestes effets.

Cette étude sera divisée en trois parties : historique, technologie et hygiène.

Historique. — Les premiers essais d'incandescence par courant électrique en vue de l'éclairage ont été faits, dès l'année 1844, par l'ingénieur anglais de Moleyns, avec un fil de platine roulé en spirale et enfermé dans un globe en cristal; ils avaient été repris, en 1847, par Petrie et, en 1858, par M. de Chanzy; enfin, M. Edison avait suivi la même voie dans ses premiers travaux. Malheureusement, on n'obtenait une belle lumière qu'à une température tellement voisine de la fusion que l'on ne parvint jamais à l'éviter, malgré l'emploi des métaux les plus réfractaires. D'autre part, King et Starr

avaient, en 1845, essayé sans succès l'emploi de baguettes minces de charbon de cornue. Celles-ci étaient bien infusibles, mais elles ne résistaient pas à la désagrégation et à la combustion.

Quelques physiiciens russes, Lodiguine, Koslou, Kohn et Bouliguine, produisirent, de 1873 à 1876, différents modèles de lampes à incandescence de charbon en vase clos; c'était un acheminement vers la solution qui ne devait être réalisée que par l'invention d'un charbon spécial capable de supporter une température beaucoup plus forte que le charbon de cornue, bien que réduit à n'être plus qu'un fil extrêmement fin. Le succès est dû principalement à la découverte faite par M. Edison, pendant ses recherches sur le platine, des modifications physiques qu'éprouvent les corps que l'on porte à l'incandescence en même temps que l'on produit un vide énergétique dans le vase qui les contient. Les gaz, enfermés entre leurs molécules, s'échappent, le platine devient beaucoup plus dur et plus élastique; les fibres végétales carbonisées, soumises au même traitement, acquièrent les mêmes propriétés.

Il a fallu cependant vaincre bien d'autres difficultés : obtenir industriellement le vide presque parfait, qui n'avait encore été réalisé que difficilement, même dans les laboratoires les mieux outillés; relier les deux bouts du filament de charbon aux extrémités du circuit, de façon à empêcher l'échauffement exagéré et la rupture des jonctions; enfin, fermer la lampe d'une façon hermétique en évitant les rentrées d'air qui pouvaient résulter des dilatations et des contractions successives des fils qui traversent la fermeture. L'exposition internationale d'électricité de Paris, en 1881, et les nombreuses applications faites depuis, ont montré avec quel succès toutes ces difficultés ont été surmontées.

Dans les anciennes lampes Edison, le filament était en bambou du Japon carbonisé, de section rectangulaire. Actuellement, c'est de la cellulose carbonisée qu'on emploie généralement.

Technologie. — Une lampe à incandescence se compose essentiellement d'une ampoule de verre privée d'air dans laquelle un filament carbonisé est porté à l'incandescence par le passage d'un courant électrique; ce filament est supporté par des fils métalliques qui le relient aux bornes d'un culot de cuivre luté sur la base de l'ampoule, ce qui permet de le relier facilement avec un circuit électrique.

Pour fabriquer une lampe à incandescence, on commence tout d'abord par faire au chalumeau la soudure autogène de fils de platine et de nickel; puis, de la même manière, on soude le platine à un fil de cuivre. Les deux fils, ainsi composés de trois fils de métaux différents réunis bout à bout, sont placés dans l'intérieur d'un petit tube de verre. On chauffe au chalumeau ce petit tube évasé en entonnoir, et à l'aide d'une pince on aplatit son extrémité cylindrique de manière à emprisonner seulement les deux fils de platine (fig. 1).

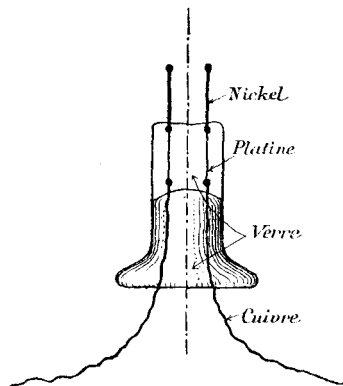


Fig. 1.

Le platine ayant à peu près le même coefficient de dilatation que le verre, on comprend facilement que les dilatations et les rétrécissements du verre et du métal qui le traverse n'auront aucune action sur le vide, les rentrées d'air n'étant pas à craindre.

Cette opération faite, on vérifie si aucune solution de continuité n'existe dans ces rhéophores, ce qui se fait très facilement à l'aide d'un circuit électrique dans lequel on intercale une lampe qui s'éclaire lorsque le courant peut passer.

On doit ensuite procéder à la mise au point des filaments, opération qui comprend leur soudage sur les fils de nickel et leur carburation.

1° *Soudage des filaments.* — Les filaments employés, qui doivent être assez minces et assez résistants pour devenir incandescents, assez rigides pour ne pas être brisés et fléchis par dilatation, assez réfractaires pour n'être ni fondus ni volatilisés, ont habituellement la composition suivante :

Papier à cigarettes, paille de riz, papier à filtrer,	
coton hydrophile, cellulose pure.....	5 grammes.
Chlorure de zinc pur neutralisé.....	100
Eau distillée	50

On fait chauffer doucement la pâte obtenue en évitant qu'elle brûle, c'est-à-dire prenne une teinte jaune; elle doit toujours conserver une teinte gris-bleu. Le filet produit par pression tombe dans l'alcool méthylique à 90 de grés. On lui donne ensuite la forme convenable (forme en boucle, en fer à cheval, etc.).

Le montage du filament, ainsi préparé, sur les fils de nickel s'opère par soudure avec dépôt de carbone. On utilise à cet effet la propriété suivante : si dans un hydrocarbure liquide (pétrole, gazoline, etc.) on plonge un fil porté à une haute température, le carbone des carbures d'hydrogène se déposera sur le fil et en quantité d'autant plus grande, pendant un temps donné, que sa température sera plus élevée.

La machine à souder se compose essentiellement d'un petit récipient cylindrique en métal fixé à la table de travail; le couvercle de cet appareil est muni intérieurement de quatre petites mâchoires destinées à pincer les extrémités du filament et des fils de nickel, et extérieurement de deux lames de cuivre rouge pour établir les contacts avec les deux bornes d'un circuit électrique. Le récipient étant rempli de pétrole et son couvercle étant placé d'une façon convenable, l'ouvrière fait passer le courant dans le filament; le carbone de l'hydrocarbure se dépose au point de jonction à souder. On commence d'abord par lancer un courant de faible intensité; puis on l'augmente progressivement jusqu'à ce que l'on juge le dépôt suffisant, ce qui se reconnaît facilement à l'œil.

Dans cette opération, l'ouvrière, obligée de travailler le visage très près de l'appareil, est exposée constamment à l'inhalation des vapeurs de pétrole se produisant avec intensité au moment du soulèvement du couvercle à mâchoires, lorsqu'elle doit procéder à un nouveau soudage. Il est indispensable que cette partie de la fabrication soit ventilée d'une façon *partielle* ou *localisée*, afin que les vapeurs pétroliques soient enlevées au fur et à mesure de leur production et que les ouvrières ne soient pas exposées à l'hydrocarburisme.

2° *Carburation*. — Le filament soudé sur les rhéophores est ensuite carburé, c'est-à-dire renforcé au moyen d'un dépôt de carbone réparti sur toute la longueur du filament. Ce renforcement utilise la propriété suivante : lorsque le courant passe dans le filament, les parties faibles de ce dernier, présentant une plus grande résistance que les autres, s'échauffent davantage, par suite, s'il est plongé dans un hydrocarbure gazeux, ce dernier se décompose et le carbone se répartit en quantités directement proportionnelles aux diverses températures atteintes. L'opération de la carburation a donc pour but d'uniformiser la section du filament; de plus, les petites molécules de gaz emprisonnées à l'intérieur, subissant une dilatation très grande, sont éliminées; la teinte noir brillant est remplacée par une teinte grisâtre.

L'appareil habituellement employé se compose d'une cloche en verre reposant sur une partie caoutchoutée, dans son intérieur, on place un ou deux des filaments venant du soudage en les montant sur des pinces reliées à un circuit électrique. Un robinet à trois voies, placé à côté de la cloche, permet de faire communiquer l'intérieur de celle-ci, soit avec une pompe pneumatique, soit avec un carburateur à gazoline; la manœuvre d'un autre robinet voisin la met en relation avec l'air extérieur.

Tout d'abord, on met la cloche en communication avec la pompe à vide de façon à y raréfier l'air; puis, par la manœuvre du robinet, on y introduit des vapeurs d'hydrocarbures provenant du carburateur, lesquelles sont aspirées par le vide produit. En fermant le circuit électrique, on fait passer un courant dans le filament qui rougit et se carbure; sa résistance diminuant au fur et à mesure que le dépôt augmente, il arrive un moment où elle atteint, pour un potentiel déterminé, une valeur fixée à l'avance et qui dépend de l'intensité lumineuse et du voltage exigés pour la lampe. Alors un basculeur électrique interrompt le courant. Cet appareil se compose tout simplement d'une balance dont l'une des extrémités du fléau porte un poids calculé, et

l'autre, une pièce de fer doux se mouvant verticalement dans un champ électrique; lorsque ce champ acquiert une valeur assez grande pour basculer le fléau par l'attraction du fer doux, un contact à mercure ferme un circuit voisin qui, en mettant en jeu un électro-aimant, provoque la rupture du courant passant dans le filament.

Sur la table de carburation, il n'est pas rare de voir du mercure répandu provenant des capsules du contact électrique. Les ouvrières doivent souvent remplir de ce métal ces deux petits réservoirs et, si elles n'y prennent garde, elles sont exposées à l'intoxication mercurielle, cela d'autant plus rapidement que les jeunes filles paraissent souvent, malgré toutes les recommandations, se soucier peu du danger.

Lorsqu'elles soulèvent la cloche, après la carburation du filament, les ouvrières sont exposées au danger de l'inhalation des vapeurs d'hydrocarbures non décomposés. Nous en parlerons plus loin.

Après carburation, le filament est essayé afin de déterminer la résistance électrique. On emploie à cet effet la méthode du pont de Wheatstone avec un galvanomètre à circuit mobile de Déprez et d'Arsonval.

Puis le filament monté sur son queusot de verre est remis à l'ouvrier verrier qui le place dans l'ampoule destinée à le recevoir. Le bord évasé du queusot facilite son soudage avec l'ampoule, opération qui se fait aisément à la flamme d'un chalumeau à gaz. Puis un autre ouvrier soude un tube de verre à l'ampoule, du côté opposé à l'entrée des fils; c'est l'opération du queusotage. Le queusot ainsi fixé, en établissant la communication de l'intérieur de la lampe avec la pompe pneumatique, va permettre à celle-ci d'y faire le vide.

Travail des pompes. — Les ampoules ainsi préparées et renfermant le filament sont portées dans la salle des pompes. Dans la plupart des fabriques françaises on emploie encore les pompes Sprengel, bien qu'elles exposent gravement les ouvriers à l'hydrargyrisme. A l'étranger, les pompes inventées par l'italien Malignani ont presque partout remplacé ces dernières, et ainsi que nous le verrons plus loin, la réglementation très minutieuse que devait faire appliquer l'inspection des fabriques dans certains pays où il était fait emploi des pompes à mercure n'a pas été étrangère à ce grand progrès humanitaire. Les pompes Malignani sont des machines pneumatiques dans lesquelles les pistons et les soupapes se meuvent constamment dans un bain d'huile, ce qui permet d'obtenir un vide à peu près aussi bon qu'avec les pompes Sprengel sans avoir les graves inconvénients de celles-ci.

Voici la description succincte des pompes Sprengel (fig. 2) :

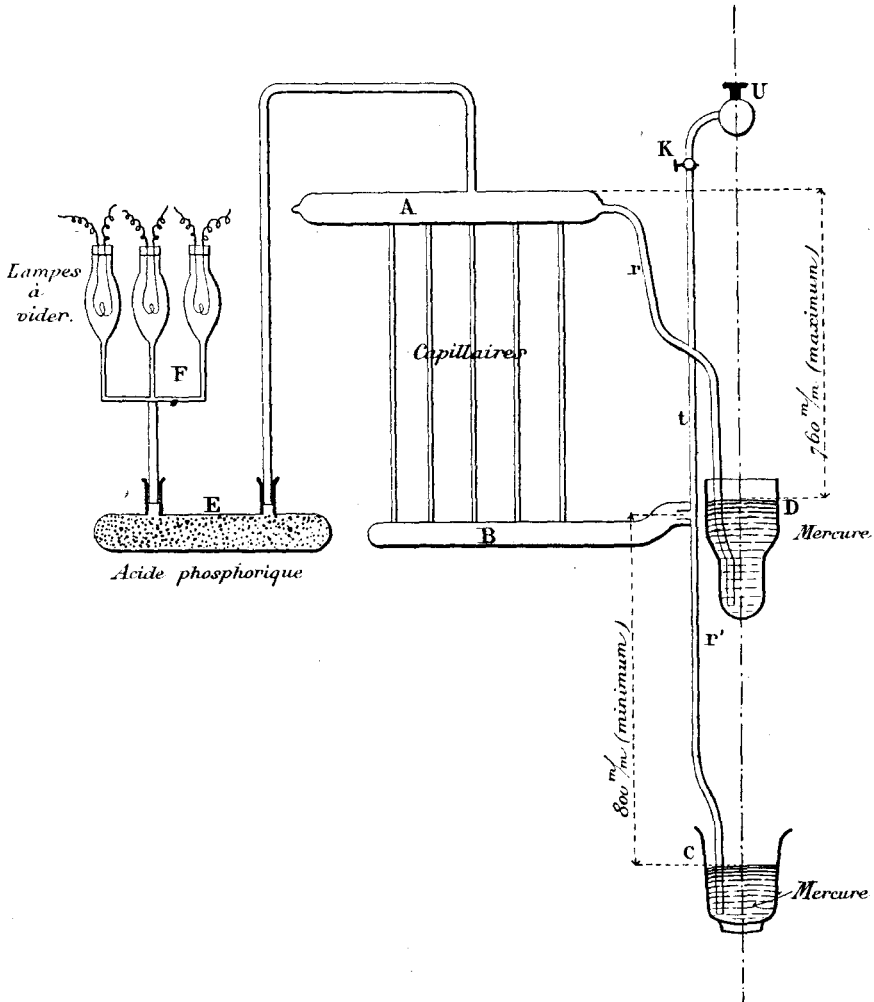


Fig. 2.

Le tube métallique U est relié à une pompe pneumatique ordinaire, et, par l'intermédiaire du tube de verre t, au réservoir B également en verre: les tubes capillaires en verre relient B au réservoir A, et ce dernier communique avec la fourche de verre F montée sur le réservoir E contenant de l'acide phosphorique anhydre; sur les tubes de la fourche sont soudés les queusots des lampes à vider d'air. Un réservoir de mercure placé à une hauteur convenable alimente le conduit D qui est placé au milieu de la table et à une hauteur déterminée par rapport au réservoir A; un autre tube placé au moins à 80 centimètres au-dessous de B recueille le mercure qui tombe des capillaires dans ce réservoir communiquant avec le tube r; enfin le

mercure recueilli par la canalisation C placée sous la table est élevé au niveau D par une pompe mécanique ordinaire.

Voici comment fonctionne l'appareil : On commence par ouvrir les robinets U et K, ce qui permet à la pompe mécanique de faire le vide dans les lampes; le mercure contenu dans le conduit D monte par le tube *r* en A et tombe dans les capillaires; cette chute de mercure produit l'aspiration de l'air contenu dans les ampoules des lampes. Il s'écoule ensuite par *r'* pour tomber dans la canalisation C qui l'amène à la pompe devant l'élever au niveau D.

Un manomètre à mercure placé sur la table des pompes permet constamment de juger du vide des lampes. De temps à autre l'ouvrier chauffe celles-ci à l'aide d'un chalumeau à gaz, ce qui facilite l'évacuation des gaz occlus. L'acide phosphorique du réservoir E a pour but d'absorber la vapeur d'eau de l'air contenu dans les lampes, ce qui permet d'avoir un meilleur vide.

Le travail des pompes est sans contredit la plus dangereuse de toutes les opérations; il expose les ouvriers aux troubles les plus graves de l'hydrargyrisme.

De la salle des pompes où elles sont vidées, les lampes sont portées dans une chambre où fonctionne une bobine de Ruhmkorff, dont les effluves permettent, par la coloration qu'elles produisent dans l'ampoule, de juger si le vide a été poussé assez loin. On sait, en effet, que lorsqu'on fait passer la décharge de la bobine dans une ampoule de verre contenant un gaz très raréfié, la lumière électrique apparaît sous la forme de zones (*ou strates*) alternativement brillantes et obscures.

Reste maintenant à fixer la lampe sur son culot de cuivre. Cette opération se fait en employant du plâtre convenablement gâché; les deux fils de cuivre sont rabattus par l'ouvrière sur les deux bornes du culot, et on laisse ensuite sécher le lut pendant le temps nécessaire.

Le culot fixé à l'ampoule, les fils de cuivre du rhéophore sont soudés aux bornes à l'aide de quelques gouttes de soudure au plomb (soudure des plombiers). Un fer à souder en cuivre rouge placé sur une table est fixé à une potence et constamment chauffé par la flamme d'un chalumeau; l'ouvrière assise présente le culot de la lampe au fer à souder. Ce travail l'expose à deux sortes d'intoxication, par suite du maniement d'un composé plombique et de l'emploi de la résine pour favoriser l'adhérence des métaux à souder.

Les lampes sont ensuite portées à la meule d'émeri qui enlève l'excédent de soudure et aplatit les deux bornes du culot, après quoi elles sont photométrées.

Pour cette opération on peut employer le photomètre de Bunsen; on peut aussi, de préférence, se servir d'appareils permettant de lire instantanément l'énergie électrique dépensée pour obtenir avec la lampe essayée un éclaircissement déterminé comparativement avec un étalon connu.

Certaines lampes sont livrées avec verre dépoli. A cet effet, on se sert habituellement d'une machine à dépolir à jet de sable: un courant d'air en pression, en circulant dans un tuyautage, se charge de sable siliceux finement pulvérisé et le projette sur la lampe tenue par une ouvrière dont les mains sont garanties par des gants en caoutchouc. Malgré toute l'étanchéité

de l'appareil, l'opération du dépolissage laisse dégager de la poussière; aussi est-il nécessaire que l'ouvrière qui en est chargée ait l'entrée des voies respiratoires protégée par un masque respirateur.

Depuis quelque temps on fait usage de lampes avec ampoules de verre, argentées en partie de façon à former réflecteur; généralement ce travail d'argenture s'exécute dans des établissements qui en font leur spécialité.

Hygiénologie. — Dans cette division de notre étude nous passerons en revue les diverses intoxications auxquelles le personnel est exposé, en suivant l'ordre des différentes parties de la fabrication.

Les opérations du soudage au chalumeau à gaz d'éclairage (verre et fils métalliques) ne sont pas sans présenter du danger pour la santé des ouvriers; le gaz d'éclairage en brûlant dégage entre autres produits de l'acide carbonique et de l'oxyde de carbone. D'après certaines analyses anglaises, on pourrait compter, en général, 5 à 6 volumes de celui-ci pour 100 volumes de celui-là. Mais l'acide carbonique, ainsi que l'ont démontré Brown-Séquard et d'Arsonval, n'est pas un ennemi de l'organisme à petite dose. Il en est autrement du gaz carboné, composé éminemment toxique, ayant un très grand pouvoir anémiant, même lorsque l'air que l'on respire n'en renferme qu'une faible proportion; une grande partie des globules sanguins sont détruits, par suite, leur chiffre étant réduit, le champ de l'hématose est singulièrement diminué.

La ventilation active des ateliers où il est fait emploi du chalumeau à gaz, telle est la mesure de prophylaxie la plus naturellement indiquée; il serait évidemment préférable de recourir à une ventilation partielle ou localisée, c'est-à-dire d'enlever les gaz toxiques au fur et à mesure de leur production; mais certaines opérations s'accommoderaient mal d'une telle installation, car le verre travaillé dans une atmosphère où l'air est agité est exposé à être cassé.

Le soudage du filament avec les fils de nickel expose le personnel à l'hydrocarburisme. Pendant cette opération les ouvrières ont constamment la tête sur un récipient renfermant du pétrole qui, par intervalles est porté à une température assez élevée, par le passage du courant électrique; elles respirent ainsi un air parfois saturé de vapeurs d'hydrocarbures.

Les symptômes caractéristiques de l'intoxication pétrolique sont : l'anémie due à l'action spéciale que les carbures d'hydrogène paraissent exercer sur les globules sanguins, l'insomnie, l'irritabilité, des troubles nerveux les plus divers dus à l'action directe des vapeurs inhalées sur le centre cérébro-spinal, des affections des voies respiratoires, de la conjonctivite et aussi des actions topiques ou de contact.

Dans un établissement nous avons pu observer ces accidents sur quatre jeunes filles; malheureusement presque toutes ces ouvrières étaient atteintes d'un commencement d'hydrargyrisme, de sorte qu'il nous a été difficile de faire exactement la part revenant à chacune des deux influences nocives. Sur la table voisine du soudage, là où se fait la carburation des filaments, les joints défectueux des planches assemblées à languette et rainure contenaient du mercure en assez grande quantité, de sorte que les vapeurs toxiques de ce métal se répandaient forcément dans l'atelier. Mais le larmolement des yeux,

la diminution de l'acuité visuelle, les migraines fréquentes, le vertige, les étourdissements et l'ébriété dont se plaignaient les ouvrières nous paraissent imputables aux vapeurs de pétrole.

Le travail du soudage peut facilement être assaini en disposant très près de machines à souder des sortes de *manches à vent* en communication avec une ventilation aspirante ayant une action efficace : les vapeurs de carbures d'hydrogène sont ainsi captées et enlevées au fur et à mesure qu'elles se produisent et l'ouvrière est soustraite à leur inhalation.

C'est une ventilation ainsi comprise que nous avons demandée dans une fabrique de lampes à incandescence de notre section ; le patron s'est empressé d'exécuter nos prescriptions. Un ventilateur, type Ser, produit dans une canalisation bien étudiée une dépression convenable, de manière à obtenir aux bouches d'aspiration une vitesse d'entrée de l'air suffisante pour que toutes les vapeurs d'hydrocarbures soient enlevées dès qu'elles se produisent.

Les résultats obtenus sont des plus satisfaisants : en même temps que les ouvrières ne respirent plus de vapeurs toxiques, l'air de tout l'atelier est renouvelé plusieurs fois par heure.

Le carbonisage des filaments offre, à un degré moindre il est vrai, le danger de l'intoxication hydrocarburique. Dans cette opération, lorsque l'ouvrière soulève la cloche de verre, des vapeurs carburées se dégagent et elle est exposée à les respirer ; mais il faut dire que les hydrocarbures gazeux ont été en partie décomposés, puisque leur carbone s'est partiellement fixé sur le filament. Sans cela nous retrouverions ici une cause nocive au moins aussi grande que dans l'opération du soudage, car, suivant Sharp, les pétroles légers sont plus odorants et plus dangereux que les pétroles lampants ; or, ici on emploie la gazoline ou essence de pétrole.

Toutes les vapeurs de carbure d'hydrogène (pétrole, gazoline, benzine, etc.) étant des poisons hématiques mettant l'hémoglobine en liberté, on doit tout d'abord chercher à soustraire les ouvrières à leur action pernicieuse. Mais au carbonisage il paraît difficile d'employer une ventilation localisée ; il faudra donc, par une ventilation générale bien comprise, assurer un très grand renouvellement de l'air de l'atelier, sans toutefois créer des courants d'air gênants à la fois pour le personnel et pour la fabrication.

Plusieurs ouvrières ayant travaillé à la carburation, dans la fabrique de lampes de notre section, présentaient des symptômes indéniables de l'intoxication mercurielle ; cela provenait du défaut de propreté de la table de travail. Le mercure employé pour établir les contacts du basculateur électrique en se répandant partout s'était localisé dans les rainures des planches disjointes de la table. Nous avons dû recommander le masticage de cette table de façon à faire disparaître ce grave inconvénient.

Mais c'est dans le travail de la chambre des pompes que nous rencontrons au plus haut degré le danger des vapeurs mercurielles. Comme nous l'avons dit plus haut, on se sert encore en France, dans la plupart des fabriques de lampes, des pompes à mercure de Sprengel. Les ouvriers sont exposés à l'hydrargyrisme, parce que les tubes en verre se brisent soit par imprudence, soit par le choc des gouttelettes de mercure quand la raréfaction augmente. Dans la rupture des tubes de verre, une grande quantité de mercure s'écoule

sur la table des pompes et sur le sol; les vêtements des ouvriers peuvent être souillés. Les vapeurs toxiques de ce métal, qui sont émises à toutes les températures se répandent dans l'atmosphère des salles de travail et déterminent des intoxications.

Des cas de ce genre ont été observés pour la première fois dans les fabriques de lampes à incandescence de Berlin, en 1888, et Donath (1) rapporta, en 1895, douze observations de mercurialisme chez des ouvriers d'une fabrique de cette espèce à Buda-Pesth.

L'apparition de ce nouveau facteur nocif professionnel a décidé les autorités de Berlin et celles de Buda-Pesth à intervenir énergiquement par des mesures administratives, en vue de protéger les ouvriers. Voici, traduit, l'arrêté pris par la présidence de police de Berlin, à la date du 22 novembre 1882 :

1° L'atmosphère de l'atelier (chambre des pompes) doit pouvoir être renouvelée sans cesse;

2° Les travaux des ouvriers doivent être réglés de manière à prévenir en temps utile l'intoxication mercurielle;

3° Tous les ouvriers et employés qui séjournent longtemps dans la chambre des pompes à mercure doivent porter une longue blouse en toile et avoir la tête couverte. Ce vêtement et le couvre-chef seront fournis par la direction de l'usine qui est, en outre, chargée de leur entretien et de leur lavage hebdomadaire;

4° Un local spécial servira de réfectoire aux ouvriers. Il ne sera pas en communication avec la chambre des pompes. Avant d'y entrer, les ouvriers doivent déposer leurs vêtements de travail, se savonner les mains et la figure et se rincer la bouche avec une solution de chlorate de potasse;

5° L'eau servant aux lotions doit contenir du polysulfure de potassium en solution; elle doit être fournie par l'usine, de même que le chlorate de potasse. Il faut veiller à ce que les ouvriers prennent alternativement, trois fois par semaine, des bains et des douches chaudes;

6° Un médecin devra examiner une fois par semaine les ouvriers travaillant aux pompes à mercure; il exigera l'éloignement immédiat de tout ouvrier présentant le moindre symptôme d'intoxication mercurielle;

7° Le médecin consignera ses observations dans un registre qui devra être présenté à la réquisition du fonctionnaire compétent.

Pour augmenter encore la sécurité des ouvriers, une fabrique de lampes à incandescence où s'étaient produits de nombreux cas d'intoxication a pris, d'après les indications de Sprenger (2), les mesures suivantes :

1° Le sol de la salle aux pompes à mercure doit être balayé journellement avec le plus grand soin; une fois par semaine au moins, il sera lavé à l'eau chaude. Tous les interstices doivent en être bouchés. Les gouttelettes de mer-

(1) Donath, Die chronische Quecksilbergervergiftung in der Glühlampenfabriken und ihre Verhütung. Zeitschrift d. Centralstelle für Arbeiter. — Wohlfahrtseint. 1895, II, p. 21.

(2) Jahresbericht der Königl. Preuss. — Regierungs und Gewerbeärzte 1889, p. 25.

cure tombées sur le sol ou sur les supports en bois des pompes doivent être recueillies et éloignées du local. On doit également en éloigner les parties métalliques recouvertes de mercure;

2° On doit veiller à ce que l'air soit continuellement renouvelé et rafraîchi, pendant et après le travail, soit au moyen d'aspirateurs, soit en ouvrant les fenêtres;

3° Les ouvriers doivent, avant les repas, et le soir à la clôture du travail, se laver les mains et le visage, spécialement la barbe et les environs de la bouche. Celle-ci doit, en outre, être convenablement rincée. Les repas doivent être pris au réfectoire sur des tables qui ne peuvent servir qu'à cet usage;

4° La fabrique fournit aux ouvriers des vêtements de travail et les remplace chaque semaine par des vêtements nettoyés et lavés. Les ouvriers ne peuvent porter que des chaussures en cuir; le port des chaussures en feutre et en étoffe est interdit;

5° Pendant la soudure des ampoules de verre, les yeux doivent être protégés par des lunettes spéciales fournies par la fabrique;

6° Les chefs d'ateliers, préposés aux salles des pompes, sont chargés de punir d'une amende de 50 pfennigs les contraventions aux dispositions précédentes.

A Berlin comme à Buda-Pesth, les conséquences de ces arrêtés furent surprenantes; du coup on n'entendit plus parler d'intoxication, de sorte qu'à Berlin on put même renoncer à la visite médicale régulière prescrite. Cependant cette surveillance minutieuse des fabriques et la difficulté de faire respecter ces prescriptions réglementaires ont sans doute contribué à faire disparaître presque partout les pompes à mercure. On y a substitué des pompes mécaniques du système Malignani, dans lequel on ne fait plus usage de mercure.

On voit donc par cet exemple comment l'hygiène et la technique peuvent se prêter un mutuel appui.

C'est d'ailleurs ce qui s'est passé dans notre service : Ayant mis en demeure un fabricant de lampes d'avoir à ventiler *per descensum* la table des pompes à mercure et à recourir à une ventilation générale par pulsion de la salle, en ayant soin que l'air du dehors entre par le haut, il nous a répondu que depuis longtemps il étudiait, à la fois dans un but humanitaire et économique, le remplacement des pompes à mercure par des pompes mécaniques spéciales sans adjonction d'aucun procédé chimique.

A la suite d'essais de vidage des lampes avec une de ces pompes, essais ayant donné d'excellents résultats, il a été décidé que toutes les pompes à mercure seraient remplacées par des pompes mécaniques. A l'heure actuelle les nouvelles pompes sont installées, de sorte que l'opération du vidage des lampes ne présente plus aucune cause de danger pour la santé des ouvriers.

En attendant que ces nouvelles pompes eussent été installées, nous avons rédigé les instructions suivantes que le patron a fait placarder dans les ateliers et remettre aux ouvriers, afin qu'ils prennent toutes les précautions préventives nécessaires pour ne pas être atteints de mercurialisme :

« Le mercure est un corps extrêmement toxique qui émet des vapeurs à

« toutes les températures. Ces vapeurs, plus lourdes que l'air, loin de se localiser à la partie inférieure d'un local fermé, se diffusent dans tous les sens à la température ordinaire et cela avec une égale rapidité; elles n'ont guère plus de tendance à descendre qu'à monter.

« La tendance des vapeurs à s'élever n'a lieu que lorsqu'elles sont produites à une haute température.

« Les symptômes caractéristiques de l'intoxication mercurielle comprennent :

« La *stomatite* ou inflammation de la bouche, qui se traduit par la salivation, la fétidité de l'haleine, l'ulcération de la gencive des dents avec enduit blanc, l'ébranlement et parfois la chute des dents;

« 2° Les troubles nerveux dont le plus important est le *tremblement*;

« 3° La *cachexie* ou dépérissement général de l'individu.

« Ces trois ordres de symptômes ne sont pas forcément successifs; ils peuvent même s'installer parallèlement.

« On observe aussi fréquemment un affaiblissement général des facultés intellectuelles.

« Afin de se prémunir contre ces accidents pouvant gravement compromettre leur santé, les ouvriers devront :

« 1° Porter à l'atelier un vêtement spécial de travail (surtout) qui sera lavé au moins deux fois par mois;

« 2° Ne prendre aucun aliment dans l'atelier;

« 3° A leur sortie de l'atelier, procéder à une toilette soigneuse de la bouche, des cheveux, de la barbe et des mains dont les ongles devront être coupés courts; il sera bon de se laver les mains à l'eau sulfureuse;

« 4° Une fois par semaine, prendre un bain savonneux ordinaire ou mieux un bain sulfureux;

« 5° Surmonter le dégoût qu'ils pourraient éprouver pour la viande et s'abstenir de tout alcool;

« 6° Tenir le sol et les tables de travail dans le plus grand état de propreté possible;

« 7° En cas d'un commencement d'intoxication n'user de l'iodure de potassium ou de la fleur de soufre que sur le conseil d'un médecin. »

En cas de rupture des tubes de verre des pompes Sprengel, l'ouvrier doit procéder à leur remplacement en soudant au chalumeau des tubes neufs. Dans cette opération il tient à la bouche un petit tube de verre raccordé avec un tuyau en caoutchouc aboutissant au réservoir d'acide phosphorique anhydre; en soufflant dans ce tuyau et en chauffant au chalumeau les raccords des tubes, il arrive à les souder convenablement. Ce travail est très dangereux puisqu'il expose l'ouvrier à l'inhalation des vapeurs phosphoriques lesquelles, en desséchant les muqueuses des cavités buccales et pharyngiennes, provoquent très rapidement une soif ardente.

Il serait facile d'arrêter ces vapeurs en donnant au tube de verre que l'ou-

vrier tient à la bouche un renflement dans lequel on mettrait de la pierre ponce imbibée d'un neutralisant; on préviendrait ainsi leurs effets désastreux sur l'organisme.

Le travail du soudage des fils de cuivre sur les bornes du culot des lampes offre deux causes d'intoxication : par le plomb de la soudure et par les vapeurs de la résine employée.

Nous ne nous arrêterons pas sur le danger du maniement du plomb et de ses composés; il faut exiger ici que l'industriel mette à la portée de ses ouvriers tous les moyens leur permettant d'assurer leur propreté individuelle, (lavabos, savon, essuie-mains, brosses) et agir auprès de ceux-ci en faisant afficher des instructions dans lesquelles sont exposées les mesures de prophylaxie individuelle à prendre contre l'intoxication saturnine.

En ce qui regarde l'emploi de la résine pour souder, nous ferons remarquer que ce corps chauffé à une haute température dégage des vapeurs de carbures d'hydrogène, de sorte que nous observerons parfois chez les ouvriers du soudage une variété d'hydrocarburisme pouvant se manifester par les symptômes suivants : coryza aigu aboutissant à des éternuements répétés et à un écoulement intense de liquide (souvent l'inflammation gagne la muqueuse des tissus frontaux, d'où douleur dans la région sus-orbitaire; celle des yeux par le canal nasal, d'où conjonctivite; celle de la trompe d'Eustache, d'où surdité et bourdonnements d'oreille passagers). — anémie — inappétence — ulcérations et parfois saignement des gencives — excitations momentanées suivies de prostration — tremblement des mains comme dans l'intoxication mercurielle, mais moins fort — nausées fréquentes, parfois vomissements — diarrhées, et quelquefois abolition du réflexe rotulien.

Comme prophylaxie de cette intoxication on pourrait recourir à une ventilation partielle de la table des fers à souder, de façon à empêcher les vapeurs se dégageant de la résine en fusion d'être respirées par les ouvrières.

Telles sont les principales causes de danger que présente pour la santé des ouvriers la fabrication des lampes électriques à incandescence.

Cette industrie occupant actuellement un grand nombre d'ouvriers et étant appelée à se répandre par suite des progrès rapides de l'éclairage électrique, nous avons pensé qu'il pouvait être intéressant et utile d'appeler sur elle l'attention des hygiénistes et des inspecteurs du travail, afin qu'une catégorie de travailleurs particulièrement exposée aux risques professionnels soit l'objet de la sollicitude qu'elle mérite.

DE L'INTOXICATION SATURNINE.

MESURES PRÉVENTIVES EMPLOYÉES À LA FABRIQUE DE CÉRUSE
DE SAINT-WAAST-LA-VALLÉE (NORD).

par **M. GRÉGOIRE,**

INSPECTEUR DÉPARTEMENTAL DU TRAVAIL, À AVESNES.

Les procédés de fabrication de la céruse en usage à l'usine de Saint-Waast et dus à l'invention d'un ingénieur anglais, M. James, sont remarquables au point de vue de la suppression, pour les ouvriers, de tout danger d'empoisonnement: l'intoxication saturnine y est, en effet, à peu près inconnue.

Afin de permettre de se rendre compte des moyens employés pour obtenir des résultats aussi merveilleux, nous donnons ci-après, quelques renseignements techniques sur la fabrication et nous indiquons, en outre, les règles d'hygiène adoptées.

I. — Exposé technique de la fabrication.

La fabrication rapide du blanc de céruse, obtenu en quarante-huit heures, suivant la méthode de M. James, comporte les opérations ci-après, effectuées dans quatre locaux différents :

La première consiste dans l'oxydation du plomb et sa transformation en litharge.

Le plomb en saumon, déposé dans la cour, à proximité du local des fours, est amené dans ce local au moyen de petits wagonnets, puis introduit sur la sole de fours à reverbère, chauffés, sur les côtés, par du coke.

On introduit habituellement, dans chaque four, 1,300 kilogrammes de plomb et 1,300 kilogrammes de son, ou résidus de plomb, provenant du broyage de l'oxyde, pour obtenir 1,800 kilogrammes de céruse.

Le plomb est porté à la température de fusion et la fonte dure huit heures. L'oxydation est complète en vingt-quatre heures.

L'ouvrier, chargé spécialement de la conduite d'un four, brasse la matière puis en fusion au moyen d'un long ringard, puis repousse la couche d'oxyde au fur et à mesure de sa production, de manière que le plomb fondu reste dans le milieu de la sole et ne s'écoule pas en avant du four.

Lorsque l'oxydation est complète, le défournement a lieu.

L'ouvrier, à l'aide d'un râble, fait tomber la litharge dans des wagonnets spéciaux circulant sur une voie placée devant les fours.

Après avoir été pesés, ces wagonnets sont montés sur une plateforme au moyen d'un monte-charge situé à l'entrée du second local et le contenu est déversé dans une cuve à eau, où a lieu le broyage.

A la partie inférieure de cette cuve tombent les résidus de plomb métallique ou son, recueillis pour être introduits dans les fours avec les saumons.

La litharge broyée s'écoule dans une seconde cuve cylindro-conique, placée à côté de la première, d'où elle est recueillie, sous forme de bouillie de couleur rouge-brun, dans des wagonnets semblables à ceux employés au défournement.

Ces wagonnets sont montés également sur la plateforme dont il est question plus haut et amenés au-dessus des carbonateurs.

La litharge est introduite dans ces appareils, où elle est humectée, puis soumise à l'action de vapeurs d'acide acétique et de l'acide carbonique, qui la transforment en hydro-carbonate de plomb ou blanc de céruse.

Les eaux chargées d'acétate de plomb sont recueillies et refoulées, par une pompe, dans la cuve du broyeur.

A sa sortie des carbonateurs, le blanc de céruse tombe dans une caisse, dans laquelle des agitateurs mécaniques agissent constamment sur la masse pour la mettre en mouvement.

Une pompe aspire ce blanc de céruse et le refoule dans les filtre-presses, où il est fortement comprimé dans des cadres recouverts de toile filtrante et d'où il sort, en pâte compacte blanche, sous forme de pains de 0^m 04 environ d'épaisseur et de 0^m 50 de côté.

Après le passage aux filtres, les opérations prennent deux directions différentes, permettant de livrer au commerce de la céruse broyée à l'huile ou de la céruse en poudre.

La céruse à l'huile est travaillée dans le troisième local. La pâte molle est introduite dans un malaxeur où on l'incorpore à l'huile, puis le produit subit un finissage entre des cylindres broyeurs pour être ensuite embarillé.

La moitié environ de la production de l'usine de Saint-Waast est livrée en pâte.

Pour obtenir la céruse en poudre, on procède comme suit : les cadres des filtre-presses contenant la pâte de céruse sont superposés sur des chariots spéciaux et conduits aux fours à sécher, où ils séjournent pendant soixante heures ; dès que le séchage est terminé, ces chariots sont retirés les uns après les autres et amenés devant la trémie du concasseur.

Ces fours, situés dans le second local, sont constitués par un long couloir en briques, fermé en avant et en arrière par des portes à double vantaux. Ils sont chauffés par de l'air à 100 degrés, provenant d'un aéro-condenseur situé dans le local de la machine à vapeur. Cet air, après avoir traversé les fours, s'échappe à l'autre extrémité, vers la haute cheminée de l'usine.

L'ouvrier chargé spécialement du concassage retire les cadres des chariots sortant du four, puis renverse les pains de céruse dans la trémie de ce concasseur, où ils sont broyés. Une vis d'Archimède entraîne la céruse jusqu'à la base d'un élévateur à godets, placé à l'entrée du quatrième local, qui la déverse dans un moulin, où elle est pulvérisée.

A la sortie du moulin, la céruse est amenée, par un second élévateur, aux bluteries, puis de là dans un réservoir, d'où elle passe dans le densificateur, où se trouvent des meules verticales.

Quand ces meules ont tourné le temps voulu, on ouvre, à la base de l'appareil, une petite porte qui livre passage à la céruse et celle-ci est enlevée, par une vis sans fin, jusqu'à une chambre spéciale, où a lieu l'embarillage.

Dès qu'un baril est rempli, on le retire doucement de la chambre, puis l'ouvrier, après avoir placé quelques feuilles de papier sur la surface de la céruse, pose le fond et les derniers cercles : la dernière opération est terminée et la céruse est prête à être expédiée.

Cependant, quand les barils sont destinés à l'exportation, ils sont amenés dans une petite chambre, voisine de la première, et la céruse est fortement comprimée au moyen d'une vis.

II. — Hygiène des travailleurs.

Telles sont les diverses opérations techniques effectuées dans l'usine.

Il reste maintenant à examiner — et c'est le point le plus important — quelles sont les mesures d'hygiène prises pour exécuter sans danger ces opérations

Ainsi qu'il est indiqué au début de cette étude, l'intoxication saturnine est à peu près inconnue à Saint-Waast, car on cite seulement quelques ouvriers qui se sont trouvés indisposés dès le début de la fabrication ou lors du nettoyage des appareils.

Le directeur et le contremaître, occupés depuis 1893 et qui ont traversé la période difficile du montage et des essais, déclarent n'avoir jamais ressenti aucun malaise.

Les ouvriers des fours, occupés depuis cinq et sept ans; l'ouvrier chargé du séchage et du concassage et qui est très exposé à l'absorption des poussières et des vapeurs plombiques; l'ouvrier occupé à l'embarillage, employés depuis deux ans, certifient n'avoir jamais éprouvé ni coliques, ni douleurs névralgiques et n'avoir jamais perdu une journée par suite d'indisposition.

Ces résultats sont dus aux bonnes conditions d'hygiène dans lesquelles ont lieu les opérations décrites ci dessus.

L'intoxication saturnine se produisant surtout par l'absorption, dans les voies respiratoires et digestives, des poussières plombiques, les procédés employés à Saint Waast, pour combattre l'action des poussières nocives, sont de deux sortes : les procédés généraux consistant dans l'intervention de l'eau et de l'huile, dans l'emploi d'une ventilation énergique, d'appareils clos, etc.; les procédés individuels consistant principalement dans les soins de propreté.

Procédés généraux. — Dès la première opération, des mesures d'hygiène sont adoptées en vue de soustraire l'ouvrier des fours à l'action des fumées plombiques, qui s'échappent par la porte de ces fours, pendant le brassage de l'oxyde et provenant de la fonte du métal — et des poussières, au moment du défournement de la litharge dans les wagonnets.

Pour remédier à ce danger, on a disposé, immédiatement au-dessus de l'ouverture, de chaque four, une hotte en tôle s'étendant, à droite et à gauche au-dessus des foyers et, en avant, au-dessus de la voie où circulent les wagonnets, embrassant ainsi tout le champ de dégagement des gaz et poussières nuisibles, et surmontée d'une cheminée d'appel, s'ouvrant à l'extérieur.

Les petits wagonnets portent, au milieu de la caisse, une tige en fer terminée par une pièce rectangulaire fermant l'ouverture du fond et celle-ci se place exactement sur l'entonnoir de la cuve du broyeur à eau.

Le déversement de la litharge dans cette cuve a lieu sans production de poussières : l'ouvrier, ayant amené le wagonnet au-dessus de l'entonnoir, place une couverture en bois sur la caisse de ce dernier, manœuvre doucement la tige et la litharge s'écoule peu à peu dans la cuve, où elle est broyée sous l'eau.

A la sortie des filtres, la céruse est en pâte et les ouvriers ne peuvent recevoir d'éclaboussures; mais, à la sortie de la deuxième cuve, la litharge arrive en bouillie dans le wagonnet et les ouvriers pourraient être atteints; aussi l'ouverture inférieure de cette cuve est-elle terminée par un obturateur à levier facilement réglable.

Les wagonnets, servant à conduire la litharge aux carbonateurs, portent, comme les premiers, une tige à vis, qu'on manœuvre très lentement.

Si l'on passe au concasseur, on constate que la trémie est fermée sur trois côtés et s'ouvre seulement du côté du travail, pour permettre à l'ouvrier de déposer les pains de céruse provenant du four à sécher, dans lequel il ne s'introduit, d'ailleurs, qu'après l'arrêt de l'aéro-condenseur.

Pour jeter les pains de céruse dans la trémie, l'ouvrier procède comme suit: le chariot portant les châssis à toile filtrante, étant conduit près de l'ouverture du concasseur, il prend avec précaution chaque châssis et appuie le bord de ce dernier sur la trémie, puis il le relève jusqu'au moment où il s'applique complètement sur le cadre de l'ouverture : le pain de céruse glisse dans le concasseur.

Les autres opérations que nécessite la fabrication de la céruse en poudre, produisent des poussières toxiques et ces poussières pourraient, en raison de leur ténuité, se répandre dans l'atmosphère du travail.

Pour éviter cet inconvénient, l'usine de Saint-Waast est installée de façon à supprimer tout dégagement nuisible. C'est ainsi que le concasseur, les vis d'Archimède, les élévateurs, les bluteries, etc., sont hermétiquement clos et les opérations s'exécutent automatiquement, depuis le déversement au concasseur jusqu'à l'embarillage.

De plus, partant de ce principe que la poussière doit être saisie et enlevée au point même où elle prend naissance, des aspirateurs placés à la partie supérieure de la trémie du concasseur, sur le moulin, les bluteries, la chambre d'embarillage, correspondant, par une conduite aérienne, hermétiquement fermée, à une chambre à poussières, où un puissant ventilateur aspirant et refoulant les envoie en dépôt. On recueille, chaque année, environ 400 kilogrammes de poussières dans cette chambre.

L'embarillage automatique de la céruse a lieu de la façon suivante : la

céruse en poudre, provenant du densificateur, est amenée, par une vis sans fin, à la partie supérieure de la chambre à embarillage et tombe dans un filtre en toile portant, à sa partie inférieure, un cadre en bois enveloppant exactement l'orifice du baril.

Au moyen de deux bras de leviers, articulés à droite et à gauche, dans les parois de cette chambre, on soulève doucement le cadre et on place le baril sous le filtre, puis on ouvre la porte du densificateur et la céruse tombe dans le baril.

Pendant tout le chargement, l'air chargé de fines poussières, est entraîné par l'aspirateur disposé à la partie supérieure de la chambre.

Le baril étant plein, l'ouvrier soulève le cadre de nouveau, puis, au moyen d'un cordeau, placé derrière le baril, retire celui-ci très doucement pour le déposer un peu plus loin et placer le fond et les cercles comme il a été indiqué ci-dessus.

Toutes ces opérations se font dans de vastes salles, bien aérées et très hautes. Le sol, qui est pavé, est lavé à grande eau ou au moyen de linges mouillés. Il est absolument interdit de se servir du balai à sec.

Précautions individuelles. — Comme on l'a vu plus haut, la plupart des opérations sont faites automatiquement. Mais, il y a des manipulations qu'il n'est possible de confier qu'à la main de l'homme: de là la nécessité de recourir aux précautions individuelles, pour éviter les accidents saturnins.

L'ouvrier des fours d'oxydation, l'ouvrier spécialement chargé de s'introduire dans les fours à sécher pour en retirer les chariots chargés de pains de céruse et occupé de l'alimentation du concasseur, l'ouvrier employé à la fermeture des barils, qui sont particulièrement exposés, se servent, pendant leur travail, d'éponges mouillées et de mouchoirs couvrant le nez et la bouche.

Il y a quelques années, des masques respirateurs avaient été mis à la disposition des ouvriers, mais ceux-ci ont déclaré ne plus vouloir s'en servir.

Ils ont été munis, par la direction, de vêtements de travail: pantalons et blouses, qu'ils quittent avant d'aller prendre leur repas.

A divers endroits de l'usine, ils ont également à leur disposition des robinets à eau, brosses à ongles, savons et serviettes individuelles. Ils déposent leurs vêtements à ces endroits, en les isolant des murs par une feuille de fort papier d'emballage.

Les robinets servent aussi au lavage du sol.

Les ouvriers se nettoient souvent les mains, aussi ne voit-on aucune trace de souillure sur les objets qu'ils manient, pelles, balais, wagonnets, levier: de décharge de la cuve, etc.

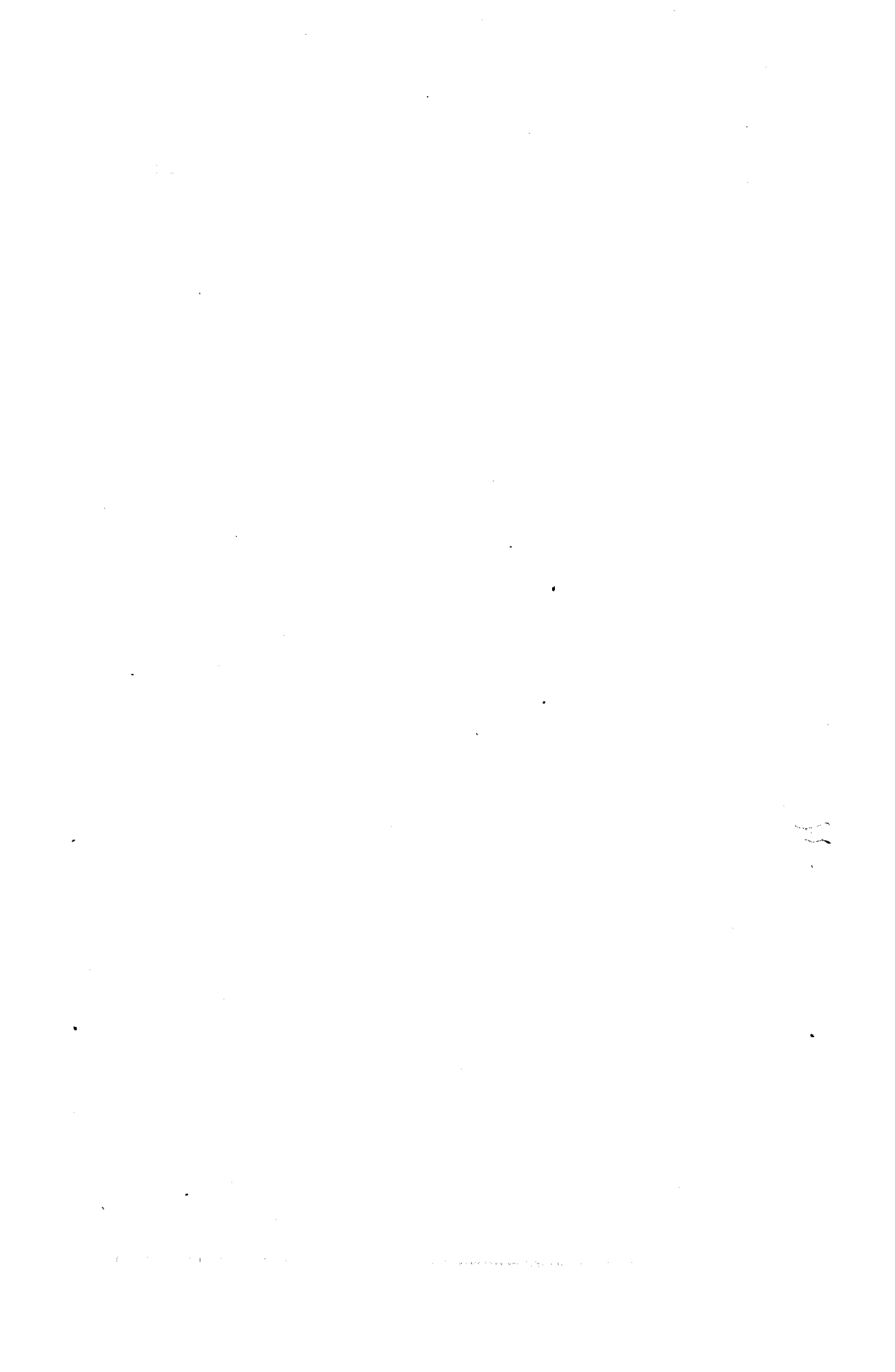
Aucun repas n'est pris dans les salles de travail. Il existe loin de celles-ci un réfectoire, et chauffé en hiver. Une petite salle de bains y est annexée.

Il est recommandé aux ouvriers de se laver les mains avant le repas et, afin d'assurer l'exécution de cette recommandation, une inspection des mains et des ongles est faite, de temps en temps, par le directeur.

Un médecin, attaché à l'établissement, fait la visite de tous les ouvriers environ une fois par mois; cette visite a lieu inopinément et à des dates irrégulières.

Enfin, le directeur est très sévère pour les ouvriers qui s'adonnent à la boisson : les alcooliques sont impitoyablement renvoyés.

D'après ce qui précède, on peut se rendre compte que si les accidents saturnins sont inconnus à l'usine de Saint-Waast, cette situation est due à l'emploi de deux sortes de mesures indispensables lorsqu'il s'agit du travail des matières toxiques : procédés généraux d'hygiène et observation régulière, par les ouvriers, des soins de propreté.



MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE,
DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.

DIRECTION DU TRAVAIL. — 2^e BUREAU.

BULLETIN
DE L'INSPECTION DU TRAVAIL.

DIXIÈME ANNÉE (1902). — NUMÉROS 3 et 4.

ACTES OFFICIELS.

DÉCRET DU 7 JUIN 1902

*nommant le Ministre du commerce, de l'industrie, des postes
et des télégraphes.*

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. — M. Trouillot, député, est nommé Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, en remplacement de M. Millerand, dont la démission est acceptée.

ART. 2. — Le Président du Conseil, Ministre de l'intérieur et des cultes, est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 7 juin 1902.

ÉMILE LOUBET.

Par le Président de la République :

*Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,*

E. COMBES.

DÉCRET DU 10 MAI 1902

réorganisant le service de l'Inspection du travail.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes;

Vu les paragraphes 1, 2, 3, 4, 5 et 6 de l'article 18 de la loi du 2 novembre 1892, ainsi conçus :

« Les inspecteurs du travail sont nommés par le Ministre du commerce et de l'industrie.

« Ce service comprendra :

« 1° Des inspecteurs divisionnaires;

« 2° Des inspecteurs ou inspectrices départementaux.

« Un décret, rendu après avis du Comité des arts et manufactures et de la Commission supérieure du travail ci-dessous instituée déterminera les départements dans lesquels il y aura lieu de créer des inspecteurs départementaux. Il fixera le nombre, le traitement et les frais de tournée de ces inspecteurs.

« Les inspecteurs et inspectrices départementaux sont placés sous l'autorité de l'inspecteur divisionnaire; »

Vu le paragraphe 2 de l'article 19 de ladite loi, ainsi conçu : « La nomination au poste d'inspecteur titulaire ne sera définitive qu'après un stage d'un an »;

Vu les décrets des 13 décembre 1892, 27 décembre 1892, 18 décembre 1893 et 28 octobre 1895;

Vu l'avis du Comité consultatif des arts et manufactures;

Vu l'avis de la Commission supérieure instituée par l'article 22 de la loi précitée,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. — Le nombre des inspecteurs du travail est fixé comme suit :

11 inspecteurs divisionnaires;

110 inspecteurs ou inspectrices départementaux.

ART. 2. — La délimitation des circonscriptions attribuées aux inspecteurs divisionnaires, le lieu de leurs résidences, l'indication du département ou des départements inspectés par les inspecteurs ou inspectrices départemen-

taux, les lieux de résidence de ces inspecteurs ou inspectrices sont inscrits au tableau suivant :

CIRCON- SCRIPTIONS.	DÉPARTEMENTS.	NOMBRE DES INSPECTEURS et inspectrices départementaux.	RÉSIDENCES des INSPECTEURS départementaux.	RÉSIDENCES des INSPECTEURS divisionnaires.
1 ^{re}	Seine..... Seine-et-Oise.....	14 inspecteurs..... 14 inspectrices..... 2 inspecteurs.....	Paris.....	Paris.
2 ^o	Loiret, Cher et Loir-et-Cher. Indre-et-Loire..... Indre, Vienne..... Haute-Vienne..... Allier, Creuse.....	<i>Idem</i> 1 inspecteur..... <i>Idem</i> <i>Idem</i> <i>Idem</i>	Orléans, Bourges.. Tours..... Poitiers..... Limoges..... Montluçon.....	Limoges.
3 ^e	Yonne, Nièvre..... Aube, Haute-Marne, Côte- d'Or, Haute-Saône, Terri- toire de Belfort, Doubs, Jura et Saône-et-Loire....	<i>Idem</i> 5 inspecteurs.....	Nevers..... Troyes, Dijon, Bel- fort, Besançon, Chalon-s-Saône..	Dijon.
4 ^e	Aisne, Ardennes, Marne, Meuse, Meurthe-et-Moselle et Vosges.....	8 inspecteurs.....	Saint-Quentin, Reims, Mézières, Bar-le-Duc, Nan- cy, Epinal.....	Nancy.
5 ^e	Nord, Pas-de-Calais et Somme	13 inspecteurs..... 1 inspectrice.....	Lille, Roubaix, Tourcoing, Valen- ciennes, Avesnes, Cambrai, Douai, Dunkerque, Cal- lais, Boulogne, Arras, Amiens...	Lille.
6 ^e	Oise, Seine-Inférieure et Eure..... Eure-et-Loir, Orne, Calvados et Manche.....	7 inspecteurs..... 1 inspectrice.....	Creil, Beauvais, Rouen, le Havre, Elbeuf, Chartres, Caen.....	Rouen.
7 ^o	Ille-et-Vilaine, Côtes-du-Nord Sarthe, Mayenne..... Loire-Inférieure et Vendée .. Maine-et-Loire, Deux-Sèvres. Finistère et Morbihan.....	1 inspecteur..... <i>Idem</i> 2 inspecteurs..... 1 inspectrice..... 1 inspecteur..... <i>Idem</i>	Rennes..... Le Mans..... Nantes..... Angers..... Lorient.....	Nantes.
8 ^e	Charente-Inférieure, Gironde. Lot-et-Garonne, Landes, Gers, Basses-Pyrénées et Hautes-Pyrénées..... Charente, Dordogne, Cor- rèze et Lot.....	2 inspecteurs..... <i>Idem</i> <i>Idem</i>	Bordeaux..... Agen, Pau..... Angoulême, Cahors.	Bordeaux.

CIRCON- SCRIPTIONS.	DÉPARTEMENTS.	NOMBRE DES INSPECTEURS et inspectrices départementaux.	RÉSIDENCES des INSPECTEURS départementaux.	RÉSIDENCES des INSPECTEURS divisionnaires.
9 ^e	Aude, Pyrénées-Orientales... Hérault..... Aveyron, Cantal, Lozère... Tarn..... Haute-Garonne, Tarn-et-Ga- ronne, Ariège.....	1 inspecteur..... <i>Idem</i> <i>Idem</i> <i>Idem</i> 2 inspecteurs.....	Carcassonne..... Montpellier..... Rodez..... Castres..... Toulouse.....	Toulouse.
10 ^e	Bouches-du-Rhône, Var, Alpes-Maritimes et Corse... Vaucluse et Basses-Alpes... Drôme et Hautes-Alpes..... Gard..... Ardèche.....	4 inspecteurs..... 1 inspectrice..... 1 inspecteur..... <i>Idem</i> <i>Idem</i> <i>Idem</i>	Marseille, Nice... Marseille..... Avignon..... Valence..... Nîmes..... Nîmes.....	Marseille.
11 ^e	Rhône, Isère, Ain..... Haute-Savoie et Savoie..... Puy-de-Dôme, Loire et Haute- Loir.....	4 inspecteurs..... 1 inspectrice..... 1 inspecteur..... 4 inspecteurs.....	Lyon, Grenoble... Lyon..... Chambéry..... Saint-Étienne, Roanne, Cler- mont-Ferrand...	Lyon.

ART. 3. — Dans les départements ou groupes de départements pour lesquels le tableau ci-dessus prévoit plusieurs postes d'inspecteurs, un arrêté ministériel déterminera la section à attribuer à chacun des inspecteurs ou inspectrices départementaux.

ART. 4. — Les inspecteurs et inspectrices stagiaires institués par l'article 19 de la loi reçoivent un traitement annuel de 2,400 francs.

ART. 5. — Les inspecteurs et inspectrices départementaux sont répartis en cinq classes dont les traitements sont fixés ainsi qu'il suit :

5^e classe, 3,000 francs.

4^e — 3,500 —

3^e — 4,000 —

2^e — 4,500 —

1^{re} — 5,000 —

Le nombre des inspecteurs et inspectrices départementaux de chaque classe est fixé conformément aux indications ci-après :

INSPECTEURS DÉPARTEMENTAUX.

1^{re} classe, 8 inspecteurs au maximum.

2^e — 8 — —

3^e — 18 — —

4^e, 5^e classes et stagiaires, 57 inspecteurs au minimum.

INSPECTRICES DÉPARTEMENTALES.

1^{re} et 2^e classes, 3 inspectrices au maximum, dont une au maximum de 1^{re} classe.

3^e classe, 4 inspectrices au maximum.

4^e, 5^e classes et stagiaires, 12 inspectrices au minimum.

ART. 6. — Les inspecteurs divisionnaires sont répartis en trois classes dont les traitements sont fixés ainsi qu'il suit :

3^e classe, 6,000 francs.

2^e — 7,000 —

1^{re} — 8,000 —

Le nombre des inspecteurs divisionnaires de chaque classe est fixé conformément aux indications ci-après :

1^{re} classe, 3 inspecteurs divisionnaires au maximum.

2^e — 4 — — —

3^e — 4 — — — au minimum.

ART. 7. — Les inspecteurs et inspectrices ne peuvent être élevés de classe qu'après trois ans de service dans la classe immédiatement inférieure.

Les inspecteurs divisionnaires sont nommés au choix parmi les inspecteurs départementaux appartenant au moins à la 2^e classe.

ART. 8. — Les frais de tournée des inspecteurs et inspectrices seront réglés sur état, selon les formes prescrites par décisions du Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, et suivant le tarif fixé par le décret du 28 octobre 1895.

Les frais de transport par mer seront remboursés aux inspecteurs d'après le prix des places en première classe.

L'inspecteur divisionnaire résidant à Paris reçoit, pour frais de tournée dans le département de la Seine, une indemnité fixe de 3,000 francs par an. Ses frais de tournée dans les départements de Seine-et-Marne et de Seine-et-Oise lui seront remboursés sur le même taux qu'aux autres inspecteurs divisionnaires.

Les inspecteurs et inspectrices départementaux du département de la Seine reçoivent une indemnité fixe de 600 francs pour frais de déplacement

dans l'enceinte de Paris; l'indemnité est de 900 francs pour les inspecteurs attachés au service de la banlieue.

Dans les départements autres que celui de la Seine où les conditions de service l'exigent, les frais de tournées alloués sur état aux inspecteurs et inspectrices peuvent être remplacés par des indemnités fixes réglées par arrêté ministériel.

Les déplacements des inspecteurs hors de leur circonscription ou section, nécessités par les besoins du service, sont comptés comme frais de tournée et réglés sur état aux mêmes tarifs.

ART. 9. — Il sera alloué aux inspecteurs divisionnaires des frais de bureau fixés à 2,200 francs pour l'inspecteur divisionnaire de la première circonscription, à 1,800 francs pour l'inspecteur divisionnaire de la cinquième circonscription, et à 1,500 francs pour les autres inspecteurs divisionnaires.

ART. 10. — Les décrets des 13 décembre 1892, 27 décembre 1892 et 18 décembre 1893 sont abrogés.

ART. 11. — Le Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et au *Journal officiel de la République française*.

Fait à Paris, le 10 mai 1902.

ÉMILE LOUBET.

Par le Président de la République :

*Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,*

A. MILLERAND.

ARRÊTÉ DU 27 MAI 1902

*déterminant les sections territoriales des inspecteurs et inspectrices
départementaux.*

LE MINISTRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE, DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES,

Vu la loi du 2 novembre 1892;

Vu le décret du 10 mai 1902 portant réorganisation du service de l'Inspection du travail et notamment son article 3;

Sur la proposition du Directeur du Travail,

ARRÊTE :

Les sections territoriales d'inspection attribuées à chacun des inspecteurs et inspectrices départementaux sont déterminées ainsi qu'il suit :

NUMÉRO des SECTIONS.	COMPOSITION DES SECTIONS.	RÉSIDENCE des INSPECTEURS.
1^{re} CIRCONSCRIPTION.		
<i>(Seine, Seine-et-Oise, Seine-et-Marne.)</i>		
I. — INSPECTEURS.		
1 ^{re} .	PARIS. — Quartiers de Saint-Germain l'Auxerrois, Halles, Palais-Royal, place Vendôme, Gaillon, Vivienne, Madeleine, Europe, Saint-Georges, Chaussée d'Antin, Plaine Monceau, Batignolles, Épinettes, Grandes-Carrières, Clignancourt	Paris.
2 ^e .	PARIS. — Quartiers du Mail, Bonne-Nouvelle, Faubourg Montmartre, Rochechouart, Saint-Vincent-de-Paul, Porte Saint-Denis, Goutte-d'Or, La Chapelle, Pont-de-Flandre.	Paris.
3 ^e .	PARIS. — Quartiers des Arts-et-Métiers, Porte Saint-Martin, Hôpital Saint-Louis, La Villette, Combat	Paris.
4 ^e .	PARIS. — Quartiers des Enfants-Rouges, Folie-Méricourt, Belleville, Amérique	Paris.
5 ^e .	PARIS. — Quartiers des Archives, Saint-Ambroise, Saint-Fargeau	Paris.
6 ^e .	PARIS. — Quartiers de la Roquette, Père-Lachaise, Charonne	Paris.
7 ^e .	PARIS. — Quartiers Sainte-Marguerite, Bel-Air, Picpus, Bercy	Paris.
8 ^e .	PARIS. — Quartiers de Notre-Dame, Arsenal, Saint-Victor, Jardin des Plantes, Val de Grâce, Sorbonne, Quinze-Vingts, Salpêtrière, Gare, Maison-Blanche, Croulebarbe	Paris.
9 ^e .	PARIS. — Quartiers de Sainte-Avoye, Saint-Merri, Saint-Gervais, Monnaie, Odéon, Montparnasse, Santé, Petit-Montrouge	Paris.
10 ^e .	PARIS. — Quartiers de Notre-Dame-des-Champs, Saint-Germain-des-Prés, Saint-Thomas-d'Aquin, Invalides, École Militaire, Gros-Caillou, Champs-Élysées, Faubourg du Roule, Plaisance, Saint-Lambert, Necker, Grenelle, Javel, Auteuil, Muette, Porte-Dauphine, Bassins, Ternes	Paris.
11 ^e .	SEINE. — Cantons de Boulogne-sur-Seine, Levallois-Perret, Neuilly-sur-Seine, Puteaux	Paris.

NUMÉRO des SECTIONS.	COMPOSITION DES SECTIONS.	RÉSIDENTE des INSPECTEURS.
1^{re} CIRCONSCRIPTION. (Suite.)		
I. — INSPECTEURS. (Suite.)		
12°.	SEINE. — Cantons d'Asnières, Courbevoie, Clichy, Saint-Denis, Saint-Ouen.	Paris.
13°.	SEINE. — Cantons d'Aubervilliers, Montreuil-sous-Bois, Nogent-sur-Marne, Noisy-le-Sec, Pantin, Vincennes	Paris.
14°.	SEINE. — Cantons de Charenton, Ivry, Saint-Maur, Sceaux, Vanves, Villejuif.	Paris.
15°.	SEINE-ET-MARNE. — Arrondissements de Corbeil et d'Étampes du département de Seine-et-Oise.	Paris.
16°.	SEINE-ET-OISE, moins les arrondissements de Corbeil et d'Étampes.	Paris.
II. — INSPECTRICES.		
1 ^{re} .	PARIS. — Quartiers du Faubourg-du-Roule, Madeleine, Europe, Plaine Monceau, Batignolles, Épinettes, Grandes-Carrières.	Paris.
2°.	PARIS. — Quartiers de la Place Vendôme, Gaillon, Saint-Georges, Chaussée d'Antin.	Paris.
3°.	PARIS. — Quartiers Vivienne, Faubourg Montmartre, Rochechouart, Clignancourt.	Paris.
4°.	PARIS. — Quartiers Saint-Germain-l'Auxerrois, Halles, Palais-Royal, Mail, Bonne-Nouvelle, Sainte-Avoye, Saint-Merri, Saint-Gervais.	Paris.
5°.	PARIS. — Quartiers des Arts-et-Métiers, Saint-Vincent-de-Paul, Porte Saint-Denis, Goutte-d'Or, La Chapelle.	Paris.
6°.	PARIS. — Quartiers des Enfants-Rouges, Archives, Arsenal, Jardin-des-Plantes, Porte Saint-Martin, Hôpital Saint-Louis, La Villette, Pont-de-Flandre, Amérique, Combat.	Paris.
7°.	PARIS. — Quartiers de la Folie-Méricourt, Saint-Ambroise, Belleville, Père-Lachaise.	Paris.
8°.	PARIS. — Quartiers de la Roquette, Sainte-Marguerite, Bel-Air, Picpus, Bercy, Quinze-Vingts, Salpêtrière, Gare, Saint-Fargeau, Charonne.	Paris.
9°.	PARIS. — Quartiers de Notre-Dame, Saint-Victor, Val-de-Grâce, Sorbonne, Monnaie, Odéon, Notre-Dame-des-Champs, Saint-Germain-des-Prés, Maison-Blanche, Croulebarbe, Montparnasse, Santé, Petit-Montrouge.	Paris.

NUMÉRO des SECTIONS.	COMPOSITION DES SECTIONS.	RÉSIDENCE des INSPECTEURS.
1^{re} CIRCONSCRIPTION. (Suite.)		
II. — INSPECTRICES. (Suite.)		
10 ^e .	PARIS. — Quartiers Saint-Thomas-d'Aquin, Invalides, École Militaire, Gros-Caillou, Champs-Élysées, Plaisance, Saint-Lambert, Necker, Grenelle, Javel, Auteuil, Muette, Porte Dauphine, Bassins, Ternes	Paris.
11 ^e .	SEINE. — Cantons de Boulogne-sur-Seine, Courbevoie, Levallois-Perret, Neuilly-sur-Seine, Puteaux	Paris.
12 ^e .	SEINE. — Cantons d'Asnières, Aubervilliers, Clichy, Montreuil-sous-Bois, Nogent-sur-Marne, Noisy-le-Sec, Pantin, Saint-Denis, Saint-Ouen, Vincennes	Paris.
13 ^e .	SEINE. — Cantons de Charenton, Ivry, Saint-Maur, Sceaux, Vanves, Villejuif	Paris.
14 ^e .	Service de la suppléance des inspectrices de la circonscription	Paris.
2^e CIRCONSCRIPTION.		
<i>(Loiret, Cher, Loir-et-Cher, Indre-et-Loire, Indre, Vienne, Haute-Vienne, Allier, Creuse.)</i>		
1 ^{re} .	LOIRET; Arrondissement de Vendôme et cantons de Marchenoir et d'Ouzouer; le Marché du département de Loir-et-Cher	Orléans.
2 ^e .	CHER; LOIR-ET-CHER, moins l'arrondissement de Vendôme et les cantons de Marchenoir et d'Ouzouer le Marché....	Bourges.
3 ^e .	INDRE-ET-LOIRE	Tours.
4 ^e .	INDRE; VIENNE	Poitiers.
5 ^e .	HAUTE-VIENNE	Limoges.
6 ^e .	ALLIER; CREUSE	Monluçon.
3^e CIRCONSCRIPTION.		
<i>(Aube, Haute-Marne, Côte-d'Or, Haute-Saône, Territoire de Belfort, Doubs, Jura, Saône-et-Loire.)</i>		
1 ^{re} .	YONNE; NIÈVRE	Nevers.
2 ^e .	AUBE; arrondissement de Vassy du département de la Marne.	Troyes.

NUMÉRO des SECTIONS.	COMPOSITION DES SECTIONS.	RÉSIDENTE des INSPECTEURS.
3^e CIRCONSCRIPTION. (Suite.)		
3 ^e .	CÔTE-D'OR; HAUTE-MARNE, moins l'arrondissement de Vassy; arrondissement de Gray du département de la Haute-Saône	Dijon.
4 ^e .	HAUTE-SAÔNE, moins l'arrondissement de Gray; Territoire de Belfort; arrondissement de Montbéliard du département du Doubs	Belfort.
5 ^e .	JURA, moins l'arrondissement de Lons-le-Saulnier; DOUBS, moins l'arrondissement de Montbéliard.	Besançon.
6 ^e .	SAÔNE-ET-LOIRE; arrondissement de Lons-le-Saulnier	Chalon-s-Saône
4^e CIRCONSCRIPTION.		
<i>(Aisne, Ardennes, Marne, Meuse, Meurthe-et-Moselle, Vosges.)</i>		
1 ^e .	AISNE, moins les arrondissements de Château-Thierry et de Soissons	S ^t -Quentin.
2 ^e .	Arrondissements de Château-Thierry et de Soissons du département de l'Aisne; arrondissement d'Épernay, 1 ^{er} et 3 ^e cantons de la ville de Reims, et arrondissement de Reims, moins les cantons de Beine, Verzy et Bourgogne du département de la Marne	Reims.
3 ^e .	Arrondissements de Reims du département des Ardennes; arrondissements de Châlons-sur-Marne et de Vitry-le-François, 2 ^e et 4 ^e cantons de Reims, cantons de Beine, Verzy et Bourgogne du département de la Marne	Reims.
4 ^e .	ARDENNES, moins l'arrondissement de Reims	Mézières.
5 ^e .	MEUSE, moins les arrondissements de Montmédy et de Verdun; arrondissement de Sainte-Menehould du département de la Marne; arrondissement de Neufchâteau du département des Vosges	Bar-le-Duc.
6 ^e .	Arrondissements de Verdun et Montmédy du département de la Meuse; arrondissement de Briey, cantons nord et est de Nancy, cantons de Nomeny, de Pont-à-Mousson et de Thiaucourt du département de Meurthe-et-Moselle.	Nancy.
7 ^e .	Arrondissement de Toul, moins le canton de Thiaucourt; arrondissement de Lunéville; cantons ouest et sud de Nancy; cantons d'Haroué, Saint-Nicolas et Vézelize du département de Meurthe-et-Moselle	Nancy.
8 ^e .	VOSGES, moins l'arrondissement de Neufchâteau	Épinal.

NUMÉRO des SECTIONS.	COMPOSITION DES SECTIONS.	RÉSIDENCE des INSPECTEURS.
5^e CIRCONSCRIPTION.		
(Nord, Pas-de-Calais, Somme.)		
I. — INSPECTEURS.		
1 ^{re} .	Cantons centre, ouest et sud-ouest de Lille; cantons d'Hau- bourdin et de Quesnoy-sur-Deule de l'arrondissement de Lille (Nord).....	Lille.
2 ^e .	Cantons nord, nord-est, est, sud-est et sud de Lille; cantons de Cysoing et de Lannoy de l'arrondissement de Lille (Nord).....	Lille.
3 ^e .	Cantons de Roubaix de l'arrondissement de Lille.....	Roubaix.
4 ^e .	Cantons de Tourcoing de l'arrondissement de Lille.....	Tourcoing.
5 ^e .	Arrondissement de Valenciennes.....	Valenciennes.
6 ^e .	Arrondissement d'Avesnes (Nord).....	Avesnes.
7 ^e .	Arrondissement de Cambrai (Nord); cantons de Bertincourt et de Marquion de l'arrondissement d'Arras (Pas-de-Calais); arrondissement de Péronne (Somme), moins les cantons d'Albert et de Bray-sur-Somme.....	Cambrai.
8 ^e .	Arrondissement de Douai, cantons de Pont-à-Marcq, Seclin, La Bassée de l'arrondissement de Lille (Nord); canton de Carvin de l'arrondissement de Béthune (Pas-de-Calais)...	Douai.
9 ^e .	Arrondissement de Dunkerque et d'Hazebrouck; canton d'Ar- mentières de l'arrondissement de Lille (Nord).....	Dunkerque.
10 ^e .	Arrondissement de Boulogne-sur-Mer, moins les cantons de Boulogne, Samer et Desvres; arrondissement de Saint- Omer, cantons de Norrent-Fontes, Lillers, Laventie de l'arrondissement de Béthune (Pas-de-Calais).....	Calais.
11 ^e .	Cantons de Boulogne, de Samer et de Desvres, de l'arron- dissement de Boulogne-sur-Mer; arrondissement de Mon- treuil (Pas-de-Calais); arrondissement d'Abbeville (Somme).	Boulogne.
12 ^e .	Arrondissement d'Arras, moins les cantons de Bertincourt et Marquion; arrondissement de Saint-Pol; cantons de Béthune, Lens, Cambrin et Houdain de l'arrondissement de Béthune (Pas-de-Calais); arrondissement de Doullens (Somme).....	Arras.
13 ^e .	Arrondissements d'Amiens et de Montdidier; cantons d'Al- bert et de Bray-sur-Somme de l'arrondissement de Péronne (Somme).....	Amiens.

NUMÉRO des SECTIONS.	COMPOSITION DES SECTIONS.	RÉSIDENTE des INSPECTEURS.
5^e CIRCONSCRIPTION. (Suite.)		
II. — INSPECTRICE.		
14 ^e .	Cantons de Lille, Roubaix et Tourcoing.....	Lille.
6^e CIRCONSCRIPTION.		
(<i>Oise, Seine-Inférieure, Eure, Eure-et-Loir, Orne, Calvados, Manche.</i>)		
I. — INSPECTEURS.		
1 ^{re} .	OISE, moins l'arrondissement de Beauvais.....	Creil.
2 ^e .	Cantons d'Eu et d'Envermeu de l'arrondissement de Dieppe; arrondissement de Neufchâtel du département de la Seine- Inférieure; arrondissement des Andelys du département de l'Eure; arrondissement de Beauvais du département de l'Oise.	Beauvais.
3 ^e .	Arrondissement de Rouen; moins les cantons d'Elbeuf et de Grand-Couronne; arrondissement de Dieppe, moins les cantons d'Eu et d'Envermeu du département de la Seine- Inférieure.....	Rouen.
4 ^e .	Arrondissements du Havre et d'Yvetot du département de la Seine-Inférieure.....	Le Havre.
5 ^e .	EURE, moins l'arrondissement des Andelys et les cantons de Nonancourt et de Verneuil; cantons d'Elbeuf et de Grand- Couronne du département de la Seine-Inférieure; arrondis- sements de Lisieux et de Pont-l'Évêque du département du Calvados.....	Elbeuf.
6 ^e .	EURE-ET-LOIR; ORNE, moins l'arrondissement de Domfront; cantons de Nonancourt et de Verneuil du département de l'Eure.....	Chartres.
7 ^e .	MANCHE; CALVADOS, moins les arrondissements de Lisieux et de Pont-l'Évêque; arrondissement de Domfront du dépar- tement de l'Orne.....	Caen.
II. — INSPECTRICE.		
8 ^e .	Villes de Rouen, du Havre, de Dieppe, et banlieues.....	Rouen.

NUMÉRO des SECTIONS.	COMPOSITION DES SECTIONS.	RÉSIDENCE des INSPECTEURS.
7° CIRCONSCRIPTION.		
<i>(Ille-et-Vilaine, Côtes-du-Nord, Sarthe, Mayenne, Loire-Inférieure, Vendée, Maine-et-Loire, Deux-Sèvres, Finistère, Morbihan.)</i>		
I. — INSPECTEURS.		
1 ^{re} .	ILLE-ET-VILAINE, CÔTES-DU-NORD	Rennes.
2 ^e .	SARTHE, MAYENNE	Le Mans.
3 ^e .	1 ^{er} , 2 ^e , 3 ^e , 5 ^e et 6 ^e cantons de Nantes; cantons ruraux de Carquefou et de la Chapelle-sur-Erdre; arrondissements d'Ancenis, Châteaubriant et Saint-Nazaire du département de la Loire-Inférieure	Nantes.
4 ^e .	4 ^e canton de Nantes; cantons ruraux de Aigrefeuille, Bouaye, Clisson, Legé, Le Loroux, Machecoul, Saint Philbert, Vallet, Vertou; arrondissement de Paimbœuf du département de la Loire-Inférieure; département de la Vendée ..	Nantes.
5 ^e .	MAINE-ET-LOIRE, DEUX-SÈVRES	Angers.
6 ^e .	FINISTÈRE, MORBIHAN	Lorient.
 II. — INSPECTRICE.		
7 ^e .	Villes de Nantes, Saint-Nazaire et communes suburbaines...	Nantes.
 8° CIRCONSCRIPTION.		
<i>(Charente-Inférieure, Gironde, Lot-et-Garonne, Landes, Gers, Basses-Pyrénées, Hautes-Pyrénées, Charente, Dordogne, Corrèze, Lot.)</i>		
1 ^{re} .	CHARENTE-INFÉRIEURE, arrondissements de Blaye et Libourne; cantons de Carbon-Blanc, Saint-André-de-Cubzac du département de la Gironde; 5 ^e , 6 ^e et 7 ^e cantons de Bordeaux..	Bordeaux.
2 ^e .	Arrondissements de Bazas, de La Réole et de Lesparre; arrondissement de Bordeaux, moins les cantons de Carbon-Blanc et Saint-André-de-Cubzac, du département de la Gironde	Bordeaux.
3 ^e .	LOT-ET-GARONNE; GERS; arrondissements de Mont-de-Marsan et Saint-Sever du département des Landes	Agen.

NUMÉRO des SECTIONS.	COMPOSITION DES SECTIONS.	RÉSIDENCE des INSPECTEURS.
7° CIRCONSCRIPTION. (Suite.)		
4°.	HAUTES-PYRÉNÉES; BASSES-PYRÉNÉES; arrondissement de Dax du département des Landes	Pau.
5°.	CHARENTE; DORDOGNE, moins les arrondissements de Ber- gerac et Sarlat.....	Angoulême.
6°.	CORRÈZE; LOT; arrondissements de Bergerac et de Sarlat du département de la Dordogne.....	Cahors.
9° CIRCONSCRIPTION.		
<i>(Aude, Pyrénées-Orientales, Hérault, Aveyron, Cantal, Lozère, Tarn, Haute-Garonne, Tarn-et-Garonne, Ariège.)</i>		
1°.	AUDE; PYRÉNÉES-ORIENTALES	Carcassonne.
2°.	HÉRAULT, moins la commune de Verreries-de-Moussans; commune de Saint-Étienne; Vallée-Française du départe- ment de la Lozère.....	Montpellier.
3°.	AVEYRON; CANTAL; LOZÈRE, moins la commune de Saint- Étienne-Vallée-Française.....	Rodez.
4°.	TARN; commune des Verreries-de-Moussans du département de l'Hérault.....	Castres.
5°.	Arrondissement de Toulouse, moins les cantons Nord et Ouest de Toulouse. Arrondissement de Villefranche, du département de la Haute-Garonne; Tarn-et-Garonne.....	Toulouse.
6°.	Arrondissements de Muret et de Saint-Gaudens, cantons Nord et Ouest de Toulouse du département de la Haute- Garonne; Ariège.....	Toulouse.
10° CIRCONSCRIPTION.		
<i>(Bouches-du-Rhône, Var, Alpes-Maritimes, Corse, Vaucluse, Basses-Alpes, Drôme, Hautes-Alpes, Gard, Ardèche.)</i>		
I. — INSPECTEURS.		
1°.	1 ^{er} , 3°, 4° et 5° cantons de la ville de Marseille; arrondisse- ment de Marseille, moins les cantons de la Ciotat et d'Aubagne; arrondissement d'Aix, moins les cantons de Martigues, d'Istres et de Berre du département des Bouches-du-Rhône.....	Marseille.

NUMÉRO des SECTIONS.	COMPOSITION DES SECTIONS.	RÉSIDENCE INSPECTEURS.
10° CIRCONSCRIPTION. (Suite.)		
I. — INSPECTEURS. (Suite.)		
2°.	2°, 10°, 11° et 12° cantons de la ville de Marseille; cantons de Martigues, d'Istres et de Berre de l'arrondissement d'Aix; arrondissement d'Arles du département des Bouches-du-Rhône.....	Marseille.
3°.	6°, 7°, 8° et 9° cantons de la ville de Marseille; cantons de la Ciotat et d'Aubagne du département des Bouches-du-Rhône; arrondissement de Toulon, canton de Saint-Maximin de l'arrondissement de Brignoles du département du Var	Marseille.
4°.	ALPES-MARITIMES; VAR, moins l'arrondissement de Toulon et le canton de Saint-Maximin; Corse.....	Nice.
5°.	BASSES-ALPES; VAUCLUSE	Avignon.
6°.	DRÔME; HAUTES-ALPES	Valence.
7°.	GARD.....	Nîmes.
8°.	ARDÈCHE	Privas.
II. — INSPECTRICE.		
9°.	Ville de Marseille.....	Marseille.
11° CIRCONSCRIPTION.		
<i>(Rhône, Isère, Ain, Haute-Savoie, Savoie, Puy-de-Dôme, Loire, Haute-Loire.)</i>		
I. — INSPECTEURS.		
1 ^{re} .	AIN; 4° et 6° arrondissements de Lyon; cantons de Neuville-sur-Saône et de Villeurbanne du département du Rhône..	Lyon.
2°.	Arrondissement de Villefranche; 1 ^{er} , 2° et 5° arrondissements de Lyon; canton de Limonest du département du Rhône.	Lyon.
3°.	3° arrondissement de Lyon; arrondissement suburbain de Lyon, moins les cantons de Neuville-sur-Saône, Villeurbanne et Limonest du département du Rhône; arrondissement de Vienne du département de l'Isère.....	Lyon.
4°.	ISÈRE, moins l'arrondissement de Vienne.....	Grenoble.
5°.	SAVOIE; HAUTE-SAVOIE.....	Chambéry.

NUMÉRO des SECTIONS.	COMPOSITION DES SECTIONS.	RÉSIDENCE des INSPECTEURS.
11^e CIRCONSCRIPTION. (Suite.)		
I. — INSPECTEURS (Suite.)		
6 ^e .	Cantons nord-est et nord-ouest de Saint-Étienne, Saint-Chamond, Rive-de-Gier, Saint-Héan et Pélussin du département de la Loire.	Saint-Étienne.
7 ^e .	Cantons sud-est et sud-ouest de Saint-Étienne, de Bourg-Argental, de Chambon-Feugerolles et de Saint-Genest-Malifaux du département de la Loire; arrondissements du Puy et d'Yssingaux du département de la Haute-Loire...	Saint-Étienne.
8 ^e .	Arrondissements de Roanne et de Montbrison du département de la Loire; arrondissement de Thiers du département du Puy-de-Dôme	Roanne.
9 ^e .	PUY-DE-DÔME, moins l'arrondissement de Thiers; arrondissement de Brioude du département de la Haute-Loire. . .	Clermont-Ferrand.
II. — INSPECTRICE.		
10 ^e .	Ville de Lyon	Lyon.

DÉCRET DU 4 JUILLET 1902

*modifiant l'article 5 du décret du 15 juillet 1893 modifié,
relatif aux dérogations prévues par la loi du 2 novembre 1892.*

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes,

Vu les articles 4, 5, 6 et 7 de la loi du 2 novembre 1892, sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels;

Vu les décrets des 15 juillet 1893, 26 juillet 1895, 29 juillet 1897, 24 février 1898, 1^{er} juillet 1899 et 18 avril 1901;

Vu l'avis du comité consultatif des arts et manufactures;

Vu l'avis de la Commission supérieure instituée par l'article 22 de la loi précitée;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. — Est complétée comme suit la nomenclature des industries énumérées à l'article 5 du décret du 15 juillet 1893 modifié par les décrets des 26 juillet 1895, 29 juillet 1897, 24 février 1898, 1^{er} juillet 1899 et 18 avril 1901, et admises à bénéficier des tolérances prévues par la loi du 2 novembre 1892, en ce qui concerne le repos hebdomadaire et la durée du travail, savoir :

Gainerie;

Polissage, dorure, gravure, ciselage, guillochage et planage en orfèvrerie;

Travaux de maçonnerie et de couverture faits en chantiers.

ART. 2. — Le Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel de la République française*.

Fait à Paris, le 4 juillet 1902.

ÉMILE LOUBET.

Par le Président de la République :

*Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,*

GEORGES TROUILLOT.

DÉCRET DU 18 JUILLET 1902

*réglementant l'emploi de la céruse dans les travaux de peinture
en bâtiment.*

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes;

Vu l'article 3 de la loi du 12 juin 1893 ainsi conçu :

« Des règlements d'administration publique, rendus après avis du Comité consultatif des arts et manufactures, détermineront :

« 1^o Dans les trois mois de la promulgation de la présente loi, les mesures générales de protection et de salubrité applicables à tous les établissements assujettis, notamment en ce qui concerne l'éclairage, l'aération ou la

ventilation, les eaux potables, les fosses d'aisances, l'évacuation des poussières et vapeurs, les précautions à prendre contre les incendies, etc.;

« 2° Au fur et à mesure des nécessités constatées, les prescriptions particulières relatives soit à certaines industries, soit à certains modes de travail;

« Le Comité consultatif d'hygiène publique de France sera appelé à donner son avis en ce qui concerne les règlements généraux prévus au paragraphe 2 du présent article; »

Vu l'avis du Comité consultatif des arts et manufactures;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. — La céruse ne peut être employée qu'à l'état de pâte dans les ateliers de peinture en bâtiment.

ART. 2. — Il est interdit d'employer directement avec la main les produits à base de céruse dans les travaux de peinture en bâtiment.

ART. 3. — Le travail à sec au grattoir et le ponçage à sec des peintures au blanc de céruse sont interdits.

ART. 4. — Dans les travaux de grattage et de ponçage humides et généralement dans tous les travaux de peinture à la céruse, les chefs d'industrie devront mettre à la disposition de leurs ouvriers des surtouts exclusivement affectés au travail et en prescriront l'emploi. Ils assureront le bon entretien et le lavage fréquent de ces vêtements.

Les objets nécessaires aux soins de propreté seront mis à la disposition des ouvriers sur le lieu même du travail.

Les engins et outils seront tenus en bon état de propreté. Leur nettoyage sera effectué sans grattage à sec.

ART. 5. — Les chefs d'industrie seront tenus d'afficher le texte du présent décret dans les locaux où se font le recrutement et la paye des ouvriers.

ART. 6. — Le Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et au *Journal officiel de la République française*.

Fait à Paris, le 18 juillet 1902.

ÉMILE LOUBET.

Par le Président de la République :

*Le Ministre du commerce, de l'industrie
des postes et des télégraphes,*

G. TROUILLOT.

DÉCRET DU 6 AOÛT 1902

*modifiant les articles 4 et 14 du décret du 10 mars 1894,
sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs.*

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes,

Vu la loi du 12 juin 1893;

Vu le décret du 10 mars 1894;

Vu le décret du 14 juillet 1901;

Vu l'avis du Comité consultatif d'hygiène publique de France;

Vu l'avis du Comité consultatif des arts et manufactures;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. — L'article 4, § 1^{er}, du décret du 10 mars 1894 est modifié ainsi qu'il suit :

« Les cabinets d'aisances ne devront pas communiquer directement avec les locaux fermés où seront employés les ouvriers; ils seront éclairés et aménagés de manière à ne dégager aucune odeur. Le sol et les parois seront en matériaux imperméables, les peintures seront d'un ton clair. »

ART. 2. — L'article 14 du décret du 10 mars 1893 est complété ainsi qu'il suit :

Paragraphe 3. — « Chaque machine-outil, métier, etc. . . sera, en outre, installé et entretenu de manière à pouvoir être isolé par son conducteur de la commande qui l'actionne. »

ART. 3. — Le Ministre du commerce, de l'industrie des postes et des télégraphes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel de la République française*.

Rambouillet, le 6 août 1902.

ÉMILE LOUBET.

Par le Président de la République :

*Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,*

G. TROUILLOT.

ARRÊTÉ DU 27 MAI 1902

complétant l'arrêté du 31 juillet 1894, relatif aux surcharges.

LE MINISTRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE, DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES,

Vu la loi du 2 novembre 1892;

Vu l'article 11 du décret du 13 mai 1893, ainsi conçu :

« Les jeunes ouvriers et ouvrières au-dessous de 18 ans employés dans l'industrie ne peuvent porter, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des manufactures, usines, ateliers et chantiers, des fardeaux d'un poids supérieur aux suivants :

« Garçons au-dessous de 14 ans.....	10 kilogrammes.
« Garçons de 14 à 18 ans.....	15 —
« Ouvrières au-dessous de 16 ans.....	5 —
« Ouvrières de 16 à 18 ans.....	10 —

« Il est interdit de faire traîner ou pousser par lesdits jeunes ouvriers et ouvrières, tant à l'intérieur des établissements industriels que sur la voie publique, des charges correspondant à des efforts plus grands que ceux ci-dessus indiqués.

« Les conditions d'équivalence des deux genres de ce travail seront déterminées par arrêté ministériel »;

Vu l'arrêté du 31 juillet 1894;

Vu l'avis du Comité consultatif des arts et manufactures;

Vu l'avis de la Commission supérieure du travail;

Sur la proposition du Directeur du Travail,

ARRÊTE :

L'arrêté susvisé du 31 juillet 1894 est complété ainsi qu'il suit :

5° *Tricycles porteurs.*

Garçons de 16 à 18 ans 75 kilogrammes.

Paris, le 27 mai 1902.

A. MILLERAND.

COMMISSION D'HYGIÈNE INDUSTRIELLE.

Par arrêté du 5 juillet 1902, MM. J.-L. Breton, député, et le docteur Courtois-Suffit ont été nommés membres de la Commission d'hygiène industrielle, pour l'étude de la question de l'assimilation des maladies professionnelles aux accidents du travail visés par la loi du 9 avril 1898.

Par arrêté du 10 juillet 1902, M. Gauthier, sénateur de l'Aude, a été nommé membre de la Commission d'hygiène industrielle.

COMMISSION DE CODIFICATION DES LOIS OUVRIÈRES.

Par arrêté en date du 4 juin 1902, M. Joseph Sarraute, avocat à la Cour d'appel de Paris, a été nommé secrétaire de la Commission de codification des lois ouvrières, en remplacement de M. Joseph Dubois.

PERSONNEL DE L'INSPECTION.

Par arrêté du 27 mai 1902 :

M^{lle} Jullien, inspectrice départementale du travail à Paris (6^e section de la 1^{re} circonscription), a été chargée à la même résidence de la 14^e section de la même circonscription (poste créé).

M^{lle} Sochaczewska, inspectrice départementale du travail de 4^e classe à Rouen, a été nommée en la même qualité à Paris et chargée de la 6^e section de la 1^{re} circonscription.

M^{me} de la Ruelle, née Alice Geubel, candidate admissible à la suite du concours de 1901, a été nommée inspectrice départementale stagiaire du travail à Rouen, en remplacement de M^{lle} Sochaczewska.

M. Lalbin, inspecteur départemental de 5^e classe du travail, en congé illimité, a été réintégré dans les cadres et appelé à la résidence de Poitiers (poste créé).

M. Hitier, inspecteur départemental de 5^e classe du travail en congé illimité, a été réintégré dans les cadres et appelé à la résidence de Nevers (poste créé).

M. Forel, inspecteur départemental de 1^{re} classe du travail, a été appelé, en la même qualité, à la résidence de Bar-le-Duc (poste créé).

M. Roth (Adolphe-Pierre), candidat admissible à la suite du concours de 1901, a été nommé inspecteur départemental stagiaire du travail à Boulogne-sur-Mer (poste créé).

M. Cristol, inspecteur départemental stagiaire du travail à Cambrai, a été nommé en la même qualité à Dunkerque (poste créé).

M. Fockeu, inspecteur départemental stagiaire du travail en congé illimité, a été réintégré dans les cadres et appelé à la résidence de Douai (poste créé).

M. Campredon, inspecteur départemental de 5^e classe du travail à Valence, a été nommé en la même qualité à Chartres (poste créé).

M. Bauduin (Alfred), candidat admissible à la suite du concours de 1901, a été nommé inspecteur départemental stagiaire du travail à Valence, en remplacement de M. Campredon.

M. Frois, inspecteur départemental de 5^e classe du travail à Nantes, a été nommé en la même qualité à Beauvais (poste créé).

M. Aupetit, inspecteur départemental stagiaire du travail à Angers, a été nommé en la même qualité à Nantes, 3^e section de la 7^e circonscription, en remplacement de M. Frois.

M. Becret (Louis-Eugène-Désiré), candidat admissible à la suite du concours de 1901, a été nommé inspecteur départemental stagiaire du travail à Angers, en remplacement de M. Aupetit.

M. Berthe (Jean-Marie-Ernest), candidat admissible à la suite du concours de 1901, a été nommé inspecteur départemental stagiaire du travail à Nantes, 4^e section de la 7^e circonscription (poste créé).

M. Genet (Jules-Jean-Baptiste), candidat admissible à la suite du concours de 1901, a été nommé inspecteur départemental stagiaire du travail à Lorient (poste créé).

M. Marin (Émile-Louis-Théodore), candidat admissible à la suite du concours de 1901, a été nommé inspecteur départemental stagiaire du travail à Pau (poste créé).

M. Lenoble, inspecteur départemental de 5^e classe du travail à Angoulême, a été nommé en la même qualité à Marseille, 3^e section de la 10^e circonscription (poste créé).

M. Galinou (Joseph-Marie-Alphonse-Gabriel-Pierre), candidat admissible à la suite du concours de 1901, a été nommé inspecteur départemental stagiaire du travail à Angoulême, en remplacement de M. Lenoble.

M. Villard, inspecteur départemental de 4^e classe du travail à Amiens, a été nommé en la même qualité à Toulouse, 5^e section de la 9^e circonscription (poste créé).

M. Moncé, inspecteur départemental de 5^e classe du travail à Calais, a été nommé en la même qualité à Amiens, en remplacement de M. Villard.

M. Villemamn (Pierre-Camille), candidat admissible à la suite du concours

de 1901, a été nommé inspecteur départemental stagiaire du travail à Calais, en remplacement de M. Moncé.

M. Segui (Pierre-Jean), candidat admissible à la suite du concours de 1901, a été nommé inspecteur départemental stagiaire du travail à Chambéry (poste créé).

La résidence de M. Delastre, inspecteur départemental du travail dans l'industrie à Evreux, a été transférée à Elbeuf.

La résidence de M. Marty, inspecteur départemental du travail dans l'industrie à Bordeaux, a été transférée à Agen.

Par arrêté en date du 3 juin 1902, M^{me} Bécam, née Mathilde Gillet, candidate admissible à la suite du concours de 1901, a été nommée inspectrice départementale stagiaire du travail dans l'industrie et chargée, en cette qualité et par intérim, de la 10^e section de la 11^e circonscription à Lyon.

Par arrêté du 3 juin 1902, la démission de M. Fockeu, inspecteur départemental stagiaire du travail de Douai, est acceptée.

Par arrêté du 14 juin 1902 :

La démission de M^{me} Ollive, inspectrice départementale du travail à Paris, a été acceptée à dater du 1^{er} octobre 1902.

M^{me} de Laforgue, inspectrice départementale du travail à Nantes, a été appelée en la même qualité à la résidence de Paris, en remplacement de M^{me} Ollive, démissionnaire.

Par arrêté du 27 juin 1902, M^{lle} Desvignes (Marie-Françoise), candidate admissible à la suite du concours de 1901, a été nommée inspectrice départementale stagiaire du travail à Nantes, en remplacement de M^{me} de Laforgue, nommée à Paris.

Par arrêté du 27 juin 1902 :

M. Aubertie, inspecteur départemental du travail de 5^e classe à Creil, a été nommé en la même qualité à Poitiers, en remplacement de M. Lalbin, non acceptant.

M. Frois, inspecteur départemental du travail de 5^e classe à Beauvais, a été nommé en la même qualité à Creil, en remplacement de M. Aubertie.

M. Delastre, inspecteur départemental du travail à Elbeuf, a été nommé en la même qualité à Beauvais, en remplacement de M. Frois.

Par arrêté du 30 juin 1902 :

M^{me} Prévost, inspectrice départementale du travail à Paris, 7^e section de la 1^{re} circonscription, a été chargée de la 12^e section de la même circonscription, en remplacement de M^{me} Ollive, démissionnaire.

M^{me} de Laforgue, inspectrice départementale du travail à Paris, a été

chargée de la 7^e section de la 1^{re} circonscription, en remplacement de M^{me} Prévost.

Par arrêté du 30 juin 1902 :

M^{lle} Sochaczewska, inspectrice départementale du travail à Paris, a été chargée de la 9^e section de la 1^{re} circonscription, en remplacement de M^{me} Courtet.

M^{me} Courtet, inspectrice départementale du travail à Paris, a été chargée de la 6^e section de la 1^{re} circonscription en remplacement de M^{lle} Sochaczewska.

Par arrêté du 16 juillet 1902, M. Harlé, inspecteur départemental du travail, chargé de la 17^e section (1^{re} circonscription), est passé à la 6^e section (1^{re} circonscription), en remplacement de M. Caire, inspecteur départemental du travail qui a été chargé de la 17^e section (1^{re} circonscription).

Par arrêté en date du 22 juillet 1902, M. Lalbin, inspecteur départemental du travail de 5^e classe, en congé illimité, a été appelé au poste d'Elbeuf, en remplacement de M. Delastre, précédemment nommé à Beauvais.

Par arrêté en date du 31 juillet 1901, ont été déclarés admissibles à l'emploi d'inspecteur départemental stagiaire du travail, les candidats ci-après classés par ordre de mérite :

MM. Charleau ;
Zacon ;
Thibaut ;
Bailly ;
Bouffartigue ;
Lévêque ;
Chardenal ;
Magnier ;
Bastian ;
Gros ;
Hubert ;
Perret ;
Fayard ;
Serres.

Par arrêté en date du 4 août 1902, ont été promus, à partir du 1^{er} juillet 1902 :

1^o Inspectrice de 3^e classe :

M^{lle} Saffroy, inspectrice départementale de 4^e classe à Paris.

2° Inspectrice de 4^e classe :

M^{me} Courtet, inspectrice départementale de 5^e classe à Paris.

Par arrêté du 8 août 1902 :

M. Charleau (Abel-Henri), candidat admissible, a été nommé inspecteur départemental stagiaire du travail au Mans, en remplacement de M. Olphe Galliard, mis précédemment en congé d'un an sans traitement.

M. Zacon (Louis-Félix), candidat admissible, a été nommé inspecteur départemental stagiaire du travail à Cambrai, en remplacement de M. Cristol, précédemment nommé à Dunkerque.

M. Bailly (Jean-Eugène), candidat admissible, a été nommé inspecteur départemental stagiaire du travail à Bar-le-Duc, en remplacement de M. Forel, mis précédemment en congé de trois mois à demi-traitement.

M. Bouffartigue (François-René), candidat admissible, a été nommé inspecteur départemental stagiaire du travail à Calais, en remplacement de M. Villemain, mis précédemment en congé d'un an sans traitement.

M. Lévêque (Jean-François-Léon-Alfred), candidat admissible, a été nommé inspecteur départemental stagiaire du travail à Douai, posté créé.

Par arrêté du 30 août 1902 :

M. Thibaut (Pierre-André), candidat admissible, a été nommé inspecteur départemental stagiaire du travail à Nevers, en remplacement de M. Hitier, démissionnaire.

M. Chardenal (Ernest), candidat admissible, a été nommé inspecteur départemental stagiaire du travail à Elbeuf, en remplacement de M. Lalbin, relevé de ses fonctions.

Par arrêté en date du 30 septembre 1902, M^{me} Letellier, inspectrice départementale à Lille, est nommée inspectrice départementale de 5^e classe ; à dater du 1^{er} septembre 1902.

Par arrêté en date du 16 octobre 1902, M. Magnier (Arsène-Onésime-Arthur), candidat admissible, est nommé inspecteur départemental stagiaire du travail à Rouen, en remplacement de M. Née, décédé.

CIRCULAIRE DU 29 MAI 1902,

relative à l'application des dérogations prévues en faveur des usines à feu continu, par la loi du 30 mars 1900.

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, la question m'a été récemment posée par un de vos collègues de savoir si les usines à feu continu énumérées à l'article 4 du décret du 15 juillet 1893 modifié étaient les seuls établissements auxquels devaient s'appliquer les exceptions prévues par l'article 3, § 3 et par l'article 11, § 3 de la loi du 2 novembre 1892 modifiée par la loi du 30 mars 1900. La première de ces dispositions excepte, en effet, les usines à feu continu de l'obligation de faire prendre aux mêmes heures les repos au personnel protégé; quant à la seconde, elle autorise pour le même personnel travaillant dans ces usines l'organisation du travail par relais.

Si l'on se reporte à l'article 6 de la loi du 2 novembre 1892 en vertu duquel a été pris l'article 4 du décret du 15 juillet 1893, on remarque tout d'abord que la délégation donnée par le législateur a uniquement pour objet de déterminer les travaux tolérés la nuit et le laps de temps pendant lequel ils peuvent être exécutés dans les usines à feu continu. La nomenclature de ces usines est restée en dehors de la délégation législative et l'énumération qui figure à l'article 4 du décret ne comprend plus dès lors que des établissements présentant, il est vrai, le caractère d'usines à feu continu, mais dans lesquels le travail de nuit des femmes et des enfants a été, d'autre part, reconnu indispensable.

La question qui se pose aujourd'hui est donc de savoir si, en dehors de ces usines, il n'en existe pas d'autres dont les enquêtes faites en vue de l'élaboration du règlement d'administration publique précité n'auraient pas fait ressortir le caractère. La solution de cette question ne présentait aucun intérêt pratique sous le régime de la loi du 2 novembre 1892, puisque la seule exception faite au régime du droit commun ne concernait pas toutes les usines à feu continu, mais seulement celles dans lesquelles il convenait d'autoriser le travail de nuit du personnel protégé.

Les nouvelles exceptions des articles 3, § 3 et article 11, § 3 de la loi du 2 novembre 1892 modifiée par la loi du 30 mars 1900 rendent nécessaire la détermination générale des industries qu'il convient de classer dans la catégorie des usines à feu continu, puisque ces exceptions s'appliquent de plein droit à toutes les usines quelles qu'elles soient qui présentent ce caractère.

Je vous serais, en conséquence, obligé de me fournir la liste nominative des industries de votre circonscription qui vous paraîtraient répondre à la définition d'usines à feu continu, telle qu'elle a été donnée à plusieurs reprises

par le Comité consultatif des arts et manufactures, et que je reproduis ci-après :

« La qualification d'usine à feu continu doit être exclusivement appliquée aux usines qui exigent nécessairement l'emploi d'une source calorique continue et dans lesquelles le feu, élément direct de fabrication, et agent indispensable de la transformation qu'on fait subir à la matière, est entretenu constamment pour des raisons tirées soit des dimensions du foyer, soit de la température qu'il s'agit de maintenir, soit des propriétés du produit fabriqué. »

Vous indiquerez en outre, pour chacune des industries qui ne figurent pas déjà à l'article 4 du décret du 15 juillet 1893 et que vous auriez cru devoir comprendre dans la liste précitée, les raisons que vous invoquez à l'appui de votre proposition de classement.

CIRCULAIRE DU 20 JUIN 1902,

relative à la mention du certificat d'études sur les livrets de travail.

MONSIEUR LE PRÉFET, l'article 10 de la loi du 2 novembre 1892 sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes prescrit aux maires de mentionner, sur les livrets de travail des enfants de moins de 13 ans, que ces jeunes ouvriers sont munis du certificat d'études primaires institué par la loi du 28 mars 1882.

Cette mention permet aux inspecteurs du travail de se rendre compte si l'enfant porteur du livret remplit bien les conditions exigées par l'article 2, § 2 de la loi du 2 novembre 1892, n'autorisant l'emploi des enfants de 12 à 13 ans que s'ils sont munis du certificat d'études primaires institué par la loi du 28 mars 1882 et d'un certificat d'aptitude physique.

Or, M. le Ministre de l'instruction publique m'informe qu'un certain nombre de maires délivrent à des enfants de 12 à 13 ans des livrets de travail sur la présentation d'une autre pièce que le certificat institué par la loi du 28 mars 1882.

Je vous serais donc obligé de rappeler à MM. les Maires de votre département qu'ils ne doivent pas établir de livrets, pour les enfants de 12 à 13 ans, sans exiger, outre le certificat d'aptitude physique, la présentation du certificat d'études primaires institué par la loi du 28 mars 1882 et revêtu du sceau de l'inspecteur d'académie. Aucun autre certificat ne saurait tenir lieu de cette pièce. Les maires devront notamment se tenir en garde contre les confusions qui pourraient se produire entre le certificat d'études primaires élémentaires délivré par l'État et les attestations quelconques de scolarité que des directeurs d'écoles privées remettent à leurs élèves.

Je vous prie, en m'accusant réception de cette circulaire, de me faire connaître les mesures que vous aurez prises pour en assurer l'exécution.

CIRCULAIRE DU 3 AOÛT 1902,

*relative à la durée des dérogations à accorder aux industries
de plein air.*

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, je vous ai fait parvenir le texte d'un décret, en date du 4 juillet 1902(1), qui a admis certains genres de travaux à bénéficier des dérogations prévues par l'article 7 de la loi du 2 novembre 1892.

Je vous signale tout particulièrement les dispositions de ce décret qui concernent les maçons et couvreurs travaillant en chantier, car le travail essentiellement irrégulier de ces ouvriers nécessite un régime spécial.

La construction des bâtiments ne peut s'exécuter activement que pendant la bonne saison, l'influence du froid pouvant compromettre la solidité des travaux ; il en résulte qu'à une certaine époque de l'année il règne dans cette industrie, comme dans les industries saisonnières, une activité qui justifie, aux termes de l'article 7 de la loi du 2 novembre 1892, une prolongation de la durée du travail.

Si l'irrégularité du travail du bâtiment ne provenait que de cette seule cause, l'industrie considérée ne devrait prétendre qu'aux seules dérogations octroyées aux industries saisonnières et dont la durée a été fixée par la circulaire du 17 mai 1900.

Mais, même dans la période d'activité, les travaux exécutés en plein air subissent les effets des troubles atmosphériques et doivent être souvent, soit suspendus par suite de mauvais temps, soit prolongés, contre toute attente, en cas de menace de mauvais temps, pour l'achèvement de certaines opérations. Il est difficile de ne pas tenir compte de ces circonstances particulières. Aussi m'a-t-il paru légitime de faire profiter les chantiers en plein air de tolérances plus larges que celles accordées aux industries qui ne sont que saisonnières.

Aux termes des instructions actuelles, ces dernières peuvent porter à douze heures la durée du travail pendant soixante jours par an et supprimer quinze fois par an le repos hebdomadaire. J'estime que l'on peut sans inconvénient porter au maximum de quatre-vingt-dix jours par an la durée pendant laquelle les ouvriers maçons et couvreurs travaillant en chantier pourront faire douze heures. Cette latitude paraît suffisante pour obvier aux inconvénients résultant de l'irrégularité du travail ; dans le cas, toutefois, où des circonstances tout à fait exceptionnelles vous sembleraient exiger une plus longue période d'activité, vous devriez m'en référer avant d'accorder des tolérances supplémentaires.

(1) Voir ci-dessus, p. 200.

Ayant ainsi réglé le nombre annuel de jours où la durée de travail peut être élevée à douze heures pour les industries de bâtiment inscrites au décret, il y a lieu de se demander s'il faut lever pour elles l'obligation du repos hebdomadaire. Cette obligation ne vise actuellement que les ouvriers de moins de 18 ans et les femmes ; les hommes adultes n'y sont pas astreints. L'industrie du bâtiment ne semble pas avoir besoin de cette dérogation relative aux enfants, dont elle n'a pas bénéficié jusqu'à présent. Ce ne sont, en effet, que les obligations imposées aux adultes par la loi nouvelle du 30 mars 1900 qui motivent les réclamations actuelles. D'autre part, il est très désirable que les jeunes ouvriers occupés à des travaux réellement pénibles puissent jouir chaque semaine d'un jour de repos.

Vous devrez, en conséquence, limiter à la seule prolongation de durée de travail les autorisations à accorder aux catégories du bâtiment énumérées au décret.

Il y aura lieu d'assimiler, pour le régime des dérogations, aux maçons et couvreurs travaillant en plein air, les briquetiers et tuiliers travaillant en plein air.

Je vous prie de m'accuser réception de cette circulaire dont je vous envoie un nombre suffisant d'exemplaires pour les inspecteurs placés sous vos ordres.

CIRCULAIRE DU 4 AOÛT 1902,

*sur l'application du décret du 18 juillet 1902, réglementant
l'emploi de la céruse.*

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, j'ai l'honneur de vous adresser le texte d'un décret, en date du 18 juillet 1902 (1), qui réglemente l'emploi de la céruse dans l'industrie de la peinture en bâtiment.

Ce décret, rendu en vertu de l'article 3 du 12 juin 1893, ne peut, aux termes de l'article 6 de la même loi, donner lieu à procès-verbal qu'à la condition d'une mise en demeure préalable signifiée aux industriels.

Afin d'assurer, dans le plus bref délai possible, l'application uniforme des dispositions nouvelles, vous inviterez les inspecteurs placés sous vos ordres à visiter d'urgence les entrepreneurs de peinture des localités les plus importantes de leurs sections, et à inscrire une mise en demeure à ceux d'entre eux qui ne se seraient pas encore conformés au décret.

En aucun cas, le délai imparti aux industriels ne devra excéder un mois.

Des semblables mises en demeure devront être faites dans les autres localités au fur et à mesure des tournées d'inspection.

(1) Voir ci-dessus, p. 201.

Vous me rendrez compte des difficultés que pourrait soulever l'application du nouveau décret dont je vous envoie un nombre d'exemplaires suffisant pour les inspecteurs de votre circonscription.

CIRCULAIRE DU 6 AOÛT 1902,

relative à l'évacuation des poussières dans les ateliers d'effilochage de laine.

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, le Comité consultatif des arts et manufactures a été récemment saisi de réclamations d'effilocheurs pour laine renaissance, contre des mises en demeure qui leur avaient été signifiées d'avoir à assurer l'évacuation, au fur et à mesure de leur production, de poussières dégagées par les machines à déchirer.

Le Comité consultatif des arts et manufactures a fait remarquer que les filaments de laine dégagés par ces machines, et dont la finesse et la légèreté ont été attestées par des expériences faites par un inspecteur du travail, constituent bien des poussières, au sens de l'article 6 du décret du 10 mars 1894, et qu'ils doivent par conséquent être évacués au dehors des ateliers au fur et à mesure de leur production.

Il a fait observer, d'autre part, que ces poussières, qu'elles soient de laine ou de coton, produisent sur les voies respiratoires des obstructions et des irritations qui sont nuisibles par elles-mêmes, et qui de plus préparent le développement de maladies plus graves. La nocuité de ces poussières est plus grande encore quand elles proviennent des vieux chiffons, fragments de vêtements hors d'usage, qui fournissent une grande quantité de leur matière première aux effilocheurs. C'est pour ces raisons que le tableau A annexé au décret du 13 mai 1893 interdit l'emploi des femmes et des enfants dans cette industrie.

Enfin le Comité a ajouté que l'évacuation de ces poussières au fur et à mesure de leur production est parfaitement possible et qu'elle est déjà réalisée dans un établissement.

En conséquence, le Comité a conclu au rejet de ces réclamations et a émis, en outre, l'avis qu'il y avait lieu de prescrire les mêmes mesures dans les autres centres de l'industrie de l'effilochage pour laine renaissance.

En conséquence, je vous prie d'inviter les inspecteurs placés sous vos ordres à visiter dans un bref délai les effilocheurs de leur section, et de signifier des mises en demeure à ceux qui ne se seraient pas encore conformés aux prescriptions de l'article 6 du décret du 10 mars 1894. Un délai de trois mois devra être imparti aux industriels pour l'exécution des travaux.

CIRCULAIRE DU 1^{ER} SEPTEMBRE 1902,

sur la statistique des établissements soumis à la surveillance des ingénieurs de la mine pour l'application des lois réglementant le travail.

MONSIEUR L'INGÉNIEUR EN CHEF, les tableaux statistiques fournis par les ingénieurs en chef des mines à l'appui de leurs rapports sur l'application de la loi du 2 novembre 1892 ont révélé de telles divergences dans la façon de décompter les établissements soumis à la surveillance du service qu'il m'a paru nécessaire de vous rappeler les principes qui doivent vous guider dans la confection de ces tableaux.

Conformément aux états statistiques joints à la circulaire du 7 janvier 1902, vous devrez désormais distinguer, dans les statistiques qui accompagnent le rapport que vous avez à m'adresser sur l'application de la loi du 2 novembre 1892, les établissements industriels, dépendant des mines, minières et carrières, de ces exploitations elles-mêmes et de leurs dépendances légales.

Ainsi que vous le savez, ces « dépendances légales » comprennent les chantiers et ateliers établis au jour, qui sont soumis à la police des mines au même titre que les puits, galeries et chantiers d'abatage et de sortage, et dont le personnel, par suite, doit toujours être compté sous celui de l'exploitation elle-même. Les « établissements industriels » ou « industries annexes » comprennent, au contraire, les dépendances des exploitations où se font, sur les produits extraits, des opérations qui seraient susceptibles de constituer, si elles étaient exercées par des tiers non exploitants, des industries distinctes soumises à l'inspection du travail, car elles ne se rattachent pas immédiatement et directement à une exploitation minérale.

D'autre part, il va de soi que les chantiers et ateliers groupés autour d'une même exploitation et constituant, par leur nature, des industries annexes ne doivent être comptés dans les statistiques comme constituant plusieurs établissements que lorsqu'ils réunissent cette double condition d'être matériellement séparés et de différer absolument, quant à la nature, des opérations qui s'y pratiquent.

Ces principes étant rappelés, il ne sera pas inutile de vous indiquer par quelques exemples les applications principales qui doivent en être faites.

Pour les mines, le lavage des combustibles et la préparation mécanique des minerais rentrent dans « les dépendances légales » des exploitations ; il en est de même de l'épuration que nécessiteraient les eaux de la mine avant d'être rejetées dans les cours d'eau. La fabrication du coke et celle des agglomérés constituent, au contraire, des « industries annexes ».

Dans les carrières, on doit comprendre au nombre des « dépendances légales » d'une exploitation le fendage de l'ardoise qui se fait en plein air sous

les « tue-vents » disséminés aux alentours immédiats de l'ardoisière, de même que tous chantiers d'ébauchage plus ou moins avancé de pierres de taille établis dans des conditions analogues. On considérera, au contraire, comme constituant des industries annexes les ateliers couverts, établis à une distance plus ou moins grande des chantiers d'abatage, où, à l'aide de force motrice, on débiterait et polirait l'ardoise en grosses pièces, on scierait et polirait les marbres, on taillerait la pierre de taille suivant modèles.

Je ne doute point que ces indications de principe et d'application n'empêchent le renouvellement des divergences relevées en 1901, tant dans la définition que dans le dénombrement des « industries annexes » des exploitations minérales.

La solution pouvant parfois dépendre des conditions d'espèce, je vous prierai de me soumettre isolément, avant la confection de votre rapport pour l'année 1902, les cas particuliers qui pourraient vous embarrasser en me fournissant les indications de fait qui me permettent de statuer en connaissance de cause.

Je vous rappelle enfin que les minières, qui ne feront plus désormais l'objet d'une rubrique spéciale, devront toujours être comptées avec les carrières.

Je vous prie de m'accuser réception de la présente circulaire dont je vous envoie un nombre suffisant d'exemplaires pour les ingénieurs placés sous vos ordres.

CIRCULAIRE DU 21 SEPTEMBRE 1902

*portant instructions générales sur l'application du décret
du 28 mars 1902.*

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, vous trouverez, ci-après, le texte du règlement d'administration publique du 28 mars 1902, rendu par application de l'article 2 de la loi du 9 septembre 1848; il détermine, pour les adultes, les exceptions jugées nécessaires à la limite de durée du travail effectif journalier, fixée par ladite loi et par la modification du 30 mars 1900. Ce décret du 28 mars 1902 abroge expressément celui du 17 mai 1851, ainsi que les décrets complémentaires des 31 janvier 1866, 3 avril 1889 et 10 décembre 1899; il énumère les seules exceptions qui devront être dorénavant admises.

Depuis longtemps, déjà, l'on avait réclamé la revision du décret de 1851. Des exceptions édictées, plusieurs étaient devenues inutiles en raison même des progrès de l'industrie, et ne correspondaient plus à des nécessités industrielles actuelles. Après le vote de la loi du 30 mars 1900, qui étendait le champ d'application de la loi de 1848 et modifiait les limites de travail prévues par elle, la revision de règlements antérieurs aux dispositions nouvelles

s'imposait impérieusement et avait été mise à l'étude par le Ministère du Commerce.

D'ailleurs, la plupart des dérogations admises avaient été inscrites sans détermination d'un maximum de durée de travail; elles permettaient donc une durée de travail illimitée et pouvaient donner lieu à des abus regrettables. Aucun contrôle n'avait été institué pour éviter ces abus. A ces points de vue, également, le décret nouveau réalise une amélioration notable sur l'état de choses antérieur.

II.

Je n'ai pas à vous rappeler ici quels sont les établissements industriels soumis à la loi du 9 septembre 1848, quels sont ceux soumis à la loi du 30 mars 1900, quels sont ceux qui échappent actuellement à toute réglementation. Ces distinctions sont connues de vous. Les dérogations prévues au décret, pour les adultes seulement, ne trouveront leur application que pour les établissements ou parties d'établissements soumis à l'une des deux lois de 1848 ou de 1900.

Une première question se pose : à partir de quelle limite commencent à courir les augmentations de durée de travail?

Le décret emploie trois formules différentes. Dans un premier cas, le maximum du travail journalier, y compris les heures supplémentaires, est fixé d'une manière absolue : c'est le cas de l'imprimerie. Quels que soient les locaux où travaillent les adultes, ce maximum est de quatorze heures; seulement, suivant les locaux, le travail de quatorze heures représente un nombre d'heures plus ou moins grand.

Dans un second cas, la limite maxima que peut atteindre par dérogation le travail journalier est déterminée par rapport aux travaux dont on se propose d'assurer l'achèvement en temps utile; c'est le cas des forges. Dans les locaux où l'on peut faire normalement dix heures et demie, deux heures supplémentaires représentent une limite de douze heures et demie; dans les locaux où l'on peut faire normalement douze heures, deux heures supplémentaires représentent une limite de quatorze heures. C'est qu'en effet, dans ce cas, le travail ayant dû être combiné pour être terminé à une heure réglementaire dépendant du régime légal de l'atelier, c'est par rapport à cette durée réglementaire que doit être évalué le délai permettant de faire face aux incidents de fabrication.

Enfin, dans un troisième cas, qui est celui des trois premiers numéros du décret, les dérogations s'établissent, non par rapport à la durée légale du travail des ouvriers à qui elles sont accordées, mais par rapport à ce que le décret appelle « la limite assignée au travail général de l'établissement ». C'est qu'il s'agit là de travaux accessoires qui viennent assurer ou compléter d'autres travaux, principaux ou fondamentaux; et c'est le régime légal de ces travaux principaux ou fondamentaux qui fixe le point de départ de la dérogation.

S'il s'agit d'un établissement n'employant que des adultes, la limite générale du travail de l'établissement est 12 heures; et les ouvriers occupés aux

travaux complémentaires ont droit à une demi-heure, 1 heure et demie ou 2 heures, suivant les cas, au delà de ces 12 heures. Si, au contraire, tous les locaux sont mixtes, la limite générale du travail de l'établissement est 10 heures et demie. Mais, s'il y a dans l'établissement des locaux mixtes et d'autres locaux non mixtes, il y a deux limites assignées par la loi à ce travail général de l'établissement qui doit être assuré par les travaux complémentaires ou accessoires : la limite de 10 heures et demie pour certains locaux, la limite de 12 heures pour les autres. Nécessairement, la dérogation accordée pour les travaux complémentaires doit être calculée à partir de la plus élevée des deux limites assignées aux travaux principaux qui sont assurés par ces opérations complémentaires. Par exemple, si une machine à vapeur fait marcher des ateliers fonctionnant légalement 12 heures et d'autres ateliers fonctionnant légalement 10 heures et demie, c'est, aux termes du décret, 13 heures et demie, ou 14 heures le lendemain d'un jour de chômage, que le mécanicien sera autorisé à faire.

La question se complique toutefois en raison des heures supplémentaires prévues par les diverses lois pour le travail général de certaines industries. Par exemple : Exceptionnellement, pendant un certain nombre de jours par an, quelques industries saisonnières, indiquées par les décrets réglementaires rendus en exécution de la loi du 2 novembre 1892, sont autorisées à élever jusqu'à douze heures la durée de travail du personnel protégé. A ces jours, la limite assignée au travail général de l'établissement dans les locaux mixtes se trouve régulièrement supérieure à celle indiquée par la loi du 30 mars 1900.

Il va de soi que, dans tous les cas, la durée légale de 12 heures est assurée aux hommes adultes ne travaillant pas dans les mêmes locaux que des femmes et des enfants. Si la durée du travail général ajoutée à la durée de la dérogation autorisée se trouvait exceptionnellement inférieure à cette limite de 12 heures, il en résulterait simplement que la dérogation serait inutile en l'espèce et ne jouerait pas.

III.

Il convient maintenant de reprendre et de commenter diverses dispositions inscrites au tableau annexé à l'article 1^{er}, afin d'en préciser la portée.

§ 1^{er}. — Il est bien entendu qu'il s'agit, dans le premier alinéa, de travaux préparatoires ou complémentaires exécutés par un certain nombre d'ouvriers afin que l'ensemble du personnel occupé au travail principal puisse travailler pendant la durée légale normale.

Il ne faut admettre les travaux au bénéfice de la dérogation que s'ils ont bien le caractère de travaux préparatoires ou complémentaires ; autrement la durée de travail de tout un établissement se trouverait indûment accrue, en dehors des nécessités qui, dans l'intention du législateur, et suivant les termes de la loi, légitiment la dérogation.

§ 2. — N'est admis au bénéfice de la dérogation prévue par cet alinéa que

le travail d'entretien et de nettoyage des métiers ou autres machines productrices qui ne pourraient pas être entretenues ni nettoyées isolément pendant la marche générale de l'établissement. Il faut que l'engin fasse partie d'un ensemble de production mécanique tel que sa seule mise au repos, au cours du travail de l'ensemble, ait pour effet d'arrêter la production de cet ensemble. Si, au contraire, on peut envisager comme possible la mise au repos individuelle d'une machine productrice quelconque, sans que l'ensemble de la production soit entravé, le fait même que cette machine productrice n'aurait point été pourvue d'un débrayage ne donnerait pas droit à l'exercice de la dérogation. Ainsi se trouve réduite aux nécessités industrielles évidentes une dérogation que le décret de 1851 avait accordée sans condition.

Il y a lieu de considérer comme « d'entretien » les réparations courantes, journalières du matériel qui ne rentreraient pas dans les catégories de travaux urgents prévues sous le n° 6 pour prévenir ou réparer des accidents.

§ 4. — La Commission supérieure du travail dans l'industrie, en rédigeant ce paragraphe qui régularise des pratiques anciennes et inévitables, s'exprimait ainsi :

« Ce paragraphe a pour objet de régler la question des alternances entre
« le travail de jour et le travail de nuit dans toutes les industries dont les
« opérations durent, sans interruption, pendant plus d'une semaine. Cette
« alternance s'effectue de manières assez diverses. Lorsque les opérations
« peuvent normalement sinon être interrompues, tout au moins suspendues
« pendant un jour entier par semaine ou quinzaine, la meilleure solution
« consiste à faire coïncider l'alternance avec le jour de repos. De la sorte,
« aucune des deux équipes n'a besoin de doubler un poste ou un demi-poste.
« Cette solution est impossible toutes les fois que la nature des opérations ne
« permet pas pareil arrêt. Une équipe doit alors rester présente vingt-quatre
« ou dix-huit heures consécutives, suivant l'une ou l'autre des formules pré-
« férées dans les divers districts. Le paragraphe proposé légalise ces coutumes
« sans imposer aucune autre formule que de ne pas renouveler les alternances
« plus d'une fois par semaine. Comme ce ne sont que les ouvriers spéciale-
« ment employés à ces opérations qui sont astreints à ce régime, il était
« inutile de stipuler que l'équipe devait avoir un grand repos de durée équi-
« valente à la présence prolongée par elle subie; cela est la conséquence
« même de la formule adoptée. »

§ 5. — Les travaux exceptionnels inscrits à ce paragraphe, ainsi que ceux du paragraphe 6, ne peuvent être effectués qu'après l'accomplissement des formalités prévues au dernier paragraphe de l'article 3 du décret. Ces formalités feront l'objet d'explications ultérieures; on précisera également la sanction qu'entraînerait un usage abusif de la dérogation.

Les deux heures supplémentaires accordées du chef des circonstances exceptionnelles indiquées au décret se calculent ainsi : deux heures au delà de la limite normale assignée par la loi au travail qu'il importe de terminer dans l'atelier considéré. Il s'agit — en effet — le texte le dit expressé-

ment — de travaux qui n'ont pu être terminés « dans les délais réglementaires ».

« Le paragraphe 5 — dit le rapporteur de la Commission supérieure du travail — traite d'opérations qui, sans être menées nécessairement d'une façon continue comme celles du paragraphe précédent, ne peuvent être arrêtées à volonté, parce qu'elles reposent sur des réactions chimiques, thermiques ou autres analogues. Le type en est fourni par la métallurgie lorsqu'on n'y travaille pas la nuit. Ce travail ne peut cesser au coup de cloche comme dans une filature ou un tissage. Lorsqu'on a commencé une opération qui normalement devait être terminée dans le temps de travail réglementaire, mais qui n'a pu l'être par suite d'une particularité de fabrication, un ralentissement occasionnel dans la marche des fours, par exemple, il est indispensable de continuer le travail, aussi bien dans l'intérêt de l'exploitant que des ouvriers qui, généralement dans ces circonstances, sont payés à prix faits.

« Si nous avons donné un délai beaucoup plus long la veille du jour du repos hebdomadaire pour la grosse métallurgie, c'est parce qu'en semaine, dans des conjonctures comme celles dont nous traitons, il serait possible encore de boucher un four et de remettre la fin de l'opération au lendemain, tandis qu'il peut y avoir intérêt à terminer le samedi soir, afin que tout le personnel puisse jouir du repos hebdomadaire.

« D'autre part, pour qu'un industriel ne soit pas tenté d'abuser de cette faculté, lorsqu'il peut s'en dispenser, pour qu'il n'organise pas systématiquement son travail sur un roulement de quatorze heures au lieu de douze, le paragraphe spécifie que la faculté n'est légale que si elle résulte de « circonstances exceptionnelles », c'est-à-dire non des seuls cas de force majeure avec la définition trop étroite de la jurisprudence, mais de faits de fabrication ou de travail qui ne pouvaient pas être raisonnablement prévus. Les abus seront évités par la faculté laissée à l'Inspection du travail de verbaliser lorsqu'il sera visible que ces conditions ne sont pas remplies.

« On ne pouvait, d'ailleurs, songer à spécifier, par catégorie expressément indiquée, les industries qui, par leur nature, rentreraient dans ce paragraphe 5. Une pareille énumération eût toujours été incomplète. La pratique peut seule donner une réponse satisfaisante. »

§ 6. — Pour les travaux urgents visés par ce paragraphe, la dérogation illimitée a été autorisée pendant un jour, et ce jour resté au choix de l'industriel. Il se peut, par exemple, que la nécessité d'un effort exceptionnel ne se produise pas le premier jour, mais seulement quelques jours après un accident, pour procéder au montage des pièces réparées.

Il y a lieu de remarquer que la dérogation ne s'applique qu'aux travaux de réparation effectués dans l'établissement même où l'accident s'est produit ou est imminent. Il est indifférent, d'ailleurs, que ces travaux soient faits par les ouvriers eux-mêmes de l'établissement ou par des ouvriers spécialement détachés d'un autre établissement. Sur le premier point, une interprétation contraire aboutirait, dans la pratique, à excepter d'une façon permanente de

toute limitation de durée de travail les ateliers de réparations qui sont occupés normalement aux travaux spécifiés dans la disposition précitée.

§ 7. — Les travaux exécutés dans l'intérêt de la sûreté et de la défense nationales bénéficiaient déjà d'un régime particulièrement favorable « sur l'ordre du Gouvernement constatant expressément la nécessité de la dérogation ». Ce régime est maintenu, mais la formule a été précisée. La proposition de dérogation émanant du Ministère intéressé sera transmise au Ministre du Commerce; celui-ci, après accord intervenu avec son collègue, avisera l'Inspection du travail de l'accroissement autorisé pour la durée du travail journalier ainsi que du nombre de jours auxquels s'appliquera cet accroissement. L'industriel, prévenu par le Ministère intéressé, recevra également, pour ordre, avis de l'Inspection du travail.

§ 8. — La dérogation inscrite au profit des ouvriers adultes des imprimeries peut être considérée comme une transition entre le droit commun et la liberté illimitée qui leur était précédemment accordée par le décret de 1851. Elle permet encore d'employer ces adultes deux heures au delà de la limite fixée par l'article 1^{er}, § 1^{er} de la loi de 1848, c'est-à-dire pendant quatorze heures; mais elle fixe un maximum de cent au nombre annuel des heures supplémentaires ainsi faites.

J'appelle votre attention sur le fait que cette tolérance permet encore de parer aisément aux difficultés nées de commandes imprévues et urgentes, pour la satisfaction desquelles un personnel spécial ne peut être embauché à l'improviste. Vous devrez donc vous montrer plus strict dans l'appréciation des nécessités ouvrant droit aux dérogations prévues pour l'imprimerie par l'article 5 du décret du 5 juillet 1893. Ces dernières, qui doivent parer plutôt aux difficultés nées des *périodes* de surproduction, ne sauraient être accordées lorsqu'il y a dans la localité un nombre important d'ouvriers de la profession restés sans emploi.

Pour déterminer exactement de quelle façon sera établi le maximum de cent heures, il convient de se reporter aux travaux préparatoires.

Le Conseil d'État, voulant exprimer que la dérogation serait décomptée pour chaque ouvrier, à titre individuel, avait dit expressément dans le texte qu'il avait préparé : « maximum annuel *par ouvrier*. » Or les deux derniers mots ont été supprimés dans la rédaction définitive. On a voulu indiquer par là que la dérogation ne s'applique pas à titre individuel.

Ainsi qu'il est d'usage pour la dérogation de l'article 5 du décret de 1893, à laquelle se référait le projet élaboré par la Commission supérieure du travail dans l'industrie et transmis au Conseil d'État, ce sont les établissements qui sont créanciers du maximum annuel de cent heures et non les ouvriers à titre individuel. Si le décret en avait décidé autrement, le patron eût été incité à congédier tout ouvrier ayant accompli son maximum de cent heures : à moins, en effet, de rétablir par une loi le livret, qui donna lieu à tant d'abus et de plaintes, un roulement des ouvriers entre plusieurs établissements eût pu annuler la disposition fixant un maximum annuel.

Dans ces conditions, si une dérogation de deux heures pendant dix jours est demandée pour un établissement, il y aura lieu de déduire vingt heures du crédit général de cent heures auquel a droit cet établissement. Il n'importe pas qu'en fait une partie seulement des ouvriers de l'établissement ait travaillé exceptionnellement pendant les dix jours déclarés.

Le calcul du point de départ des heures supplémentaires autorisées appelle également quelques distinctions :

1° Si les ouvriers adultes sont occupés seuls, l'article 1^{er} de la loi de 1848 limite à douze heures la durée de leur travail effectif, et c'est à l'expiration de la douzième heure que commence le travail exceptionnel.

2° Si les ouvriers adultes sont occupés *dans les mêmes locaux* que des enfants ou des femmes, le point de départ varie suivant que l'inspecteur divisionnaire a accordé ou non à l'établissement l'autorisation prévue pour l'imprimerie par l'article 5 du décret de 1893 modifié. Il faut donc faire les distinctions ci-après :

a) L'inspecteur divisionnaire n'a accordé, ce jour-là, aucune prolongation de durée de travail en vertu du décret de 1893. En ce cas, les heures supplémentaires du décret de 1902 seront comptées à partir de la limite, actuellement fixée à dix heures et demie, du travail normal des locaux mixtes. Si donc les adultes atteignent le maximum de quatorze heures de travail, l'établissement devra être débité de trois heures et demie sur le crédit de cent heures ouvert par le décret de 1902.

b) L'Inspecteur divisionnaire a accordé l'autorisation de porter temporairement à douze heures la durée du travail de l'établissement en vertu de l'article 5 du décret de 1893 : dans ce cas, les heures supplémentaires accordées par le décret de 1902 seront comptées à partir de la douzième heure écoulée.

L'avis de dérogation peut cependant être limité à une partie d'établissement constituant des locaux séparés. C'est la conséquence de ce qui précède, C'est toujours l'établissement qui est en compte, mais il n'est débité que des heures supplémentaires qui dépassent la durée de travail évaluée comme il vient d'être dit dans ces locaux séparés.

ART. 2. — Les inspecteurs divisionnaires avaient jusqu'ici, tout naturellement, accordé aux ouvriers adultes travaillant dans les mêmes locaux que des enfants ou des femmes le bénéfice des dérogations que le décret de 1893 les autorise à accorder à ces femmes et à ces enfants. Il a paru indispensable de sanctionner, par une disposition réglementaire spéciale, une solution de bon sens, mais à l'appui de laquelle il n'était possible d'invoquer aucun texte.

ART. 3, § 1^{er}. — Les formalités prescrites sous ce paragraphe sont exigibles de tous les chefs d'établissement qui veulent bénéficier des augmentations de durée de travail prévues pour les adultes par le tableau annexé à l'article 1^{er}. Elles doivent être remplies dès que l'industriel veut user de la

faculté inscrite pour l'un quelconque de ces travaux, et préalablement à l'usage de cette faculté. Mais, une fois l'avis donné dans les formes et affiché, la dérogation est de droit. L'industriel en use sans attendre une réponse que l'inspecteur n'est pas tenu non plus d'envoyer.

Si la dérogation dont veut bénéficier l'industriel est d'ordre permanent, comme le travail des mécaniciens et des chauffeurs, une seule déclaration suffira tant que l'exercice de la dérogation ne sera pas modifié. Il va sans dire que les modifications d'effectif non liées à l'exercice de la dérogation ne donnent pas lieu à déclarations spéciales.

Si, au contraire, la dérogation dont veut bénéficier l'industriel présente un caractère exceptionnel, comme celles prévues aux paragraphes 3 et 7 du tableau, un avis préalable devra être envoyé chaque fois qu'il sera fait usage de la dérogation.

ART. 3, § 2. — Pour les dérogations exceptionnelles prévues par les paragraphes 5 et 6 du tableau de l'article 1^{er}, l'industriel n'a pas été laissé seul juge des « circonstances exceptionnelles », ou des « travaux urgents » qu'il invoque. Le décret l'oblige à envoyer, par exprès ou par télégramme, à l'inspecteur du travail, l'avis préalable dont il vient d'être question. Si ce fonctionnaire estime la dérogation injustifiée, il doit d'urgence en aviser l'industriel.

Procès-verbal sera dressé si l'industriel, soutenant qu'il agit dans la limite de ses droits, continue, contrairement à l'avis de l'inspecteur, à user de la dérogation. Les tribunaux apprécieront.

Je vous prie ne m'accuser réception de la présente circulaire, dont je vous adresse ci-joint un nombre d'exemplaires suffisant pour les inspecteurs placés sous vos ordres.

LETTRE MINISTÉRIELLE DU 2 JUIN 1902

*relative à l'application de l'article 2 de la loi du 30 mars 1900
relatif à la durée du travail des ouvriers adultes.*

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, dans le rapport que vous m'avez adressé au sujet de la demande d'un certain nombre de tanneurs, vous émettez l'opinion que ces industriels, occupant moins de 20 personnes et n'utilisant aucun moteur, ne sont soumis à la loi du 30 mars 1900 qu'en ce qui concerne le travail des enfants et des femmes. Vous ajoutez que pour ne pas révéler aux industriels qui exploitent des établissements analogues que la durée du travail des hommes adultes qu'ils y occupent n'est soumise à aucune limitation légale, vous leur avez accordé, sur leur demande, des autorisations temporaires de dépasser la limite fixée par la loi du 30 mars 1900.

J'ai l'honneur de vous informer que je ne saurais approuver cette ma-

nière de procéder et que le service de l'Inspection ne doit jamais, sous quelque prétexte que ce soit, induire en erreur les industriels sur l'étendue de leurs droits.

J'ajoute que l'interprétation que vous donnez de la loi du 30 mars 1900 est absolument illégale et contraire à toutes les instructions que vous avez reçues. Il suffit pour s'en convaincre de se reporter à l'article 2 de cette loi dont les termes ne laissent place à aucune ambiguïté, et visent « tous les établissements énumérés dans l'article 1^{er} de la loi du 2 novembre 1892 », c'est-à-dire non seulement les usines et manufactures, mais encore les mines, minières, chantiers, ateliers et leurs dépendances, qui emploient dans les mêmes locaux des hommes adultes et des personnes visées par ladite loi.

Il s'ensuit que la durée du travail ne doit pas dépasser dans tous ces établissements dix heures et demie depuis le 1^{er} avril 1902. Je ne puis donc que vous inviter à rapporter les autorisations illégales que vous avez pu donner en invitant les industriels à se conformer strictement à la loi dans le plus bref délai. Il importe en effet de faire disparaître au plus tôt le privilège dont jouissent ces industriels vis-à-vis de leurs confrères des autres circonscriptions par suite de l'interprétation erronée que vous avez cru devoir donner de la loi du 30 mars 1900.

LETTRE MINISTÉRIELLE DU 12 JUIN 1902

relative à l'interprétation des mots « mêmes locaux ».

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, à la suite d'une pétition qui m'avait été adressée par un constructeur de bateaux, vous m'avez adressé un rapport duquel il résulte que cet industriel n'occupe aujourd'hui de jeunes ouvriers de moins de 18 ans que dans un hangar séparé par un verger, servant de dépôt de bois, des autres locaux où sont occupés les hommes adultes.

Dans ces conditions, les locaux dans lesquels sont occupés les hommes adultes étant nettement séparés de ceux où travaillent les jeunes ouvriers de moins de 18 ans, il n'y a pas lieu d'examiner la question de la connexité des travaux auxquels sont occupés les uns et les autres.

En conséquence, je vous prie d'informer l'industriel que les hommes adultes qu'il emploie dans ces conditions ne sont pas soumis à la limite de durée fixée par la loi du 30 mars 1900.

LETTRE MINISTÉRIELLE DU 30 JUIN 1902

relative à l'affichage des avis et copies d'autorisations, en cas de dérogations prévues par les articles 1, 3 et 5 du décret du 15 juillet 1893.

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, dans le rapport que vous m'avez adressé au sujet de la plainte concernant un établissement de couture, vous m'informez que les faits signalés par le plaignant sont exacts, mais ne constituent pas une contravention à la loi, parce que la maison bénéficiait à l'époque d'une autorisation de l'inspecteur divisionnaire de porter à douze heures la durée du travail de ses ouvrières.

Il est à présumer que la plainte ne se serait pas produite si copie de l'autorisation avait été affichée dans les ateliers comme le prescrit l'article 6 du décret du 15 juillet 1895 modifié.

Je saisis cette occasion pour vous prier d'appeler l'attention des inspecteurs et inspectrices placés sous vos ordres sur l'intérêt qui s'attache à l'observation des formalités prescrites par l'article précité, soit en cas de veillée après 9 heures du soir, soit en cas de prolongation de la durée du travail dans la limite des heures de jour. Seules ces formalités permettent aux ouvriers de se rendre compte si la veillée ou la prolongation de durée de travail qui leur sont imposées ont été régulièrement portées à la connaissance du service de l'Inspection du travail.

En l'absence de ces formalités, les ouvriers sont autorisés à croire que la durée du travail a été illégalement portée à douze heures. Ils sont en outre portés à douter de la vigilance du service puisque les plaintes, par lesquelles ils signalent de prétendues contraventions, ne sont l'objet d'aucune suite de la part de l'inspecteur qui sait d'une façon certaine, soit par l'avis qu'il a reçu, soit par l'autorisation que lui a communiquée l'inspecteur divisionnaire, que la prolongation de travail dont se plaignent les ouvriers est absolument légale.

C'est ce qui s'est produit dans l'espèce qui nous occupe. Le service, prévenu par une première plainte, n'a pas visité l'atelier qui lui était signalé, parce qu'il était en possession de l'avis de veillée envoyé par l'industriel, et cette abstention a provoqué la seconde plainte qui m'a été adressée et qui mettait en cause l'inspectrice chargée de la surveillance de l'atelier.

Afin d'éviter à l'avenir ces regrettables malentendus, je vous prie de donner des instructions aux inspecteurs et inspectrices placés sous vos ordres; pour que, lors de leurs prochaines visites dans les ateliers appelés à bénéficier des dérogations prévues par les articles 1, 3 et 5 du décret du 15 juillet 1893, ils appellent l'attention des industriels sur l'obligation d'afficher copie de l'avis ou de l'autorisation prescrits par l'article 6 du décret du 15 juillet 1893 modifié, et les préviennent que procès-verbal leur serait dressé, en cas d'inobservation de cette formalité.

Il y aurait tout lieu de supposer que cette formalité n'a pas été remplie si une maison, qui bénéficie à la connaissance du service des dérogations prévues par le susdit décret, était néanmoins signalée comme contrevenant à la loi.

LETTRE MINISTÉRIELLE DU 19 AOÛT 1902

au sujet de l'application de la circulaire du 5 juillet 1894, relative aux établissements soumis au contrôle du service des mines pour l'application de la loi du 12 juin 1893.

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, vous m'avez communiqué la note par laquelle le Parquet de C. . . . vous a fait connaître qu'il avait classé, par application de la circulaire du 5 juillet 1894 émanant de mon département, le procès-verbal dressé au propriétaire d'une usine à chaux et ciments, qui avait mis obstacle à l'accomplissement des devoirs de l'inspecteur du travail en lui interdisant l'entrée de ses ateliers de blutage, de broyage de chaux et de ciments, ainsi que de ses fours à chaux.

J'estime comme vous que le Parquet de C. . . . a fait, en la circonstance, une fausse application de la circulaire du 5 juillet 1894. Ainsi que l'indiquent dans leurs rapports M. le Préfet et M. l'Ingénieur en chef des mines, la circulaire du 5 juillet 1894, en plaçant sous la surveillance des ingénieurs des mines, pour l'application de la loi du 12 juin 1893 sur l'hygiène et la sécurité, les établissements industriels formant la dépendance immédiate des mines, n'a pas eu pour effet de modifier la définition qu'a donnée la circulaire du 4 mai 1893 de ces établissements, au point de vue de l'application de la loi du 2 novembre 1892. La circulaire du 5 juillet 1894 s'y réfère même expressément puisqu'elle charge les ingénieurs de surveiller l'application de la loi de 1893 « dans les établissements formant la dépendance immédiate des mines, où ils exercent leur surveillance au point de vue de la loi du 2 novembre 1892 ».

Or la circulaire du 4 mai 1893 porte expressément que « les fours à chaux, les ateliers de cuisson et de blutage du plâtre, les briqueteries et les tuileries restent sous le contrôle des inspecteurs du travail ».

Je ne puis que vous prier d'insister à nouveau auprès du parquet de C. . . . pour qu'il donne suite au procès-verbal dressé à l'industriel. Dans le cas où le Parquet maintiendrait son interprétation vous devrez saisir de l'affaire M. le Procureur général et m'en référer au besoin. Il importe en effet de faire cesser le plus tôt possible une situation qui permet à cet industriel de se soustraire impunément à toute surveillance.

LETTRE MINISTÉRIELLE DU 30 AOÛT 1902

relative aux dérogations sollicitées en faveur des fabriques de faulx.

MONSIEUR LE PRÉFET, vous avez bien voulu me transmettre copie d'une délibération, en date du 19 août dernier, par laquelle le conseil général de votre département a émis à nouveau le vœu que « les petites usines métallurgiques de votre département fussent classées dans la catégorie des usines à feu continu et inscrites à l'article 4 du décret du 15 juillet 1893 modifié ». Le Conseil général a demandé en outre que, si les raisons invoquées pour ce classement ne paraissaient pas suffisantes, il fût envoyé un inspecteur général du travail chargé de se rendre compte sur place de la production et du fonctionnement de ces usines.

Comme j'ai eu l'honneur de vous en informer le 4 juin dernier, la question du classement parmi les usines à feu continu de la fabrication des faulx et autres instruments agricoles, à laquelle se livrent les petites usines métallurgiques de votre département, a été examinée à plusieurs reprises et notamment les 22 septembre 1897, 2 novembre 1898, 25 octobre 1899, par le Comité consultatif des arts et manufactures qui s'est prononcé chaque fois, et d'une façon très catégorique, contre leur classement.

Néanmoins, à la suite des vœux précédemment formulés par le Conseil général de l'Ariège, et sur votre demande, mon prédécesseur, passant outre à l'avis du Comité consultatif des arts et manufactures, a saisi de la question la Commission supérieure du travail, qui s'est prononcée à son tour, le 22 avril dernier, dans le même sens que le Comité.

J'ajoute que ces deux hautes assemblées n'ont été appelées à donner leur avis qu'à la suite d'enquêtes auxquelles il a été procédé, par les soins de MM. les inspecteurs divisionnaires du travail dans toutes les fabriques de faulx de France. En particulier M. l'inspecteur divisionnaire du travail de votre circonscription, a visité personnellement et à plusieurs reprises, et tout récemment encore, les forges et martinets de votre département. Dans ces conditions, et en présence de l'avis concordant du Comité consultatif des arts et manufactures et de la Commission supérieure du travail, dont l'avis est exigé par la loi du 2 novembre 1892 pour les règlements d'administration publique à intervenir en vertu de cette loi, il ne me paraît pas possible de provoquer l'inscription des forges et martinets de votre département à l'article 4 du décret du 15 juillet 1893 modifié, comme le demande le Conseil général, et je vous serais obligé de vouloir bien l'en informer.

DÉCISION MINISTÉRIELLE DU 1^{er} SEPTEMBRE 1902

relative à l'affichage du décret du 18 juillet 1902, sur la céruse.

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, vous m'avez demandé de vous faire connaître si l'Administration n'aurait pas l'intention de fournir aux inspecteurs divisionnaires des affiches du décret du 18 juillet 1902, réglementant l'emploi de la céruse dans les travaux de peinture en bâtiment.

J'ai l'honneur de vous informer que l'affichage du décret étant prescrit par le décret lui-même, c'est aux industriels qu'il appartient de prendre les mesures nécessaires pour se conformer à cette prescription comme aux autres.

LETTRE DU 2 SEPTEMBRE 1902

sur l'assujettissement à la loi du 2 novembre 1892 des établissements de bienfaisance et d'instruction professionnelle.

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, vous m'avez consulté sur l'assujettissement aux dispositions de la loi du 2 novembre 1892 de certains établissements, tels que l'ouvroir de l'hospice de M. . . et l'école professionnelle de filles de N. . . Vous demandez notamment si l'arrêt de la Cour de cassation, en date du 6 décembre 1901, n'autoriserait pas les directeurs à refuser l'entrée de ces établissements au service de l'inspection.

La question que vous avez posée ne peut être résolue que par des considérations d'espèce. C'est sur de semblables considérations en effet, que la Cour de cassation s'est appuyée dans son arrêt du 6 décembre 1901 (*Bull. Insp.* 1902, p. 67) pour décider que les directrices du couvent du Cénacle avaient pu légalement refuser l'entrée de leur établissement à l'inspecteur départemental du travail.

J'appelle cependant votre attention sur ce que la Cour de cassation s'est refusée à adopter la théorie des premiers juges d'après laquelle « le travail industriel serait celui dont l'objet est de transformer les matières ou produits fabriqués qui sont livrés au commerce ou qui tout au moins sont susceptibles de l'être ». La Cour de cassation a déclaré expressément que cette définition était « certainement trop étroite ». Il s'ensuit qu'il n'y a pas lieu, pour apprécier si un travail est industriel ou non, de faire entrer en ligne de compte le profit pécuniaire et mercantile qui peut en être retiré.

Mais, d'autre part, la Cour de cassation a décidé que le caractère industriel des travaux, auxquels pourraient être employés des enfants ou des femmes, ne suffit pas pour les soumettre aux dispositions de la loi du 2 no-

vembre 1892. Il faut encore que ces travaux fassent l'objet d'une organisation régulière et suivie, et n'interviennent pas d'une manière tout à fait accessoire. C'est dans le premier cas seulement que les locaux où sont employés des enfants ou des femmes peuvent être considérés comme rentrant dans la nomenclature des établissements visés par l'article 1^{er}, § 1^{er} de la loi de 1892.

Telle est la portée exacte de l'arrêt de la Cour de cassation du 6 décembre 1901. C'est à vous qu'il appartient, en tenant compte des circonstances de fait dans lesquelles s'effectue le travail dans chacun des établissements que vous m'avez signalés, de décider si ces établissements sont soumis ou non aux prescriptions de la loi du 2 novembre 1892.

JURISPRUDENCE.

COUR DE CASSATION (CHAMBRE DES REQUÊTES).

Arrêt du 3 décembre 1901.

LOI DU 12 JUIN 1893. — ARTICLE 2, § 3. — DÉFAUT DE PROTECTION D'UNE SCIE TRONÇONNEUSE. — IMPOSSIBILITÉ D'ADAPTER UN APPAREIL PROTECTEUR SANS NUIRE AU FONCTIONNEMENT DE LA MACHINE. — RELAXE.

LA COUR,

Où M. le conseiller Zeys, en son rapport, M. l'avocat général Feuilloley, en ses réquisitions, M^e Dambézi, en ses observations;

Sur le moyen unique tiré de la violation des articles 1382 et suivants du Code civil, de l'article 2 de la loi du 12 juin 1893 et de l'article 12 du décret du 10 mars 1894;

Attendu que, le 12 mars 1898, F. . . , ouvrier scieur, a été victime d'un accident de travail dans l'usine de P. . . , son patron; qu'il a actionné ce dernier en réparation du préjudice souffert par lui de ce chef; qu'il impute à faute à P. . . d'avoir négligé de pourvoir d'un appareil protecteur la scie tronçonneuse, instrument de l'accident, contrairement à l'article 2, paragraphe 3, de la loi du 12 juin 1893, et à l'article 12 du règlement d'administration publique du 10 mars 1894, aux termes duquel toutes les pièces saillantes mobiles et autres parties dangereuses des machines. . . . doivent être munies de dispositifs protecteurs;

Mais attendu que, suivant les constatations du jugement confirmé par la Cour de Nancy, la possibilité d'adapter un appareil protecteur au genre de scie dont s'agit, sans nuire à son fonctionnement, n'avait pu, jusqu'à la date

de l'accident, être reconnue; qu'aucune usine similaire ne possédait alors un tel organe, dont la découverte restait à faire; que la scie dite « tronçonneuse » de P... était installée dans les conditions normales; que la Cour de Nancy ajoute que, si certains marchands de bois se servent actuellement d'appareils protecteurs, il n'est point établi que ces appareils fussent déjà connus, ou qu'il y en eût de pratiquement utilisables à l'époque de l'accident;

Attendu qu'en tirant de ces constatations souveraines la conséquence qu'aucune faute ne peut être retenue à la charge de P..., l'arrêt attaqué n'a violé aucun des textes visés au pourvoi;

Par ces motifs,

REJETTE la requête et condamne le demandeur à l'amende.

COUR DE CASSATION (CHAMBRE CRIMINELLE).

Arrêt du 12 décembre 1901.

PROCÈS-VERBAL. — FORCE PROBANTE. — CONSTATATIONS PERSONNELLES. — OÙ-DIRE. — TÉMOINS NON ENTENDUS. — CONDAMNATION. — MANQUE DE BASE LÉGALE.

LA COUR,

Sur le moyen pris de la violation de l'article 154 du Code d'instruction criminelle;

Vu ledit article;

Attendu que D..., directeur de la Compagnie des tramways de..., était poursuivi pour avoir déposé des matériaux sur la voie publique et avoir négligé de les éclairer pendant la nuit; qu'il a prétendu, pour sa défense, que les travaux ayant donné lieu à cet embarras de la voie publique n'étaient pas exécutés par la Compagnie des tramways de..., mais par les sieurs M... et F...; que le Tribunal de police a repoussé cette prétention comme contraire aux énonciations du procès-verbal;

Attendu qu'il est de principe qu'un procès-verbal auquel la loi attribue force probante ne fait foi que des faits que le rédacteur a personnellement constatés; que le procès-verbal du commissaire de police est fondé non sur les constatations personnelles du commissaire de police, mais sur le rapport d'un gardien de la paix; que ni ce gardien de la paix ni aucun autre témoin n'a été entendu par le Tribunal; qu'aucune preuve des faits imputés n'ayant été régulièrement fournie en présence des dénégations de l'inculpé, la condamnation manque de base légale;

Par ces motifs,

CASSE... .

Arrêt du 2 janvier 1902.

TRAVAIL DANS LES ÉTABLISSEMENTS INDUSTRIELS. — LOI DU 2 NOVEMBRE 1892,
ARTICLE 3, MODIFIÉ PAR LA LOI DU 30 MARS 1900. — MAXIMUM DE LA DURÉE
DU TRAVAIL NON ATTEINT. — REPOS NON OBLIGATOIRE.

LA COUR,

Ouï, à l'audience publique du 28 décembre 1901, M. le conseiller Accarias, en son rapport, M^e Devin, en ses observations à l'appui du pourvoi, et M. l'avocat général Cottignies, en ses conclusions;

Après en avoir délibéré en la chambre du conseil;

Attendu que L... employait dans sa filature de cardes, à Watrellos, 7 ouvrières divisées en deux équipes travaillant l'une de 5 heures du matin à 1 heure du soir et l'autre de 1 heure à 9 heures du soir, mais toutes les deux sans aucune interruption; que, dans le même établissement et dans le même local, il employait aussi 40 ouvriers, les uns adultes et les autres au-dessous de dix-huit ans; et que, pour ces faits, il a été condamné 1^o à 7 amendes de 5 francs du chef des 7 ouvrières qui travaillaient huit heures sans repos; 2^o à 7 autres amendes de 5 francs du chef des mêmes ouvrières, sous le prétexte que, ne se reposant pas du tout, elles ne se reposaient pas en même temps que le reste du personnel; 3^o enfin, encore à 40 amendes de 5 francs du chef des 40 ouvriers mâles, par ce motif que, quoique prenant leur repos aux heures réglementaires, ils ne le prenaient pas en même temps que les 7 ouvrières susmentionnées;

Sur le moyen pris de la violation de l'article 3, paragraphe 1, de la loi du 2 novembre 1892, modifiée le 30 mars 1900, en ce que le jugement attaqué étend à un travail de jour de huit heures l'obligation du repos, qui n'est prescrit que pour le travail de onze heures :

Vu ce texte ainsi conçu : « Les jeunes ouvriers et ouvrières jusqu'à l'âge de dix-huit ans et les femmes ne peuvent être employés à un travail effectif de plus de onze heures par jour, coupées par un ou plusieurs repos dont la durée totale ne pourra être inférieure à une heure et pendant lesquels le travail sera interdit »;

Attendu qu'en prescrivant de couper la journée de travail par un ou plusieurs repos d'une heure au moins, la loi n'a visé que le cas où la durée de la journée atteint le maximum autorisé; que tel est bien le sens naturel de la disposition précitée; que ce qui concourt à l'établir, c'est qu'aucune règle n'ayant été posée, quant au moment du repos, il peut être légalement placé à un moment quelconque de la journée pourvu qu'il coupe la durée du travail; qu'au surplus, il n'appartient pas aux tribunaux d'étendre, en dehors de ses termes, l'application d'une disposition sanctionnée par des peines; d'où il suit que c'est à tort que le jugement attaqué a retenu les 7 contraventions relevées par le procès-verbal à raison de ce que 7 ouvrières faisaient une journée de huit heures sans repos;

Et attendu que les 7 contraventions susdites étant une condition nécessaire de l'existence des 47 autres, il devient inutile de rechercher, avec les trois derniers moyens du pourvoi : 1^o si le repos est prescrit pour les ouvriers mâles adultes comme il l'est pour les femmes et les enfants; 2^o si, lorsque le travail d'une femme n'est coupé par aucun repos, il y a lieu de relever de son chef deux contraventions, l'une pour défaut de repos et l'autre pour irrégularité dans le temps du repos; 3^o enfin, si, dans le même cas, cette prétendue irrégularité doit être réputée commise aussi du chef de toutes les autres personnes employées dans le même local du même établissement;

Par ces motifs,

CASSE et ANNULE. . . .

Arrêt du 12 avril 1902.

LOI DU 29 DÉCEMBRE 1900. — ARTICLE 1^{er}. — DAMES EMPLOYÉES À L'ÉTALAGE EXTÉRIEUR D'UN MAGASIN. — COMMUNICATION CONSTANTE DE L'ÉTALAGE AVEC L'INTÉRIEUR DU MAGASIN. — ABSENCE DE SIÈGES À L'ÉTALAGE EXTÉRIEUR. — RELAXE.

LA COUR,

Où, à l'audience publique d'hier, M. le conseiller Accarias, en son rapport, et M. l'avocat général Cottignies, en ses conclusions; après en avoir délibéré en la chambre du conseil;

Sur la compétence :

Attendu que l'arrêt du 31 octobre 1901 s'est fondé, pour casser le jugement du tribunal de simple police de Lyon, en date du 14 août 1901, sur ce que le commerçant qui étale des marchandises sur la voie publique la transforme en une dépendance de son magasin ou de sa boutique, et sur ce que l'article 1^{er} de la loi du 29 décembre 1900 entend par salle tout local où des marchandises sont manutentionnées ou offertes au public par un personnel féminin;

Attendu que le jugement attaqué, étant motivé sur des constatations nouvelles et qui résultent d'une enquête, ne contredit pas l'arrêt du 31 octobre 1901, et que, dès lors, la chambre criminelle est compétente pour statuer;

Au fond :

Attendu qu'il est constaté par le jugement que les deux femmes qui surveillaient les marchandises étalées par G. . . sur le trottoir étaient en communication constante avec l'intérieur du magasin dont les portes restaient toujours ouvertes et qu'elles pouvaient user des sièges placés dans ledit magasin, lesquels étaient en nombre largement suffisant pour les besoins

du public et de toutes les vendeuses; que, d'autre part, il ne résulte pas du jugement que ces deux femmes fussent employées d'une manière spéciale et exclusive à la surveillance et à la manutention de l'étalage extérieur;

Attendu qu'en cet état des faits le juge de simple police a pu considérer cet étalage comme un simple rayon ou comptoir du magasin, et, sans violer la loi du 29 décembre 1900, renvoyer le prévenu des fins de la poursuite;

Par ces motifs, et attendu que le jugement attaqué est régulier en la forme,

REJETTE le pourvoi du commissaire de police exerçant les fonctions du ministère public près le tribunal de simple police du canton de Villeurbanne.

Arrêt du 16 mai 1902.

LOI DU 2 NOVEMBRE 1892. — ATELIER. — PROCÈS-VERBAL. — INDICATIONS
INSUFFISANTES. — RELAXE.

LA COUR.

Où M. le conseiller Garas, en son rapport, M. l'avocat général Bonnet, en ses conclusions;

Sur le moyen pris de la violation, pour ne les avoir pas appliqués, des articles 1, 5, 11, 20 de la loi du 2 novembre 1892, en ce que le local où étaient employées les ouvrières trouvées par l'inspecteur du travail chez la prévenue était un atelier organisé, au sens de la loi du 2 novembre 1892 :

Attendu qu'un procès-verbal régulier de l'inspecteur du travail dans l'industrie, pour le département de la Gironde, constate que, le 3 août 1901, la loi du 2 novembre 1892 et les règlements d'administration relatifs à son exécution n'étaient pas affichés dans l'atelier de B..., épouse P..., couturière, « où, dit ce procès-verbal, sont employées trois ouvrières, dont deux mineures de dix-huit ans »; qu'il n'y était pas davantage indiqué par une affiche à quelle heure commençait des repas et le jour adopté pour le repos hebdomadaire; que ledit procès-verbal constate de plus que B..., épouse P..., n'a pu représenter le registre prescrit par ladite loi et les livrets des ouvrières mineures;

Attendu que ce procès-verbal, dans ses termes laconiques, ne présente aucune circonstance dont on ne puisse induire que le local dans lequel a pénétré l'inspecteur du travail présente les caractères de l'atelier organisé, au sens de la loi du 2 novembre 1892;

D'où il suit que la décision de relaxe est justifiée et que, par suite, il n'y a pas eu violation des articles de loi visés au moyen;

Par ces motifs,

REJETTE, etc.

Arrêt du 20 juin 1902.

LOI DU 9 AVRIL 1898, ARTICLE 1^{er}. — MARCHAND DE PEAUX, CHIFFONS, OS
ET MÉTAUX. — NON-ASSUJETTISSEMENT.

LA COUR,

Oùï, M. le conseiller Eugène Duval, en son rapport, et M. l'avocat général Bonnet, en ses conclusions; après en avoir délibéré en chambre du conseil;

Sur le moyen tiré de la violation, pour défaut d'application de l'article 1^{er} de la loi du 9 avril 1898 :

Attendu que M. . . , poursuivi pour avoir contrevenu aux articles 11 et 13 de la loi susvisée, a soutenu que la profession qu'il exerce n'est point assujettie aux dispositions de ladite loi ;

Attendu que l'article 1^{er} de la loi du 9 avril 1898 dispose : « Les accidents survenus par le fait du travail ou à l'occasion du travail, aux ouvriers et employés occupés dans l'industrie du bâtiment, les usines, manufactures, chantiers, les entreprises de transport par terre et par eau, de chargement et de déchargement, les magasins publics, mines, minières, carrières, et, en outre, dans toute exploitation ou partie d'exploitation dans laquelle sont fabriquées ou mises en œuvre des matières explosives, ou dans laquelle il est fait usage d'une machine mue par une force autre que celle de l'homme ou des animaux, donnent droit, au profit de la victime ou de ses représentants, à une indemnité à la charge du chef d'entreprise, à la condition que l'interruption de travail ait duré plus de quatre jours. Les ouvriers qui travaillent seuls d'ordinaire ne pourront être assujettis à la présente loi par le fait de la collaboration accidentelle d'un ou de plusieurs de leurs camarades » ;

Attendu qu'il résulte de la décision attaquée, laquelle ne contredit pas le procès-verbal clos le 1^{er} octobre 1901, que M. . . se borne à acheter des chiffons, peaux, os et métaux, qu'il revend en gros, après avoir fait trier ou séparer, d'après leur nature, les divers objets; que cette opération de triage est effectuée dans un atelier où sont employées une douzaine de femmes; que M. . . ne fait subir à la matière première aucune transformation en vue de l'approprier à son commerce; qu'en outre, il ne fait usage dans ses « magasins ou ateliers » d'aucun moteur mécanique, ni d'aucune matière explosive ;

Attendu que la loi du 9 avril 1898, en parlant « d'usines, manufactures ou chantiers », ne vise que les entreprises industrielles et que ni la nature des opérations effectuées, ni les conditions de l'exploitation ne permettent de considérer l'établissement du sieur M. . . comme « une usine, une manufacture ou un chantier », au sens de l'article 1^{er} susvisé ;

Attendu, dès lors, qu'en décidant que la profession du sieur M. . . , dans les conditions où il l'exerce, n'a pas le caractère industriel; et en relaxant le

sieur M. . . des fins de la poursuite, comme non assujetti aux prescriptions de la loi du 9 avril 1898, la décision attaquée, loin de violer l'article 1^{er} de ladite loi, en a fait, au contraire, une juste application;

Par ces motifs,

REJETTE le pourvoi.

Arrêt du 28 juin 1902.

LOI DU 12 JUIN 1893. — ARTICLE 7. — LA RESPONSABILITÉ DES INFRACTIONS INCOMBE AU CHEF IMMÉDIAT ET EFFECTIF DU SERVICE OÙ ELLES SE SONT PRODUITES.

LA COUR,

Oùï M. le conseiller Paul Dupré en son rapport et M. l'avocat général Cottignies en ses conclusions;

Vu la lettre du Garde des Sceaux, en date du 10 juillet 1900, ensemble le réquisitoire du procureur général du 23 du même mois;

Vu l'article 441 du Code d'instruction criminelle et, d'autre part, la loi du 12 juin 1893;

Sur le moyen pris de la violation de l'article 7 de cette loi :

Attendu que cet article dispose :

§ 1^{er}. Que les chefs d'industrie, directeurs, gérants ou préposés, qui auront contrevenu aux dispositions de la loi ou des règlements d'administration publique rendus pour son exécution seront poursuivis devant la juridiction répressive et punis d'amende;

§ 3. Que les chefs d'industrie sont civilement responsables des condamnations prononcées contre leurs directeurs, gérants ou préposés;

Qu'il appert de ces dispositions combinées que, dans la détermination des responsabilités respectives, la loi du 12 juin 1893 n'a nullement entendu s'écarter des principes qui régissent la responsabilité pénale; que, par cela seul qu'elle proclame par la seconde de ces dispositions, en l'opposant à la première, la responsabilité civile encourue par le chef d'industrie à l'occasion des condamnations prononcées contre ses directeurs, gérants ou préposés, elle exclut manifestement l'idée d'une concentration de toute la responsabilité pénale sur sa tête; que, dès lors, la loi ne peut s'entendre que comme faisant peser la responsabilité pénale de chaque infraction aux mesures qu'elle prescrit, sur le chef immédiat et effectif du service où elle s'est produite;

D'où il suit que si le chef d'industrie doit, à ce titre, être tenu pour pénalement responsable, comme en étant l'auteur, des contraventions commises dans les parties de l'entreprise qu'il administre directement, la responsabilité pénale de celles qui se produisent dans ceux de ses services dont il a

délégué la direction pèse, au même titre, sur le directeur, gérant ou préposé qui l'y représente comme chef immédiat, avec la compétence et l'autorité nécessaires pour y veiller efficacement à l'observation des lois;

Et attendu que, dans l'espèce, la Cour de Rennes n'a, par l'arrêt attaqué, relaxé le sieur G. . . . de la poursuite dirigée contre lui comme chef de l'entreprise des Chantiers de, qu'après avoir constaté souverainement en fait : « que l'atelier où le travail allait être effectué était placé sous la direction spéciale d'un des ingénieurs de la société, dûment informé des obligations légales et incontestablement qualifié pour en assurer l'exécution; qu'elle n'a fait ainsi, dans l'espèce, qu'une juste application de la loi,

REJETTE le pourvoi formé, dans l'intérêt de la loi, par le procureur général contre l'arrêt de la Cour de Rennes du 21 mars 1900.

Arrêt du 12 juillet 1902.

LOI DU 2 NOVEMBRE 1892, ART. 29. — L'ENTRÉE DES ÉTABLISSEMENTS INDUSTRIELS NE PEUT ÊTRE RÉCLAMÉE, LA NUIT, PAR LES INSPECTEURS DU TRAVAIL QU'EN CAS DE PRÉSUMPTION D'INFRACTION À LA LOI.

LA COUR,

Statuant sur le pourvoi du Procureur général près la cour de Nancy contre un arrêt de cette cour, du 21 juin 1900, relaxant la dame Cœlina Cornemuse, supérieure de la communauté hospitalière du Bon Pasteur de Nancy, des fins d'une poursuite dirigée contre elle, en qualité de directrice de l'atelier de couture et de lingerie annexé à cet établissement, comme coupable du délit d'obstacle à l'accomplissement des devoirs de l'inspecteur du Travail, délit prévu et puni par l'article 29 de la loi du 2 novembre 1892,

Où, en l'audience publique du 11 juillet, M. Paul Dupré, conseiller, en son rapport, M^e André Morillot, avocat en la Cour, dans ses observations, et M. l'avocat général Cottignies, en ses conclusions;

Après en avoir délibéré en Chambre du conseil;

Sur le moyen unique pris de la violation de l'article 29 de la loi du 2 novembre 1892, par fausse interprétation de l'article 20 de la même loi;

Vu ladite loi, notamment en cesdits articles :

Attendu que l'article 20 de la loi susvisée confère aux inspecteurs du travail le droit d'entrer dans tous les établissements visés par l'article 1^{er}; que chargés de veiller à l'observation des prescriptions de cette loi, tant en ce qui concerne le travail de jour qu'en ce qui touche le travail de nuit, ils peuvent, pour l'accomplissement de leur mission, pénétrer à toute heure du jour et de la nuit dans les établissements où le travail est organisé pendant le jour et pendant la nuit; mais qu'on ne saurait, sans étendre abusivement la portée de l'article susvisé, décider qu'il confère le même droit à ces fonc-

tionnaires, lorsqu'ils s'agit d'établissements où le travail n'est organisé que pendant le jour;

Attendu, en effet, que ces établissements sont, pendant la nuit, placés sous la sauvegarde de l'inviolabilité du domicile, qui est de droit public; que les inspecteurs ne peuvent, dès lors, y pénétrer, en violation de ce principe, dans le seul but de les visiter à l'effet de rechercher s'il ne s'y commet pas une contravention aux prescriptions de la loi du 2 novembre 1892;

Attendu que le pourvoi soutient vainement qu'en déniaut aux inspecteurs du travail le droit de visiter pendant la nuit les établissements où le travail n'est organisé que pendant le jour, on s'exposerait à assurer l'impunité aux infractions qui y seraient commises; que les inspecteurs pourront toujours, pendant la nuit, réclamer l'ouverture de ces établissements lorsqu'ils auront recueilli des indices leur permettant de croire à une contravention du travail; mais qu'il appartiendra, dans ces cas, aux tribunaux d'apprécier si, à raison des présomptions de fraude à la loi résultant des circonstances de fait relatées au procès-verbal ou régulièrement établies, la réquisition d'ouverture des établissements a été légalement faite; et si le refus d'y obtempérer a constitué une infraction passible des pénalités édictées par l'article 29, susvisé, de la loi;

Et attendu qu'il ne résulte pas du procès-verbal, et que, d'autre part, l'arrêt ne constate pas qu'il ait été établi que l'inspecteur qui s'est présenté à 9 heures du soir à l'établissement du Bon Pasteur et à qui l'on a refusé l'entrée de cet établissement eût recueilli des indices justifiant son intervention; que par suite, en relaxant la prévenue, la Cour de Nancy n'a commis aucune violation du texte visé au moyen,

REJETTE le pourvoi.

N.-B. — *Cet arrêt a été rendu contrairement aux observations du rapporteur, M. le conseiller Paat Dapré et aux conclusions de M. l'avocat général Cottignies. Nous croyons devoir donner ici ces deux documents.*

OBSERVATIONS DU RAPPORTEUR.

I.

MM.,

La maison établie à Nancy sous l'invocation du Bon Pasteur est un établissement hospitalier, qui recueille, nourrit et abrite dans un vaste domaine fermé à tous les regards du dehors (ce que le plan produit a pour objet de préciser) de cent cinquante à deux cents filles mineures et femmes de tout âge, que son œuvre a pour but de soustraire à la misère, à l'abandon, même à la débauche. Elle les occupe à des travaux d'aiguille, dans une suite d'ateliers intérieurs au couvent, commandés par la même porte, défendus par les mêmes murs et participant, en tout, de la claustration monastique qui est la règle de la communauté.

Comme monastère, elle est à l'abri de toute intervention laïque indiscrete ; comme atelier industriel elle est soumise à la loi du 2 novembre 1892. Et c'est bien un atelier industriel, la communauté de Nancy (comme nous l'apprend, non sans protestations énergiques, la lettre produite de l'évêque du diocèse) s'appliquant jusqu'à la totalité des fruits du travail de ses pensionnaires, pour ses besoins quotidiens et ses embellissements progressifs.

Comme assujettie à la loi de 1892 (ce qui n'est pas contesté, ce qui n'a jamais pu l'être sérieusement en présence des termes formels de l'article 1^{er} de la loi), la communauté est ouverte, pour son atelier, aux inspecteurs du Travail (art. 20). Le procès-verbal suivant, qu'il convient de placer intégralement sous vos yeux, vous montrera qu'en décembre 1900, mise en demeure de se prêter à cette visite, elle s'y est délibérément refusée :

Procès-verbal. — « L'an 1899, nous Pourcines, ingénieur des arts et manufactures, licencié en droit, inspecteur départemental du travail dans l'industrie, spécialement chargé par M. le Ministre du Commerce, des Postes et des Télégraphes, de procéder à une contre-visite du monastère du Bon Pasteur de Nancy, établissement soumis au régime de la loi du 2 novembre 1892 et des règlements d'administration publique rendus pour son exécution, dûment assermenté et muni de notre commission, nous sommes transporté dans cet établissement le 11 décembre à 9 heures du matin, accompagné de M. l'inspecteur divisionnaire du Travail, Chambard, pour y accomplir notre mission.

« Au cours de cette enquête, que nous avons continuée les jours suivants, et indépendamment des contraventions que nous avons relevées d'autre part, nous avons constaté ce qui suit :

« A la date du 12 décembre, ayant informé M^{me} la supérieure du monastère de notre intention de faire une visite de l'établissement la nuit, il nous a été déclaré qu'à partir de la chute du jour, toutes les portes de l'établissement étaient closes et que personne ne pouvait pénétrer dans le monastère.

« Le 30 décembre nous avons informé M^{me} la supérieure que, le soir, à 9 heures, nous nous présenterions à la porte du monastère dans l'intention de le visiter, et que nous annoncerions notre présence, en tirant la sonnette. Il nous a été fait la même réponse que le 12 décembre.

« Conformément à ce que nous avons annoncé, nous nous sommes présenté à 9 heures du soir, à la porte du monastère et nous avons constaté que personne n'a répondu à nos appels réitérés.

« Le procès-verbal d'enquête que nous avons transmis à M. le Ministre du Commerce et qui a été signé par M^{me} la supérieure du monastère, après lecture, contient la relation de ces constatations et de ces faits.

« Nous estimons que dans ces faits se trouvent les éléments constitutifs du délit d'obstacle à l'exécution de nos fonctions, prévu et réprimé par les articles 20 et 29 de la loi du 2 novembre 1892 ; et nous avons rédigé le présent procès-verbal en double exemplaire, pour valoir ce que de droit. »

« Nancy, le 5 février 1899. *L'inspecteur enquêteur, signé : POURCINES.* »

Le tribunal de Nancy, saisi de ce procès-verbal, paraît avoir trouvé l'affaire très simple, si l'on en juge par le laconisme du jugement par lequel il a fait droit à la poursuite, et que voici [Voir la note (1)].

En appel, tout va changer et la cour relaxera la prévenue. Voici l'arrêt [voir le texte en note] (2).

Le procureur général de Nancy attaque cet arrêt par un moyen unique pris de la violation de l'article 29 de la loi de 1892, par fausse interpré-

(1) *Jugement* : Le Tribunal. — Attendu que ces faits constituent à la charge de la dame Cornemuse, supérieure du monastère, le délit d'obstacle à l'accomplissement des devoirs de l'inspecteur, pour lequel elle est poursuivie devant le tribunal par application de l'article 29 de la loi du 2 novembre 1892 ;

Attendu, en effet, que cette loi, qui règle le travail des femmes et des enfants dans les ateliers ; qui prohibe le travail de nuit, en chargeant les inspecteurs du travail d'assurer l'exécution de ses prescriptions et de ses prohibitions, et en leur donnant par l'article 20 l'entrée dans tous les établissements soumis à leur inspection, leur a, par cela même et nécessairement, conféré le droit de pénétrer, à toute heure du jour et de la nuit, dans ces établissements, afin de pouvoir constater s'il s'y commet des infractions aux dispositions de la loi ; — Que le refus d'ouvrir à 9 heures du soir comme à toute autre heure de la nuit est donc un obstacle apporté à l'accomplissement des fonctions et au devoir de l'inspecteur ;

Attendu que les réponses faites les 10 et 30 décembre par la supérieure à l'inspecteur indiquaient chez elle l'intention bien arrêtée de s'opposer à toute visite de nuit, intention aussitôt suivie d'exécution, puisque la tourière a dû reconnaître à l'audience que, pour la soirée du 30, elle avait reçu des instructions à ce sujet ;

Appliquant l'article 29 de la loi du 2 novembre 1892, ainsi conçu : *Est puni d'une amende de 100 à 500 francs quiconque aura mis obstacle à l'accomplissement des devoirs d'un inspecteur*, etc., condamne la dame Cornemuse, *es qualités*, à 100 francs d'amende.

(2) La Cour. — Attendu qu'il résulte d'un procès-verbal régulier, dressé le 5 février 1900 et des dépositions recueillies à l'audience des premiers juges, la preuve que, le 12 décembre 1899, M. Pourcines, inspecteur départemental du travail dans l'industrie, avertissait la dame Cornemuse, supérieure du Bon Pasteur, qui dirige dans ce monastère un atelier de couture et de lingerie où travaillaient, pendant le jour, les pensionnaires de la maison, qu'il ferait, la nuit, une visite dans son établissement et en recevait la réponse suivante : « qu'à partir de la chute du jour, toutes les portes étaient closes et que personne ne pouvait pénétrer dans le monastère » ;

Attendu que, le 30 du même mois, l'inspecteur renouvelait à la supérieure son avertissement du 12 et l'informait que, le soir, à 9 heures, il se présenterait à la porte du monastère et tirerait fortement la sonnette afin d'annoncer son arrivée ; qu'à cette communication il fut fait une réponse identique à celle qui avait été faite précédemment ;

Attendu qu'aux jour et heure indiqués, l'inspecteur se présentait à la porte du Bon Pasteur, agitait à plusieurs reprises la sonnette ; mais qu'à ces appels réitérés la porte demeurait close, la tourière ayant reçu de la supérieure, ainsi qu'elle l'a reconnu, l'ordre de ne pas ouvrir ; — Que devant ce refus prémédité, l'inspecteur se retira et dressa procès-verbal des faits ci-dessus relatés ;

Attendu que, traduite devant le tribunal correctionnel de Nancy sous la prévention d'obstacle apporté à l'accomplissement des devoirs de l'inspecteur, la prévenue a été condamnée de ce chef, le 24 mars 1900, par application des articles 20 et 29 de la loi du 2 novembre 1892, à une amende de 100 francs ; — Que, par acte reçu au greffe le 28 mars suivant, elle a régulièrement interjeté appel de cette décision, dont elle demande la réformation ; qu'elle se fonde, pour l'obtenir, sur ce que l'atelier de couture du Bon Pasteur n'étant pas un établissement dans lequel on travaille régulièrement la nuit, le droit de l'inspecteur, hors des heures de la journée, ne pourrait s'exercer qu'à la condition que de graves présomptions de fraude à la loi ou que l'existence d'un indice quelconque, constaté du dehors,

tation de l'article 20 : en ce que le premier cité de ces deux articles attache la sanction de la peine correctionnelle qu'il édicte à tout obstacle à l'accomplissement des devoirs des inspecteurs du Travail, auxquels l'autre article confère, pour l'exercice de leurs devoirs de surveillance et de contrôle, un droit d'entrée illimité dans tous les établissements assujettis.

Attendu qu'aucun des termes de l'article 20, combiné avec l'article 1^{er} de la loi du 2 novembre 1892, les inspecteurs du travail ont entrée dans les usines, manufactures, mines, minières et carrières, chantiers, ateliers et leurs dépendances de quelque nature que ce soit, publics ou privés, laïques ou religieux, alors même que ces établissements ont un caractère d'enseignement professionnel ou de bienfaisance; — Que le Bon Pasteur, en tant qu'atelier de couture et de lingerie, relève évidemment dans la catégorie des établissements ci-dessus visés;

Attendu qu'aux termes de l'article 20, combiné avec l'article 1^{er} de la loi du 2 novembre 1892, les inspecteurs du travail ont entrée dans les usines, manufactures, mines, minières et carrières, chantiers, ateliers et leurs dépendances de quelque nature que ce soit, publics ou privés, laïques ou religieux, alors même que ces établissements ont un caractère d'enseignement professionnel ou de bienfaisance; — Que le Bon Pasteur, en tant qu'atelier de couture et de lingerie, relève évidemment dans la catégorie des établissements ci-dessus visés;

Attendu que la loi du 2 novembre 1892, en interdisant, par son article 4, tout travail de nuit aux enfants de moins de dix-neuf ans, aux filles mineures et aux femmes, et en accordant aux inspecteurs, par l'article 20, l'entrée dans tous les établissements soumis à leur inspection, afin d'y rechercher et constater les infractions qui s'y commettent, leur a nécessairement, et par voie de conséquence, conféré le droit d'y pénétrer à toute heure du jour et de la nuit, ainsi que l'ont décidé avec raison les premiers juges; — Que, si, en état autrement, la loi de 1892, restrictive de la liberté du travail et édictée dans un but de protection de l'ouvrier, serait la plupart du temps paralysée dans ses dispositions essentielles.

M. exorbitant de l'inspecteur, que l'officier de police judiciaire ne possède pas, même lorsqu'il s'agit de rechercher des crimes et délits, a forcément pour limite, pendant la nuit, celui, supérieur, de l'inviolabilité du domicile, inscrit dans l'article 76 de la constitution de l'an VIII, jusqu'à ce qu'il soit intervenu une loi contraire.

Attendu, en effet, que si, dans la journée, l'inspecteur peut pénétrer dans les ateliers, à toute heure, en vertu de la mission spéciale qu'il tient de la loi elle-même, et si, pour la même raison, un droit analogue doit lui appartenir dans les établissements où on travaille régulièrement la nuit, il en est différemment en ce qui concerne ceux où l'on ne travaille que le jour; — Que ces derniers, par le fait de la cessation du travail, perdent leur caractère d'atelier, pour prendre celui de domicile privé du patron; qu'ils conservent cette destination tout le temps qu'aucun

— Qu'il ressort de cette distinction que, dans les établissements où le travail cesse avec le jour, l'inspecteur ne saurait être autorisé à y entrer, qu'à la condition d'avoir acquis du dehors, au moyen d'indices révélateurs tels, par exemple, que de la lumière, un bruit de machines, ou des allées et venues d'ouvriers, la conviction qu'un domicile privé du patron, dont l'accès lui est interdit, a succédé à l'atelier soumis de par la loi à sa surveillance; — Que, dans ce cas alors, l'apposition à son introduction dans les locaux suspects constituerait le délit d'obstacle à l'exercice de ses devoirs professionnels; — Que lui reconnaître au contraire le droit d'entrée, en dehors de ces limites, serait aller au delà des nécessités de la loi, et ouvrir la porte à de multiples abus, que la discrétion la plus scrupuleuse apportée par les inspecteurs du travail dans l'exercice de leurs fonctions serait impuissante à corriger;

Attendu, en fait, que l'atelier de couture et de lingerie du Bon Pasteur n'est ouvert que de jour; qu'il ferme à la tombée de la nuit et que les ouvrières qui y sont employées, pensionnaires de l'établissement, sont astreintes à la règle du monastère, qui fixe le coucher avant 9 heures du soir;

Attendu qu'il n'est pas justifié qu'à la date du 30 décembre 1899, il en ait été autrement, qu'il n'est pas davantage démontré que, ce jour, à 9 heures du soir, heure à laquelle M. l'inspecteur Pourcines s'est présenté à la porte du monastère, de graves indices de fraude à la

II.

Reprenons l'arrêt, dont la théorie est assez obscure, ou plutôt assez flottante, pour avoir pu, MM., vous échapper dans une certaine mesure, à sa seule audition. Vous n'avez pas manqué cependant de remarquer au passage au moins une (et la principale) des contradictions dont il semble entaché. Les premiers juges avaient motivé leur condamnation sur cette considération fondamentale : « Qu'en chargeant les inspecteurs du Travail d'assurer l'exécution de ses ^{dispositions} ~~donnant~~ par l'article 20 l'entrée dans tous les établissements assujettis, la loi de 1892 leur avait, *par cela seul et nécessairement*, conféré le droit d'y pénétrer à toute heure du jour et de la nuit pour y constater s'il s'y commettait des infractions à la loi. »

Non seulement l'arrêt (qui va réformer le jugement et d'une condamnation passer à un relaxe) reprend cette proposition pour son compte dans des termes identiques, en déclarant même expressément (ce qui était presque du luxe) que les premiers juges en avaient ainsi décidé avec raison ; mais, comme pour accentuer encore la nécessité d'une condamnation, qu'il allait cependant détruire, il ajoute à cette approbation cette justification complémentaire : « que, s'il en était autrement, la loi de 1892 restrictive de la liberté du travail, et édictée dans un but de protection de l'ouvrier, serait *la plupart*

que le procureur général de Nancy n'aura qu'à paraphraser dans sa requête cette proposition de l'arrêt qu'il attaque devant vous, pour donner à ses critiques une base au premier abord.

La cour de Nancy recule pourtant elle-même, à ce moment, devant les conséquences extrêmes de la décision qu'elle prépare. Et voulant laisser, en définitive, quelque vie à cette loi que, dans son propre esprit, elle va paralyser, elle se réfugie dans un compromis. Elle lui avait opposé la constitution de l'an VIII, en invoquant, contre le droit des inspecteurs à visiter la nuit les ateliers de travail, l'article 76 de cette constitution, qui fait du do-

loi de 1892 aient été relevés à la charge de Céolina Cornemuse, ni que des indices quelconques de reprise ou de continuation du travail aient été constatés du dehors ; — Que ces indices, d'ailleurs, paraissent, en l'espèce, d'autant moins vraisemblables que l'inspecteur avait pris la précaution de prévenir la supérieure de sa visite, et même que, loin de se mettre en contradiction avec la loi, elle avait tout intérêt à établir qu'elle la respectait ; — Que, dans ces conditions de fait et de droit, le refus de la dame Cornemuse de laisser pénétrer M. l'inspecteur Pourcues dans l'intérieur du monastère ne peut être considéré comme constituant le délit d'obstacle à l'exercice des devoirs professionnels de ce fonctionnaire, ainsi que l'ont admis à tort les premiers juges, dont il convient de réformer la décision en faisant droit à l'appel de la prévenue ;

Attendu enfin que les considérations ci-dessus énoncées rendent inutile l'examen des conclusions préjudicielles prises au nom de l'appelante, tendant à faire rejeter du débat, comme n'ayant pas été communiquée à la défense, la lettre de l'évêque de Nancy, du 17 décembre 1899 ; qu'il n'y a lieu de s'y arrêter ;

LA COUR. — Sans s'arrêter aux conclusions préjudicielles, reçoit l'appel, le déclare mal fondé et, y faisant droit, relaxe.

micile des citoyens, pendant la nuit, un asile inviolable. Mais, remarquant qu'aux termes du même article cette inviolabilité est absolue; qu'elle ferme, la nuit, le domicile des citoyens aux officiers de police judiciaire de droit commun, hormis dans les trois seuls cas d'inondation, d'incendie et d'appel de l'intérieur, la cour de Nancy ne se reconnaît plus le droit de réduire à ce maigre contingent les pouvoirs de contrôle de l'inspecteur du Travail. Elle édifie alors de toutes pièces une loi intermédiaire. Oui, se dit-elle, aux termes de la loi de 1892 le droit d'entrée de l'inspecteur (sans lequel cette loi n'est pour elle-même qu'une loi paralytique) est absolu. Mais, où ce droit s'exerce-t-il? Dans l'atelier; et qu'est-ce que l'atelier? C'est, se répond-elle, le local où l'on travaille régulièrement et pendant qu'il demeure en fonction de travail. Est-il régulièrement en travail le jour et la nuit? Le droit d'entrée de l'inspecteur s'étendra à la nuit. N'est-il régulièrement ouvert que le jour? Le droit d'entrée de l'inspecteur sera suspendu pendant la nuit; car il n'y a plus alors d'atelier, il n'y a plus que le domicile privé du maître, et c'est la loi protectrice du domicile, qui va dès lors s'appliquer seule. Non cependant sans restrictions: l'arrêt comprend que dans l'isolement et le silence de ce domicile, l'atelier peut clandestinement reparaître; et sous l'empire de cette préoccupation, bien légitime, il admet, par une contradiction nouvelle, l'inspecteur à pénétrer dans ce domicile, où il se pourrait bien que l'on fraudât la loi, toutes les fois qu'il aura acquis du dehors par des indices de l'intérieur, lumière, bruit de machines, allées et venues, la conviction que, sous le faux domicile, se dissimule l'atelier clandestin.

Vous devez, MM., vous demander où l'arrêt peut avoir trouvé la base légale de ce compromis? Ce n'est pas dans la loi de 1892: il l'a déclaré lui-même. Ce n'est pas dans la constitution de l'an VIII, qui n'admet rien de pareil et n'autorise même la justice à pénétrer la nuit chez les citoyens qui ne réclament pas son aide que pour les sauver de l'eau ou du feu. Et ce n'est nulle part ailleurs. La cour de Nancy ne trouve à invoquer aucune autre loi, que l'on chercherait, d'ailleurs, en vain. Elle ne juge pas elle-même légifère. Aussi verrons-nous la défense, conduite par l'arrêt qu'elle vous demande de sauver, à se rattacher elle-même à la constitution de l'an VIII, aller aux extrêmes conséquences de ce rattachement, et réduire les droits de l'inspecteur à ceux des agents ordinaires de la loi. Elle comprend très bien que la constitution de l'an VIII ne peut être ici que d'un faible secours, comme un encouragement et un exemple; et c'est ailleurs, c'est dans la loi de 1892 même qu'elle va chercher ses justifications. Elle s'étonne, même elle s'indigne, que l'on puisse prétendre faire à un couvent, à un couvent de femmes, en l'ouvrant la nuit à un fonctionnaire administratif, un sort plus dur qu'à certains lieux publics, cafés, cabarets et autres, que vous avez reconnu n'être accessibles à la police que lorsque le public y est admis et redevenir le domicile inviolable du maître, aux heures de la nuit, où ils sont fermés au public et à la police avec lui. Ne voyant ce sort fait qu'aux seules maisons de débauche, la défense vous dit, non sans une profonde amertume, qu'une anomalie aussi exorbitante ne pourrait être admise que si l'on se trouvait en présence d'un texte absolument impératif. Et c'est parce que le droit d'entrée de l'article 20 est indéterminé, qu'elle se refuse à le tenir pour illimité.

Mais, comme sentant elle-même la fragilité de la base légale qu'elle essaye ainsi de substituer à celle de l'arrêt, la défense s'empare du dernier alinéa de l'article 20, pour y chercher le sens exact du premier.

Que dit-il donc, ce dernier alinéa ? Ceci, MM. : « que les dispositions qui le précèdent dans l'article ne dérogent pas aux règles du droit commun, quant à la constatation et à la poursuite des contraventions ».

La défense reconnaît que ce texte ne vise pas les inspecteurs (ce que démontre longuement la requête, dans un historique qu'en présence de cet accord je puis me dispenser de vous analyser). Elle sait et avoue loyalement que ce texte ne vise que les officiers de police judiciaire seuls ; qu'il n'a pour objet que de réserver à la police de droit commun les droits qui lui appartiennent vis-à-vis de tous ; alors qu'on eut pu croire, sans cette réserve, que la police des inspecteurs excluait celle des agents ordinaires de la loi. Mais elle ajoute, tout aussitôt, que cette référence au droit commun en ce qui concerne la constatation et la poursuite des infractions implique nécessairement référence parallèle aux principes de ce même droit commun, en ce qui concerne le droit d'entrée attribué aux inspecteurs du Travail et les garanties fondamentales accordées aux citoyens, notamment en ce qui touche l'inviolabilité du domicile. Précisant, elle veut que le législateur, n'ayant point dit que l'entrée pourrait avoir lieu à tout moment de la journée et se référant au droit commun, « il soit logique d'en conclure que la réserve des heures de la nuit a été virtuellement faite ».

Ainsi, MM., par une simple déduction, et au nom de la logique, la défense attribue à la loi de 1892 cette invraisemblable contradiction : de s'être, d'une part, reposée sur le contrôle vigilant et constant d'un corps de choix du soin d'assurer sa propre exécution ; et d'avoir en même temps, dans le même article, réduit les droits de ce contrôle à ceux des agents ordinaires de la loi ; de lui avoir fermé l'atelier pendant la nuit, et, pendant le jour même, de ne l'admettre que pourvu d'un mandat de justice. Autrement dit, le dernier alinéa de l'article 20 aurait pour conséquence voulue d'annuler entièrement, sur l'objet le plus important aux yeux des auteurs de la loi, sur l'interdiction du travail de nuit, ce contrôle préventif qui est la raison d'être même de son institution.

III.

Je reviens à l'arrêt (nous ne sommes pas au bout de ses contradictions) :

La cour de Nancy, en érigeant l'atelier en domicile, aux heures de nuit, hormis le cas où il est officiellement ouvert, la nuit, au travail, ne s'est même pas demandé ce qu'il fallait, dans l'espèce, entendre par « la nuit ». Car bien que l'arrêt semble l'avoir entendu dans le sens de la dame Cornemuse, nous avons peine à croire que, dans son esprit, ce fût à la règle du couvent qu'il fallut se reporter à cet égard. Il y a trois nuits possibles à considérer : cette nuit moriastique, puisqu'elle était invoquée par l'appelante, opposée qu'elle avait été par elle à l'inspecteur ; la nuit du droit commun ; la nuit industrielle. L'arrêt ne permet pas de surprendre le fond de sa pensée à cet égard.

Il a perdu de vue à quel point ces trois nuits sont différentes ; que celle de la constitution de l'an viii, reprise et fixée par le code de procédure (art. 1037), par le décret sur la gendarmerie (art. 291), varie avec les saisons (de 6 heures à 6 heures en hiver, de 9 heures à 4 heures du matin en été) ; que la nuit industrielle, c'est-à-dire le temps pendant lequel il est interdit d'employer au travail les femmes et les enfants, est fixée par la loi de 1892 (art. § 2) au temps qui s'écoule entre 9 heures du soir et 5 heures du matin (sauf exceptions à observer dans les termes mêmes de la loi) ; tandis que la nuit monastique, tout au moins celle qu'invoquait la dame Cornemuse dans l'espèce, commençait, d'après elle, à la chute du jour, sans qu'on puisse savoir, avec le dossier, à quelle heure, pour elle, elle finissait ; — nuit variable jour par jour, et qui ferait planer sur les droits du service de contrôle la plus inadmissible incertitude. En décembre, il est vrai, époque où s'est présenté l'inspecteur, l'heure de 9 heures du soir appartenait aux trois nuits, mais l'arrêt ne juge pas seulement pour l'espèce, il pose une règle générale ; et le pourvoi se demande avec raison ce que l'arrêt eût décidé d'un refus d'ouvrir à l'inspecteur à un moment où, régnant la nuit, soit aux termes du droit commun, soit d'après la règle du couvent, la nuit industrielle ne serait pas commencée ;

MM., refuse de le suivre sur le terrain. Ce serait, vous dit-elle, un moyen hors du procès. Comme moyen assurément. Mais non pas comme argumentation, mettant pour ainsi dire l'arrêt au défi de s'accorder avec lui-même sur les différentes heures de la journée où l'entrée du couvent sera légitimement interdite à l'inspection.

IV.

Sur tout cela, MM., la requête de M. le procureur général et nos observations se confondent. Et j'ai pu, pour abréger le débat sans nuire à sa sincérité, vous dispenser d'une assez grande partie de la requête, en m'y rattachant scrupuleusement. Mais, sur les conséquences fatales de la thèse, soit de l'arrêt, soit de la défense, la requête insiste avec trop de force pour que je ne me croie pas obligé de lui laisser ici la parole :

« La distinction, vous dit-elle, entre l'atelier qui fonctionne et celui où le travail a cessé entraîne logiquement l'interdiction de toute visite de l'inspecteur *même pendant le jour en dehors des heures du travail*. Plus de travail, plus d'atelier accessible à l'inspecteur.

« C'est le principe général dont la défense demandait l'application dans les conclusions déposées à Nancy. Si la loi devait être ainsi interprétée, on se demanderait comment, dans la pratique, les inspecteurs pourraient exercer une surveillance efficace, non seulement pour prévenir et réprimer les violations à la prohibition du travail de nuit, mais encore pour assurer le respect des prescriptions légales concernant la réglementation et la durée du travail.

« On répondra sans doute que les inspecteurs pourront toujours exiger l'entrée lorsque la fraude leur sera révélée par des indices perçus de l'extérieur. Mais n'est-il pas évident que, dans bien des cas, ces indices seront à peu près impossibles à recueillir ? Supposons, en effet, *comme au couvent*

du *Bon Pasteur*, une enceinte entourée de murs élevés; dans l'intérieur de cette enceinte, d'immenses bâtiments et, au *rez-de-chaussée* de ces bâtiments, trois ou quatre salles consacrées aux ouvriers. Mettons dans ces ouvriers cent cinquante ou deux cents couturières ou brodeuses, dont le travail ne se révèle par aucun bruit perceptible du dehors, tant en raison de la nature du travail que de la disposition des lieux; dont le personnel *exclusivement femmes et d'enfants, logés à l'intérieur de l'établissement* qui les emploie, reprend et quitte l'ouvrage *sans sortir* de l'établissement et sans qu'aucun *contrôle*, par conséquent, puisse s'exercer à l'extérieur par la surveillance des entrées et des sorties : nous demandons quel sera, en pareil cas, pour l'inspecteur, le moyen de faire respecter la loi ?

« Cet exemple, que nous empruntons à dessein aux faits mêmes de la cause, n'est pas une exception dont il soit permis de faire abstraction; ce qui est vrai du *Bon Pasteur* le sera de la plupart des établissements similaires et il sera permis d'affirmer, si la thèse de l'arrêt entrepris devait triompher, que les communautés religieuses, expressément soumises aux obligations de la loi de 1892, *ont, en fait, toute latitude pour s'y soustraire impunément.* »

V.

Ces observations, MM., m'ont paru décisives. Au point de vue de l'espèce, je ne pourrais rien ajouter. L'article 20, ainsi entendu, pratiqué, si vous me permettez l'expression, comme une coupe sombre dans l'énumération de l'article 1^{er} de la loi, où les établissements religieux ont pris place à côté de tous ceux où s'exécutent des travaux industriels. A quoi eût pu servir d'imposer aux couvents adonnés à ces travaux la loi commune; d'éviter, par une désignation expresse, qui manquait à la loi de 1874, qu'ils puissent se prévaloir d'une immunité, si leur seul isolement du monde extérieur, qui est un des articles de leur loi spéciale, avait dû leur conserver légalement cette immunité même; tout au moins, la leur conserver pour cette limitation des heures du travail, premier objet de la loi de protection, laissée désormais, sur cet objet capital, à la discrétion de ces communautés plus ou moins récalcitrantes ?

Si pourtant ces observations avaient un tort, ce serait, MM., de ne pas être assez générales. Il faut les généraliser. Elles s'appliquent, peut-être avec moins d'acuité mais avec une valeur indéniable, à tous les établissements industriels, aussi bien laïques que religieux. Si pour échapper à l'interdiction d'employer des ouvrières à demeure, apprenties ou autres, à aucun travail de nuit, il suffisait à un industriel peu scrupuleux de transporter, la nuit, en s'y fermant à tous les yeux et à toutes les oreilles, de *l'atelier-atelier à l'atelier-domicile*, le travail de nuit interdit, la loi de 1892 serait comme annihilée dans sa disposition la plus essentielle. Peut-on supposer à ses auteurs soit une volonté pareille, soit une pareille inadvertance ? Nous aurons bientôt la preuve qu'il n'en a rien été.

Et dans cet ordre de préoccupations, M. le procureur général demandeur, vous prie de considérer que ce n'est pas seulement le travail de nuit qui serait laissé à la discrétion de l'industriel. Je vous ai lu un passage de sa requête et

vous avez certainement reconnu que tout ce qui, dans la loi de 1892, a trait à la modération du travail, échapperait au contrôle qu'elle a organisé.

Aussi, répondant particulièrement à l'arrêt, se refuse-t-il absolument à admettre ce caractère intermittent (sur lequel toute la théorie de la cour repose) de l'atelier tantôt ouvert, tantôt fermé, tantôt atelier, tantôt domicile; et, se retournant vers la défense, écarte-t-il toute comparaison possible avec les lieux publics, cabarets, cafés ou autres, auxquels elle voudrait l'assimiler. Pour lui, tout atelier industriel est un lieu *sui generis*, toujours fermé au public, ce qui est certain; toujours fermé à la police en dehors de ces cas exceptionnels où le domicile privé lui est ouvert, ce qui est tout aussi certain, puisqu'elle n'y peut entrer que dans les conditions du droit commun; mais toujours, ce qui ne l'est pas moins, ouvert, par privilège, à raison de sa fonction de tutelle, à l'inspection du Travail seule.

Je lui laisse encore la parole :

« Il suffirait, vous dit-il ici, de se reporter aux travaux préparatoires de la loi de 1892, et notamment au rapport fait à la Chambre par M. Richard Waddington à la séance du 17 juin 1890, pour se convaincre que la pensée dominante des auteurs de la loi a bien été en effet de soumettre l'atelier, qui n'est jamais un lieu public, à la surveillance exclusive d'agents spéciaux, et de ne reconnaître à la police judiciaire aucun droit exceptionnel :

« L'expérience le prouve : pour bien remplir une mission, un mandat, « une fonction, il n'est rien de mieux qu'une responsabilité d'autant plus « définie qu'elle est personnelle. Toutes les nations étrangères qui ont pris « des mesures législatives pour la protection des femmes et des enfants ont « chargé de l'exécution de ces mesures des surveillants spéciaux. La nature du « mandat confié à l'inspecteur du travail le veut ainsi; à côté des pouvoirs « policiers qu'il possède en commun avec tous les officiers de police judiciaire, « il remplit un rôle préventif, dont l'accomplissement exige des connaissances « techniques, des qualités de tact, de discrétion et de fermeté, qui ne sont « pas données à tous ».

« Mais cette surveillance spéciale, ajoute la requête, limitée quant aux personnes qui ont mission de l'exercer, ne cesse pas lorsque l'atelier ferme ses portes, et ici encore l'assimilation de l'atelier au débit, qui n'a pas de raison d'être, est condamnée par la loi.

« Que la fermeture du cabaret mette obstacle au droit de visite des agents de la force publique, cette conséquence n'a rien que de très rationnel, l'admission et la présence du public dans des établissements de ce genre étant précisément la raison qui en fait accorder l'entrée aux représentants de l'autorité.

« Il en est tout différemment de l'atelier : l'inspecteur n'y pénètre qu'en vertu d'un véritable privilège, qu'il serait d'autant plus étrange de limiter aux heures de travail que la surveillance qu'il doit exercer n'implique pas toujours et nécessairement la présence du personnel qu'il a mission de protéger. Ce fonctionnaire n'est-il pas en effet chargé de veiller à l'observation de toutes les prescriptions légales concernant non seulement la réglementation du tra-

vail, mais encore l'hygiène et la sécurité des travailleurs; et ne devra-t-il pas, dans certains cas, pour remplir utilement cette dernière partie de sa fonction, procéder à des visites, alors que les locaux seront inoccupés?»

Voilà, nous semble-t-il, détruite en quelques mots, puisés à la source même, toute assimilation possible entre les pouvoirs de l'inspection du Travail et ceux des agents ordinaires de la loi.

Mais le pourvoi ne veut rien négliger pour vous convaincre. Et c'est maintenant dans le service chargé de l'application de la loi qu'il cherche un nouvel appui.

Il estime l'avoir trouvé dans la circulaire d'application adressée aux fonctionnaires du contrôle dès le lendemain de la promulgation de la loi (19 décembre 1892). Il vous montre que le département du commerce n'a jamais hésité, lui, sur l'étendue des droits d'entrée qu'il attribue aux inspecteurs, et cela est encore certain. Mais, si autorisée que soit une interprétation émanant du département ministériel qui a préparé la loi même, il faut reconnaître qu'après tout ce n'est qu'une interprétation, qui laisse la vôtre libre.

Aussi bien, MM., ne suffit-elle pas au pourvoi, qui, peu après s'être appuyé sur elle, ajoute pour rassurer les consciences sur les abus d'autorité qu'elle pourrait favoriser au détriment des libertés publiques, ces observations que je veux encore placer dans leur texte même sous vos yeux :

« La considération qui paraît le plus avoir impressionné la cour de Nancy, et sur laquelle la défense a longtemps insisté, est la crainte des abus auxquels pourrait donner lieu le pouvoir discrétionnaire que nous attribuons aux inspecteurs. On en pourrait dire autant de tous les magistrats ou agents auxquels la loi reconnaît le droit de pénétrer dans le domicile des citoyens, soit pour la constatation des délits, soit pour la recherche des coupables. Les abus sont toujours possibles. Mais le fonctionnaire qui, dans une pensée malveillante et vexatoire, fait un mauvais usage des pouvoirs que la loi lui confie, non seulement encourt la plus grave responsabilité vis-à-vis de ses chefs, mais peut être poursuivi devant les tribunaux de répression. Dans l'application de la loi du 2 novembre 1892, il ne faut pas perdre de vue que l'infraction prévue et réprimée par les articles 20 et 29 est un *délit*; et, par conséquent, implique la *mauvaise foi*. Si donc les circonstances de la cause démontrent que la visite de l'inspection n'a été inspirée que par la volonté de troubler inutilement et méchamment le repos du chef d'atelier assujéti, le refus opposé à l'inspecteur n'aura pas un caractère délictueux et le parquet n'exercera pas de poursuites.

« Or, à ce point de vue, et dans l'espèce, on ne saurait imputer à l'inspecteur Pourcines d'avoir procédé trop brutalement et d'une manière vexatoire. Le reproche contraire lui est indirectement adressé par la cour. L'inspecteur, dit-elle, a mis tant de ménagements dans ses rapports avec la sœur Cornemuse, avant de tenter sa première visite de nuit, que cette visite ne pouvait absolument aboutir à aucun résultat pratique. Elle était annoncée d'avance. Cela est vrai; mais la cour oublie que la loi du 2 novembre 1892 est, avant tout, une loi de protection et de mesures préventives, comme le

disait le rapporteur. L'inspection n'a pas pour but unique de prendre en faute les chefs d'ateliers, ou de relever contre eux des contraventions et des délits; elle doit, au contraire, agir le plus souvent par voie d'avertissement et de recommandation; son principal devoir est de veiller à ce que les femmes et les mineurs soient *protégés contre leur faiblesse*; qu'ils ne soient pas entraînés soit par désir de gain, soit par soumission ou excès de zèle, à travailler en dehors des prescriptions réglées par le législateur; de là, comme conséquence, la nécessité de donner en tout temps à l'inspecteur libre accès dans l'atelier, où se fait le travail de telle à telle heure, mais où ce même travail doit cesser certains jours et à des moments déterminés.

« En résumé, vous dit encore M. le procureur général, la requête s'appuie sur les circonstances et considérations suivantes :

« Le couvent du Bon Pasteur occupe dans un des faubourgs de Nancy un emplacement considérable, clos de toutes portes par des murs qui *empêchent de voir ou même de deviner ce qui se fait à l'intérieur*. Au rez-de-chaussée de bâtiments entièrement isolés du mur d'enceinte, se trouvent des ouvroirs ou ateliers de couture qui n'ont rien de commun avec le logement particulier du personnel, avec les chambres, avec les dortoirs. Quel que soit l'emploi du temps et quelles que puissent être les règles du couvent, ces ateliers de couture ne sauraient à un moment donné changer de caractère, et restent nuit et jour des ateliers soumis aux prescriptions de la loi de 1892. *Près de deux cents enfants, filles mineures et femmes* sont occupés dans lesdits ateliers. Ces femmes, ces enfants, quand ils cessent de travailler restent dans le couvent et n'ont aucun rapport avec le public. Les interroger est inutile : très attachés à la communauté qui les a recueillis, ils répondraient avec moins de sincérité que les sœurs elles-mêmes. Il est donc absolument nécessaire de pénétrer dans les ateliers pour vérifier si l'emploi du temps est respecté; si les femmes ou les enfants ne travaillent pas au delà des heures réglementaires; si la couture ne se prolonge pas trop tard dans la soirée. Trois plaintes ont été adressées au tribunal de Nancy par d'anciennes pensionnaires prétendant qu'elles avaient été *surmenées de veilles et de fatigues*. L'une de ces plaintes fait l'objet d'un procès actuellement pendant au tribunal civil. L'évêque de Nancy, dans une brochure célèbre, a signalé ce qu'il appelle des *travaux mystiques*, c'est-à-dire des *travaux faits pour quelques œuvres pieuses, en dehors des heures réglementaires, et le plus souvent la nuit*. Il est probable que les mêmes abus ne se commettent plus aujourd'hui. Mais comment pourra-t-on en prévenir le retour, s'il est admis que la surveillance de l'inspecteur cesse à partir de la chute du jour? Aussi le pourvoi a-t-il pour but de faire constater les lacunes de la loi ou de faire consacrer le droit de l'inspection tel qu'il paraît résulter des dispositions de la loi de 1892, même pour les établissements religieux; droit illimité, pouvant, en principe, s'exercer la nuit comme le jour sous la seule responsabilité de l'inspecteur : droit exorbitant, que la loi de 1892 a voulu confier à des agents spéciaux; mais qui trouve son tempéramment non seulement dans le tact des fonctionnaires choisis, mais aussi dans le droit que possède tout citoyen de s'opposer aux mesures qui seraient purement, *et manifestement, vexatoires*. »

VI

Je crois démontré, non pas sans doute encore que l'interprétation du pourvoi s'impose à votre décision ; mais, dès à présent, que la loi de 1892 se serait en quelque sorte détruite elle-même, s'il en était autrement. Mais le pourvoi n'a pas encore démontré que la loi de 1892 n'aurait pas eu ici une défaillance inconsciente ; qu'elle est restée absolument fidèle à elle-même ; et ce ne serait pas la première loi dont les auteurs n'auraient pas mesuré toutes les conséquences des concessions qu'ils voulaient faire à tel ou tel principe respecté. Je devais chercher dans les travaux préparatoires une réponse à ce scrupule. Et j'ai constaté qu'ils la donnent avec toute la netteté possible et presque d'un seul mot, rapproché du commentaire que lui donnent, à leur tour, les débats.

Ce mot est celui de « *dépendances* », qui manquait à la loi de 1874 et que celle de 1892 a inséré dans l'énumération des établissements assujettis.

« A la nomenclature des établissements à visiter, écrivait le rapporteur, se rattache une question soulevée par le rapport de la commission supérieure. Dans une circonscription (Paris), l'inspecteur constate que, si la situation des ateliers est à peu près satisfaisante, on n'en peut dire autant des locaux où les enfants sont *logés chez les patrons* (c'est notre cas). Au cours de l'année 1886, il a été procédé à cet égard à une enquête générale. On a reconnu que le couchage des enfants (il ne s'agissait pas encore de femmes, introduites dans la loi en cours d'étude) est établi d'une façon déplorable au point de vue de *l'hygiène et de la morale*. Actuellement aucune loi n'autorise à pénétrer dans les locaux où couchent les enfants ; et c'est en surprenant en quelque sorte la bonne foi des patrons que nous avons pu voir comment les choses se passent. Nous avons le droit d'inspecter les ateliers d'un établissement ; *mais non ses dépendances. La surveillance s'arrête* micile de l'industriel. *C'est une lacune, qu'il importe de combler.* »

M. Richard Waddington ajoute en manière de conclusion : « *Satisfaction a été donnée à ce vœu par l'addition des mots « et leurs dépendances » aux locaux visés par l'article 1^{er} et assujettis par l'article 20 au contrôle de l'inspection, addition dès à présent sanctionnée par les votes antérieurs de la Chambre et du Sénat.* »

Voilà sous le bénéfice de quelles déclarations les dépendances, cours, vestiaires et jusqu'aux dortoirs de l'ouvrière, ont été ouvertes à l'inspecteur du travail, aux mêmes titre et conditions que la salle de travail même. Mais ce ne sont encore là que des paroles du rapporteur. Il faut aller plus loin et se reporter à la délibération

Elle s'ouvre. A la première épreuve (5 juillet 1890) l'article ainsi complété est voté sans soulever la moindre objection. A la seconde délibération, même adhésion muette.

La loi passe au Sénat, votée à la Chambre par 378 voix contre 73. M. le sénateur Blavier n'en approuve pas toutes les hardiesses. Écoutons-le pourtant : « La Chambre, dira-t-il au Sénat, avait ajouté aux ateliers soumis à

« l'inspection des agents de l'État, avec raison selon moi, les dépendances des
« ateliers, afin que les enfants fussent protégés au point de vue hygiénique
« non seulement lorsqu'ils étaient dans l'atelier, mais dans les dépendances,
« où les patrons les installaient pendant les heures de repos ou de sommeil,
« lieux que l'inspecteur n'avait pas le droit de visiter et surveiller en vertu
« de la loi de 1874. Cela était juste. Car la protection de l'enfant doit
« s'étendre à tous les locaux où l'enfant peut se trouver, à l'exception
« d'un seul (que la loi, MM., excepte en effet) l'atelier purement familial. »

Le lendemain, on discute cette question réservée. Et un débat des plus significatifs s'engage autour de ces ateliers de famille, que la loi qui sera votée affranchira. A cette exception même la commission en attachait une autre, ouvrant même la famille à l'inspection lorsque l'atelier familial fonctionnait mécaniquement. M. le sénateur Lucien Brun s'élève avec vigueur contre cette disposition, qui a, pour lui, la conséquence « de permettre et d'ordonner qu'à toute heure du jour ou de nuit l'entrée d'un inspecteur dans la maison d'un citoyen soit légalement permise ». Voilà, MM., nettement posée cette question du domicile où s'est heurté l'arrêt attaqué. Eh! bien, tour à tour, M. Lucien Brun et, de nouveau, M. Blavier s'élèvent avec la plus grande force contre l'idée qu'à toute heure du jour et de la nuit un inspecteur pût légalement forcer l'entrée de la maison d'un citoyen. De la maison, voilà le domicile pour eux. C'est si peu l'atelier, *lato sensu*, c'est-à-dire avec ses dépendances même les plus intimes, que le droit illimité de l'inspecteur vis-à-vis de l'atelier, ainsi compris, est l'argument même sur lequel ils fondent la nécessité de l'exception, qu'ils vont d'ailleurs obtenir (art. 1^{er}, § 3).

« Vous avez voté, dit le premier, l'interdiction du travail de nuit pour les
« enfants. Or l'inspecteur aura non seulement le droit, mais le devoir, enten-
« dez le bien, d'entrer la nuit dans l'atelier qu'il est chargé de surveiller. Or
« l'atelier, dans ce cas, c'est le domicile, c'est le foyer, la salle à manger, s'il
« y en a une, la chambre à coucher, en un mot les parties les plus intimes
« de l'habitation. » Et que demande-t-il? une règle générale protégeant tout
domicile? enveloppant dans cette protection le dortoir des apprentis et des
ouvrières à demeure? Nullement. C'est au domicile familial seul qu'il borne
ses préoccupations. Et après lui, M. Blavier, l'auteur même de l'amendement
qui excepte l'atelier de famille aussi bien le jour que la nuit, justifie, pour
tous les autres, la permanence du droit de visite de l'inspecteur par
cette considération, qui est d'ailleurs dans l'esprit de tous, que, sans cette
permanence, la loi est une loi morte, son application ne reposant que sur
le zèle de l'inspection. Proposition tellement certaine que l'arrêt même qui
vous est déféré comme l'ayant méconnue avait, contradiction étrange, dé-
buté par se l'approprier.

Voilà, MM., la volonté de la loi en jeu devant vous, sa volonté
consciente. Estimeriez-vous que cette volonté, reconnue, devait conduire et
a en effet conduit le législateur jusqu'à une atteinte à des principes sacrés?
Vous n'en seriez pas juges. Il n'y a pas en France comme en Amérique, des
juges détenteurs du pouvoir d'annihiler les lois. Il n'y a, chez nous, appel
du législateur qu'au législateur même.

Mais un tel trouble de conscience ne vous était pas réservé. Assurément, comme l'arrêt le constate, la loi de 1892 est restrictive de liberté. Mais pour voir dans cette restriction une atteinte aux libertés publiques et non un sacrifice nécessaire à l'intérêt social, à l'intérêt commun, il faudrait d'abord nier la nécessité de ce sacrifice. Ce que les orateurs les plus jaloux de la liberté individuelle ont reconnu à l'envi, c'est que sans ce sacrifice (et je le répète, l'arrêt l'a reconnu avec eux) la loi de 1892 naissait caduque. Nier la nécessité de l'atteinte serait nier celle de la loi même. Et si l'on a pu en contester quelques visées de détail, nul, on a peu près, jusqu'ici, n'a protesté contre l'effort dont elle est l'expression, contre le devoir vital d'opposer une barrière au péril de dégénérescence né des conditions modernes de l'industrie.

Quel est d'ailleurs ce domicile sacré que la loi de 1892 ouvrirait comme à une inquisition nouvelle? Ce n'est point la maison de l'industriel; *ce n'est sa maison que s'il l'a voulu*. Si, libre de séparer jusqu'à sa dernière dépendance de l'atelier de son domicile intime, séparation qui ne cesse d'être praticable que dans ces petits ateliers de famille que, précisément, la loi exonère pour cette raison; séparation plus facile encore à assurer que partout ailleurs dans un domaine aussi vaste que celui du Bon Pasteur, l'industriel a dédaigné cette séparation et à ce point associé les dépendances de l'atelier à sa demeure intime qu'elles ne fassent qu'un avec elle, ce n'est pas à la loi, c'est à lui-même qu'équitablement il doit s'en prendre d'une sujétion qu'il se serait ainsi lui-même créée.

VII

Il ne me reste, MM., qu'à vous arrêter encore quelques instants sur le moyen subsidiaire que vous propose la défense dans l'hypothèse où vous donneriez gain de cause au pourvoi sur le

« A supposer, vous est-il dit, que la loi de 1892 dût être interprétée dans le sens du pourvoi, nous soutenons à titre subsidiaire que l'arrêt de Nancy n'en devrait pas moins être maintenu, parce que l'acquiescement de l'exposante serait, dans tous les cas, justifié par les constatations de fait souveraines du juge du fond. »

La défense en trouve deux raisons :

En premier lieu, l'infraction poursuivie serait un délit, comportant, par suite, l'élément *intentionnel*. Il n'y a donc pas de délit si la résistance, même admise comme illégale, n'a pas, été *consciente*. Or l'arrêt constate simplement que la porte est restée close aux appels de l'inspecteur, ce qui n'implique pas l'intention de résister à la loi. « La supérieure du Bon Pasteur a cru de très bonne foi, hasarde ici la défense, demeurer dans la stricte légalité en n'ouvrant point la porte à une heure où tout son personnel devait être couché d'après la règle de la maison. »

C'est-à-dire, MM., que, pour la supérieure, la règle monastique prime la loi civile. Et c'est le contraire que la dame Cornemuse n'avait pas le droit d'ignorer. L'excuse de l'ignorance de la loi est inopérante.

En second lieu, la défense estime que dans l'état des faits l'inspecteur

quoique armé par hypothèse du droit de faire une visite de nuit, n'aurait eu, devant le refus de la supérieure, qu'à requérir la force publique. Le délit ne serait consommé que s'il avait conduit l'inspecteur à se faire ouvrir la porte de vive force.

C'est là une étrange prétention. Non que je considère le délit accompli par les refus opposés par la supérieure dans la correspondance échangée ; quoique véritablement il y soit un germe. Mais il fallait une volonté suivie d'effet. Et c'est ce qui s'est produit, puisque l'inspecteur, malgré ces refus épistolaires, s'est effectivement présenté à la porte *commune au couvent et à l'atelier* et que les deux décisions judiciaires constatent, celle qui relaxe, comme celle qui condamne, « *que la sœur tourière avait dû reconnaître à l'audience que, pour la soirée du 30 décembre, celle même de l'affront essuyé à la porte du monastère par le représentant du service public, elle avait reçu de la supérieure l'ordre de ne pas ouvrir.* »

Nous n'ajouterons rien. Vous apprécierez, MM., si le moyen subsidiaire est plus efficace que ceux du fond, et si, la loi en main, il vous est possible de ne point casser l'arrêt que le pourvoi vous défère, dans un intérêt social autre sans doute, mais non moins élevé que celui du respect des libertés individuelles.

CONCLUSIONS DU MINISTÈRE PUBLIC.

MM.,

Cette affaire touche à des questions des plus délicates, mais je ne crois pas que la solution à donner à celle qui vous est posée par le pourvoi, puisse, à elle seule, offrir de grandes difficultés. A mon avis, comme à celui de M. le conseiller rapporteur, la cassation de l'arrêt de Nancy s'impose, et c'est à tort, croyons-nous, que M^e Morillot, élargissant le débat, vous a présenté la défense chaleureuse de l'inviolabilité du domicile et du *home* du citoyen. Nous reconnaissons, avec lui, que, dans d'autres circonstances de fait, à Paris, par exemple, pour certains ateliers de couturières et de modistes, il deviendra quelquefois très difficile de savoir où s'arrête la dépendance de l'atelier et où commence le domicile privé du patron. Je fais toutes réserves pour cette nature d'affaires. Je puis imaginer par la pensée des cas où l'inspecteur étant coupable agirait arbitrairement ; mais je pense en même temps que toutes les considérations basées sur l'extension à donner au mot « dépendances » doivent disparaître de ce débat. Laissons là les grandes théories sur l'inviolabilité du domicile privé du citoyen, sur l'*habeas corpus* et sur le respect dû aux libertés religieuses. Il s'agit du Bon Pasteur de Nancy, en tant qu'atelier industriel, faisant travailler plus de deux cents ouvrières, presque toutes mineures, c'est-à-dire du Bon Pasteur comme atelier industriel soumis à la surveillance de l'inspecteur du Travail. Que ce couvent soit cloîtré ou non, peu nous importe ; une longue suite de vos arrêts a proclamé ce principe de l'égalité de tous les ateliers. L'inspection du Travail a donc au couvent du Bon Pasteur les mêmes droits que dans tout autre atelier où les ouvrières seraient logées et nourries.

Vous n'avez pas davantage à interpréter la portée des mots : *dépendances de l'atelier*, puisque sans distinguer entre l'atelier et sa dépendance, sans limiter le refus de laisser pénétrer au réfectoire et au dortoir, la dame Cornemuse, supérieure du Bon Pasteur, a refusé l'entrée de toute la communauté, laissant dans la rue l'inspecteur du Travail, et lui refusant l'entrée même de l'atelier, à 9 heures du soir, parce qu'à cette heure-là « le soleil est couché » et qu'à « la chute du jour » la règle de la maison interdit d'y laisser pénétrer aucun étranger à l'établissement. Il faut donc ainsi poser la question dans cette affaire : Un patron peut-il refuser l'entrée de son atelier à un inspecteur pendant la nuit ? On pourrait même dire : à la chute du jour ?

Or la réponse à faire à la question ainsi posée n'est nullement délicate ; c'est l'application pure et simple, c'est la condition naturelle et logique de la loi du 2 novembre 1902.

En effet, l'article 4 de cette loi prohibe le travail de nuit pour les enfants, les filles mineures et les femmes, c'est-à-dire pour le personnel qui travaille dans l'atelier du Bon Pasteur. La nuit industrielle, vous le savez, commence à 9 heures du soir et finit à 5 heures du matin. Comment l'inspecteur pourra-t-il constater si l'on travaille clandestinement de 9 heures du soir à 5 heures du matin, si l'entrée de l'atelier lui est légalement refusée aux heures où peut se commettre la contravention la plus grave ? Pour constater les contraventions de moindre gravité qui se commettent le jour, il aura l'entrée ; mais pour les contraventions plus graves, qui se commettent la nuit, et qu'il est seul chargé de réprimer, il ne l'aura plus !

Une partie de la loi de 1892, la plus importante devient lettre morte. Cet argument suffirait à lui seul ; car une interprétation de la loi qui aboutit à la destruction d'une partie de cette loi n'est par une bonne interprétation et vous serez d'accord avec moi sur ce principe qu'il faut interpréter les textes de façon à leur donner un sens et non de façon à les rendre inutiles.

Le droit d'entrée est donc la conséquence nécessaire du devoir de surveillance, et la loi l'a dit dans son article 20 : « Les inspecteurs et inspectrices ont entrée dans les établissements visés par la présente loi. »

Ils ont donc l'entrée ; la loi le dit formellement. A quel moment ? Quand ils en auront besoin pour constater une contravention. De quel droit iriez-vous restreindre ce droit d'entrée ?

De quel droit iriez-vous dire qu'il s'exercera le jour et non la nuit ?

Est-ce que la loi a distingué ?

Est-ce que la loi a apporté une dérogation ou une exception quelconques à ce droit d'entrée ?

Non, il est un, il est absolu. Il est donné aux inspecteurs pour constater les contraventions ; or, le travail de nuit en est la principale.

Cependant, le 30 décembre 1899, l'entrée a été refusée par la dame Cornemuse, parce que cette entrée était contraire à la règle de la maison. Le tribunal de Nancy l'a condamnée à 100 francs d'amende pour obstacle à l'accomplissement des devoirs de l'inspecteur ; mais, sur son appel la cour de Nancy a prononcé le relaxe. Vous avez maintenant à dire si c'est à bon droit que le

procureur général près la cour d'appel de Nancy a frappé cet arrêt d'un pourvoi.

Je sais, MM., et je me rappelle, avec vous, que, dans quelques affaires qui sont venues devant vous dans le courant des deux dernières années, vous avez été quelquefois mal impressionnés vis-à-vis des fonctionnaires de l'inspection du Travail par des pourvois hasardés et par des poursuites peut-être trop ardentes; mais, aujourd'hui, nous nous trouvons dans une affaire où, de l'aveu de tout le monde, un seul reproche pourrait être fait à l'inspecteur, celui d'avoir montré une tolérance voisine de la faiblesse.

Les plaintes s'accumulaient; deux anciennes pensionnaires avaient dénoncé le travail de nuit; l'évêque de Nancy avait dénoncé, lui aussi, les travaux *mystiques* du dortoir; 23 contraventions à la loi du travail avaient été relevées pour d'autres causes; la tribune du parlement avait retenti des plaintes et des dénonciations contre les travaux de broderie que l'on faisait faire, dans leurs lits, pendant les heures destinées au sommeil, aux enfants du Bon Pasteur; le ministre du Commerce avait promis et prescrit une enquête; et cependant l'inspecteur du Travail de Nancy n'avait pas eu la pensée de pénétrer une fois la nuit dans la communauté.

Il se décide cependant à y aller le 12 décembre 1899; on lui refuse l'entrée; et il se retire, sans dresser un procès-verbal. Il y retourne le 30; il prévient d'avance la supérieure qu'il viendra ce jour-là à 9 heures du soir (ce n'était pas une heure bien avancée!) et on lui répond une seconde fois que la règle est inflexible et que le couvent ne peut s'ouvrir « après la chute du jour ». Il se décide alors seulement, et enfin, à dresser procès-verbal.

Voilà un contrôle bien tardif et bien timide; il n'a pas les allures d'une persécution.

Si, après avoir examiné la conduite de l'inspecteur du Travail, j'examine maintenant celle de la dame Cornemuse, supérieure du Bon Pasteur, je n'y trouve au contraire aucune excuse. J'y trouve la volonté de faire fléchir la loi civile devant la règle ecclésiastique, d'humilier le séculier devant le régulier. Le séculier c'est, à la fois, l'évêque, l'inspecteur du Travail et la loi. Je n'ai pas d'ailleurs été peu surpris d'entendre, tout à l'heure, dans la bouche de M^e Morillot (qui n'a pas d'ailleurs adopté personnellement l'argument et s'est à ce sujet contenté de lire les conclusions prises devant la cour de Nancy par M^e Mengin) que la défense de la morale entraînait pour une certaine partie dans la résistance de la dame Cornemuse; que c'était l'homme et non l'inspecteur qu'on avait laissé dans la rue. Est-ce que la règle aurait fléchi devant une inspectrice? Osera-t-on le soutenir? Est-ce que l'inspecteur qui abuserait de ses fonctions ne serait pas immédiatement frappé par ses chefs? Ce sont là des questions du domaine administratif, et les mêmes scrupules pourraient être apportés à l'exécution, par des hommes, des lois relatives à la surveillance des aliénés, à l'instruction publique, à la visite des prisons, aux soins donnés aux malades dans les hôpitaux, etc.

Est-ce qu'il y a eu un abus quelconque commis dans cette affaire par l'inspecteur du Travail de Nancy? Vous êtes persuadés du contraire. Le tribunal de Nancy avait donc bien jugé lorsqu'il avait constaté le refus d'ouvrir,

l'intention, bien arrêtée chez la supérieure, de ne jamais ouvrir la porte la nuit, et les instructions données à la sœur tourière, qui avait la consigne de ne pas ouvrir.

L'arrêt de Nancy, dont il faut maintenant nous occuper, constate, lui aussi, le refus prémédité d'ouvrir; il va même plus loin, il admet que les inspecteurs du Travail ont l'entrée dans les établissements visés par la loi de 1892; que le Bon Pasteur entre dans la catégorie des établissements visés, mais il ajoute que ce droit qu'il taxe d'exorbitant (c'est là, si je ne me trompe, une critique à la loi) a pour limites l'inviolabilité du domicile, inscrite dans l'article 76 de la constitution de l'an VIII.

Je ne vois pas trop, pour ma part, comment une loi de l'an VIII peut abroger en partie, restreindre, apporter une limite, ou introduire une exception à une loi de 1892? Comment le travail de nuit échapperait-il, lui seul, à la surveillance d'agents nouvellement créés, en vertu d'une loi de l'an VIII? C'est dans la loi de l'an VIII que se trouverait une exception à la loi sur le travail industriel de 1892? Si encore, la cour de Nancy s'était bornée à cette théorie, son système eût été logique, quoique fondé sur un anachronisme; mais ce n'est même pas là son système, car l'arrêt abandonne la constitution de l'an VIII, qui empêche les agents de l'autorité de pénétrer la nuit dans une maison (sauf cas d'incendie, d'inondation, ou d'appel du dedans), à la condition que l'inspecteur du Travail aperçoive la nuit, au dedans de la maison, des indices révélateurs d'un travail de nuit.

Cette théorie peut être soutenue devant un parlement; mais elle n'est pas dans la loi; je n'ai donc pas à y répondre. L'arrêt cite un certain nombre d'exemples de ces indices, la lumière, le bruit, les allées et venues.

La lumière? Le Bon Pasteur est un établissement entouré de jardins et les jardins, de murs; le bruit? il s'agit de brodeuses; les allées et venues? jamais les pensionnaires ne sortent.

Les dénonciations, les débats au Parlement, les plaintes circonstanciées de l'évêque, supérieur ecclésiastique de la communauté, ne peuvent, pour la cour de Nancy, constituer des présomptions équivalant aux indices intérieurs; et la surveillance du travail de nuit devient une question subordonnée au local où il est effectué! Si ce local est sur la rue, il y a lien à procès-verbal, s'il est au fond d'une cour ou d'un jardin, c'est l'impunité!

Je crois, MM., que la loi de l'an VIII n'a rien à voir dans la question qui vous est soumise. Nous sommes dans une matière spéciale, régie par des règles particulières.

La loi de 1892 ne s'applique qu'à ceux qui font travailler des enfants ou des femmes, de même que les débitants et les bouilleurs de profession sont seuls soumis à l'exercice. C'est le caractère des principes généraux de s'appliquer à l'universalité des citoyens et c'est celui des lois spéciales de ne viser qu'une catégorie restreinte de citoyens. Il ne peut être question de l'application de la loi générale, puisque le but de la loi spéciale est justement d'y déroger vis-à-vis de certains individus spécialement désignés. *Legi generali per specialem non derogatur, nec speciali per generalem.*

L'arrêt attaqué abandonne lui-même le terrain de la loi de l'an VIII,

puisqu'il admet l'inobservation de cette loi, pourvu que certains indices intérieurs fassent supposer que la loi de 1892 est violée. Pourquoi ? De quel droit ? Nous sommes en pleine invention, en pleine fantaisie.

Pour être complet, je dois ajouter que c'est de votre jurisprudence en matière de cafés et cabarets que la théorie des indices intérieurs a été tirée de toutes pièces. Quel rapport y a-t-il entre un établissement industriel et un café ? Et pourquoi la cour de Nancy a-t-elle pensé que votre jurisprudence en matière de cabarets devait être appliquée aux ateliers industriels ? L'arrêt ne s'explique pas sur ce point.

Je ne dirai qu'un mot du dernier paragraphe de l'article 20 de la loi de 1892. Après avoir institué le droit d'entrée pour les inspecteurs, l'article se termine ainsi : « Les dispositions ci-dessus ne dérogent point aux règles du droit commun, quant à la constatation et à la poursuite des infractions à la présente loi. »

Je ne prétends pas tirer argument de cette dernière phrase ; mais je tiens en même temps à constater que les mots « droit commun », qui y figurent, doivent s'entendre en tant que s'appliquant aux agents de droit commun et non aux matières de droit commun. Ce paragraphe est la reproduction textuelle du projet de 1874, réglementant le travail des enfants. C'est une répartition entre les droits des commissaires de police et ceux des inspecteurs du Travail. La question a été formellement tranchée par votre arrêt du 16 novembre 1860, dont l'esprit général est que le législateur n'a pas voulu que la compétence spéciale par lui conférée aux inspecteurs du Travail fût exclusive de celles dont les commissaires de police se trouvent investis par le droit commun ; d'où il résulte que, pour la constatation et la poursuite des infractions à la loi sur le travail, le commissaire de police a également qualité pour assurer l'exécution de la loi. Les droits généraux du commissaire de police lui permettent de constater les infractions aux lois sur le travail d'après les règles du droit commun ; les inspecteurs du Travail ont, à la fois, des droits plus restreints quant à la matière, et plus étendus dans cette matière seule.

M^e Morillot entend du reste de cette façon le dernier paragraphe de l'article 20, qui ne constitue un argument à l'appui d'aucune thèse.

Il vous demande comme moi de consacrer une thèse de droit. Pour lui, la loi constitutionnelle de l'an viii empêche, pendant la nuit, l'exercice de droit d'entrée des inspecteurs du Travail dans les ateliers soumis à leur surveillance. Votre rapporteur et moi nous soutenons la thèse contraire, qui est celle du pourvoi.

Si, imitant la défense, j'entrais maintenant dans la discussion des moyens subsidiaires, je pourrais vous demander de dire qu'aux indices intérieurs il faut ajouter des présomptions tirées soit de plaintes, soit de dénonciations, soit de toutes autres circonstances, présomptions ou indices que le juge de fait examinerait sous votre contrôle.

Or les présomptions existent dans l'affaire, à n'en pas douter. Jamais aucune visite n'a été plus légitime que celle du 30 décembre, mais, dans

cet ordre d'idées subsidiaires on peut regretter que ni le procès-verbal ni l'arrêt ne fassent mention d'aucune circonstance de fait. Le procès-verbal n'en parle pas, parce que, fort de son droit absolu, l'inspecteur a cru n'avoir pas besoin de les mentionner. L'arrêt n'en parle pas davantage, car, pour lui, les indices qui légitiment la visite sont les indices intérieurs; et il a même rejeté du débat la plainte de l'évêque de Nancy comme « inutile » et comme n'ayant pas été communiquée à la défense. De telle façon que cet arrêt de Nancy, qui dans toute hypothèse devrait être cessé, en fait aussi bien qu'en droit, pourrait échapper à une cassation si vous admettiez que le droit de visite de l'inspecteur ne peut être légitimement exercé la nuit que s'il a été mis en mouvement par une présomption de fraude ou un indice dont le caractère suffisant ou insuffisant est à examiner par les tribunaux.

Telle n'est pas du reste la prétention de la plaidoirie que vous venez d'entendre et je crois même que la règle du convent du Bon Pasteur est également contraire à la surveillance du travail de jour, car l'horaire du travail affiché dans les ateliers du Bon Pasteur le prolonge jusqu'à 8 h. 30 du soir, et, à cette heure-là, il y a longtemps qu'au mois de décembre le jour a cessé. Tout le travail de nuit et une partie du travail de jour sont donc dégagés de toute surveillance. La loi de 1892 aurait donc été un recul sur la législation antérieure! Est-il permis de le penser?

L'esprit de la loi n'est-il pas évident et ne ressort-il pas tant de la circulaire ministérielle adressée aux inspecteurs du Travail le 19 décembre 1892, au lendemain de la promulgation de la loi, que des travaux préparatoires, à la Chambre et au Sénat?

La circulaire ministérielle s'exprimait ainsi: « l'inspecteur ou l'inspectrice devra s'abstenir autant que possible des visites de nuit. » C'est la reconnaissance formelle du droit de visite de nuit et l'avis de l'exercer avec discrétion. Le ministre ne pouvait s'exprimer autrement, si l'on rappelle que l'inspecteur a plutôt une fonction de protection que de répression et qu'il doit visiter aussi bien les chambres et les dortoirs que les ateliers; que la sécurité des travailleurs n'est pas le seul but de sa surveillance et que l'hygiène et la morale y entrent au même titre.

Si je pénétrais plus avant dans cet ordre d'idées je rencontrerais les questions délicates dont je parlais au début de ces conclusions, notamment la question des dépendances; mais la supérieure du Bon Pasteur a refusé l'entrée même de l'atelier.

M. Waddington, rapporteur de la loi devant la Chambre, s'exprimait ainsi dans la séance du 17 juin 1900: « La surveillance s'arrête au seuil du domicile de l'industriel; c'est une lacune qu'il importe de combler; satisfaction a été donnée par l'adjonction au mot « atelier, des mots, et de leurs dépendances ». M. Blavier de son côté s'exprimait ainsi devant le Sénat: « Vous avez voté l'interdiction du travail de nuit; or l'inspecteur a non seulement le droit mais le devoir d'entrer la nuit dans l'atelier; or l'atelier, avec ses dépendances, c'est la salle à manger, c'est la chambre à coucher. »

M. Blavier est cependant l'auteur de l'amendement qui a été inséré dans la loi et qui excepte de la surveillance le domicile familial.

Mais la question des dépendances ne se pose pas dans l'affaire dont vous êtes saisi. Il s'agit d'une entrave apportée à toute inspection de nuit, même dans l'atelier. *Jamais et nulle part*, telle est la règle de la communauté, une fois la nuit tombée.

Vous vous trouvez devant un refus formel, contraire à la loi; c'est vainement que la cour de Nancy a soumis le droit d'entrée à certaines conditions; c'est vainement qu'on en ajouterait d'autres; les conditions ne se trouvent pas inscrites dans la loi.

Je conclus à la cassation.

COUR D'APPEL D'ORLÉANS.

Arrêt du 3 décembre 1901.

LOI DU 2 NOVEMBRE 1892, ART. 2. — OBSTACLE À L'ACCOMPLISSEMENT DES DEVOIRS DE L'INSPECTEUR. — DÉLIT. — ABSENCE D'ÉLÉMENT INTENTIONNEL.

LA COUR,

Attendu que le dimanche dix-sept mars mil neuf cent un, à huit heures du matin, B. . . , inspecteur du Travail, s'étant présenté chez R. . . frères, manufacturiers à Blois, pour inspecter leur usine, n'y put pénétrer, le concierge, auquel il avait décliné ses qualités, lui ayant déclaré avoir reçu l'ordre formel de ne laisser entrer personne le dimanche, ordre qui, à son sens, ne comportait aucune exception;

Attendu que le jour même l'un des frères R. . . , prévenu de l'incident, en exprima ses regrets à l'inspecteur;

Attendu que ce dernier ne crut pas moins devoir dresser procès-verbal contre les frères R. . . pour obstacle apporté à l'accomplissement de ses devoirs;

Qu'il est dit dans le procès-verbal qu'il était à la connaissance du rédacteur que, le dimanche dix-sept mars, des femmes et des enfants travaillaient dans l'usine;

Attendu que le ministère public soutient que les prévenus, à raison de leur expérience, n'ont pu ignorer la portée des ordres qu'ils avaient donnés à leur concierge et que le soin qu'ils ont pris de ne pas lui fournir d'instructions spéciales au sujet de l'inspecteur du Travail n'a été de leur part qu'un moyen artificieux de se soustraire aux conséquences possibles d'une entrée inopinée de ce fonctionnaire dans leur manufacture; qu'il n'est pas douteux que les prévenus ont manqué de prévoyance en interdisant, par mesure d'ordre, d'une façon absolue, l'accès de leur usine à toute personne sans songer à faire exception en faveur de l'inspecteur du Travail;

Mais que la Cour n'est pas saisie d'une infraction contraventionnelle indépendante de la bonne ou mauvaise foi de son auteur;

Que le fait qui lui est déféré constitue un délit qui suppose l'existence d'un élément intentionnel;

Que le caractère correctionnel de l'infraction résulte non seulement de la nature

formelle faite à cet égard au Sénat lors de la discussion de la loi du deux novembre mil huit cent quatre-vingt-douze qui a modifié sur ce point les articles 25 et 26 de la loi du dix-neuf mai mil huit cent soixante-quatorze;

Attendu que rien n'établissant d'une façon certaine que les frères R. . . , en donnant leurs instructions, aient agi dans le but d'échapper à la visite de l'inspecteur et de mettre volontairement obstacle à l'accomplissement de sa mission, il n'est pas possible de relever à leur charge l'intention coupable nécessaire pour constituer un acte délictueux, ni par suite de leur appliquer l'article 2 de la loi de mil huit cent quatre-vingt-douze :

Par ces motifs,

CONFIRME le jugement dont est appel. . .

COUR D'APPEL DE DOUAI.

Arrêt du 15 avril 1902.

LOI DU 2 NOVEMBRE 1892, ART. 27. — CONTRAVENTIONS IDENTIQUES RELEVÉES DANS DEUX PROCÈS-VERBAUX SUCCESSIFS DRESSÉS À UN JOUR D'INTERVALLE. — CUMUL.

LA COUR,

Attendu que les dispositions des articles 2 et 10 de la loi du deux novembre mil huit cent quatre-vingt-douze, ainsi d'ailleurs qu'elles ont été interprétées, dans leur texte et leur esprit, par la Cour de cassation (arrêt du huit février mil neuf cent deux), établissent des contraventions nécessairement distinctes, passibles chacune, avec cumul, d'une amende différente, à la charge du chef d'industrie qui : 1° a employé dans son usine un enfant âgé de moins de treize ans, non muni du certificat d'études primaires; 2° a employé le même enfant sans qu'il fût pourvu d'un livret de travail; 3° n'a pas mentionné sur le registre réglementaire les indications prescrites concernant ledit enfant;

Attendu, en outre, que le chef d'industrie ne saurait invoquer l'exception de la force majeure relativement à celles de ces contraventions qui auraient été la conséquence inévitable de la commission de l'une d'entre elles, puisqu'au moment de cette commission il pouvait et devait en prévoir toutes les conséquences naturelles;

Qu'à tort donc les premiers juges n'ont retenu contre L... et au regard de chacun des enfants par lui irrégulièrement employés que la première des trois contraventions constatées par les deux procès-verbaux du quinze octobre et le procès-verbal du seize octobre mil neuf cent un, régulièrement dressés, et visant l'emploi de ces enfants : 1° étant âgés de moins de treize ans; 2° n'ayant pas de livret; 3° n'étant pas inscrits au registre réglementaire;

Attendu, toutefois, que les contraventions du second ordre n'ont pas été reprises par l'assignation du ministère public qui ne tient à la charge du chef d'industrie qu'un manquement à une prétendue obligation, non inscrite dans la loi, de porter sur le livret de l'ouvrier le lieu de sa naissance et de son domicile;

Que la Cour, après le tribunal, n'a donc pas été saisie des contraventions appartenant à cette seconde catégorie;

Qu'il y a lieu en l'état de retenir seulement à la charge du prévenu et pour chacun des enfants une contravention du premier chef et une contravention du troisième, soit, pour quarante-neuf enfants, quatre-vingt-dix-huit contraventions;

Attendu que, vainement, le prévenu soutient, et qu'à tort le tribunal semble l'avoir admis, que ce chiffre de quarante-neuf enfants relevé aux procès-verbaux devrait être diminué du nombre des enfants dont la présence irrégulière à l'usine aurait été constatée deux fois par le procès-verbal du quinze octobre, et le lendemain seize par un nouveau procès-verbal;

Que, si l'article 26 de la loi de mil huit cent quatre-vingt-douze paraît proscrire la multiplication des amendes par le nombre des journées pendant lesquelles la même contravention s'est produite et continuée à l'égard de la même personne, cette restriction ne saurait s'appliquer qu'aux journées rétroactivement comprises dans la période sur laquelle a porté le procès-verbal poursuivi, mais non sur celles comprises dans une période postérieure à ce procès-verbal et à l'avertissement en résultant et sur laquelle viendrait à se porter un procès-verbal subséquent.

En ce qui concerne les trois enfants âgés de plus de treize ans et de moins de dix-huit ans, visés au premier procès-verbal du quinze octobre :

Attendu que le prévenu ne justifie pas, à l'encontre de ce procès-verbal, que l'un de ces enfants, dénommé D..., ne fût pas employé ce jour-là; qu'il importerait peu qu'un autre, du nom de D..., fût pourvu d'un livret, puisque la seule contravention reprise par l'assignation au regard de chacun de ces trois enfants est le défaut de mentions au registre réglementaire;

Qu'il y a donc lieu de ce chef de retenir trois contraventions :

LA COUR,

Réformant, mais seulement quant au nombre des contraventions,

DÉCLARE L... convaincu de cent une contraventions aux articles 2 et 10, paragraphe dernier, de la loi de mil huit cent quatre-vingt-douze;

En conséquence, le condamne à cent une amendes de cinq francs chacune.

COUR D'APPEL DE CHAMBERY.

Arrêt du 1^{er} mai 1902.

LOI DU 30 MARS 1900, ARTICLE 2. — DES ATELIERS SÉPARÉS PAR UN HANGAR
NE CONSTITUENT PAS DES « MÊMES LOCAUX ».

LA COUR,

Après en avoir délibéré suivant la loi :

Vu l'arrêt de la Cour de cassation du vingt février dernier (1) attribuant compétence à la Cour de céans pour statuer sur l'appel émis par le ministère public contre le jugement du tribunal de Saint-Marcellin en date du vingt-deux juin mil neuf cent un ;

Vu ledit jugement, et considérant qu'il est établi que le local où travaillaient les trois ouvriers, au regard desquels la prévention a été réduite, se trouve séparé de l'atelier quatre mètres de longueur ;

Que, dès lors, on ne saurait dire que les ouvriers dont il s'agit travaillaient dans le même local ou les mêmes locaux que les femmes ;

Qu'au contraire les uns et les autres travaillaient dans un local ou des locaux distincts, et qu'il n'y avait point entre eux de travail simultané et commun, circonstances qu'a voulu vraisemblablement viser l'article 2 de la loi du trente mars mil neuf cent :

Par ces motifs et ceux non contraires des premiers juges,

CONFIRME le jugement du tribunal de Saint-Marcellin en date du vingt-deux juin mil neuf cent un et renvoie le prévenu C... des fins de la poursuite dirigée contre lui sans amende ni dépens.

TRIBUNAL CORRECTIONNEL DE DAX.

Jugement du 3 juillet 1901.

LOI DU 9 AVRIL 1898, ARTICLE 31. — GARE DE CHEMINS DE FER. — OBLIGATION DE L'AFFICHAGE DE LA LOI DANS CHACUN DES LOCAUX DE LA GARE. — CUMUL DES CONTRAVENTIONS.

Attendu que la Compagnie des chemins de fer du Midi, représentée par

(1) Voir *Bulletin de l'Inspection*, 1901, p. 264.

le sieur B. . . , son directeur, a régulièrement interjeté appel du jugement rendu, à la date du 3 mai 1901, par le tribunal de simple police de Dax, qui l'a condamnée à six amendes de 1 franc chacune pour six contraventions à l'article 31 de la loi du 9 avril 1898 concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail.

Attendu que le jugement entrepris est intervenu ensuite du procès-verbal dressé le 9 janvier 1901 par le sieur B. . . , inspecteur départemental du travail, lequel avait constaté que le texte de la loi précité du 9 avril 1898 et celui des règlements d'administration relatifs à son exécution n'avaient pas été affichés : 1° sous la marquise intérieure de la gare de Dax; 2° dans la salle des bagages à l'arrivée; 3° dans le bâtiment des messageries de la grande vitesse; 4° sous la halle de la petite vitesse; 5° dans la chaufferetterie, 6° dans la lampisterie; locaux divers qui constituent dans la gare de Dax autant d'ateliers distincts.

Attendu que la Compagnie appelante prétend, au contraire, que la gare de Dax constituant un atelier unique, elle a pleinement satisfait aux prescriptions de l'article 31 en affichant un exemplaire de la loi et des règlements d'administration dans le local appelé « le poste », où tous les employés et agents, quelle que soit leur spécialité, sont appelés à se rendre journellement et où ils ont la facilité d'en prendre connaissance;

Mais attendu, ainsi que l'a fort bien fait ressortir le premier juge dans l'un des motifs qui assortissent la décision attaquée, qu'une gare de chemin de fer ne saurait être considérée comme formant un atelier unique;

Que les agents et employés y sont répartis dans divers services qui, bien que concourant à un but commun, l'entreprise de transport, sont cependant absolument distincts et séparés les uns des autres et formant autant d'ateliers dans lesquels ont lieu des manipulations susceptibles d'être la cause d'accidents pour ceux de ces agents et employés qui y sont préposés;

Attendu qu'en inscrivant dans la loi de 1898 l'article 31 le législateur a clairement manifesté sa volonté d'en voir le texte affiché non pas seulement dans un local quelconque de l'entreprise et quel que soit le nombre des ateliers dont elle se compose, mais dans chacun de ces ateliers mêmes, de manière que l'ouvrier pût, à chaque instant, se pénétrer, par sa lecture, de l'étendue de ses droits :

Par ces motifs, et adoptant au surplus ceux du premier juge :

Le tribunal, statuant en audience de police correctionnelle et en cause d'appel,

CONFIRME dans toutes ses dispositions le jugement dont est appel rendu le 3 mai 1901 par le tribunal de simple police de Dax.

Maintient par suite les condamnations à six amendes de 1 franc chacune intervenues contre la Compagnie des chemins de fer du Midi, représentée par le sieur B. . . , son directeur.

TRIBUNAL CORRECTIONNEL DE TRÉVOUX.

Jugement du 23 octobre 1901.

LOI DU 12 JUIN 1893, ARTICLES 6 ET 12. — LA NON-REPRÉSENTATION DU REGISTRE D'USINE CONSTITUE UN OBSTACLE À L'ACCOMPLISSEMENT DES DEVOIRS DE L'INSPECTEUR.

Attendu qu'il résulte d'un procès-verbal régulier dressé par M. l'inspecteur du Travail et des propres aveux du prévenu, qu'à M. . . , le 9 septembre 1901, B. . . n'a pas tenu à la disposition de cet inspecteur son registre d'usine, sur lequel une mise en demeure par écrit devait être faite concernant des mesures de sûreté à certains organes mécaniques dangereux, au moulin hydraulique du prévenu; qu'il a ainsi contrevenu aux articles 6 et 12 de la loi du 12 juin 1893 :

Par ces motifs,

Le tribunal statuant en premier ressort, contradictoirement, et en matière correctionnelle, déclare B. . . atteint et convaincu de la contravention qui lui est reprochée et le condamne en réparation à la peine de 16 fra

TRIBUNAL CORRECTIONNEL D'AVESNES.

Jugement du 19 novembre 1901.

LOI DU 2 NOVEMBRE 1892, ARTICLE 2. — CONTRAVENTIONS EN RÉCIDIVE. — MAXIMUM DE L'AMENDE. — CONDAMNATIONS ACCESSOIRES À L'AFFICHAGE GÉNÉRAL ET À SON INSERTION DANS DEUX JOURNAUX.

... Attendu qu'il est établi par l'information et les débats que le prévenu a, en 1901, et notamment le 24 octobre 1901, employé dans son Morel (Berthe), Lesne (Cornélie), Nicolas (Alfred), Deminal (Arthur), Moulin (Georges), Carpentier (Arthur), Pellier (Ildephonse), Marlet (Louis), Soigneux (Constant) et Prévost (Jean-Baptiste), âgés de moins de 13 ans;

Attendu que L. . . se trouve en état de récidive comme ayant été condamné depuis moins d'un an pour une contravention identique;

Attendu, en outre, qu'il a omis de mentionner sur le registre prescrit par l'article 10 de la loi du 2 novembre 1892, sur le travail des enfants, les noms et prénoms des dix enfants ci-dessus nommés, la date, le lieu de leur naissance et leur domicile;

Le Tribunal,

DÉCLARE L.... convaincu d'infractions à la loi sur le travail des enfants dans les établissements industriels qui lui sont imputés, en conséquence le condamne par corps à dix amendes de 100 francs pour l'infraction aux dispositions de l'article 2 précité, et à dix amendes de 10 francs pour infraction aux dispositions de l'article 10 et par corps aux frais liquidés à 9 fr. 30, non compris accessoires et dont 2 francs pour droits de poste.

Ordonne l'affichage du présent jugement par extrait en deux exemplaires, l'un à la mairie de Landrecies et l'autre à la porte de l'établissement de L.... Ordonne également l'insertion dudit jugement dans les journaux *l'Observateur* et le *Patriote*, qui se publient à Avesnes.

TRIBUNAL CORRECTIONNEL DE GAP.

Jugement du 13 mars 1902.

LOI DU 2 NOVEMBRE 1892, ARTICLE 2. — ENFANTS DE MOINS DE 13 ANS OCCUPÉS DANS UN ORPHELINAT PLUS DE TROIS HEURES PAR JOUR À UN TRAVAIL INDUSTRIEL. — CONDAMNATION.

En appel d'un jugement du tribunal de simple police de Gap, du 8 février 1902, ainsi conçu :

Le Tribunal,

Où maître H. . . , avocat, au nom de la défenderesse, et le ministère public en ses conclusions;

Attendu que du procès-verbal dressé par l'inspecteur du Travail, il résulte que M^{me} Marie G. . . , directrice de l'Orphelinat de la Providence à G. . . , est traduite en simple police sous l'inculpation d'avoir commis dix contraventions à la loi du 2 novembre 1892; savoir : les cinq premières, pour avoir, dans l'atelier de couture, le 5 novembre dernier, employé cinq enfants de moins de 13 ans révolus, n'ayant ni le certificat d'études primaires, ni le certificat médical, à un travail autre que le travail d'enseignement professionnel; les cinq autres pour avoir occupé ces cinq enfants pendant une durée de six heures par jour à un travail manuel, contrairement aux prescriptions de la loi qui exige d'enfants de cet âge un travail manuel de trois heures seulement; attendu que la défenderesse reconnaît qu'elle a encouru quatre condamnations pour avoir assujéti quatre de ces enfants à un travail de plus de trois heures, mais qu'elle repousse tous les autres chefs d'accusation, sous prétexte : 1° que les enfants employés à un travail manuel ne se livraient pas à un travail autre que celui professionnel; 2° que la jeune Hortense Derbez ne se trouvait pas dans l'atelier lorsque l'inspecteur du Travail s'y est présenté; que, pour administrer la preuve contraire des faits consignés dans le procès-verbal, elle a apporté le témoignage des personnes suivantes : Derbez (Hortense), âgée de 12 ans; Rambaud (Marie-Rose), âgée de 11 ans; Vignon (Thérèse), âgée de 18 ans; Gauthier (Thérèse), âgée de 18 ans; Allemand (Jeanne), âgée de 12 ans; Charlotte (Jeanne), âgée de 12 ans; Imbert (Mélanie), âgée de 12 ans. Attendu que de l'enquête à laquelle il a été procédé il résulte : sur le premier chef d'accusation, que tous les témoins s'accordent à dire qu'au moment où l'inspecteur du Travail est entré dans l'atelier, Mélanie Imbert doublait des talons de bas, Jeanne Allemand cousait des boutons à un tricot, Jeanne Charlotte rac-

commodait une chemise pour la maison, que Mélanie Imbert seule ajoute que les bas dont elle doublait les talons étaient destinés à une dame qu'elle ne connaissait pas; — sur le deuxième chef d'accusation, que les témoins sont encore unanimes à déclarer que la jeune Hortense Derbez ne se trouvait pas à l'atelier dans l'après-midi du 5 novembre; que l'une d'elles cependant, la nommée Jeanne Allemand, ajoute que l'Inspecteur s'est trompé de nom en désignant dans son procès-verbal celui d'Hortense Derbez; que c'est celui de Julie Rambaud qui aurait dû y figurer; que, d'ailleurs, l'Inspecteur ne leur a pas demandé à elles-mêmes leurs noms respectifs; attendu qu'il y a lieu de considérer que les dépositions de ces témoins, peut-être trop précises pour des enfants d'un âge si tendre, et surtout après trois mois écoulés, émanent toutes d'enfants qui appartiennent à l'Orphelinat de la Providence, qui sont sous la garde, la surveillance, la direction constante de l'inculpée, qui sont intéressées même, indirectement, au résultat de la poursuite, et qui, à tous ces titres, peuvent ne pas jouir, même involontairement et à leur insu, de leur libre arbitre absolu; que, dans ces conditions, on ne peut admettre que ces témoignages intéressés puissent avoir pour effet de réduire à néant les constatations personnellement faites par un fonctionnaire assermenté n'ayant d'autre intérêt que la recherche de la vérité et la répression des manquements à la loi; que le tribunal ne croit pas devoir les retenir pour en faire état en la cause; attendu, par suite, que la preuve contraire bien claire et bien évidente des faits consignés au procès-verbal, n'a pas été établie par la défenderesse; qu'il y a lieu de tenir ces derniers comme certains et bien avérés:

Par ces motifs, statuant contradictoirement et en premier ressort, déclare G... (Marie), es qualités, atteinte et convaincue des dix contraventions qui lui sont reprochées, et, en réparation, la condamne à 6 francs d'amende pour chacune des cinq premières contraventions, à 10 francs d'amende pour chacune des cinq autres contraventions, et de plus au dépens.

Le tribunal correctionnel a rendu le jugement suivant :

Attendu qu'à la suite d'un procès-verbal dressé, le 5 novembre 1901, par M. B..., inspecteur du Travail, domicilié à Avignon, M^{me} Marie G..., directrice de l'Orphelinat de la Providence, à G... a été traduite en simple police devant M. le Juge de paix du canton de Gap, sous l'inculpation d'avoir commis dix contraventions à la loi du 2 novembre 1892, savoir les cinq premières, pour avoir dans l'atelier de couture, le 5 novembre dernier, employé cinq enfants de moins de 13 ans révolus, n'ayant ni le certificat d'études primaires, ni le certificat médical, à un travail autre que le travail professionnel; les cinq autres pour avoir occupé ces cinq enfants pendant une durée de six heures par jour à un travail manuel, contrairement aux prescriptions de la loi qui exige d'enfants de cet âge un travail manuel de trois heures seulement;

Attendu que, par jugement en date du 8 février dernier, M. le Juge de paix du canton de Gap a déclaré M^{me} Marie G..., directrice de l'orphelinat de la Providence, à G..., atteinte et convaincue des dix contraventions qui lui étaient reprochées et, en réparation, l'a condamnée à 6 francs d'amende pour chacune des cinq premières contraventions, à 10 francs d'amende pour chacune des cinq autres contraventions et, de plus, aux dépens;

Attendu que par déclaration faite le 14 du même mois de février devant M. le Greffier de la Justice de paix du canton de Gap, M^{me} Marie G... a interjeté appel de ce jugement;

Attendu que les motifs donnés par M. le Juge de paix du canton de Gap, justifient sa décision et qu'il y a lieu par suite de la confirmer;

Attendu que l'appelante qui succombe doit être condamnée aux dépens;

Par ces motifs, le tribunal, après en avoir délibéré jugeant publiquement, contradictoirement en matière correctionnelle, et en dernier ressort : ouï à l'audience publique M. le Président du tribunal en son rapport; M. Mariau, substitut du Procureur de la République en ses conclusions, et M^e H. . . avocat de M^{me} Marie G. . . , directrice de l'Orphelinat de la Providence, à G. . . , CONFIRME le jugement dont est appel rendu par M. le Juge de paix du canton de Gap le 8 février dernier; dit en conséquence que ce jugement sortira son plein et entier effet.

LÉGISLATION ÉTRANGÈRE.

ITALIE.

Loi du 19 juin 1902 sur le travail des femmes et des enfants dans l'industrie (1).

ARTICLE 1^{er}. — Les enfants des deux sexes ne pourront être employés dans les ateliers industriels, dans les laboratoires, aux travaux de voirie, à l'extérieur des carrières, des mines et des galeries souterraines s'ils ne sont pas âgés de 12 ans accomplis,

Toutefois les enfants âgés de plus de 10 ans accomplis qui y seraient déjà employés au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi, pourront continuer à y travailler.

Sauf les exceptions prévues à l'article 4, on ne pourra employer aux travaux souterrains dans les carrières, les mines et les galeries, des enfants âgés de moins de 13 ans accomplis ou des femmes de n'importe quel âge.

A l'expiration des trois ans qui suivront la promulgation de la présente loi on ne pourra employer des enfants âgés de moins de 14 ans accomplis dans les travaux souterrains, dans les carrières, les mines et les galeries où l'on ne fait pas usage de la traction mécanique.

Pourront toutefois continuer à y être employés les enfants âgés de 11 ans y travaillant au moment où la présente loi entrera en vigueur.

Sauf les exceptions prévues à l'article 4, on ne pourra employer des enfants âgés de moins de 15 ans accomplis à des travaux dangereux ou insalubres, quand bien même ces travaux ne seraient pas exécutés dans des ateliers, carrières, mines ou galeries.

ART. 2. — Ne peuvent être employés aux travaux désignés par la présente

(1) *Gazzetta ufficiale del Regno d'Italia*, 7 juillet 1902.

loi et par le règlement prévu à l'article 15, les femmes mineures et les enfants âgés de moins de 15 ans accomplis qui n'auraient pas un livret portant un certificat de médecin attestant qu'ils sont sains de corps et aptes au travail qui leur sera assigné.

Le livret sera conforme au modèle établi par le règlement à intervenir; il sera fourni aux communes par le Ministre de l'Agriculture, du Commerce et de l'Industrie et délivré gratuitement aux ouvriers par le maire de la commune où ils ont leurs domicile ordinaire.

Le livret devra indiquer la date de la naissance de la femme mineure et de l'enfant; attester qu'ils ont été vaccinés, qu'ils sont reconnus sains de corps et aptes aux travaux qu'on leur confie, et qu'ils ont suivi les cours d'enseignement élémentaire désignés par l'article 2 de la loi du 15 juillet 1877, n° 3961.

Il est accordé aux enfants qui, lors de la promulgation de la présente loi, n'auraient pas satisfait à cette dernière prescription, un délai de trois ans pour se mettre en règle.

L'examen médical sera fait par l'officier sanitaire de la commune qui inscrira le certificat sur le livret, sans exiger aucune rémunération de l'ouvrier. Les frais d'examen médical, qu'il y en ait un ou plusieurs, seront à la charge de la commune. Le règlement déterminera en quel cas il y aura lieu de procéder à un nouvel examen médical.

Le livret, le certificat médical, le certificat de naissance et toutes les pièces nécessaires pour les obtenir, seront exempts du droit de timbre.

ART. 3. — Quiconque emploie des femmes, quel que soit leur âge, ou des enfants âgés de moins de 15 ans, aux travaux désignés par la présente loi et par le règlement, devra, chaque année, en faire la déclaration, selon les termes et le mode déterminés par le règlement.

Devront en outre être déclarées dans le courant de l'année, toutes les modifications survenues, soit par suite de cessation permanente des travaux, soit par suite du changement de la raison sociale ou de l'adoption de moteurs mécaniques, soit pour toute autre raison indiquée par le règlement. Les déclarations seront adressées en double exemplaire à la préfecture de la province où s'exerce l'exploitation; le préfet les transmettra sans retard au Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie et du Commerce, et inscrira sur un registre la teneur des déclarations.

Toutes les personnes dirigeant des exploitations soumises à la présente loi devront, dans les six mois qui en suivront l'entrée en vigueur, adresser à l'autorité une nouvelle déclaration, indépendamment de celle qu'elles doivent fournir conformément à la loi du 11 février 1886, n° 3657 (série) et au règlement du 17 septembre 1886, n° 4082 (série 3).

ART. 4. — Un décret royal, rendu sur avis du conseil supérieur d'hygiène et du conseil de l'industrie et du commerce, déterminera les travaux dangereux ou insalubres auxquels ne pourront être employés les enfants des deux sexes âgés de moins de 15 ans et les femmes mineures.

Seront désignés de même façon, et sous forme d'exceptions, les travaux

dangereux et insalubres auxquels pourront être employés les enfants âgés de moins de 15 ans et les femmes mineures, avec l'indication des précautions et des mesures que l'on devra nécessairement prendre.

ART. 5. — Le travail de nuit est interdit aux garçons âgés de moins de 15 ans et aux femmes de n'importe quel âge. Toutefois, les femmes âgées de plus de 15 ans employées dans les ateliers, les carrières ou les mines, lors de la promulgation de la présente loi, pourront continuer à y travailler.

Cinq ans après la promulgation de cette loi, les femmes, quel que soit leur âge, ne pourront plus travailler la nuit. Jusqu'à l'expiration de ce délai, les femmes de tout âge, employées à des travaux de nuit, devront être munies du livret prescrit à l'article 2.

Sur avis favorable du conseil d'hygiène de la province, le Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie et du Commerce pourra autoriser, pendant les trois ans qui suivront la promulgation de la présente loi, le remplacement des femmes mineures actuellement employées dans les ateliers, par d'autres mineures âgées de plus de 15 ans.

On entendra par travail de nuit le travail exécuté entre 8 heures du soir et 6 heures du matin, du 1^{er} octobre au 31 mars, et entre 9 heures du soir et 5 heures du matin, du 1^{er} avril au 30 septembre.

Lorsque le travail sera exécuté par deux équipes, il pourra commencer à 5 heures du matin pour finir à 11 heures du soir.

Sur avis favorable du conseil d'hygiène de la province, le Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie et du Commerce pourra modifier les heures fixées ci-dessus pour le travail de nuit, dans les localités où l'exigeront les conditions spéciales du climat et du travail.

ART. 6. — Les femmes relevant de couches ne pourront être employées qu'un mois après l'accouchement; par exception, elles pourront l'être après un délai moindre, — sans toutefois que ce délai puisse jamais être inférieur à trois semaines, — si elles produisent un certificat du bureau d'hygiène de la commune où elles sont domiciliées, attestant qu'elles sont en état de travailler sans danger pour leur santé.

ART. 7. — Les enfants des deux sexes âgés de plus de 10 ans et de moins de 12 ans ne pourront être employés plus de huit heures par jour; ceux de 12 à 15 ans, plus de onze heures et les femmes de n'importe quel âge plus de douze heures.

Sur avis du conseil d'hygiène de la province, le Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie et du Commerce pourra, pour un temps limité et exceptionnellement, permettre aux enfants de 12 à 15 ans de travailler jusqu'à douze heures par jour, quand l'exigeront les conditions techniques et économiques.

ART. 8. — Le travail des enfants et des femmes de n'importe quel âge devra être coupé par un ou plusieurs repos d'une durée totale d'au moins une heure quand la journée est de six à huit heures; d'une durée d'une heure et demie quand la journée est de huit à onze heures; et d'une durée de deux heures quand la journée est de plus de onze heures.

En aucun cas le travail de ces ouvriers ne pourra durer plus de six heures ininterrompues.

ART. 9. — Les femmes de n'importe quel âge et les enfants âgés de moins de 15 ans auront droit à un jour entier (24 heures) de repos par semaine.

ART. 10. — Sauf stipulation contraire des autres lois et règlements, les propriétaires, gérants, directeurs, entrepreneurs, employeurs à forfait, occupant des enfants, ou des femmes de tout âge, devront adopter et faire adopter, conformément au règlement, tant dans les locaux de travail et leurs dépendances que dans les dortoirs, les réfectoires et les pièces réservées aux nourrissons, toutes les mesures propres à assurer l'hygiène, la sécurité et la morale.

Dans les fabriques occupant des femmes, on devra permettre aux ouvrières d'allaiter leurs nourrissons, soit dans une pièce spéciale annexée à l'établissement, soit au dehors, en les autorisant à quitter la fabrique aux heures indiquées par le règlement intérieur, et sans leur supprimer les repos prescrits à l'article 8.

Toute fabrique occupant au moins 50 femmes devra toujours posséder une pièce indépendante réservée aux nourrissons.

ART. 11. — Les règlements intérieurs des établissements visés par la présente loi devront être établis conformément aux dispositions de ladite loi et du règlement prévu à l'article 13 ; ils seront visés par le maire et ainsi rendus authentiques ; ils seront affichés en bonne place pour qu'ils puissent être consultés par les intéressés et les fonctionnaires désignés à l'article ci-dessous.

ART. 12. — L'application de la présente loi est confiée au Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie et du Commerce, qui en assurera l'exécution par l'intermédiaire des inspecteurs d'industrie, des ingénieurs des mines et de leurs assistants, et des agents de la police judiciaire.

Les personnes chargées de la surveillance auront libre accès dans les ateliers, mines, carrières, galeries, et y relèveront les infractions faites à la loi et au règlement.

Les procès-verbaux dressés seront envoyés sans retard à l'autorité judiciaire compétente ; copie en sera remise à la préfecture locale.

Les fonctionnaires désignés ci-dessus seront soumis à l'article 5, troisième paragraphe de la loi du 17 mars 1898, n° 80, sur la divulgation des secrets de fabrication.

ART. 13. — Toute infraction aux dispositions contenues dans les 9 premiers articles de la loi sera punie d'une amende de 50 francs au maximum pour chacune des personnes auxquelles se rapporte ladite infraction, sans toutefois que le montant total de l'amende puisse excéder 5,000 francs.

Les contraventions aux articles 10 et 11 seront punies d'une amende variant de 50 à 500 francs ; celles aux dispositions du règlement prévu par l'article 15, d'une amende pouvant aller jusqu'à 50 francs.

En cas de récidive, l'amende sera augmentée dans des proportions allant du sixième au tiers.

Le produit des amendes sera versé à la Caisse nationale de prévoyance pour la vieillesse et l'invalidité, instituée par la loi du 17 juillet 1898, n° 350.

ART. 14. — Lorsque l'infraction sera passible d'amende seulement, le **délinquant** pourra interrompre l'action pénale en versant, avant l'ouverture des débats, une **somme égale au maximum de l'amende fixée pour ladite infraction, et en payant les frais du procès.**

ART. 15. — Dans les six mois qui suivront la publication de la présente loi à la *Gazzetta ufficiale*, un règlement d'administration publique approuvé par décret royal et rendu après avis du Conseil d'État, du Conseil supérieur d'hygiène et du Conseil de l'industrie et du commerce, viendra fixer le mode d'application de la loi.

La loi entrera en vigueur quatre mois après la publication dudit règlement.

Les modifications apportées ultérieurement au règlement entreront en vigueur quatre mois après leur publication.

ART. 16. — Sont abrogées toutes les dispositions contraires à la présente loi.

DOCUMENTS ET RENSEIGNEMENTS DIVERS.

SUJETS DES COMPOSITIONS

données au concours ouvert en 1902 pour l'emploi d'inspecteur départemental stagiaire du travail.

LÉGISLATION.

1° Quelles sont les dispositions générales concernant l'hygiène insérées dans la loi du 12 juin 1893 et dans le décret du 10 mars 1894? Quelle est la procédure à suivre par l'inspecteur pour assurer l'exécution des unes et des autres?

2° Examen critique de ces dispositions et de cette procédure :

a) Les prescriptions de la loi et du décret sur ces divers objets sont-elles suffisamment précises?

b) Peuvent-elles toujours être exécutées?

HYGIÈNE.

Gaz toxiques au point de vue de l'hygiène industrielle :

1° Leurs principales propriétés chimiques et leur action sur l'organisme;

2° Opérations au cours desquelles ils se produisent.

(Les candidats n'ont pas à traiter des mesures à prendre pour éviter leurs inconvénients.)

MÉCANIQUE.

Le piston d'une machine à vapeur mesure 0^m 54 de diamètre; sa course est de 0^m 72. Sur l'une de ses faces il reçoit à pleine pression de la vapeur empruntée à une chaudière où la pression est de 6 kilogr. Sur l'autre face du piston le cylindre est en communication avec l'atmosphère.

1. Quelle est la puissance maxima dont cette machine est susceptible en marchant à la vitesse de 64 tours par minute?

2. Qu'appelle-t-on rendement d'une machine à vapeur? Énumérer les dispositifs employés pour améliorer le rendement.

3. Quelles dispositions peuvent être prises pour éviter les accidents dans la conduite des machines à vapeur (non compris les chaudières)?

RELEVÉ

*par groupes d'industries des accidents déclarés au service de l'Inspection
du travail pendant les trois premiers trimestres de l'année 1902.*

GROUPES D'INDUSTRIES.	ANNÉE 1901.	ANNÉE 1902.		
		1 ^{er}	2 ^e	3 ^e
		TRIMESTRE.	TRIMESTRE.	TRIMESTRE.
Pêche	87	25	15	10
Forêts, agriculture.....	2,846	770	815	1,615
Industries extractives (1).....	204	80	104	40
Industries de l'alimentation.....	14,959	3,049	2,907	3,316
Industries chimiques.....	10,364	2,649	2,284	2,280
Gaoutchouc, papier, carton.....	4,084	844	908	807
Industries du livre.....	2,164	491	537	455
Industries textiles proprement dites.....	15,153	3,815	3,983	3,163
Travail des étoffés, vêtements.....	1,803	479	457	381
Travail des pailles, plumes, crins.....	159	96	33	41
Cuir et peaux.....	3,494	843	851	840
Industries du bois.....	17,262	4,225	4,369	4,612
Métallurgie.....	18,212	3,842	3,995	3,742
Travail des métaux ordinaires.....	49,599	11,312	11,923	11,656
Travail des métaux fins.....	216	97	80	98
Taillies des pierres précieuses.....	36	4	8	5
Taille et polissage des pierres.....	1,409	258	259	281
Construction en pierre.....	34,873	6,909	8,920	9,303
Travail des pierres et terres à feu.....	8,793	2,106	2,410	2,309
Manutention et transports.....	41,068	8,895	8,660	8,509
Commerce, banque.....	9,157	3,042	3,121	3,379
Professions libérales.....	42	33	25	38
Soins personnels, service domestique.....	215	40	53	125
Service de l'État, des départements et des com- munes.....	2,846	625	684	624
TOTAUX.....	239,045	54,529	57,408	58,226

(1) Non compris les établissements soumis au contrôle du Service des Mines.

RAPPORTS SUR L'ASSIMILATION

DES MALADIES PROFESSIONNELLES AUX ACCIDENTS DU TRAVAIL

PRÉSENTÉS À LA COMMISSION D'HYGIÈNE INDUSTRIELLE (1).

LES MALADIES PROFESSIONNELLES

DUES

AU PLOMB ET À SES COMPOSÉS

PAR M. LE D^r **THOINOT**,

PROFESSEUR AGRÉGÉ À LA FACULTÉ DE MÉDECINE DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS.

Le plomb, tous ses sels et tous ses alliages sont toxiques, également toxiques, et produisent les mêmes accidents dans l'organisme de l'ouvrier qui les a absorbés soit par les *voies digestives*, soit par les *voies respiratoires*, soit par la *voie cutanée*, et ces accidents forment un groupe naturel connu sous le nom de *saturnisme*, ou *intoxication saturnine*. Les différences cliniques, les variations qu'on observe dans la gravité de l'intoxication saturnine ne tiennent en aucune façon à l'espèce de préparation plombique maniée, mais seulement au mode de travail, suivant que celui-ci dégage plus ou moins de poussière toxique, qu'il nécessite un contact plus ou moins intime avec la substance dangereuse, une exposition plus ou moins répétée ou prolongée aux effets de cette substance, et suivant encore que les précautions hygiéniques et prophylactiques sont plus ou moins négligées, etc.

Toute industrie où le plomb est employé sous quelque forme que ce soit est donc facteur d'intoxication saturnine, et si quelques industries font plus de saturnins que les autres, la chose s'explique par la simple observation des conditions matérielles de ces industries.

Puisque l'intoxication saturnine est *une*, que tous les composés du plomb, employés industriellement sont facteurs d'une même intoxication, notre rapport n'a qu'à énumérer les accidents saturnins et à formuler des réponses aussi satisfaisantes qu'il se pourra aux diverses questions qui doivent faire l'objet des études et des discussions de la Commission.

(1) A la suite d'une résolution adoptée par la Chambre des Députés dans sa séance du 5 décembre 1901, M. le Ministre du Commerce a chargé la Commission d'hygiène industrielle instituée auprès de son département de mettre à l'ordre du jour de ses travaux : 1° l'étude des maladies exclusivement engendrées ou nettement provoquées par un travail professionnel ; 2° la liste des industries susceptibles d'engendrer ou de provoquer ces maladies.

Nous adopterons le plan suivant :

- 1° Énumération et classement des accidents saturnins professionnels ;
- 2° Marche générale de l'intoxication industrielle ;
- 3° Étude des accidents saturnins en particulier au point de vue de leur fréquence, de leur durée, de leur gravité et de leurs conséquences relativement à l'incapacité de travail temporaire ou permanente qu'ils peuvent entraîner, et des caractères qui permettent d'en assurer le diagnostic médical.

I. — Énumération et classement des accidents saturnins.

L'empoisonnement par le plomb est celui qui présente la plus grande richesse d'expression symptomatique : les accidents saturnins sont donc très nombreux, d'importance d'ailleurs très différente et quelques-uns sont encore ou mal connus ou discutés. Les énumérer tous serait malaisé et d'ailleurs inutile : nous nous bornerons aux plus fréquents, aux plus importants, aux mieux connus.

Dans cette énumération, comme d'ailleurs dans tout le cours de ce Rapport, nous aurons soin de n'avancer aucune opinion personnelle. Nous avons tenu à nous appuyer exclusivement sur les auteurs qui font autorité en la matière, et dont nous avons revu et dépouillé les travaux pour ce rapport : Tanquerel des Planches, Grisolle, Manouvrier, Garrod, Duchesne de Boulogne, Charcot, Letulle, etc.

On peut énumérer de la façon suivante les divers troubles et symptômes pathologiques qui constituent les manifestations les plus communes du saturnisme.

Accidents aigus ou subaigus (épiphénomènes aigus ou subaigus) :

1. Coliques de plomb ;
2. Myalgies-arthralgies ;
3. Troubles nerveux moteurs et sensitifs : paralysies, encéphalopathie, hystérie saturnine, tremblements.

Accidents chroniques. La cachexie saturnine avec ses constituantes :

- Anémie progressive ;
- Néphrite saturnine ;
- Goutte saturnine ;
- Artériosclérose.

II. — Marche générale de l'intoxication saturnine.

Les accidents saturnins apparaissent d'une façon plus ou moins précoce après le début de l'exposition au poison suivant la *prédisposition individuelle*, les *habitudes hygiéniques* du sujet et suivant la *dose de poison* à laquelle il est soumis, c'est-à-dire suivant le métier saturnin qu'il exerce.

De la *prédisposition individuelle* nous ne savons rien. Il est seulement constant que toutes choses étant ou paraissant égales, dans une même usine, dans un même atelier, tel ouvrier a des accidents au bout de quelques jours ou quelques mois d'exposition au poison, tel autre au contraire travaille depuis des années sans avoir présenté le moindre symptôme d'intoxication.

L'*influence du métier* se conçoit d'elle-même : là où l'intoxication doit se faire plus facile et plus forte, les symptômes saturnins apparaissent de meilleure heure : l'ouvrier qui fabrique le minium est atteint plus précocement que le peintre en bâtiment, par exemple.

Les *habitudes hygiéniques* ont une influence très marquée sur le début et sur la répétition des accidents. L'ouvrier propre évite ou retarde l'éclosion des premiers accidents et leur répétition.

L'*influence de l'alcoolisme* est bien connue et doit être prise en considération sérieuse. Les accidents saturnins éclatent très nettement après un écart de régime, et l'on sait même que chez un ouvrier qui a eu des accidents saturnins antérieurs, mais ne travaille plus au plomb, parfois depuis longtemps, un excès de boisson peut ramener des accidents saturnins très caractérisés.

L'intoxication saturnine tantôt ne constitue qu'un accident *passager*, déterminant une simple incapacité temporaire de travail sans reliquat, tantôt au contraire s'empare pour ainsi dire de l'individu tout entier qu'elle conduit, à travers une série d'épisodes pathologiques, à la déchéance totale, à l'invalidité, à l'incapacité permanente et absolue de travail et enfin à la mort.

Rentrent dans la première catégorie les individus qui, après un premier accident saturnin, ou tout au moins sans attendre la répétition trop fréquente des accidents, quittent leur dangereux métier.

Pour les autres, ceux qui subissent l'intoxication continue, se déroule *schématiquement* le tableau suivant : une série d'*épisodes aigus ou subaigus*, à répétition, tranchent sur un fond d'*infirmité chronique* qui s'aggrave chaque jour.

Les *épisodes aigus ou subaigus* à répétition, que nous étudierons de plus près ci-dessous, sont les *coliques de plomb*, les *myalgies et arthralgies*, les *paralysies* et les *ictus cérébraux*, qui peuvent parfois mettre brusquement fin au tableau de l'intoxication chronique en provoquant la mort rapide : tous ces épisodes constituent — les ictus cérébraux mortels étant naturellement exceptés — une invalidité temporaire plus ou moins longue, une *incapacité de travail temporaire*.

L'*infirmité chronique*, la *cachexie saturnine* tient à l'imprégnation de tout l'individu : elle se marque par les dégénérescences artérielles, les lésions rénales, la goutte saturnine, l'anémie, et elle aboutit, ainsi que nous le dirons ci-dessous, à l'*invalidité totale*, à l'*incapacité absolue et permanente* de travail, et enfin à la mort.

Dans la pratique, la complexité symptomatique, la rapidité d'évolution et la gravité de l'intoxication saturnine *progressive et continue* sont naturellement variables, et ici nous retrouvons les facteurs déjà connus : la *prédisposition individuelle*, que nous mentionnons sans pouvoir aller au delà de ce simple énoncé ; la *dose et la violence de l'intoxication*, c'est-à-dire le genre de

métier même, et enfin les *habitudes hygiéniques*. C'est ainsi que l'on peut voir les épisodes aigus se dérouler peu violents à longs intervalles l'un de l'autre, et l'infirmité chronique avec tous ses éléments constitutants reculée pour ainsi dire indéfiniment, tandis qu'ailleurs les épisodes aigus se répètent coup sur coup, à bref délai, l'infirmité chronique fait des progrès d'une rapidité effrayante et en quelques mois, en un an ou deux l'individu arrive à la déchéance totale absolue, s'il n'a pas été emporté au cours d'un épisode aigu de saturnisme. C'était l'histoire commune de la trop fameuse usine de Clichy, et si cette physionomie du saturnisme est plus rare aujourd'hui, tout médecin en a vu cependant quelques exemples. D'autre part aussi tout médecin a observé des peintres, par exemple, qui ont un épisode aigu de coliques ou tout autre épisode aigu à de très longs intervalles, et qui exercent leur métier pour ainsi dire leur vie entière, sans arriver à l'incapacité absolue de travail, et sans connaître jamais autre chose que les incapacités temporaires déterminées par les épisodes aigus de leur intoxication.

III. — *Étude particulière des divers accidents saturnins.*

Cet aperçu général esquissé, nous allons entrer dans le détail et prendre chaque symptôme ou groupe de symptômes en particulier pour le traiter au point de vue de sa fréquence, de sa gravité, de sa durée, des conséquences qu'il peut entraîner pour le travail et de ses caractères diagnostiques. Mais, tout d'abord, il nous faut étudier à part un *stigmate* de l'intoxication plombique dont le rôle est capital dans le diagnostic du saturnisme et des accidents qu'il provoque : ce stigmate est constitué par les *colorations plombiques de la muqueuse buccale*.

Les colorations plombiques de la muqueuse buccale.

Ce sont le *liséré gingival de Burton*, la plus fréquente de ces colorations, et les *plaques de la face interne des joues et des lèvres* (tatouage plombique) plus rares que le liséré.

Le liséré gingival de Burton est connu de tout le monde. Il se rencontre sur le bord libre des gencives, au niveau de la sertissure des dents, et consiste en une coloration gris blenâtre ardoisé, plus ou moins noirâtre quand elle est intense, et dont l'étendue varie depuis un dixième de millimètre jusqu'à un millimètre environ.

La signification du liséré gingival est très grande. Il est constitué, en effet, par du *sulfure de plomb*, et le plomb qui s'est ainsi transformé en sulfure sous l'influence de l'hydrogène sulfuré, toujours présent dans la bouche, provient, *pour les uns*, de l'extérieur, c'est-à-dire de l'atmosphère professionnelle où vit le malade et qu'il respire ou déglutit ou bien de ses mains imprégnées de plomb qu'il a portées à sa bouche ; *pour les autres*, de l'organisme même du malade dont le sang imprégné de plomb laisse transsuder le métal dans la bouche à travers les glandes buccales et les gencives. Il y a en faveur des deux théories, toutes deux soutenues par des auteurs recommandables, de fort bons arguments et elles ne sont nullement inconciliables ni exclusives l'une de l'autre. En les acceptant on voit que le liséré saturnin

un signe certain que le sujet vit dans une atmosphère de poussières plombiques, soit un indice que l'organisme du sujet est imprégné de plomb.

On comprend quel appui le médecin trouve dans la constatation du liséré de Burton pour affirmer la nature saturnine des accidents qu'accuse le sujet porteur de ce liséré et c'est à ce titre d'élément diagnostique de premier ordre — admis comme tel par tous les auteurs — que nous l'étudions ici.

Le liséré de Burton est très fréquent chez les saturnins : *il n'est pas cependant absolument constant*, et il peut ne pas exister chez des ouvriers qui présentent cependant au moment de l'examen des signes indéniables d'intoxication par le plomb. C'est ainsi que le docteur Manouvrier, sur 50 cas de saturnisme

de vue, a noté l'absence du liséré gingival de Burton dans 5 cas. Il ne faudrait donc pas attacher à la présence de ce liséré une valeur absolue et en exiger la présence *sine qua non* pour rattacher au saturnisme des accidents observés.

Le tatouage des joues et des lèvres est de même provenance et de même signification, *quand il existe*, que le liséré gingival ; mais il est de fréquence beaucoup moindre.

Venons-en maintenant aux ÉPISODES AIGUS ET SURAIGUS DE L'INTOXICATION.

Colique de plomb.

La colique de plomb est un épisode aigu de l'intoxication saturnine, et c'est le plus fréquent de tous, puisque, d'après une statistique de Tanquerel des Planches partout reproduite, les coliques de plomb, les douleurs des membres, les paralysies, les accidents cérébraux — tous épisodes aigus — sont entre eux au point de vue de la fréquence dans les rapports de 12, 8, 2 et 1.

C'est, suivant la définition de Grisolle, qui l'a si bien étudiée au siècle dernier « une maladie complètement apyrétique, caractérisée par des douleurs abdominales vives, exacerbantes, qui se calment le plus ordinairement par la pression, s'accompagnent de nausées, de vomissements verdâtres, d'une constipation opiniâtre, souvent de crampes dans les membres » et d'autres sensations douloureuses dans les autres parties du corps ».

La colique de plomb apparaît pour la première fois à une période variable — plus précoce ou plus tardive — après le début de l'exposition au plomb. Elle récidive à toutes périodes de l'intoxication, plus ou moins fréquemment, et à intervalles plus ou moins longs, suivant le métier, les habitudes hygiéniques de l'ouvrier.

Elle peut même se montrer chez les individus soustraits tout à fait à l'influence du plomb sous l'influence d'un excès alcoolique. Tanquerel a publié des cas de cette espèce, et tous les observateurs les admettent. Il n'est pas, naturellement, contesté que cette influence que l'alcool exerce après la cessation de l'exposition professionnelle au plomb, il l'exerce *a fortiori* pendant toute la durée de l'exercice de l'exposition professionnelle : assez fréquemment

en effet on retrouve chez les ouvriers pris de coliques la notion étiologique d'un excès de boisson provocateur de l'accident.

La colique de plomb en elle-même n'a pas de gravité; elle ne compromet pas la vie — sauf complication intercurrente, telle qu'un accès d'encéphalopathie —, elle ne laisse aucune suite et ne constitue donc qu'une *incapacité de travail temporaire absolue*. La durée de cette incapacité de travail temporaire absolue qui correspond à l'accès de colique et à la convalescence, ne saurait être précisée absolument, car elle est très variable et nous ne disposons d'aucun élément pour porter d'avance un jugement ferme sur elle. Non traitée, la colique peut se prolonger pendant des semaines; traitée elle cède d'ordinaire en quelques jours, mais la convalescence en est très souvent longue, et le moindre écart de régime peut y ramener une nouvelle apparition de la colique, qui, d'ailleurs, peut tout aussi bien récidiver sans motif provocateur au cours de la convalescence.

Le diagnostic médical de la colique saturnine est en général aisé : la colique de plomb comme aussi la paralysie des avant-bras a un *cachet clinique* tout particulier auquel un médecin ne se trompe guère, surtout quand, en plus des symptômes déjà si éloquents par eux-mêmes, il possède la notion du métier exercé par le malade et constate un liséré saturnin. L'existence bien confirmée de coliques antérieures complète souvent encore un faisceau d'éléments qui rendent l'appréciation aisée.

Myalgies et arthralgies saturnines.

On désigne sous ce nom des douleurs qui siègent dans les muscles et les articulations, surtout aux membres et surtout aux membres inférieurs. On a dit qu'elles étaient pour les membres ce que la colique est pour l'abdomen : elles sont comme elle un épisode aigu. Nous avons donné ci-dessus un aperçu de leur fréquence.

Elles coexistent souvent avec la colique et on peut en faire alors abstraction dans l'appréciation de l'accident, car leur importance s'efface devant celle de la colique.

Elles sont ailleurs isolées et constituent alors à elles seules l'épisode aigu de l'intoxication.

Leur intensité va de la simple gêne à la douleur atroce, paroxystique, constituant une incapacité absolue de travail.

Les myalgies et arthralgies saturnines sont sans gravité pour la vie; elles ne constituent qu'une *infirmité temporaire*, mais sur la durée de laquelle nous avons bien peu de renseignements. Grisolle dit qu'elles peuvent durer quelques jours ou se prolonger pendant des semaines et même des mois entiers, sans que rien naturellement puisse faire prévoir à l'apparition quelle marche elles prendront.

Le diagnostic de ces manifestations, en dehors du cas où elles coexistent avec la colique nous semble devoir être des plus épineux. Elles n'ont pas comme la colique ce cachet si particulier si distinctif qui s'impose de lui-même à l'observateur. Elles ressemblent aux manifestations rhumatismales vulgaires — au rhumatisme musculaire surtout, un ancien auteur les

dénommait *rhumatisme métallique* — et je ne vois guère de signe qui permette une différenciation sérieuse, absolue. De fortes probabilités sont constituées par la notion du métier exercé par le malade, par la présence du liséré, la connaissance d'accidents saturnins antérieurs, mais ce ne sont là que des probabilités, car un saturnin peut être un rhumatisant, et le problème est alors scientifiquement insoluble.

Troubles nerveux moteurs et sensitifs.

Comme toutes les grandes intoxications professionnelles chroniques, comme l'arsenicisme, l'hydrargyrisme, etc., le saturnisme est très riche en troubles nerveux moteurs et sensitifs. Mais il s'en faut de beaucoup que tous soient bien connus et notre étude ne se ressentira que trop de cette insuffisance de notions cliniques et pathogéniques : on ne peut en effet établir des déductions utiles à la pratique que pour des troubles classés et comme la colique nous en a offert un type.

Nous classerons les troubles nerveux sous les trois rubriques suivantes :

Paralysies motrices;

Encéphalopathie saturnine;

Hystérie saturnine.

Paralysies motrices.

Les auteurs les divisent en paralysies localisées et en paralysies généralisées.

Au point de vue spécial tout pratique où nous devons nous placer, nous les diviserons en paralysies *communes* ou paralysies classiques, bien connues, à diagnostic simple; et en paralysies *rare*s, qu'il n'est pas toujours aisé de rapporter à l'action du plomb.

Paralysies communes.

Les *paralysies communes* sont les *paralysies de l'avant-bras*, aussi connues du monde ouvrier que du monde médical. La paralysie de l'avant-bras n'est pas en général le premier signe de l'intoxication saturnine. Elle n'apparaît guère que lorsque l'imprégnation saturnine est bien confirmée et elle témoigne de cette imprégnation. Dans l'immense majorité des cas, l'individu qui est atteint de paralysie saturnine des avant-bras, a eu déjà une ou plusieurs coliques, des accès douloureux des membres et des articulations et présente les symptômes de l'anémie saturnine. A cette règle il est pourtant des exceptions : les auteurs les plus recommandables du siècle dernier ont cité des cas de paralysie constituant le premier signe d'intoxication.

Tanquerel des Planches, qui a analysé 102 cas de paralysie saturnine, en a noté :

9 dans le courant du premier mois de l'intoxication,

14 dans les deux premiers mois,

36 dans les deux premières années,

32 après dix ans de travail,
13 après vingt ans,
1 après 52 ans.

Remak, qui a fait ses recherches en Allemagne, professe que la paralysie saturnine professionnelle apparaît seulement de 8 à 34 ans après le début de l'intoxication et en moyenne après 14 ans de manipulation des substances toxiques.

Il va de soi que le genre de métier influe beaucoup sur la précocité d'apparition des accidents. Celui qui réalise l'imprégnation saturnine la plus rapide est celui qui fait les paralysies les plus précoces : les cérusiers jouissaient autrefois d'un fâcheux

La paralysie coïncide souvent
la colique.

Au point de vue symptomatique, comme la colique de plomb, la paralysie saturnine des avant-bras a un *cachet* tout particulier qui ne laisse guère place à l'erreur : bilatérale, avec prédominance à droite chez les droitiers, à gauche chez les gauchers, elle détermine une chute de la main sur le poignet, que le malade est incapable de relever. Ajoutons-y des signes de constatation aisée pour le médecin : indennité de certains muscles de l'avant-bras, tions électriques, etc., et nous aurons constitué un tableau tout à fait spécial. Ici donc le diagnostic est aisé, une pareille paralysie n'appartient guère pratiquement qu'à l'intoxication saturnine et, avec la constatation du liséré, la notion de la profession exercée par le sujet paralysé, on a toute certitude.

Comme la colique la paralysie saturnine des avant-bras est un phénomène aigu à répétition : le sujet, guéri de sa paralysie, aura de nouvelles attaques de paralysie, s'il continue à s'exposer au plomb. Mais mieux encore, et ceci est d'une extrême importance pour nous, la réapparition de la paralysie peut se faire *après cessation de tout travail saturnin*. Tanquerel des Planches a cité le cas d'un ouvrier qui a eu, à diverses reprises, des rechutes de paralysie saturnine, plusieurs années après qu'il ne travaillait plus le plomb.

Ici comme pour la colique il suffit en effet souvent d'un *écart de régime*, d'un *excès alcoolique* ou autre, pour voir apparaître une attaque de paralysie chez des ouvriers soustraits depuis longtemps à toute influence saturnine. Il va de soi que ce que l'alcool fait ainsi en dehors de tout travail actuel au plomb, il le fait *a fortiori* pendant l'exposition professionnelle.

La paralysie saturnine des avant-bras constitue une *incapacité de travail* absolue, mais s'agit-il d'une incapacité *temporaire* ou *permanente*? En d'autres termes, est-elle *curable*, et dans quel délai?

Tous les auteurs s'accordent à dire qu'en règle générale la paralysie saturnine des avant-bras est *curable* et d'autant plus curable qu'elle est bien traitée. Il existe cependant des cas incurables et M^{me} Déjerine a cité, dans son excellente thèse, un saturnin qui depuis *seize ans* gardait une paralysie des avant-bras : c'est bien là l'*incapacité permanente absolue* au travail, que Grisolle mentionne aussi.

Mais quand la paralysie guérit, en combien de temps guérit-elle?

Aucune formule mathématique ne peut exprimer ce délai, aucune prévision ne peut en être établie d'avance. Les cas ordinaires paraissent guérir en six à huit semaines, mais des délais plus courts (quelques jours) et des délais beaucoup plus longs (des mois) sont également observés.

Grisolle parle aussi de guérisons *incomplètes*, c'est-à-dire laissant un reliquat qui doit naturellement causer un léger degré d'incapacité de travail. On voit donc qu'il s'agit ici de cas d'espèce où l'on ne saurait formuler avec trop de prudence un *pronostic de durée* au premier examen.

Paralysies rares.

La localisation de la paralysie saturnine aux avant-bras est la localisation classique, et de beaucoup la plus fréquente, mais il en est d'autres encore qui portent sur : *a)* les petits muscles de la main, *b)* les muscles du bras et de l'épaule, et *c)* les muscles des jambes.

Lorsque ces manifestations paralytiques accompagnent, — *ce qui est la règle*, — la paralysie classique des avant-bras, la précédant, se surajoutant à elle ou lui succédant, le diagnostic de leur nature saturnine est aisé.

Il en serait tout autrement, peut-être, si ces paralysies à siège insolite se montraient isolées, c'est-à-dire en dehors de toute manifestation paralytique sur les avant-bras : le fait paraît heureusement exceptionnel.

Cependant il n'est pas indifférent de savoir que chez certains ouvriers, — les tailleurs de limes, — un auteur allemand, Möbius, a décrit une paralysie des petits muscles de la main qui survient à titre de première manifestation du saturnisme sur l'appareil moteur. Les petits muscles de la main sont paralysés et atrophiés et la main devient incapable de tout service. L'affection paraît assez rebelle, contrairement à ce qu'on voit dans les autres formes rares de paralysies localisées ci-dessus mentionnées, qui guérissent toujours, d'après les quelques documents que nous possédons à ce sujet. Fixer un délai de durée pour ces paralysies est d'ailleurs peu facile.

Dans les *paralysies rares*, il faut, à côté des *paralysies localisées*, faire place aux *paralysies généralisées*.

Ces paralysies généralisées se présentent sous deux formes :

a) Dans la première, la généralisation se fait *lentement* : chez un saturnin invétéré ayant eu des phénomènes divers et indiscutables d'intoxication, et porteur d'une paralysie classique des avant-bras, on voit la paralysie se mettre à envahir lentement et par étape, les muscles de la racine des membres supérieurs, les muscles de la main, les muscles des jambes, et enfin des cuisses.

L'affection ainsi créée n'offre guère de difficulté dans son diagnostic comme accident *saturnin*. Elle constitue évidemment une incapacité de travail absolue, mais seulement *temporaire*, car ces paralysies guérissent. Nous serions seulement assez embarrassé pour fixer leur durée.

b) Ailleurs, la paralysie se généralise en bloc, d'une seule étape, et du jour au lendemain, aux muscles des membres, du tronc, de l'abdomen et du thorax.

La nature de pareille paralysie, — heureusement tout à fait exceptionnelle.

— est singulièrement difficile à interpréter. On ne saurait songer à en faire le résultat d'une intoxication saturnine, — *et encore avec quelles réserves!* — que dans le cas où l'accident survient chez un individu actuellement porteur d'un accident très significatif par lui-même, tel que la paralysie des avant-bras.

Ces paralysies rapidement généralisées, qui constituent une *incapacité absolue de travail*, guérissent en règle, dit-on : il nous serait difficile de donner une idée du temps qu'elles peuvent durer.

Encéphalopathie saturnine.

Les auteurs ont décrit sous ce nom des phénomènes cérébraux *délirants, convulsifs* ou *comateux* qui surviennent, dans la grande majorité des cas, chez des ouvriers depuis longtemps, — dix et vingt ans, — en imprégnation plombique. L'apparition peut être plus précoce. Manouvrier parle de cas dans la première année, parfois dès le quatrième mois même, chez les ouvriers en céruse et en minium, c'est-à-dire chez ceux dont l'organisme subit le plus rapidement et le plus fortement l'imprégnation par le plomb.

La *coïncidence avec un autre accident aigu*, une récurrence de colique, par exemple, a été notée le plus souvent; la complication cérébrale accompagne alors ou vient terminer l'accès de colique. Mais parfois les accidents cérébraux surviennent *isolément*, et évoluent seuls, sans accompagnement d'aucun autre phénomène saturnin. « C'est ainsi que nous avons vu deux cérusiers, « sortant à peine de prendre leur repas, être comme foudroyés au milieu de « leur travail et présenter l'un, des accès d'épilepsie, l'autre, un état coma- « teux », dit Grisolle.

Les phénomènes se présentent, avons-nous dit, sous trois formes principales : délirante, convulsive, comateuse.

Le *délire* est ou calme ou furieux; il guérit, ou fait place aux convulsions ou au coma.

Les *convulsions*, tout à fait analogues à celles de l'épilepsie (*épilepsie saturnine*), sont l'expression la plus commune de l'encéphalopathie saturnine. Elles peuvent être légères et passagères, ou fort graves. Dans ce cas, elles se succèdent de façon à constituer un *état de mal*, et aboutissent au coma, et par lui, à la mort.

Le *coma* termine donc souvent une des autres formes, mais parfois il occupe toute la scène. Le malade tombe d'emblée en apoplexie, il peut succomber dans cet état. Ailleurs, le coma se dissipe et on assiste quelquefois alors au développement d'une *paralysie occupant une des moitiés du corps et y abolissant le mouvement et le sentiment*, mais d'une façon passagère seulement. Cette forme apoplectique est connue depuis longtemps comme curable.

Telle est la description clinique de l'encéphalopathie saturnine telle que l'ont établie les anciens auteurs, encéphalopathie qui pour eux traduisait une lésion anatomique : *l'imprégnation de la substance nerveuse du cerveau par le plomb*.

Les travaux modernes ont modifié la conception ancienne et ces travaux nous intéressent parce qu'ils nous fournissent un élément d'appréciation sur

l'avenir de quelques-uns des phénomènes du groupe de l'ancienne encéphalopathie saturnine.

Depuis les travaux de Charcot et de ses élèves, depuis l'étude de MM. Debove et Achard sur l'*apoplexie hystérique*, on s'accorde à reconnaître que du bloc de l'encéphalopathie saturnine il faut distraire certains faits à physiologie parfaitement caractérisée : ce sont les cas visés ci-dessus où le saturnin tombe subitement dans le coma apoplectique, et, au réveil de cet état apoplectique, se trouve paralysé d'un côté du corps avec perte de ce côté, non seulement du mouvement, mais encore de la *sensibilité générale* et de la *sensibilité spéciale*, — celle des sens, — se trouve en un mot en état d'*hémiplegie motrice et sensitivo-sensorielle*, pour employer des termes médicaux accessibles à tous.

Ce tableau si net ne relève que de l'*hystérie*; il fait partie du groupe de l'*hystérie saturnine* que nous étudierons ci-dessous, et le résultat, c'est que pareil état doit être considéré comme *curable spontanément* ou *artificiellement*. Voilà donc, dans le bloc ancien de l'encéphalopathie saturnine, un premier démembrement fort appréciable en pratique. Il nous donne des cas à diagnostic facile et sur lesquels un *pronostic favorable* peut être porté sans crainte.

Restent les formes caractérisées par le délire, les convulsions et le coma non hystérique, c'est-à-dire les formes *graves* souvent *mortelles* de l'encéphalopathie.

Si nous avons à nous préoccuper du côté théorique, nous montrerions combien il existe de divergences dans l'appréciation de la nature de ces symptômes, les uns les rapportant aux lésions cérébrales plombiques, les autres y voyant surtout l'expression des lésions du rein qui est, comme nous le dirons, fort lésé chez les saturnins (c'est la théorie dite *urémique* ou par *insuffisance rénale*, de l'encéphalopathie saturnine).

Mais, laissant de côté cette question, voyons si on peut établir nettement le diagnostic de la nature *saturnine* de pareils accidents.

Si les accidents dits encéphalopathiques succèdent immédiatement à, ou accompagnent, un épiphénomène aigu notoirement saturnin tel que la colique, on peut avec toute vraisemblance déclarer que l'on est bien en présence d'une manifestation saturnine.

Mais si les accidents encéphalopathiques : délire, convulsions épileptiques, coma, surviennent, même chez un saturnin notoire, en dehors de toute autre manifestation saturnine, pourra-t-on affirmer qu'on se trouve en présence d'un accident vraiment saturnin ? Nullement.

Le délire, les convulsions épileptiques, le coma, sont, sous la même apparence, l'expression de bien des affections diverses : épilepsie, syphilis cérébrale, tumeurs diverses du cerveau, hémorragie cérébrale, ramollissement du cerveau, urémie, etc.

On peut certainement, en clinique, en présence d'un cas donné, avoir des *présomptions sérieuses* en faveur de tel ou tel diagnostic. Mais il ne s'agit plus, dans les cas que nous devons envisager et qui comportent une sanction pratique d'intérêt capital à la fois pour l'ouvrier ou sa famille et le patron, de formuler de simples hypothèses : il faut donner une *certitude*. C'est là à notre avis une *impossibilité*. On invoquerait en vain la profession du malade, la

présence même d'un liséré saturnin. Un saturnin peut être épileptique, il peut être syphilitique, avoir une tumeur cérébrale, une des affections causent l'hémorragie cérébrale ou le ramollissement du cerveau, etc. Plaçons-nous même dans l'hypothèse la plus favorable : un saturnin notoire est pris de convulsions et présente en même temps de l'albumine. Tout se réunit pour permettre le diagnostic d'urémie. Mais bien des lésions rénales conduisent à l'urémie et par conséquent, dans ce cas même (le plus favorable de tous), aucun clinicien n'est autorisé à formuler *sans réserve* l'affirmation qu'il se trouve en présence d'une urémie exclusivement d'origine saturnine.

Cette affirmation ne serait possible qu'au médecin ayant depuis longtemps suivi la marche de la lésion rénale chez le sujet, l'ayant vue naître sous l'influence du plomb.

Les contestations relatives à l'origine saturnine des accidents encéphalopathiques, quand ils naîtront en dehors d'une coïncidence pathologique saturnine qui leur imprimera leur cachet réel, seront donc toujours possibles. Elles seront surtout vives si l'accès encéphalopathique est, dans ces circonstances, suivi de mort. L'autopsie serait, en ce cas, la seule solution du conflit.

Hystérie saturnine.

Depuis les travaux de Charcot et de ses élèves, on sait que les saturnins présentent des phénomènes cliniques singuliers de tous points semblables à ceux qu'on rencontre chez les hystériques. Pour Charcot et ses élèves il y a plus qu'analogie; il y a identité: l'intoxication saturnine *développe la névrose hystérique*. Pour d'autres auteurs l'hystérie saturnine devrait former un groupe spécial, — groupe où l'on trouve d'ailleurs toute une classe d'autres *hystéries toxiques*: l'hystérie mercurielle, l'hystérie alcoolique, l'hystérie sulfo-carbonée, etc.

Quoi qu'il en soit de ces discussions théoriques, une chose est certaine : c'est-à-dire les phénomènes observés, sur lesquels il n'y a plus de discussions aujourd'hui.

Ces phénomènes sont surtout :

(a) Des phénomènes d'*anesthésie* ordinairement étendue à une *moitié du corps* dans laquelle se trouvent abolis la sensibilité de la peau au toucher, à la douleur, à la température, la sensibilité des muqueuses, le goût, l'odorat; dans laquelle encore la vue est singulièrement modifiée, etc.

Cette anesthésie ne gêne guère le malade qui l'ignore le plus souvent complètement; elle ne saurait constituer une incapacité de travail.

(b) Des *paralysies motrices* qui affectent un côté du corps, se superposant à l'hémiplégie sensitivo-sensorielle qui devient aussi *totale*: motrice et sensitivo-sensorielle.

Rien de plus aisé que le diagnostic de cette hémiplégie motrice que caractérise suffisamment son association avec les troubles de la sensibilité. Sa présence chez un saturnin avéré dicte le diagnostic complet: hémiplégie hystérique d'origine saturnine.

Pareil phénomène constitue de toute évidence une *incapacité de travail*

absolue, mais toujours *temporaire*, car les phénomènes d'hystérie toxique sont toujours curables.

Tantôt l'hémiplégie motrice s'installe doucement, sans bruit. Tantôt elle est précédée d'une attaque soudaine d'*apoplexie*. Nous avons étudié ce phénomène plus haut.

L'hystérie saturnine compte peut-être encore à son effectif quelques phénomènes de *délire* et de convulsions à déduire encore du bloc ancien de l'encéphalopathie, mais il n'y a aucun intérêt à insister ici sur des faits encore mal connus.

Quelques auteurs lui attribuent, en partie au moins, le *tremblement*.

Tremblement saturnin.

Rien de moins connu que ce phénomène, qui apparaît chez les vieux saturnins, est ordinairement localisé aux membres supérieurs, mais peut se généraliser.

Nous n'avons trouvé aucun document bien net sur ce symptôme dont la nature est trop discutée encore. Quelques auteurs l'assimilent aux tremblements observés dans l'intoxication mercurielle et en font un phénomène vraiment toxique; d'autres y voient un phénomène hystérique; d'autres enfin font remarquer que plus d'un saturnin est un alcoolique avéré et que le tremblement saturnin n'est peut-être souvent qu'un vulgaire tremblement alcoolique. Il n'y a véritablement aucune déduction pratique à tirer dans ces conditions.

Accidents chroniques. — La cachexie saturnine.

Les épisodes aigus ou subaigus du saturnisme naissent, nous l'avons vu, pendant le temps de l'exposition professionnelle : il n'y a d'exception que pour quelques cas où l'épisode aigu ou subaigu est rappelé après la cessation du travail par un excès alcoolique, etc.

Ces accidents ont pour la plupart une physionomie spéciale; ils sont à répétition, séparés par les intervalles de tranquillité.

Ils peuvent apparaître à toute période de l'intoxication, du début à la fin.

Les accidents chroniques que nous allons étudier traduisent, eux, une imprégnation profonde de l'organisme par le plomb; ils n'apparaissent donc qu'après une *longue exposition professionnelle*, dont la durée variable avec le sujet et le métier ne saurait être fixée exactement. Peu importe alors que l'ouvrier soit soustrait ou non dans la suite au poison : la lésion a été créée, elle évoluera fatalement, que l'ouvrier continue son travail ou non. Les accidents chroniques s'observent donc chez les vieux saturnins encore en activité ou chez les saturnins en retraite professionnelle.

Ces accidents traduisant une lésion organique chronique du sang, du rein, de l'appareil circulatoire, etc. ne sauraient avoir de physionomie spéciale.

On sait en effet que les causes des lésions qui atteignent nos organes sont multiples, mais les lésions auxquelles elles aboutissent sont limitées, et les symptômes qui traduisent les lésions créées n'expriment que la lésion, en dehors de toute condition étiologique. Que le rein soit atrophié par le plomb

ou par toute autre cause, la lésion aura le même aspect et les symptômes seront les mêmes. Que les artères soient indurées par le plomb ou par toute autre cause, la lésion sera la même et les symptômes identiques, etc. . .

Le diagnostic de la nature saturnine des symptômes observés ne pourra donc reposer que sur l'étude du malade, de ses antécédents professionnels pathologiques, sur l'exclusion des autres affections qui pourraient avoir créé la même lésion organique chez lui et, partant, les mêmes symptômes. Ce diagnostic est d'ailleurs assez souvent possible à établir (1).

L'ensemble des accidents chroniques peut recevoir le nom de cachexie saturnine et est constitué par *l'anémie saturnine*, la *néphrite saturnine*, la *goutte saturnine*, *l'artério-sclérose*.

Nous dirons en terminant comment ces symptômes s'associent : nous allons d'abord les étudier un à un.

Anémie saturnine.

L'*anémie* saturnine résulte de l'atteinte portée au sang par l'intoxication plombique. Elle se montre dès le début de l'exposition au plomb et s'accroît avec la durée de cette exposition ; elle devient chez les vieux saturnins une anémie profonde, rebelle qui ne cède pas à la cessation du travail, et constitue pour le sujet un extrême affaiblissement, une incapacité de travail *permanente et absolue*. Elle se marque par la pâleur de la peau, qui prend même une teinte ictérique, une déperdition profonde des forces, une perte d'appétit et une déglobulisation du sang, etc.

L'anémie saturnine n'a aucun caractère qui la distingue symptomatiquement des autres anémies.

Elle n'est pas cependant par trop difficile à rapporter à son origine dans un assez grand nombre de cas : la notion de la profession du sujet, la connaissance de ses antécédents pathologiques, des accidents saturnins qu'il a subis, de son exposition prolongée au plomb apportent autant de notions précieuses.

Quand l'anémie saturnine s'accompagne de quelque autre symptôme d'intoxication chronique, ce qui est naturellement le plus fréquent, sa caractérisation souffre moins de difficultés.

Néphrite saturnine.

De nombreux travaux ont établi la réalité de la néphrite saturnine, et les conditions de sa production ont pu être reproduites d'une façon très satisfaisante dans des expériences bien connues sur les animaux, dues à Charcot et Gombault.

De toutes les causes d'atrophie scléreuse du rein l'empoisonnement saturnin chronique est certainement l'une des plus puissantes, et d'autre part cette

(1) Le liséré gingival de Burton, qui est d'un si grand secours pour établir la nature saturnine d'un accident aigu, n'ayant éclaté pendant la durée de l'exposition professionnelle au plomb, ne sera que d'un faible secours ici. Les saturnins chez lesquels évoluent les accidents chroniques sont le plus souvent, en effet, en retraite professionnelle, du fait même de l'incapacité de travail que détermine chez eux leur infirmité.

atrophie est fréquente dans l'intoxication saturnine, puisque sur 42 saturnins, Dickinson en vit mourir 26 de néphrite chronique.

La néphrite saturnine n'a pas de *signes* qui lui soient spéciaux: elle présente ceux de toute atrophie rénale quelle qu'en soit la cause. Or en dehors du saturnisme, la goutte, la scarlatine, peut-être l'alcoolisme, et des facteurs encore ignorés, peuvent exercer la même influence sur le rein.

Ces signes d'atrophie rénale sont d'ailleurs très significatifs: urines abondantes, hypertrophie du cœur, albuminurie légère, etc., mort après une longue évolution soit par des phénomènes d'urémie, soit par le cœur (asystolie), soit par un phénomène intercurrent tel qu'hémorragie méningée ou cérébrale, etc.

A l'autopsie, si elle vient à être pratiquée, les lésions du rein sont saisissantes: elles sont d'ailleurs identiques pour toute atrophie rénale, quelle qu'en soit la cause, et n'empruntent rien de spécial à ce fait qu'elles ont été provoquées par le plomb.

Il s'agit donc ici d'un accident chronique, fréquent, de toute gravité puisqu'il constitue une infirmité totale qui va s'aggravant chaque jour jusqu'à la terminaison, et dont l'évolution en outre peut durer des années, en comptant seulement du jour où elle a été assez évidente pour être remarquée.

Le diagnostic de néphrite chronique atrophique n'est pas, en réalité, très difficile: le tableau clinique est assez significatif.

Peut-on aller plus loin et, la néphrite chronique étant dûment constatée, mettre en cause l'intoxication plombique? On le peut sans doute dans un certain nombre de cas, en se basant sur une notion positive d'une part: celle d'accidents saturnins antérieurs, et d'une longue imprégnation professionnelle par le plomb, et sur une notion négative, d'autre part: l'absence d'autres causes connues de néphrite chronique atrophique; et aussi enfin sur l'association possible de la néphrite avec les autres symptômes de l'intoxication chronique.

Cet énoncé suffit à montrer la délicatesse du diagnostic causal qui n'est pas impossible assurément, mais demande un examen approfondi, et une discussion serrée.

une négation qui ont l'une et l'autre tant d'importance pour les parties intéressées: le malade et le responsable.

Goutte saturnine.

Un auteur anglais, Garrod, annonça en 1854 que sur 51 cas de goutte observés par lui à l'hôpital, 16 reconnaissaient pour origine l'intoxication saturnine.

La goutte saturnine fut vivement contestée: elle ne l'est plus guère aujourd'hui, et à dire vrai les seuls cas de goutte qu'on observe dans la population ouvrière sont des cas de goutte saturnine.

La goutte saturnine, dont il est difficile de fixer exactement la date d'apparition dans l'évolution du saturnisme chronique, évolue comme la goutte vulgaire: elle constitue donc d'abord

autant de périodes d'incapacité temporaire et absolue de travail, et aboutit

ensuite et rapidement, semble-t-il, aux déformations articulaires multiples et à l'incapacité absolue permanente.

Il nous paraît qu'il n'y plus guère d'hésitation aujourd'hui chez les auteurs à admettre la nature saturnine de la goutte quand on la voit éclater chez un individu de la classe oïvière qui est ordinairement si bien à l'abri de la goutte vulgaire, et que cet individu est un saturnin avéré.

La goutte ajoute son influence à celle du plomb sur le rein. Ceci est à mentionner.

Artério-sclérose.

La *dégénérescence des artères*, leur *induration chronique* sont un effet fréquent de l'empoisonnement saturnin ancien. Une fois créée, la *dégénérescence artérielle* évolue graduellement, chroniquement avec des effets désastreux sur le cœur, les reins,

un mot qu'elle frappe de *déchéance profonde*. Elle met le sujet en *incapacité de travail absolue et permanente* quand elle atteint un certain degré, et constitue au point de vue de l'existence une grave menace.

La *dégénérescence* aucun trait qui la distingue de celle qu'amènent diverses autres causes : les grandes infections, la goutte, la vieillesse, etc... Elle ne prend de signification réelle que par l'existence d'un empoisonnement saturnin bien caractérisé dans les antécédents du sujet, et la coexistence d'autres symptômes actuels d'empoisonnement chronique. Elle est sur le même rang à cet égard que les autres accidents chroniques. Le diagnostic de sa nature est donc extrêmement délicat sans constituer toutefois, de même que celui de l'anémie, de la néphrite ou de la goutte saturnines, une impossibilité absolue pour un médecin attentif et instruit.

Les divers éléments qui constituent la cachexie saturnine, c'est-à-dire les stigmates de l'empoisonnement chronique confirmé, sont quelquefois tous présents chez un même sujet, et tous les médecins ont observé de vieux saturnins profondément anémiques, atteints d'atrophie rénale, de goutte et d'artério-sclérose.

Ailleurs ces stigmates se dissocient : le plus fréquemment absent est la goutte, l'anémie, la néphrite et l'artério-sclérose ne manquent guère et par leur réunion constituent pour le médecin, au té de la notion étiologique que lui fournissent la profession du malade et ses antécédents pathologiques saturnins, un ensemble de valeur diagnostique important.

Les symptômes de la cachexie saturnine absolument isolés seraient assurément d'une interprétation beaucoup plus délicate, — nous l'avons dit à propos de chacun d'eux, — mais, — répétons encore, nullement impossible pour un médecin instruit, et ayant à sa disposition tous les renseignements nécessaires pour éclairer son jugement.

De tout ce rapport, et c'est par là que nous terminerons, ressort l'évidente nécessité de l'établissement d'un *casier sanitaire* pour chaque sujet exposé à l'empoisonnement saturnin professionnel : il sera, pour le médecin appelé à se prononcer dans les cas délicats et difficiles de la cachexie, le guide indispensable.

LES MALADIES PROFESSIONNELLES

DUES

AU MERCURE ET À SES COMPOSÉS

PAR M. LE D^r **Albert JOSIAS**,

MEMBRE DE L'ACADEMIE DE MÉDECINE.

1. — Les ouvriers qui travaillent le mercure sont exposés à trois ordres de manifestations morbides : la stomatite, le tremblement et des troubles de la nutrition susceptibles d'aboutir à la cachexie profonde.

La *stomatite* peut être aiguë, analogue de tous points à la stomatite produite par l'administration du mercure dans un but thérapeutique ; elle frappe de préférence les nouveaux venus qui se livrent d'emblée et sans précaution aux travaux les plus dangereux.

La stomatite chronique est plus fréquente ; tantôt elle succède à une poussée aiguë, tantôt elle se développe primitivement. Dans le premier cas, les gencives restent tuméfiées, l'ulcération linéaire de la sertissure des dents persiste et il survient une périostite alvéolo-dentaire, accompagnée de vives douleurs, qui ne se termine qu'après l'expulsion de toutes les dents.

Dans la forme chronique d'emblée, l'inflammation est nulle ou modérée, et n'empêche pas l'ouvrier de continuer son travail ; le ptyalisme peut faire défaut, les gencives se tuméfient ; et, autour de l'insertion des dents, il se forme parfois, mais non toujours, des ulcérations. La guérison survient après la chute des dents ou seulement des molaires.

Chez certains malades, les accidents buccaux se bornent à une coloration no râtre des dents qui portent des stries allongées et des dépressions cupuliformes mercurielles observées surtout chez les ouvriers secréteurs de poils). Il n'est pas rare de voir la stomatite s'accompagner d'un gonflement des glandes salivaires et en particulier des parotides (oreillons mercuriels).

Le *tremblement* a une intensité très variable. Dans sa forme légère, il commence par une trémulation de la langue et des lèvres, qui gagne ensuite les membres supérieurs ; les membres inférieurs sont indemnes ou légèrement atteints. Les membres supérieurs présentent des oscillations régulières, rapides et peu étendues, qui s'atténuent pendant le repos et s'exagèrent pendant les fatigues et les émotions. Cet état n'empêche pas l'ouvrier de continuer son métier.

Chez d'autres malades, le tremblement est plus violent ; il rend impossible tout travail délicat et peut même gêner la marche.

Enfin, dans certains cas plus graves encore, le tremblement ne laisse aucun repos au malade qui ne peut se servir de ses mains pour travailler ni même pour manger.

Souvent alors des contractures douloureuses s'emparent de certains groupes musculaires, constituant un accident redoutable, connu dans les mines d'Almadén, sous le nom de Calambres.

La force musculaire des ouvriers atteints de tremblement est généralement conservée. On a signalé cependant de véritables paralysies musculaires,

incomplètes et passagères, frappant de préférence les muscles extenseurs du membre supérieur.

Le tremblement mercuriel présente quelquefois les caractères du tremblement hystérique ; il disparaît par les moyens suggestifs, par l'aimant, la bande de caoutchouc. Ceci n'a pas lieu d'étonner, car l'hydrargyrisme, comme quelques autres intoxications, peut engendrer ou mettre en évidence une hystérie jusque-là latente. C'est d'ailleurs la coexistence de l'hystérie qui explique les faits curieux de contagion du tremblement, observés dans certains ateliers où l'on manie le mercure.

Troubles nutritifs. — Cachexie mercurielle. — Il est habituel de voir apparaître des troubles digestifs avant même que la stomatite et le tremblement se soient déclarés. L'ouvrier perd l'appétit, il a de la constipation ou parfois une diarrhée persistante ; il maigrit, s'anémie et prend un facies particulier. C'est le premier stade de la cachexie mercurielle, qui peut persister, pendant longtemps, sans s'aggraver.

Mais, quelquefois, les accidents ne font que s'accroître. L'anémie fait des progrès, les forces diminuent, les facultés intellectuelles s'émoussent. « On garde les malades au coin du feu, assujettis sur une chaise comme des enfants en bas âge ; beaucoup d'entre eux ne peuvent ni s'habiller, ni manger seuls ; leur visage devient stupide en même temps qu'ils n'articulent plus que des sons vagues et confus » (Tardieu). — La nécrose des maxillaires, la néphrite avec ou sans œdèmes, les éruptions cutanées apparaissent et les malades ne tardent pas à succomber, soit aux progrès de l'affaiblissement, soit à des complications et, en particulier à la phthisie pulmonaire.

Tel est, brièvement résumé, le tableau classique de l'intoxication professionnelle par le mercure. Mais ce tableau a été surtout dressé avec des observations recueillies chez les mineurs d'Almaden (Espagne) et d'Idria (Illyrie) où les ouvriers sont constamment exposés aux vapeurs mercurielles et sulfureuses. En France on n'observe guère de cachexie mercurielle, surtout depuis les progrès de l'hygiène moderne.

Malgré les mesures prophylactiques, on peut encore observer chez nos ouvriers des troubles digestifs légers, de l'anémie, du tremblement et les manifestations diverses de l'hystérie mercurielle.

II. — C'est précisément le peu d'intensité des symptômes de l'hydrargyrisme qui peut donner lieu à des erreurs de diagnostic, surtout au début de l'intoxication. L'inappétence, les troubles gastriques et intestinaux, l'anémie sont méconnus ou attribués à des causes banales. Ce sont cependant là de précieux symptômes d'avertissement que le médecin doit chercher de propos délibéré chez tous les ouvriers qui travaillent le mercure.

Généralement l'attention n'est éveillée que lorsque aux troubles de la santé générale viennent se joindre la stomatite et le tremblement mercuriels. Pris isolément, aucun de ces symptômes n'est pathognomonique. Chacun d'eux peut être confondu avec des accidents analogues relevant de causes multiples. La stomatite mercurielle peut être simulée par d'autres stomatites. Le tremblement offre certaines ressemblances avec celui de l'alcoolisme et surtout avec le tremblement de la sclérose en plaques.

La notion étiologique lève en général tous les doutes, mais il y a lieu de tenir compte de deux causes d'erreur. Les ouvriers travaillant le mercure sont quelquefois soumis simultanément à d'autres causes d'intoxication : (arsenic, plomb, alcool). On observe en particulier ces empoisonnements mixtes chez les chapeliers qui manient en même temps les sels de mercure et l'arsenic.

D'autre part, les accidents mercuriels et surtout le tremblement peuvent persister longtemps après la cessation du travail, de sorte qu'il peut être difficile de rattacher les accidents à leur vraie cause. La difficulté est encore plus grande dans ces faits curieux où les premières manifestations hydrargyriques se déclarent chez l'ouvrier plus ou moins longtemps après qu'il a quitté sa profession. Dans tous les cas de diagnostic difficile, la recherche du mercure dans les urines s'impose. Cette recherche se fait de préférence d'après le procédé d'Almen (1).

On n'oubliera pas que l'élimination du métal peut se faire très lentement avec des intermittences parfois très longues, de sorte qu'on trouve du mercure dans les urines des sujets soustraits depuis longtemps aux causes d'intoxication. Le poison absorbé s'emmagasiné, en effet, dans l'organisme, surtout dans le sang, le foie, les muscles, les os, le cœur où sa présence a été constatée par l'analyse chimique.

Dans les intoxications mixtes, l'examen des urines n'est souvent d'aucun secours; car, à côté du mercure, on peut trouver les autres poisons dans l'urine. C'est l'analyse clinique détaillée qui permettra de décider jusqu'à quel point les symptômes observés sont attribuables à l'hydrargyrisme.

III. — On ne meurt pas d'hydrargyrisme professionnel, tout au moins en France. Il n'en est pas moins vrai que cette intoxication, comme toutes les autres, peut abrégé la durée de la vie et faciliter l'éclosion de la tuberculose.

En réveillant l'hystérie, le mercurialisme diminue souvent la capacité de travail de l'ouvrier. Mais cet inconvénient est causé bien plus fréquemment par le tremblement qui, suivant son intensité, rend impossibles les travaux délicats ou empêche l'ouvrier de continuer sa profession.

Les paralysies sont généralement incomplètes et rapidement curables. Quant aux troubles dyspeptiques et intestinaux, ils se bornent parfois à de simples indispositions n'entraînant ni chômage, ni diminution de la capacité de travail.

En résumé, l'hydrargyrisme en France n'occasionne pour ainsi dire jamais une incapacité de travail permanente et totale. Tous les accidents sont susceptibles de disparaître, si l'on applique un traitement approprié et surtout si l'ouvrier renonce définitivement à sa profession. Les cas d'intoxication sérieuse sont d'ailleurs peu fréquents, si l'on juge d'après le petit nombre de malades soignés depuis onze ans dans les hôpitaux de Paris. Voici cette statistique qui nous a été fort obligeamment communiquée par M. le Directeur général de l'assistance publique.

(1) Voir V. Jaksch, vol. sur les « Intoxications du Traité de Nothnagel », p. 230.

STATISTIQUE des malades atteints d'intoxication mercurielle entrés dans les hôpitaux de Paris, de 1891 à 1901.

ANNÉES.	MALADES.		ÉTABLISSEMENTS.						PROFESSIONS DES MALADES.												SORTIES.		DÉCÈS.	
	Hommes.	Femmes.	Tenon.	Hôtel-Dieu.	Saint-Antoine.	Broussais.	Necker.	Cochin.	Laënnec.	Journaliers.	Douleurs mitigées.	Coutures de poils.	Chapelliers.	Pelleurs.	Fourreurs.	Lapidaires.	Émailleurs.	Garçons distillateurs.	Papetiers.	Brossiers.	H.	F.	H.	F.
1891...	9	4	13	"	"	"	"	"	"	5	3	3	1	1	"	"	"	"	"	"	9	3	"	suicide. 1
1892...	5	1	5	"	"	"	"	1	"	2	2	"	"	"	2	"	"	"	"	"	5	1	"	"
1893...	8	"	8	"	"	"	"	"	"	4	2	"	1	1	"	"	"	"	"	"	8	"	"	"
1894...	5	1	5	"	"	1	"	"	"	3	1	"	"	"	"	"	"	"	2	"	5	1	"	"
1895...	2	"	2	"	"	"	"	"	"	1	"	"	"	1	"	"	"	"	"	"	2	"	"	"
1896...	3	"	3	"	"	"	"	"	"	1	"	1	"	"	"	"	"	"	"	1	3	"	"	"
1897...	9	"	7	"	2	2	"	"	"	1	5	1	1	"	1	"	"	"	"	"	9	"	"	"
1898...	3	1	4	"	"	"	"	"	"	2	"	1	1	"	"	"	"	"	"	"	3	1	"	"
1899...	6	1	4	"	1	1	"	"	1	4	"	2	1	"	"	"	"	"	"	"	6	1	"	"
1900...	8	2	8	"	1	2	1	"	"	"	2	"	4	2	"	1	1	"	"	"	8	1	"	1
1901...	3	1	2	1	"	1	"	"	"	1	"	2	"	"	"	"	"	1	"	"	3	1	"	"
TOTAUX.	61	11	61	1	4	3	1	1	1	24	15	10	9	5	3	1	1	1	2	1	61	9	"	2
	72		72							72												72		

L'examen de cette statistique montre qu'en onze ans, de 1891 à 1901, on a soigné pour hydrargyrisme chronique dans les hôpitaux de Paris 72 ouvriers dont 61 hommes et 11 femmes. Sur ces 72 malades, 61 sont entrés à l'hôpital Tenon. Ce chiffre est intéressant à rapprocher de celui relevé par M. Letulle, de 1879 à 1889. Pendant cette période de 10 ans, le même hôpital a reçu 70 hydrargyriques, parmi lesquels il n'y a eu aucun cas de mort. Les deux décès notés dans notre statistique sont dus, l'un à une cause inconnue et l'autre à un suicide.

IV. — Le tremblement mercuriel est l'accident entraînant une incapacité de travail temporaire dont le diagnostic étiologique peut être habituellement fait d'une manière immédiate.

La stomatite et le tremblement sont les deux accidents qui méritent surtout d'être retenus en vue d'une déclaration légale.

V. — Le registre sanitaire nous paraît être une mesure recommandable dans les industries où l'on manie le mercure. Dans l'intérêt de l'ouvrier, comme dans celui du patron, ce registre devrait faire mention des prescriptions prophylactiques de l'hydrargyrisme : disposition spéciale des hottes mettant les ouvriers à l'abri des vapeurs mercurielles, ventilation large et active des usines, courte durée du travail journalier, changement fréquent de vêtements, défense expresse aux ouvriers de manger ou de boire dans les ateliers, bains répétés, soins de propreté rigoureux de la bouche, etc.

On devrait également mentionner que les premières victimes dans les milieux mercuriels sont les sujets faibles et chétifs, les alcooliques, les femmes enceintes et les nourrices, enfin tous les individus nerveux ou prédisposés héréditairement aux névroses.

Des médecins inspecteurs pourraient être chargés de visiter régulièrement les ouvriers et de déclarer les symptômes d'avertissement de l'intoxication chronique.

En préconisant toutes ces mesures, il est permis d'espérer que les rares accidents sérieux d'hydrargyrisme professionnel, observés encore en France, cesseront définitivement.

VI. — Les industries dans lesquelles on a employé le mercure et ses composés ont été assez nombreuses. Nous rappellerons, en effet, que ce métal ou ses composés ont été utilisés dans les industries suivantes :

- La dorure et l'argenture sur métaux ;
- La bijouterie ;
- Le bronzage et le damasquinage ;
- L'étamage des glaces ;
- Les couperies de poils de lapin et la chapellerie ;
- La construction des thermomètres ;
- La fabrication des lampes à incandescence.

Les chimistes, les photographes et les employés de tir ont été également exposés à subir les effets toxiques du mercure.

Aujourd'hui les industries où l'on manipule le mercure et ses composés sont relativement peu fréquentes.

L'étamage des glaces a presque complètement disparu; il a été remplacé par l'argenture, procédé plus rapide, plus économique.

La dorure et l'argenture au mercure se font exceptionnellement; elles ont été remplacées par les procédés du trempé et de l'électrolyse.

Le bronzage et le damasquinage ne paraissent avoir produit que de rares accidents.

La fabrication de lampes à incandescence semble exempte de tout danger depuis l'emploi des pompes Sprengel ou des pompes à vide sans mercure.

Si les ouvriers qui fabriquent les thermomètres, si les employés des tirs forains restent exposés à des accidents possibles d'intoxication mercurielle, nous devons toutefois reconnaître qu'une seule catégorie d'ouvriers méritent d'attirer notre attention.

Ces ouvriers sont précisément ceux qui travaillent dans les usines où se pratique le secrétage des poils. Ces usines sont assez nombreuses, surtout à Paris, ainsi que le démontrent les nombreux rapports faits par MM. les Inspecteurs divisionnaires du travail.

Le secrétage est une opération qui consiste à soumettre les poils de lapin ou de lièvre à l'action d'une solution de nitrate acide de mercure, à l'effet de modifier la texture des poils et de leur donner une propriété feutrante. Les diverses phases que comporte le secrétage ne sont pas également nuisibles. Le triage, le nettoyage, le lavage (pour les peaux de lièvre), le fendage, l'éjarrage, le dégalage (pour les peaux de lapin) exposent les ouvriers à l'action de poussières organiques plus ou moins dangereuses.

Le secrétage, proprement dit, comporte le brossage des poils à l'aide d'une brosse trempée dans une solution de nitrate acide de mercure et le passage à l'étuve des peaux ainsi préparées.

On emploie deux solutions suivant que l'on veut donner aux poils une teinte plus ou moins foncée et obtenir soit le secret pâle, soit le secret jaune. Le secret pâle contient 32 grammes de mercure pour 100 grammes d'acide nitrique; le secret jaune, 25 grammes de mercure pour 125 grammes d'acide. Ces solutions ont une densité de 9° à 10° Baumé. Dans les ateliers de secrétage on fabrique souvent la nitrate acide de mercure; les vapeurs hypoazotiques produites dans cette opération et mal condensées ont causé parfois des accidents imputés à tort au mercure.

La manipulation du brossage détermine une irritation de la peau des mains. Le passage des peaux à l'étuve est effectué par les mêmes ouvriers. Sous l'influence de la chaleur, le nitrate acide de mercure se décompose, donnant des vapeurs d'acide hypoazotique et de mercure; les ouvriers pénètrent fréquemment dans les étuves non refroidies; ils subissent ainsi l'influence nocive des vapeurs mercurielles et des poussières produites pendant le décrochage et l'empilage des peaux.

On a vainement tenté de substituer au nitrate acide de mercure des substances non toxiques. Les enquêtes faites par MM. les Inspecteurs divisionnaires du Ministère du Commerce établissent que le secrétage se pratique partout avec la solution de nitrate acide de mercure.

Après le secrétage, les peaux sont tondues et les poils triés selon leur densité dans une longue caisse munie d'une soufflerie.

Les poils sont enfin soumis au feutrage et livrés aux chapeliers.

Toutes ces opérations n'éliminent pas complètement le mercure qui paraît former une sorte de laque avec les poils ; on conçoit que les chapeliers qui absorbent les poussières provenant des feutres, puissent présenter, après un temps plus ou moins long, des accidents d'intoxication mercurielle.

De l'ensemble de ces considérations d'ordre technique, il paraît bien établi que les ouvriers les plus exposés à subir l'intoxication mercurielle sont ceux qui manient la nitrate acide de mercure.

Les empoisonnements chroniques par le mercure métallique, par le sublimé, par le biiodure, le bichromate, le fulminate et les sulfures de mercure tendent à devenir de plus en plus exceptionnels.

LES ACCIDENTS PROFESSIONNELS

DUS À L'ARSENIC

PAR M. LE D^r **BOURGES**,

CHEF DU LABORATOIRE D'HYGIÈNE À LA FACULTÉ DE MÉDECINE DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS.

Si l'arsenic métallique ne semble pas capable de provoquer d'intoxication, on peut dire que tous les composés arsenicaux sont des poisons dont le man-

niement cisme ne soit pas un des plus fréquents parmi les empoisonnements professionnels. Les accidents déterminés par cette intoxication sont souvent sérieux ; quelques-uns peuvent entraîner la mort.

Contrairement à ce qui se passe pour les empoisonnements accidentels ou criminels, c'est exceptionnellement que dans l'industrie le poison pénètre l'organisme par les voies digestives. Ce ne peut être alors qu'à la faveur de la négligence d'ouvriers ne prenant aucun soin de propreté, mangeant dans l'atelier même ou y laissant leurs aliments exposés à la contamination par des poussières arsenicales. Parfois il s'agit encore d'un autre mode d'intoxication alimentaire, les ouvriers consommant l'eau de puits souillée par les eaux résiduaires de l'usine.

Dans l'arsenicisme professionnel, le poison est absorbé le plus souvent par inhalation. C'est là le mode de pénétration constant de l'hydrogène arsénié ; c'est aussi le plus fréquent pour les poussières arsenicales. Les composés arsenicaux peuvent encore, mais beaucoup plus rarement, s'introduire

dans l'économie par la voie cutanée, soit que le contact du poison avec les téguments reste permanent du fait de la malpropreté des ouvriers, soit qu'il existe des lésions antérieures de la peau, ouvrant une porte d'entrée au toxique.

Enfin l'arsenic ne détermine pas des accidents professionnels comme poison seulement, mais aussi comme escarotique exerçant directement son action irritative et caustique sur les téguments et les muqueuses.

Différents facteurs favorisent plus ou moins l'apparition des accidents de l'arsenicisme professionnel : d'abord la nature même de la profession, les ouvriers étant d'autant plus exposés qu'ils manient plus directement les préparations arsenicales et que leurs fonctions les soumettent davantage aux inhalations toxiques ou au contact immédiat du poison.

Le mode de pénétration du poison a également son importance. G. Brouardel (1) a montré que les préparations arsenicales ont un minimum de toxicité lorsqu'elles pénètrent par le tube digestif.

Il faut compter ensuite avec l'état de santé antérieur du sujet, avec les prédispositions individuelles ; celles-ci jouent un rôle qui n'est pas négligeable dans l'apparition des accidents nerveux et surtout des lésions cutanées.

Les habitudes hygiéniques ont aussi leur valeur ; la malpropreté favorisant les intoxications gastro-intestinales ou cutanées ainsi que les accidents locaux du côté des téguments. D'autre part, l'alcoolisme dont l'action nocive sur les nerfs périphériques est bien connue, prépare certainement le terrain aux phénomènes paralytiques de l'arsenicisme.

I.

Pour donner avec méthode un *aperçu symptomatique des principaux accidents dus à l'intoxication industrielle par l'arsenic*, il faut décrire une forme suraiguë et une forme chronique. Nous dirons ensuite quelques mots des lésions locales que provoque le contact direct des composés arsenicaux.

La *forme suraiguë* de l'arsenicisme professionnel ne s'observe pas très fréquemment, mais elle entraîne en général des conséquences très graves et détermine la mort dans plus du tiers des cas. Ce mode d'intoxication est à peu près exclusivement dû à l'hydrogène arsénié, dont la formation est presque toujours la conséquence de l'emploi de matériaux impurs au cours d'opérations industrielles. En pareil cas, l'existence du gaz toxique ne peut être soupçonnée que par les accidents qu'il provoque, la présence de composés arsenicaux dans les substances employées n'étant qu'accidentelle.

Tel est le cas dans les industries où on utilise du zinc ou de l'acide sulfurique impurs, contenant de l'arsenic, et celles où on pratique le grillage de minerais d'arséniures de cobalt ; il en est de même lorsque l'on pratique le nettoyage des hauts fourneaux, dans lesquels la houille riche en pyrite de

(1) G. Brouardel. Étude sur l'arsenicisme. Th. de Paris, 1897.

fer et la suie qu'elle dépose renferment de l'arsenic, ou lorsqu'un creuset ou qu'une chaudière éclatent et que leur contenu se volatilise brusquement sur des charbons ardents, dont l'arsenic se volatilise sous forme d'hydrogène arsénié.

Les phénomènes de l'arsenicisme suraigu surviennent rapidement; ils commencent à se manifester quelques heures seulement après l'inhalation du gaz toxique et forment un ensemble symptomatique assez constant dans ses manifestations, bien qu'il ne soit pas réellement spécifique.

Layet, dans l'*Encyclopédie d'hygiène*, rappelle que ces accidents sont surtout marqués par une violente céphalalgie, un anéantissement profond, une respiration dyspnéique, une soif ardente, une extrême petitesse du pouls des douleurs épigastriques, des vomissements fréquents. Les urines d'abord simplement rares, deviennent ensuite sanguinolentes; il survient de l'ictère, parfois une éruption exanthématique ou pétéchiale, de la diarrhée et même des selles méloniques. La coloration sanguinolente des urines n'est pas due à une hématurie véritable, mais à de l'hémoglobinurie. Ces accidents très graves ont trop souvent la mort comme terminaison.

Dans la *forme chronique* les symptômes peuvent porter sur différents appareils que nous allons passer en revue. Disons auparavant que tous peuvent s'accompagner d'une céphalalgie très intense, extrêmement tenace et que ces maux de tête persistants sont parfois l'unique manifestation de l'arsenicisme professionnel.

Lolliot a noté des vomissements et de la diarrhée chez des ouvriers maniant l'arsenic. En général les accidents ne dépassent pas les limites d'un simple embarras gastrique sans gravité et n'attirent l'attention que par leur persistance ou leur coexistence avec des troubles portant sur d'autres appareils.

On a signalé du coryza, des épitaxis, de l'aphonie, du catarrhe laryngé et bronchique simulant la grippe, une dyspnée qui rappelle l'asthme. Ces accidents sont passagers et bénins.

Les troubles cutanés dus à une intoxication arsenicale professionnelle ne s'observent pas fréquemment. Leur polymorphisme exclut tout caractère de spécificité; ils peuvent affecter les formes erythémateuses, papuleuses, purpuriques, vésiculeuses, bulleuses, pustuleuses et ulcéreuses, sans qu'aucune de ces manifestations prenne un aspect propre à l'arsenicisme. Ces éruptions généralement précoces ne sont pas les seules; à une période plus tardive peuvent apparaître la mélanose débutant par le cou et les épaules et s'étendant plus ou moins au tronc et aux membres, enfin la kératodermie palmaire et plantaire. Des altérations du système pileux et des ongles accompagnent quelquefois ces lésions cutanées, qui généralement comportent un pronostic bénin et s'effacent assez vite, dès que l'intoxication cesse.

Les accidents sensitivo-moteurs d'origine professionnelle, qui constituent la paralysie arsenicale, sont exceptionnels. G. Brouardel qui n'a pu en réunir que 3 cas, fait valoir que les ouvriers cessent généralement de manipuler l'arsenic dès les premiers symptômes d'intoxication. Or ces troubles sensitivo-moteurs sont les plus tardifs et appartiennent à la période avancée de l'intoxication.

La paralysie arsenicale revêt tous les caractères des paralysies par névrite périphérique : ses symptômes sont pour ainsi dire identiques à ceux de la paralysie alcoolique. Elle débute par des douleurs dans les membres, parfois par des troubles de la sensibilité générale. Plus tard survient de la parésie des muscles des pieds d'abord, puis de certains muscles des jambes (extenseur commun des orteils, jambier antérieur, extenseur propre du gros orteil, long et court péroniers latéraux, fléchissement des orteils), quelquefois de la partie inférieure du vaste interne et du vaste externe des cuisses. Dans la moitié des cas à peu près, les membres supérieurs sont pris ensuite. Ici encore la paralysie débute par les extrémités.

Les troubles moteurs sont toujours régulièrement symétriques.

Au bout de quelques semaines, quelques mois, quelquefois au bout d'un an seulement, les progrès de la maladie s'arrêtent et après un temps plus ou moins long les phénomènes paralytiques s'amendent. Mais cette régression peut être très lente, parfois au bout de 2 et même 3 ans l'amélioration est à peine sensible. Dans un cas de Stocker la motilité n'était revenue qu'après 5 ans. Souvent la guérison est incomplète, il persiste de l'atrophie ou bien des contractures et des rétractions définitives.

Ces paralysies ne paraissent guère pouvoir menacer la vie ; le seul cas de mort, rapporté à une paralysie arsenicale, a été signalé par le Dr Marquez comme suite d'un des empoisonnements d'Hyères ; il relève peut-être d'une autre cause. Mais elles constituent une véritable infirmité dont l'évolution est très lente et qui peut devenir définitive.

Lorsque l'intoxication arsenicale se prolonge très longtemps, la santé s'altère définitivement soit sous l'influence d'une néphrite chronique banale, très rare il est vrai, soit à la suite d'une déchéance organique complète qui succède aux différents accidents provoqués par le poison et finit par entraîner la mort dans un état cachectique avancé.

Cette albuminurie et cette cachexie arsenicales sont tout à fait exceptionnelles comme conséquences de l'intoxication professionnelle, les ouvriers ne persistant généralement pas après quelques avertissements morbides à s'exposer assez longtemps à l'intoxication pour atteindre cette période terminale de l'arsenicisme.

Nous dirons encore quelques mots des *accidents locaux* que provoquent les préparations arsenicales par leur contact en dehors de toute intoxication. Ces troubles, généralement légers, paraissent relativement plus fréquents que ceux causés par l'intoxication arsenicale. Pietro Santo visitant un atelier d'ouvriers travaillant à la fabrication de papiers peints aux couleurs arsenicales trouva que six d'entre eux sur quinze présentaient des éruptions cutanées directement provoquées par l'arsenic. Ce poison peut exercer son action irritante sur la peau et plus rarement sur les muqueuses. Le siège des lésions cutanées se trouve d'abord aux points où le caustique est déposé par les manipulations professionnelles, ensuite en différentes régions (face, organes génitaux externes, face interne des cuisses) où il est transporté par les mains.

La peau réagit soit par un simple œdème, soit par toutes les modalités éruptives que nous avons déjà passées en revue à propos des troubles cutanés produits par l'arsenicisme chronique. Assez souvent les lésions aboutissent

à des ulcérations, qui peuvent s'infecter secondairement et dont la durée se trouve ainsi prolongée. Le *rossignol*, le *choléra des doigts* qu'on rencontre chez les tanneurs et les mégissiers ne sont autre chose que des ulcérations digitales de cette espèce, qui sont produites par le contact avec la peau du trisulfure d'arsenic ou orpiment.

Lorsque l'action de l'arsenic porte sur les muqueuses elle peut produire de la conjonctivite ou de la stomatite; ces accidents sont légers et exceptionnels. On observe moins rarement une rhinite qui devient parfois perforante et détermine alors des destructions étendues des cartilages et des cornets du nez.

Tous ces accidents dus à l'action locale de l'arsenic guérissent en général rapidement lorsque les téguments ne sont plus exposés à l'action irritante qui les a produits. Mais ils ont pour caractère commun de récidiver souvent lorsque le contact avec les préparations arsenicales se renouvelle. Enfin ils servent de porte d'entrée à l'intoxication générale.

Le court exposé que nous venons de faire des symptômes, de l'évolution et des modes de terminaison des accidents que détermine l'emploi de l'arsenic dans l'industrie, suffira à nous donner les éléments nécessaires pour répondre aux questions qui motivent ce rapport.

II.

Voyons d'abord *avec quelle certitude chacun de ces accidents peut être rapporté par le diagnostic à l'action de l'arsenic et si cet accident peut provenir ordinairement ou exceptionnellement avec les mêmes symptômes d'autres causes.*

Nous croyons avoir suffisamment indiqué dans le paragraphe précédent qu'aucun de ces accidents ne présente de caractère bien spécial permettant de le rapporter sûrement et *a priori* à l'action de l'arsenic.

Ici pas d'accident spécifique comme la colique de plomb, la paralysie saturnine ou la stomatite mercurielle; pas de symptôme révélateur comme le liséré gingival des saturnins.

Dans les cas d'intoxication arsenicale les urines, de même que les matières vomies ou les selles diarrhéiques, contiennent souvent le poison et on pourrait en déceler la présence à l'aide d'une analyse chimique. Mais d'abord le phénomène n'est pas constant, surtout lorsque l'absorption du poison a déjà cessé depuis un certain temps. Dans sa thèse, G. Brouardel donne 3 observations personnelles d'arsenicisme. Dans 2 de ces cas, se rapportant à des sujets qui présentaient des éruptions arsenicales, il fut impossible de retrouver le poison dans les urines. En outre, on pourrait trouver de l'arsenic dans les urines des sujets ayant été exposés à des inhalations arsenicales, mais ne présentant aucun signe d'intoxication, ou dans celles des personnes récemment soumises à une médication arsenicale.

Nous avons vu que l'*intoxication arsenicale suraiguë* revêt un appareil symptomatique assez spécial, sans être spécifique. De plus, les accidents succèdent très rapidement à l'absorption du poison, de sorte qu'il paraîtrait assez aisé de faire entre eux un rapprochement de cause à effet.

Malheureusement, dans la plupart des cas, l'intoxication est due à l'impureté des matériaux employés au cours des manipulations d'une industrie qui habituellement ne fait aucun usage d'arsenic et par suite l'intervention d'un poison peut n'être même pas soupçonnée.

C'est ainsi que des phénomènes d'intoxication arsenicale suraiguë ont été pris pour une maladie infectieuse, pour un ictère grave par exemple (cas de Karajan cité par Tardieu).

Cependant lorsque l'on constate chez un ouvrier un ensemble symptomatique analogue à celui que nous avons signalé en décrivant la forme suraiguë de l'arsenicisme, succédant immédiatement aux manipulations de substances qui comme le zinc ou l'acide sulfurique peuvent notoirement contenir de l'arsenic, ou encore au nettoyage de hauts-fourneaux ou à l'explosion d'un creuset ou d'une chaudière; si, d'autre part, on peut déterminer la présence d'arsenic dans les matériaux suspectés, ainsi que dans les urines du malade; on sera en droit de rapporter les accidents observés à une intoxication arsenicale dont on aura ainsi déterminé le mécanisme. D'ailleurs dans nombre de cas une issue fatale permettra une vérification plus absolue par la recherche du toxique dans les organes.

Dans l'intoxication chronique il est encore bien plus difficile de rattacher par le diagnostic les accidents à leur cause.

Les troubles digestifs ou respiratoires se confondent avec ceux qu'on constate dans une foule d'affections banales (embarras gastrique, coryza, laryngite, rhume, grippe).

La variété et le polymorphisme des éruptions cutanées leur enlèvent tout caractère spécifique. Les éléments éruptifs sont les mêmes que ceux qu'on constate dans une foule de dermopathies d'origines les plus diverses.

Dans les paralysies elles-mêmes les symptômes se confondent avec ceux que produisent les névrites périphériques, quelle que soit leur cause. On sait qu'en 1900 une véritable épidémie de paralysies se montra en Angleterre, à Manchester et Salford, chez des buveurs de bière. Pendant des mois, les médecins de la contrée attribuèrent ces troubles moteurs à l'alcoolisme; on ne pensa à la paralysie arsenicale que lorsqu'on sut que dans ces bières le malt était remplacé par du glucose obtenu au moyen d'acide sulfurique impur. Ce dernier contenait en effet de l'arsenic. On voit par cet exemple combien il est difficile d'établir avec certitude l'origine arsenicale d'une paralysie.

La cause de la néphrite chronique et de la cachexie arsenicales ne peut être soupçonnée que par les antécédents du malade; ces affections ne présentent par elles-mêmes aucun caractère qui soit spécial à l'intoxication.

Quant aux accidents produits par l'action directe de l'arsenic sur les téguments, ils constituent encore des lésions absolument banales dans leurs formes éruptives. De plus dans leurs manifestations ulcéreuses, les caractères physiques, le siège fréquent aux organes génitaux et à la face prêtent aisément à confusion avec des lésions syphilitiques, comme l'avait fait observer Follin. Cependant le caractère récidivant de ces affections locales, leur disparition par le seul fait que le contact avec les préparations arsenicales est interrompu, leur retour lorsque l'ouvrier reprend ses manipulations profession-

nelles pourrait permettre dans quelques cas, éclairés par une connaissance précise des antécédents, d'assurer le diagnostic.

III.

Essayons maintenant d'indiquer *au bout de quel maximum de temps après la cessation des opérations dangereuses, chaque accident peut encore se produire.*

Pour les *accidents suraigus* il ne se présente aucune difficulté; ceux-ci surviennent pour ainsi dire immédiatement après l'absorption du poison. L'intervalle qui sépare l'intoxication de l'apparition des premiers symptômes ne peut s'étendre au delà de quelques heures, quelques jours au plus.

Dans la *forme chronique* de l'arsenicisme professionnel il n'en est plus de même. P. Brouardel a indiqué que l'élimination de l'arsenic est généralement complète au bout de 40 jours, quelques auteurs pensent que l'organisme peut dans quelques cas n'être débarrassé complètement qu'après 12 semaines. Dans une observation de Comby les phénomènes paralytiques débutèrent seulement 46 jours après que le malade eut cessé de prendre de l'arsenic. Isidore et Eichinger ont cité un cas d'empoisonnement où la paralysie se montra seulement 7 semaines après l'absorption du toxique. On ne pourra donc pas attribuer à l'intoxication professionnelle des accidents gastriques, pulmonaires, cutanés ou sensitivo-moteurs chez des ouvriers ayant cessé de s'exposer au poison depuis plus de 4 mois.

Au contraire, l'albuminurie par néphrite chronique, la déchéance cachectique surviennent chez des sujets longuement intoxiqués, ayant déjà présenté de nombreuses manifestations d'arsenicisme et peuvent apparaître alors qu'ils ont depuis assez longtemps renoncé au métier qui les a rendus malades.

Les *accidents locaux par contact* étant sous la dépendance immédiate et nécessaire du contact du poison ne peuvent se produire que dans les premiers jours qui suivent la dernière manipulation.

IV.

Nous donnons ci-dessous un tableau indiquant *pour chaque accident les conséquences habituelles qu'il peut avoir (mort, incapacité permanente totale, incapacité permanente partielle, incapacité temporaire du travail, enfin indisposition n'entraînant ni chômage, ni diminution de capacité du travail.)*

Arsenicisme suraigu.	{	Mort (fréquente);	
		Incapacité permanente partielle;	
		Incapacité temporaire.	
Arsenicisme chronique.	{	Accidents digestifs	Indisposition sans chômage;
		ou laryngo-bronchite.	Incapacité temporaire du travail.
	{	Accidents cutanés.	Indisposition sans chômage.
			Incapacité temporaire du travail.
	{	Paralysies.	Mort (?);
			Incapacité permanente totale ou partielle;
		Néphrite	Incapacité temporaire.
		chronique ou cachexie.	Mort;
			Incapacité permanente partielle ou totale.

Accidents locaux par contact.	{	Indisposition sans chômage; Incapacité temporaire de travail; Incapacité permanente partielle.
----------------------------------	---	--

V.

Parmi les accidents d'arsenicisme entraînant une incapacité quelconque de travail, en est-il pour lesquels le diagnostic permette habituellement d'établir l'origine de l'incapacité du travail soit d'une manière immédiate, soit à bref délai, en vue d'une déclaration légale ?

La description que nous avons faite montre bien qu'il n'est jamais possible en présence d'accidents provoqués par l'arsenic d'établir un diagnostic immédiat. Mais dans la *forme suraigue* de l'intoxication, on serait en mesure dans certains cas, particulièrement lorsque la mort survient rapidement, de faire une déclaration après quelques jours seulement.

Il en sera de même pour les *accidents locaux par contact*, dans des circonstances spécialement favorables. Supposons qu'un médecin ait constaté chez un ouvrier maniant de l'arsenic, une lésion cutanée ou muqueuse bien localisée aux points d'élection des éruptions arsenicales et disparaissant chaque fois que le malade cesse ses occupations professionnelles, pour reparaitre dès qu'il les reprend. Ne serait-il pas en droit de reconnaître une lésion d'origine arsenicale dès le début de chaque récurrence ?

On n'en peut dire autant pour les manifestations de l'*arsenicisme chronique*, dont les caractères ne se précisent jamais assez pour permettre un diagnostic précoce.

VI.

Ce que nous venons d'exposer dans les paragraphes précédents à propos des difficultés qu'on rencontre lorsqu'il s'agit de reconnaître les accidents professionnels dus à l'arsenic montre suffisamment combien est indispensable la connaissance approfondie des moindres antécédents morbides des sujets travaillant dans les industries qui emploient des composés arsenicaux.

L'établissement d'un registre sanitaire où seraient régulièrement inscrits les troubles de la santé présentés par chaque ouvrier appartenant à ces industries, lors même qu'il n'y aurait pas eu chômage consécutif, s'impose donc de toute nécessité.

TRAVAUX ORIGINAUX DES INSPECTEURS.

ÉTUDE

SUR LES CONDITIONS D'HYGIÈNE

DES OUVRIERS

DES FABRIQUES D'ACCUMULATEURS ÉLECTRIQUES,

par **M. DRANCOURT**,

INSPECTEUR DU TRAVAIL, À PARIS.

I. — PRINCIPES DE L'ACCUMULATEUR ÉLECTRIQUE.

Un accumulateur électrique est une pile d'une espèce particulière, qui ne diffère d'une pile ordinaire que par la manière dont on la monte et la prépare avant de l'utiliser. Cet appareil est fondé sur l'électrolyse de l'eau acidulée et la propriété de certains métaux de se transformer très facilement en peroxydes sous l'action du courant électrique. Malheureusement pour les ouvriers employés à la construction des accumulateurs, le métal qui, possédant cette propriété, présente en outre les conditions économiques recherchées par l'industrie, est le plomb. Un accumulateur est donc le plus généralement composé de deux lames de plomb, appelées électrodes, placées dans un vase contenant de l'eau acidulée par de l'acide sulfurique. Introduit dans un circuit fermé, il est le siège de réactions chimiques : l'acide sulfurique est décomposé ; l'oxygène mis en liberté se porte sur l'électrode positive, qui se recouvre d'une couche brune de peroxyde de plomb ; l'électrode négative se transforme en plomb spongieux. Quand, après avoir agi un temps suffisant, le courant est interrompu, on dispose d'une véritable pile, capable de restituer, le moment venu, l'énergie électrique qui a été dépensée pour la former.

D'autres corps, plus facilement transformables en matière active (peroxyde de plomb et plomb spongieux) entrent aussi dans la construction des accumulateurs. Ce sont les oxydes de plomb (litharge, minium) et le chlorure de plomb. Elles sont rapportées mécaniquement sur des sortes de grilles en plomb antimonieux, qui leur servent de supports et rendent la masse conductrice.

De là la division en deux classes des électrodes pour accumulateurs électriques. Dans la première, se rangent les électrodes à formation *autogène*, composées exclusivement de plomb métallique ; dans la seconde, les élec-

trodes à formation *hétérogène*, formées d'oxydes ou de chlorure de plomb fixés mécaniquement sur des supports en plomb (1).

II. — SOMMAIRE TECHNIQUE.

Fabrication des électrodes à formation autogène. — Ces électrodes sont généralement constituées par des plaques de plomb rectangulaires et pleines dont les faces sont sillonnées d'une multitude de petites stries qui ont pour objet d'augmenter la surface des plaques et de faciliter l'adhérence de la matière active. Elles sont obtenues par coulée dans des moules en fer à plateaux. Le plomb, fondu dans des chaudières, à une température peu supérieure à la température de fusion, est coulé, soit au moyen de cuillers, soit mécaniquement, sous pression, à l'aide d'un appareil mettant en œuvre de l'air comprimé qui injecte le plomb dans le moule. Quel que soit le procédé employé, la plaque présente sur tout son contour des masselottes dues à la pénétration du plomb dans les joints du moule, et des aspérités plus ou moins marquées sur sa surface. On se sert de scies circulaires ou de scies à ruban pour détacher les masselottes; les aspérités sont enlevées avec des outils à main tels que limes, grattoirs, couteaux. Enfin les plaques sont débarrassées des poussières du sciage et de l'ébarbage par l'opération du broyage.

Fabrication des électrodes à formation hétérogène. — Elles sont formées d'une grille en plomb dont les vides ou alvéoles, qui diffèrent, suivant les modèles, par leur forme et leurs dimensions, sont remplis de composés de plomb. La confection de la grille donne lieu aux mêmes opérations que les plaques à formation autogène. La matière de remplissage est soit du chlorure de plomb, soit des oxydes de plomb (litharge, minium). Actuellement encore, suivant qu'on emploie du chlorure ou des oxydes, la méthode de travail varie. Dans le premier cas, on moule tout d'abord des pastilles de chlorure de plomb fondu avec du chlorure de zinc qui, après refroidissement et lavage, sont placées dans un moule à plaques où l'on coule du plomb qui les sertit. Mais cette méthode est sur le point d'être abandonnée. Dès lors, une seule subsistera; le remplissage des alvéoles suivra dans tous les cas la coulée des grilles. Mais il reste à distinguer l'emploi de la matière à l'état de pâte, de son emploi à l'état pulvérulent.

Remplissage à la pâte. — La litharge et le chlorure de plomb sont employés pour les plaques négatives, le minium ou un mélange de litharge et de minium, pour les positives. Ces matières, malaxées avec différents liquides, parmi lesquels domine l'acide sulfurique ou l'ammoniaque, donnent une pâte mouillée à des degrés divers mais ayant le plus souvent la consistance d'un mastic, que les ouvriers introduisent dans les alvéoles de la plaque avec

(1) On rencontre cette division dans plusieurs auteurs. Voir notamment Loppé, *les accumulateurs électriques*; Dacremont, *l'Électricité*. Elle convient ici parfaitement.

une spatule ou même avec la paume de la main ; quelquefois, la plaque, enveloppée d'une flanelle, est soumise à l'action d'une presse ; elle est enfin séchée dans une étuve.

Remplissage à la poudre. — La préparation des matières est alors plus complexe. On forme tout d'abord un gâteau avec la pâte que le malaxage a rendue bien homogène ; on laisse évaporer le liquide d'humectation et, lorsque le gâteau a acquis une consistance permettant de le casser à la main, on le divise en fragments irréguliers assez petits. Ces fragments sont ensuite soumis à un traitement spécial sur les tablettes d'une grande caisse dont une face latérale est percée de nombreux orifices qui donnent accès à l'air aspiré par un ventilateur. Au sortir de cet appareil, ils ont l'apparence de la pierre tendre ; toutefois le degré de siccité de la masse va en décroissant de la surface au plan médian, où la matière conserve un faible degré hygrométrique. En cet état, ils sont soumis à l'action d'un broyeur mécanique, les fragments trop gros et qui pourraient l'engorger ayant été préalablement divisés à l'aide d'un petit marteau tranchant sur un plan incliné dont la base repose sur la trémie du broyeur. La matière finement pulvérisée est mise en boîte ; elle est conservée dans une cave jusqu'au moment d'être employée.

Le remplissage des grilles nécessite l'emploi d'un moule. On y introduit une première grille, puis une certaine quantité de poudre que l'on répartit uniformément sur la grille à l'aide d'une règle ; la matière en excès, repoussée vers la paroi postérieure du moule, en est expulsée d'un mouvement rapide imprimé à la règle de bas en haut. On y place alors une deuxième grille percée de trous correspondant à des rivets dont est munie la première et, le moule étant fermé, on fait agir dessus une presse à bras, puis une presse hydraulique. Il ne reste plus qu'à démouler, débarrasser le moule de la matière que la compression a fait adhérer à ses parois et broser la plaque.

Opérations communes aux deux plaques. — Ces opérations sont le montage et la formation.

Dans quelques modèles, les queues destinées à établir les connexions nécessaires sont venues de fonte avec les plaques ; celles-ci sont alors reliées les unes aux autres par des boulons ; dans ce cas, le montage se fait chez les clients et n'exige aucune opération préalable à l'usine. Mais certaines plaques sont à queues rapportées ; de plus elles sont montées sur des barres de connexion par des soudures autogènes. La soudure est effectuée au chalumeau à gaz hydrogène alimenté par de l'air ou au fer électrique. L'hydrogène est obtenu par l'action du zinc sur l'acide sulfurique.

L'opération dite « formation » consiste à placer une batterie d'accumulateurs dans le circuit extérieur d'une machine dynamo électrique. Sous l'action du courant, la matière inerte des plaques se transforme en matière active. Cette opération est menée plus ou moins activement ; elle dure ordinairement trois jours ; quelquefois, elle est poussée douze heures encore après la fin de la charge.

Traitement des plaques usées. — Des usines emploient dans la fabrication des accumulateurs le plomb provenant des plaques usées. Les négatives

sont jetées directement dans la chaudière où l'on fond le plomb destiné à la coulée des plaques neuves ; les impuretés qu'elles introduisent dans le bain le surnagent. Les positives, chargées presque exclusivement de peroxyde de plomb, sont préalablement traitées en vue de la séparation de ce produit, qui est ensuite livré au commerce. La séparation est obtenue soit en plaçant les vieilles plaques dans un tonneau prismatique animé d'un mouvement de rotation autour de son axe et traversé par un courant d'eau qui entraîne l'oxyde dans une fosse où on le recueille ; soit en les brossant sous une chute d'eau sur une grille qui recouvre un bassin où l'oxyde se dépose.

III. — HYGIÉNOLOGIE.

On voit par ce qui précède que les matières mises en œuvre dans la fabrication des électrodes sont le plomb métallique, les oxydes et le chlorure de plomb. Toutes ces matières sont éminemment toxiques. Elles s'introduisent dans l'organisme par les vois digestives, mêlées à la salive, aux aliments et aux boissons ; par les voies respiratoires, qui reçoivent les poussières et les buées plombiques mêlées à l'air ; elles peuvent aussi pénétrer par la peau, lorsque le corps est en transpiration, particulièrement dans les régions où se font des frottements entre la peau et les vêtements. Le plomb métallique se dissout dans l'estomac ; la litharge et le minium, dans les sécrétions de la cavité buccale et des voies respiratoires (1).

Pendant la fusion du plomb, il se produit des vapeurs saturnines contre lesquelles il importe de protéger les ouvriers en surmontant la chaudière de fusion d'un tambour s'appuyant sur la chaudière même et communiquant avec la cheminée du fourneau. Ce tambour aspirateur offre un second avantage : c'est d'empêcher l'élévation excessive de la température du milieu qui, on le sait, favorise la pénétration du plomb dans l'organisme.

La coulée du plomb dans les moules à l'aide de cuillers expose les ouvriers à des brûlures ; elle a, en outre, pour effet, de répandre sur le sol du plomb que le frottement des pieds réduit en poussière. La coulée sous pression est exempte de tous ces inconvénients ; elle a aussi l'avantage de permettre le recouvrement complet de la chaudière par le tambour d'aspiration, dans lequel le premier procédé exige qu'on ménage une ouverture pour le passage des cuillers. A la vérité, un inconvénient lui est propre : l'obligation de maintenir à une température élevée, par la combustion de charbon ou de gaz d'éclairage, l'extrémité de la buse d'injection du plomb dans les moules fait que l'atmosphère se charge d'un peu d'oxyde de carbone.

Le sciage mécanique des masselottes produit des poussières abondantes. On doit recommander pour cette opération l'emploi de la scie à ruban. Cette machine est par elle-même moins dangereuse que la scie circulaire ; elle n'expose pas, comme celle-ci, les ouvriers à des blessures graves des yeux par projection de particules métalliques ; enfin elle permet de recueillir plus

(1) Sommerfeld. *Traité des maladies professionnelles*, t. I, p. 327.

facilement les fines poussières provenant du sciage et d'empêcher par là leur dissémination dans l'atmosphère de l'atelier.

L'ébarbage à l'aide de limes et de grattoirs est peut-être plus insalubre encore : il donne naissance à des poussières plus ténues ; d'autre part, la position que ce travail oblige les ouvriers à prendre leur en facilite singulièrement l'inhalation.

Le sciage et l'ébarbage ne devraient s'effectuer que sous l'action d'une ventilation active agissant *per descensum*.

Avec la préparation de la pâte de remplissage commencent les manipulations de composés plombiques finement pulvérisés. Elles répandent des poussières qui se mêlent à l'air pendant le transport des poudres des tonneaux où elles sont renfermées aux mélangeurs et malaxeurs, pendant le remplissage et le fonctionnement de ces appareils. Il est tout indiqué de recueillir dans des récipients placés *ad hoc* la poudre qui tombe des pelles dont on se sert pour les remplir ; d'envelopper complètement d'un tambour en communication avec une ventilation aspirante ceux de ces appareils qui opèrent le mélange à sec du minium et de la litharge ; d'interdire formellement de malaxer à la main ces produits dans des terrines ; enfin, de surmonter les malaxeurs mécaniques d'une hotte à fort tirage.

Du fait de la manipulation de la pâte et des grilles, les empâteurs ont les mains et les avant-bras constamment souillés de particules plombiques ; d'autre part, la pâte qui se répand sur la table de travail se dessèche vite et le frottement des plaques ne tarde pas à la ramener à l'état pulvérulent ; enfin, l'évaporation des produits d'humectation, surtout lorsqu'ils contiennent beaucoup d'ammoniaque, ajoutent encore à l'insalubrité du travail. Il semble que le port de gants en caoutchouc venant s'adapter à la manche de la veste ou de la blouse, l'usage de spatules pour introduire la pâte dans les alvéoles de la plaque, l'établissement tout autour de la table de travail d'une bordure saillante pour empêcher la chute de la matière sur le sol, le lavage fréquent des tables et des gants, doivent contribuer à réaliser l'assainissement de ce travail.

À l'égard du remplissage des plaques avec la matière pulvérulente, il importe de prendre des mesures plus rigoureuses. Le broyage de la poudre et sa mise en boîtes doivent s'effectuer mécaniquement en appareils exactement clos ; le remplissage des plaques, le démoulage et le nettoyage des moules, sous une ventilation aspirante capable de balayer tout l'espace occupé sur les tables par ces opérations ; le brossage des plaques, à l'intérieur d'un tambour bien ventilé.

La soudure réunit plusieurs éléments d'insalubrité. Elle souille l'air ambiant à la fois de vapeurs plombiques, produites par la haute température du chalumeau oxyhydrique ou du fer électrique, et de poussières qui se détachent des plaques manipulées. Un autre facteur nocif est la présence de l'arsenic dans les impuretés du zinc et de l'acide sulfurique employés à produire l'hydrogène. La ventilation locale de la table de travail est ici nécessaire. Il est également désirable que des conserves soient mises à la disposition des ouvriers soudeurs qui se servent du fer électrique, pour les préserver des troubles de la vision que détermine l'éclat de l'arc électrique.

La formation des électrodes présente un inconvénient d'un autre ordre.

On sait que l'eau acidulée décomposée par le courant électrique est celle en contact immédiat avec les électrodes ; que, d'autre part, celles-ci sont formées de corps capables d'absorber les produits gazeux de la décomposition. Mais on comprend que, si même il y avait intérêt à réaliser cette condition, on ne puisse régler le courant de telle manière que, à chaque instant, les quantités de gaz produites correspondent exactement au pouvoir absorbant des électrodes ; il y a donc un déchet, qui se dégage et qui augmente à mesure que, par son épaisseur, qui est fonction de la durée de la charge, la couche de peroxyde de plomb et de plomb spongieux des électrodes s'oppose davantage à la transformation des matières inertes en matières actives. A la fin de l'opération, le dégagement est sensiblement égal à la production. Il atteint une valeur très grande dans les usines où, la charge étant terminée, on pousse néanmoins l'opération douze heures encore.

Ces gaz (oxygène et hydrogène) n'ont par eux-mêmes aucune influence fâcheuse sur la santé des ouvriers ; notons seulement que leur mélange est détonant. Mais ils entraînent de fines gouttelettes de l'acide sulfurique dilué dont l'électrolyte est composé. C'est pourquoi l'atmosphère des ateliers de formation est si irritante. Il convient de l'assainir par une ventilation appropriée. La grande densité de l'acide sulfurique commande de faire agir un ventilateur aspirant au ras du sol et de ménager des ouvertures dans la toiture pour l'entrée de l'air neuf. Enfin, il serait à désirer que les ouvriers de la peroxydation ne fussent pas employés alternativement à ce travail et dans des ateliers où se produisent des poussières plombiques, car les affections des muqueuses respiratoires déterminées par les vapeurs d'acide sulfurique favoriseraient sans doute singulièrement chez ces ouvriers l'absorption du plomb par cette voie.

A côté des mesures qui précèdent et se rattachent aux diverses opérations de la fabrication, il en est d'autres dont l'importance ne nous échappera pas. On conçoit que l'insalubrité inhérente à la production de poussières sera d'autant plus grande que le volume des ateliers sera plus faible et le sol et les murs moins souvent nettoyés. On est donc conduit à désirer que les ateliers aient de grandes dimensions et soient tenus très propres. Le nettoyage du sol sera fait au moins une fois par jour, celui des murs, fréquemment, par des lavages soignés. L'emploi de l'eau, indispensable dans l'espèce, exige que les revêtements du sol et des murs soient en matériaux imperméables ; d'autre part, les nettoyages ne peuvent être exactement faits que si les ateliers ne sont pas encombrés d'objets quelconques, de matières premières ou de matières fabriquées. Quant aux ouvriers, il faut exiger qu'ils ne mangent ni ne fument dans les ateliers, qu'ils portent des blouses de travail et des calottes qu'ils se lavent les mains et le visage, se rincent la bouche avant de quitter les ateliers, qu'ils prennent au moins un bain par semaine.

IV. — HYGIÈNE DE QUELQUES USINES.

Notre étude sur les conditions hygiéniques des fabriques d'accumulateurs a porté sur quatre usines ; pour la facilité des rapprochements qui pourront être nécessaires par la suite, nous les désignerons par les lettres A, B, C, D.

Elles fabriquent toutes des électrodes à formation hétérogène; dans les trois premières, les composés plombiques sont rapportés sur les supports à l'état de pâte; dans la dernière, ils sont employés sous la forme pulvérulente.

USINE A.

Hygiène des ateliers. — Chaque opération est réalisée dans un local séparé des autres ateliers, exception faite toutefois pour le sciage des plaques qui s'effectue dans l'atelier de fonte du plomb.

Atelier de fonte du plomb. — Cet atelier présente un volume de 168 mètres cubes sous une hauteur moyenne de 4 mètres. Il peut être aéré par quatre châssis mobiles installés dans les sheds. La chaudière de fonte du plomb est surmontée d'une hotte cylindrique enveloppante munie d'une ouverture à l'avant; cette hotte communique avec la cheminée du fourneau.

Les masselottes sont détachées à la scie circulaire; les scies ne sont munies d'aucun appareil d'aspiration de poussières; des masques en toile métallique protègent les yeux des ouvriers contre l'action traumatique des projections de particules métalliques.

Atelier d'ébarbage. — C'est une sorte de vestibule des ateliers de fonte du plomb et d'empâtage des plaques, dont les portes de communication restent constamment ouvertes. Il est occupé par des femmes (1). La table de travail n'est pas ventilée et l'atelier est même dépourvu de communication directe avec l'atmosphère extérieure. Son volume est de 56 mètres cubes.

Atelier de brossage. — Le brossage s'effectue mécaniquement sous l'action d'un ventilateur aspirant; la brosse est munie d'un encoffrement qui ne laisse entre elle et la table de travail, parallèlement à laquelle elle est établie, que l'espace nécessaire au passages des plaques.

Atelier de mélange des oxydes de plomb. — Il est très exigu (48 m. c.) et ne communique pas avec l'extérieur mais avec l'atelier d'empâtage par une porte qu'on laisse presque toujours ouverte. Les oxydes sont mélangés à l'état pulvérulent dans une boîte prismatique animée d'un mouvement de rotation autour d'un axe qui se confond, à peu de choses près, avec l'une de ses diagonales. Ils sont versés à la pelle dans le mélangeur, qu'on vide en faisant tomber la matière dans une petite caisse sans couvercle placée en dessous. Les poussières de ces opérations se répandent librement dans l'atelier (2).

Le local sert, en outre, de séchoir pour les plaques empâtées; il est chauffé par un poêle à combustion vive.

Atelier d'empâtage. — Sa capacité est de 96 mètres cubes; sa hauteur, de 4 mètres. Sur une table de travail, accolée au mur, les ouvriers malaxent la

(1) Le transfert de ce travail dans un autre local a été demandé par application de l'article 16 du décret du 13 mai 1893, tableau A, article *Fonte du plomb*.

(2) Les mesures prescrites par application de l'article 6 du décret du 10 mars 1894 vont très prochainement faire renoncer à l'emploi de cet appareil.

poudre toxique avec de l'acide sulfurique faible dans des terrines et à la main; ils y remplissent également les grilles. Dans toute sa longueur règne un canal de section carrée qui est relié à un ventilateur aspirant par une de ses extrémités. Le débit du ventilateur est insuffisant; de plus, des solutions de continuité dans le canal d'aspiration ont longtemps annihilé son effet.

Atelier de montage. — Il est assez bien aéré, car il fait partie d'un vaste local et les cloisons qui l'en isolent ne s'élèvent pas jusqu'au plafond. La soudure se fait au chalumeau à gaz hydrogène sur une table non ventilée.

Atelier de formation. — Le volume de cet atelier ne dépasse pas 252 mètres cubes. Il a été longtemps ventilé par une petite cheminée installée dans la toiture et une ouverture permanente à la partie supérieure du mur où avait été logé jadis un ventilateur. On vient, sur l'injonction du service de l'inspection, d'en placer un nouveau à la partie inférieure de l'atelier; faute d'une vitesse suffisante, il n'a pas encore donné un résultat satisfaisant.

Hygiène de l'ouvrier. — Seuls les empâteurs reçoivent des blouses de travail et des gants en caoutchouc.

Le vestiaire consiste en des têtes de porte-manteaux placés dans le couloir d'accès aux ateliers; là également sont les lavabos avec des essuie-mains.

Chaque ouvrier reçoit chaque semaine un bon pour prendre un bain sulfureux dans un établissement de la ville et, chaque jour, un litre de lait. Notons toutefois que cette boisson séjourne et est consommée dans les ateliers mêmes.

USINE B.

Hygiène des ateliers. — *Atelier principal.* — Toutes les opérations de la fabrication des plaques sont réunies dans un même local, qui offre un volume de 1,800 mètres cubes, une hauteur de 6 m. 50 et est aéré par un lanterneau disposé dans toute sa longueur. Dans cet atelier se trouvent deux chaudières à fondre le plomb, l'une de 15 tonnes, l'autre de 5 tonnes; la table des ébarbeurs, une scie à détacher les masselottes, un malaxeur, la table des empâteurs, une étuve, le vestiaire, les lavabos et... le magasin aux oxydes de plomb, dont les barils gisent sous les tables et dans tous les coins de l'atelier.

L'une des chaudières à fondre le plomb est recouverte d'un tambour muni d'une articulation qui permet de découvrir la chaudière quand on y a affaire; ce tambour communique par un conduit avec la cheminée du fourneau.

La coulée des plaques s'effectue sous pression et le malaxage de la pâte, mécaniquement, dans un appareil sur lequel se rabat une hotte prolongée par une cheminée.

Le sciage, l'ébarbage et l'empâtage n'ont été l'objet d'aucune disposition de nature à soustraire les ouvriers à l'action des poussières.

Le travail ne comporte pas généralement de soudure.

Atelier de formation. — La formation s'effectue sous un hangar complètement ouvert d'un côté à l'air libre. L'aération, dans ces conditions, est telle que l'hygiène de l'atelier ne laisse pas à désirer.

Hygiène de l'ouvrier. — On ne fournit d'autres vêtements de travail que des tabliers permettant aux empâteurs de se protéger la partie inférieure du corps; on leur donne, en outre, des gants en caoutchouc.

Une armoire placée dans l'atelier sert de vestiaire. Elle reçoit les vêtements de ville et les vêtements de travail personnels aux ouvriers.

Le lavabo est approvisionné d'eau et de savon, mais les essuie-mains font défaut.

Inconnu aussi, l'usage des bains.

USINE C.

Les caractéristiques de cette usine sont, au point de vue hygiénique : 1° l'immense volume d'air des ateliers; 2° les soins de propreté auxquels les ouvriers sont astreints.

Hygiène des ateliers. — *Atelier principal.* — Son volume est de 52,920 mètres cubes; sa hauteur, de 7 mètres. Il réunit la fonte du plomb, le travail mécanique des grilles et l'empâtage.

La fonte du plomb s'opère dans une grande chaudière de 20 à 25 tonnes munie d'un appareil pour la coulée sous pression, et dans de petites marmites où le plomb est puisé à l'aide de cuillers. Les buées de l'opération se répandent librement dans l'atelier.

Les masselottes sont détachées avec des scies à ruban tout récemment munies à leur partie inférieure d'un encoffrement où se déposent les poussières.

Aucune ventilation n'a été installée pour l'évacuation des poussières provenant de l'ébarbage et de l'empâtage.

Atelier de préparation de la pâte. — Ses dimensions sont presque aussi grandes que celles de l'atelier précédent. La pâte est malaxée mécaniquement au-dessous d'une hotte avec cheminée à tirage actif dont l'installation est également toute récente (1).

Atelier de formation. — La formation est conduite de telle sorte que les dégagements gazeux sont peu considérables. Ils se diluent rapidement, au point de devenir inoffensifs, dans les 4,900 mètres cubes d'air de l'atelier, grâce à une ventilation qui, bien qu'obtenue naturellement, est néanmoins très active.

Hygiène de l'ouvrier. — On s'est attaché d'une façon toute spéciale à la propreté corporelle des ouvriers. Ils sont tenus d'avoir des vêtements de travail et de les faire nettoyer chaque semaine. Des gants en caoutchouc sont fournis aux empâteurs.

Le vestiaire-lavabo est isolé des ateliers; chaque ouvrier dispose dans le

(1) L'empâtage, qui s'effectue dans l'atelier principal, va prochainement être transféré dans celui-ci.

vestiaire d'un compartiment où il place ses vêtements de ville. Les lavabos sont approvisionnés de savon noir et d'essuie-mains à raison de deux par ouvrier et par semaine. On veille très sérieusement au lavage des mains et du visage après chaque séance de travail.

Onze salles de bains permettent de donner aux ouvriers, suivant la nature de leurs occupations, deux bains par semaine ou trois tous les quinze jours. Ces bains sont pris pendant le temps de travail qui, néanmoins, est rémunéré intégralement.

Un réfectoire chauffé est mis à la disposition des ouvriers auxquels il est interdit, sous peine de renvoi, de manger dans les ateliers.

Des pastilles de protoiodure de fer leur sont distribuées à titre préventif.

Enfin un service médical vient d'être organisé, qui assure la visite des ouvriers deux fois par mois.

USINE D.

Nous rappelons que, dans cette usine, la matière de remplissage est introduite dans les grilles à l'état pulvérulent. Nous y trouvons quatre ateliers, savoir : celui de fonte du plomb, celui de préparation de la matière de remplissage, celui de remplissage des grilles et de montage des éléments, enfin celui de formation.

Hygiène des ateliers. — *Atelier de fonte du plomb.* — Le volume de cet atelier est de 112 mètres cubes; sa hauteur de 3 m. 75. Il est aéré par une fenêtre et une porte-fenêtre. Les chaudières de fusion du plomb sont munies de hottes qui évacuent les buées chargées de poussières plombiques à la grande cheminée de l'usine.

Atelier de préparation de la poudre de remplissage. — Son volume est de 168 mètres cubes. Le malaxage des oxydes de plomb, l'évaporation partielle des liquides ammoniacaux absorbés dans cette opération et la réduction en fragments du gâteau formé avec la pâte, sont exécutés sous une hotte reliée à un ventilateur d'un débit de 7,000 mètres cubes à l'heure sous l'action duquel s'achève, dans un appareil spécial, la dessiccation des fragments de gâteau.

La caisse à poussière des appareils broyeurs est mise en communication avec la grande cheminée de l'usine; mais la vidange de cette caisse pour le remplissage des boîtes s'effectue, hors de toute ventilation, en faisant tomber la matière d'un récipient dans l'autre.

L'air de cet atelier est renouvelé 166 fois à l'heure quand les deux jeux d'appareils identiques fonctionnent simultanément.

Atelier de remplissage des grilles et de montage des éléments. — Le remplissage s'effectue dans un local de 360 mètres cubes formant bas-côté avec celui de montage (1,140 m.c.). La hauteur moyenne du premier est de 3 m. 75, celle du second, 5 m. 25.

On a pu se rendre compte par la description des opérations de remplissage, des dangers qui menacent la santé des ouvriers y affectés si une venti-

lation active et appropriée à chacune d'elles ne s'oppose pas à la dissémination des poussières dans l'atelier. Le problème de la captation et de l'évacuation des poussières est souvent difficile; il l'est plus particulièrement quand les poussières sont le résultat d'opérations manuelles, comme c'est le cas ici. Il vient cependant d'être résolu d'une manière qui semble parfaite à la suite d'une mise en demeure formulée par le service de l'inspection du travail.

Chaque ouvrier remplisseur occupe sur une table un espace rectangulaire $a b c d$ (fig. 1). En P se trouve sa boîte de poudre; en M, une boîte vide dont l'accès est libre à l'avant et où il emplit son moule. Cet emplacement est limité à l'arrière et sur les côtés par une canalisation C dans laquelle aspire un ventilateur. Des ouvertures pratiquées dans les parois ab bc et cd

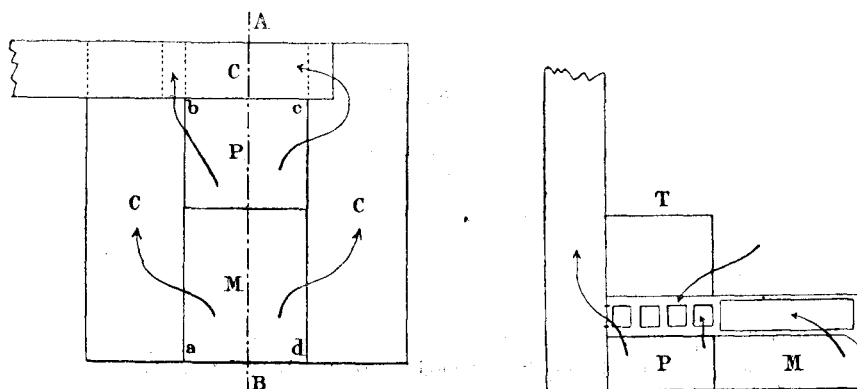


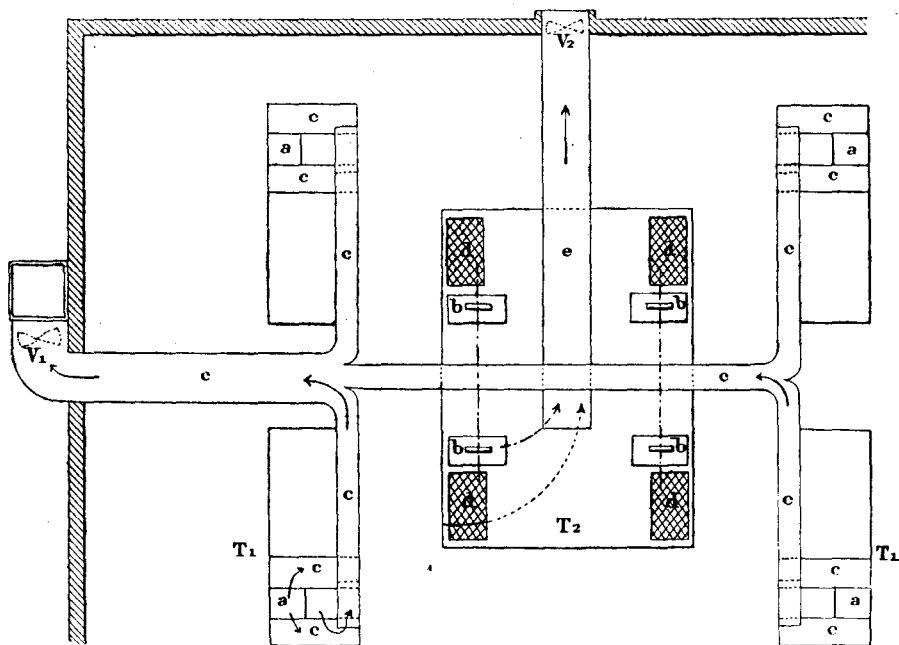
Fig. 1.

de cette canalisation, immédiatement au-dessus des boîtes, appellent l'air avec une vitesse telle, que toutes les poussières y sont entraînées. Une tôle cintrée T relie les deux bras de la canalisation au-dessus de la boîte de poudre et ajoute encore à l'effet de l'appareil.

Quatre emplacements semblables a (fig. 2) disposés sur deux tables T_1 , sont reliés à un ventilateur V_1 aspirant 7,000 mètres cubes à l'heure.

Une autre table T_2 comportant quatre brosses mécaniques et quatre postes de démouleurs sont en communication avec un autre ventilateur de même débit V_2 . Les parties de cette table où s'effectuent le démoulage et le nettoyage du moule sont à claire-voie et à double fond; les brosses, enveloppées d'un tambour. Double fond et tambour sont reliés au ventilateur.

Quant au montage des éléments, qui comporte des soudures au fer électrique, il n'a pas été l'objet d'une ventilation locale. Mais les ventilateurs du remplissage ont pour effet de renouveler 12 fois à l'heure l'air de l'atelier de montage.



T_1 , tables de remplissage des grilles; V_1 , ventilateur de cette table; c , canaux d'aspiration des poussières; a , postes de travail des remplisseurs; T_2 , table de démoulage; V_2 , ventilateur de cette table; b , brosses mécaniques; d , postes de travail des démouleurs; e , canal d'aspiration des poussières.

Fig. 2.

Atelier de formation. — Malgré la capacité de cet atelier (1,100 m. c.) et l'action d'un ventilateur aspirant 7,000 mètres cubes d'air à l'heure, placé au ras du sol, l'atmosphère reste assez irritante.

Hygiène de l'ouvrier. — Des blouses de travail et des calottes, ainsi que des éponges pour se protéger le nez et la bouche, sont fournies aux remplisseurs.

Un vestiaire avec lavabos, isolé des ateliers, permet aux ouvriers de mettre leurs vêtements de ville à l'abri des poussières et une salle de bain munie d'une seule baignoire dont l'installation est à peine terminée, de leur donner, paraît-il, un bain par semaine.

Enfin un service médical vient également d'être organisé.

V. — SITUATION SANITAIRE DES FABRIQUES D'ACCUMULATEURS.

On a pu remarquer qu'il existe encore bien des lacunes dans l'aménagement des usines en vue d'y assurer une bonne hygiène. Non seulement les opérations industrielles ne sont pas partout entourées des garanties que la santé des ouvriers est en droit d'attendre, mais nous pouvons ajouter que les

questions du nettoyage des ateliers et de l'assujettissement du personnel aux soins indispensables de propreté corporelle ne tiennent pas une place assez importante dans les préoccupations des chefs d'usines. Les maladies survenues du fait du travail parmi les ouvriers n'ont pas manqué cependant d'attirer leur attention. Elles ont montré que la fabrication des accumulateurs électriques était une nouvelle cause d'intoxication saturnine.

En Allemagne, le docteur Sprenger, conseiller d'industrie, l'a signalée dès 1895. D'après les statistiques des caisses de maladies, il y eut, en 1894, dans les fabriques d'accumulateurs de Berlin et de Charlottenbourg, sur une population de 85 ouvriers, 12 cas d'intoxication saturnine aigue ayant nécessité 420 journées de traitement médical; 24 cas de maladie et 512 jours d'incapacité de travail, en 1895. Le rapport de l'inspecteur du travail dans la circonscription duquel se trouve l'importante fabrique d'accumulateurs de Hagen, signale que, dans cet établissement où 252 ouvriers manient le plomb, 37 cas d'intoxication, ayant occasionné 506 jours de maladie, ont été constatés en 1894; 10 cas de saturnisme avec 112 jours de maladie, en 1895. Il ajoute que dans une fabrique d'accumulateurs du district de Wiesbaden, qui occupe de 80 à 90 ouvriers, dont un certain nombre seulement manipulent le plomb, malgré les mesures prises en vue de l'assainissement du travail, il y a eu des mois où 12 cas d'intoxication saturnine se sont produits (1).

En France, c'est à M. le professeur Proust que revient le mérite d'avoir le premier attiré l'attention sur la précocité, l'intensité et la fréquence des crises par lesquelles la colique des ouvriers des fabriques d'accumulateurs se distingue des autres coliques de plomb. D'une étude sur cette question dont il donna lecture au Conseil d'hygiène publique et de salubrité du département de la Seine, dans sa séance du 8 juin 1900, il dégage ces deux conclusions :

1° Il y aurait lieu de comprendre les fabriques d'accumulateurs électriques parmi les établissements classés (2);

2° Il conviendrait de rechercher s'il n'y aurait pas moyen d'apporter, dans les procédés de fabrication, des modifications capables d'éviter la reproduction des accidents signalés (3).

Les statistiques françaises sur la fréquence de l'intoxication saturnine dans les fabriques d'accumulateurs font défaut. Les maladies professionnelles ont, en effet, été laissées en dehors du champ d'application de la loi du 9 avril 1898, sur la responsabilité des chefs d'industries en matière d'accidents du travail; de sorte que la déclaration de ces maladies n'est pas obligatoire et

(1) Sommerfeld, *loc. cit.*, t. I, p. 350.

(2) Il y a lieu de faire des réserves : 1° sur l'efficacité; 2° sur la légalité de la mesure proposée. En effet, d'une part, un très petit nombre de départements possèdent un service d'inspection des établissements classés; d'autre part, les préfets ne tiennent du décret de 1810 le droit de réglementer les usines qu'en tant qu'elles compromettent l'hygiène ou la tranquillité du voisinage, ce qui n'est pas le cas ici.

(3) Compte rendu des séances du Conseil d'hygiène publique et de salubrité du département de la Seine, 6^e année, n° 12.

que, par suite, le service de l'inspection du travail les ignore et ne peut en dresser la statistique.

Nous avons pu cependant nous procurer des renseignements sur les cas de coliques de plomb observés dans ces dernières années parmi les ouvriers des usines A, B et C mentionnées au chapitre précédent. Ces renseignements ont pour origine les déclarations faites par les deux premières à des compagnies d'assurance qui ont assuré ce genre de sinistre; celles reçues par la société de secours mutuels constituée entre les ouvriers de la troisième. Il nous paraît intéressant de les publier.

USINE A.

Deux cas de coliques de plomb y ont été observés en 1901. Les ouvriers frappés étaient l'un soudeur, l'autre empâteur; le premier avait déjà souffert de coliques; le second, âgé de 18 ans, est tombé malade au bout de 47 jours de travail seulement.

L'usine a occupé 12 ouvriers en moyenne pendant l'année.

USINE B.

Les renseignements recueillis portent sur les années 1900 et 1901 pendant lesquelles le nombre moyen des ouvriers manipulant le plomb a passé de 40 à 25. Ils sont consignés dans le tableau ci-après, qui indique par catégories d'ouvriers et par sexes le nombre des cas d'intoxication observés et le nombre des journées de traitement médical qu'ils ont nécessité.

PROFESSIONS.	HOMMES.									FEMMES (1).		
	NOMBRE						MOYENNE			NOMBRE		MOYEN ^e par ou- vrière.
	de saturnins.			de jours de maladie.			par ouvrier.			de satur- nins.	de jours de mala- die.	
	En 1900.	En 1901.	Total.	En 1900.	En 1901.	Total.	En 1900.	En 1901.	Moyen ^e géné- rale.			
Ébarbeurs et scieurs.	14	2	16	204	33	237	14.5	16.5	14.8	3	59	19.6
Empâteurs et mé- langeurs.	18	9	27	378	303	681	21.0	33.6	25.2	2	130	65.0
Soudeurs.....	#	#	#	#	#	#	#	#	#	2	61	30.5
Couleurs.....	10	2	12	184	16	200	18.4	8.0	16.6	#	#	#
Mécaniciens.....	1	1	2	36	43	79	36.0	43.0	39.5	#	#	#
Chef d'équipe.....	#	1	1	#	27	27	#	27.0	27.0	#	#	#
Totaux et moyennes.	43	15	58	802	422	1,224	18.6	28.1	22.8	7	250	35.7

(1) Ces accidents se sont produits en 1901 dans l'espace de 6 mois.

(1) Ces accidents se sont produits en 1901 dans l'espace de 6 mois.

Nous rappelons que dans cette usine, à l'exception de la formation, toutes les opérations de la fabrication des plaques sont réunies dans un même local. C'est là évidemment une circonstance défavorable et qui tend à niveler les effets de l'intoxication sur les différentes catégories d'ouvriers qui participent au travail. Néanmoins le tableau montre que les opérations sont nocives à des degrés divers. En effet, si nous faisons abstraction de la soudure, qui n'a été exécutée qu'exceptionnellement, pendant quelques mois seulement, pour la fabrication d'un autre modèle de plaque que celui sur lequel porte la fabrication normale, nous remarquons que la moyenne annuelle des journées de maladie par ouvrier est plus élevée chez les empâteurs que chez les soudeurs, et plus élevée pour cette dernière profession que pour celle d'ébarbeur. La souillure de l'atmosphère par les poussières est mise en évidence par ce fait qu'un ouvrier mécanicien, chargé exclusivement de l'entretien des machines et appareils et ne participant en quoi que ce soit à la fabrication, a dû interrompre six fois son travail en deux ans pendant une durée totale de 79 jours. Enfin, combien sont éloquentes les chiffres s'appliquant aux femmes ! Une soudeuse employée pendant six mois a eu trois crises qui ont nécessité 45 jours de traitement ; une empâteuse en 3 mois et demi de présence, deux crises et 47 jours de maladie ; une ébarbeuse, 43 jours de maladie en 4 mois ; une autre empâteuse, 83 jours de maladie en 4 mois et demi !

USINE C.

Nos renseignements s'appliquent aux trois dernières années, pendant lesquelles le nombre moyen des ouvriers a passé de 156 à 112, puis à 77, subissant ainsi une réduction de 28 p. 100 en 1900 et de 50 p. 100 en 1901.

On trouvera dans le tableau suivant le nombre des cas d'intoxication observés pendant le même temps et le nombre des journées de maladie s'y rapportant.

ANNÉES.	NOMBRE		JOURNÉES DE MALADIE.	
	D'OUVRIERS.	DE CAS d'intoxication.	NOMBRE absolu.	MOYENNE par ouvrier.
1899.....	156	19	495	26.0
1900..... { 1 ^{er} semestre.....	112	5	65	13.2
{ 2 ^e semestre.....	112	2	28	
1901.....	77	4	40	10.0

Ces chiffres sont intéressants en ce qu'ils montrent l'amélioration survenue à partir de 1900 dans la situation sanitaire des ouvriers. En effet, tandis que la diminution du personnel a atteint 28 p. 100 en 1900, puis 50 p. 100 en 1901 ;

Celle des cas de maladie s'élève à 63 p. 100 en 1900 et à 79 p. 100 en 1901 ;

Et celle des journées de maladie, à 89 p. 100 en 1900 et à 92 p. 100 en 1901.

Il était intéressant de connaître la cause d'une amélioration aussi notable. Une enquête nous a appris que les procédés de fabrication sont restés les mêmes pendant ces trois années, mais que l'installation des salles de bains et des lavabos ne remonte qu'à la fin de l'année 1899. D'abord imposés aux ouvriers d'une façon assez timide, les soins de propreté ont été l'objet d'une surveillance très étroite à partir du deuxième semestre de 1900. Très régulièrement les ouvriers sont passés à la salle de bains et ils ont été examinés très minutieusement après chaque séance de travail à l'effet de vérifier la propreté des mains et du visage. Or, précisément dès le commencement de 1900, se constate un arrêt très marqué dans la fréquence et la gravité des cas d'intoxication, et, à partir du deuxième semestre, une nouvelle amélioration se manifeste, qui se continue pendant l'année 1901. N'est-ce pas un éclatant témoignage de l'influence qu'exerce la propreté du corps sur la santé des ouvriers ?

Le tableau ci-après reproduit les indications du précédent, mais sous une autre forme.

OCCUPATIONS des OUVRIERS.	NOMBRE								MOYENNE PAR OUVRIER.			
	DE SATURNINS				DE JOURNÉES DE MALADIE							
	En	En	En	Total.	En	En	En	Total.	En	En	En	Moyen ^e géné- rale.
	1899.	1900.	1901.		1899.	1900.	1901.		1899.	1900.	1901.	
Empâteurs.....	5	2	"	7	104	32	"	136	20.8	16.0	"	19.4
Couleurs, ébarbeurs, scieurs.	9	3	1	13	201	33	12	246	22.3	11.0	12.0	18.9
Plombiers.....	1	"	"	1	11	"	"	11	11.0	"	"	11.0
Peroxydation	1	1	1	3	16	14	6	36	16.0	14.0	6.0	12.0
Fabrication du chlo- rure.	1	"	1		32	"	7	39	32.0	"	7.0	19.5
Magasiniers.....	2	1	1	4	131	14	15	160	65.5	14.0	15.0	40.0
Totaux et moyennes.	19	7	4	30	495	93	40	628	26.0	13.2	10.0	20.9

Comparaison entre les usines B et C. — Si l'on considère les conditions de l'emploi des ouvriers en 1899 dans l'usine C, on remarque qu'elles présentent une grande analogie avec celles de l'usine B. La majeure partie du travail s'y effectue, en effet, par les mêmes procédés, les principales opérations y sont également groupées dans un même local, la ventilation artificielle et les salles de bains font défaut de part et d'autre. Observons cependant que la fabrication, la fusion et la coulée du chlorure de plomb, opérations douées d'une nocuité spéciale, n'ont été exécutées que dans l'usine C.

Il semble donc que, dans ces conditions, la comparaison de la situation sanitaire des deux usines doit être favorable à l'usine B. Or c'est le contraire qui a lieu, ainsi que le montre le tableau suivant :

DÉSIGNATION DES USINES.	NOMBRE		
	DES OUVRIERS occupés dans l'usine (moyenne).	DES CAS de saturnisme.	DES JOURNÉES de maladie.
Usine B, en 1900.	40 (1)	43 (1)	802
Usine C, en 1899.....	156	19	495

(1) Ces nombres, en apparence contradictoires, s'expliquent par les nombreuses mutations qui se produisent dans le personnel.

Une seule chose permet de différencier les deux usines : c'est le volume des ateliers qui est de 1,800 mètres cubes pour l'usine B, de 52,920 mètres cubes pour l'usine C, en ne considérant que les ateliers principaux. Nous y rapporterons la cause de la supériorité de celle-ci au point de vue hygiénique.

USINE D.

Quatre ouvriers de cette usine ont été soignés en même temps à l'hôpital en août dernier. L'un d'eux, employé comme soudeur, était atteint de coliques et de paralysie très grave portant sur les muscles du thorax et de l'avant-bras; il travaillait depuis 11 ans dans les préparations saturnines, mais n'avait pas encore éprouvé d'accidents graves. Les trois autres remplissaient les grilles. Le premier fut pris de coliques moins de deux mois après son admission au travail; il n'avait jamais manipulé le plomb ou ses composés. Le second, qui est resté deux mois et demi à l'hôpital, est atteint de paralysie des doigts et des bras; il avait toujours exercé la profession de chauffeur-mécanicien avant de travailler dans l'usine D, où il n'a manipulé les oxydes de plomb que pendant trois mois. Nous n'avons pu recueillir aucun renseignement au sujet du quatrième malade, pas plus d'ailleurs qu'en ce qui concerne les autres cas d'intoxication, très nombreux, paraît-il, qui se sont produits dans cette usine. La gravité des manifestations de l'empoisonnement, que la ventilation locale des tables de travail récemment réalisée atténuera certainement dans l'avenir, s'explique ici par l'emploi des oxydes de plomb à l'état de poudre dans l'opération du remplissage des grilles.

Précocité des accidents saturnins dans les fabriques d'accumulateurs. — M. le professeur Proust et M. le docteur Talamon ont insisté sur ce caractère spécial des accidents saturnins survenus dans les fabriques d'accumulateurs. Les indications consignées dans le tableau ci-après, que nous avons dressé à l'aide des dates de l'entrée dans l'usine et de la première interruption de travail pour

cause de maladie des ouvriers intoxiqués, viennent confirmer les observations personnelles de ces savants praticiens.

Nous avons eu soin de ne faire entrer en ligne de compte que les ouvriers admis au travail postérieurement à la date à laquelle ont commencé les observations; nous avons éliminé ainsi les causes d'erreur résultant de l'impossibilité dans laquelle nous nous trouvions d'établir l'influence que le plomb avait pu exercer antérieurement sur leur état de santé. Il subsiste néanmoins une cause d'erreur qui tient à l'ignorance des travaux auxquels les ouvriers ont participé avant leur admission dans les usines considérées. Mais si l'on observe que ces ouvriers ne sont pas des professionnels, que ce ne sont que de simples journaliers, on est conduit à la considérer comme négligeable.

OCCUPATIONS DES OUVRIERS.		NOMBRE D'OUVRIERS INTOXiquÉS APRÈS UNE DURÉE DE TRAVAIL							TOTAUX.
		infé- rieure à 1 mois	de 1 à 2 mois	de 2 à 3 mois	de 3 à 4 mois	de 4 à 5 mois	de 5 à 6 mois	supé- rieure à 6 mois	
Hommes.	Ébarbeurs et scieurs	4	5	2	1	„	„	1	13
	Empâteurs et mélangeurs	„	6	2	9	1	„	1	19
	Couleurs	1	2	4	1	1	4	3	16
	Employés à la peroxydation...	„	„	„	1	„	„	„	1
	Employés au magasin	„	„	„	„	„	„	1	1
	Ébarbeuses	„	1	1	1	„	„	„	3
	Empâteuses	„	2	„	„	„	„	„	2
	Soudeuses	„	„	„	2	„	„	„	2
TOTAUX		5	16	9	15	2	4	6	57

Ainsi donc plus de 50 p. 100 des malades sont frappés dans les trois premiers mois, près de 80 p. 100 dans les quatre premiers!

La situation sanitaire des fabriques d'accumulateurs électriques dont les données qui précèdent, quoique incomplètes, permettent cependant de se faire une idée assez exacte, est donc en général franchement mauvaise. Il nous reste à examiner si la législation actuelle permet au service de l'inspection du travail de prescrire les mesures propres à y porter remède.

VI. — PRESCRIPTIONS RÉGLEMENTAIRES APPLICABLES AUX FABRIQUES D'ACCUMULATEURS.

A la différence de ce qui se passe dans certains pays étrangers, les inspecteurs du travail ne tiennent de la loi aucun pouvoir de réglementation. Ils ne formulent aucune prescription qui ne soit contenue dans un texte légal ou réglementaire. Leur rôle se borne à rappeler au respect des obligations qui en découlent pour eux, les chefs d'industrie qui seraient portés à les mé-

connaître. Nous sommes donc conduits à rechercher ce que ces textes contiennent d'applicable aux fabriques d'accumulateurs électriques.

En matière d'hygiène, les lois du 2 novembre 1892 et du 12 juin 1893 ne renferment que des formules permettant au Gouvernement d'édicter, sous la forme de règlements d'administration publique, des prescriptions de nature à sauvegarder la santé des ouvriers. Deux décrets pris dans ces conditions le 13 mai 1893 et le 10 mars 1894 sont présentement en vigueur. Ils déterminent, le premier les travaux dangereux ou insalubres auxquels les enfants et les femmes ne peuvent prendre part; le second, les mesures générales d'hygiène applicables à tous les établissements industriels.

L'effet du décret du 13 mai 1893 est limité à certaines industries et à certains travaux déterminés. Au nombre de ces industries, ne figure pas la fabrication des accumulateurs électriques. De toutes les opérations auxquelles elle donne lieu, la fonte du plomb, inscrite au tableau A, annexé audit décret, peut seule être interdite aux enfants et aux femmes.

Au contraire, le décret du 10 mars 1894 a une portée générale. Mais celles de ses prescriptions qui peuvent trouver leur application dans les fabriques d'accumulateurs sont insuffisantes, eu égard à l'insalubrité de cette industrie.

Ainsi l'inspecteur ne peut exiger que le sol des ateliers soit recouvert d'un revêtement permettant le lavage, et, d'autre part, le lavage du sol n'est prescrit que si la nature de son revêtement se prête à ce mode de nettoyage; dans le cas contraire, on peut y substituer l'emploi de brosses ou de linges humides. La voie humide n'est même plus nécessaire quand il s'agit des murs et des plafonds. Enfin aucun nettoyage n'est formulé à l'égard des tables de travail.

Relativement aux dimensions des ateliers, le décret du 10 mars 1894 se borne à exiger qu'elles soient telles que chaque ouvrier dispose de 6 mètres cubes d'air. Ce volume d'air est déjà insuffisant dans les cas ordinaires; même là où la respiration des hommes constitue l'unique cause de viciation de l'atmosphère, il faut le renouveler très fréquemment pour arriver à le maintenir dans l'état de pureté nécessaire à la santé du personnel. Les lois suédoise et anglaise prescrivent un cube d'air de 7 mètres cubes, la loi belge exige 10 mètres cubes par personne. Il va de soi que si l'atmosphère est souillée de vapeurs ou de poussières toxiques, la législation doit se montrer plus exigeante.

Envisageons-nous l'évacuation des vapeurs et poussières? Certes l'article 6 contient des prescriptions impérieuses et efficaces à cet égard. Mais faut-il encore, pour exiger son application à certaines opérations, faire la preuve qu'elles sont génératrices de poussières ou de vapeurs. Dans bien des industries, la chose est évidente; dans celle des accumulateurs électriques, il est des opérations qui donnent lieu à production de faibles quantités de vapeurs et de poussières dont seules des expériences difficiles à réaliser peuvent accélérer la présence. En raison de leur extrême toxicité, elles nuisent cependant à la santé des ouvriers. Il semble donc indispensable que ces opérations fassent l'objet d'une disposition réglementaire spéciale.

Enfin, touchant la propreté corporelle, le décret de 1894 ne fait d'autre

obligation aux chefs d'industries que de mettre à la disposition des ouvriers des vestiaires avec lavabos. Que doivent être ces vestiaires, ces lavabos? Absolument quelconques. Seront-ils nécessairement éloignés des ateliers insalubres? En aucune façon. Des têtes de portemanteaux fichés dans les murs, des cuvettes ou une auge placées en dessous de robinets à eau, le tout dans l'atelier même, réalisent une installation qui donne satisfaction au décret. L'insuffisance de cette prescription est évidente. Nous remarquons tout d'abord que l'usage des vêtements de travail n'est pas imposé. Comme conséquence, dans bien des usines, le soin de se procurer ces vêtements incombe à l'ouvrier qui, pour éviter des frais, se sert souvent de vieux effets tout à fait impropres à empêcher la pénétration des poussières jusqu'à la peau. Ne fait-il pas usage de vêtements de travail où, dans le cas contraire, le vestiaire est-il constitué par des têtes de porte-manteaux placés dans l'atelier même? Alors le danger est plus grand encore; car les poussières toxiques imprègnent ses vêtements de ville et sont par eux transportées au logis familial. Quant aux lavabos, s'ils ne sont pas individuels, si leur nombre est trop restreint eu égard au personnel occupé, s'ils ne sont pas approvisionnés de savon et d'essuie-mains personnels, ils ne permettent pas aux ouvriers de se laver exactement après chaque séance de travail. Enfin, il y a plus à faire qu'à mettre à leur disposition les moyens d'assurer la propreté des mains et du visage. Les poussières d'oxyde de plomb sont tellement ténues que les vêtements les mieux appropriés ne constituent pas pour elles un obstacle absolument infranchissable: à la pénétration du plomb par la voie cutanée, opposons donc les bains hebdomadaires.

Pour tous ces motifs, nous considérons comme absolument indispensable à l'amélioration de l'hygiène des fabriques d'accumulateurs, la publication d'une réglementation spéciale à cette industrie.

VII. — Législation étrangère.

L'Allemagne et l'Angleterre sont dotées déjà d'une telle réglementation. A vrai dire, il ne s'agit, pour l'Angleterre, que d'un règlement de l'inspecteur général des fabriques qui a force de loi et ne s'applique qu'à l'hygiène de l'ouvrier (1). Il prescrit aux chefs d'industrie: 1° d'organiser pour leurs ouvriers des lavabos et des salles de bains, de leur fournir de l'eau chaude et froide, du savon, des brosses à ongle et des essuie-mains; 2° de fournir aux ouvriers chargés des mélanges des masques respirateurs et des surtouts appropriés; à ceux affectés au nettoyage des piles, des gants et des sarraux.

Pour l'Allemagne, nous avons affaire à une ordonnance du Conseil fédéral en date du 11 mai 1898 (2), qui envisage la question d'une manière fort complète et que nous croyons devoir résumer sous la forme suivante:

Travaux interdits aux femmes et aux enfants.

Tous ceux susceptibles de les mettre en contact avec le plomb ou ses composés (art. 15).

(1) Voir *Bulletin de l'Inspection du travail*, année 1898, p. 469.

(2) Voir *Bulletin de l'Inspection du travail*, année 1901, p. 321.

Limitation de la durée du travail journalier.

Les ouvriers chargés des mélanges et du remplissage des plaques ne peuvent être employés à ces travaux que huit heures par jour avec une interruption d'une heure et demie, ou six heures consécutives; dans ce dernier cas, après un repos de deux heures, l'ouvrier peut être occupé à un autre travail où il ne sera pas toutefois en contact avec le plomb ou ses composés (art. 17).

Hygiène des ateliers.

Disposition du sol, des murs et des plafonds. — Dans les locaux où il se produit de la poussière de plomb ou de composés de plomb, le sol doit être imperméable (art. 2) et lavé à l'eau au moins une fois par jour (art. 12); les murs et les plafonds doivent être badigeonnés à la chaux une fois par an, s'ils ne sont pas recouverts d'un enduit susceptible d'être lavé (art. 2).

Les locaux où l'on procède à la préparation ou à l'application du plomb ou des composés du plomb doivent avoir au moins 3 mètres de haut et être munis de fenêtres pouvant s'ouvrir et permettant de renouveler l'air d'une façon suffisante (art. 1^{er}).

Fonte de plomb. — Les marmites doivent être recouvertes de hottes débouchant à l'air libre ou dans une cheminée (art. 3).

Travail mécanique des plaques de plomb. — Les parties de plomb ainsi que la poussière de plomb détachées par les scies à ruban, scies circulaires, machines à raboter ou autres machines du même genre, doivent être dans la mesure du possible et par des installations appropriées, recueillies à l'endroit même où elles se produisent (art. 4).

Préparation des matières plombiques. — La pulvérisation de ces matières doit s'effectuer dans des appareils clos et construits de manière que, ni pendant la pulvérisation, ni pendant leur vidange, il ne puisse s'échapper de poussière de plomb (art. 5).

Le tamisage, le mélange et l'humectation de la matière servant à remplir les plaques et toutes les autres manipulations de la matière de remplissage sèche ou séchée, qui produisent de la poussière, ne peuvent avoir lieu que sous des appareils d'aspiration à fort tirage ou dans des appareils construits de telle manière qu'il ne puisse se répandre de poussière à l'extérieur (art. 6).

Les récipients ouverts qui contiennent de la poussière de plomb ou des composés plombiques doivent être placés sur une grille et le tout doit reposer sur un plateau entouré d'une bordure, de manière qu'en puisant dans le récipient, les matières qui se répandent soient recueillies dans le plateau (art. 7).

Tables de remplissage des grilles. — Les tables sur lesquelles la matière de remplissage est introduite ou comprimée dans les grilles doivent avoir une surface unie et compacte; elles doivent être lavées au moins une fois par jour (art. 9).

Travaux de soudure. — Ceux qui se font au moyen de chalumeaux à l'hydrogène, au gaz à l'eau ou au gaz de l'éclairage ne peuvent être exécutés, dans la mesure permise par la nature du travail, que dans les endroits déterminés et sous l'action d'appareils d'aspiration énergiques (art. 10).

Emploi du zinc et de l'acide sulfurique. — Le zinc servant à produire l'hydrogène et l'acide sulfurique employé au cours du travail doivent être chimiquement purs (art. 11).

Salles de formation. — Ces locaux doivent être pourvus d'appareils de ventilation énergiques (art. 1^{er}).

Isolement de certaines opérations. — Chacune des opérations suivantes : a) le travail mécanique des plaques, grilles ou cadres de plomb; b) la pulvérisation des matières plombiques métalliques; c) la préparation et le mélange de la matière de remplissage dans le cas où elle se ferait mécaniquement; doit être effectuée dans un local spécial, séparé des autres ateliers (art. 8).

Hygiène de l'ouvrier.

Vêtements de travail. — L'employeur doit mettre à la disposition de tous les ouvriers des vêtements de travail et des casquettes, les faire laver une fois par semaine et déposer dans des endroits spéciaux après la fin du travail (art. 13).

Vestiaire-lavabo, réfectoire. — Dans un endroit à l'abri des poussières, on réservera aux ouvriers un vestiaire-lavabo, ainsi qu'un réfectoire séparé de ce vestiaire. Ces locaux seront tenus propres et chauffés pendant l'hiver.

Le vestiaire-lavabo contiendra de l'eau, des vases pour le rinçage de la bouche, des brosses à ongle, du savon, des essuie-mains, ainsi que des installations pour ranger les vêtements de ville (art. 14).

Bains. — L'employeur doit donner un bain chaud à ses ouvriers, au moins une fois par semaine (art. 14).

Examen sanitaire des ouvriers : 1^o avant l'admission au travail. — L'employeur ne peut employer à la fabrication des accumulateurs que les personnes qui produiront un certificat, émanant d'un médecin autorisé à cette fin par l'autorité administrative supérieure, constatant que leur état de santé leur permet d'exercer cette occupation (art. 16).

2^o En cours de travail. — Un médecin agréé, dont le patron fera connaître le nom à l'inspecteur, examinera les ouvriers au moins une fois par mois.

Ceux qui présentent des indices d'intoxication saturnine doivent jusqu'à complète guérison être éloignés des travaux qui les mettent en contact avec le plomb ou ses composés; ceux qui se montrent particulièrement sensibles à l'action du plomb doivent être éloignés de ces travaux d'une manière permanente (art. 18).

Le patron doit tenir un registre sur lequel il inscrira notamment les noms, âge, date d'entrée et de sortie, nature de l'occupation des ouvriers, la date et

la nature de la maladie de l'ouvrier et la date de sa guérison, les dates et les résultats des examens médicaux mensuels (art. 19).

Règlement intérieur. — Enfin un règlement intérieur doit : 1° obliger les ouvriers à faire usage des vêtements de travail mis à leur disposition, à se laver soigneusement les mains et le visage, à se rincer la bouche et à déposer leurs vêtements de travail avant d'entrer dans le réfectoire ou de quitter l'établissement; 2° interdire l'introduction et la consommation d'aliments et d'alcool dans les ateliers; de fumer, priser et chiquer pendant le travail (art. 20).

Ce règlement si prévoyant, si minutieux dans ses prescriptions, pourrait, semble-t-il, servir de base à l'étude de la réglementation que nous sollicitons en faveur des ouvriers des fabriques d'accumulateurs électriques.

MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE,
DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.

DIRECTION DU TRAVAIL. — 2^e BUREAU.

BULLETIN
DE L'INSPECTION DU TRAVAIL.

DIXIÈME ANNÉE (1902). — NUMÉROS 5 et 6.

ACTES OFFICIELS.

DÉCRET DU 21 NOVEMBRE 1902

interdisant l'opération dite « pompage » dans la poterie d'étain.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes;

Vu l'article 3 de la loi du 12 juin 1893, ainsi conçu :

« Des règlements d'administration publique, rendus après avis du Comité consultatif des arts et manufactures, détermineront :

« 1^o Dans les trois mois de la promulgation de la présente loi, les mesures générales de protection et de salubrité applicables à tous les établissements assujettis, notamment en ce qui concerne l'éclairage, l'aération ou la ventilation, les eaux potables, les fosses d'aisance, l'évacuation des poussières et vapeurs, les précautions à prendre contre les incendies, etc.;

« 2^o Au fur et à mesure des nécessités constatées, les prescriptions particulières relatives soit à certaines industries, soit à certains modes de travail;

« Le Comité consultatif d'hygiène publique de France sera appelé à donner son avis en ce qui concerne les règlements généraux prévus au paragraphe 2 du présent article » ;

Vu l'avis du Comité consultatif des arts et manufactures ;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. — Dans l'industrie de la poterie d'étain, l'opération dite « pompage », consistant à aspirer avec la bouche à l'intérieur des pièces creuses pour s'assurer de leur étanchéité, est interdite.

ART. 2. — Les chefs d'industrie seront tenus de mettre à la disposition de leurs ouvriers les appareils nécessaires à l'essai des objets fabriqués.

ART. 3. — Le Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel de la République française* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 21 novembre 1902.

ÉMILE LOUBET.

Par le Président de la République :

*Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,*

GEORGES TROUILLOT.

ARRÊTÉ DU 22 SEPTEMBRE 1902,

*fixant les indemnités fixes allouées pour frais de tournées
aux inspecteurs départementaux.*

Vu la loi du 2 novembre 1902 ;

Vu le décret du 10 mai 1902, portant réorganisation du service de l'inspection du travail ;

Sur la proposition du Directeur du travail ;

ARRÊTE :

Il est alloué aux inspecteurs et inspectrices du travail titulaires des sections

ci-après désignées, les indemnités fixes suivantes pour frais de tournées dans les villes-résidences et leur banlieue :

NUMÉROS		RÉSIDENCES.	INDEMNITÉS
des CIRCONSCRIP- TIONS.	des SECTIONS.		ALLOUÉES.
			francs.
4°.....	2°.....	Reims.....	200
	3°.....	Reims.....	200
5°.....	1 ^{re}	Lille.....	400
	2°.....	Lille.....	400
	3°.....	Roubaix.....	750
	4°.....	Tourcoing.....	750
	14°.....	Lille.....	200
6°.....	3°.....	Rouen.....	400
	4°.....	Le Havre.....	400
	8°.....	Rouen.....	400
7°.....	3°.....	Nantes.....	400
	4°.....	Nantes.....	200
	6°.....	Nantes.....	600
8°.....	1 ^{re}	Bordeaux.....	400
	2°.....	Bordeaux.....	400
9°.....	5°.....	Toulouse.....	100
	6°.....	Toulouse.....	100
10°.....	1 ^{re}	Marseille.....	400
	2°.....	Marseille.....	400
	3°.....	Marseille.....	400
	9°.....	Marseille.....	600
11°.....	1 ^{re}	Lyon.....	400
	2°.....	Lyon.....	400
	3°.....	Lyon.....	400
	11°.....	Lyon.....	600

Ces dispositions auront leur effet à dater du 1^{er} juin 1902.

Paris, le 22 septembre 1902.

G. TROUILLOT.

ARRÊTÉ DU 2 DÉCEMBRE 1902,

*fixant le maximum des frais de tournées payables sur état
aux inspecteurs divisionnaires et départementaux.*

Vu la loi du 2 décembre 1892 ;

Vu le décret du 10 mai 1902, portant réorganisation du service de l'inspection du travail ;

Sur la proposition du Directeur du travail ;

ARRÊTE :

Les maximum des frais de tournées payables sur état, alloués aux inspecteurs divisionnaires et aux inspecteurs et aux inspectrices du travail, sont fixés ainsi qu'il suit :

1^{re} Circonscription.

Inspecteur divisionnaire	500'
1 ^{re} section	1,700
1 ^{re} section	1,700

2^e Circonscription.

Inspecteur divisionnaire	3,000'
1 ^{re} section	1,500
2 ^e section	1,700
3 ^e section	1,500
4 ^e section	1,700
5 ^e section	1,500
6 ^e section	1,700

3^e Circonscription.

Inspecteur divisionnaire	3,000'
1 ^{re} section	1,700
2 ^e section	1,500
3 ^e section	1,700
4 ^e section	1,500
5 ^e section	1,600
6 ^e section	1,600

4^e Circonscription.

Inspecteur divisionnaire	3,000'
1 ^{re} section	1,600
2 ^e section	1,500
3 ^e section	1,500

4 ^e section.....	1,600 ^f
5 ^e section.....	1,600
6 ^e section.....	1,700
7 ^e section.....	1,600
8 ^e section.....	1,700

5^e Circonscription.

Inspecteur divisionnaire.....	3,000 ^f
1 ^{re} section.....	700
2 ^e section.....	700
3 ^e section.....	150
4 ^e section.....	150
5 ^e section.....	1,500
6 ^e section.....	1,500
7 ^e section.....	1,600
8 ^e section.....	1,500
9 ^e section.....	1,600
10 ^e section.....	1,500
11 ^e section.....	1,600
12 ^e section.....	1,600
13 ^e section.....	1,500
14 ^e section.....	600

6^e Circonscription.

Inspecteur divisionnaire.....	3,000 ^f
1 ^{re} section.....	1,500
2 ^e section.....	1,500
3 ^e section.....	1,000
4 ^e section.....	1,100
5 ^e section.....	1,500
6 ^e section.....	1,600
7 ^e section.....	1,700
8 ^e section.....	800

7^e Circonscription.

Inspecteur divisionnaire.....	3,000 ^f
1 ^{re} section.....	1,700
2 ^e section.....	1,700
3 ^e section.....	1,200
4 ^e section.....	1,500
5 ^e section.....	1,700
6 ^e section.....	1,700

8^e Circonscription.

Inspecteur divisionnaire.....	3,000 ^f
1 ^{re} section.....	1,200
2 ^e section.....	800
3 ^e section.....	1,800
4 ^e section.....	1,700
5 ^e section.....	1,600
6 ^e section.....	1,700

9^e Circonscription.

Inspecteur divisionnaire.....	3,000 ^f
1 ^{re} section.....	1,700
2 ^e section.....	1,200
3 ^e section.....	1,900
4 ^e section.....	1,600
5 ^e section.....	1,600
6 ^e section.....	1,600

10^e Circonscription.

Inspecteur divisionnaire.....	3,000 ^f
1 ^{re} section.....	800
2 ^e section.....	900
3 ^e section.....	1,000
4 ^e section.....	1,600
5 ^e section.....	1,600
6 ^e section.....	1,700
7 ^e section.....	1,600
8 ^e section.....	1,700

11^e Circonscription.

Inspecteur divisionnaire.....	3,000 ^f
1 ^{re} section.....	1,300
2 ^e section.....	1,200
3 ^e section.....	1,200
4 ^e section.....	1,700
5 ^e section.....	1,700
6 ^e section.....	1,600
7 ^e section.....	1,700
8 ^e section.....	1,700
9 ^e section.....	1,600

Les dispositions du présent arrêté auront leur effet à dater du 1^{er} janvier 1903.

Paris, le 2 décembre 1902.

G. TROUILLOT.

COMMISSION DE CODIFICATION DES LOIS OUVRIÈRES.

Par arrêté du Ministre du commerce, en date du 2 décembre 1902, M. Chapsal, maître des requêtes au Conseil d'État, directeur du Cabinet du Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, est nommé membre de la Commission de codification des lois ouvrières.

PERSONNEL DE L'INSPECTION.

Par arrêté du 31 octobre 1902, M. Lémonon, inspecteur départemental stagiaire du travail dans l'industrie à Clermont-Ferrand, a été nommé inspecteur départemental de 5^e classe, au traitement de 3,000 francs, à dater du 1^{er} octobre 1902.

Par arrêté en date du 15 novembre 1902 :

M. Pech, inspecteur départemental du travail à Carcassonne, a été nommé, en la même qualité, à Rodez.

M. Laurent, inspecteur départemental du travail à Rodez, a été nommé, en la même qualité, à Carcassonne.

Par arrêté en date du 31 décembre 1902 :

M. Laurent, inspecteur départemental du travail à Carcassonne, est nommé, en la même qualité, à Rodez, en remplacement de M. Pech.

M. Fabre, inspecteur départemental du travail à Privas, est nommé, en la même qualité, à Carcassonne, en remplacement de M. Laurent.

M. Lenoble, inspecteur départemental du travail à Marseille, est nommé, en la même qualité, à Privas, en remplacement de M. Fabre.

M. Pech, inspecteur départemental du travail à Rodez, est nommé, en la même qualité, à Marseille, en remplacement de M. Lenoble.

Par arrêté en date du 31 décembre 1902, ont été promus, à partir du 1^{er} janvier 1903 :

1^o Inspecteur départemental de 1^{re} classe :

M. Flamery, inspecteur départemental de 2^e classe à Paris.

2^o Inspecteurs départementaux de 2^e classe :

MM. Chéry, inspecteur départemental de 3^e classe à Nancy.

Bourceret, inspecteur départemental de 3^e classe à Paris.

3^o Inspecteurs départementaux de 3^e classe :

MM. Proux, inspecteur départemental de 4^e classe à Nîmes.

Lenoury, inspecteur départemental de 4^e classe à Paris.

4^o Inspecteurs départementaux de 4^e classe :

MM. Caron, inspecteur départemental de 5^e classe à Valenciennes.

Bellon, inspecteur départemental de 5^e classe à Roubaix.

LETTRE MINISTÉRIELLE DU 29 SEPTEMBRE 1902,

*au sujet des déclarations d'accident faites en vertu de la loi
du 22 mars 1902.*

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, vous avez bien voulu appeler mon attention sur les modifications qu'il conviendrait d'apporter au décret du 23 mars 1902, rendu en exécution de la loi du 22 mars 1902, qui ne vous paraît pas assurer suffisamment le contrôle du service de l'inspection sur les déclarations d'accident.

C'est en vue d'alléger le travail des inspecteurs que j'ai fait insérer dans le décret une disposition tendant à ne transmettre avis au service d'inspection que pour les seuls accidents ayant été suivis de décès ou ayant donné lieu à production de certificat médical.

L'inconvénient que vous signalez ne m'avait pas échappé; mais j'ai estimé que la déclaration facultative de la victime permettrait d'y obvier et qu'il y avait avantage à laisser au juge tout pouvoir d'appréciation. D'ailleurs, M. le Garde des Sceaux, dans sa circulaire du 11 juillet 1902, engage les juges de paix « lorsqu'il n'aura pas été joint de certificat à la déclaration et que les termes de celle-ci laisseront supposer que les conséquences de l'accident peuvent être graves », à avertir l'ouvrier pour que celui-ci prenne les mesures nécessaires à la sauvegarde de ses droits.

Dans ces conditions, le service de l'inspection restera presque toujours avisé des accidents ayant eu des suites graves et rien ne paraît motiver une revision du décret intervenu au mois de mars dernier.

DÉCISION MINISTÉRIELLE DU 8 OCTOBRE 1902,

*au sujet de l'application des lois réglementant le travail
à l'industrie de la préparation des tripes.*

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, M. X..., qui exerce à Paris une industrie consistant à préparer, pour les rendre propres à la consommation, les panses de bœufs, a demandé à être affranchi des prescriptions des lois réglementant le travail.

Le Comité consultatif des arts et manufactures, saisi de la question, a émis l'avis, que je ne puis qu'adopter, que l'exploitation de M. X... avait un caractère industriel qui ne permettait pas de le soustraire à l'application des lois susvisées.

Cependant, le Comité estime que les dérogations prévues par ces lois

peuvent être justifiées par l'irrégularité de l'industrie en question, et que si une demande lui était soumise dans le but d'obtenir le bénéfice de ces tolérances, cette demande serait examinée avec attention.

Je vous prie de porter cette communication à la connaissance de l'intéressé.

DÉCISION MINISTÉRIELLE DU 15 OCTOBRE 1902,

*au sujet de l'interprétation du mot « filature » à l'article 5
du décret du 15 juillet 1893 modifié.*

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, vous m'avez consulté sur l'interprétation à donner aux termes « filature, retordage des fils crépés, bouclés et à boutons, des fils moulinés et multicolores », qui figurent au décret du 15 juillet 1893 modifié. Vous demandez en particulier si le terme « filature » comprend les divers cardages qui précèdent la filature proprement dite. D'après l'avis du Comité consultatif des arts et manufactures, que j'ai saisi de la question, on ne peut accorder le bénéfice des dérogations prévues par l'article 7 de la loi du 2 novembre 1892 au cardage, en tant qu'opération préliminaire de la filature, que si la matière cardée doit être certainement employée à une des catégories de fils prévues au décret du 15 juillet 1893 modifié. Or, cette certitude ne pouvant exister qu'en ce qui concerne les fils multicolores, le Comité estime que la tolérance prévue au décret ne doit être accordée qu'au cardage de ces fils.

En conséquence, j'estime qu'il y a lieu d'interpréter ainsi la disposition examinée par le Comité : filature, retordage des fils crépés, bouclés et à boutons et de fils moulinés, cardage et filature de fils multicolores.

LETTRE MINISTÉRIELLE DU 25 OCTOBRE 1902,

au sujet de l'application du décret du 18 juillet 1902 sur la céruse.

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, j'ai pris connaissance de la réclamation formée par un industriel contre la mise en demeure qui lui a été signifiée par l'inspecteur départemental du travail d'avoir à se conformer aux prescriptions du décret du 18 juillet 1902 sur l'emploi du blanc de céruse dans l'industrie de la peinture en bâtiment.

Je vous prie d'informer cet industriel que les prescriptions du décret susvisé s'appliquent non seulement aux entrepreneurs de peinture en bâtiment qui font usage de céruse, mais aussi à ceux qui sont appelés à faire des travaux

de grattage ou de ponçage sur de vieux fonds peints à l'aide de céruse. Dans ces conditions, l'inspecteur du travail n'a fait que se conformer à mes instructions en signifiant à tous les entrepreneurs de peinture les dispositions du décret du 18 juillet 1902.

LETTRE MINISTÉRIELLE DU 25 OCTOBRE 1902,

au sujet de la validité d'une mise en demeure non datée.

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, dans le rapport que vous m'avez adressé au sujet d'une réclamation formée par un entrepreneur de peinture, vous paraissez croire que le défaut de date d'une mise en demeure inscrite sur le registre d'atelier n'aurait pas pour effet de vicier cette mise en demeure.

Je vous prie de remarquer que l'article 6 de la loi du 12 juin 1893 prescrit formellement que toute mise en demeure sera signée et datée; d'autre part, comme c'est à partir de la mise en demeure que court le délai imparti pour exécuter les prescriptions qui s'y trouvent rappelées, l'industriel pourrait arguer de l'incertitude de sa date pour en reculer indéfiniment l'échéance.

LETTRE MINISTÉRIELLE DU 31 OCTOBRE 1902,

*au sujet des dérogations demandées pour la fabrication des caisses
et de la vannerie destinées à l'expédition du poisson.*

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, vous avez bien voulu m'adresser un rapport concernant la demande formée par un industriel en vue d'obtenir que la fabrication des caisses et de la vannerie destinées à l'expédition des mollusques et des poissons fût admise au bénéfice de la dérogation à la limitation de la durée de travail édictée par l'article 5 du décret du 15 juillet 1893.

J'ai l'honneur de vous informer que le Comité consultatif des arts et manufactures, précédemment consulté sur la question de savoir si les dispositions exceptionnelles du décret du 15 juillet 1893 pouvaient être étendues à la fabrication de caisses en bois, a émis un avis défavorable.

En ce qui concerne les emballages de vannerie, il paraît évident, si l'on tient compte du petit nombre des modèles employés et de la possibilité de les confectionner à l'avance, que les raisons qui ont motivé la décision précitée du Comité consultatif détermineraient de sa part un avis également défavorable.

Il ne m'est pas possible en conséquence de donner suite à la demande sus-visée, et je vous prie d'en informer l'intéressé.

DÉCISION MINISTÉRIELLE DU 2 DÉCEMBRE 1902,

sur les dérogations à accorder à certaines opérations de l'orfèvrerie.

Monsieur l'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, je vous ai précédemment donné connaissance du décret en date du 4 juillet 1902, qui a inscrit certaines opérations de finissage de l'industrie de l'orfèvrerie au bénéfice des dérogations prévues par l'article 5 du décret du 13 juillet 1893.

Une circulaire en date du 17 mai 1900 vous a fait connaître, d'autre part, les limites générales dans lesquelles devaient se mouvoir les dérogations à accorder, tant pour le nombre de jours pendant lesquels la durée du travail pouvait être prolongée, que pour la durée de la prolongation du travail journalier, et la suspension temporaire du repos hebdomadaire. Cette circulaire qui peut être considérée comme le droit commun en la matière, et qui reste en vigueur dans toutes les industries où des conditions techniques particulières n'appelleraient pas un régime un peu différent, a déjà été l'objet d'une exception en ce qui concerne les travaux de maçonnerie et de couverture exécutés en chantier.

Je suis d'avis qu'il convient d'apporter, en ce qui concerne les travaux de l'orfèvrerie, une nouvelle exception à la circulaire du 17 mai 1900.

Il résulte, en effet, des délibérations du deuxième conseil de la sixième section des Conseils du travail de la Seine, si importantes au point de vue de la détermination des nécessités industrielles auxquelles doivent être exactement limitées les dérogations, que les patrons se bornent à réclamer que la durée du travail soit portée à un maximum journalier de 11 heures pendant la période normale de suractivité de l'industrie de l'orfèvrerie, c'est-à-dire dans les quelques semaines précédant la fin de l'année. En conséquence, vous devrez pour cette période habituelle de suractivité limiter à une durée de 11 heures au maximum la durée du travail journalier. Toutefois, vous n'accorderiez cette autorisation qu'à la suite d'une enquête sérieuse, et après vous être préalablement assuré qu'il ne serait pas possible de faire appel au travail d'ouvriers en chômage pour exécuter ce travail.

Cependant, s'il se produisait, à une époque quelconque de l'année, une demande de dérogation fondée sur une circonstance exceptionnelle particulière à l'établissement qui en fait la demande, comme par exemple une commande importante et urgente faite par l'étranger, vous pourriez autoriser l'industriel à prolonger pendant quelques jours la durée du travail dans les conditions prévues à l'Instruction ministérielle du 17 mai 1900.

Il reste entendu que le nombre annuel des dérogations, tant pour la période de fin d'année que pour faire face aux travaux extraordinaires, ne pourra dépasser un total de 60 jours dans chacun des établissements, sans qu'il y ait lieu d'ailleurs de distinguer les unes des autres les journées où le travail a été prolongé jusqu'à 11 heures ou jusqu'à 12 heures.

Enfin, au cours des enquêtes qui devront précéder la délivrance des autori-

sations, vous aurez à tenir compte dans la plus large mesure des conditions d'hygiène dans lesquelles s'effectue le travail des ouvriers de l'établissement. Comme sanction de cette prescription, vous devrez repousser toute demande émanant d'un établissement dont l'installation laisserait à désirer à ce point de vue. Il importe, en effet, que le service ne sanctionne pas de son autorisation une prolongation de durée du travail accomplie dans des conditions défec- tueuses.

En ce qui concerne la suspension du repos hebdomadaire, les divers éléments du Conseil du travail se sont trouvés d'accord pour reconnaître qu'elle n'était point indispensable. Il n'y aurait donc pas lieu d'autoriser, pour le personnel protégé de la loi du 2 novembre 1902, la suspension du repos hebdomadaire.

Une dernière question a été soulevée au sujet de l'interprétation de l'opération désignée au décret sous le nom de planage en orfèvrerie. Les rédacteurs du décret n'ont entendu admettre au bénéfice des dérogations, ainsi qu'il ressort de l'examen des autres opérations prévues, que des travaux de finissage de l'orfèvrerie. Il vous appartient de préciser dans la pratique cette intention évidente, en n'accordant la dérogation qu'aux ouvriers occupés à des opérations de planage effectuées après polissage. Ces opérations sont décrites de la façon suivante, en ce qui concerne la fabrication de la vaisselle plate et montée, dans le dictionnaire des arts et manufactures de Laboulaye : « Le planeur termine en formant le fond du plat ou de l'assiette à la profondeur convenable, au moyen de tas et de marteaux polis, destinés à cet usage. Le travail du planeur donne aux pièces leur sonorité et leur éclat ».

DÉCISION MINISTÉRIELLE DU 8 DÉCEMBRE 1902,

au sujet des dérogations demandées pour la fabrication des portemines, porte-plumes et portecrayons.

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, vous m'avez communiqué une demande, en vue d'obtenir pour la fabrication des portemines, porte-plumes et portecrayons, le bénéfice des dérogations prévues à l'article 5 du décret du 15 juillet 1893 modifié en faveur de la « Bijouterie et joaillerie ».

Il résulte de l'enquête à laquelle il a été procédé qu'il n'est pas possible d'étendre au personnel occupé à la fabrication des portemines, porte-plumes et portecrayons, autres que ceux en or et en argent, le bénéfice de la tolérance prévue au décret de 1893 modifié. Cette fabrication ne saurait en effet être considérée comme relevant de la bijouterie-joaillerie, seule prévue au décret, et les arguments tirés de l'analogie de motifs ne sauraient en cette matière prévaloir contre un texte précis.

Dans ces conditions, il n'est pas possible de donner satisfaction à la demande que vous m'avez communiquée.

DÉCISION MINISTÉRIELLE DU 19 DÉCEMBRE 1902,

*au sujet des dérogations demandées pour la fabrication
des « tableaux-réclame ».*

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, vous m'avez communiqué une demande en vue d'obtenir pour l'industrie dite des « tableaux-réclame », le bénéfice des dérogations prévues par l'article 7 de la loi du 2 novembre 1892.

J'ai l'honneur de vous informer que le Comité consultatif des arts et manufactures, saisi de la question, a, dans sa séance du 3 décembre dernier, émis l'avis que l'industrie visée ne rentre dans aucune des catégories énumérées au décret du 15 juillet 1893 modifié. D'autre part, le Comité estime que la suractivité saisonnière de cette industrie n'est pas suffisante pour motiver en sa faveur l'inscription d'une rubrique nouvelle audit décret.

Je ne puis que me ranger à cet avis, et je vous prie de porter cette décision à la connaissance des intéressés.

JURISPRUDENCE.

COUR DE CASSATION (CHAMBRE CRIMINELLE).

Arrêt du 23 octobre 1902.

LOI DU 2 NOVEMBRE 1892, ART. 3. — LES REPOS PRESCRITS PAR CET ARTICLE NE SONT OBLIGATOIRES QUE LORSQUE LA DURÉE DU TRAVAIL ATTEINT LE MAXIMUM AUTORISÉ. — SEULS LES REPOS OBLIGATOIRES DOIVENT ÊTRE PRIS EN COMMUN PAR TOUT LE PERSONNEL PROTÉGÉ.

LA COUR,

Oui M. le conseiller Accarias, en son rapport; M^e Devin, dans ses observations, pour M. L. . . , intervenant, et M. l'avocat général Cottignies, en ses conclusions.

Sur le moyen pris de la violation, faute d'application, de l'article 3, paragraphe 3, de la loi du 2 novembre 1892, modifié par la loi du 30 mars 1900;

Attendu qu'il est constaté par un procès-verbal régulier du 7 février dernier, que L. . . , industriel à W. . . , employait dans sa carderie vingt femmes ou filles, divisées en deux équipes successives, qui travaillaient sans interrup-

tion, l'une de 5 heures du matin à 1 heure de l'après-midi, l'autre de 1 heure de l'après-midi à 9 heures du soir, et que, dans sa filature, il occupait trente ouvriers mâles âgés de moins de dix-huit ans, travaillant de 6 heures 10 du matin à 8 heures 20 du soir, avec deux repos intermédiaires, l'un de 8 heures à 8 heures 20 et l'autre de midi à 1 heure 20;

Attendu que le même procès-verbal relève à la charge de L... cinquante contraventions consistant en ce qu'il ne faisait pas *commencer, interrompre et cesser le travail aux mêmes heures* pour les vingt ouvrières et les trente jeunes ouvriers susmentionnés;

Attendu qu'en déclarant ces cinquante contraventions non existantes, le juge de simple police aurait, selon le pourvoi, violé le texte susvisé, qui est ainsi conçu : « Dans chaque établissement, sauf les usines à feu continu et les mines, minières ou carrières, les repos auront lieu aux mêmes heures pour toutes les personnes protégées par la présente loi »;

Attendu que pour apprécier le moyen du pourvoi, il convient de distinguer les deux sortes de repos visés au procès-verbal, savoir : celui qui sépare la fin d'une journée du commencement de la suivante et celui qui coupe ou interrompt le travail, et qu'à ce double point de vue, le sens du paragraphe 3 ci-dessus transcrit se détermine par son rapprochement avec le premier paragraphe du même article, lequel s'exprime ainsi : « Les jeunes ouvriers et ouvrières jusqu'à l'âge de dix-huit ans et les femmes ne peuvent être employés à un travail effectif de plus d'onze heures par jour, coupé par un ou plusieurs repos, dont la durée totale ne pourra être inférieure à une heure, et pendant lesquels le travail sera interdit »;

Attendu que ce texte ne vise que les repos qui viennent couper ou interrompre le travail, et que, dès lors, ces repos sont les seuls aussi auxquels se réfère le paragraphe 3 ; qu'au surplus, dans les établissements où le travail est organisé par équipes successives, soit pour tout le personnel ouvrier, soit pour une partie seulement, la nature même des choses s'oppose à ce qu'il commence et finisse pour tous aux mêmes heures; d'où il suit qu'à ce premier point de vue, L... n'a commis aucune contravention;

Attendu, d'autre part, qu'en prescrivant de couper la journée de travail par un ou plusieurs repos dont la durée totale soit d'une heure au moins, l'article 3, paragraphe 1, ne vise que le cas où la journée de travail atteint le maximum autorisé; que, dès lors, à ce second point de vue encore, aucune contravention n'a été commise, puisque les vingt ouvrières de la carderie n'avaient droit à aucun repos, et que les trente jeunes ouvriers de la filature, ainsi que le constate le procès-verbal lui-même, interrompaient tous leur travail aux mêmes heures et pendant la même durée de temps;

Par ces motifs, et attendu que le jugement attaqué est régulier en la forme,

REJETTE le pourvoi du commissaire de police exerçant les fonctions du ministère public près le tribunal de simple police de Roubaix contre le

jugement du 17 avril 1902, par lequel ce tribunal a relaxé L... sur les cinquante prétendues contraventions résultant du défaut de simultanéité des repos.

COUR D'APPEL D'AMIENS.

Arrêt du 4 juillet 1902.

LOI DU 2 NOVEMBRE 1892, ART. 27. — CUMUL DES CONTRAVENTIONS COMMISES
DU CHEF D'UNE MÊME PERSONNE EMPLOYÉE.

LA COUR,

Au fond :

Statuant sur le renvoi ordonné par la chambre criminelle de la Cour de cassation, dans son arrêt du 8 février 1902 (1) :

Considérant que des pièces du dossier résulte la preuve, non contestée, du reste, que, le 5 juin 1901, au cours d'une visite à laquelle ils procédaient dans la verrerie installée à, l'inspecteur divisionnaire et l'inspecteur départemental du travail dans l'industrie ont constaté que le sieur L... , directeur de cette verrerie, employait dans son usine onze enfants, âgés de moins de treize ans, qui n'étaient pas pourvus de certificats d'études primaires, qui n'avaient pas de livret et qui n'étaient pas inscrits sur le registre réglementaire, ainsi que le prescrivent, sous peine d'amende, les articles 2 et 10 de la loi du 2 novembre 1892 sur le travail des enfants dans les établissements industriels;

Considérant que, pour motiver leur refus d'appliquer au sieur L... les amendes édictées par la loi, en ce qui concerne la double série de contraventions à l'article 10 précité, les premiers juges se sont bornés à déclarer qu'il s'agissait, en l'espèce, de contraventions de matière identique, relatives aux mêmes enfants et pour chacune desquelles la faute de l'industriel était unique;

Considérant que ce motif n'est conforme, ni au texte, ni à l'esprit de la loi; qu'il est, en effet, évident que l'article 26 de la loi du 2 novembre 1892, en disant que « l'amende sera appliquée autant de fois qu'il y aura de personnes employées dans des conditions contraires à ladite loi » n'a pas entendu que des contraventions de nature différente, commises du chef d'une même personne, ne donneraient lieu qu'à une seule amende;

Considérant que, dans ce cas, il y a, au contraire, plusieurs ordres de fautes indépendantes les unes des autres et, par cela même, passibles de

(1) Voir un arrêt identique de la Cour de cassation du 14 novembre 1901. (*Bulletin de l'Inspection*, 1902, p. 69.)

peines distinctes ; que, dès lors, c'est à tort que les premiers juges ont relaxé le prévenu du double chef de contraventions relevées à sa charge, en vertu de l'article 10 de la loi précitée;

Considérant que le sieur L... a été condamné le 18 avril 1901 par le tribunal correctionnel de Douai à plusieurs amendes de 6 francs chacune, notamment pour une double série de contraventions identiques à celles sur lesquelles la Cour est actuellement appelée à statuer ; qu'il se trouve ainsi en état de récidive et qu'il convient de lui faire application des dispositions de l'article 27 de la loi du 2 novembre 1892 ;

Considérant qu'il existe des circonstances atténuantes en faveur de L... ;

Par ces motifs,

Au fond :

Statuant dans les limites fixées par l'arrêt de renvoi du 8 février 1902,

DIT qu'il a été mal jugé, bien appelé, et faisant ce que les premiers juges auraient dû faire :

DÉCLARE le sieur L... coupable d'avoir, le 5 juin 1901, à, contrevenu aux dispositions de l'article 10 de la loi du 2 novembre 1892, en employant dans la verrerie, dont il a la direction, onze enfants, âgés de moins de treize ans, qui, d'une part, n'avaient pas de livret, et qui, d'autre part, n'étaient pas inscrits sur le registre réglementaire ;

DIT que L... est en état de récidive ; DIT qu'il existe des circonstances atténuantes ; lui faisant, en conséquence, application des dispositions de l'article 27 de la loi précitée, lequel est ainsi conçu : « En cas de récidive, etc. » ;

Vu l'article 463 du Code pénal, ainsi conçu : « Dans tous les cas, etc. »,

Le condamne à vingt-deux amendes de 10 francs chacune, le condamne, en outre, en tous les dépens, dans lesquels seront compris ceux faits devant la Cour de cassation, etc.

COUR D'APPEL DE NÎMES.

Arrêt du 24 juin 1902.

LOI DU 9 AVRIL 1898, ART. 1^{er}. — LA RÉCEPTION DE BETTERAVES PRÉCÉDÉE DU RÂPAGE D'UN ÉCHANTILLON DE CE PRODUIT POUR LE COMPTE D'UNE SUCRERIE CONSTITUE UN TRAVAIL INDUSTRIEL.

La Cour,

... Attendu que c'est à tort que la Société des sucreries de Laudun-l'Ardoise soutient que Charles Martel n'accomplissait point pour elle un travail

industriel lorsqu'il reçut, en râpant des échantillons de betteraves, une blessure qui a nécessité l'amputation d'une moitié de la première phalange du pouce gauche; qu'il importe peu que Martel fit partie d'une équipe de journaliers ne travaillant au service de la sucrerie que pendant la période de la réception des betteraves; qu'il importe peu aussi que cette réception fût faite non dans les locaux de l'usine mais sur les quais d'une gare où la marchandise était livrée par les propriétaires producteurs; qu'il suffit de constater que la réception de betteraves précédée du râpage d'un échantillon de ce produit pour en connaître la richesse en sucre, constitue le premier acte nécessaire du travail industriel auquel se livre la Société des sucreries, appelante, pour faire application à l'espèce de la loi du 9 avril 1898;

Par ces motifs,

... Évoquant la cause qui se trouve en état entre la Société, appelante, et Charles Martel fils,

Dit que l'accident dont ce dernier a été victime tombe sous l'application de l'article 3 de la loi du 9 avril 1898...

TRIBUNAL CORRECTIONNEL DE LA SEINE (10^e CHAMBRE).

Jugement du 2 juillet 1902.

LOI DU 2 NOVEMBRE 1892, ART. 27. — RÉCIDIVE. — MAXIMUM DE L'AMENDE.

LE TRIBUNAL,

Attendu qu'il résulte de l'information et des débats, et notamment d'un procès-verbal dûment enregistré, dressé à la date du 26 avril 1902, par l'inspectrice du travail dans l'industrie, que ledit jour, à Paris, M... et B... ont contrevenu aux dispositions de la loi sur le travail dans l'industrie, en employant dans leurs ateliers quatorze ouvrières adultes : 1° pendant plus de onze heures de travail effectif; 2° à un travail de nuit après 9 heures du soir, avec cette circonstance qu'elles se trouvaient en état de récidive spéciale, comme ayant été condamnées, pour des contraventions identiques, par jugement du tribunal de simple police de Paris, en date du 18 juillet 1901, infractions prévues et punies par les articles 3, 4 et 27 de la loi du 2 novembre 1892;

Faisant application de l'article 27 précité, dont lecture a été donnée par le président, et qui est ainsi conçu : « En cas de récidive, etc... »,

CONDAMNE M... et B... chacune et solidairement, à vingt-huit amendes de 100 francs chacune.

TRIBUNAL CORRECTIONNEL DE LA SEINE (10^e CHAMBRE).

Jugement du 1^{er} octobre 1902.

LŒI DU 2 NOVEMBRE 1892, ART. 26. — RESPONSABILITÉ PERSONNELLE
DE CHACUN DES ASSOCIÉS EN NOM COLLECTIF TÉMOINS DES INFRACTIONS.

LE TRIBUNAL,

Attendu qu'il résulte des documents de la cause et des débats, et notamment d'un procès-verbal dûment enregistré, dressé à la date du 7 juin 1902, par l'inspectrice du travail dans l'industrie, que ledit jour, à Paris, B. . . et M. . . ont contrevenu aux dispositions des lois et règlements sur le travail dans l'industrie : 1^o en employant dans leurs ateliers trente ouvrières pendant plus de douze heures de travail effectif; 2^o en négligeant d'afficher une copie de l'avis de cette veillée dans lesdits ateliers et dans des endroits apparents, avec cette circonstance qu'elles se trouvaient en état de récidive spéciale, comme ayant été condamnées depuis moins d'un an par ce tribunal pour des contraventions identiques;

Attendu que les sœurs B. . . sont associées en nom collectif pour l'exploitation de leur fonds de commerce de couturières;

Que cette forme de société donne à tous les associés des droits égaux à la direction de l'entreprise commune;

Que les prévenues ne soutiennent pas et n'ont jamais essayé de prouver qu'en fait, l'une d'elles reste étrangère à la direction de l'atelier;

Attendu, d'ailleurs, que l'article 26 de la loi du 2 novembre 1892, sous la dénomination de manufacturiers, directeurs ou gérants, soumet à la responsabilité pénale des contraventions commises au cours du travail les chefs immédiats du service où les infractions ont eu lieu, et qu'à défaut d'agents intermédiaires, chefs de service, cette responsabilité pénale se confond avec la responsabilité civile sur la tête du chef d'industrie;

Attendu que les prévenues étant l'une et l'autre, au même titre, chefs d'industrie, sont l'une et l'autre pénalement responsables des infractions à la loi du 2 novembre 1892 qui se commettent dans leurs ateliers;

Qu'il en serait ainsi, quand bien même il serait établi que l'une des prévenues est étrangère à la conduite des travaux, si, par suite de sa présence sur les lieux, son attention a été nécessairement et matériellement provoquée par les infractions commises sous ses yeux;

Que les faits ci-dessus exposés et analysés constituent, à la charge de B. . . et de M. . ., les infractions prévues et punies par les articles 1 et 6 du décret du 26 juillet 1895, 3 et 17 de la loi du 2 novembre 1892;

Faisant application de l'article 27 précité, dont lecture a été donnée par le président, et qui est ainsi conçu : « En cas de récidive, etc. . . »,

CONDAMNE B. . . et M. . ., chacune solidairement, à trente et une amendes de 25 francs chaque.

TRIBUNAL CORRECTIONNEL DE LYON.

Jugement du 18 juin 1902.

LOI DU 12 JUIN 1893. — INSPECTEUR DU TRAVAIL. — ABSENCE DE REGISTRE.
— INFRACTION. — OBSTACLE À L'ACCOMPLISSEMENT DES DEVOIRS DE L'INSPECTEUR.

Le défaut de tenue du registre d'usine, prévu par l'article 6 de la loi du 12 juin 1893, ne donne lieu en soi à l'application d'aucune peine, mais les industriels qui mettent, par un fait matériel, obstacle à l'accomplissement des devoirs des inspecteurs du travail, en répondant ne pas avoir de registre quand il leur est demandé pour l'inscription d'une mise en demeure, conformément à la loi, apportent ainsi un obstacle à l'accomplissement des obligations et des devoirs des inspecteurs, et sont punissables.

LE TRIBUNAL,

Attendu que les faits reprochés à C. . . sont suffisamment établis; qu'il le reconnaît lui-même;

Qu'il a donc commis une infraction à l'article 31 de la loi du 9 avril 1898, en n'affichant dans ses ateliers, ainsi qu'il est prescrit, ni cette loi, ni les règlements d'administration rendus pour son exécution;

Qu'il en a commis une également à l'article 12 de la loi du 12 juin 1893;

Que cet article punit tous ceux qui auront mis obstacle à l'accomplissement des devoirs d'un inspecteur;

Qu'en fait, lorsque, le 20 février 1902, l'inspecteur départemental du travail a demandé à C. . . de lui remettre, pour y insérer une mise en demeure relative à la protection d'une meule à émeri, le registre de l'usine, C. . . a déclaré qu'il n'en avait point, et qu'il ne savait même pas ce qu'était ce registre;

Attendu qu'aux termes de l'article 6 de la loi du 12 juin 1893, « avant de dresser procès-verbal en ce qui concerne l'application du règlement d'administration publique prévu par l'article 3 de la même loi, les inspecteurs du travail doivent mettre les chefs d'industrie en demeure de se conformer aux prescriptions dudit règlement, et que cette mise en demeure doit être faite par écrit, sur le registre de l'usine, datée et signée, avec indication d'un délai »;

Attendu qu'à la vérité, le défaut de tenue d'un registre d'usine ne donne lieu en soi à l'application d'aucune peine, mais qu'il n'en est pas moins évident que les industriels, qui ne peuvent ni ne doivent ignorer les dispositions de la loi du 12 juin 1893, qui savent que des mises en demeure leur seront adressées, le cas échéant, mais que ces mises en demeure, pour être efficaces, doivent être inscrites par les inspecteurs sur le registre d'usine, datées et

signées, mettent, par un fait matériel, obstacle à l'accomplissement des devoirs des inspecteurs, quand, à la demande de remise de leur registre, pour l'inscription légale de l'injonction, ils répondent n'en point avoir; que le défaut de tenue de ce registre constitue donc un fait matériel, volontaire, qui, bien qu'en soi non puni, empêche les inspecteurs du travail d'inscrire leurs mises en demeure, qui restent ainsi lettre morte, et met de la sorte obstacle à l'accomplissement des obligations et des devoirs que la loi leur impose;

Par ces motifs,

Faisant à C... application des articles visés par la citation, le condamne, pour l'infraction à l'article 31 de la loi du 9 avril 1898, à 5 francs d'amende;

Et pour l'infraction à l'article 12 de la loi du 12 juin 1893, à 16 francs d'amende;

Le condamne, en outre, aux dépens.

TRIBUNAL CORRECTIONNEL D'ÉPERNAY.

Jugement du 24 juillet 1902.

LOI DU 2 NOVEMBRE 1892, ART. 29. — REFUS DE LAISSER PÉNÉTRER UN INSPECTEUR LA NUIT DANS UN LOCAL OÙ TRAVAILLENT DES OUVRIÈRES. — OBSTACLE À L'ACCOMPLISSEMENT DES DEVOIRS DE L'INSPECTEUR. — CONDAMNATION.

LE TRIBUNAL,

Attendu que L... est traduit devant le Tribunal sous les inculpations suivantes :

1° D'avoir, à Épernay, le 24 avril 1902, employé des femmes ou filles à un travail de nuit;

2° D'avoir, dans les mêmes circonstances de temps et de lieu, mis obstacle à l'accomplissement des devoirs d'un inspecteur du travail en lui refusant l'entrée de ses ateliers;

Sur le premier point :

Attendu qu'il est reconnu par le prévenu lui-même que deux ouvrières veillaient dans l'atelier;

Sur le second point :

Attendu que L... a prétendu tout d'abord qu'il ignorait la qualité de l'inspecteur, mais qu'il a été prouvé aux débats que cette déclaration était inexacte et que l'inspecteur du travail s'était déjà par deux fois, dans des circonstances antérieures, présenté chez L... et lui avait même adressé la parole;

Attendu que L... a invoqué, d'ailleurs, à l'audience la disposition du paragraphe final de l'article 20 de la loi de novembre 1892, et a prétendu que son magasin du rez-de-chaussée, par lequel il fallait passer pour arriver à l'atelier, étant fermé, l'inspecteur du travail ne pouvait pénétrer dans un lieu qui constituait un domicile privé;

Sur ce point :

Attendu que le principe de l'inviolabilité du domicile inscrit dans la Constitution de l'an VIII et sanctionné par l'article 184 du Code pénal ne s'applique pas aux locaux renfermant une usine ou un atelier pendant tout le temps de leur fonctionnement; qu'à l'égard de ces locaux, ce sont les lois relatives à l'organisation du travail qui sont applicables;

Attendu, en conséquence, qu'un local destiné à être utilisé comme atelier pendant le jour perd sa destination dès qu'il est fermé et devient domicile particulier; mais que, par contre, ce local conserve son caractère spécial, même la nuit, tant qu'il est employé au travail;

Que, dès lors, les inspecteurs, lorsqu'ils ont recueilli, soit la certitude, soit des présomptions graves qu'un tel atelier fonctionne la nuit, ont le droit d'exercer la surveillance qui leur incombe;

Attendu qu'en l'espèce, l'inspecteur avait aperçu de la rue elle-même les ouvrières qui étaient au travail; qu'il avait donc ainsi acquis la plus grave présomption de l'existence du délit;

Vu les articles 1, 4, 5, 20, 26, 29 de la loi du 2 novembre 1892;

Vu également l'article 194 du Code d'instruction criminelle,

Par application de ces articles de loi, dont M. le président a donné lecture à l'audience, ainsi que des articles 52 du Code pénal et 9 de la loi du 2 juillet 1867,

CONDAMNE L... en deux amendes de 10 francs chacune et en une amende de 100 francs.

DOCUMENTS ET RENSEIGNEMENTS DIVERS.

APPLICATION DES LOIS RÉGLEMENTANT LE TRAVAIL DANS LES ÉTABLISSEMENTS DE LA MARINE.

Circulaire du Ministre de la marine, du 2 juin 1902, relative à l'application du décret du 28 mars 1902.

MONSIEUR, aux termes d'un décret du 28 mars 1902, rendu sur la proposition de M. le Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, et inséré au *Journal officiel* du 17 mai courant, la durée du travail effectif journalier des ouvriers adultes peut, pour certains travaux désignés dans ledit décret, être élevée au-dessus des limites fixées par les lois des 9 septembre 1848 et 30 mars 1900.

Ce décret, étant applicable aux arsenaux de la Marine comme aux établissements industriels, j'ai l'honneur de vous prier de vouloir bien veiller à ce qu'il soit strictement observé dans votre port (établissement).

J'appelle, en même temps, tout particulièrement, votre attention sur les points suivants :

1° Quand le décret limite l'augmentation de durée du travail effectif journalier, il faut d'abord admettre que ce travail a été préalablement porté au maximum fixé par la loi (actuellement dix heures et demie); ainsi, en hiver, quand la durée du travail est, par exemple, de huit heures et demie, une augmentation ne dépassant pas deux heures ne rentre pas dans la catégorie des mesures par lesquelles on sort des limites normales ;

2° Il y a lieu d'examiner spécialement à cet égard la situation des chauffeurs de machines d'atelier qui, normalement, entrent dans certains ports deux heures avant la cloche et, de plus, font des heures supplémentaires pendant le repos du dîner *avec sortie* ;

3° Les travaux extraordinaires rentrent tous dans la 7^e catégorie du tableau, puisqu'ils sont exécutés dans l'intérêt de la défense nationale : il n'en subsiste pas moins l'obligation, pour le cas où vous jugeriez utile de dépasser les limites fixées par le décret, de m'en référer préalablement et de prendre mes ordres.

Circulaire du Ministre de la marine, du 18 décembre 1902, sur la durée du travail effectif journalier des ouvriers adultes pour certains travaux spéciaux désignés par le décret du 28 mars 1902.

MESSIEURS, une circulaire de mon prédécesseur, en date du 2 juin dernier,

vous a fait connaître qu'il y avait lieu d'appliquer, dans les arsenaux et établissements de la Marine, le décret du 28 mars 1902, rendu sur la proposition de M. le Ministre du commerce, aux termes duquel la durée du travail effectif journalier des ouvriers adultes peut, pour certains travaux désignés dans ledit décret, être élevée au-dessus des limites fixées par les lois des 9 septembre 1848 et 30 mars 1900.

En raison du caractère spécial des arsenaux de la Marine qui exclut l'intervention des Inspecteurs du travail et de la responsabilité qui, de ce fait, incombe aux représentants de l'autorité maritime, j'ai l'honneur de signaler à votre attention une circulaire de M. le Ministre du commerce et de l'industrie, en date du 21 septembre 1902 (*Journal officiel* du 29 septembre 1902), qui précise, en les commentant, le sens et la portée du décret précité du 28 mars 1902 sur la durée du travail effectif journalier des ouvriers adultes (1).

La doctrine exposée dans ce document par M. le Ministre du commerce est entièrement d'accord avec les dispositions de la circulaire de la Marine en date du 2 juin 1902.

Dans le but de réunir, dans un même document, toutes les dispositions ayant trait à cette question intéressante, j'ai reproduit, à la suite de la présente circulaire :

- 1° Le décret précité du 28 mars 1902 ;
- 2° La circulaire du Ministre de la marine en date du 2 juin 1902 ;
- 3° La circulaire du Ministre du commerce et de l'industrie en date du 21 septembre 1902.

Il me paraît, néanmoins, utile d'ajouter aux dispositions renfermées dans ces divers actes les explications suivantes :

Au point de vue des ateliers de la Marine, qui comprennent généralement dans l'effectif de leur personnel travaillant, des ouvriers adultes et des apprentis, le régime normal de travail doit être celui des *ateliers mixtes*; les dispositions de la loi du 30 mars 1900 s'y appliquent donc pleinement, et la durée normale du travail doit être au maximum de dix heures et demie jusqu'au 30 mars 1904, et de dix heures à partir de cette dernière date. Ces durées de travail doivent être effectives; elles ne comprennent pas le temps des repos, mais elles comprennent les travaux extraordinaires qui peuvent être demandés aux ouvriers en dehors du régime normal résultant des tableaux d'heures de cloche approuvés par le Ministre, pourvu que la durée totale du travail, en y comprenant ces travaux extraordinaires, ne dépasse pas dix heures et demie jusqu'au 30 mars 1904. Ce n'est qu'à partir de cette limite qu'il conviendrait de prendre mes ordres dans le cas prévu par le paragraphe 7 du tableau inséré dans le décret du 28 mars 1902; dans les autres cas spécifiés dans ce tableau, les travaux extraordinaires continueront à être autorisés : dans les ports, par les préfets maritimes, sur les proposi-

(1) Voir *Bulletin de l'Inspection*; 1902, n° 3-4, p. 216.

tions des directeurs intéressés, et dans les établissements, par leurs directeurs ; mais ils ne devront jamais dépasser, pour quelque cause que ce soit, la durée légale du travail, augmentée du temps prévu pour chacun des cas spécifiés au tableau.

Le maximum d'heures de travail *effectif* devra donc, jusqu'au 30 mars 1904, être au plus de :

- 1° Douze heures ou douze heures et demie pour le premier cas ;
- 2° Onze heures pour le deuxième cas ;
- 3° Douze heures et demie pour le troisième et le cinquième cas ; ou seize heures et demie la veille de tout chômage pour la grosse métallurgie (cinquième cas) ;
- 4° Quatorze heures pour le huitième cas, avec un maximum annuel de cent heures ;
- 5° Illimité pendant un jour par semaine dans le quatrième cas ;
- 6° Illimité pendant un jour au choix du directeur, et quatorze heures les autres jours, dans le sixième cas. Ces durées devront être diminuées d'une demi-heure à partir du 30 mars 1904.

Ce n'est que très exceptionnellement, et pour des ateliers ou des services ne recrutant pas d'apprentis, tels que certains ateliers des subsistances, que la durée légale du travail des ouvriers adultes peut être fixée par le décret-loi du 9 septembre 1848, soit douze heures ; il en serait encore de même dans les services employant des femmes ou des jeunes filles dans des locaux isolés, tout à fait indépendants de ceux dans lesquels travaillent les ouvriers adultes (le cas se produit dans le Service des hôpitaux). Dans ce cas, les durées maxima ci-dessus pourraient être augmentées d'une heure et demie.

Dans la circulaire précitée du 2 juin 1902, votre attention a été appelée spécialement sur la situation des chauffeurs des machines d'atelier qui, normalement, entrent dans certains ports *deux heures* avant la cloche, et de plus, *font des heures supplémentaires* pendant le repos du dîner *avec sortie*.

La nouvelle réglementation ne doit, bien entendu, être appliquée que dans les circonstances normales ; elle sera considérée comme caduque du jour où les nécessités de la défense nationale ou les besoins d'opérations militaires conduiront à prolonger le travail au delà de la limite fixée. A plus forte raison, elle sera inapplicable à partir de la mobilisation totale ou partielle de l'armée. La durée de travail ne peut, dans ce cas, être fixée qu'en tenant compte des circonstances. D'ailleurs, à ce moment, les dispositions relatives au travail du personnel civil cesseraient, *de plano*, d'être applicables, car, conformément aux dispositions de la circulaire ministérielle du 11 décembre 1896, en une telle occurrence, le personnel ouvrier de la Marine faisant partie des classes mobilisables est maintenu à la disposition du Ministre, mais est devenu *militaire*, et le personnel qui n'a pas encore satisfait à la loi du 15 juillet 1889, ainsi que celui qui est complètement libéré du service militaire sont appelés à contracter un engagement pour la durée de la guerre, engagement sans lequel ces deux catégories d'ouvriers ne peuvent être main-

tenus dans les arsenaux. Le personnel ouvrier deviendra donc, par le fait, entièrement militaire, et dès lors, il sera nécessairement régi par les dispositions qui découleront de son statut nouveau, tant que dureront les causes qui lui ont fait perdre son caractère civil.

Enfin, il me paraît utile de signaler quelques points particuliers des exceptions prévues à l'article 1^{er} en ce qui concerne *les travaux extraordinaires* qui, dans certains cas, ont pour résultat d'allonger la durée du travail jusqu'à la limite légale augmentée des tolérances prévues par le décret du 28 mars 1902.

Dans les arsenaux et établissements, les nécessités du service ont fait constituer certains services de garde, entraînant seulement la présence des hommes, que l'on rétribue d'après des tarifs spéciaux. Ces sortes de services ne doivent pas être considérés comme des travaux proprement dits; les ouvriers qui en sont chargés ne peuvent invoquer, en leur faveur, les dispositions du dernier décret. Pour eux, comme pour leurs camarades, la durée maximum du travail effectif doit être au plus, en ce moment, de dix heures et demie, avec ou sans l'augmentation comprise, suivant les cas, entre une demi-heure et deux heures, laquelle peut être approuvée par le Préfet maritime, sur la proposition du Directeur compétent.

Pour les ateliers à feu continu ou à fonctionnement ininterrompu, tels que le laminage, les opérations de grosse métallurgie (aciéries, fours, etc. . .) où le travail s'exécute par équipes alternées se relayant nuit et jour, et où la rétribution s'effectue suivant des décisions spéciales, le tableau des heures de cloche perd une grande partie de sa signification, puisque le travail ordinaire s'assure suivant le roulement des équipes; il n'y a pas là, à proprement parler, de travail extraordinaire, car le travail de nuit devient un régime normal de fonctionnement de ces sortes d'ateliers.

L'essentiel doit donc être, pour ceux-ci, de régler la composition des équipes alternantes de telle façon que le maximum légal d'heures de travail à imposer aux ouvriers employés à ces travaux ne soit jamais dépassé, ce maximum pouvant comprendre évidemment l'augmentation de durée prévue par les paragraphes 4 et 5 du tableau inséré dans le décret du 28 mars 1902.

CIRCULAIRE du Ministre de la marine, du 7 janvier 1903, au sujet de l'extension de la journée de huit heures à tous les arsenaux et établissements hors des ports.

MESSIEURS, en raison des résultats très satisfaisants obtenus par l'essai de la journée de huit heures à l'atelier de la petite chaudronnerie de Toulon et à la direction d'artillerie de Lorient, j'ai décidé d'étendre cette mesure à tous les arsenaux et établissements hors des ports.

Afin de réaliser tous les effets qu'on est en droit d'attendre de cette nouvelle organisation, le personnel chargé de la direction et de la surveillance des ateliers devra s'astreindre à assister à la reprise ainsi qu'à la cessation du travail.

Je compte sur vous pour faciliter par tous les moyens en votre pouvoir l'application de cette réforme.

Vous voudrez bien m'adresser d'urgence les propositions qui vous sembleront utiles, notamment pour le personnel des ateliers, dans lesquels le travail doit être continu.

La présente décision entrera en vigueur à dater du 15 janvier 1903.

CIRCULAIRE du Ministre de la marine, du 18 décembre 1902, sur l'application du décret du 6 août 1902, modifiant les articles 4 et 14 du décret du 10 mars 1894.

MESSIEURS, j'ai l'honneur de vous notifier un décret, en date du 6 août 1902 (*Journal officiel* du 12 août 1902), qui modifie celui du 10 mars 1894 relatif à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs.

Ce décret, que vous trouverez reproduit à la suite de la présente circulaire, a été rendu dans la forme des décrets d'administration publique, en exécution de la loi du 12 juin 1893 ; il est donc applicable aux travaux exécutés par les soins et sous le contrôle de l'autorité maritime, dans les arsenaux et établissements de la marine.

Je vous prie d'inviter les divers services à s'y conformer, de manière à exécuter, dans la mesure des ressources qui peuvent être disponibles, et dans le minimum de temps, les installations ou dispositifs de sécurité visés par cet acte.

En ce qui concerne les mesures d'hygiène, de grands progrès ont été réalisés dans ces dernières années, et je suis convaincu qu'il reste peu à faire.

Vous voudrez bien prescrire aux divers services, qui devront s'entendre à ce sujet, de préparer une étude d'ensemble sur les moyens d'exécution à employer pour réaliser les nouvelles installations.

Cette étude d'ensemble devra m'être transmise, appuyée d'un devis estimatif de la dépense, avec indication des chapitres auxquels elle incombe. Il importe, en effet, que je sois fixé, d'une manière précise, sur le coût des travaux à entreprendre. Néanmoins, s'il existe des crédits disponibles sur les chapitres intéressés, la mise en main des travaux pourra avoir lieu sans attendre de nouveaux ordres de ma part. Il conviendra de suivre, sur des comptes spéciaux, les dépenses qu'occasionneront les travaux dont il s'agit.

Les dispositions nouvelles, relatives au débrayage des machines-outils, contenues dans le décret précité du 6 août dernier, devront être introduites dans le règlement du 4 avril 1895 (*Bulletin officiel*), établi en vue de prévenir les accidents dans les arsenaux et établissements de la marine. L'article 25 de ce règlement sera, par suite, complété par l'addition du paragraphe suivant, qui fait l'objet de l'article 2 décret du 6 août 1902 :

« Chaque machine-outil, métier, etc. . . , sera, en outre, installé et entretenu de manière à pouvoir être isolé par son conducteur de la commande qui l'actionne ».

Vous voudrez bien faire prendre note de cette addition en marge dudit règlement.

Circulaire du Ministre de la marine, du 18 décembre 1902, relative à l'application de la loi du 22 mars 1902 et à la statistique des accidents du travail.

MESSIEURS, par une circulaire du 5 juillet dernier, je vous ai signalé qu'une loi du 22 mars 1902 a modifié plusieurs des articles de la loi du 9 avril 1898 sur les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail.

J'ai l'honneur de vous notifier ci-après une nouvelle circulaire du Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, en date du 27 mai 1902, adressée aux inspecteurs divisionnaires du travail, sur l'application de la loi du 22 mars précitée. Cette circulaire complète les instructions qui ont fait l'objet de ma communication du 5 juillet 1902 susvisée portant notification de la loi du 22 mars 1902 et du décret du 23 du même mois.

Je vous prie de donner des ordres pour que l'état statistique des accidents dressé en exécution de la circulaire du 15 juin 1894 pour le personnel protégé par la loi du 2 novembre 1892, sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes, ne comporte que les accidents survenus à ce personnel; cet état sera complété par les renseignements ci-après qui formeront deux annexes de l'état en question.

En effet, en présence du développement croissant qu'a pris dans les ateliers ou chantiers l'emploi d'ouvriers adultes *non immatriculés*, employés *en régie directe*, et qui, au point de vue des accidents, relèvent de la loi du 9 avril 1898, ainsi que l'a spécifié très explicitement la circulaire ministérielle du 19 mai 1900 (*B. O.*, p. 990), il convient de compléter les tableaux statistiques par l'indication des accidents survenus, au cours de l'année antérieure, aux ouvriers adultes appartenant à ce personnel supplémentaire; ces renseignements feront l'objet d'une deuxième partie de l'état statistique à fournir annuellement au Ministre du commerce. La circulaire ci-annexée du Ministre du commerce trace les règles à suivre pour l'établissement de ces tableaux; il importe de s'y conformer strictement, en suivant, bien entendu, la procédure indiquée dans la circulaire du 19 mai 1900, § 11.

Je crois devoir ajouter que, bien que l'on ne doive plus tenir compte, dans l'établissement des tableaux statistiques, des accidents de quatre jours et au-dessous, il n'en subsiste pas moins l'obligation de les enregistrer dans la forme habituelle sur le registre réglementaire des procès-verbaux d'accident, en vue des conséquences d'ordres divers qu'elles peuvent avoir.

Enfin, il y a intérêt à ce que l'Administration centrale possède un document donnant annuellement et en détail, suivant la forme même employée par le Ministère du commerce dans ses tableaux statistiques, le nombre des accidents survenus au personnel *immatriculé* des *ouvriers adultes*, stagiaires ou permanents qui, au point de vue des conséquences entraînées par ces accidents, sont traités suivant des lois différentes.

Ces renseignements feront l'objet d'une 3^e section du paragraphe 6 du rapport annuel de fin d'année des directeurs des constructions navales, de

manière qu'aucune confusion ne se produise entre ces derniers et les deux autres catégories de personnel susvisées.

Ces derniers renseignements doivent être considérés comme étant d'ordre intérieur; ils viendront simplement s'ajouter à ceux qui font l'objet des deux autres catégories définies ci-dessus qui sont spécialement destinés à la rédaction de l'état général des accidents à fournir, en exécution de la loi, au Ministère du Commerce; il convient qu'ils soient présentés sous la même forme. Il y aura donc lieu de modifier dans ce sens et très explicitement la circulaire du 8 mars 1895 (Matériel. — Constructions navales), relative à la con- texture des rapports de fin d'année.

Je vous prie de vouloir bien donner des ordres en conséquence.

RAPPORTS SUR L'ASSIMILATION

DES MALADIES PROFESSIONNELLES DES ACCIDENTS DU TRAVAIL

PRÉSENTÉS À LA COMMISSION D'HYGIÈNE INDUSTRIELLE (Suite) (1).

LES ACCIDENTS PROFESSIONNELS

DUS

À L'HYDROGÈNE SULFURÉ,

PAR M. **COURTOIS-SUFFIT**,

MÉDECIN DES HÔPITAUX, MÉDECIN EN CHEF DES MANUFACTURES DE L'ÉTAT.

Décrire les accidents causés par l'hydrogène sulfuré au point de vue spécial où je dois me placer, c'est-à-dire au point de vue de l'*incapacité du travail permanente ou temporaire*, est à mon avis, pour le moins, très difficile.

Si, en effet, à première vue et théoriquement, il peut paraître tentant et presque logique de comparer les désordres que provoque l'hydrogène sulfuré à ceux qu'engendrent d'autres agents toxiques, le phosphore, le plomb, l'arsenic, par exemple, et de décrire le *sulfhydrisme* — ce terme est couramment employé — à côté du phosphorisme, du saturnisme, ou de l'arsénisme...; dès que l'on regarde les faits d'un peu près on voit que cette assimilation est impossible et que, s'il existe une pathologie relativement précise des grandes intoxications que je viens de citer, il n'existe pas et il ne peut pas exister de pathologie du sulfhydrisme.

(1) Voir *Bulletin de l'Inspection*, n° 3-4, p. 273.

Je vois à l'impossibilité de la description clinique du sulfhydrisme deux raisons :

- a) La première tient à la toxicité extrême de l'hydrogène sulfuré ;
- b) La seconde tient à l'extrême rareté de l'action *isolée* de l'hydrogène sulfuré.

a. — Il est écrit partout, en effet, que l'hydrogène sulfuré est puissamment toxique lorsqu'il est introduit dans les voies respiratoires. On indique qu'un oiseau succombe immédiatement dans une atmosphère de 1/1500 et que les chiens ne supportent pas une atmosphère de 1/100.

Brouardel et Loye ont trouvé que l'hydrogène sulfuré est mortel à la dose de 0,12 p. 100 ; et que des chiens sont morts en trois minutes dans une atmosphère contenant 2 p. 100 d'hydrogène sulfuré ; après 17 à 50 minutes dans un milieu à 0,5 p. 100.

b. — Presque toujours les gaz qui déterminent les accidents sont des mélanges fort complexes, et il est fort probable que l'on met très souvent sur le compte de l'hydrogène sulfuré des asphyxies qui sont dues à d'autres gaz, et notamment à l'acide carbonique.

Dans les fosses d'aisance, où communément se font les asphyxies par l'hydrogène sulfuré, il y a, en même temps que ces gaz, des vapeurs de sulphydrate d'ammoniaque et aussi des vapeurs ammoniacales (1).

Les émanations gazeuses des égouts ont été soumises aux analyses chimiques les plus variées ; on y a trouvé l'acide sulfurique, le sulphydrate d'ammoniaque, l'acide carbonique, l'acide nitreux, parfois de l'hydrogène carboné et divers produits organiques.

La rareté de l'action isolée de l'hydrogène sulfuré se retrouve ailleurs. Consulte-t-on, en effet, la liste des professions qui sont actuellement considérées comme donnant naissance aux accidents du sulfhydrisme, on voit qu'il s'agit presque toujours de manipulation de substances complexes. Je copie textuellement la liste des opérations industrielles susceptibles de mettre l'ouvrier en présence d'un dégagement de gaz sulfhydrique.

1° Le bronzage en noir des métaux, pour lequel on emploie le sulfure d'arsenic.

2° Le nettoyage des chaudières à vapeur, dans lesquelles la décomposition des sulfates de l'eau en présence des matières organiques donne lieu à la formation de sulfures et partant d'acide sulfhydrique.

3° Le nettoyage des hauts fourneaux.

4° Le travail de certaines savonneries, où l'on consomme encore de la soude brute Leblanc chargée de sulfures.

5° Le travail de quelques tanneries, où l'on emploie quelquefois de la chaux provenant des épurateurs à gaz, chaux toujours riche en sulfure et en sulphydrate de calcium.

(1) On a d'ailleurs beaucoup exagéré la quantité d'hydrogène sulfuré qui existe dans les fosses d'aisance et dans d'autres milieux où pourrissent des matières animales. Ayant eu l'occasion d'analyser l'air de deux fosses non vidées depuis plusieurs mois, Ogier n'a pas trouvé la moindre trace d'hydrogène sulfuré.

6° La préparation des prussiates au moyen du sulfure de carbone.

7° Le travail des raffineries, lors de la revivification du noir animal.

8° Le travail des fabriques de produits chimiques, où l'on fabrique des sulfates et chlorure d'ammonium en partant d'ammoniaque brute renfermant des sulfures et sulfhydrate . . . , et, en général, dans toutes les usines où l'on traite des sulfures par des acides.

9° Les opérations des usines métallurgiques, où l'action des acides sur les pyrites développe des vapeurs d'acide sulfhydrique.

Emploi du mastic comprenant du soufre, du sel ammoniac et de la limaille de fer, mastic qui, dans certaines conditions (surtout quand le mélange n'est pas fait dans les proportions voulues), peut donner lieu à un dégagement violent d'acide sulfhydrique, de sulfhydrate d'ammoniaque et d'autres gaz délétères.

En dehors de ces diverses opérations industrielles, l'ouvrier peut encore être exposé aux émanations sulfhydriques, qui forment l'élément particulièrement nocif du méphitisme des égouts et des fosses d'aisance.

Dans tous ces cas, si l'on met en face des différentes professions les accidents que l'on a donnés comme ressortissant à elles, on ne trouve que des signes vagues, mal déterminés et incertains, sur lesquels il est impossible d'asseoir un jugement médical précis.

Que se passe-t-il dans l'empoisonnement par le plomb, par exemple ? D'où que vienne l'intoxication, les symptômes sont identiques. On peut, à la simple vue d'un malade formuler un diagnostic net et de l'effet remonter à la cause. Il n'en va certes pas de même dans l'intoxication par l'hydrogène sulfuré.

On trouve seulement décrite, en effet, une forme *lente* d'empoisonnement par pénétration dans les appartements des gaz de fosses d'aisance non complètement étanches et de construction défectueuse, empoisonnement dont la forme symptomatique est mal dessinée et dont l'origine est rarement décelée.

Je ne crois donc pas qu'il existe — ou *plus exactement je n'ai pas rencontré* — de faits *d'intoxication lente* d'origine professionnelle par l'hydrogène sulfuré, et j'estime que Patrie a raison quand il dit qu'en Angleterre dans les usines métallurgiques et dans les fabriques de produits chimiques on n'observe aucun accident particulier parmi les ouvriers, encore que les pièces de monnaie qu'ils ont sur eux deviennent toutes noires.

Je pense donc que l'empoisonnement par l'hydrogène sulfuré *est presque toujours accidentel et suraigu*. Les exemples sont, de cette espèce, nombreux chez les ouvriers qui travaillent dans les fosses d'aisance, dans les usines à gaz et dans les égouts. Des intoxications par l'hydrogène sulfuré ont eu lieu dans plus d'un laboratoire (1).

(1) Garnier a donné la relation d'un empoisonnement par l'hydrogène sulfuré, ou plutôt par le sulfhydrate d'ammoniaque, chez trois ouvriers qui travaillaient dans l'intérieur d'une chaudière à boucher un joint avec un mastic composé de soufre, limaille de fer, sel ammoniac, mélange qui, dans certaines conditions, peut dégager du sulfhydrate; l'un de ces hommes mourut; chez les deux qui survécurent on observa du pyrosis et de l'engourdissement des membres.

Je n'insisterai pas très longuement sur les conditions dans lesquelles se produisent les asphyxies par les gaz des fosses d'aisance. Qu'on se souvienne seulement que ce sont les vidangeurs qui, en vidant les fosses, sont victimes, soit au début, soit à la fin de leur travail, d'un accident que l'on a coutume d'appeler avec eux le « coup de plomb ».

Autrefois (Brouardel : *Les asphyxiés*), on vidait la fosse avec des seaux ; aujourd'hui on se sert d'un appareil que nous connaissons tous et qui s'appelle le *système barométrique*. Cet appareil est constitué par un grand tonneau métallique dans lequel le vide est fait à l'usine ou sur place. Ce tonneau est amené devant la maison dans laquelle la vidange doit être pratiquée, le tube qui en part est plongé dans la fosse, un fourneau incandescent est placé de façon qu'il brûle tous les gaz dans son foyer. Mais pour que cet appareil fonctionne, il faut que les liquides et les solides contenus dans la fosse soient bien mélangés à l'état pâteux. Cette opération nécessite un brassage. La pierre qui recouvre l'orifice de la fosse est descellée, et les ouvriers, à l'aide de perches ou de pelles, démolissent le chapeau. Cette manœuvre est l'occasion d'un très fort dégagement de gaz qui s'échappe par la pierre ouverte et qui peut amener chez les ouvriers, placés près d'elle, de véritables accidents d'intoxication.

Le brassage terminé, on met la machine en marche et l'aspiration des matières se fait — en termes de métier cette manœuvre s'appelle l'*allège*. Quelquefois on se contente d'une allège, mais au bout d'un certain nombre de ces allèges on est bien obligé de faire le *rachèvement*, c'est-à-dire le nettoyage complet de la fosse. Un ouvrier descend dans la fosse avec un seau, une pelle et même une pioche, car la croûte qui tapisse les murs est souvent très dure. — Ces ouvriers, les règlements l'exigent, ne devraient jamais descendre dans une fosse sans avoir revêtu une bricole. Mais ils négligent souvent cette précaution et c'est là qu'est le grand danger, car un premier accident entraîne fatalement un autre. Si un ouvrier est pris par le plomb pendant le rachèvement, ses camarades descendent l'un après l'autre pour le secourir et il n'est pas rare de compter ainsi plusieurs victimes.

En termes du métier, il y a le plomb d'entrée qui correspond au moment du brassage et le plomb de sortie qu'on observe pendant le rachèvement.

Une troisième personne peut encore être frappée, c'est l'inspecteur qui doit descendre dans la fosse deux jours après qu'elle a été vidée, pour s'assurer si elle est en bon état. Mais les parois sont couvertes d'un enduit graisseux qui dégage des quantités considérables d'hydrogène sulfuré ; si l'inspecteur ne fait pas renouveler l'air de la fosse avant d'y pénétrer il se trouvera tout à coup dans une atmosphère irrespirable, et, à son tour, pourra être frappé « du plomb ».

Il est donc évident que si l'accident arrive à des ouvriers, il est rarement unique. En effet, les ouvriers placés autour de l'ouverture de la fosse, voient tout à coup leur camarade occuper au rachèvement tituber et tomber ; s'il est muni de la bricole, on le remonte ; la plupart du temps il n'a pas voulu s'assujettir à cette précaution ; un camarade, attaché celui-là, descend pour le remonter, et tombe pendant qu'il est encore sur l'échelle, on le retire, un

autre prend sa place; il y a souvent 3 ou 4 victimes et quelquefois 2 ou 3 morts.

Quels sont donc les signes de cette asphyxie, de cette intoxication?

La marche de l'intoxication brusque est tellement rapide que les ouvriers sont foudroyés d'un seul coup. « Tous les muscles sont immobilisés, dit M. Brouardel, la perte de connaissance est complète, les pupilles sont extrêmement dilatées; puis surviennent quelques convulsions dans les membres, des contractures que suivent le coma et la mort » (1).

Si l'ouvrier est retiré à temps, on peut le rappeler à la vie, même quand il est déjà dans le coma, au moyen de la respiration artificielle et des tractions rythmées de la langue. Et alors, ou bien il revient tout à fait à la vie, sans présenter d'accidents consécutifs; ou bien il SEMBLE revenir à la vie, mais pour un temps seulement, et il succombe deux ou six heures après l'accident avec tous les symptômes du catarrhe suffocant.

Le résultat est le même au point de vue de la responsabilité du patron ou des compagnies d'assurances.

Nous avons dit que l'on avait décrit une forme lente, due presque toujours à la pénétration dans les appartements de gaz d'une fosse d'aisance. Rien de net au point de vue clinique. Les individus sont pris de malaises, d'inappétence, de coliques douloureuses, de vomissements, d'entéralgie; ils peuvent s'amaigrir et tomber dans un véritable état cachectique. Ce sont là des signes banals que l'on n'attribue pas toujours à leur véritable cause, et il est difficile, même en les groupant, d'en faire la caractéristique du sulfhydrisme.

Les ouvriers qui sont asphyxiés par les gaz des égouts succombent de la même manière que les vidangeurs, par le plomb.

L'intoxication par l'hydrogène sulfuré peut se faire non plus par les voies respiratoires, mais par les voies digestives. Lorsque des matières fécales sont ingérées, alors même qu'elles ne contiennent pas de germes spécifiques, elles peuvent déterminer des accidents cholériformes (2).

(1) On peut, par expérimentation, se rendre mieux compte de la succession des phénomènes :

On constate d'abord une énorme dilatation de la pupille; l'œil est en exophtalmie, le réflexe pupillaire disparaît. La dilatation est persistante; elle diminue un peu quelques instants avant la mort, mais elle reprend presque immédiatement toute son énergie. La perte de la sensibilité coïncide avec la dilatation pupillaire; elle semble diminuer avec elle. Les membres sont contracturés dans l'extension : la circulation est très ralentie. Les battements du cœur tombent de 60 à 40. Au début, les mouvements respiratoires ont une grande amplitude; ils diminuent peu à peu et cessent au bout de 30 secondes. Cet arrêt dure environ une minute, puis on voit revenir de grandes respirations qui mettent en jeu tous les muscles du thorax; puis la fréquence de la respiration diminue jusqu'à la mort.

(2) Je ne puis citer à l'appui de ce mode d'intoxication que le fait rapporté par Brouardel dans son livre sur les asphyxiés :

« C'était en 1884. Au moment où nous étions en séance au Comité d'hygiène, une dépêche vint nous avertir que le choléra venait d'éclater dans une école à Asnières et que 32 petites filles étaient atteintes. M. Grancher partit aussitôt pour Asnières, se rendit à l'école signalée et constata que les enfants avaient des vomissements, des crampes, de la cyanose, en un mot tous les symptômes du choléra, sauf l'anurie. L'épidémie dura le 19 et le 20 décembre; tout ce petit monde en fut heureusement quitte pour la peur. M. Grancher, en faisant son

Ce sont là des faits d'extrême rareté, sur lesquels il est impossible d'établir une règle précise.

En résumé, *l'intoxication par l'hydrogène sulfuré se manifeste dans la très grande majorité des cas par un accident aigu et presque toujours mortel, « le coup de plomb ».*

La mort se produit soit au moment même de l'accident, soit quelques heures après. Si l'ouvrier ne meurt pas, il ne semble pas qu'il garde de traces durables de l'accident.

Les signes d'une intoxication chronique par l'hydrogène sulfuré dite « sulfhydrique » sont au moins douteux.

LES MALADIES PROFESSIONNELLES EN GRANDE-BRETAGNE

DE 1899 À 1900 (1).

Le Ministère de l'intérieur, publie, en application de l'article 73 de la loi de 1901 sur les fabriques et les ateliers (ancien art. 29 de la loi de 1895) (2), des rapports sur les maladies professionnelles. Cet article 73 porte que « tout médecin praticien soignant ou appelé à visiter un malade chez lequel il constate des symptômes d'empoisonnement par le plomb, le phosphore, l'arsenic ou le mercure, ou qu'il croit atteint de septicémie charbonneuse, maladies qu'il suppose avoir été contractées dans une fabrique ou un atelier » devra en aviser l'inspecteur en chef des fabriques. Aux termes de ce même article, le patron est tenu d'aviser, par écrit, l'inspecteur et le médecin assermenté du district, de tout cas de ce genre qui vient à se produire. Au reçu de la déclaration, le médecin doit voir le malade, visiter l'endroit où le cas s'est déclaré et adresser son rapport à la direction de l'inspection. En outre, par suite d'une entente avec le *registrar* général, les officiers de l'état civil du district chargés d'enregistrer les décès, doivent fournir à l'inspecteur en chef des fabriques le double des certificats de décès attribués directement ou indirectement à l'intoxication par le plomb, le phosphore ou l'arsenic.

Il ressort de là que l'on ne doit pas déclarer les cas d'empoisonnement par saturnisme survenus dans les industries non visées par la loi, comme dans la peinture en bâtiment, ou causés par l'usage d'eaux contaminées. Toutefois,

« enquête, apprit que la fosse d'aisance de l'école avait été vidée la nuit précédente. L'école « était mal tenue. l'hygiène y était déplorable. M. Grancher s'enquit de l'alimentation en « eau potable de cette école. On lui montra dans le jardin une fontaine, ou plutôt une mare, « alimentée par un petit ruisseau qui venait de je ne sais où. Or, les ouvriers vidangeurs, « après avoir terminé leur besogne, avaient lavé leurs mains et leurs outils dans l'eau de cette « mare, ils ne pouvaient vraiment pas se douter qu'ils contaminaient une fontaine dont les « petites filles boiraient l'eau le lendemain. Aucune d'elles n'est morte, mais quelques-unes « ont été extrêmement malades. »

(1) *Labour gazette*; juin 1902 (note communiquée par le Ministère de l'Intérieur dans les cas d'empoisonnement par le plomb ou autres matières de 1899 à 1901).

(2) Voir *Bulletin de l'Inspection du travail*, 1902, p. 120.

comme les cas de saturnisme sont fréquents chez les peintres en bâtiment et les plombiers, et comme ils sont une conséquence du travail industriel, on déclare beaucoup d'entre eux, bien que l'article 73 ne le stipule nullement. On doit, par suite, classer à part ces déclarations dont on publie la liste chaque mois. Il ne faut pas oublier, toutefois, que l'on ne peut, pour ces cas, prendre les mêmes mesures médicales que pour ceux constatés à la fabrique ou à l'atelier.

On peut comparer exactement les chiffres relatifs aux 3 années 1899-1901; pour 1899, toutefois, les peintres en bâtiments ont été classés dans la rubrique « industries diverses ». Il a été compté autant de cas que d'individus atteints; on n'a pas considéré comme cas nouveaux ceux déjà portés sur une liste précédente et qui ont été déclarés à nouveau au cours des 12 mois suivants (à savoir 52 en 1899, 53 en 1900 et 39 en 1901).

Le tableau suivant fait connaître d'une façon sommaire, la cause des cas de saturnisme.

Dans ceux classés au n° 1, l'intoxication est due surtout aux vapeurs de plomb; dans ceux classés de 2 à 5, au maniement du plomb métallique; dans les autres enfin aux sels de plomb (6 à 12 : poussières provenant des sels, 13 à 15 : poussières et couleurs plombifères).

I. — Saturnisme (1).

CATÉGORIE D'INDUSTRIE.	CAS DÉCLARÉS.			DÉCÈS.		
	1899.	1900.	1901.	1899.	1900.	1901.
1. Fusion des métaux.....	61	34	54	1	1	3
2. Laminage et tuyautage du plomb....	26	17	17	"	1	"
3. Typographie.....	26	18	23	1	2	1
4. Taillage des limes.....	41	40	40	1	3	7
5. Étamage et étaillage des poternes de fer.....	15	5	10	"	"	"
6. Fabrication du blanc de céruse.....	399	358	189	5	6	7
7. Fabrication du minium et du chromate de plomb.....	23	19	14	"	"	"
8. Porcelaines et poteries.....	240	200	106	16	8	5
8 bis. Transport sur pierres lithographiques	11	10	7	"	"	"
9. Taille et polissage du verre.....	8	7	11	1	"	3
10. Émaillage des plaques métalliques....	9	11	9	"	"	"
11. Fabrication d'accumulateurs électriques	32	33	49	1	"	1
12. Couleurs et vernis.....	75	56	56	1	1	"
13. Carrosserie.....	65	70	65	1	5	4
14. Constructions navales.....	33	32	28	"	2	1
15. Peinture dans d'autres industries.....	54	50	61	1	5	"
16. Industries diverses.....	131	98	118	2	4	2
TOTAL.....	1238	1058	863	31	38	34

(1) En dehors des cas portés au tableau, on a constaté chez les peintres et plombiers en bâtiment 199 cas de saturnisme (dont 38 suivis de mort) en 1900, et 169 autres (dont 41 suivis de mort) en 1901.

La meilleure précaution à prendre contre l'intoxication par les vapeurs et poussières de sels de plomb, consiste dans l'installation de machines assurant l'évacuation des poussières à l'endroit où elles se produisent ; contre l'intoxication par le maniement du plomb, c'est de donner aux ouvriers toutes facilités pour rester rigoureusement propres.

La diminution constatée en 1901 (en comparaison avec 1899) dans le nombre des cas classés aux rubriques 6, 7 et 8 vient surtout de ce que les ouvriers sont moins exposés aux poussières de plomb ; elle vient aussi de ce que les plus délicats d'entre eux sont éliminés à la suite des visites régulières du médecin et de ce qu'enfin ils prennent tous maintenant plus de précautions.

L'amélioration constatée, pour les mêmes raisons, au n° 8 bis serait plus frappante encore, si l'on pouvait fournir les chiffres relatifs à 1898 et aux années précédentes. Dans la taille et le polissage du verre, les progrès assurés par l'adoption de ventilateurs ne sont points apparents parce que l'on a déclaré, durant la période envisagée des cas d'empoisonnement contractés dans les années antérieures. La plupart des cas compris à la rubrique 10 se sont produits non pas dans l'émaillage des plaques indicatrices, mais dans l'émaillage des plaques pour poêles à gaz, que l'on obtient par un procédé différent. En remplaçant les couleurs à base de plomb — qui causaient autrefois tant de ravages — par d'autres n'en contenant pratiquement pas, on a beaucoup diminué le danger que présente l'émaillage des plaques de fer.

Semblable amélioration n'apparaît pas dans la statistique des cas de saturnisme causés par le maniement du plomb métallique et des couleurs à base de plomb. Dans ces cas, les premiers symptômes du saturnisme sont moins caractérisés que dans les autres ; s'il y a production de poussière on ne peut la supprimer par ventilation mécanique. L'accroissement du nombre de cas constaté dans les fabriques d'accumulateurs électriques, vient du développement pris par cette industrie et de ce que les ouvriers sont plus exposés maintenant aux poussières de minium et aux vapeurs de plomb.

Le rapport annuel de l'inspecteur en chef des fabriques contient des détails sur la gravité et les symptômes des cas enregistrés.

Le tableau suivant résume les chiffres relatifs à l'empoisonnement par le mercure, le phosphore et l'arsenic dans les trois années 1899, 1900 et 1901.

II. — Autres formes d'intoxication.

MALADIES ET INDUSTRIES.	CAS.			DÉCÈS.		
	1899.	1900.	1901.	1899.	1900.	1901.
<i>Intoxication par le mercure ⁽¹⁾.</i>						
Fabrication des thermomètres et des baromètres.....	3	1	6	"	"	"
Procédé de pelleterie.....	1	2	4	"	"	"
Industries diverses.....	6	6	8	"	"	"
TOTAL pour le mercure.....	10	9	18	"	"	"
<i>Intoxication par le phosphore.</i>						
Fabrication des allumettes chimiques.....	7	3	4	1	"	"
Industries diverses.....	1	"	"	"	"	"
TOTAL pour le phosphore....	8	3	4	1	"	"
<i>Intoxication par l'arsenic.</i>						
Peinture, couleurs, extraction de l'arsenic...	"	7	3	"	"	"
Industries diverses.....	"	15	9	"	3	1
TOTAL pour l'arsenic.....	"	22	12	"	3	1

(1) Chiffres à partir du 1^{er} mai 1899.

On a classé à la rubrique « industries diverses » en ce qui concerne le mercure la fabrication des compteurs électriques, des composés du mercure tels que l'oxyde rouge, le perchlorure, etc., la galvanoplastie et le maniement du fulminate de mercure dans les fabriques de poudre.

Par « procédé de pelleterie », on désigne un très ancien procédé employé dans la chapellerie et qui consiste à traiter des peaux de lapins par une solution de nitrate de mercure (1).

Dans le cas d'empoisonnement par le phosphore, il s'agit de la nécrose phosphorique de la mâchoire : un seul cas a été déclaré en 1901 et se rapportait à une année précédente. On expulse actuellement, à leur point de production, les vapeurs émanant des pâtes de phosphore, et l'on oblige les ouvriers manipulant ces pâtes à faire extraire ou plomber leurs dents cariées.

Parmi les industries où l'arsenic est en cause on compte des fabriques de

(1) Secrétage.

blanc et de vert émeraude ; ces cas d'intoxication se caractérisent surtout par une irritation de la peau. On ne constate que rarement des troubles nerveux tels que ceux rencontrés lors de la récente épidémie causée par l'arsenic contenu dans la bière.

On a rangé parmi les « industries diverses » les 24 cas d'intoxication par le gaz hydrogène arseniqué, 15 en 1900 et 9 en 1901, constatés dans des fabriques de produits chimiques. Les symptômes ici ne rappelaient en rien ceux de l'intoxication par l'arsenic blanc.

Le tableau suivant fait connaître le nombre cas de septicémie charbonneuse enregistrés pendant ces trois dernières années.

III. — Septicémie charbonneuse.

MALADIES.	CAS.			DÉCÈS.		
	1899.	1900.	1901.	1899.	1900.	1901.
Triage de la laine.....	18	9	3	5	2	2
Peignage de la laine.....		"	3		"	2
Travail des crins de cheval.....	17	12	9	4	3	1
Travail et triage des cuirs et peaux (tanneurs, peaussiers, etc.).....	16	9	20	3	1	5
Industries diverses.....	4	7	4	2	1	"
TOTAL.....	55	37	39	14	7	10

La septicémie charbonneuse est une maladie mortelle qui atteint certains animaux et qui, de ces derniers, peut passer à l'homme, qui, ayant une écorchure aux mains ou à la face, manipule des peaux, de la laine ou des crins d'animaux qui en sont morts. Les laines contaminées proviennent généralement d'Asie mineure ou de Perse, et les crins et peaux, de la Chine. De 1899 à 1901, 20 à 25 p. 200 des cas enregistrés ont eu une issue fatale. On ne doit pas attacher trop d'importance à la diminution survenue dans les chiffres relatifs à la contamination par les peaux de crins, attendu que la septicémie charbonneuse ne sévit pas chaque année avec la même violence. On combat la contamination dans le triage et le peignage de la laine et le travail des crins en expulsant les poussières (qui servent de véhicule au microbe du charbon) à l'endroit même où elles se produisent. Il est difficile — et même impossible pour certaines qualités de laines et de poils — de détruire les microbes par la vapeur, avant le travail des matières premières.

Une opération chirurgicale pratiquée dès le début, diminue les dangers de mort. Il convient donc de faire connaître à tous les intéressés quels sont les symptômes ordinaires de la contamination, à savoir : un bouton ou furoncle enflammé qui bientôt présente un point noir à son centre et qu'entourent d'autres boutons de même nature.

LÉGISLATION ÉTRANGÈRE.

AUTRICHE.

CODE INDUSTRIEL DU 20 DÉCEMBRE 1859,

MODIFIÉ PAR LES LOIS DES 15 MARS 1883, 8 MARS 1885, 16 JANVIER 1895
ET 23 FÉVRIER 1897 (1).

(Extraits) (2).

TITRE PRÉLIMINAIRE.

ARTICLE V. — La présente loi ne s'applique pas aux occupations et entreprises suivantes qui restent soumises aux lois actuellement en vigueur :

- a) L'agriculture et les travaux forestiers, ainsi que les industries connexes où s'opère la transformation des propres produits de l'exploitant ;
- b) Les mines et les dépendances y rattachées en vertu de la loi sur les mines ;
- c) La production littéraire et les beaux-arts ;
- d) le travail salarié de catégorie tout à fait inférieure (journaliers, etc) ;
- e) Les ateliers de famille ;
- f) Les professions libérales : avocats, notaires, courtiers de commerce, courtiers maritimes, agents de change, ingénieurs ; et en général, les personnes chargées officiellement d'un service ;
- g) L'exercice de l'art médical (médecins, chirurgiens, dentistes, oculistes, accoucheurs, sages-femmes) ; les établissements de traitement (maisons d'ac-

(1) Traduction de M. Henry (Édouard), inspecteur départemental du travail à Troyes.

(2) Le code industriel autrichien (Gewerbeordnung) comprend neuf titres, plus un titre préliminaire déterminant le champ d'application du Code. Le titre I traite de la division des industries ; le titre II, des conditions auxquelles sont soumises les diverses industries ; le titre III, de l'obligation de l'autorisation pour l'exploitation de certaines industries ; le titre IV, de l'étendue et de l'exercice du droit d'exploitation ; le titre V, des marchés ; le titre VI, du personnel ouvrier ; le titre VII, des associations ; le titre VIII, des contraventions et pénalités ; le titre IX, des autorités chargées d'appliquer la loi et de la procédure. On n'a reproduit ici que les dispositions relatives à la réglementation du travail.

couchement, asiles d'aliénés, cures d'eaux et de bains); les pharmaciens, le vétérinaires et castreurs;

- h) L'enseignement privé, l'éducation et les établissements annexes;
- i) Les travaux des établissements publics de bienfaisance et d'enseignement, des prisons ou maisons de correction;
- k) Les établissements de crédit : banques, caisses d'épargne, mont-de-piété, assurances, etc.
- l) Les chemins de fer et la navigation à vapeur;
- m) La navigation et la pêche sur mer, qui sont soumises aux lois maritimes;
- n) Les entreprises de passage et de flottage permanents sur les fleuves, lacs et canaux;
- o) Les divertissements publics et représentations de toute sorte;
- p) Les imprimés périodiques et leur vente;
- q) Le colportage et les entreprises industrielles analogues (1).

TITRE PREMIER (2).

I. Division des industries.

ARTICLE PREMIER. — Les industries se divisent en :

- a) Industries libres;
- b) Industries de métier;
- c) Industries concessionnées.

Jusqu'à décision législative, le Ministre du commerce, d'accord avec le Ministre de l'intérieur, pourra déterminer par voie d'ordonnance les industries de métier.

On doit entendre par là les industries dans lesquelles il s'agit de tours de main exigeant le perfectionnement par l'apprentissage et une assez longue pratique; et pour lesquels cette culture professionnelle suffit.

Les établissements de commerce (au sens strict) et les entreprises industrielles exploitées en fabrique sont exclus de la catégorie des industries de métier.

L'industrie domestique doit être rangée en dehors de l'industrie.

En cas de doute sur la classification d'un établissement, soit parmi les fabriques, soit parmi les exploitations commerciales, l'autorité politique décide après avoir consulté les chambres d'industrie et de commerce, ainsi

(1) Toutefois, une loi du 28 avril 1895 a rendu applicable au colportage les prescriptions de la loi du 16 janvier 1895 relative au repos du dimanche.

(2) Texte modifié par la loi du 15 mars 1883.

que les corporations, avec faculté de recours aux Ministres de l'intérieur et du commerce.

Sont dites « concessionnées », les industries pour lesquelles des considérations d'ordre public légitiment l'obligation d'une autorisation spéciale préalable.

Sont « libres », toutes les industries qui ne sont ni de « métier », ni « concessionnées » (1).

TITRE VI (2).

Du personnel ouvrier.

1° DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

ART. 72. — Les rapports entre les industriels en possession de leurs droits et les ouvriers à leur service peuvent être réglés par libre entente, dans les limites établies par les lois.

A défaut de contrat, on devra se reporter aux dispositions spéciales concernant l'espèce, ou subsidiairement au Code civil.

ART. 73. — *Des ouvriers.* — On devra comprendre sous la dénomination d'« ouvriers » tous les travailleurs, sans distinction d'âge ni de sexe, employés régulièrement dans les entreprises industrielles, c'est-à-dire :

a) Les aides, commis, compagnons, garçons de café (Kellner), cochers des entreprises de transport, etc.;

b) Les travailleurs des fabriques;

c) Les apprentis;

d) Les travailleurs qui sont occupés dans l'industrie à des services d'ordre inférieur (à l'exception de ceux qui sont énumérés à l'article V, lettre d, de la présente loi).

Sont également considérés comme ouvriers, les travailleurs occupés régulièrement dans des entreprises industrielles, lorsque ces entreprises sont diri-

(1) Aux termes de l'arrêté ministériel du 16 septembre 1883 : « est considérée comme *industrie domestique* (atelier de famille), l'industrie qui, suivant les habitudes locales, est exercée par des personnes dans leurs propres habitations soit comme occupation principale, soit accessoirement, à condition cependant que ces personnes, au cas où elles ne seraient pas seules occupées au travail productif, n'emploient aucun étranger : aide, compagnon, apprenti, mais qu'elles n'utilisent que les membres de la famille ».

Aux termes de l'arrêté ministériel du 16 septembre 1883 : « Par *exploitations commerciales*, on doit entendre (au sens strict) les établissements dont la patente ne concerne que l'exercice du commerce; cet exercice du commerce doit former la seule affaire et ne pas être une suite du droit appartenant aux producteurs de mettre en vente leurs produits et marchandises ».

(2) Texte modifié par les lois du 8 mars 1885, du 16 janvier 1895 et du 23 février 1897.

gées par des personnes (physiques ou morales) énumérées audit article V, même si ces entreprises ne sont qu'accessoires ou annexes à des exploitations ou occupations non soumises à la loi industrielle.

Ne sont pas considérés comme ouvriers, les personnes exerçant des fonctions d'ordre relevé, recevant généralement un traitement au mois ou à l'année, par exemple : les chefs d'ateliers, mécaniciens, commissionnaires, comptables, caissiers, employés de bureaux, dessinateurs, chimistes, etc. (1).

ART. 74. — *Mesures de précaution obligatoires dans l'intérêt des ouvriers.* —

Les industriels devront installer et maintenir à leurs frais les ateliers, machines et appareils dans les conditions nécessaires pour protéger la vie ou la santé du personnel, en tenant compte des circonstances spéciales à l'industrie ou à l'établissement.

Les industriels doivent constamment veiller à ce que les machines, appareils et leurs divers organes tels que roues motrices, appareils de transmission, courroies, cuves, chaudières, etc., soient clôturés ou pourvus de dispositifs de sûreté, suffisants pour rendre difficile la survenance d'un accident aux ouvriers lorsqu'ils exécutent prudemment leur besogne.

Les industriels doivent tenir la main à ce que, dans la mesure du possible et en tenant compte de la nature de l'industrie, les ateliers soient pendant le travail en état constant de propreté et à l'abri des poussières; que le renouvellement de l'air soit assuré dans une mesure proportionnée à l'effectif du personnel et au mode d'éclairage tout en remédiant à la nocivité des dégagements dangereux; que dans les industries chimiques, en particulier, les opérations et manipulations soient combinées de manière à nuire le moins possible à la santé.

Les industriels qui logent leurs ouvriers doivent aussi leur affecter des logements salubres.

Enfin, les industriels qui emploient des ouvriers âgés de moins de dix-

(1) *Décision ministérielle du 5 mars 1887.* — Cette décision rappelle qu'en vertu de l'article 73, les personnes employées à des services d'ordre relevé ne doivent pas être comptées au nombre des ouvriers; mais, que d'autre part, le titre de la fonction n'implique pas par lui seul la classification de l'intéressé; qu'il faut examiner la véritable situation de chacun.

Arrêté ministériel du 22 mars 1885. — Une autorité politique provinciale ayant demandé si le personnel masculin des restaurants (cuisiniers, cavistes, garçons de salle, apprentis-cuisiniers, portiers, laquais) devait être considéré comme faisant partie de la corporation professionnelle, il fut répondu ce qui suit : « Les garçons de café sont cités expressément comme ouvriers dans l'article 73, ils font donc partie de la corporation. De même, il est hors de doute que les cuisiniers, cavistes, garçons de salle, apprentis-cuisiniers et portiers doivent être considérés comme membres de la corporation en vertu de l'alinéa d de l'article 73. Ils ont en effet (même en l'absence de contrat) une occupation industrielle régulière dans des établissements industriels. — On ne peut pas objecter que quelques-uns d'entre eux sont employés aux travaux indiqués dans l'article V lettre d. — D'ailleurs, l'emploi aux travaux domestiques peut résulter d'une convention stipulée dans le contrat de travail conformément à l'article 76 *in fine*. — Enfin quant aux laquais, il ne paraît pas possible de les classer parmi les ouvriers; s'ils sont au service de l'industriel, ils appartiennent à la domesticité; — s'ils exercent leur industrie en vertu d'une concession propre, ils sont liés par contrat, mais non occupés régulièrement dans l'industrie.

huit ans ou des femmes, doivent prendre, au point de vue du maintien des bonnes mœurs, les mesures imposées par l'âge ou le sexe des travailleurs (1).

ART 74 a. — *Repos au cours du travail.* — Les heures de travail doivent être coupées par des intervalles de repos suffisants. La durée totale des repos ne pourra pas être inférieure à une heure et demie et, dans la mesure du possible, en tenant compte de la nature de l'industrie, un repos de une heure doit être accordé à midi. Si la durée du travail dans la matinée ou dans l'après-midi ne dépasse pas cinq heures, on peut supprimer les repos autres que l'heure du repas de midi.

Les présentes prescriptions s'appliquent semblablement au travail de nuit (art. 95).

Le Ministre du commerce, représente avec le Ministre de l'intérieur et après avis des Chambres de commerce et d'industrie, pourra autoriser la réduction des temps de repos, en présence de nécessités bien établies, dans certaines catégories d'industries, principalement en ce qui concerne les industries dans lesquelles la suspension du travail est impossible (2).

ART. 75. — *Repos des dimanches et jours fériés.* — (Abrogé et remplacé par la loi du 16 janvier 1895.) (3).

ART. 75 a. — *École du soir et du dimanche.* — Les industriels doivent accorder aux ouvriers âgés de moins de dix-huit ans le temps nécessaire pour fréquenter l'école industrielle du soir et du dimanche (cours préparatoire, cours de perfectionnement, cours d'apprentissage, cours spéciaux).

ART. 76. — *Devoirs des ouvriers.* — Les ouvriers doivent à leur patron fidélité, obéissance et respect. Ils sont astreints à garder une tenue convenable, à se conformer à la durée du travail suivant les conventions ou les usages des lieux; à exécuter consciencieusement leur travail; à garder le secret sur les procédés de fabrication; à entretenir de bonnes relations avec leurs camarades d'atelier et avec le personnel de l'établissement; enfin à bien traiter les apprentis et les enfants qu'ils ont à diriger.

Sauf convention contraire, ils ne peuvent être tenus d'exécuter des travaux domestiques étrangers à l'industrie.

ART. 77. — *Indemnité de renvoi; congé.* — Si rien n'a été convenu en ce qui concerne l'indemnité de renvoi et le délai de congé de l'ouvrier, on considérera l'indemnité comme étant de la valeur d'une semaine et le terme de congé comme étant de quatorze jours. Cependant les ouvriers travaillant à la

(1) On peut signaler à ce sujet de l'article 74 (hygiène et sécurité) : 1° l'arrêté ministériel du 17 janvier 1885 sur les usines où l'on met en œuvre le phosphore (voir la traduction plus loin); 2° l'arrêté du 9 mars 1887 relatif à la vente en détail des objets en celluloïd, à l'emmagasinage et au transport du celluloïd et des objets en celluloïd; 3° l'arrêté du 5 février 1894 qui interdit formellement de faire servir à la nourriture humaine les déchets de viande ou de graisse provenant des tanneries,

(2) Voir plus loin l'arrêté ministériel du 27 mai 1885 (R. G. B. n° 82), p. 405.

(3) Voir plus loin, p. 387.

pièce ou à la tâche ne sont autorisés à quitter l'établissement que s'ils ont terminé réglementairement le travail entrepris.

ART. 78. — *Paiement des salaires.* — Les industriels doivent payer les salaires des ouvriers en argent comptant.

Toutefois, après entente préalable, ils peuvent fournir aux ouvriers le logement, le chauffage, des portions de terrain, des médicaments et soins médicaux, des outils et matériaux concourant à la fabrication des produits, puis en prélever la valeur lors du paiement du salaire.

Peuvent aussi faire l'objet d'une convention entre le patron et l'ouvrier, la fourniture d'aliments ou bien une pension fixe dont les prix sont prélevés sur les salaires, mais à condition que l'estimation ne soit pas supérieure au prix réel.

Par contre on ne peut pas convenir que les ouvriers se fourniront chez un commerçant déterminé.

Il est interdit aux industriels de procurer à crédit aux ouvriers avec retenue sur les salaires d'autres objets ou marchandises que ceux spécifiés ci-dessus; en particulier est prohibée dans ces conditions la vente de boissons spiritueuses. Il est interdit d'effectuer le paiement du salaire dans les cabarets et débits de boissons (1).

ART. 78 a. — Les prescriptions de l'article 78 valent également pour les ouvriers qui, en dehors des ateliers, fabriquent à façon pour les industriels les articles, manufacturés en entier ou à demi, nécessaires à la profession de ces derniers ou bien qui vendent auxdits industriels ces articles entièrement ou à demi manufacturés sans faire métier de la vente de ces marchandises aux consommateurs.

ART. 78 b. — Les prescriptions des articles 78 et 78 a relatives aux industriels, s'appliquent également aux membres de la famille, aux aides, aux préposés, aux directeurs, aux inspecteurs, aux gérants des industriels, ainsi qu'aux tiers industriels dans les affaires desquels l'une des personnes sus-nommées est intéressée directement ou indirectement.

ART. 78 c. — *Nullité de contrats.* — Toute clause du contrat ou toute convention contraire aux dispositions des articles 78-78 a et 78 b est frappée de nullité.

ART. 78 d. — *Conséquence du non paiement en numéraire aux ouvriers.* — Les ouvriers dont les créances (contrairement aux prescriptions des art. 78, 78 a et 78 b) seraient réglées autrement qu'en numéraire peuvent en tout temps exiger le paiement des salaires en argent comptant, sans qu'on puisse leur opposer le paiement déjà opéré en nature.

(1) Par ordonnance du 6 juin 1895, le Ministre de l'intérieur a vivement recommandé aux inspecteurs du travail d'agir avec la plus grande sévérité contre l'emploi de jetons (au lieu du paiement en numéraire). Cette pratique des jetons, usuelle dans certaines régions, oblige l'ouvrier à s'adresser à des commerçants spéciaux, par exemple à des cantiniers.

Si la chose donnée en place du paiement est encore en possession de celui qui l'a reçue ou si ce dernier en profite encore, la chose donnée ou sa valeur représentative doit être versée à la caisse de maladies de l'établissement si en vertu du règlement d'atelier (art. 88 *a*) les amendes des ouvriers sont destinées à une caisse spéciale de maladie; si l'industriel appartient à une association, la chose en question revient à la caisse de maladie de l'association; enfin, à défaut de ces caisses, les amendes sont acquises au fond des pauvres de la localité où l'industrie a son siège.

ART. 78 *e*. — *Inexistence de recours au sujet des marchandises données à crédit.* — Les créances relatives aux objets ou marchandises qui, malgré la défense contenue aux articles 78, 78 *a* et 78 *b*, ont été fournies à crédit aux ouvriers, ne peuvent pas donner lieu à une action judiciaire de la part des industriels ni des personnes assimilées; elles ne peuvent pas non plus être portées en compte, ni recevoir une affectation de valeur quelconque, et ce, sans qu'il y ait lieu de distinguer si elles sont nées directement entre les intéressés ou si elles ont pris naissance indirectement.

Les créances de cette nature doivent toujours revenir aux établissements indiqués à l'article 78 *d* (1).

ART. 79. — *Certificats.* — Les ouvriers doivent être porteurs de pièces d'identité qui sont : pour les personnes employées par les commerçants des certificats délivrés par les patrons et visés par l'autorité; pour les autres ouvriers : le livret.

Tout industriel qui emploierait des ouvriers sans certificat ou livret se rendrait coupable d'une contravention à la loi industrielle.

ART. 80. — *Livrets.* — L'autorité communale du domicile de l'ouvrier délivre les livrets, sans frais de timbre, moyennant le paiement des droits d'expédition.

En ce qui concerne les jeunes ouvriers (art. 93), le livret ne sera délivré que sous condition du consentement du père ou du tuteur. En cas d'impossibilité, ce consentement pourra être remplacé par l'autorité communale du domicile.

Les mentions portées aux livrets doivent être exactement remplies (2).

(1) On peut rapprocher des articles qui précèdent une loi du 7 avril 1870. Cette loi déclare nulles les conventions entre tous employeurs dans le but d'imposer aux ouvriers des conditions de travail plus défavorables et réciproquement les conventions entre tous salariés pour obtenir de meilleures conditions. Elle punit de prison les actes de violence et d'intimidation commis en vue de l'exécution de ces coalitions. Elle déclare nulles les conventions entre industriels qui aurait pour but d'augmenter le prix d'une marchandise au détriment du public.

(2) Un arrêté du 23 octobre 1885 traite des livrets des ouvriers étrangers. Ces livrets sont également obligatoires, ils sont délivrés par la mairie de la résidence actuelle. Si l'ouvrier étranger possède un livret de son pays conforme au modèle autrichien, il peut le conserver, ce livret est valable.

Un arrêté du 15 juin 1860 et un autre du 1^{er} avril 1886 règle l'établissement de livrets aux condamnés libérés s'étant complètement amendés. L'Administration pénitentiaire s'entend avec l'autorité politique locale pour faire établir un livret, lequel ne fait pas mention que l'ouvrier a appris son métier dans un établissement pénitentiaire.

ART. 80 a. — Le livret doit mentionner les nom et prénoms de l'ouvrier, les lieu et date de naissance, sa religion et sa situation (célibataire ou marié), sa profession. Il doit porter la signature de l'ouvrier, le seing et le sceau de l'autorité qui le délivre. Il doit renfermer des colonnes destinées aux diverses mentions nécessaires, particulièrement celles des entrées et sorties.

ART. 80 b. — Le livret des jeunes ouvriers (art. 93) doit, de plus, indiquer les noms et domicile du représentant légal de l'impétrant, ainsi que son autorisation de travail ou d'apprentissage. En outre, il doit mentionner la situation de l'ouvrier au point de vue scolaire et son degré d'instruction.

ART. 80 c. — Dès l'admission au travail ou à l'apprentissage le livret est remis en garde à l'industriel.

Ce dernier est tenu de communiquer le livret à toute réquisition de l'autorité. Une fois l'engagement ou l'apprentissage arrivé à son terme régulier l'industriel doit restituer le livret à l'ouvrier ou à son représentant légal.

ART. 80 d. — Lors du départ régulier de l'ouvrier le patron devra remplir à l'encre les mentions du livret, le signer et le soumettre au visa du chef de la corporation ou, s'il n'existe pas de corporation, au visa de l'autorité locale.

Le certificat prévu par l'article 81, ne doit être délivré que dans le cas où il est favorable à l'ouvrier.

A la demande de l'ouvrier, les inscriptions faites au certificat doivent être visées gratuitement et sans droit de timbre par l'autorité de police locale.

ART. 80 e. — Lorsqu'un livret est épuisé par défaut de place, l'ouvrier peut s'en faire délivrer un second, lequel sera désigné comme étant la suite du premier.

ART. 80 f. — En cas de perte de son livret, l'ouvrier doit en demander un nouveau à l'autorité communale de son domicile contre paiement des frais d'expédition, et, si rien ne s'y oppose, il lui est remis un nouveau livret portant la mention « duplicata »; ce nouveau livret indique le motif de la délivrance ainsi que les dates d'entrée et de sortie dans le dernier emploi occupé.

ART. 80 g. — Lorsqu'un livret aura été détérioré, égaré ou détruit par le fait de l'industriel, lorsque l'industriel y aura porté des annotations ou inscriptions illégales, lorsqu'enfin l'industriel refusera sans motif valable de le restituer à l'ouvrier, ce dernier pourra demander à l'autorité communale de son domicile l'établissement d'un nouveau livret aux dépens de l'industriel.

Tout industriel qui, contrairement à la loi, n'aurait pas remis le livret en temps voulu, ou qui aurait omis les mentions prescrites, ou bien qui y aurait porté des mentions ou annotations illégales sera passible de dommages-intérêts envers l'ouvrier. Le droit aux dommages-intérêts s'éteint par une prescription de quatre semaines à courir du jour où ce droit a pris nais-

sance, si dans ce délai l'ouvrier n'a pas porté son action devant le tribunal compétent.

ART. 80 h. — Sont punis conformément à la loi pénale tous ceux qui auront imité ou falsifié un livret, y auront sciemment introduit de fausses mentions, ou auront fait usage d'un livret délivré pour une autre personne ou prêté dans ce but leur livret à un tiers.

ART. 80 i. — Le modèle officiel des livrets institués par la présente loi est fixé par ordonnance du Ministre du commerce d'accord avec le Ministre de l'intérieur.

ART. 81. — *Certificat.* — Tout ouvrier ayant terminé son engagement dans des conditions régulières peut exiger de l'industriel un certificat constatant la durée et la nature de son emploi et, s'il le désire, l'appréciation de sa conduite et de son mérite professionnel.

Ce certificat est inséré au livret, sur la demande de l'ouvrier; il sera visé par l'autorité de police locale gratuitement et sans droit de timbre.

L'industriel qui refuserait ledit certificat ou qui délivrerait sciemment un certificat mensonger commet une contravention à la loi industrielle et se rend responsable du dommage qui pourrait en résulter.

ART. 82. — *Rupture du contrat de travail.* — Un ouvrier peut être congédié immédiatement avant le terme tacite ou formel de l'engagement, dans les cas suivants :

a) Si lors de la conclusion du contrat l'ouvrier a trompé son patron en lui présentant des livrets faux ou falsifiés, soit en le mettant ou en le laissant dans l'erreur sur l'existence d'un autre contrat.

b) S'il est trouvé inhabile au travail convenu.

c) S'il s'adonne à l'ivrognerie malgré plusieurs avertissements infructueux.

d) En cas d'infidélité ou de tout autre acte punissable qui le montre indigne de la confiance de son patron.

e) S'il trahit un secret de commerce ou d'industrie ou si, sans le consentement du patron, il exerce un métier en concurrence.

f) S'il excite ses camarades de travail ou autres personnes de l'établissement à la désobéissance, à la rébellion contre le patron, à une mauvaise conduite, à des actes immoraux ou illégaux.

g) S'il se rend coupable d'outrages graves, de voies de fait, de menaces tant contre l'industriel ou les membres de sa maison que contre ses camarades d'atelier, ou bien si, malgré des admonestations préalables, il manie avec imprudence des matières en feu ou des lumières.

h) S'il est atteint d'une maladie repoussante ou s'il est atteint d'une inca-

(1) Un arrêté ministériel du 12 mai 1885 a établi le modèle officiel du livret et précisé les diverses formalités y relatives.

pacité de travail provenant de sa propre faute, ou encore s'il est atteint d'une incapacité de travail de plus de quatre semaines, même s'il n'y a aucune faute de sa part.

i) S'il est détenu en prison plus de quatorze jours.

ART. 82 a. — Avant l'expiration du temps convenu et sans dénonciation de l'engagement, un ouvrier peut cesser le travail;

a) S'il lui est impossible de continuer le travail, en prouvant que sa santé en souffre.

b) Si l'industriel s'est rendu coupable à son égard ou à l'égard de ses proches d'une voie de fait ou d'un outrage grossier.

c) Si l'industriel ou ses proches excitent l'ouvrier ou ses proches à des actes immoraux ou illégaux.

d) Si le patron n'observe pas les clauses du contrat.

e) Si le patron ne peut ou ne veut donner à son ouvrier le salaire nécessaire.

ART. 83. — Le contrat de travail s'éteint de lui-même par la cessation de l'industrie ou par la mort de l'ouvrier.

Cependant, dans le cas de renvoi prématuré de l'ouvrier, soit par suite de cessation volontaire de l'industrie, soit par la faute de l'industriel, soit à la suite d'un accident le concernant, l'ouvrier est en droit de réclamer des dommages-intérêts pour le fait de la suppression du délai de congé.

ART. 84. — Si l'industriel renvoie prématurément un ouvrier sans motif légalement valable (art. 82 et 101), ou si, par sa faute, il donne à l'ouvrier un motif à réclamer la dissolution prématurée du contrat de travail (art. 82 a), il est tenu de dédommager l'ouvrier, en lui donnant le salaire et les autres bénéfices convenus correspondants à la durée totale du délai de congé ou éventuellement à la durée dudit délai restant à courir.

ART. 85. — *Départ prématuré.* — Si un ouvrier quitte prématurément son patron sans motif légalement admissible (art. 88 a et 101) il se rend coupable d'une infraction à la loi industrielle et doit être puni d'après les prescriptions de cette loi. En outre, le patron est en droit de contraindre, par l'intermédiaire de l'autorité, l'ouvrier de retourner à son travail pour le temps à courir et de réclamer des dédommagements pour le préjudice souffert.

ART. 86. — Tout industriel qui emploie un ouvrier, tout en sachant parfaitement lors de l'embauchage que ce dernier n'a pas rompu suivant les règles légales son engagement avec son dernier patron, tout industriel qui conserve à son service un ouvrier dans cette situation après que cette dissolution irrégulière du contrat de travail a été connue de lui, se rend coupable d'une infraction à la loi industrielle et devient responsable, conjointement avec l'ouvrier, vis-à-vis du premier patron pour le préjudice causé par le départ arbitraire de l'ouvrier.

Il en est de même lorsqu'un patron entraîne un ouvrier à rompre le contrat qui le lie à un autre patron.

Le premier patron a le droit d'exiger que l'ouvrier, le quittant ainsi de sa propre autorité, rentre à l'atelier pour accomplir le temps qui lui restait à faire.

ART. 87-87 a-87 b-87 c. — (Les articles 87 à 87 c, qui traitaient des contestations relatives au travail, à l'apprentissage et au salaire, ont été abrogés par l'article 39 de la loi du 27 novembre 1896 (R. G. B. n° 218) et ce à partir du 1^{er} juillet 1898.)

ART. 88. — *Registre d'inscription des ouvriers.* — Dans chaque établissement industriel, on devra tenir sous forme de registre un état complet des ouvriers indiquant : les noms et prénoms, l'âge, le lieu de naissance, la commune qui a délivré le livret, la date d'entrée dans l'établissement, le nom du dernier patron de l'ouvrier, le travail auquel est affecté l'ouvrier, la caisse de maladies à laquelle il appartient, enfin la date de sa sortie de l'établissement. Ce registre doit être tenu constamment à la disposition des autorités.

Les mesures de police actuellement en vigueur restent maintenues.

ART. 88 a. — *Règlement d'atelier.* — Dans les fabriques et dans les établissements industriels occupant dans un même local plus de vingt ouvriers, un règlement d'atelier devra être affiché dans les salles de travail. Ce règlement sera signé par l'industriel et communiqué à tous les ouvriers lors de leur embauchage; il portera la date de sa mise en vigueur et devra régler en particulier les points suivants :

- a) Répartition des ouvriers par catégorie; organisation de l'emploi des femmes et des jeunes ouvriers.
- b) Manière dont les jeunes ouvriers reçoivent l'enseignement scolaire (1).
- c) Jours de travail, répartition des heures de travail et des heures de repos.
- d) Époque des règlements de compte et du paiement des salaires.
- e) Droits et devoir du personnel surveillant.
- f) Soins à donner aux ouvriers en cas de maladie ou d'accident.
- g) Amendes; emploi des amendes et des autres retenues sur le salaire.

(1) Aux termes des articles 9 et 60 de la loi du 14 mai 1869; si les enfants employés dans les fabriques ou autres grandes entreprises sont empêchés de prendre part à l'instruction donnée dans les écoles communales les chefs d'industries devront, soit isolément, soit en groupe, créer des écoles privées d'après les règles existantes pour l'organisation des écoles publiques.

Dans ces écoles de fabrique, la durée des leçons doit être d'au moins 12 heures par semaine à répartir le plus également possible sur les jours de la semaine. Les heures de classe doivent être fixées entre 7 heures du matin et 6 heures du soir, en exceptant l'heure de midi.

h) Mode de dénonciation de l'engagement et indication des cas de rupture immédiate (1).

Le règlement d'atelier devra être soumis à l'autorité industrielle huit jours au moins avant l'affichage et en double exemplaire. S'il n'y a rien d'illégal, l'autorité industrielle appose son visa sur un des exemplaires et le retourne à l'industriel.

ART. 89. — *Caisse de maladie.* — Chaque industriel n'appartenant pas à une corporation devra organiser pour son établissement, avec contribution obligatoire des ouvriers, une caisse spéciale de maladie ou bien adhérer à une caisse déjà existante.

ART. 90. — *Amendes conventionnelles.* — Les amendes conventionnelles infligées aux ouvriers pour infractions aux règlements d'atelier seront inscrites sur un registre tenu à la disposition de l'autorité et des ouvriers. L'autorité industrielle pourra exiger la représentation de ce registre en cas de plainte d'un ouvrier se disant lésé soit par l'application de l'amende, soit au sujet de l'affectation que reçoivent les amendes.

ART. 91. — *Représentants du patron.* — Tout ce qui a été dit de l'industriel vaut également pour ses représentants, sauf quelques cas particuliers qui, d'après la nature même des choses, ne peuvent s'appliquer qu'à la personne même du patron.

ART. 92. — *Personnel marchand.* — En ce qui concerne le personnel commercial (aides, apprentis, employés de commerce), les présentes règles sont applicables, s'il n'y a pas de prescription contraire dans le Code de commerce (2).

2^e Dispositions additionnelles.

A. — DES JEUNES OUVRIERS ET DES FEMMES.

ART. 93. — On doit entendre, dans la présente loi, par « jeunes ouvriers » les ouvriers âgés de moins de seize ans accomplis.

ART. 94. — *Restrictions dans l'emploi des jeunes ouvriers et des femmes.* — Les enfants ne peuvent pas, avant l'âge de douze ans accomplis, être employés régulièrement à un travail industriel.

Entre douze ans accomplis et quatorze ans accomplis, les jeunes ouvriers pourront être employés régulièrement à des travaux industriels, sous condition que le travail ne soit pas nuisible à leur santé, n'entrave pas leur déve-

(1) Un arrêté ministériel du 18 mars 1889 autorise les industriels à abaisser, par la voie du règlement d'atelier, le délai de congé au-dessous du terme de 14 jours ou même à le supprimer complètement.

(2) Les conditions du travail et de l'apprentissage du personnel commercial sont réglées par les articles 57 à 65 du Code de commerce.

loppement physique et, enfin, ne les empêche pas de remplir leurs obligations scolaires fixées par la loi.

D'ailleurs, la durée du travail de ces jeunes ouvriers ne pourra pas excéder huit heures par jour.

Le Ministre du commerce, après entente avec celui de l'intérieur, et après avis des chambres de commerce, pourra désigner par voie d'arrêté les travaux industriels dangereux ou nuisibles qui seront interdits aux jeunes ouvriers et aux femmes, ou bien ne leur seront permis que sous certaines conditions. Les femmes en couche ne pourront être employées régulièrement à un travail industriel que quatre semaines après l'accouchement.

ART. 95. — *Travail de nuit.* — Les jeunes ouvriers ne pourront être employés régulièrement à aucun travail industriel de nuit, c'est-à-dire entre 8 heures du soir et 5 heures du matin.

Toutefois, le Ministre du commerce, d'accord avec le Ministre de l'intérieur, pourra, par voie d'arrêté, modifier pour certaines industries les limites des heures de travail de nuit ci-dessus indiquées ou même autoriser le travail de nuit des jeunes ouvriers, eu égard aux conditions climatiques ou à d'autres circonstances capitales (1).

ART. 96. — *État nominatif des jeunes ouvriers.* — Les industriels qui emploient de jeunes ouvriers devront les inscrire en un état détaillé indiquant : les noms, âge, domicile de ces ouvriers. le nom et le domicile de leurs représentants légaux, la date de leur entrée et celle de leur sortie.

Cet état doit être représenté à toute réquisition de l'autorité industrielle.

B. — OUVRIERS EMPLOYÉS DANS LES FABRIQUES.

ART. 96 a. — Dans les établissements industriels exploités en fabriques (2), la durée du travail effectif des ouvriers, déduction faite des repos, ne pourra pas excéder onze heures par vingt-quatre heures.

Toutefois, en présence de nécessités particulières bien justifiées, le Ministre du commerce, après entente avec le Ministre de l'intérieur, et après avis des chambres de commerce et d'industrie, pourra, par voie d'arrêté, prolonger

(1) Voir plus loin l'arrêté ministériel du 27 mai 1885 (*Reichsgesetzblatt*, n° 86), relatif aux dérogations à l'interdiction du travail de nuit, p. 409.

(2) Arrêté ministériel du 18 juillet 1883.

(Sur la définition du mot « fabrique ».)

Aux termes de l'arrêté ministériel du 18 juillet 1883 : « Sont considérés comme « fabriques » (entreprises exploitées en fabrique) : les établissements où l'on opère la fabrication ou la transformation d'objets de commerce dans des ateliers clos où travaillent plus de vingt ouvriers occupés en dehors de leurs maisons; les établissements où l'on utilise des machines; les établissements où la division du travail est la règle; enfin, ceux qui se distinguent des métiers soit par la personnalité du patron qui dirige mais n'accomplit aucune besogne manuelle, soit par le chiffre élevé des impôts, soit par l'enregistrement de la raison sociale, etc. Il ne paraît pas permis de déclarer exclues de la classe des fabriques toutes les entreprises d'une catégorie entière d'industrie, une telle déclaration, en cas de doute, ne doit viser que des entreprises déterminées ».

d'une heure la durée du temps de travail quotidien dans certaines catégories d'industries nommément désignées. La liste de ces industries sera révisée tous les trois ans (1).

De plus, en ce qui concerne les industries auxquelles on aura accordé le droit de fonctionner à marche continue par application des articles 75, alinéa 3, et 96 b, alinéa 4, le Ministre du commerce, d'accord avec celui de l'intérieur, pourra autoriser l'adoption d'une organisation de travail facilitant l'alternance des équipes de travailleurs (2).

En cas d'événements ou d'accidents ayant entraîné interruption dans la marche régulière de l'exploitation ou bien s'il se produit une période de presse, l'autorité industrielle de première instance a le droit d'accorder à certains établissements industriels une prolongation temporaire de la durée de travail pour trois semaines au maximum; au delà de cette durée, l'autorité politique seule peut accorder la dérogation.

En cas d'urgence, mais pour trois jours au plus par mois, il suffira, pour avoir droit à la prolongation de la journée de travail, d'adresser un simple avis à l'autorité industrielle de première instance.

Les dispositions qui précèdent ne s'appliquent pas aux travaux accessoires, qui sont le complément nécessaire de la fabrication elle-même, soit qu'ils la précèdent, soit qu'ils la suivent (chauffage des chaudières, éclairage, nettoyage), à condition, cependant, qu'on n'emploie pas de jeunes ouvriers aux-dits travaux.

Les heures supplémentaires doivent être payées à part.

ART. 96 b. — Les enfants âgés de moins de quatorze ans accomplis ne peuvent pas être admis à un travail industriel régulier dans les établissements exploités en fabrique.

Entre quatorze et seize ans accomplis, les jeunes ouvriers ne doivent être occupés qu'à des travaux faciles, qui ne soient pas de nature à nuire à leur santé ou à entraver leur développement physique.

Les jeunes ouvriers et les femmes ne doivent être, en principe, employés à aucun travail de nuit (au sens de l'article 95), dans les établissements industriels exploités en fabrique.

Toutefois, le Ministre du commerce, après entente avec le Ministre de l'intérieur et après avis des chambres de commerce et d'industrie peut, par voie d'arrêté, déterminer la liste des établissements industriels exploités en fabrique pour lesquels la continuité des opérations est indispensable en raison de la nature du travail, ou qui nécessitent absolument le travail par équipes en raison des exigences de la fabrication, et en conséquence autoriser ces industries à employer de nuit des jeunes ouvriers de quatorze à seize ans et des femmes. Mais, en tous cas, la durée du travail effectif de ces per-

(1) Voir plus loin, p. 411, l'arrêté ministériel du 27 mai 1885 (*Reichsgesetzblatt*, n° 85), relatif à ces dérogations.

(2) Voir plus loin, p. 411, l'arrêté ministériel du 27 mai 1885 (*Reichsgesetzblatt*, n° 86), relatif à ces dérogations.

sonnes ne pourra pas dépasser en vingt-quatre heures la limite légale fixée à l'article 96 a, alinéa 1 (1).

C. — DES APPRENTIS.

ART. 97. — On doit considérer comme apprenti, toute personne employée chez un industriel dans le but d'acquérir la pratique du métier, sans rechercher s'il a été convenu ou non d'un prix d'apprentissage et si un salaire est payé ou non en échange du travail.

ART. 98. — *Emploi d'apprentis.* — Pour avoir le droit d'employer des apprentis, il faut que les industriels possèdent par eux-mêmes ou par leurs préposés les connaissances pratiques suffisantes pour remplir les conditions imposées à l'article 100, en ce qui concerne l'éducation professionnelle des apprentis.

Ne peuvent recevoir des apprentis mineurs, ni conserver ceux admis antérieurement, les industriels condamnés pour un crime ou bien pour un délit ou une contravention contre la morale publique ou commis dans un but de cupidité. Il en est de même des industriels auxquels, en vertu de l'article 137, le droit d'employer des apprentis a été retiré.

Toutefois, l'autorité industrielle pourra, exceptionnellement, accorder aux industriels spécifiés à l'alinéa 2 la faveur de recevoir des apprentis mineurs, lorsqu'il n'y aura à craindre ni inconvénient ni abus.

ART. 98 a. — *Temps d'apprentissage.* — La durée de l'apprentissage dans les industries non conduites en fabrique ne doit pas être inférieure à deux ans, ni supérieure à quatre ans; dans les fabriques, elle doit être de trois ans au plus. Le tout, sauf prescriptions contraires, figurant aux articles 14, 23, 114 b de la loi du 15 mars 1883, *Reichsgesetzblatt*, n° 39.

Si un apprenti a déjà passé une partie de son temps d'apprentissage chez un patron, ce temps doit lui être compté s'il entre chez un autre patron dans des conditions régulières.

ART. 99 (2). — *Admission des apprentis.* — L'admission des apprentis mineurs a lieu en vertu d'un contrat particulier, qui se termine au plus tard à l'expiration du temps d'apprentissage ou temps de stage (2).

Le contrat d'apprentissage peut être oral ou écrit. Dans le premier cas, la conclusion du contrat doit avoir lieu devant la présidence de la corporation ou, si le patron ne relève d'aucune corporation, devant l'autorité de la commune. Dans le second cas, le contrat aussitôt conclu doit être envoyé au président de la corporation ou à l'autorité communale. Dans les deux cas, il doit être inscrit sur un registre de procès-verbaux qui devra être établi à cet effet.

(1) Voir plus loin l'arrêté ministériel du 27 mai 1885 (*Reichsgesetzblatt*, n° 86), relatif à ces dérogations (p. 410).

2) Texte modifié par la loi du 23 février 1897.

Le contrat d'apprentissage est exempt de timbre et de frais.

Il doit mentionner :

- 1° Le nom et l'âge du patron, son adresse et l'industrie qu'il exerce;
- 2° Les noms (prénoms et surnoms), l'âge et le lieu d'habitation de l'apprenti;
- 3° Le nom, la profession et le lieu d'habitation de ses parents, de son tuteur ou de tout autre représentant légal;
- 4° La date et la durée du contrat;
- 5° La mention essentielle (sans préjudice des obligations légales des co-contractants), que le patron s'engage à instruire l'apprenti dans toutes les finesses du métier qu'il doit lui apprendre, ou à le faire instruire par un représentant capable et que, de son côté, l'apprenti devra apporter toute l'application désirable;
- 6° Les conditions d'admission de l'apprenti au point de vue pécuniaire : prix de l'apprentissage ou tout autre rémunération, pension, habillement, logement; les conditions relatives à la durée de l'apprentissage et aux frais d'entrée dans la corporation et de fin d'apprentissage.

Les clauses principales du contrat doivent être transcrites au livret par l'autorité communale.

Les industriels qui, lors de l'admission des apprentis, ne se conforment pas à ces prescriptions, se rendent coupables d'une contravention à la loi industrielle.

ART. 99 a. — *Temps d'épreuve.* — Le contrat peut être dissous pendant les quatre premières semaines par la volonté de l'une ou de l'autre partie.

On peut convenir d'une période d'essai plus longue lors de l'engagement de l'apprenti.

La période d'essai ne doit pas dépasser trois mois; elle doit être comptée dans la durée de l'apprentissage.

ART. 99 b (1). — *Devoirs de l'apprenti.* — L'apprenti doit à son patron obéissance, fidélité, discrétion, application et bonne conduite; il doit suivre ses instructions dans l'exercice de son métier.

L'apprenti mineur est soumis à la discipline paternelle du patron, aux soins et à la protection duquel il est confié.

Les apprentis qui n'ont pas terminé avec succès leurs études dans l'enseignement industriel de perfectionnement ou dans un autre au moins de valeur équivalente, sont tenus de suivre régulièrement, conformément au plan d'études y relatif, les cours des écoles industrielles de perfectionnement (ou éventuellement les cours préparatoires), ainsi que ceux des écoles spéciales de perfectionnement.

Si les apprentis négligent l'enseignement susdit à plusieurs reprises et de

1) Texte modifié par la loi du 23 février 1897.

leur propre faute, l'autorité industrielle peut, sur avis donné par les agents de surveillance, prolonger le temps régulier d'apprentissage fixé par les statuts ou par contrat.

De même, une prolongation du temps d'apprentissage peut être décidée par l'autorité industrielle, sur avis de la corporation, si l'apprenti ne subit pas avec succès l'épreuve d'apprentissage prescrite par le règlement de la corporation.

La prolongation du temps d'apprentissage infligée en vertu de ces dispositions ne doit, en aucun cas, dépasser une année au maximum.

ART. 100 (1). — *Devoirs du patron.* — Le patron doit s'attacher soigneusement au perfectionnement professionnel de l'apprenti, et ne pas lui enlever le temps et l'occasion de tirer profit de son apprentissage en l'employant à d'autres occupations.

Il doit, soit par lui-même, soit par ses préposés, surveiller les mœurs et la conduite de l'apprenti à l'atelier et en dehors de l'atelier; il doit le former au travail, aux bonnes mœurs, à l'observation des devoirs religieux; il doit s'abstenir de tout mauvais traitement et le protéger contre ces mêmes sévices de la part des ouvriers ou familiers de la maison, enfin veiller à ce qu'il ne soit pas chargé de travaux (transports de fardeaux, etc.) qui, par leur nature ou leur durée, dépasseraient ses forces physiques.

Si les apprentis n'ont pas suivi avec succès l'enseignement industriel de perfectionnement ou tout autre d'égale valeur, le patron ou ses préposés sont tenus de leur laisser le temps nécessaire pour suivre les cours des établissements indiqués à l'article 99 b, alinéa 3; ils doivent les obliger à fréquenter ces écoles et veiller à leur régularité sur ce point.

En cas de maladie ou de fuite de l'apprenti mineur, de même qu'en cas de tout autre événement grave, le patron doit informer de suite les parents, tuteurs ou autres proches parents de l'apprenti, ainsi que la corporation.

Si le patron, par sa propre faute, occasionne un retard de plus de quatorze jours pour l'entrée de l'apprenti dans la corporation ou pour sa sortie d'apprentissage, il commet une contravention à la loi industrielle.

ART. 101. — *Rupture prématurée du contrat d'apprentissage.* — Avant l'expiration du temps fixé pour sa durée, le contrat d'apprentissage peut être prématurément rompu dans les cas suivants :

1° Par le patron :

a) S'il est hors de doute que l'apprenti est inapte à apprendre le métier.

b) Si l'apprenti se rend coupable des fautes prévues par l'article 82 (lettres d, e, f, g).

c) Si l'apprenti est atteint d'une affection repoussante, ou si une maladie le rend incapable de travail pendant plus de trois mois.

d) Si l'apprenti est détenu en prison pendant plus d'un mois.

2° Par l'apprenti ou par ses représentants légaux :

a) Si la santé de l'apprenti exige la cessation de l'apprentissage.

(1) Texte modifié par la loi du 23 février 1897.

b) Si le patron viole gravement les devoirs de sa charge, s'il incite l'apprenti à des actes immoraux ou illégaux, s'il abuse de son droit de puissance paternelle, s'il ne protège pas l'apprenti contre les sévices des ouvriers ou des autres personnes de sa maison.

c) Si le patron est prisonnier pendant un mois, et même pendant une durée inférieure, si l'apprenti n'a rien pour son entretien.

d) Si le patron est puni d'une suspension momentanée du droit d'industrie.

e) Si le patron transporte son industrie dans une autre commune; cependant, cette dissolution du contrat ne peut s'opérer que pendant les deux mois qui suivent le transfert.

ART. 102. — *Congé.* — Sous condition d'un délai de congé de quatorze jours, le contrat d'apprentissage peut être dissous de la part de l'apprenti, s'il est prouvé, par une déclaration de l'apprenti ou de son représentant légal, qu'il change de métier ou va dans une industrie essentiellement différente, ou encore si ledit apprenti est obligé de soigner ses parents ou de diriger leur ménage ou leur industrie, par suite d'un changement dans leur condition.

Le motif du congé donné doit être indiqué sur le livret de l'apprenti.

Pendant une période d'un an après la dissolution de l'apprentissage, un apprenti ainsi libéré ne pourra pas être employé dans une industrie identique ou similaire sans l'approbation du premier patron.

Si ce premier patron refuse son consentement, l'apprenti ou son représentant légal peuvent en appeler devant la juridiction légalement instituée pour juger les contestations relatives au travail, à l'apprentissage et au salaire. Si le cas est digne d'intérêt, ladite juridiction rendra une décision favorable, qui remplacera le consentement défaillant.

ART. 102 a. — En outre des cas visés à l'article 102, le congé avec délai de quatorze jours peut encore être provoqué par l'apprenti ou son représentant légal devant la juridiction ci-dessus indiquée, s'il est prouvé d'une façon indubitable que le patron a agi vis-à-vis de son apprenti d'une manière dure et injuste, sans toutefois qu'il ait commis des brutalités, autrement ces faits autoriseraient l'apprenti à réclamer la rupture immédiate du contrat d'apprentissage, conformément à l'article 101, point 2, lettre b.

Dans le présent cas, les prescriptions de l'article 102, alinéas 2, 3, 4 ne sont pas applicables.

ART. 103. — *Extinction du contrat d'apprentissage.* — Le contrat s'éteint par la cessation de l'industrie, par la mort de l'apprenti, par la mort du patron, il en est de même si le patron se retire des affaires et, enfin, si l'une ou l'autre des deux parties devient incapable de remplir les engagements pris.

ART. 103 a. — Si l'apprenti fait partie d'une association et que le contrat d'apprentissage vienne à être dissous prématurément, sans qu'il y ait faute de

la part de l'apprenti, la corporation a le devoir de faire tout son possible pour placer l'apprenti chez un autre patron appartenant à l'Association.

L'Association est, en outre, tenue, dans les cas où conformément aux articles 101, 102, 102 a, 103, une déclaration du représentant légal de l'apprenti mineur est nécessaire et qu'il est impossible de se la procurer, de fournir elle-même une déclaration qui remplace l'autre.

ART. 104. — *Certificat d'apprentissage.* — Lors de la dissolution du contrat d'apprentissage, le patron doit établir pour l'apprenti un certificat indiquant la durée de son apprentissage, sa conduite pendant ce temps et les connaissances industrielles acquises.

Si l'apprentissage a pris fin d'une façon régulière et si le patron fait partie d'une Association, le président de la corporation doit établir un certificat d'apprentissage en tenant compte du ou des certificats patronaux et des remarques faites par l'Association, conformément à l'article 114.

Dans les deux cas, on doit insérer au livret d'ouvrier le contenu essentiel des attestations et le faire certifier par l'Autorité politique du pays, sans droit de timbre et sans frais.

ART. 104 a. — Les prescriptions des articles 77, 82, 82 a et 83 ne s'appliquent pas aux apprentis.

TITRE VIII.

Contraventions et pénalités.

ART. 131. — *Pénalités générales.* — Les contraventions à la présente loi seront punies :

- a) De la réprimande.
- b) D'amendes pouvant s'élever jusqu'à 400 florins.
- c) De la peine d'emprisonnement pouvant s'élever jusqu'à trois mois.
- d) De la privation du droit d'exercer une industrie soit à temps, soit à perpétuité.

ART. 132. — *Pénalités visant des cas spéciaux.* — Sera passible d'une amende de 5 à 200 florins :

- a) Quiconque exercera une industrie libre sans en avoir fait la déclaration ou sans avoir obtenu une concession, si cette formalité est obligatoire.
- b) Quiconque continuera à exercer une industrie, malgré interdiction notifiée.
- c) Quiconque mettrait en marche une industrie désignée au titre III, sans avoir préalablement obtenu des autorités l'autorisation exigée.

ART. 133. — Sera passible d'une amende de 10 à 400 florins :

a) Quiconque contreviendrait aux prescriptions relatives à l'admission, à l'emploi et au traitement des ouvriers et apprentis. . . . (1).

ART. 134. — *Appréciation de la culpabilité.* — Dans l'appréciation de la culpabilité, on doit tenir compte des circonstances aggravantes ou atténuantes, ainsi que de l'importance du profit que l'inculpé comptait tenir de l'infraction commise ou de la gravité des conséquences qui en découlent.

ART. 135. — *Bases de l'attribution des peines.* — En principe, les peines pécuniaires s'appliquent aux chefs d'industrie exploitant pour leur propre compte et les peines de prison aux ouvriers et apprentis.

Les patrons ne seront condamnés à la prison que si la contravention est accompagnée de circonstances tout à fait aggravantes ou s'ils sont insolvables. Auquel cas, un jour de prison compte pour 5 florins.

ART. 136. — *Application concurrente des peines de droit commun.* — Les actions ou omissions qui, tout en constituant des contraventions aux dispositions de la loi industrielle, représenteraient en même temps des infractions au Code pénal de droit commun, ne devront pas être réprimées simplement par les peines édictées aux articles 131 a, 131 b et 131 c.

ART. 137. — *Interdiction du droit d'employer des apprentis ou de jeunes ouvriers* (2). — Les patrons ayant commis des infractions graves aux règlements sur l'emploi des jeunes ouvriers ou des apprentis, les patrons contre lesquels auraient été relevé des faits qui, au point de vue moral, montreraient qu'ils sont indignes de se voir confier des enfants, pourront être privés du droit d'avoir des apprentis ou d'employer de jeunes ouvriers, soit à perpétuité, soit pour un certain temps; le tout, sans préjudice des peines édictées en ces cas par la loi industrielle ou le Code pénal.

En particulier, le droit d'avoir des apprentis doit être retiré, pour un certain temps, à la première infraction et définitivement, en cas de récidive, lorsque le patron, malgré invitation réitérée, n'a pas accompli ses devoirs relatifs à l'enseignement industriel de perfectionnement (art. 100, alinéa 3).

L'interdiction du droit d'employer des apprentis n'est prononcée qu'après consultation de la corporation à laquelle appartient le patron.

ART. 138. — *Retrait de l'autorisation d'industrie.* — Le retrait de l'autorisation d'exercer une industrie peut être prononcé dans les circonstances suivantes.

D'abord en exécution d'une sentence prononcée par l'autorité compétente, à la suite d'une infraction grave au Code pénal ou aux lois fiscales.

(1) Le reste de l'article est relatif à des dispositions du Code qui n'ont pas été reproduites ci-dessous comme ne se rapportant pas à la réglementation du travail.

(2) Texte modifié par la loi du 23 février 1897.

D'autre part, les autorités industrielles ont le pouvoir de retirer ce droit soit à perpétuité, soit pour un temps déterminé :

a) Si le chef d'industrie a été condamné pour un des cas prévus à l'article 5 (1), ou encore s'il y avait abus à laisser continuer l'exploitation dans les mêmes conditions.

b) Si le patron a encouru, sans en avoir tenu aucun compte, des condamnations répétées pour inobservation des prescriptions spéciales à son exploitation.

c) Si le patron, en particulier dans les industries concessionnées, malgré des avertissements écrits réitérés, commet des actes que la loi considère comme dangereux.

Lorsque le retrait du droit d'exercer une industrie a été prononcé, l'industriel est toujours libre de vendre son droit d'industrie.

ART. 139. — *Pénalités contre les représentants.* — Lorsqu'une industrie est exploitée par un représentant ou un fermier, ces personnes sont passibles d'amende ou de prison en cas d'infraction à la loi industrielle; l'amende seule sera prononcée si le propriétaire se porte garant du paiement. Si l'infraction commise peut entraîner le retrait d'autorisation, cette dernière peine n'est prononcée contre le propriétaire que si les faits contraventionnels sont parvenus à sa connaissance et s'il avait la possibilité de les empêcher de se produire.

Dans tous les cas, on doit prononcer le renvoi du représentant ou fermier; ce renvoi entraîne de plein droit l'incapacité d'exercer une industrie soit pour son propre compte, soit pour d'autres personnes; s'il en était autrement, les effets du jugement seraient illusoires.

ART. 140. — *Prescription.* — En ce qui concerne les infractions à la loi industrielle, les poursuites et la peine se prescrivent par un délai de six mois, à condition que ces contraventions ne tombent pas sous le coup de peines de droit commun et que l'inculpé n'ait pas été, pendant cet intervalle de temps, l'objet de poursuites.

TITRE IX.

Autorités et procédure.

ART. 141. — *Première instance.* — Les autorités administratives de première instance sont, en même temps, les autorités de première instance en matière industrielle.

Elles doivent assurer l'exécution des prescriptions de la loi industrielle.

(1) L'article 5 détermine les conditions qui entraînent l'incapacité d'exercer une profession ou une industrie.

Elles reçoivent les avis de mise en exploitation pour les industries libres. Elles accordent l'autorisation aux industries concessionnées, s'il n'y a pas d'exception légale qui y fasse obstacle.

C'est de leur ressort que relève l'examen et la répression des infractions à la loi, à moins que le tribunal correctionnel n'ait à intervenir (art. 136).

Dans les localités où il existe des autorités de police d'État, les autorités industrielles devront s'entendre avec elles chaque fois qu'il s'agira de mesures relatives à la sécurité, à la moralité et à l'ordre publics.

ART. 142. — *Deuxième instance.* — Les autorités politiques régionales sont les autorités industrielles de deuxième instance.

Elles peuvent accorder directement l'autorisation :

Pour toutes les industries de l'imprimerie dans les localités où réside une autorité politique, sauf l'autorisation de mise en vente des livres de prières et des livres de classe (art. 21).

Pour les entreprises de prêts de livres et de cabinets de lecture.

Pour l'industrie du bâtiment (2^e alinéa de l'art. 23).

Pour les entreprises de transports publics périodiques de voyageurs sur routes postales avec relais de chevaux obligeant à une entente avec le service des postes, et ce même dans le cas où l'exploitation s'étend sur plusieurs districts d'une même province.

ART. 143. — *Instance suprême.* — La juridiction suprême en matière industrielle est représentée par le Ministre de l'intérieur.

Le Ministre accorde l'autorisation extraordinaire nécessaire pour établir une imprimerie dans les localités où ne résident pas d'autorités politiques, ainsi que pour instituer une entreprise de transports publics périodiques de voyageurs rayonnant sur plusieurs provinces de l'empire.

Lorsqu'une affaire est en même temps du ressort d'une autre administration centrale, l'étude nécessaire devra se faire de concert avec elle.

ART. 144. — *Compétence.* — Les notifications pour les industries libres, et les demandes d'autorisation pour les industries concessionnées doivent être présentées aux autorités industrielles du district où est situé l'établissement. Elles peuvent être présentées par écrit ou bien oralement; dans ce dernier cas, on en prend acte par procès-verbal.

La licence est donnée sous forme d'un extrait de la déclaration accompagné d'un récépissé de l'inscription qui doit suivre sur le registre industriel.

Pour les industries concessionnées, l'autorisation est accordée par un décret régulier.

Toute licence délivrée, toute autorisation accordée, doit être portée à la connaissance de la corporation à laquelle appartient l'industrie en question libre ou concessionnée.

ART. 145. — *Registre d'inscription des industries.* — Les autorités industrielles de première instance doivent tenir un registre d'industrie, sur lequel elles inscriront à des chapitres distincts les industries libres et les industries

concessionnées. Les modifications survenues devront également figurer audit registre. Ce dernier devra être tenu à la disposition du service fiscal et des chambres de commerce et d'industrie.

ART. 146. — *Des recours en matière industrielle.* — Les décisions interdisant l'exploitation conformément à l'article 13, les refus ou les retraits de concession conformément à l'article 57 doivent être motivés et notifiés aux parties intéressées. Ces dernières ont droit d'appel à l'autorité supérieure pendant un délai de six semaines.

S'il vient à la connaissance de l'autorité industrielle supérieure que la loi est appliquée en quelque endroit d'une façon défectueuse, il peut y avoir poursuite d'office.

ART. 147. — *Procédure.* — En principe, la procédure en matière d'infractions industrielles est orale. Après les débats il est dressé un procès-verbal relatant le jugement et que l'on doit signifier à l'intéressé. Sur la demande de ce dernier ou bien en cas d'absence, le jugement doit être écrit et motivé, puis signifié.

ART. 148. — *Des recours en matière de contraventions.* — En matière de contraventions, le délai d'appel contre les jugements est de quatorze jours, ce délai court à dater de la signification. Fait dans le délai voulu, l'appel a un effet suspensif, toutefois une décision portant discontinuation de l'exercice de l'industrie est pleinement exécutoire.

ART. 149. — *Atténuation et remise des peines.* — Si les circonstances s'y prêtent, l'autorité industrielle supérieure peut modérer la peine ou en suspendre l'exécution.

ART. 150. — *Limitation du droit d'appel.* — On ne peut pas former de recours contre un jugement de deuxième instance maintenant ou atténuant la condamnation primitive.

ART. 151. — *Amendes.* — Le recouvrement des amendes a lieu par voie administrative.

Si le contrevenant est affilié à une caisse de corporation ou à une caisse de secours, les amendes sont attribuées à ces caisses; dans le cas contraire, les amendes sont versées au fonds des pauvres de la localité où l'infraction a été commise.

ART. 152. — *Contrainte.* — Pour assurer l'exécution des condamnations ou autres dispositions, l'autorité industrielle a le droit de prendre toutes mesures nécessaires, par exemple : saisie de marchandises et d'outils, mise en interdit de certaines machines, fermeture d'établissements.

ANNEXES.

A. — REPOS HEBDOMADAIRE.

I. — Loi du 16 janvier 1895,

RÉGLEMENTANT LE REPOS DU DIMANCHE ET DES JOURS FÉRIÉS DANS L'INDUSTRIE (1).

I.

ARTICLE PREMIER. — Le dimanche, tout travail industriel doit cesser.

ART. 2. — Le repos du dimanche durera pour le moins vingt-quatre heures; il commencera au plus tard chaque dimanche à 6 heures du matin et réellement au même moment pour tous les ouvriers de chaque établissement.

ART. 3. — Sont exceptés des dispositions énoncées aux articles 1 et 2 :

1° Les travaux de nettoyage et d'entretien des locaux industriels et des machines, travaux dont dépend la marche régulière de la propre industrie ou celle d'une industrie différente et qui ne peuvent pas être entrepris aux jours de la semaine, sans trouble sensible dans la fabrication ou sans danger pour la vie et la santé des ouvriers;

2° La surveillance nécessaire des établissements industriels;

3° Les travaux nécessités par l'inventaire, une seule fois par an;

4° Les travaux de nature passagère qui ne peuvent être différés et sont motivés, soit par une extrême urgence, soit par des considérations d'ordre public, surtout de sûreté générale;

5° Les travaux personnels du chef d'industrie, à condition qu'ils soient entrepris sans l'aide d'aucun ouvrier et non publiquement.

ART. 4. — Les industriels qui, le dimanche, emploient des ouvriers aux travaux indiqués aux paragraphes 1, 2, 3, 4 de l'article 3, sont astreints à tenir un registre sur lequel ils inscrivent chaque dimanche les noms des ouvriers employés, l'endroit, la durée et la nature de leur travail. Ce registre doit être tenu à la disposition de l'autorité industrielle et de l'inspecteur.

(1) Le repos hebdomadaire est encore réglementé par la loi du 28 avril 1895, qui étend au commerce de colportage les prescriptions de la loi du 16 janvier 1895; par l'arrêté du 18 juin 1897, qui règle la question du travail du dimanche dans les débits de tabac et les bureaux de billets de loterie, et par une circulaire du 21 juillet 1895, qui réglemente les repos du dimanche et des jours fériés dans les fabriques de l'État.

S'il s'agit des travaux mentionnés aux points 3 et 4 de l'article 3, le chef d'industrie est, en outre, obligé de prévenir l'autorité industrielle avant de les commencer. Si la nécessité d'entreprendre ou de continuer un travail de cette nature ne s'est fait sentir que le dimanche seulement, avis doit être donné à l'autorité au plus tard après la fin du travail. Ces avis sont exempts de timbre.

Leur remise à la poste tient lieu d'annonce à l'autorité industrielle. Dans les deux cas, l'autorité industrielle doit vérifier la validité légale des motifs invoqués.

ART. 5. — Si les travaux mentionnés aux points 1, 2 et 4 de l'article 3 ont empêché les ouvriers d'assister au service divin du matin, les chefs d'industrie sont tenus de leur accorder le dimanche suivant le temps libre nécessaire pour accomplir ce devoir.

Si les travaux indiqués aux points 1, 2 et 4 de l'article 3 durent plus de trois heures, on doit accorder aux ouvriers un repos de vingt-quatre heures au moins le dimanche suivant; ou si les nécessités de la fabrication ne leur permettent pas, leur donner ce repos à un jour de la semaine, ou bien encore on donnera deux repos de six heures chacun à deux jours de la semaine.

ART. 6. — Le Ministre du commerce, d'accord avec les ministres compétents, est autorisé à permettre, par voie d'ordonnance, le travail industriel du dimanche dans certaines catégories d'industries qui, vu leur nature, ne peuvent admettre ni interruption, ni retard de la fabrication. Il en est de même lorsque ce travail est rendu indispensable par les besoins des consommateurs, besoins quotidiens ou particulièrement accentués le dimanche, ou par les nécessités de la circulation publique (1).

Dans les industries à fabrication continue, auxquelles on a de ce chef permis le travail du dimanche, ce travail doit être limité aux ouvrages se reliant immédiatement à ladite fabrication continue; de même dans les autres industries, mises au rang des exceptions par le présent article, le travail du dimanche est limité aux travaux expressément désignés par l'arrêté ministériel. Par contre, tous les autres travaux préparatoires, secondaires ou accessoires, doivent être suspendus.

La détermination des travaux permis le dimanche dans ces établissements et la fixation des conditions d'exécution, sera faite d'une manière uniforme pour les industries de même nature, et en tenant compte des prescriptions de l'article 5 au sujet du jour de repos de remplacement.

Les dispositions relatives au travail du dimanche doivent être insérées dans le règlement d'atelier, rédigées dans les langues usuelles du pays et être éventuellement affichées en bonne place dans les locaux industriels.

ART. 7. — Lorsqu'il s'agit des besoins de la population, besoins quotidiens ou se faisant sentir plus particulièrement le dimanche, les mœurs et les habitudes locales peuvent placer certaines catégories d'industries de l'alimen-

(1) Voir plus loin, p. 391, l'arrêté ministériel du 14 avril 1895.

tation dans des conditions toutes spéciales qu'il convient de prendre en considération. En ce cas, les ministres peuvent déléguer aux autorités politiques du pays le droit de fixer et de régler les exceptions nécessaires à la prescription du repos dominical.

Les industries en question doivent, en vertu de l'article 6, être énumérées dans l'arrêté à intervenir.

Dans l'établissement des exceptions susdites, tout en admettant les variantes utiles suivant les communes et les contrées, il faut bien tenir compte des dispositions de l'article 5 relatives au jour de repos. La détermination de ces exceptions aura lieu après avoir entendu les communes et les corporations. Les décisions prises doivent être incorporées dans le règlement d'atelier des industries intéressées, elles seront rédigées en langue usuelle du pays et affichées à l'endroit propice dans les locaux affectés au travail.

Art. 8. — Les autorités politiques en Galicie et en Bukowine, pour tout ou partie de leur territoire d'administration, sont autorisées à permettre le travail du dimanche dans les industries de l'alimentation, à condition que les industriels en question et tous leurs ouvriers, observent, en conformité avec leur confession religieuse, un repos régulier de 24 heures à un autre jour de la semaine et que les travaux ne soient pas exécutés publiquement.

Les industriels qui emploient le dimanche des ouvriers auxdits travaux sont astreints à tenir le registre indiqué au paragraphe 1 de l'article 4 et de le présenter à toute réquisition de l'autorité industrielle et de l'inspecteur d'industrie.

Art. 9. — Dans les exploitations commerciales, le travail du dimanche est permis pour une durée de six heures au maximum.

Les autorités politiques du pays fixent, après audition des municipalités et corporations intéressées, les heures pendant lesquelles ce travail dominical est toléré.

Les corporations ont le droit, après décision conforme de l'assemblée, de soumettre à l'autorité politique locale par l'intermédiaire de l'autorité industrielle de première instance des motions sur la restriction du travail dominical dans leurs industries respectives.

Lorsque certains dimanches, des circonstances particulières produisent un mouvement d'affaires plus important, comme à Noël, aux jours de fête patronale, etc., les autorités politiques locales, après avoir consulté les municipalités et les corporations intéressées, peuvent accorder aux établissements de commerce le droit de fonctionner pendant un temps plus long, qui pourra atteindre une durée de dix heures. Dans tous les cas, cette tolérance, dans la limite extrême de dix heures, est accordée le dimanche précédant Noël, ainsi que la veille de Noël, si ce jour est précisément un dimanche. De même, en égard à certaines exigences locales, comme vente d'objets de dévotion aux lieux de pèlerinage, de vivres aux endroits d'excursion; dans les gares, etc., les autorités politiques peuvent, après avoir pris l'avis des municipalités et corporations, accorder une prolongation de temps pendant lequel l'exercice du commerce peut être pratiqué, toujours dans la limite extrême de dix

heures. Cette autorisation peut être donnée soit pour tous les dimanches de l'année, soit pour les dimanches de certaines époques, soit pour certains dimanches à intervalles réglés.

Enfin, dans les localités au-dessous de 6,000 habitants, qui reçoivent le dimanche la visite des populations environnantes venant s'approvisionner du nécessaire, les autorités politiques ont la faculté d'augmenter le nombre d'heures pendant lesquelles l'exercice du commerce peut être pratiqué. Cette tolérance ne doit pas dépasser une durée de huit heures; elle peut être accordée pour tous les dimanches de l'année ou pour les dimanches de certaines époques fixées. Cependant, dans ces branches de commerce, les ouvriers ne peuvent être employés que dans les limites fixées à l'alinéa 1, c'est-à-dire pour une durée de six heures.

La fixation des heures durant lesquelles le travail dominical est permis aux exploitations commerciales, peut avoir lieu d'une façon différente suivant les diverses branches de commerce ou encore suivant les communes ou parties de communes.

Chaque dimanche, on doit accorder aux ouvriers, en tenant compte de leur confession religieuse, le temps nécessaire pour assister à l'office divin du matin.

Durant les heures où le travail du dimanche est interdit aux établissements commerciaux, les portes d'entrée des locaux affectés au public doivent être tenues fermées.

ART. 10. — Si dans certaines branches de commerce, on ne peut pas accorder au personnel le repos du dimanche à partir de midi jusqu'à la reprise des affaires au lendemain matin, sans interruption, on doit lui donner libre par alternance un dimanche sur deux, ou, si cela n'était pas exécutable lui accorder un repos d'une demi-journée dans la semaine.

ART. 11. — Dans toutes les circonstances où, en vertu de l'article 9, l'exercice du commerce doit être suspendu le dimanche, les négociants qui n'emploient aucun ouvrier ne peuvent pas eux non plus se livrer aux actes de leur commerce; ils doivent tenir fermées les portes d'entrée des locaux affectés au public.

ART. 12. — Les prescriptions sur le repos du dimanche dans les exploitations commerciales s'appliquent aussi aux industries de l'alimentation débitant leurs propres marchandises, si cette vente n'est pas déjà réglée d'une façon particulière par les articles 6 ou 7; elles s'appliquent également à la mise en vente par colportage (art. 60 de la loi industrielle) et au trafic des marchés.

ART. 13. — Les prescriptions édictées par les autorités politiques locales en vertu des articles 7, 8 et 9 doivent, à la fin de chaque trimestre, être portées à la connaissance du Ministre du commerce qui, d'accord avec les ministres intéressés, peut décréter des modifications à ces règlements.

ART. 14. — Aux jours fériés on doit accorder aux ouvriers le temps né-

cessaire pour assister à l'office divin du matin, en tenant compte de leur confession religieuse.

II.

Les infractions aux dispositions de la présente loi et aux règlements ultérieurs relatifs à son exécution sont frappées des pénalités prévues par la loi industrielle.

III.

Cette loi entrera en vigueur trois mois après sa promulgation.

IV.

Le Ministre du commerce et le Ministre de l'intérieur, d'accord avec celui des cultes et de l'instruction publique, sont chargés de l'exécution de la présente loi.

II. — Arrêté ministériel du 24 avril 1895,

RELATIF AUX INDUSTRIES AUTORISÉES À DÉROGER À LA RÈGLE
DU REPOS DOMINICAL (1).

ARTICLE PREMIER. — Le repos du dimanche doit commencer, au plus tard, le dimanche à 6 heures du matin, et simultanément pour tous les ouvriers d'un même établissement, il doit durer au moins vingt-quatre heures (art. 2, loi du 16 janvier 1895).

ART. 2. — En vertu du paragraphe 1^{er} de l'article 6 de la loi citée, le travail industriel est permis le dimanche aux catégories d'industries contenues dans la liste suivante.

Les motifs des exceptions sont : soit l'impossibilité de l'interruption du travail ou du retard dans la fabrication; soit la nécessité du fonctionnement dominical à raison des besoins des populations, besoins quotidiens ou principalement accentués le dimanche; soit enfin les exigences de la circulation publique.

Ces tolérances concernent certains travaux nommément spécifiés dans cette liste sous les conditions et limites établies.

(1) Rendu en exécution de la loi ci-dessus du 16 janvier 1895. Texte modifié par les arrêtés des 11 août 1895, 10 avril 1897 et 4 mai 1898.

LISTE

des industries et des travaux pour lesquels le travail du dimanche est autorisé soit d'une façon générale, soit dans une certaine mesure.

Aux ouvriers occupés plus de trois heures, il doit être accordé comme repos de compensation :

1. — SÉCHERIES DE SEMENCES.

Le travail du dimanche, limité aux ouvriers absolument nécessaires, est permis du mois de novembre au mois d'avril inclus pour le service des séchoirs.

Un repos de vingt-quatre heures le dimanche suivant.

2. — SALINES DE MER.

Le travail du dimanche est permis dans les mois de mai à août inclus pour obtenir le sel et l'emmagasiner.

Un repos de vingt-quatre heures le dimanche suivant ou bien à un jour de la semaine, ou encore un repos de six heures chaque fois pendant deux jours de la semaine.

3. — HORTICULTURE.

Le travail du dimanche est permis :

a) Selon les besoins de cette profession et autant qu'elle dépend des conditions atmosphériques.

α. Pour les travaux nécessaires à l'entretien des plate-bandes et des plantes en pots, comme : arroser, donner de l'air, donner de l'ombre, lier les branches devenues relâchées, enfoncer les piquets de remplacement indispensables, et ce pendant deux heures, matin et soir.

β. Pour chauffer les serres, couvrir les couches : pendant trois heures de la journée.

b) Pour faire des bouquets et couronnes pendant les mêmes heures accordées aux confectionneurs et marchands de bouquets de fleurs naturelles.

Un repos de vingt-quatre heures le dimanche suivant ou bien à un jour de semaine, ou encore un repos de six heures chaque fois pendant deux jours de la semaine.

4. — USINES MÉTALLURGIQUES.

a) Hauts-fourneaux (y compris les grilloirs). — Le travail du dimanche est permis pour amener du charbon, du coke, le minerai

A chaque deuxième dimanche, vingt-quatre heures, si le fonctionnement est interrompu au moins pendant six heures le dimanche, ou si, lors de l'alternance des équipes de semaine, une équipe de réserve fonctionne le dimanche. Cependant, dans ce dernier cas les hommes de relève ne doivent pas

et les accessoires; pour le service des conduites d'eaux, des souffleries et des appareils de réchauffe; pour la charge et la coulée; pour l'enlèvement des scories; pour faire les lits de gueuses et pour transporter le fer brut aux lieux de dépôt.

b) *Établissements Bessemer et Martin, en liaison directe avec les hauts-fourneaux.* — Le travail du dimanche est permis: pour amener le fer fondu dans les convertisseurs, pour amener le produit intermédiaire dans les fourneaux Martin; pour le service des générateurs et souffleries; pour le travail de charge et de fonte dans les convertisseurs et fourneaux Martin pour la coulée du produit terminé dans les coquilles, le transport de ce produit à son lieu de dépôt et l'enlèvement des scories.

être employés douze heures avant ou après leur occupation régulière et on doit leur accorder pour le moins un repos de compensation égal à celui donné aux ouvriers relevés.

Dans le cas où le repos de compensation ne peut être accordé aux ouvriers par suite des conditions particulières de la fabrication, le repos de dix-huit heures ayant lieu lors du changement d'équipes, en vertu de l'article 3 de l'arrêté du 27 mai 1885, devra leur tenir lieu de repos de remplacement.

c) *Acidéries Bessemer et Martin n'étant pas en liaison avec des hauts-fourneaux; usines d'acier fondu au creuset et laminoirs servis par les fours à puddler et les fours à réchauffer.* — Il est permis le dimanche de limiter l'interruption du travail à douze heures, de façon qu'avec le service des fours on commence le travail le dimanche à midi ou à six heures du soir, suivant le moment du changement des équipes. A partir de ce moment, le travail du dimanche est autorisé pour conduire la fonte aux fours de fusion et la matière fondue aux convertisseurs; pour la conduite de la charge aux fours Martin et aux fours d'acier fondu; éventuellement, pour les fours réchauffeurs, pour le service des générateurs et des souffleries, pour le chargement et les travaux de fusion dans les convertisseurs des fours Martin et les fours à acier fondu, pour la coulée du produit terminé en coquilles et le transport de celles-ci, pour le transport des scories sur le lieu de dépôt; enfin, pour tout le travail des laminoirs des fours à puddler et des fours à réchauffer (1).

A chaque deuxième dimanche, vingt-quatre heures.

d) *Puddledage et laminoirs.* — Si le fonctionnement est interrompu pendant vingt-quatre heures dans le cours d'une semaine, il est permis de suppléer à ce jour de travail manqué en travaillant le dimanche qui suit cette interruption; on doit, au préalable, avertir l'autorité industrielle de première instance de la cause, de la durée et de l'importance de cette interruption, du nombre d'ouvriers touchés par elle et, enfin, du nombre d'ouvriers à occuper le dimanche.

Le dimanche suivant vingt-quatre heures si, pendant l'interruption qui a précédé, les ouvriers n'ont pas joui d'un repos de vingt-quatre heures.

5. — FABRICATION D'OBJETS ÉMAILLÉS.

Le travail du dimanche, limité aux ouvriers absolument nécessaires, est permis pour le service des fours de fusion à marche continue et pour le maintien des fours à la température voulue.

Comme au n° 4 a et b.

(1) Texte modifié par l'arrêté du 10 avril 1897.

6. — FOURS À CHAUX, CIMENT, MAGNÉSIE, PLÂTRE.

Le travail du dimanche est permis, aux ouvriers absolument nécessaires, pour la conduite des fours, leur chargement et l'enlèvement des produits.

Comme au n° 4 et a.

7. — TUILERIES, Y COMPRIS LA FABRICATION DE BRIQUES RÉFRACTAIRES ET DE BRIQUES DE SCORIES.

Le travail du dimanche est permis :

a) Pour le service des fours, cependant, à condition que l'allumage par en bas des fours à feu continu ait lieu au plus tard le samedi soir avant 6 heures.

Comme au n° 4 a et b.

b) Pour la préparation de l'argile par des travailleurs mâles adultes pendant deux heures.

8. — INDUSTRIE DE LA POTERIE.

Le travail du dimanche, limité aux ouvriers absolument nécessaires, est permis :

a) Pour le service des fours.

Comme au n° 4 a et b.

b) Dans les établissements fabricant des objets décorés, comme : ornements, carreaux de poêle, etc., pour transporter et retourner la marchandise brute dans les séchoirs, si cela est nécessaire pour empêcher tout changement de forme de cette marchandise.

9. — VERRERIES.

Le travail du dimanche est permis :

a) Dans les verreries munies de fours à cuvettes, pour le service des générateurs, pour la mise dans ces fours de la masse composant le verre, pour le travail des verriers souffleurs et leurs aides, pour le service des fours à recuire et pour le travail aux fours d'étendage.

Comme au n° 4 a et b

b) Dans les verreries à creusets :

α. Pour le chauffage des fours à verre et le travail de la fusion.

A chaque deuxième dimanche, vingt-quatre heures. Dans le cas où, par suite de la répartition du travail, cela ne serait pas possible, les interruptions provenant de la nature du travail seront considérées comme repos de compensation.

β. Pour le travail des verriers souffleurs et étendeurs et leurs aides; de même, pour le service des fours à recuire, si le fonctionnement ne peut pas être réglé de façon que la période de fusion tombe e dimanche, et ce pour au plus douze dimanches par an, lesquels doivent être indiqués dans les registres à tenir, en vertu du paragraphe 1^{er}, article 4, de la loi du 16 janvier 1895.

Un repos de vingt-quatre heures le dimanche suivant.

γ. Dans la fabrication du verre à vitre, pour le travail des fours étendage à marche continue.

Comme au n° 4 a et b.

10. — PRODUCTION DE CRAYONS DE CHARBON
POUR L'ÉCLAIRAGE ÉLECTRIQUE.

Le travail du dimanche est permis, en se limitant aux ouvriers absolument nécessaires, pour le service des fours à chauffage continu.

Comme au n° 4 a et b.

11. — PRODUCTION DE RÉCIPIENTS EN PÂTE DE BOIS.

Le travail du dimanche est permis, en se limitant aux chauffeurs absolument nécessaires, pour le séchage des récipients pressés.

Comme au n° 4 a et b

12. — TANNERIE.

Le travail du dimanche, limité aux ouvriers absolument nécessaires, est permis pendant deux heures au plus, jusqu'à 9 heures du matin, durant les mois de mai à septembre inclus :

a) Dans les tanneries, pour mettre en fosse les peaux fraîches livrées le samedi soir et pour laver et empiler les peaux.

b) Dans les mégisseries, pour l'habillage des peaux, pour changer l'eau et pour la saupoudration de la laine pour les sécher.

13. — BOYAUDERIES.

Le travail du dimanche, est permis aux ouvriers absolument nécessaires, pour le séchage des intestins.

Un repos de vingt-quatre heures le dimanche suivant.

14. — BLANCHISSERIES.

Le travail du dimanche, limité au personnel absolument nécessaire, est permis :

a) Pour les travaux de déchlorurage, neutralisation et lavage, au plus pendant deux heures jusqu'à 9 heures du matin.

b) Pour l'arrosage des fils et tissus se trouvant sur le plan blanchisseur, pendant une heure avant et après-midi.

15. — TEINTURERIES.

Le travail du dimanche, limité au personnel absolument nécessaire, est permis :

a) Dans la teinturerie en noir, pour la surveillance des chambres d'oxydation.

b) Dans la teinturerie en indigo, pour l'agitation du contenu des cuves d'indigo.

c) Dans la teinture des soies, pour l'achèvement des opérations chimiques mises en train le samedi avant midi, mais seulement jusque dimanche à midi seulement.

Un repos de vingt-quatre heures le dimanche suivant.

16. — IMPRESSION DES TISSUS.

Le travail du dimanche, limité au personnel absolument nécessaire, est permis, pour la surveillance des chambres d'oxydation et pour l'agitation du contenu des cuves d'indigo.

Un repos de vingt-quatre heures le dimanche suivant.

17. — INDUSTRIES FABRICANT LE PAPIER, LE CARTON,
LA PÂTE DE BOIS.

Le travail du dimanche, limité au personnel absolument nécessaire, est permis :

- | | |
|---|-------------------------|
| a) Pour le séchage et pour la surveillance des chambres de blanchiment. | } Comme au n° 4 a et b. |
| b) Pour le fonctionnement des appareils à débiter le bois et des cylindres horizontaux ou verticaux, mais seulement à partir de 6 heures du soir. | |

Vingt-quatre heures à chaque deuxième dimanche.

18. — PRODUCTION DE CELLULOSE (BOIS, PAILLE, ETC.).

Le travail du dimanche est permis pour l'obtention de l'acide sulfurique, pour la préparation de la lessive, pour le service des cuiseurs, pour la lixiviation et les appareils de lavage, pour la vaporisation des fins de lessive dans les fours continus.

Il est accordé aux exploitations, dont l'installation actuelle serait insuffisante relativement aux cylindres, places de dépôt, etc., un délai de transition, pour permettre les transformations nécessaires, c'est-à-dire jusqu'à fin année 1895.

Comme au n° 4 a et b.

19. — MOULINS À BLÉ.

Le travail du dimanche, limité au personnel absolument nécessaire, est permis :

- | | |
|---|--|
| a) Dans les moulins à vent et sur bateaux. | } A chaque deuxième dimanche, vingt-quatre heures, à moins qu'il n'y ait eu la semaine précédente une interruption, provenant de la nature de l'exploitation, pendant laquelle les ouvriers auraient joui d'un repos d'au moins vingt-quatre heures. |
| α. Pour la surveillance des machines, des transmissions et des appareils de meunerie. | |
| β. Pour mettre le blé dans les appareils à moudre. | |
| γ. Pour le remplissage des sacs avec les produits de la mouture. | |
| δ. Pour décharger le blé amené au moulin et pour charger la farine destinée à être transportée, et ce jusqu'à 10 heures du matin. | |
- b) Dans les moulins fonctionnant exclusivement ou principalement par une force hydraulique, le travail est autorisé dans les mêmes limites.

En outre, à ces moulins il est encore permis :

ε. Le transport de la farine ou du pain sur les propres voitures de l'établissement, le dimanche, pendant les heures indiquées pour le commerce des vivres, et le lundi à partir de 3 heures du matin.

Un repos de vingt-quatre heures le dimanche suivant, ou bien à un jour de la semaine ou encore deux repos de six heures chacun à deux jours de la semaine.

c) Dans les moulins fonctionnant exclusivement ou principalement par moteur à vapeur, pour les travaux cités à l'alinéa a, aux points α, β, γ, mais seulement à partir du dimanche soir à 6 heures.

A chaque deuxième dimanche, vingt-quatre heures.

20. — MALTERIE ET BRASSERIE.

a) Malterie. — Le travail du dimanche est permis :

α. Pour les travaux absolument nécessaires à la mise en train ou au maintien de la germination.

Un repos de vingt-quatre heures le dimanche suivant ou à un jour de la semaine.

β. Pour les tourailles de malt à marche continue.

Comme au n° 4 a et b.

b) *Brasserie.* — Le travail du dimanche, limité au personnel absolument nécessaire, est permis :

a. Pour la surveillance de la fermentation principale, pour les soins à la bière, pour la conduite de la bière aux preneurs. } Un repos de vingt quatre heures le dimanche suivant.

β. Pour le refroidissement du moût, le nettoyage et la préparation des fûts (cerclage), jusqu'à midi.

Il est accordé aux brasseries dont l'installation n'est pas actuellement suffisante pour se conformer de suite aux prescriptions légales, un délai leur permettant d'entreprendre les agrandissements nécessaires, soit jusqu'à fin 1895.

21. — TOURAILLAGE ET SOUFFRAGE DU HOUBLON.

Le travail du dimanche, limité au personnel absolument nécessaire, est permis pendant les mois de septembre à novembre inclus. } Un repos de vingt quatre heures le dimanche suivant.

22. — INDUSTRIE SUCRIÈRE.

Le travail du dimanche est permis :

a) *Dans les sucreries.* — Pour le transport à la sucrerie des betteraves provenant de locatures proches de la fabrique, pour la diffusion, la saturation, la défécation, la filtration, l'évaporation, le turbinage, pour les greniers à sucre avec exclusion de l'emballage, enfin pour le fonctionnement des étuves.

b) *Dans les raffineries de sucre.* — Pour le déchargement du sucre brut, si cela est nécessaire pour éviter toute interruption dans l'exploitation; pour l'affinage, la dissolution, la filtration, l'évaporation, le traitement au noir animal, pour le turbinage, pour les étuves, enfin sur les greniers à sucre avec exclusion du travail d'emballage, mais y compris la coulée dans la fabrication du sucre cubique.

c) *Dans l'extraction du sucre des mélasses.* — Pour l'osmose; pour la production et la décomposition des saccharates de calcium et de strontium, et le fonctionnement des fours y annexés; pour la marche des appareils de distillation, de refroidissement et de précipitation.

Comme au n° 4 a et

23. — SUC DE RÉGLISSE (Süccūs).

Le travail du dimanche est permis pour l'extraction, la vaporisation, la cuisson et la dessiccation. } Comme au n° 4 a et b.

24. — GLUCOSERIES.

Le travail du dimanche est permis: pour cuire l'amidon avec l'acide sulfurique; pour la neutralisation, l'évaporation et le raffinage (filtration); il est permis également pour la cristallisation et le séchage du sucre de raisin.

Comme au n° 4 a et b.

25. — SÉCHOIRS DE CHICORÉE, RACINES ET FRUITS.

Le travail du dimanche, limité au personnel absolument nécessaire, est permis pour le chauffage et le service des touraillies à marche continue.

Un repos de vingt quatre heures le dimanche suivant.

26. — FABRICATION DE CONSERVES.

Le travail du dimanche est permis du mois de mai au mois d'octobre inclus, jusqu'à midi, si le retard dans la manutention des matières premières provoquait leur perte ou détérioration.

Un repos de vingt-quatre heures le dimanche suivant.

Le travail du dimanche est permis pour la préparation des poissons frais.

Un repos de vingt-quatre heures le dimanche suivant ou bien à un jour de la semaine ou encore pendant deux jours de la semaine, un repos de six heures chaque fois.

27. — VINIFICATION.

Le travail du dimanche est permis :

- a) Pour la surveillance de la fermentation.
- b) Pour obtenir du vin doux pendant l'époque de la vendange.

Un repos de vingt-quatre heures le dimanche suivant ou bien à un jour de semaine ou encore pendant deux jours de semaine un repos de six heures chaque fois.

28. — DISTILLATION ET RECTIFICATION D'ALCOOL.

Production de levure sèche.

Le travail du dimanche est permis dans les exploitations continues :

- a) Dans la distillerie d'alcool. — Pour la marche des modérateurs, pour le brassage, la fermentation et la distillation; pour le service des fosses de résidus et pour la production du malt (voir n° 20 a).
- b) Dans la rectification d'alcool, pour la distillation.
- c) Dans la production de levure sèche : pour la fermentation et la distillation; pour écumer, laver et presser la levure.

Comme au n° 4 a et b.

29. — VINAIGRERIE.

Le travail du dimanche limité, au personnel absolument nécessaire, est permis : pour l'arrosage de la matière à vinaigrer, pour la surveillance de la marche de la fermentation, ainsi que pour la chauffe des chambres à vinaigre.

Un repos de vingt-quatre heures le dimanche suivant.

30. — FABRICATION ET VENTE D'EAUX GAZEUSES.

Le travail du dimanche est permis pour les mois d'avril à octobre inclus :

- a) Pour la fabrication, jusqu'à midi.

Un repos de vingt-quatre heures le dimanche suivant.

- b) Pour la remise des marchandises ou leur débit pendant toute la journée.

Un repos de vingt-quatre heures le dimanche suivant ou bien à un jour de la semaine ou encore deux repos de six heures chacun à deux jours de la semaine.

31. — PRODUCTION DE GLACE ARTIFICIELLE.

Le travail du dimanche est permis :

- a) Pour le fonctionnement des appareils à produire la glace pendant toute la journée, excepté de midi à six heures du soir.
- b) Pour la livraison de la glace, jusqu'à midi.

Un repos de vingt-quatre heures le dimanche suivant.

32. — PRODUITS CHIMIQUES.

Si la nature de l'exploitation n'admet pas d'interruption, le travail du dimanche est permis aux ouvriers occupés aux fours à grillage, à flammes, à incandescence, à fusion; aux appareils de distillation, sublimation, lessivages, concentration, condensation, cristallisation, extraction, etc.

En particulier, ce travail est autorisé pour l'obtention des produits suivants : acides sulfurique, muriatique, salicylique; sels de soude, sel de Glauber; soufre; résidus de la soude, hydrate de soude; potasse, alun, sulfate d'alumine, cyanoferrure de potassium, sels de chrome, chlorure de chaux, outremer, blanc de zinc, plom-bate de protoxyde de plomb, minium, litharge, céruse; pour la production du coke et de l'ammoniaque, la distillation du goudron, la carbonisation du bois en meules et en tas, la carbonisation en cornues et la fabrication de tous les produits chimiques dérivés dont la préparation est urgente; pour la raffinerie de résines, la production du noir de fumées; enfin pour l'obtention de la cérésine, de la colle et de l'albumine. — Dans ces divers cas, les travaux tolérés sont les suivants :

a) Fabrication de l'acide sulfurique anglais; l'aménagement des pyrites de soufre, de la blende et du soufre dans les fours; le service des fours, des tours de Glower et de Gay-Lussac, des chambres de plomb, l'évaporation de l'acide sulfurique dans des bassines en plomb, des récipients en verre ou des appareils en platine, le soutirage de l'acide concentré dans les récipients *ad hoc* et le lutage de ces derniers.

Comme au n° 4 a et b.

b) Production de l'acide sulfurique fumant (dit de Nordhausen) provenant de sulfates : l'achèvement de l'opération commencée le jour précédent.

c) Concentration de l'acide sulfurique par congélation de l'acide étendu (fabrication du monohydrate) : le chargement et la vidange des chambres de congélation, la mise en récipients, la fermeture et le transport de ces derniers aux lieux de dépôt.

d) Production de l'acide muriatique et du sel de Glauber : la marche des appareils de décomposition et d'absorption; la marche des fours à calciner le sulfate brut.

e) Acide salicylique : la sublimation et la cristallisation.

f) Production de la soude d'après le procédé Leblanc : le fonctionnement des fours à fondre la soude et des fours à calciner; le lessivage de la matière fondue; l'évaporation et la cristallisation des lessives.

g) Production de la soude par le procédé à l'ammoniaque : le fonctionnement des fours à chaux, la préparation de l'eau mère, la production du lait de chaux, la préparation des lessives et du bicarbonate.

h) Extraction du soufre des résidus de soude par carbonisation et précipitation : le fonctionnement des fours à chaux, des compres-

seurs, des appareils à remuer les boues, des appareils à carboniser, des fours brûleurs pour le gaz sulfhydrique.

i) Production de l'hydrate de soude : la préparation et l'évaporation des lessives; la fonte et l'emballage de l'hydrate.

j) Production de la potasse : la marche des fours à calciner et à carboniser, la préparation, l'évaporation et la cristallisation des lessives.

k) Production d'alun et de sulfate d'alumine : le fonctionnement des fours, la préparation des lessives, l'évaporation et la cristallisation.

l) Production du cyanoferrure de potassium : le fonctionnement des fours, la lixivation, la concentration et la cristallisation.

m) Production des sels de chrome : le fonctionnement des fours, la préparation des lessives, l'évaporation et la cristallisation.

n) Production du chlorure de chaux : le fonctionnement des appareils à dégagement et à absorption du chlore, le remplissage et la fermeture des récipients destinés à recevoir le chlorure.

o) Outremer : la surveillance du four.

p) Blanc de zinc : le fonctionnement des fours à griller.

q) Plombate, minium et litharge : le fonctionnement des fours.

r) Céruse : le fonctionnement des chambres d'oxydation, la surveillance du dépôt et du séchage.

s) Cokes et ammoniacque : le fonctionnement des fours à coke, le remplissage avec du charbon, l'enlèvement du coke, le lavage du charbon, s'il est nécessaire pour le bon fonctionnement du four, la marche des appareils à distiller l'ammoniacque.

t) Distillation sèche du bois, esprit de bois et vinaigre de bois : le fonctionnement des cornues et appareils de distillation, ainsi que la production de l'acétate de chaux.

u) Distillation du goudron : l'achèvement de la distillation commencée la veille et l'évacuation des résidus.

v) Carbonisation du bois en meules et en tas : la surveillance des meules et tas allumés le samedi soir avant 6 heures.

w) Raffinerie de résines : la marche de la fusion et de la filtration.

x) Noir de fumée : le fonctionnement des fours.

y) Cérésine : poursuivre ou terminer les extractions déjà commencées.

z) Colle et albumine : l'assortiment, le cassage, le macérage des os frais, l'extraction de la colle, la cuisson du bouillon, le service des chambres de dessiccation de colle, d'albumine et de sang et le soutirage du sérum.

Comme au n° 4 a et b.

33. — INDUSTRIE DES CORPS GRAS.

(Margarine, stéarine, glycérine.)

Le travail du dimanche, limité au personnel indispensable, est permis :

a) Dans les opérations nécessairement continues de distillation et d'extraction; pour le fonctionnement des appareils à distiller; pour le lavage et la manipulation des masses clarifiées, l'enlèvement des résidus et le fonctionnement des fours à os.

Comme au n° 4 a et b.

b) Pour la fonte du suif brut dans les mois d'avril à septembre } Un repos de vingt-quatre heures le dimanche suivant.

34. — RAFFINERIES D'HUILE MINÉRALE.

Le travail du dimanche, limité au personnel indispensable, est permis :

α) Pour la marche de la distillation.

γ) Dans les établissements à fonctionnement continu, pour le service des appareils distillatoires et des récipients } Comme au n° 4 a et b.

β) Dans les exploitations non continues pour enlever les résidus des alambics refroidis pendant la nuit du samedi au dimanche et pour le nettoyage de ces appareils pendant deux heures jusqu'à 8 heures du matin.

b) Pour la clarification, le blanchiment, le chauffage et la filtration des huiles minérales. } Comme au n° 4 a et b.

35. — GAZ D'ÉCLAIRAGE.

Le travail du dimanche est permis pour le transport du charbon des dépôts de l'usine aux fours; pour le service des cornues; pour le fonctionnement général des fours; pour la purification du gaz et sa répartition; enfin pour l'emmagasinage du coke dans l'usine. } Comme au n° 4 a et b.

36. — PHOTOGRAPHIE.

Le travail du dimanche est permis pour la prise des clichés, le développement et le fixage. } Un repos de vingt-quatre heures le dimanche suivant ou à un jour de la semaine, ou bien deux repos de six heures chacun à deux jours de la semaine.

37. — STATIONS CENTRALES DE PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ.

Le travail du dimanche est permis pour la surveillance et le service des dynamos et appareils accessoires et pour les travaux nécessaires par la charge des accumulateurs. } Comme au n° 4 a et b.

38. — ÉTABLISSEMENTS CENTRAUX DE CHAUFFAGE PAR VAPEUR OU EAU.

Le travail du dimanche est permis au personnel indispensable pour le service du chauffage. } Un repos de vingt-quatre heures le dimanche suivant.

39. — ÉCLAIRAGE PUBLIC.

Le travail du dimanche est permis pour l'entretien et le service des lampes. } Un repos de vingt-quatre heures le dimanche suivant ou à un jour de la semaine ou bien deux repos de six heures chacun à deux jours de semaine.

40. — ENTREPRISES D'OMNIBUS ET DE MESSAGERIES.

Le travail du dimanche est permis. } Comme le précédent.

41. — ENTREPRISES DE LOUAGE POUR LE TRANSPORT DES PERSONNES. }
 (*Fiacres, voitures à un cheval, etc.*) } Comme le précédent.
 Le travail du dimanche est permis.
42. — LOCATION DE MOYENS DE TRANSPORTS POUR LES PERSONNES. }
 (*Montures animales, bateaux, etc.*) } Comme le précédent.
 Le travail du dimanche est permis.
43. — INDUSTRIE DE LA BATELLERIE DANS LES EAUX CONTINENTALES. }
 Le travail du dimanche est permis. } Comme le précédent.
44. — POMPES FUNÈBRES. }
 Le travail du dimanche est permis : pour la mise en bière, les } Comme le précédent.
 cérémonies, la conduite au cimetière et l'inhumation.
45. — ENTREPRISES DE SERVICES PUBLICS. }
 (*Facteurs et porteurs publics, guides et commissionnaires.*) } Comme le précédent.
 Le travail du dimanche est permis.
46. — TRANSPORT DE MARCHANDISES. }
 Le travail du dimanche est permis pour la remise des marchan- } Comme le précédent.
 dises aux chemins de fer (par grande vitesse) et aux bateaux à }
 vapeur, ainsi que pour la réception et la livraison desdites mar- }
 chandises.
47. — HÔTELS ET DÉBITS. }
 Le travail du dimanche est permis. } Comme le précédent.
48. — ÉTABLISSEMENTS DE BAINS. }
 Le travail du dimanche est permis. } Comme le précédent.
49. — APPROVISIONNEMENT ET FOURNITURE DE L'EAU. }
 Le travail du dimanche, limité au personnel absolument néces- } Comme le précédent.
 saire, est permis pour l'entretien des machines servant à amener }
 l'eau et à la distribuer.
50. — MUSIQUE. }
 Le travail du dimanche est permis. } Comme le précédent.

ART. 3. — Sont autorisés le dimanche dans les industries indiquées à l'article 2, les travaux nécessités par le service et l'entretien des machines et appareils ou par les soins à donner aux animaux, lorsque le fonctionnement de ces machines (chaudières à vapeur, moteurs, pompes, monte-jus, ascenseurs, dynamos, machines réfrigérantes, etc.) ou l'emploi d'animaux est indispensable soit pour l'exécution des travaux formellement permis, soit

pour l'éclairage et le chauffage des ateliers, soit pour les établissements de refroidissement.

De même, dans toutes les autres exploitations, il est permis d'employer le dimanche le personnel absolument nécessaire pour assurer l'éclairage et le chauffage des ateliers et séchoirs, l'entretien et le chauffage des fours, le service des établissements de refroidissement et pour donner les soins utiles aux animaux attachés à l'exploitation.

Est également permis le chauffage des chaudières avant que le travail du lundi commence.

ART. 4. — Le travail du dimanche est, en outre, permis pour le déchargement ou chargement des wagons amenés du chemin de fer correspondant sur la voie ferrée privée (voie de raccordement) par les ouvriers de l'établissement même; et ce, lorsque l'industriel, en observant le repos du dimanche, s'exposerait vis-à-vis de la Compagnie du chemin de fer à des désagréments matériels (pénalités pour avoir dépassé la durée d'utilisation du wagon, etc.).

ART. 5. — Les ouvriers occupés plus de trois heures aux travaux indiqués dans les articles 3 et 4 doivent jouir d'un repos de compensation, conformément aux prescriptions de l'article 12, alinéa 2.

ART. 6. — Dans les industries à exploitation non interrompue, auxquelles la tolérance du travail du dimanche est accordée, ce travail doit être toujours strictement limité aux opérations intimement liées à la fabrication continue. Dans les autres industries mises au rang des exceptions, le travail du dimanche doit être limité aux travaux formellement permis; par contre, tous autres travaux préparatoires, secondaires ou accessoires, doivent être suspendus. (§ 1, article 6, alinéa 2 de la loi citée).

ART. 7. — En vertu du paragraphe 1, article VII de la loi citée, l'octroi des tolérances nécessaires au sujet de l'obligation du repos dominical est confié aux autorités politiques locales pour les industries suivantes (1) :

a) Fleuristes, confectionneurs de bouquets de fleurs naturelles et fabricants de fleurs artificielles;

b) Coiffeurs et perruquiers;

c) Boulangers;

d) Confiseurs, pâtisseries; marchands de pain d'épices et vendeurs de bonbons;

e) Boucherie (y compris la boucherie chevaline et les marchands de gibier);

f) Charcutiers et fabricants de saucisses;

g) Laiteries, marchands-laitiers et débits de lait;

h) Rôtisseurs de marrons.

(1) Texte modifié par l'arrêté ministériel du 10 avril 1897.

ART. 8. — Les prescriptions sur le repos du dimanche dans les exploitations commerciales s'appliquent aussi aux industries de l'alimentation débitant leurs propres marchandises, si cette vente n'est pas déjà réglée d'une façon particulière par les articles VI et VII de la loi; elles s'appliquent également à la mise en vente par colportage (article 60 de la loi industrielle) et au trafic des marchés (§ 1, art. 12 de la loi citée).

ART. 9. — Les prescriptions relatives au travail du dimanche et au jour de repos de compensation (art. 2 à 8) doivent être insérées dans le règlement d'atelier, ou, si cette pièce n'est pas obligatoire, doivent être affichées, rédigées en langues usuelles du pays, à un endroit convenable des ateliers.

L'industriel aura à préciser, dans les limites des prescriptions légales, les détails afférents à chaque exploitation.

ART. 10. — Outre les travaux autorisés le dimanche par les articles précédents, sont également exceptés de la prescription du repos dominical, en vertu du paragraphe 1, article 3 de la loi citée :

1. Les travaux de nettoyage et d'entretien des locaux industriels et des machines, travaux dont dépend la marche régulière de l'industrie même ou celle d'une industrie différente, et qui ne peuvent être entrepris aux jours de semaine sans troubler sensiblement la fabrication ou sans danger pour la vie et la santé des ouvriers.

2. La surveillance nécessaire des établissements industriels.

3. Les travaux d'inventaire, une fois par an.

4. Les travaux de nature passagère qui ne peuvent être différés et sont motivés, soit par une extrême urgence, soit par des considérations d'ordre public, particulièrement de sûreté générale.

5. Les travaux personnels du chef d'industrie, à condition qu'ils soient entrepris sans l'aide d'aucun ouvrier et non publiquement.

ART. 11. — Les industriels qui emploient, le dimanche, des ouvriers aux travaux mentionnés dans l'article 10, points 1, 2, 3 et 4, sont astreints à tenir un registre sur lequel ils inscrivent chaque dimanche les noms des ouvriers occupés, l'endroit, la durée et la nature de leur travail. Ce registre doit être tenu à la disposition de l'autorité industrielle et de l'inspecteur.

S'il s'agit des travaux mentionnés aux points 3 et 4 de l'article 10, l'industriel est, en outre, obligé de prévenir l'autorité industrielle avant de les commencer.

Si la nécessité d'entreprendre ou de continuer lesdits travaux ne se fait sentir que le dimanche même, avis doit être donné à l'autorité au plus tard après la fin du travail.

Tous ces avis sont exempts de timbre.

Leur remise à la poste tient lieu d'annonce à l'autorité industrielle.

Dans les deux cas, l'autorité industrielle doit vérifier la validité légale des motifs invoqués. (§ 1, art. 4 de la loi citée.)

ART. 12. — Si les travaux mentionnés aux points 1, 2 et 4 de l'article 10, ont empêché les ouvriers d'assister au service divin du matin, les chefs d'industrie sont tenus de leur accorder le dimanche suivant le temps libre nécessaire pour s'y rendre. Si les travaux mentionnés aux points 1, 2 et 4 de l'article 10 durent plus de trois heures, on doit accorder aux ouvriers un repos de vingt-quatre heures au moins le dimanche suivant, ou, si les nécessités de la fabrication ne le permettent pas, leur donner ce repos à un jour de la semaine, ou bien encore donner deux repos de six heures chacun pendant deux jours de la semaine. (§ 1, article 5 de la loi citée.)

ART. 13. — Les infractions aux dispositions de la présente ordonnance seront frappées des pénalités prévues par la loi industrielle.

ART. 14. — La présente ordonnance entrera en vigueur en même temps que la loi du 16 janvier 1895.

ART. 15. — Sont abrogés les arrêtés des 27 mai 1885, 20 juillet 1885, 21 septembre 1885, 12 mai 1894 et 21 août 1894.

III. — Arrêté ministériel du 4 mai 1898,

MODIFIANT L'ARRÊTÉ MINISTÉRIEL DU 24 AVRIL 1895.

ART. 1^{er}. — En vertu du paragraphe 1^{er} de l'article VII de la loi du 16 janvier 1895 (R. G. B. n° 21), les autorités politiques du pays ont le droit d'instituer les dérogations nécessaires (en ce qui concerne seulement le repos du dimanche, tout en respectant les autres dispositions de la loi susdite), pour le travail des ateliers industriels de modèles servant surtout à des buts instructifs dans des expositions.

ART. 2. — La présente ordonnance entrera en vigueur le jour de sa promulgation.

B. — REPOS QUOTIDIEN.

I. — Arrêté du 27 mai 1885,

SUR LES DÉROGATIONS AU REPOS QUOTIDIEN (1).

1. *Usines métallurgiques.* — Les intervalles de repos peuvent ne pas revenir à heure fixe pour les travailleurs des hauts-fourneaux, cokeries, char-

(1) Rendu en vertu de l'article 74 a du code industriel. — Texte modifié par les arrêtés des 2 avril 1897 et 4 mars 1898.

bonneries, fours à grillage, laminoirs, puddlage, aciéries, fonderies de fer et de métaux.

Les repos pourront avoir lieu dans les heures libres résultant de la nature de l'industrie.

Le présent arrêté n'est pas applicable dans les concessions minières à la marche des fours à fusion, à grillage, à coke; c'est la loi du 21 juin 1884 qui réglemente ces travaux. (*Reichsgesetzblatt*, n° 115.)

2. *Fabrication d'objets émaillés.* — Pour les ouvriers employés au brûlage des objets émaillés, à la fonte des vernis, au brûlage de l'étain, il peut ne pas être question d'heures fixes de repos. Les repos seront donnés pendant les instants laissés libres par la marche de l'opération; il faudra, toutefois, observer la durée normale des repos.

3. *Fonderies de cuivre, de laiton, de packfong, de métal anglais, de bronze, d'étain, de cloches.* — Il est permis de ne pas déterminer les heures de repos pour les ouvriers occupés aux feux ouverts et aux fourneaux. Il faut, toutefois, observer la durée légale du repos.

4. *Forgerons, charrons.* — Les pauses de repos, en particulier la pause de midi, peuvent en cas de besoin pour des réparations urgentes, être reportées à d'autres moments ou être fractionnées.

5. (1) *Fabriques de chaux, de ciment, de magnésie, de plâtre, de tuiles, de strontiane, poteries, fabriques de porcelaine.* — a) Les ouvriers employés aux fours continus peuvent avoir leurs pauses de repos établies en concordance avec la fabrication.

b) Pour les ouvriers occupés au broyage, on accordera le repos de midi par le moyen de relais à une partie de ce personnel (la moitié ou le tiers). Du reste, en ce qui concerne cette catégorie d'ouvriers, on ne peut pas exiger d'autres repos à des moments bien fixes. Quant à tous les autres travailleurs, ils doivent jouir des repos légaux.

Dans les moulins à petit personnel (2 à 3 personnes), il faut faire abstraction des repos tombant à des heures bien déterminées. Les repos peuvent avoir lieu dans les moments libres laissés par la fabrication.

6. *Verreries.* — Les repos peuvent ne pas revenir à heure fixe pour les ouvriers fondeurs occupés aux fours à marche continue.

Pour les verriers (souffleurs, étendeurs) et leurs aides, les pauses indiquées par la loi peuvent être reportées aux arrêts habituels, arrêts revenant sous le nom de repas (*mahlzeit*) après quatre à cinq heures de travail pour une durée de une heure dans le jour et de une heure et demie à deux heures et demie pendant la nuit.

7. *Industrie textile.* — a) Teinturerie, blanchisserie, imprimerie, apprêt,

(1) Texte modifié par l'arrêté ministériel du 4 mars 1898.

encollage, foulons, blanchiment : les heures de repos peuvent être reportées entières ou fractionnées suivant la marche de travail;

b) Filature et tissage mécanique : on peut se dispenser d'arrêter la fabrication, en vue d'observer les repos de l'avant et de l'après-midi, pour les ouvriers occupés aux machines.

8. *Papeteries.* — Les heures de repos peuvent ne pas être fixes pour les ouvriers employés aux feux et aux machines (cylindres, machines à papier, défibreuses, appareils à macération, etc.).

Mais pour les autres travailleurs : salles d'assortiment, de satinage, de triage de chiffons, salle d'emballage, nettoyage du bois, etc., il faut conserver les heures de repos légales.

9. *Moulins.* — Les mécaniciens et chauffeurs et les ouvriers employés aux appareils de mouture doivent avoir à midi une demi-heure de repos. Ils se relèveront par moitié ou par tiers. Pour ledit personnel, on peut se dispenser d'autres repos bien déterminés.

Quant aux autres ouvriers de l'établissement : personnel des magasins, menuisiers, serruriers, etc., ils doivent jouir des repos légaux.

Dans les petits moulins de 2 ou 3 personnes, on peut supprimer les arrêts fixes et donner les repos aux instants laissés libres par la marche de l'opération.

10. *Sucreries, raffineries.* — Les ouvriers occupés aux appareils depuis la purification du jus jusqu'à l'extraction des cristaux; aux appareils à vide et à vapeur, à la diffusion, etc., doivent avoir un repos d'une demi-heure à midi; ils se relèveront par moitié ou par tiers, s'il n'est pas possible d'accorder une demi-heure à tout le monde en même temps. Pour ces ouvriers, on peut négliger d'établir d'autres repos fixes.

Mais tous les autres travailleurs doivent jouir des repos légaux.

11. *Glucoseries.* — Si la fabrication ne permet pas d'interruption, les repos pourront être donnés dans les heures libres résultant de la nature des opérations.

12. *Boulangeries, pâtisseries.* — Si la fabrication l'exige, les repos, même celui de midi, peuvent être reportés à d'autres moments entiers ou fractionnés.

13. *Brasseries, malteries, distilleries, vinaigrerie* (sauf le vinaigre de vin), *fabrication de liqueurs* (sauf par voie froide), *levure sèche, glace artificielle.* — Les ouvriers occupés à une fabrication ne pouvant être interrompue doivent avoir un repos de une demi-heure à midi, en se relevant par moitié ou par tiers. On peut négliger de déterminer d'autres pauses fixes.

Les autres ouvriers doivent jouir des repos légaux.

14. *Industries des produits chimiques.* — Si les opérations ne sont pas sus-

ceptibles d'interruption, les repos auront lieu aux heures laissées libres par la marche de la fabrication.

Il en est ainsi pour la fabrication des produits suivants : acide sulfurique, acide azotique, acide chlorhydrique, acide tartrique, soude, salpêtre, potasse, fécule, huile d'éther; pour la carbonisation du bois en vase clos et le traitement des produits dérivés; pour l'industrie des corps gras : bougies, savons, glycérine, margarine, pétroles, etc., mais cela uniquement pour les ouvriers occupés aux appareils de saponification, de distillation, d'extraction ou à tous autres de même nature. Les autres ouvriers de ces industries doivent jouir des pauses légales de repos.

Dans les huileries, à part l'arrêt de midi, on peut négliger d'établir d'autres repos bien fixes.

Dans la fabrication des couleurs de zinc, on peut se dispenser de repos fixes pour les travailleurs des fours et des feux.

Dans les usines à gaz, il peut n'y avoir pas d'arrêts réguliers et fixes pour les ouvriers attachés à des travaux ne pouvant être interrompus, exception faite pour le repos de midi, en vue duquel ils se relèveront entre eux le mieux possible.

15. *Imprimeries de journaux.* — On peut ne pas avoir d'arrêts à heure fixe mais la durée légale des repos doit être observée.

16. *Commerce.* — Le repos de midi s'obtiendra en organisant la relève du personnel, s'il n'y a pas arrêt des affaires à cette heure. Au reste, il pourra ne pas y avoir d'autres repos fixes soit avant, soit après midi.

17. *Entreprises de transports.* — Du moment où le personnel (cochers, conducteurs, voituriers) jouit de repos qui, réunis, correspondent à la mesure légale, on peut se dispenser d'indiquer des arrêts absolument fixes; et, même en cas de nécessité, le repos de midi pourra être reporté à un autre moment soit entier, soit fractionné.

18. *Restaurants. — Cafés.* — Le repos de midi correspondant précisément à une période de marche active des affaires, peut être reporté à un autre moment. Du reste, si dans le courant de la journée, il y a suffisamment de repos, on peut ne rien établir de fixe.

19. *Coiffeurs.* — On doit accorder l'arrêt de midi, en relevant les aides. Au reste, on peut se dispenser d'établir d'autre repos à heure fixe.

20. *Ouvriers desservant les machines et générateurs dans les entreprises basées sur l'emploi de la vapeur.* — Les repos s'obtiendront par la relève des ouvriers en question. Dans le cas où il n'y a pas de personnel de relève, le repos de midi peut être réduit à une demi-heure pour ledit personnel, lorsque la fabrication est interrompue pendant une heure pour l'observation de ce même repos dans l'établissement; les arrêts fixes d'avant et après midi peuvent également être supprimés pour cette catégorie d'ouvriers. Si la fabrication est continue et s'il n'existe pas de personnel de relève, il est permis de ne pas

fixer d'heures précises pour les repos; ceux-ci auront lieu dans les moments laissés libres par la nature du travail.

21. *Fabriques de linoléum* (ajouté par l'arrêté du 2 avril 1897, R. G. B., n° 88). — En ce qui concerne la pause de midi, il est permis de n'interrompre la fabrication que pendant une demi-heure seulement.

Toutefois, il faut veiller à ce que chaque ouvrier ait au moins alternative-ment une pause d'une heure à midi. On peut se dispenser d'établir d'autres repos à heure fixe. (Arrêté du 2 avril 1897.)

Tout ce qui vient d'être dit ci-dessus au sujet des repos est également applicable au travail de nuit dans chaque cas analogue.

Le présent arrêté autorise à ne pas avoir des heures de repos absolument fixes, à répartir les repos conformément à la marche de l'usine, et à les fractionner, mais il est bien entendu que tous les travailleurs exceptés de la règle générale au cours de leur tâche à raison du caractère de continuité de leur besogne, doivent jouir d'une somme de temps libre suffisante pour prendre leurs repas et réparer leurs forces.

C. — TRAVAIL DE NUIT.

I. — Arrêté ministériel du 27 mai 1885,

SUR LES DÉROGATIONS À L'INTERDICTION DU TRAVAIL DE NUIT
DES JEUNES OUVRIERS (1).

En vertu de l'article 95 de la loi du 8 mars 1885 modifiant la loi industrielle, le travail de nuit des jeunes ouvriers est réglé ainsi qu'il suit pour certaines catégories d'industries :

1. *Fabriques de faulx*. — Les jeunes ouvriers du sexe masculin servant d'aides aux hommes de feu peuvent, si l'usine fonctionne la nuit ou en certains cas dès les premières heures du matin, être employés pendant les heures de nuit, à condition qu'il y ait relève entre les équipes de nuit et celles de jour.

2. *Filatures de soie*. — Si, à raison du climat, le travail en juin et juillet commence avant 5 heures du matin et se termine après 8 heures du soir, et si par compensation un plus long repos est accordé à midi, il est permis d'employer les jeunes ouvriers pendant les heures de nuit, à condition d'observer la durée maxima fixée par la loi pour la journée de travail.

3. *Restaurants*. — *Cafés*. — Les jeunes ouvriers du sexe masculin, ser-

(1) Rendu en vertu de l'article 95 du Code industriel. — Texte modifié par l'arrêté du 17 juin 1898.

vant comme garçons, etc., peuvent être employés, après 8 heures du soir, jusqu'à minuit au plus tard.

4 (1). *Boulangeries.* — Les jeunes ouvriers du sexe masculin employés comme apprentis dans les boulangeries de pain blanc, faisant une fois seulement en vingt-quatre heures de la pâte blanche, peuvent être occupés entre 8 heures du soir et 5 heures du matin, avec une durée maximum de quatre heures consécutives.

Les patrons devront indiquer dans le règlement de travail les heures pendant lesquelles cet emploi a lieu.

II. — Arrêté ministériel du 27 mai 1885,

RELATIF AUX DÉROGATIONS À L'INTERDICTION DU TRAVAIL DE NUIT
DES JEUNES OUVRIERS DE 14 À 16 ANS ET LES FEMMES DANS LES FABRIQUES (2).

ART. 1^{er}. — Dans les industries suivantes exploitées en fabrique, le travail de nuit est permis pour les jeunes ouvriers de 14 à 16 ans et pour les femmes suivant le cas.

1. Dans les *usines métallurgiques*, on peut employer de nuit les jeunes ouvriers du sexe masculin âgés de 14 à 16 ans occupés comme formeurs de gueuses, graisseurs, porteurs de loupes, manœuvres, si l'exploitation fonctionne avec des changements d'équipe réguliers (hauts-fourneaux, cokeries et laminoirs).

2. Dans les *verreries*, on peut employer de nuit les jeunes ouvriers du sexe masculin, âgés de 14 à 16 ans, occupés à ouvrir, fermer les formes dans lesquelles est soufflé le verre et à transporter la marchandise dans les fours à refroidir ou à d'autres travaux analogues et peu fatigants.

3. Dans le *nettoyage des plumes de literie* et leur apprêtage, les femmes de plus de 16 ans peuvent être employées la nuit.

4. Dans les *fabriques mécaniques de dentelles*, les femmes de plus de 16 ans peuvent être employées de nuit à mettre les bobines, bien entendu avec alternance entre les équipes de jour et de nuit.

5. Dans les *fabriques de Fez*, les femmes de plus de 16 ans peuvent être employées jusqu'à 10 heures du soir, à condition que la durée du travail ne dépasse pas onze heures.

6. Dans la *fabrication du papier et de la pâte*, les jeunes ouvriers âgés de 14 à 16 ans et les femmes peuvent travailler de nuit s'ils sont occupés à des opérations ne pouvant pas être interrompues.

7. Dans les *sucreries et raffineries*, les jeunes ouvriers âgés de 14 à 16 ans

(1) Addition apportée par l'arrêté du 17 juin 1898.

(2) Rendu en vertu de l'article 96 b du Code industriel.

et les femmes peuvent travailler de nuit, s'ils sont occupés à des opérations ne pouvant pas être interrompues.

8. Dans les *fabriques de conserves*, les jeunes ouvriers âgés de 14 à 16 ans et les femmes peuvent temporairement être employés de nuit, si un retard dans les manipulations risquait de provoquer la détérioration des matières premières.

ART. 2. — Pour une durée d'un an, le travail de nuit est toléré pour les jeunes ouvriers de 14 à 16 ans et les femmes dans les branches suivantes de l'industrie textile : tissage de soie et de bourre de soie, de laine, de coton, de déchets de coton, de lin; retorderies; apprêt d'étoffes de laine ou de coton; cette permission est acquise, si les circonstances établissent la nécessité dans ces fabriques du travail de nuit par double équipe avec emploi nocturne des dites catégories d'ouvriers pour certaines opérations.

ART. 3. — En cas de prolongation temporaire de la durée du travail, accordée en vertu de l'article 96 *a* par l'autorité industrielle de première instance ou l'autorité politique provinciale, il est permis, si les heures supplémentaires ont lieu de nuit, d'employer comme dans les cas précédents à un travail nocturne les jeunes ouvriers de 14 à 16 ans et les femmes qui sont régulièrement occupés dans l'établissement.

D. — DURÉE DU TRAVAIL.

Arrêté ministériel du 27 mai 1885,

RELATIF AUX DÉROGATIONS À LA DURÉE LÉGALE DU TRAVAIL
DES OUVRIERS DE FABRIQUE.

En vertu de l'article 96 *a* de la loi du 8 mars 1885 modifiant la loi industrielle, les dispositions suivantes entreront en vigueur :

ART. 1^{er}. — L'installation actuelle de certaines fabriques ne leur permettant pas encore de suffire avec la journée de onze heures aux nécessités de la production, il est permis, pour *faciliter la transition et pendant une durée de un an*, de prolonger d'une heure la journée de travail dans les fabriques ci-dessous désignées :

1. Moulinage de soie;
2. Filature de soie et de bourre de soie (ainsi que le peignage);
3. Tissage de soie et rubans;
4. Filature de laine;
5. Filature de coton et de déchets de coton, tissage mécanique de coton;
6. Filature de lin;

7. Filature de chanvre, cordages et ficelles;
8. Teinturerie, impression, blanchiment et apprêt;
9. Moulins.

ART. 2. — Dans les *fabriques à marche continue*, il est permis d'effectuer une journée de travail d'une durée de douze heures, y compris les repos prescrits par l'article 74 de la loi industrielle et modifiés ou abrogés pour certaines catégories d'ouvriers par l'arrêté ministériel y relatif (1).

Il en sera ainsi dans la métallurgie, les fours à chaux et à ciment, les tuileries, les papeteries, les fabriques de pâte de bois, les sucreries, les moulins à marche continue, les brasseries, les malteries, les distilleries, les vinaigreries (sauf le vinaigre de vin), les liquoristeries (sauf les liqueurs par voie froide), les fabriques de levure sèche, de glace artificielle et de produits chimiques. Mais cette autorisation ne vaut que pour les ouvriers employés aux opérations continues.

ART. 3. — Dans les entreprises industrielles exploitées en fabrique, autorisées au travail du dimanche (2) par suite de l'impossibilité de l'interruption de la marche, il est permis que chaque équipe de travailleurs ait dans la semaine une période de travail de dix-huit heures pour favoriser l'*alternance nécessaire des équipes* et le passage du travail de jour au travail de nuit ou réciproquement.

Cette tolérance n'est accordée qu'autant que les conditions ne permettent pas d'obtenir l'*alternance des équipes de semaine* soit à l'aide d'une équipe de réserve travaillant une fois dans la semaine pendant douze heures, soit par l'introduction de deux ou trois équipes intercalaires travaillant à la fin de la semaine six ou huit heures.

Par contre, l'*alternance des équipes* ne doit jamais s'effectuer à l'aide d'une période de vingt-quatre heures de travail.

ART. 4. — Enfin, vu l'*organisation des verreries* quant aux heures et équipes de travail, la durée du travail pour les fondeurs et verriers et leurs aides pourra atteindre un maximum de quatre-vingt-quatre heures par semaine (sept jours), soit en moyenne douze heures par jour.

(1) Voir l'arrêté ministériel du 27 mai 1885 sur les dérogations au repos quotidien, page 405.

(2) Voir la loi du 16 janvier 1895 complétée par les arrêtés ministériels des 24 avril et 11 août 1895, page 387.

E. — TRAVAIL DANS LES MINES.

Loi du 21 juin 1884,

SUR L'EMPLOI DES JEUNES TRAVAILLEURS ET DES FEMMES, AINSI QUE LA DURÉE
DU TRAVAIL ET LE REPOS DOMINICAL DANS LES MINES.

ART. 1^{er}. — Les enfants ne peuvent être employés comme ouvriers dans les mines avant l'âge de 14 ans.

Par exception, les enfants de 12 à 14 ans peuvent être employés de jour à des travaux légers, sans préjudice de leur obligation scolaire; sur la demande de leurs parents ou de leurs tuteurs, et avec autorisation spéciale du service des mines.

Les femmes et les jeunes filles de tout âge ne peuvent être employés que de jour; les femmes en couche ne peuvent être employées que six semaines après leur délivrance; elles pourront, cependant, être employées quatre semaines après leur délivrance s'il a été constaté par un médecin qu'elles sont capables de travailler.

ART. 2. — Les personnes du sexe masculin de moins de 16 ans et les personnes du sexe féminin de moins de 18 ans ne pourront être employés dans les mines qu'à des travaux qui ne peuvent être préjudiciables à leur développement corporel

ART. 3. — La durée des postes ne peut excéder douze heures et la durée du travail effectif journalier ne peut excéder dix heures. Pour le calcul de la durée des postes, le commencement en est fixé au moment de l'entrée des ouvriers et la fin au moment où la sortie des ouvriers est terminée.

Des exceptions peuvent être autorisées par le Ministre de l'agriculture pour les mines des montagnes, à la condition que la durée du travail hebdomadaire ne dépasse pas soixante heures.

La Direction des mines est autorisée, dans le cas d'événements extraordinaires ou de besoin urgent temporaire, à permettre des postes supplémentaires limités quant au nombre et à la durée (1).

(1) Cet article a été modifié comme suit par la loi du 27 juin 1901 :

Art. 1^{er}. — Le paragraphe 3 de la loi du 21 juin 1884 est, en ce qui concerne les ouvriers occupés dans l'intérieur des mines de charbon, remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 3. — La durée du travail des ouvriers occupés dans l'intérieur des mines de houille ne peut pas dépasser neuf heures.

« La durée de travail sera calculée à partir du moment de la descente et jusqu'à celui où la remonte sera effectuée.

ART. 4. — Les travaux des exploitations minières doivent cesser le dimanche. Il n'est fait exception que pour les travaux qui ne peuvent supporter, d'après leur nature, aucune interruption et qui ne peuvent être entrepris qu'au moment où l'exploitation est au repos, par exemple, l'épuisement des eaux, l'aération, la conduite des fonderies, des fours à griller et des fours à coke, la garde des puits, les travaux dans les terrains envahis par l'eau, les travaux de nettoisement des puits et de consolidation au fond et au jour, l'exploitation des usines à soude, ainsi que les travaux qui en dépendent, et enfin, sous réserve de l'assentiment du service des mines, les travaux de chargement qui ne peuvent être différés,

Le repos du dimanche doit commencer au plus tard le dimanche à 6 heures du matin et en même temps pour tous les ouvriers, et il doit durer au moins vingt-quatre heures.

ART. 5. — Dans le cas de danger imminent pour la sûreté de la vie, de la santé ou de la propriété, les dispositions des articles 3 et 4 ne s'appliquent pas.

ART. 6. — L'observation des dispositions de cette loi est placée sous la surveillance du Service des mines.

Les contreventions aux dispositions de cette loi sont punies d'une amende, dont le maximum ne peut dépasser 200 florins.

ART. 7. — L'emploi de femmes et de jeunes filles aux travaux du fonds

« Les repos résultant de la nature du travail, ainsi que les autres repos, seront compris « dans la durée du travail, sauf quand ils ont lieu à la surface; dans ce cas, le temps « nécessaire à la remonte et à la redescende ne sera pas décompté de la durée du travail.

« A titre exceptionnel, une durée de travail plus longue que celle qui est fixée par la présente loi pourra être autorisée, sans toutefois dépasser douze heures ni dix heures de travail effectif par jour, si, à l'époque de la promulgation de la présente loi, une durée de travail plus longue existait déjà dans la mine intéressée et si l'application de la journée de neuf heures ou une réduction de la journée actuelle rendait, en égard aux conditions d'exploitation ou économiques existantes, le maintien de l'exploitation impossible ou incertain.

« Des dérogations de ce genre peuvent être accordées, pour la généralité des ouvriers mineurs ou pour certaines catégories de ceux-ci.

« Ces dérogations peuvent être accordées, l'exploitant de la mine et le comité ouvrier local entendu (§ 23 de la loi du 14 août 1896), pour la durée des circonstances susmentionnées, en première instance par l'inspecteur général des mines, d'accord avec l'autorité publique, et en deuxième instance par le Ministre de l'agriculture d'accord avec le Ministre de l'intérieur.

« Le Ministre de l'agriculture peut aussi accorder des dérogations à la durée du travail journalier fixée à l'alinéa premier, pour les mines de houille situées sur les hauteurs des régions montagneuses, sous la condition que le nombre total des heures de travail fournies par chaque ouvrier ne dépasse pas cinquante-quatre par semaine.

« L'inspecteur général des mines peut, en cas d'événements extraordinaires ou de presse d'ouvrage passagère, autoriser des heures de travail supplémentaires limitées quant au nombre et à la durée.»

ART. 2. — La présente loi entrera en vigueur une année après sa promulgation.

ART. 3. — Les Ministres de l'agriculture et de l'intérieur sont chargés de l'exécution de la présente loi.

peut être autorisé par le Service des mines dans les cinq premières années qui suivront la mise en vigueur de cette loi dans le cas où leur emploi était en usage jusqu'ici.

ART. 8. — Cette loi entrera en vigueur trois mois après sa publication dans la *Reichsgesetzblatt*.

Les Ministres de l'agriculture et de l'intérieur sont chargés de son exécution.

F. — TRAVAUX DE BÂTIMENT EN RÉGIE ET ÉTABLISSEMENTS ANNEXES DES CHEMINS DE FER.

Loi du 28 juillet 1902,

RÉGLEMENTANT LES CONDITIONS DU TRAVAIL DES OUVRIERS EMPLOYÉS AUX TRAVAUX
DE BÂTIMENT EN RÉGIE ET DANS LES ÉTABLISSEMENTS ANNEXES DES CHEMINS
DE FER.

Le texte de cette loi, qui ne comprend pas moins de 66 articles, a été publié dans le *Bulletin de l'Office international du Travail* (juillet-septembre 1902, p. 401-402), dont le service est fait aux inspecteurs du travail. En raison de sa longueur et de sa portée restreinte, on ne reproduira pas ici le texte de cette loi. Elle s'applique à toutes les personnes, sans distinction d'âge et de sexe, non commissionnées, des diverses entreprises de voies ferrées qui sont employées soit aux travaux de bâtiment, en dehors des travaux d'entretien des voies, entrepris par l'Administration des chemins de fer avec l'aide du personnel à son service, soit aux établissements dans lesquels sont exécutés, pour le compte de ladite Administration et par le personnel à son service, certains travaux, qui, tout en servant à l'exploitation des réseaux de chemin de fer, ne se rapportent point au service du mouvement, à sa sécurité et à son développement immédiat (atelier de fabrication et de réparation du matériel roulant, imprimeries de billets, usines d'éclairage, etc.).

G. — INDUSTRIES DU PHOSPHORE.

Arrêté ministériel du 17 janvier 1885.

MESURES RELATIVES AUX DISPOSITIONS ET AMÉNAGEMENTS IMPOSÉS DANS LES USINES
POUR LA PROTECTION DES PERSONNES OCCUPÉES À LA PRODUCTION DE MATIÈRES
INFLAMMABLES À BASE DE PHOSPHORE (1).

Conformément aux avis et prescriptions du Conseil supérieur d'hygiène les

(1) Cet arrêté a été rendu en exécution de l'article 74 de la loi industrielle.

dispositions qui suivent devront être prises pour protéger le plus possible contre les influences nocives découlant de la fabrication les personnes occupées à la production des matières inflammables à base de phosphore.

A. — ÉTABLISSEMENTS OÙ L'ON FAIT USAGE DE PHOSPHORE ORDINAIRE
(jaune ou blanc).

1. Tous les locaux de ces établissements doivent être convenablement vastes et élevés (en égard à l'importance de l'usine), être munis d'appareils efficaces de ventilation, être pourvus d'issues d'un abord facile, enfin être complètement séparés des habitations, cuisines et dortoirs.

2. En particulier pour la préparation de la pâte de phosphore (matière fulminante), éventuellement pour le soufrage des buchettes, pour le trempage et le séchage des matières inflammables, on devra avoir des locaux séparés entre eux, fortement ventilés et convenablement appropriés.

3. De façon à assurer une forte aération, on devra tenir ouvertes les portes et les fenêtres pendant la pause de midi, de même qu'avant le commencement et après la fin du travail matin et soir. Les locaux dans lesquels il y a possibilité que de la matière phosphorée se répande sur le plancher doivent être toujours nettoyés avec le plus grand soin à la fin de la journée de travail. Les murs des salles de travail doivent être blanchis au moins une fois par an.

4. Les balayures de tous ces locaux ne doivent pas être rassemblées dans des bacs ou des fosses. On doit, au contraire, les brûler chaque jour dans un foyer fermé et à bon tirage.

5. La vidange des séchoirs ne doit s'effectuer qu'après élimination complète des vapeurs.

6. Les provisions de matières inflammables doivent être conservées dans des locaux bien aérés, à température fraîche, séparés des ateliers de travail.

7. Pour la préparation de la matière déflagrante, pour le trempage des buchettes, pour le travail des séchoirs, on ne doit employer que des personnes bien portantes, et, d'autre part, relever de temps à autre les ouvriers admis à ces travaux.

La relève doit avoir lieu immédiatement si l'on aperçoit les premiers symptômes d'un état maladif des dents et des os maxillaires.

8. Le patron est tenu de veiller à ce que, pendant le travail, les personnes employées à la préparation de la matière déflagrante, au trempage, au séchage, au retraitage des buchettes soient revêtues de longues blouses spéciales et, qu'une fois le travail terminé, ces vêtements soient enlevés et aérés.

9. Le patron devra veiller à ce que les vêtements des ouvriers ne soient pas déposés dans les locaux de travail et soient toujours placés dans un local particulier. Le patron devra installer en nombre nécessaire des lavabos et des

réservoirs d'eau; il veillera à ce que les ouvriers se lavent le visage et les mains, et se rincent la bouche avec de l'eau pure avant de manger, ainsi qu'avant de quitter la fabrique.

10. Le patron devra veiller à ce que les aliments et boissons ne soient pas apportés dans les salles de travail. Il avertira particulièrement les ouvriers de ne prendre aucun aliment avant d'avoir changé de vêtements, de s'être lavé les mains et rincé la bouche. Les ouvriers ne doivent pas rester dans les salles de travail pendant l'arrêt de midi; pendant cet arrêt, il est également défendu d'entrer dans lesdits ateliers.

11. Le patron est tenu de confier à un médecin la surveillance de l'État sanitaire des ouvriers.

Le médecin visitera les ouvriers avant leur entrée au service de l'usine, puis ensuite à des intervalles convenablement espacés. Il indiquera comme n'étant pas aptes aux travaux spécifiés au point 7 les ouvriers prédisposés à la scrofule ou présentant un état maladif des organes de la bouche, en particulier de la dentition (dents cariées). Il notera le résultat de ses examens périodiques sur un carnet spécial qu'il est tenu de montrer au service de l'Inspection d'industrie.

Le médecin devra s'assurer si l'on observe les mesures préventives ordonnées dans l'intérêt de la santé des ouvriers. Il devra attirer l'attention du patron ou (en cas d'absence ou d'empêchement) du Directeur sur les infractions qui se sont produites, et insister pour qu'elles ne se renouvellent plus.

Le patron est tenu de ne pas employer aux travaux spécifiés au point 7 les personnes indiquées par le médecin comme n'y étant pas aptes.

Le médecin est tenu de signaler de suite à l'autorité industrielle les cas de nécrose phosphorée qui pourraient se présenter.

12. Les médecins officiels de district doivent s'assurer de temps à autre, par la visite des locaux de fabriques, si les ordonnances sanitaires sont obéies; ils consigneront en un rapport le résultat de leurs observations.

B. — ÉTABLISSEMENTS DANS LESQUELS ON NE FAIT USAGE QUE DU PHOSPHORE ROUGE POUR LA FABRICATION DES ALLUMETTES.

1. Les matières premières de la fabrication : phosphore rouge, chlorate de potasse, sulfure d'antimoine, etc., doivent être, dès leur réception, conservés dans des locaux à l'abri du feu et séparés des habitations. Spécialement le chlorate de potasse doit être complètement séparé des autres matériaux.

2. La préparation de la matière déflagrante ne doit être confiée qu'à des ouvriers sur lesquels on peut absolument compter et connaissant les mesures de précaution à prendre.

3. Le mélange du chlorate de potasse, qui sert habituellement de substance allumante, avec les substances jouant le rôle de combustible, comme le sulfure d'antimoine, le phosphore rouge ou les corps similaires, ne doit

s'opérer qu'à l'état humide et après que chacune des matières mises en œuvre aura été séparément très finement pulvérisée. De plus, pendant le mélange, on doit éviter soigneusement les heurts, chocs et frottements.

Les infractions au présent arrêté, dans les cas où elles ne tomberaient pas sous le coup du droit commun, seront punies conformément à l'arrêté ministériel du 30 septembre 1857. (R. G. B., n° 198).

Le présent arrêté entrera en vigueur trois mois après sa promulgation. Un exemplaire du présent arrêté devra être affiché dans chaque usine en un endroit approprié et accessible à tous les ouvriers.

H. — INSPECTION DU TRAVAIL.

I. — Loi du 17 juin 1883

CRÉANT UN CORPS D'INSPECTEURS DE L'INDUSTRIE.

ART. 1^{er}. — Le Ministre du commerce pourra, de concert avec le Ministre de l'intérieur, nommer le nombre nécessaire d'inspecteurs de l'industrie, ainsi qu'un inspecteur central (1).

ART. 2. — En principe, le rayon d'action d'un inspecteur de l'industrie doit comprendre toutes les entreprises industrielles d'un ou de plusieurs districts d'une province. Sa circonscription pourra toujours être élargie ou réduite par le Ministre du commerce dans les limites de ladite province.

Les inspecteurs de l'industrie sont subordonnés aux autorités politiques du pays où ils exercent leurs fonctions.

ART. 3. — Par exception, le Ministre du commerce pourra charger un inspecteur d'industrie d'exercer ses fonctions dans une province limitrophe de sa circonscription ordinaire ou limitrophe de la province où se trouve cette circonscription.

ART. 4. — Le Ministre du commerce pourra soustraire certains établissements à la juridiction de l'inspecteur du district où ils sont situés, pour en confier le contrôle à des inspecteurs spéciaux dont l'action pourra rayonner sur plusieurs provinces.

ART 5. — Vis-à-vis des patrons et des ouvriers, les fonctions des inspecteurs industriels consistent à surveiller l'application des dispositions légales concernant :

1° Les prescriptions relatives à l'hygiène et à la sécurité, aussi bien dans

(1) L'organisation des districts d'inspection a été fixée par arrêté ministériel du 5 juin 1886. Cet arrêté a été modifié à plusieurs reprises : le 14 octobre 1889, le 25 octobre 1893, le 26 avril 1896, le 8 juillet 1900 et, enfin, en dernier lieu, le 1^{er} août 1901. Aux termes de ce dernier arrêté, le nombre des districts est augmenté et porté à 24.

les locaux affectés au travail que dans les dépendances affectées à l'habitation, s'il y a lieu;

2° L'emploi des ouvriers, la durée journalière légale du travail et les repos périodiques;

3° La tenue des listes d'ouvriers employés, les règlements d'atelier, les salaires, le renvoi des ouvriers;

4° L'enseignement professionnel des jeunes ouvriers.

ART. 6. — Les inspecteurs de l'industrie devront prêter leur aide aux autorités industrielles pour assurer l'exécution des lois. Ils sont agents techniques de surveillance et de renseignements; ils peuvent être consultés sur les demandes en création d'établissements nouveaux ou en modifications d'établissements déjà autorisés, pour les questions relatives à la vie ou à la santé des ouvriers.

ART. 7. — L'inspecteur de l'industrie devra s'assurer par des tournées d'inspection des conditions où se trouvent les établissements industriels de son district.

ART. 8. — L'inspecteur d'industrie a droit d'entrée dans les établissements industriels, ateliers et logements ouvriers aussi bien de nuit que de jour, mais seulement pendant le travail. Il devra présenter une carte de service délivrée par le Gouverneur de la province et renouvelée tous les ans. Le patron ou ses représentants ont le droit d'accompagner l'inspecteur au cours de sa visite.

Il a le droit d'interroger, même sans aucun témoin, le patron ou son préposé, ainsi que toute personne employée dans l'établissement, sur les points relatifs à l'exploitation; il ne doit toutefois causer aucune perturbation.

Le patron ou ses représentants sont tenus, sur la réquisition de l'inspecteur, de lui présenter les autorisations relatives à la création de l'établissement avec les plans et croquis annexés.

L'obstacle à l'accomplissement des devoirs du service de l'inspection de la part des patrons, de leurs représentants ou de toute personne désignée à l'alinéa précédent, sous forme de refus d'entrée, de refus de réponse, de représentation de l'arrêté d'autorisation avec plans et croquis à l'appui, ou sous forme de fausse déclaration, constitue une contravention passible des peines édictées par la loi industrielle ou, s'il y a lieu, par la loi pénale.

ART. 9. — Si l'inspecteur rencontre dans un établissement des dispositions lui semblant défectueuses et rentrant dans sa compétence, il doit réclamer la suppression des choses contraires aux dispositions légales ou dangereuses pour les ouvriers. En cas de refus, il doit en référer à l'autorité industrielle compétente.

ART. 10. — Sur le rapport de l'inspecteur, les autorités industrielles devront prendre une décision et la lui communiquer de suite.

ART. 11. — Lorsque l'hygiène ou la sécurité des ouvriers paraît compromise par suite des procédés de fabrication ou par suite des installations, l'autorité industrielle peut, sur la demande de l'inspecteur, recourir aux lumières de médecins, chimistes, ou autres experts. Le propriétaire de l'établissement devra supporter les frais de l'expertise, lorsque la conclusion de cette dernière est conforme au rapport de l'inspecteur.

ART. 12. — Les inspecteurs devront apporter dans l'accomplissement de leurs fonctions à la fois tous leurs efforts pour assurer aux ouvriers la protection de la loi et tout leur tact pour rappeler les patrons à l'obéissance de la loi. A l'aide de leurs connaissances techniques et de leur expérience, ils doivent être des médiateurs impartiaux entre les ouvriers et les patrons, gagner la confiance des deux parties, et contribuer à maintenir entre elles les bonnes relations désirables.

ART. 13. — Les inspecteurs adresseront, chaque année, au Ministre du commerce, par l'intermédiaire des autorités provinciales, un rapport détaillé sur leurs travaux, en présentant en même temps leurs observations. Ce rapport devra mentionner les accidents du travail survenus aux ouvriers, les causes de ces accidents, ainsi que les dispositions législatives ou administratives qui paraîtraient devoir être adoptées dans l'intérêt de l'industrie ou des ouvriers.

Ces rapports seront, chaque année, déposés au Reichsrath et seront résumés en un rapport général.

ART. 14. — Dans l'exercice de leurs fonctions, les inspecteurs de l'industrie sont agents de l'État et, comme tels, soumis aux règlements généraux concernant ces agents.

ART. 15. — Pour être nommé inspecteur, il faut posséder une certaine somme de connaissances techniques et parler la langue usitée dans le pays où l'on doit exercer.

ART. 16. — Les inspecteurs d'industrie prêtent serment de garder le secret professionnel sur les procédés de fabrication ou les chiffres d'affaires. Par-dessus tout, ils doivent garder ce secret de la façon la plus inviolable en ce qui concerne les dispositifs techniques qui leur sont signalés comme étant la propriété industrielle des patrons ou comme secrets et détails de fabrication.

Tout inspecteur qui, même après avoir quitté le service, divulguerait les dispositifs considérés comme secrets ou les secrets et détails de fabrication, découverts par lui au cours de son inspection, soit en les communiquant à un tiers, soit en les livrant à la publicité, soit en les utilisant pour son propre bénéfice, sera passible de trois mois à deux ans de prison, si, d'autre part, il ne tombe pas sous le coup de pénalités plus rigoureuses en vertu du droit commun. Le tout sans préjudice de peines disciplinaires.

ART. 17. — Un inspecteur d'industrie ne peut être ni patron possédant

une industrie, soit en fabrique, soit en atelier, ni intéressé ou employé dans une entreprise industrielle comme directeur, mécanicien, contremaître, ingénieur, etc.

ART. 18. — Les inspecteurs ne doivent accepter, à raison de leurs fonctions, pas plus des ouvriers que des patrons, ni l'hospitalité, ni une rémunération quelconque.

ART. 19. — Il y a incompatibilité entre les fonctions d'inspecteur d'industrie et toute autre fonction, en particulier une gestion financière.

Les inspecteurs n'ont pas le droit de prendre connaissance des livres de commerce, des formules de fabrication, ni des cahiers de correspondance des industriels.

ART. 20. — Les Ministres du commerce et de l'intérieur sont chargés de l'exécution de la présente loi.

II. — Instruction pour l'inspection centrale de l'industrie

1. L'inspection centrale de l'industrie est l'organe technique du Ministère du commerce dans les affaires du service de l'inspection industrielle, au sens de la loi du 17 juin 1883.

2. En cette qualité, ses fonctions comprennent la surveillance et l'application des règles de service et des devoirs tracés aux inspecteurs de l'industrie par la loi y relative.

3. En particulier, l'inspection centrale de l'industrie devra :

a) Observer personnellement les faits et incidents qui se produisent journellement dans le monde de l'industrie, ont une répercussion sur les conditions de l'industrie ou présentent de l'intérêt à ce point de vue;

b) Apprécier les rapports rédigés par les inspecteurs sur les faits observés et recueillis par eux dans l'exercice de leurs fonctions légales, qu'il s'agisse de rapports adressés au Ministre du commerce par l'intermédiaire des autorités locales, soit accidentellement, soit périodiquement.

4. L'inspection centrale devra, s'il y a lieu, transmettre à la section du Ministère du commerce chargée des affaires industrielles, aux fins de provoquer une étude officielle de l'affaire, les propositions éventuelles émanant soit d'observations personnelles au sujet du service, soit des rapports des inspecteurs.

5. Lorsqu'il s'agira d'une réclamation faite par l'inspecteur de l'industrie contre une décision des autorités politiques locales, dans les cas où l'affaire doit être soumise à l'examen du Ministre, suivant le principe posé à l'article 10 de la loi du 17 juin 1883, l'inspection centrale de l'industrie doit émettre son avis et doit être admise, avec voix prépondérante, aux délibérations éventuelles relatives à l'affaire.

6. Il est également du devoir de l'inspection centrale de s'occuper du développement du service de l'inspection dans l'industrie, dans le but d'arriver à une science approfondie des exigences réelles de la vie industrielle et à l'obéissance complète aux prescriptions légales en vigueur.

7. Outre les rapports émanant des inspecteurs d'industrie, conformément à l'article 13 de la loi du 17 juin 1883, lesquels sont tous les ans adressés par l'intermédiaire des autorités politiques locales et sont relatifs aux travaux, aux remarques, aux expériences faites par eux dans le service; l'inspection centrale devra produire un rapport général, suivant le vote du Conseil de l'Empire, et le soumettre au Ministre du commerce. Ce rapport affectera la forme d'un exposé synoptique donnant le détail des résultats acquis au courant de l'année par le service de l'inspection et ajoutant les propositions nouvelles concernant les mesures d'ordre législatif ou d'ordre administratif qu'il y aurait lieu de prendre pour donner satisfaction tant aux intérêts de l'industrie, qu'aux intérêts des ouvriers.

III. — Instructions pour les inspecteurs de l'industrie.

1. Les inspecteurs créés par la loi du 17 juin 1883 doivent régler leurs actions sur les principes édictés par cette loi et dans les limites fixées.

2. Les inspecteurs de l'industrie ont deux catégories de devoirs à remplir :

a) Ils sont, d'une part, agents de surveillance pour l'application des dispositions légales spécifiées au paragraphe 5 de ladite loi.

b) D'autre part, ils ont, vis-à-vis des autorités industrielles, le caractère d'agents de contrôle, d'information et de consultation (art. 6 de ladite loi).

3. Comme agents de surveillance pour l'application des dispositions de la loi industrielle, les inspecteurs doivent se conformer strictement aux prescriptions formelles et précises contenues aux articles 7 et 12 de ladite loi, aussi bien au point de vue de leur compétence que de leur façon de procéder.

4. En vue de répondre à l'esprit bienveillant de la loi, les inspecteurs devront s'efforcer d'acquérir une connaissance parfaite de la situation de l'industrie et des usines de leurs circonscriptions, des particularités locales, de la technique industrielle, de l'état des rapports entre les patrons et les ouvriers. De plus, vu la nouveauté de cet organisme, ils devront, avant de réclamer la suppression des inconvénients actuels, procéder à une étude préalable des conditions existantes, en se préoccupant toujours de ne pas porter atteinte aux principes de l'équité.

5. Il incombe aux inspecteurs la tâche délicate de fournir un compte rendu détaillé de leurs inspections dans les établissements industriels et manufactures de leur circonscription, ainsi que de leurs relations verbales avec les patrons et les ouvriers. Leurs rapports doivent être strictement conformes à la réalité et aussi peu atténués que possible.

6. Les inspecteurs doivent tenir un registre certifié conforme de tous leurs

actes officiels, relatant les diverses affaires y relatives. Ce registre constitue une pièce authentique en cas de recours; chaque année il sera clos et remplacé par un nouveau.

7. Les inspecteursdevront, en outre, tenir un livre-journal.

8. Sur ce livre-journal seront mentionnés, dans l'ordre chronologique, formant une table des matières brève et claire, les points suivants :

a) Le jour de la dernière visite, faite avec ou sans intervention de l'exploitant;

b) L'heure de cette visite (de jour ou de nuit).

c) Les observations sur les mesures prises par les chefs d'industrie, pour garantir la vie ou la santé des travailleurs, tant dans les salles de travail que dans les logements ouvriers, s'il y a lieu;

d) Le nombre des ouvriers occupés dans les établissements industriels, la répartition des hommes adultes, des femmes et des enfants, leur genre de travail, l'indication des heures de travail et de repos;

e) L'obéissance aux prescriptions concernant la tenue du registre d'inscription des ouvriers et l'existence d'un règlement d'atelier, ainsi que le paiement des salaires et le certificat de travail.

f) L'obéissance aux prescriptions concernant l'enseignement professionnel des apprentis;

g) Indiquer s'il n'y a lieu pour le moment à aucune observation; s'il y en a, en exposer la nature. Indiquer si le patron s'est conformé aux prescriptions ou bien s'il y a quelque point à soumettre aux autorités industrielles, conformément à l'article 9 de la loi du 17 juin 1883. (Exposé sommaire de la situation de l'industrie envisagée.)

En vertu de l'article 6 de la loi précitée, le registre doit contenir, de plus, divers renseignements, spécialement :

a) Les soins assurés aux ouvriers malades; le nombre et la gravité des cas de maladie.

b) S'il y a lieu, l'absence de secours d'invalidité ou de vieillesse.

9. Les inspecteurs devront se référer aux dates du livre-journal, tant comme bases des réponses aux demandes de renseignements émanant des autorités industrielles, que comme bases de repère pour leurs rapports annuels et pour les propositions de mesures nouvelles administratives ou législatives à prendre dans l'intérêt de l'industrie ou des ouvriers.

10. Ce livre-journal devra être constamment tenu à la disposition du Ministère du commerce et des autorités politiques locales, qui pourront au besoin en prendre des extraits pour les projets à l'étude.

11. Dans leurs correspondances avec les autorités et les industriels, les inspecteurs devront se servir des sceaux qui leur ont été remis.

12. En tant qu'agents de contrôle, d'information et de consultation vis-à-vis des autorités industrielles, les inspecteurs doivent se conformer stricte

ment et de suite aux ordres de ces autorités, au sujet des questions de service indiquées à l'article 6 de la loi du 17 juin 1883.

Ils doivent donner leur avis très étudié, tel qu'il ressort de leur expérience personnelle et au besoin, faire une visite sur les lieux pour éclairer leur opinion.

13. Lorsque des autorités industrielles, qui ne siègent pas dans la circonscription administrative de la province où est située la résidence officielle de l'inspection de l'industrie, auront à adresser des injonctions aux inspecteurs, conformément à l'article 6 de la loi du 17 juin 1883, ces injonctions devront parvenir aux inspecteurs par la voie du président des autorités de la province de leur résidence officielle, leur supérieur direct.

14. La délimitation territoriale du rayon d'action, imparti aux inspecteurs suivant la loi du 17 juin 1883, a été fixée par arrêté ministériel; ils en ont été avisés par écrit à domicile.

15. Quand une circonscription s'étend sur plusieurs districts politiques ou plusieurs fractions de districts, les inspecteurs sont dans l'exercice de leurs fonctions, sous les ordres des autorités locales compétentes, pour ces districts ou ces fractions de districts.

Toutefois, en ce qui concerne leurs rapports personnels de service, les inspecteurs dépendent directement des autorités politiques locales, dont relève leur résidence officielle.

16. Les inspecteurs de l'industrie relèvent du Ministère du commerce pour les affaires de service spécifiées dans la loi du 17 juin 1883.

IV. — Arrêté ministériel du 14 mars 1890,

FIXANT LES ATTRIBUTIONS DES INSPECTEURS-ADJOINTS (1).

(*Reichsgesetzblatt*, n° 42.)

ART. 1^{er}. Les inspecteurs-adjoints, que le Ministre du commerce, d'accord avec celui de l'intérieur, a déjà nommés et tous ceux qui pourront être nommés par la suite, sont préposés comme auxiliaires des inspecteurs d'industrie, remplissant leurs fonctions dans les limites de la loi du 17 juin 1883 (R. G. B., n° 117) et dans le district d'inspection où ils sont nommés.

Pour l'étendue actuelle de ces districts, voir l'ordonnance ministérielle du 5 juin 1886 (R. G. B., n° 89) (2).

(1) En vertu d'un arrêté ministériel, en date du 2 décembre 1898 (R. G. B., n° 215), les inspecteurs-industriels-adjoints (*Gewerbe inspectors-assistenten*) ont pris le titre de *commissaires* d'inspection industrielle (*Commissäre der gewerbeinspection* ou *Inspektions-Commissäre*).

(2) L'arrêté du 5 juin 1886 a été modifié à plusieurs reprises. La dernière modification est en date du 1^{er} août 1901.

ART. 2. Les inspecteurs-adjoints sont directement sous les ordres de leur inspecteur.

Comme lui, ils sont soumis aux autorités politiques de la province où est situé le siège ou le district d'inspection.

ART. 3. Les inspecteurs-adjoints exercent leurs fonctions au nom de leur inspecteur, sous ses ordres et d'après ses instructions.

ART. 4. La loi du 17 juin 1883 (R. G. B., n° 117) est applicable aux inspecteurs-adjoints.

Chaque année, les autorités de la province établissent pour les inspecteurs-adjoints des cartes d'identité, qui leur confèrent le droit d'entrer dans les ateliers et dépendances des entreprises situées dans leur district d'inspection, conformément à l'article 8 de la loi citée.

Les inspecteurs-adjoints sont assermentés.

ART. 5. La présente ordonnance entre en vigueur dès le jour de sa promulgation.

TRAVAUX ORIGINAUX DES INSPECTEURS.

ÉTUDE

SUR

L'INFLUENCE DE LA RÉDUCTION DE LA JOURNÉE DE TRAVAIL

SUR LE RENDEMENT INDUSTRIEL,

PAR M. GRILLET,

INSPECTEUR DÉPARTEMENTAL DU TRAVAIL À RENNES.

Le délai de quatre ans laissé par la loi du 30 mars 1900 aux industriels, pour l'entière application de la *journée de 10 heures*, a eu pour résultat de leur permettre de prendre des mesures pour réduire progressivement la durée de la journée, sans jeter de perturbation dans leur industrie.

Le résultat, à la fois le plus frappant et le plus heureux de cette réduction en deux étapes (10 heures 1/2 puis 10 heures), a été de faire admettre plus facilement par la grande majorité des industriels, le principe de la *limitation de la durée du travail de l'ouvrier adulte*, de faciliter l'application générale et uniforme d'une journée réduite (10 heures 1/2), et de permettre par cela même aux industriels consciencieux et de bonne foi, de constater que

cette diminution de $1/22^e$ dans la durée de la journée, n'a pas causé de diminution sensible dans la production.

Il est un fait certain, c'est qu'à mesure que la durée du travail journalier augmente, la production à l'heure diminue. Que demande l'industriel à son ouvrier? Ce sont des heures de travail et non des heures de présence. Que désire-t-il? C'est arriver à la meilleure utilisation possible des facultés de cet ouvrier. Or, il faut pour cela que les repos soient assez longs pour que l'ouvrier puisse complètement réparer ses forces.

M. Emmanuel Rivière, dans un rapport au Congrès international pour la protection légale des travailleurs (Paris, juillet 1900), a magistralement exposé, en se plaçant également au seul point de vue industriel, et non au point de vue sentimental, les inconvénients d'une durée de travail exagérée. Nous sommes, de notre côté, arrivé aux mêmes conclusions.

Si on fait travailler des ouvriers huit heures par jour pendant une période assez longue (deux mois par exemple), puis neuf heures pendant une période égale, puis dix, onze, douze, treize, quatorze heures, on constate que la production à l'heure est d'abord à peu près constante (pour six, sept, huit ou neuf heures de travail journalier par exemple), et que, par conséquent, la production journalière est directement proportionnelle à la durée de la journée; puis, à mesure que cette durée s'élève, on remarque que la production à l'heure diminue et, par suite, la production journalière croît moins vite que la durée du travail.

D'autre part, on constate que la production journalière de l'ouvrier *diminue* progressivement à partir du commencement de chacune de ces périodes, pour devenir stationnaire après les huit ou quinze premiers jours écoulés.

Il est naturel qu'il en soit ainsi. Dans une seule journée, après un certain nombre d'heures de travail, la fatigue survient (plus tard, si l'ouvrier est dispos; plus tôt, s'il est déjà fatigué par un travail antérieur), et la faculté de production de l'ouvrier décroît; le rendement à l'heure diminue vers la fin de la journée, en même temps que la durée du travail augmente; aussi, lorsque le lendemain, l'ouvrier reprend son travail, sa fatigue de la veille n'est pas encore disparue. Sa production journalière, pour un même temps de présence à l'atelier, est donc, chaque jour, un peu inférieure à ce qu'elle était la veille, jusqu'à ce que, au bout d'un certain temps, un équilibre s'établisse.

Il en résulte, évidemment, que le contraire se passera si l'on diminue la durée du travail journalier. Le rendement à l'heure augmentera jusqu'à ce que, encore cette fois, s'établisse un équilibre.

Il en résulte que, lorsque l'industriel accroît la durée de la journée de travail d'une façon notable, et pour une période de quelque importance, les dernières heures de chaque jour lui font subir une perte, variable évidemment avec chaque industrie.

L'intérêt personnel du patron est donc de ne pas dépasser la *journée maximum*, la journée limite, pour laquelle la faculté de production de l'ouvrier est la plus considérable, pour laquelle, par cela même, son travail peut être le plus intensif.

Mais, dans cet ordre d'idées, le point le plus difficile est précisément de fixer, pour chaque industrie, cette *journée maximum*. Jusqu'à présent les

sociologues se sont fort peu appesantis sur ce sujet, un peu spécial, il est vrai ; il nous manque par conséquent, pour établir des règles précises, incontestables, les résultats d'expériences sincères et décisives qui, jusqu'à présent, n'ont pas, à notre connaissance, été tentées.

Néanmoins, dès aujourd'hui, et en attendant que des industriels de bonne volonté consentent à expérimenter dans leurs industries respectives les effets de l'application d'une journée réduite, qui serait inférieure en tous cas à ce qu'elle a été jusqu'à la loi de 1900, il est possible de donner quelques résultats, et de poser quelques principes.

Il est, évidemment, dans toutes les parties de la France, des industries qui, à un moment déterminé, ont eu à subir des crises passagères, crises qui se sont manifestées, soit par un chômage partiel plus ou moins prolongé, soit par une réduction plus ou moins forte dans la durée de la journée.

Dans ces conditions, il suffit de profiter de ces expériences, qui se sont faites naturellement, à l'occasion de périodes de crises, et sans avoir été intentionnellement provoquées, pour rechercher, ou plutôt pour établir, l'influence de ces journées réduites sur la production. C'est ce que nous avons fait en Bretagne, où nous nous sommes attaché à rechercher quelles étaient les industries dans lesquelles s'étaient produites des variations périodiques ou accidentelles dans la durée du travail, principalement dans le cours des quatre dernières années.

Nous avons été autorisé par les industriels chez lesquels ces variations s'étaient produites, à rechercher sur les registres de paye les *salaires d'ouvriers payés aux pièces*, occupés depuis longtemps dans l'établissement, aux différentes époques pendant lesquelles la durée de la journée avait été de huit heures, neuf, dix, onze et même douze heures. C'était la seule méthode qu'il nous fût possible d'employer.

Il est évident, en effet, que ces expériences, que cette recherche de résultats, doivent porter sur le travail aux pièces, et cela pour deux raisons :

1° En raison des conditions mêmes du travail aux pièces, c'est seulement dans ce cas que l'on peut affirmer avec certitude que le travail produit, pendant un temps déterminé, par un ouvrier, est une fonction de sa faculté de production avec laquelle il a les relations les plus étroites (les résultats obtenus s'appliqueront, d'ailleurs, aux ouvriers à la journée, sous la seule réserve, à peu près inutile d'ailleurs, de leur bonne volonté) ;

2° Le calcul du salaire reçu par l'ouvrier payé aux pièces, est la méthode la plus simple et à la fois la plus rapide qui permette d'évaluer avec exactitude le travail produit pendant une heure, un jour, ou toute autre période déterminée.

Ces recherches, et les résultats qu'elles ont donnés, nous ont permis tout d'abord de convaincre un certain nombre d'industriels importants, de l'utilité, de la nécessité même, au point de vue industriel, comme au point de vue social, de la réglementation et de la réduction de la durée du travail de l'ouvrier adulte, et cela à l'aide d'arguments qu'eux-mêmes nous avaient fournis sans le savoir. Ces résultats montrent comment, après nos explications, les deux plus importantes associations patronales de la région, dont l'une est certainement parmi les premières de France dans le monde du bâtiment, ont été

amenées, en assemblée générale, à accepter franchement le principe de réduction de la durée du travail, et, *devançant le législateur*, à faire appliquer par leurs membres la journée de dix heures et demie dans tous les établissements industriels sans exception (qu'il y ait ou non des enfants de moins de 18 ans).

Enfin, ils nous ont permis, en outre, de constater que : *à condition de ne pas descendre au-dessous d'une certaine limite dans la durée de la journée (huit, neuf ou dix heures par jour, selon les diverses industries), la réduction de la journée de travail n'avait amené aucune diminution sensible dans la production et que, d'autre part, il en était résulté une amélioration parfois notable de la qualité des produits obtenus.*

Et ces résultats n'ont pas seulement été obtenus dans des industries où le travail se fait entièrement à la main et où, par conséquent, l'ouvrier a une influence directe sur la production; ils ont été obtenus aussi dans cette même région, dans des usines où tout le travail se fait mécaniquement et où, par conséquent, l'ouvrier a plus spécialement un rôle de surveillant, de conducteur de machine. D'ailleurs, le raisonnement que nous avons fait plus haut, et qui est surtout vrai pour les travaux s'exécutant manuellement, peut s'appliquer aussi aux installations mécaniques.

L'ouvrier, plus dispos, en raison de la moindre durée de son séjour à l'usine, est plus agile, plus alerte; il perd moins de temps dans le réglage de son métier lorsqu'un travail déterminé doit être remplacé par un travail un peu différent, il va plus vite dans l'alimentation de la machine-outil, et cela sans s'en rendre compte, tout simplement parce qu'il est plus dispos.

Et d'autre part, n'est-il pas rationnel de croire que la réduction de la durée du travail jouera un rôle important dans le perfectionnement des mécanismes et de l'outillage. On conçoit assez facilement qu'une machine qui fait actuellement 1,500 tours à la minute, pourra, l'année suivante, ensuite d'une légère modification, faire 1,800 ou 2,000 tours, augmentant ainsi de $\frac{1}{4}$ ou de $\frac{1}{3}$ la production, en tout cas d'une quantité supérieure à la perte produite par la diminution de la journée.

* * *

Les exemples et les résultats suivants, choisis dans les industries de la région, vont confirmer les principes et les déductions précédents.

1^{er} exemple. — En 1901, MM. Rollin (président de la Chambre de commerce) et Morel, fabricants de chaussures à Fougères (atelier mécanique), avaient obtenu l'autorisation de faire travailler leur personnel (environ 250 ouvriers et ouvrières) douze heures par jour du 15 février au 15 mars inclus (décret du 15 juillet 1893 modifié). Le 11 mars, jour de la visite de l'inspecteur départemental, la durée du travail journalier n'était que de onze heures. Nous en demandâmes la raison, et voici la réponse de M. Rollin :

« Les commandes, nous dit-il, sont aussi urgentes; seulement, en examinant attentivement la production, voici ce que j'ai constaté. Les quatre ou cinq premiers jours de la dérogation, la production a augmenté d'une façon sensible (peut-être $\frac{1}{11}$ correspondant à l'augmentation de la durée du tra-

« vail); mais, à partir du vendredi suivant, 22 février, malgré les douze heures de travail, la production a diminué pour redevenir sensiblement la même, que la semaine précédente avec la journée de onze heures. J'ai donc « rétabli la journée de onze heures ».

Nous avons fait d'abord remarquer à M. Rollin que les ouvriers n'avaient aucun intérêt à faire douze heures puisque, étant payés aux pièces, et la production étant redevenue la même, ils gagnaient le même salaire en travaillant une heure de plus, et que lui, personnellement, avait intérêt à ne pas maintenir cette journée de douze heures, puisqu'elle l'obligeait à une heure de plus de présence à l'usine, et que, d'autre part, ses frais généraux quotidiens étaient augmentés dans une notable proportion (éclairage $\frac{1}{4}$ en plus, chauffage et force motrice $\frac{1}{11}$ en plus, indemnités au personnel des bureaux $\frac{1}{11}$ en plus, etc.).

Cette expérience l'a convaincu que les dérogations, pour être utiles à l'industriel au point de vue de la production, ne doivent pas excéder quatre ou cinq jours consécutifs, une semaine au maximum, suivis par un nombre au moins égal de jours de travail avec durée normale (sans parler des jours de repos qui doivent, évidemment, être conservés).

La conséquence fut que, quinze jours plus tard, la maison Rollin et Morel demandait et obtenait les dérogations suivantes :

Du 26 au 29 mars 1901 (4 jours).

Du 2 au 5 avril 1901 (4 jours),

afin de laisser aux ouvriers le temps de réparer leurs forces entre deux périodes de travail avec journée maximum.

Cet exemple eut sa répercussion dans les fabriques de chaussures de Fougères (au nombre de 35). M. Rollin, nous ayant autorisé à citer ce fait, nous en avons donné connaissance à ses confrères de Fougères, que nous avons tous visités, sans exception, vers la même époque, en les engageant à vérifier si, dans leurs usines respectives, les mêmes causes ne produiraient pas les mêmes effets. Nous avons rencontré chez la plupart (30 au moins), la plus grande bonne volonté; aussi la journée de dix heures et demie fut-elle adoptée dès la première semaine d'avril, et sans diminution de salaire. Convaincu également que les dérogations, pour être profitables, devaient embrasser une courte période, M. Haudebert-Pitois obtenait l'autorisation de faire travailler douze heures par jour 72 ouvriers, les 23, 28, 29 et 30 mars les 2, 3, 4, 5 et 6 avril 1901.

2^e exemple. — A R. . . , M. Paul C. . . emploie une vingtaine d'ouvriers scieurs. Le 11 avril 1902, M. Jules C. . . , son neveu, et directeur des ateliers, nous donnait, en présence de M. l'Inspecteur primaire, ses impressions sur la loi de 1900. Il faudrait, disait-il, qu'elle s'appliquât à tous les établissements industriels sans exception, qu'ils occupent ou non des enfants de moins de dix-huit ans.

— « Cette journée de dix heures et demie vous cause-t-elle un préjudice Comment sont payés vos ouvriers? Aux pièces ou à la journée? »

— « Aux pièces, nous répondit-il.

— « Donc, l'application de la loi ne vous atteint pas.

— « Non, pas pour l'instant, mais quand nous serons pressés d'ouvrage.

— « En attendant, quelle est la durée du travail dans vos ateliers ?

— « Dix heures en hiver, onze heures en été.

— « Trouvez-vous que vos ouvriers produisent plus en été qu'en hiver ?

— « C'est étonnant, nous répondit M. Jules C. . . , en été, avec la journée de onze heures, nos ouvriers gagnent, par quinzaine, un salaire qui reste à peu près le même pour chaque ouvrier, pendant les sept mois d'été. Dès que la journée de dix heures (hiver), a remplacé celle de onze heures, le salaire fléchit pendant la première quinzaine (il diminue de 4, 5 ou 6 francs) ; mais à partir de la deuxième quinzaine, il revient à ce qu'il était avec la journée de onze heures. L'ouvrier, qui était habitué, pendant l'été, à emporter à la fin de la quinzaine une certaine somme, veut emporter la même somme en hiver, bien que travaillant une heure de moins, et il y arrive. »

Cet exemple tendrait à prouver : 1° que l'ouvrier, moins fatigué, a une plus grande puissance de production, et que cette puissance de production diminue quand on passe de la journée de dix heures à celle de onze, puisque le salaire n'augmente pas ; 2° que l'intérêt du patron, au point de vue strictement industrie¹, est de toujours remplacer la journée de onze heures par celle de dix heures, puisque la production reste la même et que, d'autre part, les frais généraux quotidiens sont diminués de $\frac{1}{11}$ (force motrice, etc.).

3^e exemple. — M. Presle-Gontrand, est un très important industriel de Saint-Brieuc, qui emploie 10 hommes et 57 femmes au triage des chiffons, et 83 personnes des deux sexes à la préparation des soies de porc.

Le 11 juin 1902, il nous affirmait que ses ouvrières (payées aux pièces), gagnaient autant en dix heures, l'hiver, qu'en onze heures, l'été (travail à la main). Pour nous en rendre compte, nous avons relevé, avec l'assentiment de M. Presle, qui a mis à notre disposition son livre de paye, les salaires de l'une des plus anciennes ouvrières pendant les deux périodes.

Nom de l'ouvrière : M^{me} Marie Biannic.

Hiver (dix heures).

Semaines.	Salaires.
Du 9 au 14 décembre 1901	12 ^f 20 ^c pour 6 jours.
Du 16 au 21 décembre 1901	10 90 pour 6 jours.
Du 23 au 28 décembre 1901	9 70 pour 5 jours (Noël).
Du 6 au 11 janvier 1902	10 20 pour 6 jours.
Du 13 au 18 janvier 1902	11 30 pour 6 jours.
Du 20 au 25 janvier 1902	12 10 pour 6 jours.
TOTAL	66 ^f 20 ^c pour 35 jours, soit 1 fr. 89 par jour.

Été (dix heures et demie).

Semaines.	Salaires.
Du 12 au 17 mai 1902.....	11 ^f 20 ^e pour 6 jours.
Du 21 au 26 avril 1902.....	10 40 pour 6 jours.
Du 25 au 31 mai 1902.....	11 80 pour 6 jours.
TOTAL.....	33^f 40^e pour 18 jours, soit 1 fr. 85 par jour.

C'est-à-dire un gain sensiblement égal à celui réalisé pendant la journée de dix heures (0 fr. 04 de moins).

Nous avons, d'ailleurs, pris une ouvrière quelconque parmi les plus anciennes.

4^e exemple. — A Guingamp, dans les ateliers de MM. Tanvez-Lever et fils, constructeurs-mécaniciens, voici quel est l'horaire adopté pour tout le personnel : travail, de six heures du matin à six heures du soir, avec repos de huit heures à huit heures et demie, de onze heures trois quarts à une heure du soir et de quatre heures à quatre heures et demie, ce qui fait neuf heures trois quarts de travail effectif.

De plus, le lundi et le samedi, la sortie s'effectuant à cinq heures et demie au lieu de six heures, la durée du travail n'est plus que de neuf heures quinze, bien que le salaire soit le même que pour les autres jours de la semaine, salaire égal, sinon supérieur à celui des ouvriers similaires de la localité. MM. Tanvez-Lever, que nous avons visités le 21 août 1902, nous ont affirmé que cet horaire leur donnait complète satisfaction à tous les points de vue.

5^e exemple. — A R. . . . , chez M. Charles O. . . . , très important manufacturier, employant plus de 150 ouvriers des deux sexes, nous avons relevé les salaires de 7 ouvriers travaillant aux pièces et choisis parmi les plus anciens de l'usine, parmi ceux dont le travail est le plus régulier.

Il est à remarquer que, du 1^{er} janvier au 31 décembre, le travail de ces ouvriers (travail à la main), est identiquement le même. Il serait trop long de donner, pour ces 7 ouvriers, le montant du salaire reçu chaque semaine pendant les trois périodes de deux mois chacune que nous avons choisies :

(Août et septembre 1899 : onze heures et demie) ; (février et mars 1902 : dix heures et demie) ; (mai et juin 1902 : neuf heures et demie).

Nous allons simplement donner le montant des sommes reçues pendant chaque période, en donnant seulement le salaire, semaine par semaine, pour une équipe de 3 ouvriers.

1^o M^{me} Bellusson, peigneuse de soie mouillée :

Août et septembre 1899 (journée de onze heures et demie). — Salaire : 117 fr. 30 pour 52 jours consécutifs, soit 2 fr. 25 par jour.

Février et mars 1902 (journée de dix heures et demie). — Salaire : 126 fr. 90 pour 51 jours consécutifs, soit 2 fr. 48 par jour.

Mai et juin 1902 (journée de 9 heures et demie). — Salaire : 135 fr. 95 pour 52 jours consécutifs, soit 2 fr. 61 par jour.

De sorte que le salaire journalier de cette ouvrière a augmenté, chaque fois que la durée de la journée a été diminuée d'une heure, la première fois de 0 fr. 23 par jour ; la deuxième fois de 0 fr. 13.

2° Équipe de 3 ouvriers (1 homme, M. Poissonnet; 1 femme; 1 enfant), occupés au paquetage de la soie sèche.

Salaires reçus pendant les mêmes périodes que ci-dessus :

Journée de onze heures et demie. — Salaire : 389 fr. 45 pour 52 jours, soit 7 fr. 48 par jour.

Journée de dix heures et demie. — Salaire : 396 fr. 80 pour 53 jours, soit 7 fr. 48 par jour.

Journée de 9 heures et demie. — Salaire : 329 fr. 50 pour 46 jours, soit 7 fr. 16 par jour.

En résumé, la réduction de deux heures dans la durée de la journée a entraîné, pour une équipe de 3 ouvriers, une diminution de salaire de 0 fr. 32 par jour, et la réduction d'une heure n'a entraîné aucune diminution. Il faut remarquer que la dernière période (journée de neuf heures et demie), n'était commencée que depuis deux mois lorsque nous avons obtenu ces renseignements, et nous sommes persuadés que cette moyenne s'est relevée depuis (sans avoir pu, toutefois, le vérifier).

3° Équipe de 3 ouvriers (1 homme, M. Cholet; 1 femme; 1 enfant), employés au paquetage de la soie sèche :

a) Journée de onze heures et demie.

Août 1899.

	Salaires.
1 ^{re} semaine (paye du 5).....	41 ^f 60 ^c pour 6 jours.
2 ^e semaine (paye du 12).....	36 80 pour 6 jours.
3 ^e semaine (paye du 19).....	18 80 pour 4 jours (14 et 15, congé).
4 ^e semaine (paye du 26).....	30 00 pour 6 jours.

Septembre 1899.

1 ^{re} semaine (paye du 2).....	41 20 pour 6 jours.
2 ^e semaine (paye du 9).....	34 40 pour 6 jours.
3 ^e semaine (paye du 16).....	34 80 pour 6 jours.
4 ^e semaine (paye du 23).....	30 10 pour 6 jours.
5 ^e semaine (paye du 30).....	31 20 pour 6 jours.

TOTAL.....	298 ^f 90 ^c pour 52 jours, soit 5 fr. 74. par jour.
------------	---

b) Journée de dix heures et demie.

Février 1902.

	Salaire.
1 ^{re} semaine (paye du 1 ^{er}).	30 ^f 40 ^c pour 6 jours.
2 ^e semaine (paye du 8).	36 00 pour 6 jours.
3 ^e semaine (paye du 15).	32 00 pour 6 jours.
4 ^e semaine (paye du 22).	30 00 pour 6 jours.

Mars 1902.

1 ^{re} semaine (paye du 1 ^{er}).	36 00 pour 6 jours.
2 ^e semaine (paye du 8).	36 00 pour 6 jours.
3 ^e semaine (paye du 15).	36 00 pour 6 jours.
4 ^e semaine (paye du 22).	36 00 pour 6 jours.
5 ^e semaine (paye du 29).	38 00 pour 5 jours.

TOTAL.	310 ^f 40 ^c pour 54 jours, soit 5 fr. 75 par jour.
----------------	--

c) Journée de neuf heures et demie.

Mai 1902.

	Salaire.
2 ^e semaine (paye du 10).	28 ^f 40 ^c pour 5 jours (Ascension).
3 ^e semaine (paye du 17).	36 00 pour 6 jours.
4 ^e semaine (paye du 24).	30 00 pour 5 jours (lundi de Pen- tecôte).
5 ^e semaine (paye du 31).	36 40 pour 6 jours.

Juin 1902.

1 ^{re} semaine (paye du 7).	37 20 pour 6 jours.
2 ^e semaine (paye du 14).	36 00 pour 6 jours.
3 ^e semaine (paye du 21).	32 00 pour 6 jours.
4 ^e semaine (paye du 28).	34 00 pour 6 jours.

TOTAL.	270 ^f 10 ^c pour 46 jours, soit 5 fr. 87 par jour.
----------------	--

En résumé, la diminution de deux heures dans la durée de la journée, a entraîné, pour cette équipe de 3 ouvriers, une augmentation de 0 fr. 13 dans le salaire journalier. Il est évidemment impossible de faire état de cette augmentation (minime en somme), pour en conclure qu'un ouvrier produit plus en neuf heures et demie qu'en onze heures et demie; de même que, dans le cas précédent il était impossible de faire état de la diminution de 0 fr. 32 qui n'avait aucune proportion ($1/24^e$), avec la diminution de la journée ($1/6^e$ environ).

L'étude des tableaux qui précèdent (équipe Cholet), nous montre, en

outre, qu'avec une journée réduite la production est plus régulière (36 francs environ par semaine en mars, mai et juin 1902).

Nous ajouterons que, au commencement de mai 1902, M. Charles O... , comptant restreindre sa production sans renvoyer de personnel (par suite d'une crise dans les affaires), avait spontanément remplacé la journée de dix heures et demie par celle de neuf heures et demie (de sept heures à six heures du soir au lieu de sept à sept, avec une heure et demie de repos à midi). Il fut stupéfait, au bout de quelques jours, de voir que la production de l'usine restait la même, malgré cette diminution de une heure dans la durée de la journée. Il dut donc se résoudre à renvoyer une partie de ses ouvriers les moins anciens.

6^e exemple. — A D... , M. Bénédicte B... emploie dans son atelier de bonneterie de 50 à 55 ouvrières (atelier mécanique) travaillant au métier. Après avoir appliqué successivement dans ses ateliers la journée de douze heures, puis celles de onze et de dix, M. Bénédicte B... s'est arrêté définitivement à la journée de huit heures comme à celle qui lui assure, non seulement le meilleur rendement à l'heure, mais encore le même rendement quotidien.

Nous en avons une preuve dans ce fait que depuis que, progressivement, la journée de huit heures a remplacé celle de douze, les salaires des ouvrières (toutes payées aux pièces) sont restés les mêmes, et cela bien que le prix de fabrication de l'unité n'ait pas varié.

M. Bénédicte B... nous avait promis de nous adresser le relevé des salaires d'un certain nombre d'ouvrières pendant les périodes où elles avaient travaillé respectivement douze, onze, dix, neuf et huit heures. — Il ne l'a pas fait encore à ce jour, et nous le regrettons vivement, car ces chiffres auraient éclairé d'un nouveau jour cette question de la journée de huit heures.

Assurément, nous disent M^{me} B... et le contre-maître M. Herbelin, une de nos ouvrières produira plus en neuf ou en dix heures, mais à condition que ce soit momentanément.

De l'avis de M. Bénédicte B... , il existe dans son industrie (pour des ouvrières qui n'ont pas de travail physique et qui toutes ne font qu'œuvre de surveillance du métier) une journée maximum qu'on ne doit pas dépasser. Pour lui, cette journée est de huit heures. Lorsqu'il a des commandes très urgentes, M. Bénédicte B... fait travailler ses ouvrières neuf heures par jour (de huit à sept, avec deux heures de repos au milieu du jour), elles produisent davantage à condition : 1^o que la surveillance soit efficace; 2^o que ce mode de travail ne dure pas.

Par exemple, le 19 juillet 1902, jour de notre visite, la durée de la journée de travail était neuf heures depuis quelque temps.

* * *

A l'appui des faits qui précèdent, nous pouvons citer l'opinion d'un certain nombre d'industriels (entrepreneurs de maçonnerie, de menuiserie, char-

rons-forgerons, etc.), qui ont reconnu qu'actuellement la journée de dix heures donne le meilleur rendement, mais chez lesquels il est impossible de faire des expériences en raison de la diversité de leurs travaux.

I. — M. Janvier, entrepreneur de plâtrerie à Rennes, emploie 20 ouvriers. Il a toujours remarqué que, chaque fois que pour faire plaisir à un propriétaire pressé, il a fait exécuter à ses ouvriers douze heures de travail journalier ou davantage, au bout de quelques jours, la production quotidienne redevenait sensiblement la même qu'avec la journée de onze heures. Pour lui, la journée de dix heures est la meilleure.

Actuellement, la journée est de dix heures et demie dans ses chantiers. Il a augmenté, après le 1^{er} avril 1902, le salaire à l'heure de ses ouvriers pour que le salaire quotidien reste constant. — MM. Jobbe-Duval, peintre (40 ouvriers); Jamet, constructeur (60 à 70); Cado, serrurier (30), etc., ont fait de même dès le 1^{er} avril.

II. — M. Magnan (François), menuisier en bâtiments à Rennes, nous dit qu'en 1895, travaillant à des réparations urgentes chez un imprimeur, il avait fait faire treize heures à ses ouvriers. Il a constaté, qu'à partir du quatrième ou cinquième jour, la production était redevenue ce qu'elle était avec la journée de onze heures (déclaration du 30 juin 1902). C'est le propriétaire, dit-il, qui se figure qu'en augmentant la durée du travail, ses travaux seront terminés plus tôt, et c'est lui qui demande au patron que la journée soit prolongée.

III. — M. Louis Crespel, charron-forgeron à Saint-Méen, a remarqué que la journée de dix heures (de 6 à 6 avec deux heures de repos à midi) donnait le plus fort rendement. Il l'a adoptée, bien que tous les autres industriels de la localité fassent douze, onze et quelques-uns dix heures et demie actuellement. Il estime, d'autre part, qu'il faut au moins à l'ouvrier un repos de deux heures au milieu du jour, la production devient plus forte.

C'est aussi l'avis de tous les industriels qui appliquent la journée de dix heures (1 h. 1/2 ou 2 h. de repos).

IV. — M. Macé (maison Rolland et Macé, menuiserie, 30 ouvriers, à Dinan), nous dit qu'à son avis (c'est le résultat de ses remarques, puisque lui-même a été ouvrier), le maximum de la production journalière est atteint, pour les charpentiers et menuisiers qu'il a spécialement étudiés, avec la journée de dix heures (6 h. 1/2 à 7 h. avec 2 h. 1/2 de repos) actuellement (visite du 19 juillet 1902), quelquefois de dix heures et demie.

V. — M. Moussard, contre-maître dans l'atelier de carrosserie de M. L... à D..., nous a fait la déclaration suivante (20 juillet 1902). — « Dans notre atelier, en dix heures de travail, l'ouvrier produit autant, sinon plus, que dans douze heures, parce qu'avec la journée de douze heures, il se

fatigue et travaille mollement ; avec la journée de dix heures, au contraire, il travaille sérieusement. »

VI. — A Rennes, dans les deux plus grandes tanneries, la durée de la journée est dix heures et demie par jour (MM. Laurent Zwingelstein et Le Bastard), inférieure à ce qu'elle était jusqu'en 1901 dans les autres établissements analogues.

* * *

Un gros inconvénient pour l'application de la journée de dix heures, dans l'industrie du bâtiment notamment, était le suivant :

Les ouvriers sont payés à l'heure par le patron (0 fr. 40, par exemple), qui, lui, est payé également à l'heure par le propriétaire pour tous les ouvriers qu'il emploie (0 fr. 65, par exemple). Il en résulte que le patron a un bénéfice de 0 fr. 25 par heure et par ouvrier.

La journée de dix heures et demie (plus tard celle de dix heures) présente deux inconvénients qu'avec un peu d'entente entre les patrons, il est facile de faire disparaître (exemple : syndicats d'Ille-et-Vilaine et des Côtes-du-Nord).

Le salaire de l'ouvrier étant le même pour dix heures et demie que pour onze heures (augmentation du prix de l'heure), il en résulte que : 1° le bénéfice à l'heure du patron diminue pour chaque ouvrier, le prix payé par le propriétaire étant resté le même ; 2° le bénéfice horaire du patron ne porte que sur dix heures et demie au lieu de onze ; d'où deux causes de diminution de bénéfices.

Dans l'exemple qui précède, le salaire de l'ouvrier était de 0 fr. 40 $\times$ 11 = 4 fr. 40 par jour,

soit 0 fr. 40 à l'heure avec la journée de onze heures

$$\frac{0 \text{ fr. } 40 \times 11}{10 \text{ h. } 1/2} = 0 \text{ fr. } 419 \text{ à l'heure avec la journée de dix heures et demie.}$$

Avec la journée de onze heures le bénéfice par jour et par ouvrier était :

$$(0 \text{ fr. } 65 - 0 \text{ fr. } 40) \times 11 = 2 \text{ fr. } 75.$$

Avec la journée de dix heures et demie, ce même bénéfice n'est plus que de

$$(0 \text{ fr. } 65 - 0 \text{ fr. } 419) \times 10 \text{ h. } 1/2 = 2 \text{ fr. } 425.$$

$$\text{Perte} \dots\dots\dots 0 \text{ fr. } 325.$$

soit, diminution du bénéfice par heure et du nombre d'heures pendant lesquelles ce bénéfice est réalisé.

Or cette question, qui ne se pose d'ailleurs que pour les travaux de réparation, ravalement, crépissage, etc. (à l'exclusion de tous les travaux neufs traités à forfait, ou d'après un devis), est résolue facilement par une entente des patrons tendant à faire établir de nouvelles séries de prix, et à fixer une durée uniforme de la journée (1).

Dans les autres industries où cette question ne se pose pas, les établissements visés par la loi de 1900, sont néanmoins placés dans des conditions d'infériorité (au point de vue du recrutement de leur personnel, surtout si les ouvriers sont payés à l'heure), vis-à-vis des établissements à personnel entièrement masculin et adulte, dans lesquels les ouvriers peuvent faire douze heures de travail effectif ou même davantage.

En effet, le salaire à l'heure étant uniforme dans tous les ateliers analogues d'une même région, il en résulte que l'ouvrier sera tenté de chercher du travail dans les ateliers où la durée du travail est la plus longue, tout en pestant intérieurement contre une durée exagérée de la journée.

De leur côté, certains patrons, qui croient encore, à tort évidemment, que leur intérêt est de travailler le plus longtemps possible, augmenteront ou seront tentés d'augmenter la durée du travail jusqu'à la limite légale.

Le seul moyen, à notre avis, de supprimer ces multiples inconvénients, serait d'unifier à dix heures par jour (ce qui existera en 1904 pour les établissements visés par la loi de 1900) la durée de la journée pour le personnel de toutes les industries (sous réserve des dérogations qui pourraient être et qui sont déjà apportées à cette règle générale), et en attendant cette réforme

(1) A ce sujet, il n'est pas sans intérêt d'indiquer que cette entente a été réalisée par la chambre syndicale des entrepreneurs de la ville de Rennes et du département d'Ille-et-Vilaine. A la suite d'une conférence faite par l'Inspecteur du travail, le 18 mars 1902, devant l'Assemblée générale des entrepreneurs du département (entrepreneurs, constructeurs-mécaniciens, serruriers, tailleurs de limes, ébénistes, charpentiers, etc.), le Conseil d'administration, puis une nouvelle assemblée générale de la Chambre syndicale, tenue le 23 mars suivant, décidèrent l'application uniforme par tous les membres du syndicat et dans tous les ateliers et chantiers, qu'il y soit occupé ou non des enfants de moins de dix-huit ans, de la journée de dix heures et demie. La Chambre syndicale compte 600 membres occupant de 10 à 12,000 ouvriers. Dans la plupart des maisons, le salaire à l'heure a été augmenté, afin que le salaire journalier ne subisse aucune diminution.

A la suite d'une nouvelle conférence faite à Saint-Brieuc quelque temps après, une seconde association patronale, la Chambre syndicale des patrons et entrepreneurs de la ville de Saint-Brieuc et du département des Côtes-du-Nord prenait la décision suivante, qui a été insérée dans le *Réveil des Côtes-du-Nord* du 26 juin 1902 et l'*Indépendance bretonne* du 19 juin 1902 : « Dans les ateliers et chantiers des membres du syndicat, la journée de travail sera limitée à dix heures et demie sans réduction de salaire, qu'il y ait ou non la présence de jeunes ouvriers ou apprentis ».

Ces décisions ont été rappelées dans le *Petit Rennais* du 16 juin 1902 et les *Nouvelles Rennaises* du 8 octobre 1902. Elles paraissent avoir donné de bons résultats puisque dans la Fête du Travail, qui eut lieu à Rennes le 15 juin 1902, le président général de la Chambre syndicale des entrepreneurs d'Ille-et-Vilaine, M. Janvier, se félicitait publiquement au nom de son organisation, de la décision qu'elle avait prise (*Petit Rennais*, 16 juin 1902).

si impatientement attendue par de nombreux industriels, d'étendre l'application du décret-loi de 1848 à tous les établissements industriels (1).

* *

A propos des ouvriers travaillant à la journée, on nous a présenté une objection : « Les ouvriers de cette catégorie ne produiront pas davantage à l'heure si on diminue la durée du travail, de sorte que, vos expériences et votre raisonnement qui s'appliquent parfaitement aux ouvriers travaillant aux pièces, n'ont pas de valeur pour les ouvriers à la journée qui ne sont pas intéressés à produire davantage. » (Objection d'un industriel lors d'une conférence à Saint-Brieuc, le 10 juillet 1902). A cela nous répondrons, d'abord, que nous avons vu beaucoup d'ouvriers de corporations différentes, et que nous les croyons généralement consciencieux. Et d'autre part, que les industriels trouvent le moyen d'intéresser l'ouvrier travaillant à la journée, à produire davantage, et cette objection n'aura plus de raison d'être.

Dans la majeure partie des établissements de la région, il y a, à l'heure ou à la journée, un *salaire maximum*, que le patron ne veut pas dépasser, même pour les ouvriers dont il est satisfait, de crainte, dit-il, de susciter les jalousies de leurs camarades (déclaration du même patron que ci-dessus, et le même jour). A notre avis, cet inconvénient n'est pas à redouter. Si au lieu d'être un *salaire maximum*, le même salaire prenait le caractère de *salaire moyen* ou même de *salaire minimum* (salaire de l'ouvrier d'aptitudes moyennes de la catégorie), et que le patron veuille bien dépasser ce *salaire minimum* pour les bons ouvriers dont il est satisfait, il encouragerait ainsi toutes les bonnes volontés. Nous connaissons trop les ouvriers pour croire qu'ils ne seraient pas satisfaits de cette manière de faire. Et chacun, patron et ouvrier, y trouverait son compte.

* *

Il ne nous viendra certainement pas à l'idée de vouloir généraliser les conclusions qu'on peut tirer des faits ci-dessus, pour établir des règles fixes et immuables. Nous voulons seulement soumettre les faits ci-dessus rapportés à l'appréciation de tous ceux qu'intéressent ces questions de réglementation du travail, à l'appréciation aussi des industriels, persuadé qu'ils auront à cœur, chacun dans leur industrie, de vérifier, de renouveler les expériences qui précédent.

(1) Le décret-loi des 9-14 septembre 1848, qui a limité à douze heures par jour la durée du travail effectif de l'ouvrier, ne s'applique qu'aux « usines et manufactures » (à feu continu, à moteur mécanique, ou employant plus de 20 ouvriers réunis en atelier).

ÉTUDE

SUR LA FABRICATION MÉCANIQUE DES BOUTEILLES,

PAR **M. CARON,**

INSPECTEUR DU TRAVAIL À VALENCIENNES.

L'industrie de la verrerie à bouteilles est à la veille d'une transformation générale, par la mise en pratique de la fabrication mécanique, remplaçant la fabrication à la main exclusivement employée jusqu'à ce jour.

Il apparaît, d'ores et déjà, que le soufflage à la bouche est destiné à disparaître à bref délai, en présence de nouvelles conditions économiques de production qui s'imposeront.

Le procédé mécanique réalise une économie de 10 à 15 p. 100 sur le prix de revient par les procédés ordinaires et a, en outre, l'immense avantage d'améliorer l'hygiène du personnel, tout en permettant aux industriels de pouvoir très facilement observer les prescriptions légales réglementant le travail.

La profession de verrier, telle qu'elle se pratique, est une des plus malsaines : en raison de la haute température du milieu, de la fatigue des poumons, des excès de boissons auxquels sont portés les ouvriers, et du danger de transmissibilité des maladies contagieuses par les cannes.

D'autre part, cette industrie est restée fréquemment réfractaire à l'application de la loi de 1892. C'est toujours dans les verreries à bouteilles que s'est rencontré le plus grand nombre des enfants en sous-âge. On comprend que, dans des conditions de travail aussi défectueuses, au point de vue de l'hygiène, beaucoup de parents placent de préférence leurs enfants dans d'autres établissements, quoiqu'ils soient moins rémunérés. C'est ce qui explique la difficulté du recrutement des jeunes porteurs, difficulté qui est la cause des infractions multiples constatées.

La fabrication mécanique, en supprimant le soufflage et les trois quarts des jeunes ouvriers, résout immédiatement la question.

Le nouveau système est de l'invention de M. Boucher, de Cognac, chez qui la fabrication mécanique existe depuis plusieurs années, plutôt à l'état de recherches, que comme installation pratique. Il fonctionne industriellement depuis le mois de janvier 1901, en Belgique, dans une usine des environs de Bruxelles, et, seulement depuis le 15 décembre 1901, dans le Nord.

Avant d'entrer dans la description de la fabrication mécanique, je crois utile de donner très succinctement la suite des opérations de la fabrication à la main, qui sont restées sensiblement les mêmes depuis le moyen âge. Les deux progrès importants qui ont été réalisés depuis (emploi de la houille et remplacement des fours à creusets par des fours à bassin), ne visaient que la question du combustible.

La verrerie à bouteilles a été introduite dans le Nord vers le ^{xiii}^e siècle. Les plus anciens établissements sont ceux d'Anor et de Sars-Poteries, installés sur les confins de la forêt de Mormal, où ils trouvaient le charbon de bois nécessaire à leur travail.

Des verreries au bois existaient également au ^{xviii}^e siècle dans la région de Valenciennes, où elles s'alimentaient dans la forêt de Saint-Amand.

On lit, en effet, dans l'historique de la Compagnie des mines d'Anzin :

« En 1716, à la date du 1^{er} juillet, Jacques, vicomte Desandrouins, qui « exploitait déjà des mines à Charleroi, forma avec son frère Pierre, maître « de verreries, à Fresnes, Taffin et Desaubois, une société pour rechercher « la houille dans les environs de Valenciennes. »

Leurs recherches ayant été couronnées de succès, Pierre Desandrouins installa, en 1781, la verrerie actuelle de Fresnes avec fours à creusets et fours à réchauffer, marchant au charbon de terre.

De 1800 à 1840, un grand nombre d'autres verreries furent édifiées sur le même modèle, à proximité des mines, en même temps que disparaissaient la plupart de celles situées près des forêts.

De 1885 à 1890, les fours à creusets firent place aux fours à bassin.

Dans toutes les verreries françaises sans exception, chaque ouvrier comprend un poste de quatre ouvriers (1) : le cueilleur, le grand-garçon, le souffleur et le porteur.

Le cueilleur, qui est un garçon de 13 à 18 ans, s'approche de l'ouvreur et au moyen de la canne, qui est un tube en fer de 1 m. 70 environ de longueur, cueille la quantité de verre incandescent nécessaire à la confection d'une bouteille. Cette quantité est rarement supérieure à un kilogramme. Il passe ensuite la canne dans une fourche, en la faisant tourner sur elle-même, pour ramener le verre à l'extrémité de la canne.

Le grand-garçon, âgé ordinairement de 16 à 25 ans, reçoit la canne portant le cueillage des mains du cueilleur et commence aussitôt la paraison. Pour cela, il roule le cueillage sur le marbre (petite table rectangulaire en fonte), de façon à l'allonger, puis il commence le soufflage en roulant toujours sur le marbre.

Cessant de souffler, il roule la partie de la paraison la plus proche du nez de la canne, sur l'angle du marbre pour former le col; il pose ensuite le cueillage sur la paupière (tôle cintrée), où il souffle jusqu'à ce qu'il ait à peu près atteint la moitié du volume que devra avoir la bouteille.

La canne est alors passée au souffleur qui, par un premier soufflage, dans un moule cylindro-sphérique en terre, forme l'ébauche; il termine le soufflage dans un moule définitif qui a exactement la forme que devra avoir la bouteille. Ce moule est composé de trois parties, dont deux sont mobiles au tour de deux charnières et sont reliées par des leviers articulés à une pédale qui est actionnée par le souffleur. La bouteille est alors détachée de la canne et mise dans le sabot. On nomme ainsi un outil formé d'un cylindre ouvert

1) En Allemagne, il n'y en a que trois : un souffleur, un gamin et un porteur.

à une extrémité, fixé au bout d'une tige de fer de 1 m. 50, et dont le diamètre est très peu supérieur au diamètre extérieur du corps de la bouteille.

L'ouvrier présente le col à l'ouvreau pour le réchauffer et y adapte la bague, en roulant autour du col un cordon de verre et en l'égalisant à l'aide d'une pince portant en creux les filets qui constituent la bague.

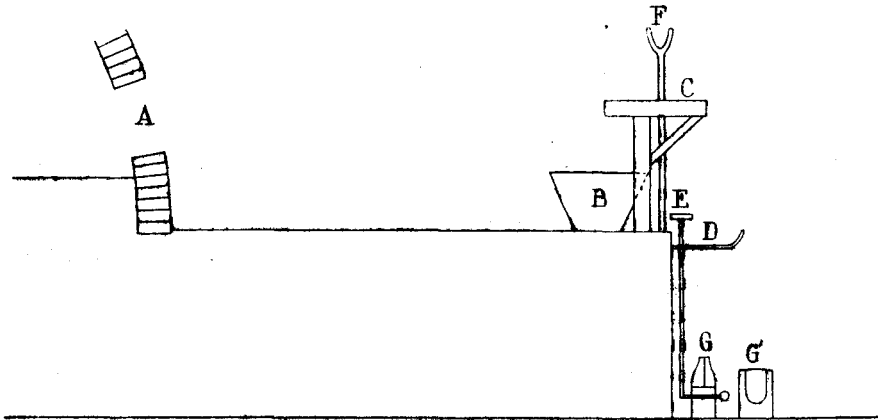
Le sabot est ensuite passé au porteur, qui est un enfant de douze à quatorze ans, lequel porte la bouteille au four à cuire où elle est amenée à une température de 400 degrés et refroidie graduellement.

Dans la fabrication des bouteilles ayant des caractères ou des dessins en relief, le moule définitif est tenu fermé à la main par un autre enfant, ce qui porte à cinq le nombre de personnes de la place. Le soufflage, dans ce cas, se termine au moyen d'une pompe à air comprimé qui, par une pression plus énergique, fait pénétrer le verre dans la gravure du moule.

C'est dans la catégorie des porteurs que se rencontrent les enfants n'ayant pas l'âge réglementaire.

En effet, le portage des bouteilles n'exige aucun apprentissage ni aucune aptitude intellectuelle.

Par sa nature, le soufflage à la bouche est un travail des plus pénibles; la masse de verre cueillie étant peu considérable, se refroidit très vite et il est nécessaire que les opérations se fassent très rapidement (1), cela au milieu d'une atmosphère surchauffée, à proximité des ouvreaux projetant le rayonnement d'une quantité de verre en fusion.



COUPE D'UNE PLACE À BOUTEILLES.

A Ouvreau. — B Baquet contenant de l'eau destinée à rafraîchir les cannes. — C marbre. — D Paupire. — E Pédale de moule. — F Fourche. — G G' Moules.

Les ouvriers sont naturellement portés à ingérer avec excès des boissons, qu'ils croient indispensables pour pouvoir supporter la haute température du milieu où ils travaillent. Ces ingestions immodérées débilitent l'organisme à

(1) Raison pour laquelle l'embout personnel n'a pu être employé.

la longue, et on ne sera pas surpris de voir que les maladies contagieuses transmises par les cannes dans lesquelles les ouvriers soufflent à tour de rôle, revêtent dans cette corporation un caractère de gravité qu'elles n'acquiescent pas dans les autres professions.

Tous ces inconvénients ont été éludés par l'emploi du système Boucher.

La machine se compose essentiellement d'un bâti rectangulaire en fonte, sur lequel sont fixées deux consoles verticales portant chacune les appareils qui doivent concourir à la confection de la bouteille.

De plus, sont adjoints des moules, variant pour chaque modèle de bouteille, dont un premier sert à former la bague; un second moule, auquel a été donné le nom de moule mesureur, est destiné à recevoir le verre en quantité suffisante. Viennent ensuite un ou plusieurs moules dits moules intermédiaires, dans lesquels se souffle successivement l'ébauche afin d'en augmenter graduellement le volume, de façon à obtenir une épaisseur de paroi en rapport avec les conditions de résistance de la bouteille. Enfin, un dernier moule, dit moule finisseur, qui a comme forme intérieure, exactement la forme définitive de la bouteille.

Dans l'intérieur du moule à bague, glisse à volonté un mandrin ayant exactement la dimension intérieure du col de la bouteille et disposé de manière à perforer très légèrement l'entrée du goulot. Ce mandrin est introduit doucement et automatiquement par un excentrique, au moment même où on va vider le verre dans le moule mesureur; il est retiré ensuite, pour permettre de faire pénétrer plus tard l'air comprimé dans le verre, afin de lui faire prendre la forme de ce moule et achever en même temps la perforation du col.

Voici maintenant comment s'exécutent les diverses opérations nécessaires à la confection d'une bouteille.

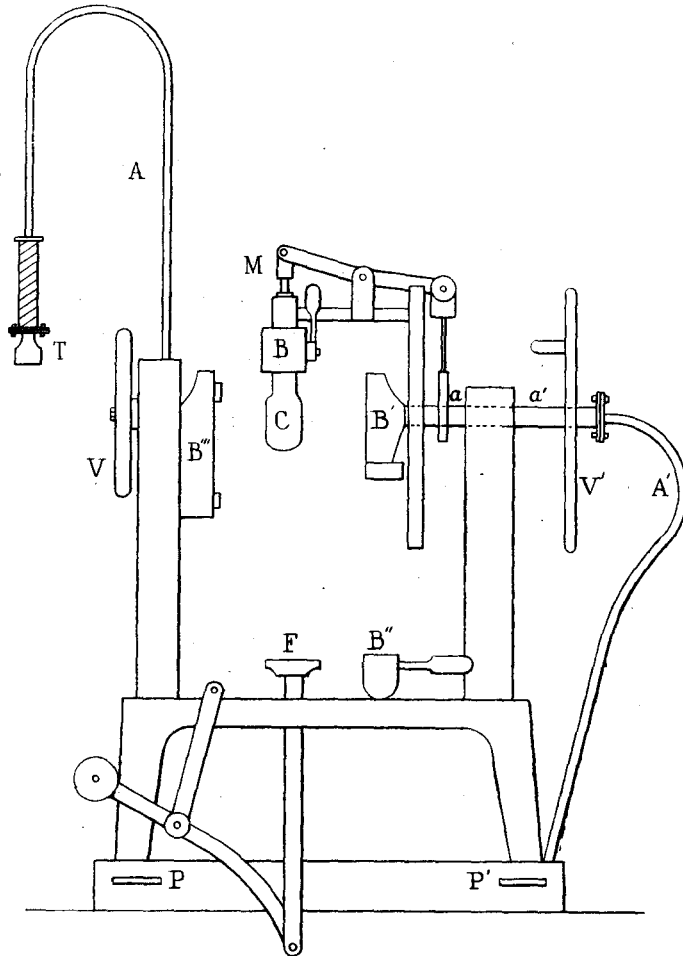
Le moule mesureur et le moule à bague, préalablement chauffés à environ 600°, étant renversés (tout le système des moules mesureur et à bague est mobile autour de l'axe $a\ a'$), le mandrin fait saillie dans le moule à bague.

L'ouvrier cueilleur qui, à l'aide d'une canne pleine nommée cordelière, a pris une certaine quantité de verre, vient la verser dans le moule mesureur. Lorsque la quantité versée est suffisante, l'ouvrier mouleur coupe avec des cisailles le jet de verre pâteux; il adapte alors sur le moule mesureur la tubulure T au moyen d'un joint à ressort et, agissant sur la pédale P, fait exercer sur la masse une pression d'air comprimée à 0 k. 600, de façon que le verre épouse bien toutes les formes intérieures du moule pour former la bague. Ceci fait, il enlève la tubulure T, puis au moyen du volant V', il retourne le tout. Pendant ce mouvement de rotation, le mandrin M, au moyen d'un excentrique, a d'abord perforé complètement le col, puis est sorti de son logement. Le moule mesureur étant ouvert, la bouteille reste suspendue par la bague et s'allonge, en vertu de son propre poids; c'est la paraïson.

Le mouleur présente maintenant, à la main, le moule intermédiaire et y introduit en même temps une petite quantité d'air en agissant sur la pédale P'; puis, actionnant un levier, présente le fond du moule finisseur et, agissant sur le volant V, ferme ce dernier moule.

La pression est maintenue pendant quelques secondes et la bouteille peut

être enlevée; elle est passée ensuite à un apprenti qui la place sur le transporteur mécanique, lequel relie les machines à l'arche du four à recuire.



A Arrivée de l'air comprimé à 0^k600.
A' Arrivée de l'air comprimé à 0^k280.
B Moule à bague fermé. — B' Moule mesureur ouvert. — B'' Moule intermédiaire. —
B''' Moule finisseur ouvert.
C Bouteille à l'état d'ébauche. — F Fond mobile du moule finisseur.
M Mandrin. — PP' Pédales. — VV' Volants de manœuvre.

Ce transporteur a pu être facilement installé en raison de la disposition rectiligne des machines; il se compose tout simplement d'une courroie garnie d'augets revêtus de carton d'amiante.

Les machines ont été établies sur un four qui comptait auparavant cinq ouvreaux, soit vingt ouvriers par poste, dont près de la moitié étaient des enfants âgés de moins de seize ans.

Actuellement, le même travail est fait au moyen de quatre machines nécessitant l'emploi de neuf ouvriers ainsi répartis :

- 4 mouleurs;
- 2 cueilleurs;
- 1 chauffeur de cannes;
- et 2 mouleurs auxiliaires ou apprentis.

Parmi ces ouvriers, un seul, le chauffeur de cannes, est âgé de moins de 15 ans. On voit donc que la diminution du personnel porte presque exclusivement sur les enfants.

Les bouteilles ainsi fabriquées sont d'une régularité parfaite, et partant plus solides que celles faites à la main.

D'un autre côté, les cinq ouvreaux ont été supprimés et remplacés par deux tubes plongeurs, ce qui a permis d'obtenir une économie notable de combustible; aussi l'installation des machines va-t-elle être faite sur un second four et sur une plus grande échelle.

Il reste à examiner la situation créée par l'emploi de ce procédé à divers autres points de vue.

Au point de vue légal, il permet la suppression complète de tout jeunes ouvriers, car le chauffeur de cannes peut ici être remplacé par un vieillard, attendu que son travail n'exige que peu d'activité.

Au point de vue hygiénique, il fait disparaître la transmissibilité éventuelle des maladies contagieuses par les cannes; il supprime la fatigue physique du soufflage : les mouleurs sont assis en face de leurs machines qui exigent seulement une attention soutenue; la température est moins élevée dans les salles de travail qu'avec l'ancien procédé, puisque les ouvreaux sont supprimés et remplacés par des tubes plongeurs en nombre moitié moindre.

Au point de vue social, le progrès réalisé est immense : suppression d'un nombre considérable d'enfants travaillant la nuit, et possibilité aux ouvriers quelconques de trouver emploi dans les verreries à bouteilles, l'apprentissage se trouvant réduit à quelques jours.

LA SEPTICÉMIE CHARBONNEUSE PROFESSIONNELLE,

PAR M. BOULIN,

INSPECTEUR DÉPARTEMENTAL DU TRAVAIL À LYON

HISTORIQUE.

Depuis fort longtemps déjà la septicémie charbonneuse a été signalée comme maladie professionnelle.

Heusinger relève dans les mémoires de l'Académie de médecine les re-

marques suivantes faites en 1877, au sujet de la pustule maligne : « La pustule maligne observée à Paris ne se montre que chez les ouvriers en suif et chez les criniers ; plus souvent, il est vrai, chez ceux-ci, et il arrive rarement qu'un crinier travaille longtemps sans qu'il soit atteint, et beaucoup en meurent. Ils ont observé que le crin dont la manipulation est la plus dangereuse est le crin de Russie, qui est ordinairement rempli de poussière et qui répand une odeur désagréable. Le cas observé par Paulet était celui d'une jeune fille qui avait ouvert un ballot de crin ».

Dans un livre publié en 1822 par Patissier, et dont les éléments furent tirés du traité historique de Ramazzini « *De morbis artificum* » (Padoue 1713) se trouve un chapitre intitulé « maladie des criniers », où il est dit que les hommes chargés de défaire les ballots de crin et ceux qui le battent sont susceptibles de contracter des phlegmons et la pustule maligne.

Vernois, dans son « Traité pratique d'hygiène industrielle (1861) », consacre un article à la préparation, à la teinture et à l'apprêt des crins ; il signale le danger que courent les ouvriers en travaillant des crins ayant appartenu à des animaux morts du charbon. De même Tardieu, dans son dictionnaire d'hygiène, à l'article « criniers ».

Thackrah, dans son petit traité des maladies professionnelles, publié en 1831, le premier ouvrage anglais sur l'hygiène industrielle, parle d'une maladie spéciale due aux poussières qui se dégagent pendant le travail des crins, surtout des crins de provenance étrangère. Dans les notes et observations qui accompagnent la traduction du *System of surgery*, de Chelius (1847), South cite les cas observés par le docteur Lawrence dans les fabriques de crin anglaises (1). En 1862, le docteur William Budd lut, devant la *British medical association* de Londres, un mémoire qui avait pour titre : « Observations sur de nombreux cas de pustule maligne observés en Angleterre » ; il rapporte également divers cas observés sur le continent, notamment ceux qui furent décrits par Rayet, en 1829, à l'hôpital Saint-Antoine.

Toutefois, en Angleterre, les cas de septicémie charbonneuse ont surtout été remarqués chez les ouvriers qui recoivent et qui trient les laines provenant des Indes orientales. Leur maladie, à allure rapide, était connue sous le nom de « maladie des trieurs de laine ». Vers 1878, les cas devinrent si fréquents, que cela donna lieu à une interpellation au Parlement.

Le docteur Ibrelisle publia dans les *Annales d'hygiène*, en 1845, un remarquable article « sur les accidents qui peuvent résulter de la manipulation des crins ». Cet article était précédé de quelques remarques faites par la direction de la revue : « L'expérience a prouvé surabondamment que les matières animales longuement conservées produisent une poussière extrêmement dangereuse pour les personnes qui les respirent. Cela est particulièrement vrai pour le crin. Cette matière chargée de sécrétions cutanées et de sang, souillée par les matières fécales qui se dégagent au moment de l'abattage ou de la mort naturelle, nous arrive en ballots du Brésil, de la République

(1) Report by docteur James Russel on certain cases of sickness and death occurring among the workers in the Adelphi Horsehair Factory, p. 132.

Argentine ou de Russie. Elle donne naissance à une poussière formée de débris organiques qui, par la fermentation et le changement de caractères, ne peut qu'agir à la façon d'un poison, quand elle est inhalée en grande quantité. Il n'est pas nécessaire, pour expliquer cette propriété délétère, d'admettre que les animaux soient morts d'une maladie contagieuse. — On le voit, à cette époque, les notions sur la septicémie charbonneuse manquaient de netteté, et, en fait, les cas de pustule maligne cités par le docteur Ibréliste sont associés à d'autres cas où il n'est question que de phlegmons ou de furoncles. Tous ont été observés parmi les prisonniers de Metz (en mai 1842), qu'on employait aux premières façons du travail du crin.

Les cas signalés par Trousseau sont souvent cités (*Gazette médicale* de janvier 1847). Il dit que dans deux fabriques de Paris où l'on travaillait des crins provenant de Buenos-Ayres, et dans lesquelles on occupait seulement six à huit personnes, vingt ouvriers moururent de la pustule maligne dans l'espace de dix ans. Lui-même soigna, avec succès, trois ouvriers employés dans les mêmes fabriques, au moyen de cautérisations énergiques.

Dans le deuxième rapport annuel du Conseil de santé de l'État de Massachusetts, on décrit très complètement 26 cas de septicémie charbonneuse survenus de 1853 à 1870 dans une fabrique de crin de Walpole. Le premier cas observé survint en 1853; un ouvrier tomba subitement malade et mourut deux jours après; on avait remarqué dans l'intervalle la formation d'une vésicule très caractéristique. En avril 1861, un autre ouvrier expira après une maladie de vingt-quatre heures, pendant laquelle on releva des symptômes vagues d'empoisonnement du sang, mais pas de vésicule. Deux mois plus tard, survint un autre cas avec vésicule sur le cou. Enfin, en mars 1866, un autre ouvrier mourut avec les symptômes indiscutables du charbon. Sur les 26 cas rapportés, 10 ont trait au charbon interne et 8 de ces derniers furent suivis de mort. Dans la fabrique de Walpole on travaillait des crins de provenance de Buenos-Ayres.

En Allemagne, on doit à Wagner une des premières études sur le charbon professionnel interne (*die intestinal Mycose*). C'est l'histoire d'un certain nombre de cas observés dans les établissements industriels de Leipzig. Wagner fait remarquer que, dans les ateliers où l'on ne manipule que des produits de la région, la maladie est inconnue. Le charbon apparaît surtout dans les établissements qui travaillent des crins et des peaux de provenance de la Sibérie ou de la Russie. Il constate que le crin russe est extrêmement malpropre, et il pense que le virus pénètre dans l'organisme avec les aliments et les boissons que les ouvriers absorbent dans les ateliers, soit parce que les poussières se déposent sur les aliments eux-mêmes, soit parce que les ouvriers souillent ces aliments avec leurs mains non lavées.

En Autriche, le charbon professionnel a surtout été signalé chez les chiffonniers; leur maladie, désignée sous le nom de *Haderkrankheit*, a cela de particulier qu'on l'a très peu souvent observée chez les chiffonniers des autres pays d'Europe et pas une seule fois, par exemple, en Angleterre. Cela tient sans doute à ce fait, que le charbon règne en Hongrie pour ainsi dire à l'état endémique.

NATURE DE LA MALADIE.

Comme on vient de le voir par le résumé qui précède, la septicémie charbonneuse prend deux formes particulières et se traduit soit par des lésions internes encore assez mal définies mais cependant toujours graves, soit par des lésions externes désignées sous les noms divers de : pustule maligne, œdème malin, phlegmon charbonneux, etc. Toutefois, avant les travaux de Pasteur et des bactériologistes qui ont suivi sa trace, il n'était pas possible d'identifier d'une manière absolue ces diverses manifestations morbides, ni de connaître la façon d'agir de l'élément nuisible. A l'heure actuelle, on sait que le point de départ du mal est dû à la présence d'un micro-organisme, le *bacillus anthracis*, et l'on a déterminé pourquoi, pas d'une manière complète cependant, et par suite de quelles circonstances la maladie se différencie en manifestations internes ou externes.

La septicémie charbonneuse ne se propage que par inoculation, soit parce que les matières contaminées sont mises en contact avec une lésion de la peau, soit parce que les poussières qui contiennent les spores du *bacillus anthracis* sont respirées avec l'air, ou pénètrent dans l'œsophage avec les aliments. Et encore n'est-il pas très certain, dans ce cas-là, qu'il ne soit pas nécessaire qu'une lésion analogue remplisse le même rôle dans les voies respiratoires ou digestives.

Comme conséquence de ces deux modes d'inoculation, la maladie professionnelle revêt les deux formes particulières déjà signalées. Lorsqu'il y a contamination directe avec les matières infectieuses, cela donne lieu à la pustule maligne ou charbon externe; quand il y a absorption de ces matières, le charbon devient interne et amène des troubles, soit dans le système pulmonaire, soit dans le système gastro-intestinal.

Le charbon externe ou pustule maligne se développe généralement à la suite d'une effraction superficielle de la peau, effraction provoquée par les ongles des ouvriers, à la suite de démangeaisons assez fréquentes causées par les poussières et par les piqûres de parasites acariens qui vivent aux dépens du tissu cellulaire ou de fragments de chair restés adhérents aux peaux salées. Si la contamination est plus profonde, par exemple si elle dérive de la pénétration d'un corps acéré, d'une épine, d'une esquille souillée de matière virulente, dans l'épaisseur des tissus, cela peut donner lieu à une variété du charbon externe : l'œdème malin.

Le premier symptôme du charbon externe consiste en une petite inflammation qui prend la forme d'un bouton ou d'une vésicule, souvent sans douleur, qui s'étend ensuite et qui présente au bout de quelques jours, au centre, une tache noire, laquelle s'entoure bientôt d'une couronne d'autres vésicules. A ce moment, le bacille est susceptible de se propager dans l'organisme et de mettre la vie en danger (1).

La pustule maligne ne cause pas toujours l'infection générale, quelquefois

(1) Instruction accompagnant le règlement spécial en vigueur dans les tanneries anglaises. (*Bulletin insp. du travail*, 9^e année, p. 308.)

la guérison peut avoir lieu par gangrène d'une portion de la peau comprenant la partie où a siégé la pustule (Bouchut et Desprès).

Le docteur Le Roy des Barres décrit le charbon externe de la manière suivante : « La pustule maligne, la plus commune des manifestations externes du charbon (que nous avons rencontrée soixante-sept fois sur soixante-douze cas de charbon traités par nous depuis 1875, quand nous n'en comptons que cinq seulement d'œdème malin), se présente au début sous la forme d'une macule, à laquelle succède une vésicule. Lorsque celle-ci, après ombilication, s'est rompue, une petite escarre se forme à son centre qu'une piqure avec la pointe d'une épingle stérilisée permet facilement de reconnaître à son insensibilité. A l'aide de ce procédé clinique, et si simple, d'exploration, il nous a été nombre de fois permis d'affirmer le développement d'une pustule maligne avant même l'apparition de la couronne de vésicules, que bientôt confirmait l'évolution ultérieure, puis l'examen microscopique de la sérosité. Ce dernier examen n'est pas toujours facile à exécuter instantanément en dehors de l'hôpital, et, dans nombre de cas, l'inoculation d'un cobaye, animal qui succombe si rapidement à l'infection bactérienne, pourrait alors lever les hésitations et permettre souvent en temps utile encore l'intervention (1). »

Le siège de la pustule maligne ne se montre pas toujours au même endroit, mais on la rencontre sur les parties du corps généralement à découvert. Les portefaix, qui transportent les cuirs verts sur l'épaule, sont atteints ordinairement à la nuque ou sur la partie antérieure latérale droite du cou. Les ouvriers qui pratiquent les premières opérations, telles que le trempage, l'écharnage, la dépilation, et qui reçoivent des éclaboussures, risquent de voir la même pustule se placer sur les joues, sur les paupières ou sur le reste du visage. Chez les mégissiers, on l'observe à l'avant-bras. Sur trente-six cas de pustule maligne relevés dans une mégisserie, le docteur Le Roy des Barres l'a observée vingt fois à la face (huit fois sur les joues, six fois aux paupières), onze fois au cou, cinq fois au bras).

On a vu que la pustule maligne devient dangereuse au moment où se forme la couronne de vésicules autour de la tache qui marque le point de début. C'est à ce moment que se produit l'infection générale, et le charbon devient interne. Mais la forme interne survient souvent sans manifestation extérieure, sans pustule; cela provient de ce que l'introduction des germes infectieux se fait soit par les voies respiratoires, soit au moyen des aliments. Pour diverses raisons, le charbon interne est plus difficile à traiter, et le plus souvent il est suivi de la mort du patient. Il paraît être moins fréquent que le charbon externe, mais cela est peut-être dû à cette circonstance que la plupart des cas bénins passent inaperçus et se confondent avec des pneumonies. En réalité, on ne connaît qu'un nombre limité de cas bénins de charbon interne.

Si, en dernière analyse, la septicémie charbonneuse aboutit à l'infection générale, au charbon dit interne, le début ne variant que par la différence

(1) Conseil d'hygiène publique du département de la Seine, séance du 17 septembre 1897.

des procédés d'inoculation, il existe, cependant, une anomalie non encore expliquée d'une manière plausible, au sujet de la répartition des formes internes ou externes du charbon. Ainsi, chez les trieurs de laines, on a observé les deux variétés, comme cela pouvait être d'ailleurs prévu, étant données les manipulations qu'on fait subir aux laines infectées et les poussières qui s'en dégagent. Mais parmi les ouvriers qui trient et classent les peaux sèches, manutention pendant laquelle il se produit néanmoins assez de poussières, la Commission anglaise, nommée pour enquêter au sujet du charbon, n'a pu découvrir un seul cas de charbon interne (1).

Sans s'arrêter aux caractères symptomatiques du charbon pulmonaire ou du charbon intestinal, qui sont du domaine de la pathologie, on comprend très facilement comment l'absorption de germes morbides peut se faire dans les ateliers où les poussières sont abondantes et dans lesquels on travaille des crins ou des laines provenant de pays où le charbon règne à l'état endémique, comme en Sibérie ou en Chine. Chaque poil emporte avec soi des débris épidermiques et exsudatifs qui contiennent les spores, et dans les opérations qui marquent le début du traitement industriel de ces produits, ces débris se dégagent et souillent l'atmosphère ou les aliments que des ouvriers imprudents n'ont pas su mettre à l'abri. Pour les animaux abattus comme étant atteints du charbon, dans les contrées où la surveillance est nulle ou incomplète, l'ignorance et la cupidité poussent souvent les propriétaires à tirer néanmoins parti de leurs dépouilles et à les vendre; il arrive alors que du sang contaminé se coagule sur les crins et sert de véhicule à l'élément pathogène.

Mais comment agissent les poussières infectées une fois introduites dans les voies respiratoires ou digestives?

Remarquons d'abord que, dans l'espèce, dit le docteur Layet, la composition même des poussières peut faire supposer que des fragments de crin ou de poil, arrivés en présence des muqueuses, y provoquent des érosions, des piqures, par où le virus peut pénétrer dans l'intimité des tissus. Cela est possible, probable même pour un certain nombre de cas, mais pas pour tous. Ainsi, par exemple, dans l'atmosphère des ateliers où l'on prépare le crin de cheval, il n'existe pas beaucoup de ces petits fragments comme on en remarque dans les ateliers de broserie. Il faut donc compter aussi sur les particules pulvérulentes dues à des débris cellulaires ou épidermiques, aux exsudats et au sang desséché qui imprègnent le poil de cheval et qui s'en détachent. Or, de tous les animaux atteints du charbon, le cheval est celui chez lequel l'état poisseux du sang dû à l'infection est le plus accusé. Cet état du sang favorise singulièrement son agglomération avec n'importe quels débris. En outre, c'est encore chez le cheval que l'on rencontre ces sortes de tumeurs sous-cutanées de nature charbonneuse, et qui paraissent même lui être spéciales. Le poil implanté dans le voisinage de ces tumeurs et des œdèmes charbonneux qu'elles provoquent est donc éminemment susceptible

(1) Report of the departmental committee appointed to inquire on conditions of work in wool sorting, p. 5.

d'entraîner, avec lui et sur lui, des particules organiques infectées de spores. Transportés avec lui dans les ballots, tous ces débris organiques se dessèchent, et, lorsque le crin est déballé, secoué, battu, épluché dans les ateliers où il arrive, ils s'en détachent et se mêlent à l'air ambiant (1).

Faut-il admettre, ajoute l'éminent hygiéniste, que la spore seule suffirait, par les lésions qu'elle provoque en proliférant sur la muqueuse, à se créer une voie d'accès dans l'intimité des tissus? C'est d'ailleurs ce que semblent admettre quelques observateurs dans le charbon intestinal ou mycose intestinale, où le parasite s'attaque d'abord à l'épithélium et passe ensuite dans le tissu de la muqueuse, pour gagner les vaisseaux lymphatiques et sanguins. Ou bien est-il toujours nécessaire que la voie soit préalablement ouverte par une effraction mécanique de l'épithélium? Peut-être faut-il tenir compte des deux processus.

PROFESSIONS EXPOSÉES AU CHARBON.

On trouve dans tous les traités d'hygiène industrielle une liste de professions où les ouvriers sont exposés au danger de l'infection charbonneuse; Layet donne la suivante :

Les bouviers et bergers en contact avec les animaux malades;

Les équarrisseurs et bouchers qui abattent et dépècent les animaux, ainsi que les garçons d'abattoirs employés au transport des pièces et quartiers d'animaux abattus;

Les mégissiers et les tanneurs qui manipulent les peaux vertes;

Les portefaix employés dans les halles au transport des cuirs;

Les criniers et brossiers qui manipulent les crins bruts de cheval et de bœuf, ainsi que les soies de porc;

Les trieurs de soies et de laine dans les fabriques de tissus en poils de chèvre, en laine, etc.;

Les trieurs d'os et de cornes, depuis l'équarrisseur jusqu'au chiffonnier;

Les corroyeurs, les cordonniers, les selliers, les gantiers qui travaillent des peaux apprêtées; les bourreliers, les cardeurs de laine, les matelassiers, les tapissiers et fabricants de meubles qui travaillent les cuirs et les poils apprêtés;

Les tabletiers et fabricants de boutons en os et en cornes;

Les ouvriers qui débitent et façonnent la corne pour la fabrication des peignes, des poires à poudre ou à plomb, des cornes d'appel, etc.;

Les fabricants de noir animal et de colle forte, qui manipulent des os et des cornes;

Les fondeurs de suif, les savonniers, qui manipulent du suif suspect provenant d'animaux charbonneux;

(1) Encyclopédie d'hygiène et de médecine publique du docteur J. Rochard, t. VI, p. 596.

Les ouvriers qui mettent en œuvre, pour les utiliser, les récipients dans lesquels on a jeté et déposé les débris ou déchets infectieux, comme, par exemple, cela a été observé chez les tonneliers.

On ne peut évidemment passer toutes ces professions en revue, cela entraînerait à des redites trop nombreuses. D'ailleurs, quelques-unes de ces professions ne tiennent que fort peu à l'industrie proprement dite; pour d'autres, la menace d'infection n'est que très relative; enfin, il suffit de jeter un coup d'œil sur la liste qui précède pour constater que les efforts des hygiénistes doivent se porter spécialement sur quelques-unes des industries qu'elle mentionne; les autres bénéficiant, comme conséquence, des mesures prises pour les industries dont elles découlent.

Mégissiers. — La mégisserie a pour but de préparer les peaux légères : veau, mouton, agneau, chevreau, etc.

Voici, par exemple, les premières façons que l'on fait subir aux peaux de mouton importées :

- 1° Bain dans l'eau pour amollir la peau (trempage);
- 2° Écharnage et nettoyage de la peau;
- 3° Enchaussage; les peaux humides sont placées dans une pièce chaude et mises à fermenter; par suite, la laine s'enlève plus facilement;
- 4° Dépilage;
- 5° Pelanage, ou traitement par la chaux.

Ces diverses opérations n'offrent aucun danger quand on ne travaille que des peaux saines, mais cela n'a lieu que pour les peaux de pays; les peaux étrangères sont, au contraire, fréquemment contaminées, et les peaux de chevreaux et de moutons plus fréquemment encore que les peaux de bœufs, de vaches ou de chevaux. Le docteur Le Roy des Barres a constaté que sur 49 cas relevés chez les mégissiers, 39 appartenaient à une mégisserie où se fait exclusivement le travail de la petite peau de provenance étrangère.

Bourgeois, d'Étampes, a également observé que la pustule maligne se présentait plus fréquemment chez les mégissiers que chez les tanneurs. De même Bompard, de Millau, qui a fait l'étude de 16 cas.

Les mégissiers préparant les peaux de moutons sont moins exposés que leurs confrères travaillant les peaux de chevrettes ou de chevreaux, par la raison que les peaux de moutons sont plus souvent indigènes.

« C'est pendant l'écharnage ou le râclage des peaux ramollies par le trempage que les ouvriers seraient surtout exposés à s'inoculer le virus en déchirant les petites tumeurs charbonneuses signalées par Cauvière, et en faisant jaillir ainsi sur eux le liquide virulent qu'elles contiennent. Il en est de même pour la dépilation des peaux et leur fendage (1) ».

Tanneurs. — La pustule maligne a été signalée à différentes reprises chez les tanneurs anglais. Il ressort de l'étude des cas rapportés, que le

(1) Lavet, *loc. cit.*, p. 592.

risque d'infection n'est à craindre que dans le travail des peaux étrangères et pendant les opérations préliminaires du tannage.

En 1882, le gouvernement anglais fit faire une enquête par M. Spear sur les cas de charbon observés; sur 37 cas étudiés, plus de la moitié se sont produits pendant la manutention des peaux dans les docks et dans les magasins. En 1893, l'attention de Shirley Murphy, médecin inspecteur du comté de Londres, fut spécialement portée sur le charbon professionnel, et il fit présenter par son adjoint, le docteur Hamer, un rapport dans lequel il fut donné une analyse de 118 cas observés récemment à Londres. 90 d'entre eux sont relevés dans le commerce des peaux :

Ouvriers manipulant des peaux pour le compte des commissionnaires : 63.

Ouvriers manipulant des peaux pendant les premières façons industrielles : 23. (Sur ce dernier chiffre, on comptait 15 tanneurs.)

Bristol est un centre important pour l'industrie du cuir en Angleterre. En octobre 1896, un ouvrier mourut des suites de l'inoculation du virus charbonneux; cet homme était chargé de transporter dans une fosse des peaux sèches provenant des Indes et prises dans un magasin. On pense qu'une de ces peaux, infectée, a provoqué l'inoculation par une petite écorchure du cou. Depuis, dans l'établissement où l'accident a eu lieu, on donne aux porteurs une sorte de tablier en cuir qu'ils se placent sur l'épaule et sur la nuque, afin d'éviter le frottement des peaux sèches et rugueuses sur les parties du corps à découvert, et les écorchures possibles.

D'après le Dr Legge, médecin attaché à l'inspection des fabriques en Angleterre, telles seraient les origines des cuirs ayant, du 1^{er} janvier 1896 au 31 décembre 1901, provoqué des cas de septicémie charbonneuse :

Chine.....	33
Chine ou Indes Orientales.....	5
Bombay.....	10
Indes Orientales.....	5
Arabie.....	3
Zanzibar ou Rangoon.....	2
Le Cap et Singapour.....	1
Le Cap.....	2
Le Cap et Indes Orientales.....	2
Indes Orientales, Chine et Singapour.....	1
Orient.....	1
Australie.....	1
Origine indéterminée.....	12
TOTAL.....	78

En 1898, on a signalé dans les tanneries de Mondoubleau et de Cornemont (Loir-et-Cher), une épidémie charbonneuse qui a pris naissance parmi les ouvriers occupés au travail de rivière (1).

(1) Rapport annuel des inspecteurs divisionnaires du travail, année 1898, p. 57.

Tout récemment, le 9 mai 1902, le Ministre du commerce et de l'industrie de l'Empire allemand, par une circulaire adressée aux Présidents de gouvernements et au Préfet de police de Berlin, vient de rappeler les dangers auxquels sont exposés les ouvriers travaillant les peaux d'origine étrangère, particulièrement les peaux venant d'Amérique, des Indes Orientales et de la Chine. Cette circulaire rappelle que le traitement auquel les peaux sont ordinairement soumises, à savoir : les échage à l'air, le saupoudrage au sel, au salpêtre ou à l'arsenic, ne détruit pas les germes de la contagion. Le danger réside surtout dans la poussière, mêlée aux poils détachés des peaux, qui se répand pendant le triage, l'empilage, l'empaquetage et le chargement des peaux, ainsi qu'au moment où l'on ouvre les ballots. Les poussières et les poils auxquels les spores du charbon adhèrent, se déposent sur les vêtements et sur le corps des personnes qui se trouvent dans le voisinage; ils pénètrent dans la bouche, dans le nez, dans l'oreille, etc. La plus petite égratignure de la peau suffit pour rendre l'infection possible. La manipulation des peaux ramollies pendant les premières façons est, elle aussi, dangereuse, de même que la mauvaise habitude, qui consiste à enlever, en les grattant avec l'ongle, les croûtes sèches qui adhèrent aux peaux. Les personnes qui manipulent des peaux vertes peuvent transporter les spores du charbon d'un lieu dans un autre si leurs habits, leurs cheveux, leur barbe, leurs mains, etc., sont souillés (1).

Criniers. — Les mégissiers, les tanneurs sont victimes du charbon externe; mais les ouvriers qui manipulent les crins, qui défont les emballages dans lesquels ceux-ci arrivent des lieux d'origine, qui trient et séparent les qualités, qui les nettoient, qui les cardent, etc., sont exposés plus spécialement à absorber les spores infectieux, soit par les voies respiratoires, soit par les voies digestives. Il en est de même pour les brossiers, pour les tapissiers et ceux qui font usage du crin.

La maladie des criniers est connue depuis longtemps en France, et l'on a vu que c'est d'elle que s'occupent les premiers traités d'hygiène industrielle qui ont parlé du charbon.

Le crin employé en France et en Angleterre, à l'exception de la production locale, a pour origine l'Amérique du Sud, la Russie et la Chine. Après l'ouverture des ballots, les crins sont triés et rangés suivant la longueur, la couleur, la dureté, etc.; ils sont ensuite lavés et peignés. Les plus longs sont destinés au tissage, les autres aux emplois les plus divers et pour la fabrication des brosses.

Les soies de porc sont importées en grande partie du Danemark, de l'Allemagne et de Chicago; mais leur manipulation ne semble pas amener les mêmes inconvénients que celle des crins de chevaux.

En Angleterre, on cite une épidémie chez les criniers de Glasgow en 1878, puis quelques cas isolés survenus dans la suite, tantôt chez les criniers, tantôt chez les brossiers. Dans l'épidémie de Glasgow, on n'eut affaire qu'au charbon

1) *Bulletin de l'Office international du travail*, 1^{re} année, p. 387.

interne. C'est également au charbon interne que sont dus la plupart des cas signalés chez les ouvriers qui manipulent les crins soit d'une façon permanente, soit occasionnellement. Cela se conçoit d'ailleurs, car dans toutes ces professions, il se produit un dégagement très caractéristique de poussières sèches qui amènent dans les ateliers les circonstances les plus favorables pour l'infection à l'intérieur de l'organisme. Cette tendance au charbon interne dans le travail du crin est sans doute la cause que beaucoup de cas isolés doivent échapper à l'observation et sont confondus avec des pneumonies à allures rapides et infectieuses. « Pour le charbon interne, beaucoup plus rare, il est difficile de diagnostiquer d'après les symptômes et les apparences seulement. » (Bollinger).

A la suite de nombreux cas d'infection survenus dans une fabrique de brosses de Nuremberg et dans une carderie de crin de Kitzingen, le gouvernement bavarois réouvrit, en 1894, la question du charbon professionnel, et une circulaire fut adressée à tous les États faisant partie de l'Empire allemand, dans le but de connaître la fréquence de la maladie. Les réponses montrèrent que, de 1890 à 1894, il y eut quatre-vingt-deux cas de charbon, dont vingt-cinq suivis de mort, dans les fabriques où l'on manipule des crins ou des soies de porc; de plus, dans la période de 1895-1896, on cite neuf cas dont quatre suivis de mort; enfin, de 1875 à 1890, cinquante cas, dont quinze suivis de mort, ont été rapportés. Sans aucun doute, le nombre des cas est plus élevé que ceux qui viennent d'être indiqués, car dans plusieurs États la déclaration de la maladie n'est pas obligatoire et certains médecins ont été inaptes à caractériser correctement la maladie (1).

Si l'on pénètre dans les détails des faits observés, on constate qu'en quelques circonstances la maladie a été comme une sorte de calamité. A Eschwege, où trente ouvriers étaient occupés dans trois fabriques de crin, il survint en cinq ans, de 1884 à 1888, seize cas, dont six entraînèrent la mort. Parmi les cent cinquante ouvriers travaillant dans trois fabriques de crin de Kitzingen, il y eut, de 1890 à 1894, c'est-à-dire en cinq ans, dix-neuf cas suivis de six morts. En 1896, dans la même localité, avec un nombre d'ouvriers un peu plus élevé, il y eut sept cas, et vers le milieu de 1897, trois cas avec un décès. Parmi les dix-sept cents brossiers de Nuremberg, le charbon apparut chez dix-neuf et causa trois morts, entre 1890 et 1894; dans les années 1895 et 1896, dix cas furent suivis de plusieurs décès.

Le docteur Kubler, chargé par l'Office impérial d'hygiène de faire un rapport sur les faits mis à jour par l'enquête, déclare qu'aucun cas ne s'est rencontré dans les établissements où l'on ne manipule que les poils d'animaux indigènes, que les produits d'importation seuls sont à craindre, soit lorsqu'ils sont travaillés seuls, soit lorsqu'ils sont mélangés, à Hambourg ou ailleurs, avec des produits sains.

Le marché allemand se fournit de crin provenant particulièrement de La Plata, de l'Uruguay, surtout des crins de la queue des vaches. Beaucoup de soies de porc arrivent de Chicago. La Russie et la Sibérie y envoient des

(1) Dr Kubler : *Arbeiten aus dem Kaiserlichen Gesundheitsamte*, XV, fascicule 1.

queues de chevaux qui sont prisées à cause du bon marché. Enfin, certains établissements reçoivent des poils de la Hongrie, du Japon, de l'Australie et du Maroc.

Trieurs et peigneurs de laine. — Les cas de charbon signalés chez les trieurs et chez les peigneurs de laine ont surtout été notés en Angleterre. Une première enquête officielle eut lieu en 1880 dans les districts avoisinant Bradford, où régnait une maladie entraînant presque toujours une issue fatale et connue des ouvriers sous le nom de *wool-sorters disease* — maladie des trieurs de laine. — Pendant que M. John Spear conduisait cette enquête, il y eut cinq décès. Il fut reconnu que l'on avait affaire au charbon interne. « Depuis 1863, dit M. Spear dans son rapport, les laines mohair qui proviennent des districts du Kurdistan dans l'Asie Mineure sont introduites dans les fabriques pour le tissage, et depuis cette époque les cas sont devenus beaucoup plus nombreux. Cette laine est regardée par les trieurs comme particulièrement dangereuse, à tel point que quelques-uns refusent de la travailler; par contre, les ouvriers, les industriels et les médecins s'accordent à dire que les moutons anglais et australiens n'ont jamais entraîné la maladie (1) ».

Dans la suite, de nombreux décès furent l'objet d'enquêtes de la part des Coroners. M. Hutchinson, de Bradford, en a fait douze de 1884 à 1897.

Parmi les laines considérées comme dangereuses, au point de vue du charbon, on cite, outre les laines mohair du Kurdistan, la laine mohair du Cap et de la Turquie d'Asie, les laines de Perse, la laine de chameau qui vient de Chine ou de Russie, la laine alpaca originaire du Pérou, la laine pelitan, qui provient de l'Asie Mineure, la laine Cachemire, la laine du Thibet, etc. (2).

Avant d'aller au peignage, la laine — et l'on nomme ainsi tout ce qui représente le produit de la tonte des moutons, des chèvres et des chameaux — est soumise à quelques manipulations préliminaires qui sont plus ou moins préjudiciables à la santé des ouvriers. Ces manipulations consistent surtout à ouvrir les ballots et à trier les flocons pour les ranger suivant leurs qualités et suivant l'usage auquel on les destine.

Le triage de la laine nécessite un long apprentissage et réclame une certaine connaissance des produits. On n'y emploie que des hommes adultes. Les trieurs sont placés devant une longue table bien éclairée et font la séparation entre les sortes différentes. Le triage est suivi du lavage dans un ou plusieurs bains savonneux à la température de 50 degrés, afin d'enlever les saletés, la poussière et en même temps le suint. La laine lavée est séchée dans un courant d'air chaud ou dans une étuve.

Bien que ce lavage ne puisse être regardé comme un procédé de désinfection, il est évident que l'enlèvement mécanique des impuretés comporte, pour la suite des opérations, une diminution des risques d'infection.

Les laines qui contiennent des « flocons morts » sont très dangereuses à

(1) *Annual Report of the Local Government Board*, 1880-81, p. 66.

(2) *Bulletin de l'Inspection du travail*, année 1901, p. 319.

déballer et à trier. Ces flocons sont fréquemment souillés de spores susceptibles de résister un temps indéfini, jusqu'au moment où ils rencontrent un terrain favorable à leur germination (1).

La réputation de ces « flocons morts » est bien connue des exportateurs, qui s'efforcent de les cacher aussi bien que possible dans les ballots, au milieu d'autres laines de bonne qualité; de sorte que le triage devient une opération d'autant plus nécessaire, et partant d'autant plus insalubre, que le trieur doit examiner le contenu de chaque ballot avec soin, et que tous risquent d'être contaminés.

Chiffonniers et faconnéurs de cornes. — Les ossements aussi bien que la corne peuvent être contaminés par les spores du charbon. Pendant le sciage ou le débitage des cornes brutes, des esquilles ou des fragments acérés produisent fréquemment des piqûres par où pénètre le virus. Cela donne souvent naissance à des phlegmons et quelquefois à la pustule maligne. Ce dernier accident a été remarqué chez des ouvriers manipulant des cornes provenant des Indes.

Déchargeurs. — A plusieurs reprises on a signalé des cas de charbon chez les déchargeurs, dans les ports. Cela n'a rien qui doive étonner quand il s'agit de cuirs verts ou de ballots contenant de la laine ou du crin; Spear a fait connaître que sur les 37 cas sur lesquels il a fait porter son étude (2), la moitié sont survenus dans les docks ou dans les magasins. Mais d'autres marchandises arrivent contaminées; par exemple des sacs contenant soit des grains, soit d'autres produits ayant été en contact avec le sol ou avec des matières souillées par les spores du *bacillus anthracis*. Le docteur Legge a relevé vers la fin de 1901 et au commencement de 1902, 4 cas survenus dans ces conditions, dont deux suivis de mort (3).

STATISTIQUE DES CAS DE CHARBON PROFESSIONNEL.

Ce qui précède indique le danger auquel sont exposés bon nombre d'ouvriers. Pour plus de précision, il suffira de reproduire les chiffres publiés par l'inspecteur en chef des fabriques de la Grande-Bretagne, pays où le Parlement a rendu la déclaration des cas de septicémie charbonneuse obligatoire, au même titre que les accidents du travail :

	1898	1899	1900	1901	1902
Triage de la laine.....	16	18	9	6	12
Crin.....	3	17	12	9	10
Manutention des peaux.....	8	16	9	20	11
Autres industries.....	1	4	7	4	5
	28	55	37	39	38
TOTAL.....	197				

(1) On a cité à diverses reprises le cas d'un ouvrier occupé à retirer le vieux crin dont étaient rembourrés les sièges des wagons de chemin de fer, qui fut atteint de pustule maligne et mourut en quarante-huit heures.

(2) *Annual Report of the Local Government Board, 1880-1881. Supplement containing the report of medical officer.*

(3) *Annual Report of the chief inspector of factories, 1901, p. 240.*

Il faut noter qu'étant connu, ce qui s'est passé au début de la mise en vigueur des lois obligeant la déclaration des accidents, il est probable que tous les cas n'ont pas été déclarés. D'autre part, par suite des mesures prises bien antérieurement à l'année 1898, on peut admettre qu'il y a eu depuis une amélioration sensible. En tout cas, cela autorise à supposer que le nombre des victimes était, il y a peu d'années encore, considérable.

Mais la présence des spores du charbon n'est pas à craindre seulement pour les ouvriers appartenant aux professions qui viennent d'être passées en revue, elle est un danger pour tous ceux qui entrent en contact avec ces mêmes ouvriers; elle menace toutes les personnes qui pénètrent dans les ateliers contaminés, et aussi le voisinage. Les exemples sont nombreux.

A Walpole (Massachusetts), un charpentier mourut du charbon après avoir travaillé quelque temps à la réparation de la toiture d'une fabrique de crin. A Eschewege (Allemagne), deux femmes moururent entre 1884 et 1888 pour avoir raccommodé les vêtements de travail de leurs maris employés dans des fabriques de crin. Quelque temps après, la mère d'une ouvrière mourut à la suite d'une pustule maligne sur le cou, pour avoir porté le fichu que sa fille avait coutume de mettre sur les épaules, dans l'atelier. En 1897, à Nuremberg, un ouvrier qui prenait ses repas avec des camarades criniers, mais qui n'avait jamais travaillé dans une fabrique de brosses ou de crin, mourut du charbon interne (Dr Kubler). Il y a environ deux ans, un ouvrier d'une fabrique de colle de Lyon, occupé dans le jardin de l'établissement, et non à la manutention des os, fut atteint par le charbon et en mourut.

Spear rapporte que deux épidémies de charbon ont eu probablement pour cause le fait que l'irrigation des prairies dans lesquelles paissaient les animaux atteints était faite avec de l'eau ayant servi au lavage des laines. On cite d'autre part, en Angleterre, une sérieuse épidémie provenant de cette circonstance, que des prés avaient été amendés avec des débris provenant d'une tannerie où le charbon avait fait des victimes parmi les ouvriers.

A la suite de divers faits du même genre, le conseil de santé du gouvernement de Pensylvanie chargea un bactériologiste, le docteur Ravenal, de faire une enquête. L'expert attribua au voisinage des tanneries la mort de 12 hommes et de 60 têtes de bétail, sans pouvoir, cependant, le démontrer d'une manière tout à fait scientifique.

Dans sa circulaire déjà citée, le Ministre de l'industrie allemand rappelle que les germes du charbon peuvent se propager, dans certains cas, si le fourrage et la paille sont souillés par des poussières et des poils provenant de peaux importées de l'étranger. Le danger existe aussi, si l'on utilise comme litière le tan ayant déjà servi à la préparation des peaux, si on en couvre les pistes, ou encore si des personnes qui ont été occupées à la préparation ou à l'emballage des peaux pansent ensuite des animaux. L'utilisation des déchets de la tannerie et des ordures comme engrais, ainsi que le trempage des peaux vertes dans les ruisseaux, étangs, etc., peuvent aussi propager la maladie.

Tout récemment, j'ai été informé moi-même, par un propriétaire éclairé du Vendômois, que la Graine et la Braye, rivières baignant Mondoubleau, Cormenon et Sargé, où se trouvent les tanneries signalées plus haut comme

ayant occupé des ouvriers atteints par le charbon, étaient contaminées à ce point que, depuis quelques années, la valeur des prairies situées en aval de ces localités avait subi une dépréciation considérable, tandis que celle des prairies situées en amont n'avait supporté aucun changement appréciable.

LE «BACILLUS ANTHRACIS».

Le « bacillus anthracis », dont l'existence et la multiplication est la cause de la maladie connue communément sous le nom de charbon, est peut-être le micro-organisme le plus connu et le mieux étudié. Observé au microscope, il apparaît sous forme de batonnets cylindriques, droits, immobiles, transparents, longs de 5 à 20 μ ; les uns sont isolés, d'autres sont comme articulés au nombre de deux ou trois, rarement davantage. Ces batonnets représentent la forme bacille.

Dans le sang et dans les humeurs de l'animal vivant, le bacille du charbon se reproduit par scissiparité. Mais en présence de l'oxygène et sous l'influence d'une température voisine de 25 degrés centigrades, ces batonnets se transforment en longs filaments non ramifiés renfermant de nombreuses spores.

Les spores du *bacillus anthracis* peuvent, en germant dans certaines conditions, reproduire les batonnets; mais elles sont susceptibles aussi de conserver leur forme et, bravant la chaleur, les gelées, la dessiccation et les agents atmosphériques, douées d'une résistance étonnante, elles peuvent encore germer après un repos pour ainsi dire illimité. Ces spores résistent même aux antiseptiques ordinaires; il faut vingt-quatre heures à une solution d'acide phénique à 5 p. 100 pour les détruire, l'acide sulfureux est sur elles sans action.

Quant aux batonnets, leur destruction n'offre aucune difficulté. Ils sont rapidement tués par la chaleur, par les fumigations d'acide sulfureux, par les désinfectants ordinaires et même par la pullulation des bactéries de la putréfaction. Ceci nous indique comment devient possible la propagation de la maladie du charbon. Quand un animal atteint de cette affection est abattu, ou quand il meurt et qu'il est entièrement enfoui dans le sol, la sporulation des batonnets devient impossible en l'absence de l'oxygène, et ils finissent par disparaître; mais si quelque partie de l'animal est réservée, la peau par exemple, ou même si l'animal n'est pas enfoui et que la température soit propice, il y a formation de sporès qui infectent le sol partout où séjournent les débris ou le sang répandu. Ces spores conservent leur vitalité pendant un temps indéfini, et si un autre animal vient se coucher ou s'ébattre à cet endroit ou dans le voisinage, les poils ou les crins qu'il porte peuvent être infectés aisément. C'est sans doute ce qui explique pourquoi la crinière a été reconnue plus dangereuse que les queues. Il y a d'ailleurs à ce dernier fait une autre explication; les crins de la queue sont généralement coupés, alors que ceux du collier sont souvent arrachés et portent encore des débris de chair (1).

(1) Report on the conditions of work on woolsorting, 1897, p. 8.

L'enfouissement n'est pas toujours suffisant pour assurer l'extinction complète d'un foyer charbonneux. Si l'on néglige d'aseptiser les débris enterrés ou si la fosse n'a pas été assez profonde, il arrive que les lombrics remontent le bacille à la surface du sol où il vient souiller la terre végétale.

Étant données les qualités de résistance des spores du charbon, on s'est demandé par quelle méthode il conviendrait d'opérer pour amener la désinfection des matières premières avant leur mise en œuvre dans les ateliers. D'après le traité que Koch a consacré à la désinfection on ne peut employer, en pratique, d'autres systèmes de désinfection que ceux capables de produire la destruction complète des germes infectieux dans les vingt-quatre heures. Quelques substances seulement sont susceptibles de remplir ces conditions : le chlore, le brome, l'iode, le sublimé corrosif, l'acide osmique et le permanganate de potasse. Il ne faut pas songer aux trois premières qui attaquaient les matières à désinfecter. L'emploi du sublimé corrosif, dont une solution à un pour mille détruit rapidement la faculté de germination des spores, n'est pas davantage indiqué; car si le bichlorure de mercure possède ce pouvoir sur les produits d'expérimentation, c'est-à-dire sur les spores préparées dans les laboratoires, il est loin d'avoir une action aussi nette sur les spores enveloppées de matières animales, comme cela a lieu pour les crins, les laines, les peaux, provenant d'animaux morts du charbon. Le bichlorure de mercure coagule les matières albuminoïdes qui, dès lors, protègent l'élément qu'on cherche à détruire.

Des expériences entreprises à Berlin par l'Office impérial de santé ont montré qu'il fallait écarter le formol qui avait été proposé à plusieurs reprises. Il en a été de même pour le formaldéhyde et pour le formochloral. Avec l'appareil de Trillat il fallait vingt heures pour obtenir le résultat cherché, et encore ne réussissait-on que si les spores étaient bien à découvert, circonstance qui ne se rencontre pas dans la pratique. Même insuccès avec l'essence de térébenthine et avec une solution à 1 p. 100 de savon créosoté, à la température de 40 à 70° C. (1). Une solution de permanganate de potasse à 2 p. 100 est sans action à la température de l'eau bouillante.

Reste le traitement prolongé par l'eau bouillante ou par la vapeur d'eau sous pression. Pasteur et Joubert avaient annoncé, en 1877, que les spores résistaient à 100° à la chaleur humide et à 120° et même 130° à la chaleur sèche; d'un autre côté, Koch et Löffler déclaraient qu'en dix minutes les spores exposées à la vapeur d'eau, à 95° C., étaient détruites, il convenait de reprendre cette étude dans les conditions de la pratique industrielle. Ceci fut fait de divers côtés à la fois : à Londres au Home office; à Berlin, par le docteur Kubler, puis par le docteur Musehold; à Kitzingen, par le docteur Lorenz (2); à Worcester, par MM. Webb et Cecil Duncan (3).

Eau bouillante. — Le docteur Kubler prépara divers échantillons de soies

(1) Doct. Kubler, loc. cit.

(2) *Arbeiten aus dem kaiserlichen Gesundheitsamte*. Vol. XV, fasc. 1, avec gravures.

(3) *Second annual report of the county analyst to the Worcestershire county council*.

de porc, sur lesquels il déposa des spores du *bacillus anthracis*; sur 49 échantillons, 43 dont 11 seulement n'avaient été maintenus dans l'eau bouillante que pendant un quart d'heure, étaient aseptisés; 6 contenaient encore des spores susceptibles de germer, et sur ces 6 échantillons, 2 avaient été maintenus dans l'eau bouillante pendant deux heures. Toutefois ces spores avaient perdu leur virulence; des souris inoculées ne moururent que le quatrième ou cinquième jour, alors que des spores non traitées par l'eau bouillante entraînent leur mort avant vingt-quatre heures.

Étant donné que l'homme est beaucoup plus réfractaire que la souris, on voit que l'action prolongée de l'eau bouillante diminue fortement le danger d'infection. D'autre part, l'eau bouillante est un merveilleux procédé pour nettoyer les crins bruts et pour enlever la poussière.

Cecil Duncan, qui cherchait un moyen pratique de désinfecter les matières premières employées dans une fabrique de crin, a fait les mêmes remarques au sujet de l'emploi de l'eau bouillante. La désinfection n'est pas toujours complète, cela dépend de la force de résistance des spores; celles qui se sont développées tout récemment sont tuées en quelques minutes, mais les spores desséchées et entourées de matières grasses et de débris — comme cela arrive souvent — sont bien plus rebelles à l'action de l'eau bouillante. Le même expérimentateur déclare qu'une longue ébullition, nécessaire pour détruire tous les germes, est nuisible aux fibres.

Pour M. A. Webb, le traitement à l'eau bouillante est le meilleur procédé pour modifier le caractère des spores du charbon, sinon pour les détruire. Il lui reproche cependant, au sujet des crins longs, d'amollir les extrémités plus que la vapeur sèche; d'enlever la matière grasse qui entre dans la composition du crin, circonstance qui le rend plus cassant et plus difficile à travailler; de modifier défavorablement sa couleur; de produire une perte quant au poids; enfin, il est peu commode de sécher une grande quantité de crin à la fois.

Pour faciliter l'action de l'eau bouillante le docteur Kubler conseille d'opérer en présence d'une solution de permanganate à 2 p. 100, puis de laver et de blanchir finalement avec une solution à 3 p. 100 d'acide sulfureux.

Vapeur surchauffée. — D'après le docteur Kubler, l'emploi de la vapeur d'eau surchauffée constitue le meilleur système de désinfection pour les crins. On l'a expérimentée à l'Office impérial allemand soit sur de petits échantillons, soit sur des ballots pesant 110 kilogrammes; des spores ayant été placées à divers endroits du ballot. On s'est servi de l'appareil Rietchel et Henneberg, à la température de 103° C., pendant une heure; toutes les spores ont été détruites. Un résultat analogue fut obtenu dans une usine avec un vieil appareil à vapeur.

Plusieurs fabriques de Bade, de Cassel et du Schleswig, dans lesquelles on avait constaté de nombreux cas de charbon, ayant employé la vapeur surchauffée, virent la maladie disparaître.

A Londres, des expériences analogues faites par les soins du *Home office* donnèrent des résultats différents. Un ballot de crin contaminé, emballé à la presse hydraulique et pesant 250 kilogrammes, fut traité par la vapeur à

115° C. pendant une heure. Une analyse subséquente montra que la partie centrale n'avait pas été stérilisée.

Cecil Duncan, ayant répété ces mêmes essais, aboutit à des résultats identiques.

Pourquoi ces contradictions? Il faut dire que ces expériences sont particulièrement délicates et difficiles, que les spores du charbon sont des êtres capricieux, doués d'une résistance variable. Ainsi, le dernier expérimentateur cité, Duncan, était arrivé d'abord à des résultats semblables à ceux de Kubler, c'est-à-dire à la destruction complète des spores par la vapeur, puis, dans une seconde série d'essais, il ne put aseptiser tous les crins contaminés. Cela provenait de ce que, dans les premières expériences, il avait fait usage de spores préparées *in vitro*, tandis que dans les dernières, il s'était servi de crins infectés depuis longtemps, c'est-à-dire de spores revêtues comme d'une cuirasse de matières organiques.

A la suite de la publication du rapport du docteur Kubler, le conseil fédéral a édicté diverses prescriptions applicables aux filatures de crins de cheval, aux ateliers de préparation de poils et de soie, ainsi qu'aux fabriques de brosse et de pinceaux (1). Entre autres prescriptions, les industriels sont tenus de soumettre les matières premières soit à la désinfection par l'eau bouillante pendant deux heures, soit à l'action de la vapeur d'eau surchauffée, soit encore à l'ébullition en présence d'une solution de permanganate, suivie d'un traitement à l'acide sulfureux.

Ce règlement ayant fait l'objet de nombreuses critiques de la part des industriels, se plaignant que le traitement à la vapeur enlevait aux crins une partie de leurs qualités, le docteur Musehold fut chargé par le Conseil d'hygiène de l'Empire de faire de nouveaux essais. D'après les conclusions du rapporteur, un industriel expérimenté n'a pu trouver de différence appréciable entre des fibres désinfectées et d'autres non désinfectées provenant du même ballot; par conséquent, il y a lieu de maintenir la durée d'une demi-heure pour le passage à l'étuve, temps d'ailleurs nécessaire pour assurer la désinfection complète (2).

MESURES PROPHYLACTIQUES.

Pour amener la diminution des cas de septicémie charbonneuse, sinon pour faire disparaître cette maladie professionnelle, on peut être conduit à préconiser divers moyens :

1° L'interdiction générale et absolue d'employer des matières suspectées et leur destruction par le feu ou l'enfouissement ;

(1) *Bulletin de l'inspection du Travail*, année 1901, p. 325. Ce règlement a été légèrement modifié par l'ordonnance du 22 octobre 1902. (*Bull. of. int. du travail*, n° 10, p. 493.)

(2) On a proposé récemment de placer les matières premières contaminées dans les conditions permettant aux spores de germer et de se transformer en bacilles (présence de l'oxygène, température de 25° C., etc.) puis de détruire ensuite les batonnets beaucoup moins résistants. Je ne connais pas le résultat des expériences qui ont dû être tentées dans cette voie.

2° L'immunisation par le vaccin ;

3° La désinfection.

Dans la plupart des pays civilisés, il existe des lois qui interdisent d'employer une partie quelconque d'un animal mort du charbon. Mais chacun sait combien il est difficile de lutter contre la cupidité et l'ignorance, combien impossible est la réalisation complète de telles mesures en Russie et dans le sud de l'Amérique, pour ne parler que des pays où il existe, au moins nominale, un service d'hygiène (1). Devant cette difficulté insurmontable, on a proposé de placer des barrières à l'entrée des marchandises et d'interdire l'importation des matières qui proviendraient d'une contrée où les pouvoirs publics sont impuissants, ou ne veulent pas prendre des dispositions efficaces, en vue de la destruction des animaux charbonneux et de leurs dépouilles.

On sait ce que peut produire cette interdiction régnant d'une manière permanente : tels crins ou telles laines originaires d'un pays contaminé, au lieu de venir directement, passeraient par l'entrepôt d'un commissionnaire situé en pays neutre et arriveraient néanmoins sur le marché avec un faux certificat d'origine. Les interdictions ne peuvent qu'être temporaires, comme par exemple pour les chiffons de provenance de pays où règne une épidémie à craindre.

L'immunisation par le vaccin serait peut-être un moyen radical ; mais, étant donné que la petite vérole est une maladie autrement contagieuse et autrement répandue que le charbon, et que, malgré cela, on n'a pas encore obtenu la vaccination et la revaccination obligatoires, on ne peut espérer être plus heureux au sujet des ouvriers appartenant aux professions citées plus haut.

Reste la désinfection. On vient de voir que cette question elle-même n'est pas aussi simple qu'on le croirait tout d'abord, par suite de l'action nuisible exercée par la plupart des procédés de désinfection sur les matières premières. D'autre part, la désinfection ne peut avoir lieu sans des manutentions préliminaires pendant lesquelles les ouvriers restent exposés. Le problème n'est donc pas susceptible d'une solution unique, c'est un ensemble de mesures qu'il convient d'appliquer. Nous allons les passer rapidement en revue (2).

Il faut, en premier lieu, tenir pour suspects tous les produits d'importation, mais particulièrement ceux qui proviennent de la Russie, de Sibérie, de Chine de l'Amérique du Sud, des Indes orientales, etc.

Déchargement des ballots, transport, emmagasinage. — Les ouvriers opérant le déchargement et le transport des ballots seront pourvus de surtouts en cuir destinés à protéger le cou, les bras, les mains.

(1) Les chiffres ci-après indiquent combien doit être étroite la surveillance exercée par les services vétérinaires officiels. En 1895, on a constaté, en Allemagne, la mort par le charbon de 3,183 bœufs ou vaches, 551 moutons, 169 chevaux, 43 porcs et 3 chèvres.

(2) La prophylaxie de la septicémie charbonneuse professionnelle a été fort bien indiquée dans les publications de l'Office du travail de France, les *Poisons industriels*, page 255.

Les magasins de dépôt seront à l'écart des autres bâtiments et construits de manière que le sol puisse être lavé fréquemment, ainsi que les murs, avec une solution désinfectante composée d'un lait de chlorure de chaux à 3 p. 100 ou d'un mélange d'acide sulfurique et d'acide phénique (2 parties d'acide phénique commercial, 1 partie d'acide sulfurique et 4 parties d'eau).

Éviter, autant que possible, le dégagement des poussières au moment où l'on ouvre les ballots, ainsi que pendant le triage des peaux, l'empilage, l'emballage. Asperger les peaux, si cela est nécessaire.

Les ouvriers devront avoir un vestiaire pour leurs vêtements de ville.

Ils seront prévenus que la moindre écorchure ou égratignure est dangereuse.

Travail des crins, des soies. — Il sera toujours fait usage d'un des procédés de désinfection mentionnés plus haut. Théoriquement, ces procédés ne donnent pas un degré de sécurité absolu, mais ils permettent d'éviter le plus grand nombre des cas d'infection. Tous les établissements qui ont traité les matières premières qu'ils reçoivent soit par l'eau bouillante, soit par la vapeur sous pression, se sont distingués des autres par une sorte d'immunisation. Pendant la grande enquête faite en Allemagne, on a remarqué que dans les fabriques de Munich, de Bade ou de la Saxe, le nombre des cas de charbon était véritablement infime par rapport à ce qui se passait à Nuremberg, bien que les produits travaillés aient à peu près la même origine ; cela a été expliqué par le fait que, dans cette dernière localité, certains crins étaient travaillés sans subir aucune préparation préalable, tandis qu'en Saxe, etc., ils étaient tout d'abord traités par l'eau bouillante et blanchis.

Triage des laines. — Cette opération, très dangereuse lorsqu'il s'agit de laines suspectes, doit être faite par un ouvrier expérimenté ; car il s'agit de faire un choix entre les différentes sortes de laines et d'examiner si dans un même ballot des laines de diverses qualités n'ont pas été introduites, ou si des toisons d'animaux morts du charbon ou d'autres maladies n'ont pas été mélangées dans un but de fraude.

Il ne peut être question, comme pour les crins, de procéder à une désinfection violente ; tous les efforts doivent tendre uniquement à ce que l'ouvrier trieur ne puisse respirer les poussières qui se dégagent devant lui. Le mieux est d'installer un système de ventilation *per descensum*.

La table de triage peut être partagée en plusieurs casiers ; chaque case ou place étant recouverte d'une toile métallique, au-dessous de laquelle se trouve une sorte d'entonnoir très évasé communiquant, par la partie inférieure, avec un tube général d'aspiration. La grande difficulté réside dans la force du courant d'air à organiser ; s'il est trop rapide, ce courant donne une sensation de froid aux doigts du trieur dont la sensibilité tactile, très importante pour ce genre de travail, se trouve par suite amoindrie. Il faut, d'autre part, que ce courant ait un rayon d'action suffisant pour entraîner toutes les particules poussiéreuses qui se détachent pendant le triage, de manière qu'aucune ne puisse venir souiller la partie de l'atmosphère dans laquelle respire l'ouvrier. Afin d'obtenir ce résultat, la Commission anglaise

sur les industries insalubres a proposé un déplacement minimum d'air de trois quarts de mètre cube par minute, ce qui correspond, dans un tube d'aspiration de dix centimètres de diamètre, à une vitesse de près de cent mètres à la minute (1). Les poussières recueillies seront brûlées au moins deux fois par semaine.

Mégissiers et tanneurs. — Comme pour les laines, les moyens de désinfection ordinaires ne peuvent recevoir leur application. Il faut avoir recours aux mesures déjà préconisées : emploi de surtouts pour mettre à l'abri des atteintes les parties du corps à découvert, interdiction absolue de prendre aucun aliment dans les magasins et dans les locaux affectés au travail, vestiaire pour les vêtements, triage des peaux sèches dans un local bien ventilé, etc.

Avant de quitter le travail, les ouvriers devront se laver soigneusement les mains et la figure. Des bains fréquents ne peuvent manquer d'assurer l'hygiène professionnelle.

Chaque fois qu'il y a formation sur le cou, sur la nuque, sur les bras ou sur une partie quelconque des mains ou du visage d'un bouton phlegmoneux, il y a lieu de faire examiner l'ouvrier atteint par un médecin. Il est absolument indispensable, dit le docteur Le Roy des Barres, que les chefs d'industrie, suffisamment instruits aujourd'hui des dangers auxquels exposent les produits de provenance étrangère, fassent exercer une surveillance étroite sur leurs ouvriers par une personne expérimentée, de façon à faire donner les soins nécessaires aux sujets contaminés dès le début de leur maladie.

Dans ces conditions, même dans les cas les plus graves, considérés autrefois comme désespérés, la guérison peut encore être obtenue par une médication appropriée, dans laquelle l'iode est employée à l'intérieur et localement en injections, sous forme de solution iodée ou de teinture d'iode pure, en même temps qu'elle est associée à des inhalations d'oxygène (2).

Cornes. — Les os et les cornes peuvent subir divers procédés de désinfection (par exemple, au moyen d'un lait de chlorure de chaux) sans être altérés et sans que cela nuise aux manipulations qui doivent suivre.

Mêmes mesures de propreté, mêmes soins à donner aux piqûres et aux boutons.

Voisinage. — Les poussières, les déchets de toute nature, le tan, soupçonnés contenir des spores seront détruits et non versés dans les cours d'eau, ni jetés hors de l'usine. Les eaux de lavage des laines exotiques seront épurées d'une manière efficace.

(1) *Report on the conditions of work on wool-sorting and other kindred trades*, p. 12.

(2) Conseil d'hygiène publique du département de la Seine. Séance du 17 septembre 1897.

TRAVAUX LÉGISLATIFS.

FRANCE.

TABEAU,

AU 1^{er} JANVIER 1903,

*des projets et propositions de loi soumis au Parlement
et concernant la réglementation du travail.*

FEMMES ET ENFANTS.

Durée du travail. — *Proposition de loi* tendant à modifier l'article 1^{er} de la loi du 9 septembre 1848, l'article 3 de la loi des 2 et 3 novembre 1892 et les articles 1^{er} et 2 de la loi du 30 mars 1900 [Travail des adultes, des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels], présentée par M. Suchetet, député, le 10 juin 1902 (doc. parl. n° 7 rectifié; *J. O.*, p. 773). Rapport sommaire Morel, le 20 octobre 1902 (doc. parl. n° 350; *J. O.*, p. 116). — Prise en considération le 21 novembre 1902.

Proposition de loi tendant à modifier la loi du 30 mars 1900 sur le travail des adultes, des femmes et des enfants dans les établissements industriels, manufactures, usines, ateliers, chantiers, présentée par M. Rudelle, député, le 26 juin 1902 (doc. parl. n° 152; *J. O.*, p. 660). — Rapport sommaire Congy, le 3 juillet 1902 (doc. parl. n° 202; *J. O.*, p. 716).

Protection des femmes. — *Proposition de loi* sur la protection et l'assistance des mères et des nourrissons, présenté par M. Strauss, sénateur, le 14 novembre 1899 (doc. parl. n° 235; *J. O.*, p. 449). — Rapport sommaire Combes, le 9 mars 1900 (doc. parl. n° 52; *J. O.*, p. 51). — Prise en considération le 15 mars 1900. — Rapport Strauss, déposé le 17 janvier 1902 (doc. parl. n° 4; *J. O.*, p. 2).

HOMMES ADULTES.

Réglementation en général. — *Proposition de loi* relative à la réglementation du travail des adultes dans les établissements industriels, présentée par M. Dron, député, le 11 juillet 1902 (doc. parl. n° 296; *J. O.*, p. 777). — Rapport sommaire Morel, le 23 octobre 1902 (doc. parl. n° 365; *J. O.*, p. 132).

Durée du travail. — *Proposition de loi* portant modification de l'article 1^{er} paragraphe 1^{er} de la loi du 9 septembre 1848, relative aux heures de travail dans les usines et les manufactures, présentée par M. Millerand, député, le 14 octobre 1902 (doc. parl. n° 324; *J. O.*, p. 80).

Voir aussi à *Travail des femmes et des enfants*, les propositions Suchetet et Rudelle.

Durée du travail dans les mines. — *Proposition de loi* tendant à limiter à huit heures au maximum la journée de travail dans les mines, présentée par M. Basly, député, le 29 mars 1900 (doc. parl. n° 1564; *J. O.*, p. 780). — Rapport Odilon-Barrot, déposé le 12 décembre 1901 (doc. parl. n° 2827 et annexe; *J. O.*, p. 209). — Séances des 29 janvier et 5 février 1902 : déclaration de l'urgence; discussion; adoption. — Transmission au Sénat le 6 février 1902 (doc. parl. n° 39; *J. O.*, p. 82).

Proposition de loi relative à la durée de la journée de travail dans les mines et ayant pour objet de prévenir la grève des mineurs par l'association du capital et du travail, présentée par M. Darbot, sénateur, le 20 février 1902 (doc. parl. n° 67; *J. O.*, p. 113). — Rapport sommaire Gomot, le 17 mars 1902 (doc. parl. n° 164; *J. O.*, p. 367). — Séance du 12 juin 1902 : prise en considération. — Séance du 17 juin 1902 : renvoi à la commission chargée d'examiner la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, relative à la durée du travail dans les mines.

Repos hebdomadaire. — *Proposition de loi* tendant à établir le repos hebdomadaire en faveur des employés de commerce et de magasin, présentée par M. Zévaès, député, le 6 avril 1900 (doc. parl. n° 1592; *J. O.*, p. 798). — Rapport Georges Berry, déposé le 16 janvier 1902 (doc. parl. n° 2881; *J. O.*, p. 20). — Séance du 27 mars 1902 : déclaration de l'urgence; discussion, adoption. — Transmission au Sénat le 28 mars 1902 (doc. parl. n° 233; *J. O.*, p. 409).

Réglementation du travail des agents des trains. — *Proposition de loi* relative à la sécurité publique dans les exploitations de chemins de fer et à la situation des mécaniciens et chauffeurs dans ces industries, présentée par MM. Descubes, etc., députés, le 28 juillet 1894 (doc. parl. n° 895; *J. O.*, p. 165). — Renvoyée à la Commission du travail. — Rapp. Descubes, 21 décembre 1895 (doc. parl. n° 1700; *J. O.*, p. 1627).

Rapp. suppl. Descubes, 2 décembre 1897 (doc. parl. n° 2860; *J. O.*, p. 237). — Déclaration d'urgence, discussion et adoption le 17 décembre 1897.

Transmission au Sénat, le 21 décembre 1897 (doc. parl. n° 79; *J. O.*, p. 757). — Rapp. Jules Godin, 25 février 1901 (doc. parl. n° 85; *J. O.*, p. 190). — Déclaration d'urgence et discussion, les 30 et 31 mai, 4, 6, et 7 juin 1901. — Adoption avec modifications.

Projet de loi relatif à la sécurité publique dans les exploitations de chemins de fer et à la situation des mécaniciens et chauffeurs dans ces industries, déposé par M. Turrel, ministre des travaux publics, le 26 novembre 1897 (doc. parl. n° 2847; *J. O.*, p. 226). — Renvoyé à la Commission du travail.

Proposition de loi relative à la situation des mécaniciens, chauffeurs et agents des trains, déposée par MM. Berteaux, etc., députés, le 30 novembre 1897 (doc. parl. n° 2853; *J. O.*, p. 231). — Renvoyée à la Commission du travail.

Nouvel intitulé : *Proposition de loi relative à la réglementation du travail des mécaniciens, chauffeurs et agents des trains, et aux conditions de retraite du personnel des chemins de fer français*.

Proposition de loi relative à la sécurité publique dans les exploitations des chemins de fer (travail et retraite des agents des services des trains), présentée par M. Monestier, sénateur, le 22 novembre 1900 (doc. parl. n° 357; *J. O.*, p. 740).

Retour à la Chambre le 12 juin 1901 (doc. parl. n° 2412; *J. O.*, p. 507). — Rapp. Rose, déposé le 2 juillet 1901 (doc. parl. n° 2557; *J. O.*, p. 750). — 1^{re} séance du 14 novembre 1901 : dépôt par M. Rose d'un rapp. suppl. (doc. parl. n° 2750; *J. O.*, p. 79). — 2^e séance du 14 novembre 1901 : déclaration de l'urgence; discussion; dépôt par M. Berteaux d'un contre-projet; adoption de ce contre-projet et d'un projet de résolution de M. Zévaès et plusieurs de ses collègues.

Retour au Sénat, le 15 novembre 1901 (doc. parl. n° 409; *J. O.*, p. 390). — Rapport Jules Godin, déposé le 11 mars 1902 (doc. parl. n° 123; *J. O.*, p. 187).

ÉTRANGERS.

Protection du travail national. — *Proposition de loi sur la protection du travail national*, présentée par M. Émile Chauvin, député, le 16 juin 1902 (doc. parl. n° 71; *J. O.*, p. 538). — Séance du 1^{er} décembre 1902 : déclaration de l'urgence; renvoi à la Commission du travail.

Proposition de loi ayant pour objet de protéger la main-d'œuvre nationale contre la concurrence étrangère, déposée par M. Grosjean, député, le 14 octobre 1902 (doc. parl. n° 312; *J. O.*, p. 61). — Rapport sommaire Dubuisson, le 17 novembre 1902 (doc. parl. n° 448; *J. O.*, p. 282).

Proposition de loi relative aux salaires des ouvriers étrangers, présentée par M. Jules Coutant, député, le 1^{er} décembre 1902 (doc. parl. n° 529; *J. O.*, p. 428). — Déclaration de l'urgence; renvoi à la Commission du travail.

HYGIÈNE ET SÉCURITÉ DES TRAVAILLEURS.

Projet de loi portant modification de la loi du 12 juin 1893, sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs dans les établissements industriels, présenté par M. Millerand, ministre du Commerce, le 16 janvier 1902 (doc. parl. n° 2875; *J. O.*, p. 11). — Rapport Groussier, le 29 janvier 1902 (doc. parl.

n° 2931; *J. O.*, p. 102). — Séance du 6 février : déclaration de l'urgence, discussion; adoption. — Transmission au Sénat, le 13 février 1902 (doc. parl. n° 50; *J. O.*, p. 98). — Rapport Strauss, le 3 mars 1902 (doc. parl. n° 101; *J. O.*, p. 147).

Projet de loi sur l'emploi des composés du plomb dans les travaux de peinture en bâtiment, présenté par M. Trouillot, ministre du Commerce, le 30 octobre 1902 (doc. parl. n° 401; *J. O.*, p. 201). — Rapport J.-L. Breton, déposé le 28 novembre 1902 (doc. parl. n° 515; *J. O.*, p. 409).

INSPECTION DU TRAVAIL.

Délégués mineurs. — *Proposition de loi portant modification de la loi du 8 juillet 1890 sur les délégués à la sécurité des ouvriers mineurs*, présentée par M. Basly, député, le 21 mars 1899 (doc. parl. n° 836; *J. O.*, p. 940). — Rapport Rose, le 22 février 1900 (doc. parl. n° 1453; *J. O.*, p. 559). — Rapport supplémentaire Rose, le 20 juin 1901 (doc. parl. n° 2454; *J. O.*, p. 615). — Séance du 5 juillet 1901 : adoption. — Transmission au Sénat, le 5 juillet 1901 (doc. parl. n° 385; *J. O.*, p. 368).

Proposition de loi tendant à rendre la loi du 30 juin 1894 applicable aux délégués à la sécurité des ouvriers mineurs, présentée par M. Basly, député, le 27 février 1895; déclaration de l'urgence. — Rapport Lacombe, le 30 mars 1895 (doc. parl. n° 1260; *J. O.*, p. 347). — Séance du 21 décembre 1895 : adoption. — Transmission au Sénat, le 23 décembre 1895 (doc. parl. n° 62; *J. O.*, p. 546). — Rapport Félix Martin, le 14 décembre 1896 (doc. parl. n° 45; *J. O.*, p. 396). — Séance du 2 février 1897 : déclaration de l'urgence; discussion; adoption avec modifications. — Retour à la Chambre, le 20 juin 1898. **Nouvel intitulé :** *Proposition de loi concernant la participation des délégués à la sécurité des ouvriers mineurs aux caisses de retraites et de secours des ouvriers mineurs*. — Nouvelle transmission à la Chambre des députés le 12 juin 1902 (doc. parl. n° 39; *J. O.*, p. 494).

PAYS ÉTRANGERS.

LOIS, DÉCRETS ET ORDONNANCES

PROMULGUÉES EN 1902

ET

CONCERNANT LA RÉGLEMENTATION ET L'INSPECTION DU TRAVAIL.

ALLEMAGNE.

Ordonnance du Conseil fédéral du 23 janvier 1902 sur le travail des employés et apprentis dans les hôtels et débits de boissons (prise en exécution de l'article 120 e, al. 3 de la *Gewerbeordnung*). — Entrée en vigueur le 1^{er} avril 1902 (*Bulletin de l'Office international du Travail*, nos 4-5, p. 130).

Ordonnance du 25 janvier 1902 réglant la procédure en cas de requête en prolongation de la durée de fermeture des magasins (prise en exécution de l'article 139 f, al. 3, de la *Gewerbeordnung*). — Entrée en vigueur le 1^{er} juillet 1902. (*Ibid.*, p. 130).

Ordonnance du 31 janvier 1902 sur l'emploi des ouvrières et des jeunes ouvriers dans les fabriques de chicorée (prise en exécution de l'article 139 de la *Gewerbeordnung*). — Entrée en vigueur le 1^{er} avril 1902. (*Bulletin de l'Office du Travail*, avril 1902, p. 242).

Ordonnance du 1^{er} mars 1902 sur l'installation et l'exploitation des établissements industriels pour la vulcanisation des articles de caoutchouc (prise en vertu de l'article 120 e, de la *Gewerbeordnung*). — Entrée en vigueur le 1^{er} juillet 1902. (*Bulletin de l'Office du Travail*, mai 1902, p. 322.)

Ordonnance du 5 mars 1902 sur l'emploi d'ouvrières et de jeunes ouvriers dans les fabriques de sucre brut, les raffineries et sucrateries (prise en exécution de l'article 139 a, al. 1, n° 1, de la *Gewerbeordnung*). — Entrée en vigueur le 1^{er} avril 1902. (*Bulletin de l'Office international*, nos 4-5, p. 136.)

Ordonnance du Conseil fédéral du 5 mars 1902 sur l'emploi d'ouvrières et d'ouvriers dans les verreries, les ateliers pour la taille et la gravure du verre et les souffleries de verre (prise en exécution des articles 120 c, 139 a, de la *Gewerbeordnung*). — Entrée en vigueur le 1^{er} avril 1902. (*Ibid.*, p. 136.)

Ordonnance du 20 mars 1902 sur l'installation et l'exploitation des carrières et des chantiers de taille de pierres (prise en exécution de l'article 120 e, de la *Gewerbeordnung*). — Entrée en vigueur, pour le travail des ouvrières, le 1^{er} octobre 1903, et pour les autres dispositions le 1^{er} octobre 1902. (*Ibid.*, p. 141.)

Ordonnance du 24 juin 1902 sur l'emploi des jeunes ouvriers dans les ateliers de peignage et autres similaires (prise en exécution de l'article 139 a, de la Gewerbeordnung). — Prorogation jusqu'au 1^{er} juillet 1903 des dispositions de l'ordonnance du 29 avril 1892. (*Ibid.*, n° 10, p. 493.)

Ordonnance du 22 octobre 1902 sur l'installation et l'exploitation des filatures de crins de cheval, des ateliers de préparation de poils et de soies et des fabriques de brosses et de pinceaux. — Entrée en vigueur le 1^{er} juillet 1903. Modification de l'ordonnance du 28 janvier 1899. (*Bulletin de l'Office du Travail*, novembre 1902, p. 792).

AUSTRALIE OCCIDENTALE.

Loi du 19 février 1902, relative à la fermeture des magasins de bonne heure et destinée à régler les heures de travail dans les magasins et autres entreprises. — (*Bulletin de l'Office international du Travail*, n° 10, p. 529.)

AUTRICHE.

Loi du 22 juillet 1902 concernant les employés dans les entreprises du bâtiment. — Entrée en vigueur le 2 novembre 1902. — Loi étendant les dispositions de l'article 88 a, de la Gewerbeordnung, aux entreprises de construction de chemins de fer et aux autres entreprises du bâtiment qui occupent plus de 20 ouvriers sur un chantier. (*Bulletin de l'Office international du Travail*, n°s 8-9, p. 400.)

Loi du 28 juillet 1902 réglementant les conditions du travail des ouvriers occupés aux travaux de bâtiment en régie et dans les établissements annexes des chemins de fer. — Loi réglementant l'hygiène, la sécurité, la durée du travail et des repos, le repos des dimanches et jours fériés, la fréquentation des écoles professionnelles, le paiement des salaires, le délai-congé, la rupture du contrat des ouvriers des entreprises de chemin de fer qui, tout en étant occupés par ces entreprises, ne sont pas employés au service du mouvement. Des dispositions spéciales règlent l'emploi des enfants et des femmes et organisent l'inspection.

ESPAGNE.

Ordonnance du Ministre des finances, du 11 mars 1902, concernant l'introduction de la journée de huit heures dans les établissements de l'État. (*Bulletin de l'Office du Travail*, mai 1902, p. 332.)

Orden de 26 de junio recordando el trabajo de mujeres y niños (ordonnance du 26 juin 1902 sur le travail des femmes et des enfants). — Ordonnance fixant à 11 heures la durée du travail des ouvriers, en vertu de la loi du 13 mars 1900. (*Bulletin de l'Office international du Travail*, n°s 8-9, p. 414.)

GRANDE-BRETAGNE.

Arrêté du Secrétaire d'État, du 27 juin 1902, sur le travail supplémentaire des femmes dans la fabrication et le mélange du beurre et dans la fabrication du

fromage (pris en vertu de l'article 49 de la loi de 1901). (*Bulletin de l'Office international du Travail*, n^{os} 8-9, p. 434.)

Arrêté du 9 juin 1902 concernant la durée du travail des ouvrières et des jeunes ouvriers dans les laiteries d'Irlande (pris en vertu de la loi de 1901). (*Ibid.*, p. 434.)

Arrêté du Secrétaire de l'Intérieur, du 17 juin 1902, sur l'emploi des femmes et des jeunes ouvriers au nettoyage et à l'apprêt des fruits (pris en vertu de l'article 41 de la loi de 1901). — *Arrêté réglant la durée du travail et des repos, l'hygiène et la sécurité des femmes et jeunes ouvriers employés à ces travaux.* (*Ibid.*, p. 435.)

Arrêté du 14 juillet 1902 relatif au travail à domicile (pris en exécution des articles 107 et 108 de la loi de 1901). — *Arrêté complétant celui du 11 décembre 1901, qui avait donné la liste des industries auxquelles doivent s'appliquer les dispositions relatives au travail à domicile.* (*Ibid.*, n^o 10, p. 517.)

Arrêté du 14 juillet 1902 sur les indications relatives au calcul du salaire à fournir aux ouvriers dans la fabrication des câbles, chaînes, chattes, ancrs et pièces d'engrenage en fer ou en acier (pris en exécution de l'article 116 de la loi de 1901). (*Ibid.*, p. 516.)

Arrêté du 14 juillet 1902 sur les indications relatives au calcul du salaire à fournir aux ouvriers dans la fabrication des serrures, loquets et clefs (pris en vertu de l'article 116 de la loi de 1901). (*Ibid.*, p. 518.)

Arrêté du 12 août 1902 sur l'emploi de solutions inflammables pour la fabrication des chapeaux de feutre (pris en vertu de l'article 79 de la loi de 1901). (*Ibid.*, p. 519.)

Arrêté du 22 août 1902 concernant l'emploi, pendant la nuit, de jeunes ouvriers mâles, à des travaux de concentration dans les mines de plomb et de zinc (pris en vertu de l'article 54 de la loi de 1901). (*Ibid.*, p. 519.)

ITALIE.

Loi du 19 juin 1902 sur le travail des femmes et des enfants dans l'industrie. (*Bulletin de l'Inspection*, 1902, n^{os} 3-4, p. 266.)

LUXEMBOURG.

Loi du 22 mai 1902 concernant l'inspection du travail industriel. — *Loi créant des inspecteurs du travail, ayant le droit d'entrer de jour et de nuit, dans les établissements industriels en activité et de dresser procès-verbal. Ces inspecteurs peuvent être assistés de délégués ouvriers.* (*Bulletin de l'Office du Travail*, septembre 1902, p. 622.)